

2012



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

La culture politique de la démocratie, Haïti 2012 : Vers l'égalité des chances

## La culture politique de la démocratie, Haïti 2012 : Vers l'égalité des chances

Amy Erica Smith, Ph.D.  
Université Iowa State

François Gélinau, Ph.D.  
Université Laval

Mitchell A. Seligson, Ph.D.  
Coordonnateur scientifique et éditeur de la série  
Université Vanderbilt



---

# La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2012 :

## Vers l'égalité des chances

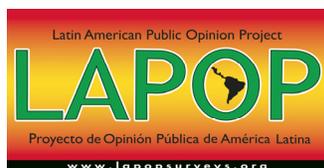
---

Par :

Amy Erica Smith  
Université Iowa State

François Gélinau  
Université Laval

Mitchell A. Seligson, Ph.D.  
Coordonnateur scientifique et directeur de la série  
Université Vanderbilt



VANDERBILT  UNIVERSITY



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien financier du Programme de démocratie et de gouvernance de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence pour le développement international

Décembre 2012



## Table des matières

<b>Tableaux</b> .....	<b>vii</b>
<b>Figures</b> .....	<b>vii</b>
<b>Préface</b> .....	<b>xiii</b>
<b>Prologue : contexte de l'étude</b> .....	<b>xv</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>xxv</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>xxix</b>
<b>Pour comprendre les graphiques qui apparaissent dans ce rapport</b> .....	<b>xxxv</b>
<b>Partie I : L'égalité des chances et la démocratie dans les Amériques</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre un : L'égalité économique et la mobilité sociale dans les Amériques</b> .....	<b>3</b>
I. Introduction .....	3
II. Contexte : Égalité des chances économiques et sociales dans les Amériques.....	5
III. Egalités économiques et opportunités sociales en Haïti .....	12
<i>Qui sont les Haïtiens qui disent avoir été victimes de discrimination ?</i> .....	25
<i>Opinion Publique sur l'égalité entre les races et les sexes</i> .....	28
IV. Opinion publique à l'égard de politiques publiques pour combattre les inégalités.....	32
<i>Transferts monétaires conditionnels et autres programmes d'aide sociale</i> .....	33
V. Conclusion .....	37
Rapport spécial # 1 : Niveau de scolarité et couleur de la peau .....	38
Rapport spécial # 2 : Crise économique, couleur de la peau et richesse du ménage.....	39
Rapport spécial # 3 : Appui aux mariages interethniques .....	40
<b>Chapitre deux : L'égalité de participation politique dans les Amériques</b> .....	<b>41</b>
I. Introduction .....	41
II. Participation dans les Amériques en 2012 .....	44
<i>Participation électorale</i> .....	44
<i>Au-delà de la participation électorale</i> .....	47
III. Opinion publique sur les opportunités et attitudes discriminatoires.....	57
<i>Opinion publique sur le rôle de leadership des femmes</i> .....	58
<i>Opinion publique sur le rôle de leadership des groupes ethniques ou raciaux marginalisés</i> .....	60
<i>Opinion publique à l'égard de la participation politique des homosexuels</i> .....	61

<i>Opinion publique sur la participation des handicapés</i> .....	63
IV. Opinion publique envers les contraintes de parité.....	64
<i>Les quotas par sexe</i> .....	64
<i>Vote obligatoire</i> .....	65
<i>Réduction des inégalités économiques et sociales</i> .....	66
V. Conclusion.....	66
Rapport spécial # 4 : Participation politique selon le sexe.....	68
Rapport spécial # 5 : Les quotas par sexe et la participation politique des femmes.....	69
Rapport spécial # 6 : Vote obligatoire et inégalités dans la participation politique.....	70
<b>Chapitre trois : Les effets de l'inégalité des chances et de la discrimination sur la légitimité et l'engagement politique.....</b>	<b>71</b>
I. Introduction.....	71
II. Inégalité, efficacité et perceptions de la représentativité des partis.....	73
III. Appui au système politique et engagement envers la démocratie.....	82
IV. Participation dans les protestations.....	86
V. Conclusion.....	90
Rapport spécial # 7 : Connaissance politique et la division rurale/urbaine.....	91
Rapport spécial # 8 : Discrimination et appui au système.....	92
Rapport spécial # 9 : Appui à la démocratie et l'information électorale.....	93
<b>Partie II : La gouvernance, la participation politique et la société civile dans les Amériques.....</b>	<b>95</b>
<b>Chapitre quatre : La corruption, la criminalité, la démocratie et les droits humains.....</b>	<b>97</b>
I. Introduction.....	97
II. Corruption.....	100
<i>Perception de la corruption</i> .....	101
<i>Victimisation par la corruption</i> .....	103
<i>Qui est susceptible d'être victime de corruption ?</i> .....	107
III. Perception de l'insecurité et de la victimisation.....	109
IV. Victimes de criminalité.....	112
<i>Qui sont les personnes les plus susceptibles d'être victimes de criminalité ?</i> .....	116
V. Confiance et appui envers la police.....	117
VI. Soutien aux efforts qui tentent d'empêcher le phénomène de servitude chez les enfants, comme chez les restaveks.....	122
VII. L'impact de la criminalité, de l'insécurité et de la corruption sur l'appui au système politique.....	125
VIII. Impact de la criminalité et l'insécurité sur l'appui à l'État de droit.....	127

IX. Conclusion.....	131
<b>Chapitre cinq : La légitimité politique et la tolérance.....</b>	<b>133</b>
I. Introduction .....	133
II. Appui au système politique.....	136
III. Tolérance politique .....	139
IV. La stabilité démocratique .....	143
V. La légitimité des autres institutions démocratiques.....	147
VI. Appui à la démocratie.....	149
VII. Conclusion.....	151
<b>Chapitre six : Le gouvernement local .....</b>	<b>153</b>
I. Introduction .....	153
II. La participation au niveau local .....	156
<i>Présentation de pétition au gouvernement local .....</i>	<i>158</i>
III. Les attitudes envers le gouvernement local .....	163
<i>Satisfaction à l'égard des services locaux.....</i>	<i>165</i>
<i>Perceptions sur les dépenses municipales.....</i>	<i>172</i>
<i>Priorités des citoyens pour le gouvernement local.....</i>	<i>173</i>
<i>La juridiction préférée pour la prestation de services .....</i>	<i>175</i>
<i>Confiance envers le gouvernement municipal.....</i>	<i>176</i>
IV. Influence de la satisfaction à l'égard des services locaux sur l'appui au système politique.....	177
V. Conclusion .....	179
<b>Partie III : Au delà de l'égalité des chances .....</b>	<b>181</b>
<b>Chapitre sept : La prestation de services et la reconstruction .....</b>	<b>183</b>
I. Introduction .....	183
II. Contexte : Les dommages causés par le séisme de 2010.....	184
III. Évaluation de l'efficacité du processus de reconstruction.....	187
IV. Distribution/allocation de services publics.....	190
<i>Services d'eau potable .....</i>	<i>192</i>
<i>Électricité.....</i>	<i>194</i>
<i>Plomberie et installation sanitaire (toilette).....</i>	<i>196</i>
<i>Insécurité alimentaire .....</i>	<i>197</i>
V. Priorités pour la prestation de services .....	200
VI. Conclusion.....	202

<b>Chapitre huit : La légitimité et le bien-être personnel après le séisme de 2010 .....</b>	<b>205</b>
I. Introduction .....	205
II. Bien-être personnel .....	208
III. Autoritarisme et appui à la démocratie .....	210
IV. Populisme .....	217
V. Mobilisations sociales et appui au système politique .....	223
VI. Conclusion .....	226
<b>Chapitre neuf : Le comportement électoral, le gouvernement et la performance des partis politiques.....</b>	<b>229</b>
I. Introduction .....	229
II. Idéologie et proximité partisane.....	230
III. Pour qui voteraient les haïtiens si des élections avaient lieu cette semaine ?.....	237
IV. Évaluations du Président, le Parlement et les partis politiques .....	242
V. Conclusion .....	244
<b>Annexe .....</b>	<b>245</b>
Annexe A Lettre de consentement.....	247
Annexe B Questionnaire.....	249
Annexe C Les tableaux de régression.....	281

## Tableaux

Table 1. Appui au système politique et tolérance politique.....	136
---	-----

## Figures

Figure 1 Indice de Gini par régions du monde .....	6
Figure 2 Inégalité dans les Amériques.....	6
Figure 3 Les citoyens de 4 pays selon la distribution mondiale des revenus .....	7
Figure 4 Évolution des inégalités dans 4 pays des Amériques.....	8
Figure 5 Indice de développement humain ajusté aux inégalités dans six régions du monde.....	9
Figure 6 IDH et IDHI, Haïti 1980-2011 .....	10
Figure 7 Perte de potentiel de développement humain à cause des inégalités par région du monde .....	10
Figure 8 Contexte familial et réussite éducative dans les Amériques .....	11
Figure 9 Palette de couleur de la peau utilisée dans le Baromètre des Amériques .....	14
Figure 10 Déterminants du niveau de scolarité, Haïti 2012 .....	16
Figure 11 Niveau de scolarité selon l'âge, le lieu de résidence, et le sexe en Haïti .....	17
Figure 12 Niveau de scolarité et couleur de la peau, Haïti 2012.....	18
Figure 13 Niveau de scolarité de la mère comme déterminant du nombre d'années d'études complétées du répondant .....	19
Figure 14 Déterminants des revenus personnels en Haïti pour les répondants ayant un emploi.....	20
Figure 15 Les revenus du répondant versus celui de son conjoint en Haïti pour les répondants ayant un emploi .....	21
Figure 16 Niveau de scolarité de la mère comme déterminant du revenu des répondants qui ont un emploi .....	22
Figure 17 Déterminants de l'insécurité alimentaire, Haïti 2012.....	23
Figure 18 Niveau de scolarité de la mère et insécurité alimentaire, Haïti 2012 .....	24
Figure 19 Caractéristiques personnelles et transferts d'argent, Haïti 2012.....	25
Figure 20 Pourcentage des répondants se disant victimes de discrimination au travail dans les Amériques.....	26
Figure 21 Déterminants de la victimisation au travail ou à l'école, Haïti 2012 .....	27
Figure 22 Appui à l'idée de donner priorités aux hommes sur le marché du travail dans les Amériques.....	29
Figure 23 Accord et désaccord avec l'idée de donner la priorité aux hommes sur le marché du travail.....	30
Figure 24 Pourcentage de citoyens qui déclarent que la pauvreté est due à la culture dans les Amériques.....	31
Figure 25 Appui à l'intervention de l'État pour réduire les inégalités dans les Amériques.....	33
Figure 26 Bénéficiaires d'assistance sociale dans les Amériques.....	35
Figure 27 La perception que les bénéficiaires de l'assistance sociale sont des paresseux dans les Amériques.....	36
Figure 28 Sexe et participation électorale dans les Amériques, 2012 .....	46
Figure 29 Caractéristiques sociodémographiques et participation électorale, Haïti 2012.....	47
Figure 30 Participation communautaire dans les Amériques, 2012 .....	49

Figure 31 Types de participation communautaire, Haïti, 2012 .....	50
Figure 32 Caractéristiques sociodémographiques et participation communautaire, Haïti 2012 .....	51
Figure 33 Caractéristiques sociodémographiques et pourcentage des personnes ayant exercé un rôle de leadership dans une organisation communautaire, Haïti 2012 .....	51
Figure 34 Participation aux campagnes électorales dans les Amériques, 2012 .....	53
Figure 35 Caractéristiques sociodémographiques et efforts de persuasion électorale, Haïti 2012 .....	54
Figure 36 Caractéristiques sociodémographiques et participation aux campagnes électorales, Haïti 2012 .....	55
Figure 37 État civil des femmes et participation, Haïti 2012 .....	56
Figure 38 Couleur de la peau et participation, Haïti 2012 .....	57
Figure 39 Les hommes font de meilleurs leaders, 2012 .....	59
Figure 40 Les gens à la peau foncée ne sont pas des bons leaders politiques, 2012 .....	61
Figure 41 Les homosexuels peuvent être candidats à des postes électifs, 2012 .....	62
Figure 42 Les handicapés physiques peuvent être candidats à des postes électifs, 2012 .....	63
Figure 43 Appui aux quotas par sexe dans les Amériques .....	65
Figure 44 Efficacité interne dans les Amériques .....	75
Figure 45 Déterminants de l'efficacité interne, Haïti 2012 .....	76
Figure 46 Facteurs associés à l'efficacité interne, Haïti 2012 .....	77
Figure 47 Efficacité externe et perception de la représentativité des partis politiques dans les Amériques .....	78
Figure 48 Déterminants de l'efficacité externe, Haïti 2012 .....	79
Figure 49 Déterminants de la perception que les partis écoutent, Haïti 2012 .....	79
Figure 50 Facteurs associés à l'efficacité externe, Haïti 2012 .....	80
Figure 51 Facteurs associés à la perception que les partis écoutent, Haïti 2012 .....	81
Figure 52 Couleur de peau, efficacité externe et perception que les partis écoutent, Haïti 2012 .....	81
Figure 53 Déterminants de l'appui au système politique, Haïti 2012 .....	82
Figure 54 Facteurs associés l'appui au système politique, Haïti 2012 .....	83
Figure 55 Couleur de la peau et appui au système politique, Haïti 2012 .....	84
Figure 56 Déterminants de l'appui à la démocratie, Haïti 2012 .....	85
Figure 57 Facteurs associés à l'appui à la démocratie, Haïti 2012 .....	85
Figure 58 Couleur de la peau et appui à la démocratie, Haïti 2012 .....	86
Figure 59 Participation aux mobilisations sociales dans les pays des Amériques .....	87
Figure 60 Déterminants de la participation aux manifestations, Haïti 2012 .....	88
Figure 61 Facteurs associés à la participation aux manifestations, Haïti 2012 .....	89
Figure 62 Couleur de peau et participation aux manifestations, Haïti 2012 .....	90
Figure 63 Perceptions de la corruption dans les Amériques .....	102
Figure 64 Perceptions de la corruption, Haïti 2006-2012 .....	103
Figure 65 Pourcentage de victimes de corruption dans les Amériques .....	104
Figure 66 Nombre de fois à laquelle un répondant a été victime de corruption, Haïti 2012 .....	105
Figure 67 Pourcentage de victimes de corruption, Haïti 2006-2012 .....	106
Figure 68 Demande de pot-de-vin par lieu d'incidence, Haïti 2012 .....	107
Figure 69 Les déterminants de la victimisation par la corruption en Haïti, 2012 .....	108
Figure 70 Variables démographiques et victimes de la corruption, Haïti 2012 .....	109
Figure 71 Perception de l'insécurité dans les Amériques, 2012 .....	110
Figure 72 Perception de l'insécurité, Haïti 2006-2012 .....	111
Figure 73 Perception de l'insécurité par région, Haïti 2012 .....	111
Figure 74 Victimes de criminalité dans les Amériques, 2012 .....	113

Figure 75 Lieu où le dernier acte de criminalité s'est produit, Haïti 2012 .....	114
Figure 76 Victimes de criminalité selon la région, Haïti 2012 .....	115
Figure 77 Victimes de criminalité, Haïti 2006-2012 .....	115
Figure 78 Déterminants du fait d'être victime de la criminalité, Haïti 2012 .....	116
Figure 79 Évaluation de la performance de la PNH, Haïti 2012 .....	117
Figure 80 Évaluation de la performance de la PNH, Haïti 2008-2012 .....	118
Figure 81 Évaluation de la confiance envers la PNH, Haïti 2006-2012 .....	119
Figure 82 Confiance envers la police dans les Amériques, 2010 et 2012 .....	120
Figure 83 Une autre force armée est nécessaire, Haïti 2012 .....	121
Figure 84 Appui aux efforts pour enrayer la pratique des restaveks, Haïti 2012 .....	122
Figure 85 Déterminants de l'appui aux interventions pour empêcher la servitude des enfants .....	123
Figure 86 Caractéristiques personnelles et appui aux efforts pour enrayer le phénomène des restaveks .....	124
Figure 87 Déterminants de l'appui au système politique, Haïti 2012 .....	125
Figure 88 Criminalité, corruption, et appui au système politique, Haïti 2012 .....	126
Figure 89 Pourcentage d'appui à l'État de droit dans les Amériques, 2012 .....	128
Figure 90 Pourcentage d'appui à l'État de droit, Haïti 2006-2012 .....	129
Figure 91 Déterminants de l'appui à l'État de droit, Haïti 2012 .....	130
Figure 92 Les facteurs associés à l'appui à l'État de droit, Haïti 2012 .....	131
Figure 93 Appui au système politique dans les Amériques, 2012 .....	137
Figure 94 Les composantes d'appui au système politique, Haïti 2012 .....	138
Figure 95 Appui au système politique, Haïti 2006-2012 .....	139
Figure 96 Tolérance politique dans les Amériques, 2012 .....	140
Figure 97 Composantes de la tolérance politique en Haïti, 2012 .....	141
Figure 98 Tolérance politique, Haïti 2006-2012 .....	141
Figure 99 Les déterminants de la tolérance, Haïti 2012 .....	142
Figure 100 Facteurs associés à la tolérance politique, Haïti 2012 .....	143
Figure 101 Les attitudes favorisant la stabilité démocratique dans les Amériques, 2012 .....	144
Figure 102 Les attitudes favorisant la stabilité démocratique, Haïti 2006-2012 .....	145
Figure 103 Les déterminants des attitudes favorisant la stabilité démocratique en Haïti, 2012 .....	146
Figure 104 Les facteurs associés aux attitudes qui favorisent la stabilité démocratique en Haïti, 2012 .....	147
Figure 105 Confiance dans les institutions en Haïti, 2012 .....	148
Figure 106 Confiance envers les institutions haïtiennes, 2006-2012 .....	149
Figure 107 Appui à la démocratie dans les Amériques, 2012 .....	150
Figure 108 Appui à la démocratie, Haïti 2006-2012 .....	151
Figure 109 Participation à une réunion municipale dans les Amériques, 2012 .....	157
Figure 110 Participation à une réunion municipale, Haïti 2006-2012 .....	158
Figure 111 Formulation de demandes auprès du gouvernement local dans les Amériques .....	159
Figure 112 Formulation de demandes auprès du gouvernement, Haïti 2006-2012 .....	160
Figure 113 Solution satisfaisante aux demandes formulées auprès du gouvernement municipal, Haïti 2012 .....	161
Figure 114 Les déterminants de la formulation de demandes auprès du gouvernement local, Haïti 2012 .....	162
Figure 115 Les facteurs associés à la formulation de demandes auprès du gouvernement local, Haïti 2012 .....	163

Figure 116 Satisfaction à l'égard des services offerts par les gouvernements locaux dans les Amériques, 2012.....	166
Figure 117 Évaluation de la qualité des services des gouvernements locaux en Haïti, 2012.....	167
Figure 118 Évaluation de la qualité des services offerts par les gouvernements locaux, Haïti 2006-2012.....	167
Figure 119 Satisfaction à l'égard de la qualité des routes dans les Amériques, 2012.....	169
Figure 120 Satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des écoles publiques dans les Amériques, 2012.....	170
Figure 121 Satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des services de santé publique à dans les Amériques, 2012.....	171
Figure 122 Perceptions des Haïtiens sur la répartition des dépenses municipales, Haïti 2012.....	172
Figure 123 Proportion des citoyens qui affirment tirer profit des dépenses municipales, Haïti 2012.....	173
Figure 124 Principale priorité pour les gouvernements municipaux, Haïti 2012.....	173
Figure 125 Les plus importantes priorités pour les gouvernements locaux, Haïti 2012.....	174
Figure 126 Entité qui devrait être responsable pour la provision de certains services au niveau local, Haïti 2012.....	175
Figure 127 Confiance envers les gouvernements municipaux dans les Amériques, 2012.....	176
Figure 128 Confiance envers les KASEK, Haïti 2006-2012.....	177
Figure 129 Satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des services locaux comme déterminant de l'appui au système politique, Haïti 2012.....	178
Figure 130 Satisfaction des citoyens envers les services locaux et appui au système, Haïti 2012.....	179
Figure 131 Étendue des dégâts causés par le séisme dans les maisons des répondants, Haïti 2012....	185
Figure 132 Étendue des dommages du séisme dans les municipalités, Haïti 2012.....	186
Figure 133 Évaluation du processus de reconstruction, Haïti 2012.....	188
Figure 134 Déterminants de l'évaluation de la performance du gouvernement national dans le processus de reconstruction, Haïti 2012.....	189
Figure 135 Évaluation de la qualité des services, Haïti 2012.....	191
Figure 136. Sources d'approvisionnement en eau des ménages, Haïti 2010 et 2012.....	192
Figure 137 Accès à l'eau potable tous les jours (pour ceux qui sont raccordés au réseau national de service d'eau potable), Haïti 2010 et 2012.....	193
Figure 138 Les facteurs associés à l'accès quotidien à l'eau, Haïti, 2012.....	194
Figure 139 Pourcentage d'individus qui affirment être connectés au réseau public d'électricité, Haïti 2010 et 2012.....	195
Figure 140 Nombre d'heures d'électricité par jour, Haïti 2010 et 2012.....	195
Figure 141 Les caractéristiques associées à l'accès au réseau électrique, Haïti 2010 et 2012.....	196
Figure 142 Pourcentage des citoyens ayant de la plomberie et des services sanitaires à l'intérieur de leur domicile, Haïti 2010 et 2012.....	197
Figure 143 Insécurité alimentaire, Haïti 2010 et 2012.....	198
Figure 144 Les facteurs associés à l'insécurité alimentaire, Haïti 2012.....	199
Figure 145 La principale priorité pour le gouvernement national, Haïti 2012.....	201
Figure 146 Les priorités pour le gouvernement national, Haïti 2012.....	202
Figure 147 Bien-être personnel, Haïti 2006-2012.....	208
Figure 148 Bien-être personnel dans les Amériques, 2012.....	209
Figure 149 Bien-être personnel et séisme, Haïti 2012.....	210
Figure 150 Déterminants de l'appui à la démocratie, Haïti 2012.....	211
Figure 151 Séisme et appui à la démocratie, Haïti 2012.....	212

Figure 152 Attitudes démocratiques, Haïti 2006 et 2012 .....	214
Figure 153 Insécurité alimentaire, séisme et appui pour un gouvernement musclé, Haïti 2012 .....	215
Figure 154 Insécurité alimentaire, séisme et appui à un leader non-élu, Haïti 2012 .....	216
Figure 155 Insécurité alimentaire, séisme et appui à l'idée que ladémocratie est préférable à n'importe quelle autre forme de gouvernement, Haïti 2012 .....	217
Figure 156 Attitudes populistes, Haïti 2008 et 2012 .....	218
Figure 157 Appui à l'idée de limiter les partis d'opposition et à restreindre les droits des minorités dans les Amériques, 2012 .....	219
Figure 158 Appui à un gouvernement sans représentants élus dans les Amériques, 2012 .....	220
Figure 159 Insécurité alimentaire, séisme et appui à l'idée de restreindre les partis d'opposition, Haïti 2012 .....	221
Figure 160 Insécurité alimentaire, séisme et appui au gouvernement sans représentants élus, Haïti 2012 .....	222
Figure 161 Insécurité alimentaire, séisme et appui à l'idée que les minorités sont une menace pour le pays, Haïti 2012 .....	222
Figure 162 Déterminants de l'appui au régime politique, Haïti 2012 .....	223
Figure 163 Insécurité alimentaire, séisme et appui au système politique, Haïti 2012 .....	224
Figure 164 Déterminants des mobilisations sociales, Haïti 2012 .....	225
Figure 165 Insécurité alimentaire, séisme et mobilisations Sociales, Haïti 2012 .....	226
Figure 166 Pourcentage des citoyens qui se positionnent sur le spectre « droite » et « gauche », Haïti 2012 .....	231
Figure 167 La position des Haïtiens sur l'échelle gauche-droite, 2012 .....	231
Figure 168 Position moyenne sur l'échelle gauche-droite, Haïti 2006-2012 .....	232
Figure 169 Positionnement moyen des citoyens des Amériques sur l'axe idéologique, 2012 .....	233
Figure 170 Pourcentage des personnes qui se sentent proches d'un parti, Haïti 2006-2012 .....	234
Figure 171 Pourcentage des personnes qui se sentent proches d'un parti dans les Amériques, 2012 .....	235
Figure 172 Appui aux partis, Haïti 2012 .....	236
Figure 173 Appui aux partis, Haïti 2008-2012 .....	237
Figure 174 Intentions de vote, Haïti 2012 .....	238
Figure 175 Déterminants de l'appui au candidat du Président en poste, Haïti 2012 .....	239
Figure 176 Caractéristiques personnelles et appui pour le candidat du Président sortant, Haïti 2012 .....	240
Figure 177 Lieu de résidence et appui au Président Martelly, Haïti 2012 .....	241
Figure 178 Expériences, attitudes et appuis au Président Martelly, Haïti 2012 .....	241
Figure 179 Idéologie, préférences partisans et appui au Président Martelly, Haïti 2012 .....	242
Figure 180 Évaluation de la performance du Président, du Parlement et des partis politiques, Haïti 2012 .....	243



## Préface

L'Agence américaine pour le développement International (USAID) est fière de soutenir le *Baromètre des Amériques*. Bien que l'objectif principal de l'enquête soit de faire entendre la voix des citoyens des Amériques sur un large éventail d'enjeux, ce sondage sert également à USAID de guide dans sa programmation et devient ainsi une source d'information pour les responsables de l'organisme en Amérique latine et dans les Caraïbes

Les agents de USAID utilisent les conclusions du *Baromètre des Amériques* dans l'identification de leurs priorités, l'allocation des fonds et l'élaboration des programmes. Les enquêtes sont souvent utilisées comme outils d'évaluation, en comparant les tendances nationales à celles des zones géographiques pour lesquelles un « sur-échantillonnage » a été réalisé. Le *Baromètre des Amériques* fait figure de proue dans l'industrie grâce à la grande fiabilité de ses données. Ces dernières sont conformes aux recommandations de l'Académie nationale des sciences 2008 et de la nouvelle Politique d'évaluation mise en place par USAID en 2011. Le *Baromètre des Amériques* répond également aux besoins des décideurs politiques et des organismes d'aide internationale. Enfin, il informe les citoyens sur les valeurs démocratiques et la situation de leurs pays par rapport aux tendances régionales.

Le *Baromètre des Amériques* contribue au renforcement des compétences locales en matière de recherche à travers sa collaboration avec les établissements d'enseignement des pays où l'enquête est effectuée ainsi que par la formation de chercheurs provenant de ces pays. La préparation de l'enquête, la collecte des données et la publication des rapports dans chacun des pays participants se déroule en quelques étapes. En premier lieu, l'équipe d'experts basée à l'Université Vanderbilt (*LAPOP Central*), suite à de amples consultations avec les partenaires locaux, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et les autres donateurs, développe le contenu du questionnaire qui sera administré dans l'ensemble des pays participants. Cette première version du questionnaire est ensuite envoyée aux institutions associées au projet dans le but d'avoir leur rétroaction et d'améliorer l'outil. Puis, un vaste effort de pré-tests est entrepris dans plusieurs pays jusqu'à l'obtention d'un questionnaire plus ou moins achevé. Cette nouvelle version de l'instrument est envoyée une nouvelle fois aux partenaires locaux afin d'y incorporer des questions d'intérêt local telles que définies par USAID et les autres donateurs. Enfin, s'amorce une dernière série de pré-tests du questionnaire dans chacun des pays afin d'y tester les nouvelles questions. Ensuite le processus de formation des enquêteurs, effectué conjointement par les professeurs et chercheurs de *LAPOP Central* et les partenaires locaux, est mis en branle. Dans les pays où une bonne partie de la population ne parle pas la langue officielle (ou majoritaire), la traduction de l'instrument est effectuée et de nouvelles versions du questionnaire sont préparées. A ce moment, l'équipe d'enquêteurs de chaque pays est prête à débiter les entrevues. Celles-ci se réalisent en face-à-face en suivant à la lettre les exigences du plan d'échantillonnage élaboré par *LAPOP Central* et commun à tous les pays de la région. Dans certains pays les interviewers se servent d'un téléphone intelligent (*Smartphone*) pour saisir les réponses des personnes interviewées. Ce procédé permet de réduire les erreurs liées à des réponses inéligibles ou ignorées. Une fois la collecte de donnée bouclée, l'équipe de Vanderbilt effectue une révision des données pour s'assurer de leur exactitude. Entre temps, les chercheurs associés à l'Université Vanderbilt conçoivent le cadre théorique pour la réalisation des études nationales. Analyses spécifiques à chaque pays sont ensuite effectuées par des équipes locales.

USAID demeure le plus important bailleur de fond du *Baromètre des Amériques*. Cependant, d'autres institutions comme la Faculté des Arts et des Sciences de l'Université de Vanderbilt et la Fondation Tinker apportent aussi un appui financier permanent. En outre, pour cette vague du sondage, des institutions comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, l'Ambassade de la Suède en Bolivie, le Conseil national de recherche du Brésil (CNPq), l'Université Duke, le collège Algonquin, l'Université Florida International, l'Université de Miami et l'Université Princeton ont aussi contribué financièrement au projet. Grâce à ce généreux soutien financier, la collecte des données sur le terrain a pu être réalisée simultanément dans tous les pays impliqués, permettant ainsi une plus grande précision scientifique et promptitude dans l'élaboration des analyses comparatives.

USAID tient à remercier les Dr. Mitchell Selligson et Elizabeth Zechmeister pour leur leadership au sein du *Baromètre des Amériques*. L'Agence étend ce remerciement aussi à leurs étudiants et aux nombreux universitaires et institutions qui sont associés à cet effort à travers les Amériques.

Vanessa Reilly  
LAC/RSD/ Démocratie et droits humains  
Bureau de l'Amérique latine et des Caraïbes  
Agence américaine pour le développement international

## Prologue : contexte de l'étude

Mitchell A. Seligson, Ph.D.

*Centennial Professor* de science politique, professeur de sociologie  
et directeur du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine,  
Université Vanderbilt

et

Elizabeth Zechmeister, Ph.D.

Professeure agrégée de science politique  
et directeur-adjointe du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine,  
Université Vanderbilt

Nous sommes ravis de présenter les résultats de la cinquième vague du Baromètre des Amériques, l'enquête phare du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP) de l'Université Vanderbilt. Dans cette étude, s'attaque un problème majeur, aux conséquences sociales, politiques et raciales très graves : les écarts énormes en termes d'égalité des chances et des ressources disponibles aux citoyens des Amériques. Il ne fait pas de doute que ces inégalités se manifestent dans le niveau de développement des pays de la région. Cependant, ce rapport se concentre sur le contexte domestique des pays de la région. Nous nous questionnons sur les inégalités dans la distribution des ressources entre les multiples groupes ethniques, les classes sociales et les individus de sexe différent. En outre, nous nous demandons aussi dans quelle mesure les citoyens des Amériques expriment des opinions discriminatoires envers la participation politique des individus issues des catégories sociales historiquement marginalisées. Nous voulons savoir aussi si les citoyens appuient l'idée que des actions sont prises pour remédier à ces inégalités. Finalement, nous nous interrogeons sur l'impact de ces inégalités sur l'attachement des citoyens envers le système politique et sur la nature de leur participation politique en général.

Fondé il y a une vingtaine d'années, LAPOP est généreusement soutenu par l'Université Vanderbilt qui héberge le projet. LAPOP a débuté avec une enquête sur le Costa Rica, au moment où de nombreux pays de la région étaient sous le joug de la dictature. À cette époque, les études d'opinion publique indépendantes n'étaient pas permises dans ces pays et la violation des droits humains était la règle. De nos jours ce genre d'études est heureusement possible virtuellement dans tous les pays de la région. Le Baromètre des Amériques cherche à mesurer les attitudes et comportements démocratiques dans les Amériques. Un échantillonnage probabiliste représentatif au niveau national des adultes en âge de voter est utilisé. La première vague d'enquête, initiée en 2004, avait été réalisée dans 11 pays. En 2006, la deuxième vague incluait 22 pays. La troisième vague en 2008 comportait des entrevues réalisées dans 24 pays. Finalement en 2010 le nombre de pays est passé à 26. Aujourd'hui, comme en 2010, l'enquête a été administrée dans les États indépendants se situant sur le territoire continental de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, ainsi que dans de nombreux pays des Caraïbes. Les vagues de 2010 et 2012 du Baromètre des Amériques constituent à ce jour les enquêtes sur les valeurs démocratiques les plus exhaustives sur le plan de la couverture géographique jamais réalisées dans les Amériques.

L'Agence Américaine pour le développement international (USAID) demeure le plus important bailleur de fond du Baromètre des Amériques. Cependant, d'autres institutions comme la Faculté des arts et des sciences de l'Université Vanderbilt et la Fondation Tinker apportent aussi un appui financier permanent. En outre, pour cette vague, des institutions, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Ambassade de la Suède en Bolivie, l'Université Duke, le collège Algonquin, l'Université Florida International, l'Université de Miami, l'Université Princeton et le Conseil national de la recherche du Brésil (CNPq) ont concouru au soutien du Baromètre des Amériques.

La sélection du thème « égalité des chances et marginalisation » s'appuie sur de nombreuses discussions avec notre partenaire principal, USAID. Nos remerciements sont tout particulièrement dirigés à monsieur Eric Kite et madame Vanessa Reilly ainsi qu'aux autres agents de la section Démocratie et gouvernance de la mission de USAID pour les Amériques. Notre préoccupation pour cette thématique découle des résultats de notre dernière enquête, dans le cadre de laquelle nous avons analysé les effets sociopolitiques de la crise économique que traversait la région à ce moment. Tel que décrit dans notre publication *Insight Report # 76*, bien que la crise économique n'était que d'intensité modérée dans beaucoup de pays de la région, elle a tout de même eu un impact disproportionné dans certains segments de la population tels que les ménages les plus pauvres, les personnes de couleur plus foncée et les femmes (voir Rapport spécial #1). Ces résultats nous avaient convaincu de la nécessité de regarder de plus près la thématique de la marginalisation et de l'égalité des chances dans nos prochaines études.

Les données que nous présentons ont été colligées au cours des premiers mois de 2012. Cela étant dit, ce rapport est le fruit de deux années de travail et le résultat de la contribution de plusieurs milliers d'individus et d'organisations dans 26 pays des Amériques. La préparation de l'enquête de 2012 a débuté au quatrième trimestre de 2010, au moment où nous finissions le rapport de 2010. Cet effort s'est poursuivi tout au long de l'année 2011. Au cours du premier semestre de 2011, nous avons invité des chercheurs de pointe, dont les travaux portent sur la thématique de l'égalité des chances en Amérique latine et dans les Caraïbes, à venir nous rencontrer à Nashville pour discuter avec nous. Nous leur avons alors demandé leur opinion sur les questions que nous devons inclure dans l'enquête. En ce sens, nous remercions Lisa Baldez (Université Dartmouth), Jana Morgan (Université du Tennessee-Knoxville), Leslie Schwindt-Bayer (Université du Missouri) et Michelle Taylor-Robinson (Université Texas A&M) pour leurs importantes contributions. Nous avons aussi reçu plusieurs recommandations du professeur Edward L. Telles (Université Princeton) durant la planification du Baromètre des Amériques. Le fait de nous être mis à l'écoute de chercheurs qui ont consacré une bonne partie de leur carrière à étudier le phénomène qui nous intéressait nous a permis d'élaborer un questionnaire qui reflète leurs préoccupations, et ce, dans un format qui facilite la collecte de données comparables, fiables et précises.

Le processus de conception de l'enquête comportait trois phases de développement et de pré-test, couvrant une année entière. L'expérience peut être qualifiée de participative, impliquant des milliers d'heures de travail d'innombrables individus. De février à septembre 2011, María Fernanda Boidi et Patricia Zárate ont conduit en Uruguay et au Pérou la première phase de pré-tests, axée sur le développement de nouvelles questions. Nous avons reçu aussi d'importantes rétroactions de la part d'Abby Córdova, de Daniel Montalvo et de Daniel Moreno, qui avaient réalisé des sessions de pré-tests au Salvador, en Équateur et en Bolivie, respectivement. Leur compte rendu nous a permis d'identifier les questions qui étaient bien comprises, celles qui méritaient certains ajustements et celles

qui étaient tout simplement impossibles d'utiliser. À partir de ce moment, nous avons commencé à développer un noyau dur de questions qui nous permettraient d'analyser les différents aspects de l'égalité des chances et de la marginalisation dans les Amériques. Dès lors, nous avons pu nous consacrer au travail minutieux d'ajustement de la syntaxe des questions. Ainsi, nous sommes arrivés à formuler des questions qui ont la même signification dans toute la région.

Au même moment, nous avons procédé à l'identification des questions posées en 2010 et en vagues antérieures que nous voulions conserver dans l'enquête de 2012. La répétition d'une série de questions clefs nous permet de construire une série chronologique qui couvre une décennie ou plus. Par exemple, les séries chronologiques pour certains pays d'Amérique centrale remontent au début des années 1990. Nous avons consulté nos partenaires universitaires, le personnel des missions de USAID dans la région et notre Conseil consultatif international sur le contenu de ce noyau réduit de questions. Sur la base des commentaires recueillis, nous avons conservé certaines d'entre elles, tandis que d'autres ont été abandonnées.

Au début du mois d'octobre 2011, après une longue série de réunions internes pour débattre de chacune des questions posées, une première version complète du questionnaire a été élaborée. Ce document comprenait à la fois les nouvelles questions et celles utilisées dans les vagues précédentes. Nous avons ensuite envoyé cette version du questionnaire aux missions de USAID et à nos partenaires universitaires dans chaque pays participant, sollicitant leurs commentaires et suggestions. La conférence qui s'est tenue à la fin du mois d'octobre 2011, à l'Université Florida International à Miami, nous a permis d'entendre directement ces réactions de l'équipe élargie, composée des agents de USAID et des partenaires universitaires. Au cours des trois mois qui ont suivi cette conférence, un total de 1016 changements a été réalisé dans le questionnaire.

La conférence de 2011 nous a donné l'occasion de réunir toute l'équipe afin de nous mettre d'accord sur les objectifs et procédures à utiliser au cours de 2012. La Dr. Fernanda Boidi, qui dirige notre bureau à Montevideo en Uruguay et la Dr Amy Erica Smith, de *LAPOP Central*, ont planifié la rencontre. En guise de coup d'envoi de la rencontre, nous avons organisé pour la toute première fois une conférence publique. Celle-ci portait sur la marginalisation dans les Amériques et a été rendue possible grâce à la collaboration du Consortium de Miami, un partenariat entre le Centre d'études latino-américaines de l'Université de Miami et le Centre latino-américain et caribéen de l'Université Florida International. La conférence s'est tenue dans les locaux de l'Université de Miami. Les présentations se sont concentrées sur les résultats de l'enquête de 2010, en prenant bien soin d'y analyser les éléments pertinents à la thématique de l'égalité des chances et de la marginalisation dans la région. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Mme Rubí Arana, qui dirige notre bureau de Miami à l'Université de Miami. C'est elle qui a supervisé tous les arrangements pour la réalisation de cette conférence et pour la tenue de la réunion d'équipe du Baromètre des Amériques.

En Novembre 2011 une deuxième phase du processus s'est enclenchée : il s'agissait d'initier les pré-tests et de compléter la préparation du questionnaire spécifique à chaque pays. En premier lieu, nous avons adapté le questionnaire aux conditions locales. Par exemple, nous devons inclure dans chaque version le nom des corps législatifs de chacun des 26 pays, le nom des présidents et la terminologie utilisée dans chaque pays latino-américain pour se référer aux pots-de-vin. En deuxième lieu, nous avons inclus les questions spécifiques développées par les agents de USAID et les équipes universitaires de chaque pays. Enfin, nous avons réalisé des pré-tests de chaque questionnaire dans le

but de nous assurer que le noyau du questionnaire et les questions spécifiques au pays étaient bien comprises par les répondants, selon le contexte et les expressions idiomatiques locales.

La troisième phase de développement et de pré-test du questionnaire a requis l'adaptation du questionnaire pour qu'il soit administré à l'aide de téléphones intelligents. Dans certains pays, ce dispositif a été utilisé pour administrer les enquêtes et saisir les réponses. Dans les autres, nous avons utilisé papiers et crayons. Ce sont nos partenaires Jeisson Hidalgo Céspedes et l'Université du Costa Rica qui ont développé et amélioré le programme EQCollector pour la plate-forme mobile de Windows et qui l'ont adaptée pour l'administration de la vague de 2012 de l'enquête du Baromètre des Amériques. En Bolivie, Daniel Moreno et une équipe d'ingénieurs ont conçu un autre programme informatique qui fait usage de la plate-forme Android. Ce dernier est le dispositif le plus sophistiqué que nous ayons jamais utilisé. Nous pensons d'ailleurs l'utiliser plus amplement au cours de la prochaine vague du Baromètre. En tout, les dispositifs électroniques ont été utilisés dans 16 pays en 2012. Leur utilisation simplifie la collecte de données et évite que des questions soient oubliées. Bref, ces dispositifs nous permettent de maximiser la qualité des données tout en minimisant les erreurs au cours de la collecte.

Un autre bénéfice de ces dispositifs est qu'ils nous permettent de changer facilement de langue dans les pays où un questionnaire multilingue est requis. Dans les cas où la population autochtone représente une portion non négligeable de la population, le questionnaire a été traduit dans ces langues (par exemple, le quechua et l'aymara en Bolivie). Nous avons aussi fait des versions en anglais dans plusieurs pays des Caraïbes, aux États-Unis et au Canada. Nous avons développé une version française pour le Canada, une version en créole pour Haïti et une version en portugais pour le Brésil. Dans le cas du Suriname, nous avons préparé des versions en néerlandais et en sranan tongo. En tout et pour tout, nous avons préparé 13 versions de l'enquête dans 13 langues différentes. Tous ces questionnaires sont accessibles pour consultation sur le site Web du Baromètre des Amériques : [www.americasbarometer.org](http://www.americasbarometer.org). Le questionnaire relatif à chaque pays apparaît en annexe des rapports.

Le travail de terrain a débuté en janvier 2012 et s'est terminé en mai de la même année. Nous avons interviewé près de 41 000 citoyens des Amériques ; du nord du Canada à la Patagonie chilienne et de la ville de Mexico aux communautés rurales des hauts plateaux de la région des Andes. Dans 24 des 26 pays, le questionnaire a été administré en face-à-face, lors d'entretiens au domicile des répondants. Aux États-Unis et au Canada le sondage a été administré via une interface Web, en raison du coût trop élevé des entrevues en face-à-face dans ces deux pays. Cette même technique a également été utilisée en 2010 dans ces mêmes pays. Les citoyens des Amériques ont contribué au projet en partageant avec nous leurs opinions à l'égard de leurs systèmes politiques et de leurs gouvernements, ainsi que leurs expériences, parfois même en tant que victimes de crimes ou de corruption.

Un plan d'échantillonnage commun était crucial pour le succès de cet effort comparatif. Nous avons opté pour la construction d'un échantillon multi-niveaux et aléatoirement stratifié (avec des quotas au niveau des ménages) d'environ 1 500 personnes par pays. Des descriptions détaillées des échantillons peuvent être consultées dans les annexes des rapports nationaux. Pour la vague 2012, nous avons modifié les échantillons tout en maintenant notre pratique de stratification des pays par régions. Le principal changement est que les municipalités sont désormais l'unité principale d'échantillonnage. Les municipalités sont choisies en fonction d'une probabilité de sélection proportionnelle à la taille (PPT). Ainsi, chaque municipalité a une taille standardisée selon le pays auquel nous nous référons. Les seules exceptions sont les grandes villes, que nous avons subdivisées en secteurs. En outre, toutes

les capitales et les grandes villes des pays participants ont été automatiquement incluses dans les échantillons.

Une autre caractéristique importante des enquêtes de 2012 est notre mesure objective de la couleur de peau. Suite au partenariat avec le professeur Edward Telles, directeur du Projet sur l'ethnie et la race en Amérique latine et grâce au succès d'une première expérience lors de la vague de 2010, nous avons de nouveau retenu l'utilisation des palettes de couleurs dans 24 pays des Amériques. Ces palettes, décrites dans le *Insights Report # 73* du Baromètre des Amériques, permettent à l'enquêteur d'évaluer, sur une échelle de 11 points, la couleur de la peau de la personne interrogée ; où 1 est la couleur de peau la plus blanche et 11 la couleur de peau la plus foncée. Dans ce rapport, nous utilisons les valeurs qui résultent de ce processus afin d'examiner la relation entre la couleur de la peau et l'égalité des chances et la marginalisation dans les Amériques.

Avant d'administrer le questionnaire, LAPOP utilise un formulaire de consentement commun à tous les pays. Le projet a reçu l'aval de l'*Institutional Review Board (IRB)* de l'Université Vanderbilt pour le recrutement des sujets humains. Tous les chercheurs impliqués dans le projet ont reçu la formation liée à la protection des sujets humains exigée par l'Université Vanderbilt. Ils ont aussi subi et réussi un test de certification. Enfin, toutes les données accessibles au public pour ce projet sont dépersonnalisées, protégeant ainsi l'anonymat des répondants. Le formulaire de consentement se trouve en annexe de chaque étude.

Une fois la phase de collecte de données terminée, LAPOP entreprend un processus rigoureux de saisie et de validation, et ce, dans le but de minimiser les erreurs. Les procédures utilisées s'inspirent des meilleures pratiques internationales. Pour cette raison, nous sommes confiants de la validité de nos analyses. Pour atteindre ce niveau de qualité, nous avons dû créer un système de codage commun à toutes les questions. Nous avons également mis en place un mécanisme rigoureux de vérification afin de minimiser les erreurs de saisie de données dans les pays où une version papier du questionnaire a été utilisée. Les données provenant de chaque pays ont été vérifiées à l'aide d'un système à double saisie, sauf dans les cas où l'enquête a été administrée par l'intermédiaire d'un téléphone intelligent. Dans ces cas, les données ont été saisies au moment d'administrer l'entrevue. Dans le cas des questionnaires papiers, une stratégie de vérification aléatoire de la saisie a été retenue. Pour chaque pays, un échantillon aléatoire de 50 questionnaires a été systématiquement révisé. Lorsqu'un nombre important d'erreurs était observé, toutes les données de ce pays devaient être saisies à nouveau et le processus de vérification aléatoire recommençait. Une fois ce processus complété, les données provenant de tous les pays participants ont été fusionnées dans une seule banque. La banque de donnée maîtresse a ensuite été distribuée à toutes les équipes des pays participants afin que l'on puisse effectuer les analyses. Tous ont aussi reçu les données des enquêtes précédentes du Baromètre des Amériques afin de pouvoir faire des comparaisons longitudinales.

Avec les données en mains, une nouvelle phase du projet a débuté. Au cours du troisième et quatrième trimestre de 2012, nous avons commencé l'élaboration des rapports relatifs à chaque pays. Il est important pour LAPOP que les rapports soient rédigés dans une forme accessible à tous. Pour cette raison, l'utilisation de graphiques bi-variés simple à interpréter est privilégiée. Cela étant dit, nous reconnaissons aussi l'importance des analyses multi-variées plus complexes, telles que les régressions logistiques et moindres carrés, afin que le lecteur techniquement informé peut être assuré que les variables individuelles dans les graphiques sont (ou ne sont pas) en effet des prédicteurs significatifs de la variable dépendante étudiée.

Pour faciliter la préparation des rapports, nous avons développé une programmation informatique unique permettant de produire les tableaux et graphiques à l'aide du logiciel STATA (versions 10, 11 et 12). Cette programmation permet de générer des graphiques qui incluent l'intervalle de confiance liée à « l'effet de conception de l'échantillon » de l'enquête<sup>1</sup>. Toutes les analyses présentées dans nos rapports tiennent compte de. Cette approche représente une avancée majeure dans la présentation des résultats d'enquêtes de ce genre. Ceci nous donne un niveau certitude plus élevé. Ainsi, les lecteurs de nos rapports peuvent très facilement déterminer si les résultats rapportés dans nos analyses sont statistiquement significatifs ou non<sup>2</sup>.

Nous prévoyons que toutes les banques de données brutes seront accessibles au public en décembre 2012. Nous sommes ravis d'annoncer que, pour la première fois, les banques de données des enquêtes de chaque pays seront accessibles directement sur le site Web de LAPOP, et ce, sans frais. En même temps, nous continuerons à mettre à la disposition des abonnés individuels et institutionnels une banque de données regroupant les 26 pays participants. Les abonnés recevront également l'appui technique de l'équipe de LAPOP.

L'étude que vous avez entre vos mains est donc le produit du travail d'une imposante équipe de chercheurs extrêmement motivés, de spécialistes en conception d'échantillons, de superviseurs de terrain, d'interviewers, d'agents de saisie de données et, bien sûr, de plus de 41 000 citoyennes et citoyens des Amériques qui ont acceptés de participer à notre enquête. Nous sommes convaincus que la mobilisation de toutes ces ressources est entièrement justifiée. Nous espérons que les résultats présentés dans nos rapports seront utilisés par les décideurs politiques, les citoyens et les universitaires et contribueront ainsi à renforcer la démocratie dans les Amériques.

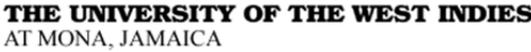
Voici la liste des établissements universitaires qui ont contribué au projet.

---

<sup>1</sup> L'effet de conception de l'échantillon est fonction de la stratification, du jumelage et de la pondération des échantillons complexes. Cela peut contribuer à augmenter ou diminuer l'erreur-type d'une variable, laquelle à son tour a un impact sur l'intervalle de confiance. L'usage de la stratification tend à diminuer les erreurs-types. Au contraire, l'homogénéité à l'intérieur des grappes et la pondération tendent à les augmenter. Pour cette raison, il est nécessaire de tenir compte de la nature complexe de nos enquêtes et de ne pas supposer, comme on le fait généralement dans les études d'opinion publique, que les données ont été recueillies à l'aide d'échantillons aléatoires simples.

<sup>2</sup> Tous les échantillons du Baromètre des Amériques sont auto-pondérés, à l'exception des cas de la Bolivie, du Brésil, de Trinité-et-Tobago, du Suriname, des États-Unis et du Canada. Les utilisateurs de la banque de données trouveront une variable dénommée "WT" qui pondère chaque fichier pays. Dans le cas des fichiers auto-pondérés, le poids de chaque répondant est égal à 1. Les fichiers contiennent également une variable appelée "WEIGHT1500", laquelle standardise la taille des échantillons à 1500 répondants. Ce faisant, chaque pays est considéré comme ayant un échantillon de même taille.

Pays	Institutions	
Le Mexique et l'Amérique centrale		
Costa Rica		 
El Salvador		
Guatemala		
Honduras		
Mexique		 INSTITUTO TECNOLÓGICO AUTÓNOMO DE MÉXICO
Nicaragua		
Panama		

Les Caraïbes	
Belize	
République Dominicaine	  
Guyana	
Haïti	
Jamaïque	 
Suriname	
Trinité & Tobago	

Les Andes/Cône Sud		
Argentine		CIPPEC <sup>IP</sup>
Bolivie		
Brésil		
Chili		
Colombie		
Équateur	 	
Paraguay		
Pérou	<i>IEP Instituto de Estudios Peruanos</i>	
Uruguay		
Venezuela		

Canada et États-Unis			
Canada	 UNIVERSITÉ LAVAL	 YORK UNIVERSITÉ UNIVERSITY redefine THE POSSIBLE.	 THE ENVIRONICS INSTITUTE
États-Unis	VANDERBILT  UNIVERSITY	 MIAMI CONSORTIUM FOR LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN STUDIES	 PERLA Project on Ethnicity and Race in Latin America Proyecto sobre Etnicidad y Raza en America Latina

## Remerciements

Cette étude a été possible grâce au soutien généreux de nombreux partenaires dont le principal est l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Vanessa Reilly et Eric Kite nous ont assisté et se sont donné corps et âmes à toutes les étapes du projet. Nous sommes aussi reconnaissants envers la Fondation Tinker et spécialement envers madame Rente Rene pour son appui constant au projet LAPOP. Au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), nos remerciements sont dirigés à Heraldo Muñoz, Rafael Fernández de Castro, et Freddy Justiano pour leur appui durant la vague de 2012 du Baromètre des Amériques. À la Banque Interaméricaine de Développement, nous remercions Eduardo Lora et Fabiana Machado pour leur support et leurs précieux conseils. À la Banque mondiale, nous disons merci à Norbert Feiss pour sa perspicacité et ses conseils enthousiastes. Nous sommes profondément reconnaissants envers Nat Stone du collège Algonquin pour avoir assuré le financement de l'enquête canadienne, pour avoir fourni des assistants de recherche afin d'appuyer l'élaboration du rapport canadien et pour nous avoir aidé dans la préparation de la version française du questionnaire. Merci aussi à François Gélineau de l'Université Laval pour son aide dans la traduction du questionnaire et du rapport français. Un grand merci à Keith Neuman et *Environics Institute* pour leur généreux soutien et pour avoir rendu ce nouveau partenariat possible pour la vague 2012 de l'enquête canadienne. Nous voulons aussi exprimer notre gratitude l'Ambassade de la Suède en Bolivie pour son appui financier. Nous remercions d'ailleurs Daniel Moreno d'avoir élaboré le projet lié à la subvention qui nous été accordée par cette dernière.

Plusieurs institutions académiques ont contribué aussi à ce projet. Des précieux conseils et d'importants appuis nous ont été conférés par le China Research Center de l'Université Duke. Merci à John Aldrich, Liu Kang, et Alexandra Cooper. Nous remercions aussi l'Université Florida International et le Naval Postgraduate School des États-Unis pour leur importante contribution pour cette étude. Nous remercions Lucio Renno de l'Université de Brasilia. Il nous a fourni un appui financier important à partir de sa bourse du Conseil national de la recherche du Brésil. Cela nous a permis d'augmenter la taille de l'échantillon de l'enquête effectuée dans ce pays. Le professeur Ed Telles de l'Université Princeton a continué collaborer avec nous dans le cadre du partenariat initié en 2010. Cette année encore, il a commandité l'utilisation des palettes de couleur qui nous a permis de mesurer la couleur de la peau des répondants. Nous sommes reconnaissants envers le Consortium de Miami, un partenariat entre le Centre d'études latino-américaines de l'Université de Miami et le Centre latino-américain et caribéens de l'Université Florida International, d'avoir accepté d'accueillir la conférence d'octobre 2011 qui portait sur la marginalisation dans les Amériques. Un merci tout spécial aux professeurs Ariel Armony de l'Université de Miami et Cristina Eguizabal de l'Université Florida International pour leur appui. Nous remercions aussi Jordan Adams et Israel Alonso de l'Université de Miami pour leur support logistique hautement compétent.

Nous souhaitons remercier Jeisson Hidalgo Céspedes du CCP de l'Université du Costa Rica. Il a développé le logiciel EQ Mobile pour les téléphones intelligents. Jeisson nous a appuyé sans relâche, tant au cours de la préparation des travaux de terrain que dans l'élaboration du questionnaire. En outre, son expérience lui a permis de détecter plusieurs coquilles dans les questionnaires.

Cette étude n'aurait pas été possible sans la générosité, la collaboration et le travail ardu de plusieurs individus rattachés à l'Université Vanderbilt. Le Collège des arts et des sciences nous a fourni un appui considérable. Nous avons également grandement bénéficié de la direction et appui exceptionnelle de John Geer, directeur du Département de science politique. Les professeurs Jon Hiskey, Zeynep Somer-Topcu et Efrén Pérez du Département de science politique ont contribué à plus d'une occasion dans le déroulement du projet. Tonya Mills, responsable de l'administration des bourses de LAPOP, a été la colonne vertébrale financière du projet. Sa maîtrise des dossiers financiers et des nombreux contrats et ententes est digne de mention. Patrick D. Green, le directeur exécutif adjoint du Bureau des contrats et de l'administration de la recherche, a héroïquement géré les innombrables détails liés aux contrats du projet. L'avocat Jeffrey K. Newman, directeur associé à la gestion des contrats du Bureau des contrats et de l'administration de la recherche a navigué sans problème dans les aspects légaux des contrats à travers les Amériques. L'avocate Dahlia M. French, directrice du Service international des impôts de Vanderbilt avait à sa charge la question des visas et impôts.

Fernanda Boidi, la responsable des opérations sur le terrain, a coordonné l'administration des enquêtes simultanément dans les 26 pays. Elle a également supervisé le processus de formation des enquêteurs et les pré-tests. Elle a agi en tant qu'agent de liaison entre les équipes nationales, les différentes missions de USAID et LAPOP. Amy Erica Smith a joué un rôle de premier plan dans de nombreux aspects au cours de la préparation et de l'administration de l'enquête de 2012. Elle a notamment contribué à la préparation du questionnaire, la planification et la coordination de la conférence de Miami et la préparation du modèle-type du rapport. Rubí Arana a pris en charge la tâche complexe de l'harmonisation des nombreuses versions du questionnaire. Grâce à son œil attentif, elle a permis d'éviter plusieurs petites erreurs qui auraient pu se glisser dans les traductions et le processus de personnalisation des enquêtes par pays. Comme par le passé, Abby Córdova a fourni une rétroaction importante sur de nombreuses questions se rapportant à la conception du questionnaire; ses idées manqueront beaucoup à LAPOP. Hugo Salgado a fourni une assistance enthousiaste et a fait preuve de compétence dans de nombreux aspects techniques du projet. Il a également participé à des pré-tests ainsi qu'à la formation d'enquêteurs dans plusieurs pays. Georgina Pizzolitto a aussi participé à la formation des enquêteurs et aux pré-tests dans un certain nombre de pays. Elle a fourni de précieux commentaires et aide dans certains aspects de l'élaboration du questionnaire.

Notre gourou informaticien, le professeur Adrian Lauf, a fourni l'infrastructure informatique globale pour notre travail. Il a construit la librairie de notre système de données qui permet aux utilisateurs de tous les coins du monde d'avoir accès à notre banque de données. Il a également construit le programme de transfert de données par lequel transitent les fichiers les plus lourds que notre équipe devait s'échanger. Il a aussi agi en tant que consultant pour le développement de la nouvelle plate-forme Android pour les téléphones intelligents. Enfin, il a réparé nos ordinateurs de bureau quand les choses allaient mal.

Dans le cas de l'enquête haïtienne, nous remercions Roody Réserve, un étudiant de troisième cycle de passage à l'Université Vanderbilt dans le cadre d'un programme d'échange avec l'Université Pontificia Católica du Chili. Roody a lu ce rapport et a fait d'importantes suggestions.

Finalement nous souhaitons souligner la contribution de tous les étudiants de troisième cycle de l'Université Vanderbilt, qui par leur engagement ont rendu possible cette vague de 2012 du Baromètre des Amériques, la meilleure à ce jour : Marco Araujo (Brésil), Frederico Batista Pereira (Brésil),

Mollie Cohen (États-Unis), Margarita Corral (Espagne), Ted Enamorado (Honduras), Arturo Maldonado (Pérou), Alejandro Díaz Domínguez (Mexique), Brian Faughnan (États-Unis), Jordyn Haught (États-Unis), Matt Layton (États-Unis), Whitney Lopez-Hardin (États-Unis), Trevor Lyons (États-Unis), Mason Moseley (États-Unis), Juan Camilo Plata (Colombie), Mariana Rodríguez (Venezuela), Guilherme ‘Gui’ Russo (Brésil), et Daniel Zizumbo-Colunga (Mexique). Le cadre théorique de ce rapport est le produit d’une équipe d’étudiants de troisième cycle supervisée par Amy Erica Smith. Les professeurs Seligson, Zechmeister et Smith ont fait un travail substantiel d’édition. Les étudiants de troisième cycle qui ont participé en tant qu’auteurs ou analystes sont Frederico Batista Pereira, Mollie Cohen, Arturo Maldonado, Mason Moseley, Juan Camilo Plata, Mariana Rodríguez, and Daniel Zizumbo-Colunga. C’est Mollie Cohen qui a rédigé les encadrés intitulés « rapport spécial », sauf exception de l’encadré 1.

C’est grâce à la contribution et la collaboration d’un grand nombre d’institutions et d’individus dans les pays participants que ce projet a été rendu possible. En voici la liste.

Pays/ Institution	Chercheurs (résidents des pays étudiés, sauf quand le contraire est indiqué)
Université Vanderbilt, Nashville, TN, États Unis - LAPOP Central	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Mitchell Seligson, directeur de LAPOP, et <i>Centennial Professor</i> de science politique</li> <li>●Dr. Elizabeth J. Zechmeister, directrice associée de LAPOP et professeure agrégée de science politique</li> <li>●Dr. Susan Berk-Seligson, professeure de linguistique espagnole, Département d’espagnol et de portugais</li> <li>●Dr. María Fernanda Boidi, coordonnatrice des opérations sur le terrain, LAPOP, Uruguay</li> <li>●Dr. Amy Erica Smith, ancienne coordonnatrice de la recherche de LAPOP et actuellement professeure adjointe, Université Iowa State</li> <li>●Dr. Abby Córdova, chercheuse post-doctorale, LAPOP et professeure adjointe, Université du Kentucky</li> </ul>
<b>Le Mexique et l’Amérique centrale</b>	
Mexique	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Pablo Parás García, président de DATA Opinión Pública y Mercados</li> <li>●Dr. Vidal Romero, professeur de science politique, Institut technologique du Mexique (ITAM)</li> </ul>
Guatemala	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Dinorah Azpuru, associée sénior chez ASIES au Guatemala et professeure agrégée de science politique à l’Université Wichita State, États-Unis</li> <li>●Plan d’échantillonnage et coordination des enquêtes sur le terrain : Juan Pablo Pira, ASIES</li> </ul>
El Salvador	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Miguel Cruz, professeur adjoint invité, Université Florida International, États-Unis</li> <li>●Dr. Ricardo Córdova, directeur exécutif de FUNDAUNGO</li> </ul>
Honduras	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Orlando Pérez, professeur et directeur du Département de science politique à l’Université Central Michigan, États-Unis</li> </ul>
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. John Booth, <i>Emeritus Regents Professor</i> de science politique, Université North Texas, États-Unis</li> </ul>
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Jorge Vargas, directeur-adjoint du projet <i>Estado de la Nación</i>, Costa Rica</li> <li>● Ronald Álfaro Redondo, étudiant du doctorat, Université de Pittsburgh, et chercheur, Université du Costa Rica, projet <i>Estado de la Nación</i></li> </ul>
Panama	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Orlando Pérez, professeur et directeur du Département de science politique à l’Université Central Michigan, États-Unis</li> </ul>
Belize	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Georgina Pizzolitto, coordonnatrice des études spéciales, LAPOP Central</li> </ul>
<b>Les Caraïbes</b>	
République Dominicaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Jana Morgan Kelly, professeure agrégée de science politique à l’Université du Tennessee, États-Unis</li> <li>●Dr. Rosario Espinal, professeure de sociologie, Université Temple, États-Unis</li> </ul>
Guyana	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Everette Cleveland Marciano Glasgow, <i>Development Policy et Management Consultants</i></li> <li>●Mark Bynoe, directeur, <i>Development Policy et Management Consultants</i></li> </ul>

Pays/ Institution	Chercheurs (résidents des pays étudiés, sauf quand le contraire est indiqué)
Haïti	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Amy Erica Smith, ancienne coordonnatrice de la recherche de LAPOP et actuellement professeure adjointe, Université Iowa State, États-Unis</li> <li>●Dr. François Gélineau, professeur agrégé de science politique, Université Laval</li> </ul>
Jamaïque	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Mr. Balford Lewis, chargé de cours en méthodes de recherche, Département de sociologie, psychologie et travail social, UWI, Mona</li> </ul>
Suriname	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Jack Menke, professeur de sciences sociales, Université du Suriname</li> </ul>
Trinité & Tobago	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Marlon Anatol, Institut des relations internationales, Université West Indies, St. Augustine</li> </ul>
<b>Les Andes /l'Amérique du Sud</b>	
Colombie	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Juan Carlos Rodríguez-Raga, professeur agrégé de science politique, Université des Andes, Bogotá, Colombie</li> <li>●Dr. Miguel García, professeur adjoint de science politique, Université des Andes, Bogotá, Colombie</li> </ul>
Équateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Juan Carlos Donoso, professeur adjoint de science politique, Université de San Francisco de Quito</li> <li>●Dr. Daniel Montalvo, professeur adjoint de science politique, Université de San Francisco de Quito</li> </ul>
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Julio Carrión, professeur agrégé de science politique, Université du Delaware, États-Unis, et chercheur à l'Institut des études péruviennes, Lima</li> <li>● Patricia Zárate Ardela, chercheure, Institut des études péruviennes, Lima</li> </ul>
Bolivie	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Daniel Moreno, <i>Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública</i>, Cochabamba</li> <li>●Vivian Schwarz, <i>Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública</i>, Cochabamba et candidat au doctorat, Département de science politique, Université Vanderbilt</li> </ul>
Paraguay	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Manuel Orrego, CIRD</li> <li>●Álvaro Caballero, CIRD</li> </ul>
Chili	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Juan Pablo Luna, professeur agrégé de science politique, Institut de science politique, <i>Pontificia Universidad Católica</i></li> </ul>
Uruguay	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. María Fernanda Boidi, coordonnatrice des opérations sur le terrain, LAPOP</li> <li>●Dr. María del Rosario Queirolo, professeure adjointe de science politique, Université de Montevideo</li> </ul>
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Lucio Renno, professeur agrégé de science politique, Université de Brasília</li> <li>●Dr. Mathieu Tourgeon, professeur agrégé de science politique, Université de Brasília</li> </ul>
Argentine	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Germán Lodola, professeur adjoint de science politique, Université Torcuato Di Tella</li> </ul>
Venezuela	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Damarys Canache, CISOR Venezuela et professeure agrégée de science politique, Université de l'Illinois, États-Unis</li> </ul>
<b>L'Amérique du Nord</b>	
États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Dr. Mitchell Seligson, Directeur de LAPOP, et <i>Centennial Professor</i> de science politique, Université Vanderbilt</li> <li>●Dr. Elizabeth J. Zechmeister, directrice associé de LAPOP et professeure agrégée de science politique, Université Vanderbilt</li> <li>● Dr. Amy Erica Smith, ancienne coordonnatrice de la recherche de LAPOP et actuellement professeure adjointe, Université Iowa State</li> </ul>
Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>●Nat Stone, professeur, <i>Marketing and Business Intelligence Research Program, School of Business</i>, Collège Algonquin</li> <li>●Dr. Simone Bohn, professeure agrégée de science politique, Université York</li> <li>●Dr. François Gélineau, professeur agrégé de science politique, Université Laval</li> <li>●Dr. Keith Neuman, l'Institut Environics</li> </ul>

Finalement, nous souhaitons remercier les 41 000 participants des Amériques qui nous ont généreusement offert un peu de leur temps pour répondre à nos questions. Sans leur participation, cette étude n'aurait pas été possible.

Nashville, Tennessee  
Été 2012

## Résumé

Depuis 2006, le Baromètre des Amériques cherche à prendre le pouls de la démocratie haïtienne. Tous les deux ans des enquêteurs font le porte à porte à travers le pays (de Port-au-Prince jusqu'au petit village le plus reculé) pour essayer de comprendre la politique et la société haïtienne. Ceci amène à tenir compte de l'opinion de tous les citoyens, même les plus modestes. Ces enquêteurs demandent aux Haïtiens leur opinion sur les sujets les plus variés comme le fonctionnement du système politique, la démocratie ou les droits de leurs compatriotes. Ils les questionnent sur des thèmes relatifs aux politiques publiques les plus importantes. Ils explorent leurs expériences en ce qui a trait au tremblement de terre de 2010, l'insécurité alimentaire, la criminalité, la corruption et la discrimination. Ils formulent des questions aussi sur leur expérience de vie y leur contexte familial.

L'objectif ultime de cette étude est de comprendre le fonctionnement du système démocratique haïtien : ses forces et ses faiblesses, les opportunités qu'il offre aux citoyens et ses perspectives pour le futur. Ce genre d'étude implique une démarche de comparaison. Il est important de regarder les faiblesses et les forces de la démocratie haïtienne en les comparant avec celles d'autres pays dans le monde. Ce rapport présente les résultats de la quatrième vague du sondage Baromètre des Amériques en Haïti. Ces résultats sont comparés à ceux des enquêtes des années précédentes, effectués en Haïti et dans les autres pays des Amériques.

Le rapport de 2012 aborde un grand nombre de sujets importants. La première partie se concentre sur la discrimination et l'égalité des chances. Dans un premier temps, nous nous demandons dans quelle mesure la participation des citoyens, d'un point de vue économique, social et politique, est égale à travers le pays. À cet effet, nous sommes interpellés par les différentiels de participation selon le contexte familial, la couleur de peau, le sexe, le lieu de résidence et l'âge des citoyens. Dans un deuxième temps, nous examinons comment la discrimination et l'égalité des chances influent sur l'attachement que les citoyens montrent pour le système politique et sur leur degré de mobilisation politique. Dans la deuxième partie de ce rapport, nous explorons une série de sujets chers au Baromètre des Amériques qui sont étudiés dans l'ensemble des pays participants : la criminalité, la corruption, les droits humains, le respect de l'État de droit, la légitimité du système politique et l'attitude des citoyens envers leur gouvernement municipal ainsi que leur interaction avec ce dernier. Finalement, la troisième partie de ce document analyse une série de sujets qui sont particulièrement importants pour la société haïtienne : la situation personnelle suite au séisme, la reconstruction, la sécurité alimentaire et les services offerts aux citoyens. Nous nous intéressons aussi à l'impact du tremblement de terre et de l'insécurité alimentaire sur l'attitude politique des citoyens et leur disposition en ce qui a trait à la compétition politique et électorale.

Les résultats de l'étude sont forts importants. Tandis que certaines conclusions peuvent faire l'objet de préoccupation pour ceux qui s'intéressent à l'état de la démocratie haïtienne, d'autres montrent que, d'une certaine manière et en dépit des circonstances difficiles que le pays a traversé, la démocratie y est plutôt solide. Le reste de ce résumé présente le sommaire des principaux résultats de l'enquête 2012 du sondage du Baromètre des Amériques en Haïti.

## Discrimination et égalité des chances

Il n'est pas du tout surprenant pour ceux qui sont habitués à la réalité haïtienne de constater que cette société, en plus de son niveau très élevé de pauvreté, souffre aussi d'un niveau très élevé d'inégalités qui la place entre les pays les plus inégalitaires du monde. Dans les deux premiers chapitres de cette étude nous nous demandons quels sont les citoyens, d'un point de vue économique et politique, les plus et les moins avantagés. Ce faisant, nous évaluons leur opinion sur les inégalités et la discrimination. Le troisième chapitre se demande si la discrimination et les inégalités ont un impact sur l'attitude des Haïtiens envers la démocratie, la légitimité et la stabilité du système politique.

Nous avons découvert que le contexte familial et le sexe ont un effet important sur les occasions économiques et politiques dont jouissent les citoyens. En dépit du fait que ces occasions ne sont pas distribuées de façon égalitaire entre les gens de toutes les couleurs ; la couleur de la peau n'est pas très fortement associée au destin des Haïtiens. Nous avons aussi découvert que le soutien pour la démocratie et le système politique sont affectés par certaines formes d'inégalités, bien que de façon plutôt limitée. Quelques faits saillants émergent de cette exploration de la société haïtienne.

- En général, les Haïtiens sont assez nombreux à participer aux élections. Ils font partie du peloton de tête des pays dans lesquels les citoyens sont les plus actifs dans les organisations communautaires, le gouvernement local et les campagnes électorales.
- Le contexte familial –particulièrement le niveau de scolarité de la mère—, constitue l'une des principales sources d'inégalités en Haïti. Les Haïtiens dont les mères ont des études universitaires ont, en moyenne, une probabilité d'atteindre sept ans de plus de scolarité que ceux dont les mères n'ont aucune scolarité. Ce même type d'inégalités est observé selon le revenu personnel, la sécurité alimentaire, et différentes formes de participation politique.
- La race –examinée dans cette étude par le biais d'un instrument innovateur, qui permet d'identifier de façon objective la couleur de la peau des répondants– est également un vecteur d'inégalités. À l'aide de cet instrument, on a pu déterminer que les Haïtiens avec la peau la plus foncée ont des acquis éducatifs moindre (deux ans) que les Haïtiens dont la peau est plus pâle. Nous avons aussi découvert que la couleur de la peau a un impact important sur la sécurité alimentaire. Cela étant, nous pouvons affirmer que la couleur de la peau n'a pas d'effet sur le revenu des Haïtiens ni sur les différentes formes de participation politique. L'analyse de l'opinion publique des Haïtiens nous permet d'affirmer qu'ils soutiennent l'égalité des chances en matière économique ainsi que la participation pour tous, sans considération pour la couleur de la peau. En outre, nous avons observé que les Haïtiens situés au milieu des valeurs de notre palette de couleur sont plus enclins à soutenir le système politique actuel et la démocratie dans sa formulation la plus abstraite.
- Le sexe a aussi un impact sur les opportunités que la vie offre aux Haïtiens. Les femmes ont un niveau de scolarité comparable à celui des hommes et elles ont tendance à voter et à participer dans les groupes communautaires à un taux généralement similaire. Cependant, les femmes qui

ont un emploi gagnent moins que les hommes et elles font face à un taux plus élevé d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, l'engagement politique des femmes haïtiennes représentent seulement la moitié du niveau de celui des hommes. En ce qui a trait à l'opinion publique, les Haïtiens n'appuient pas l'égalité économique des femmes. Ils ne montrent pas non plus beaucoup d'enthousiasme envers les politiques publiques qui favorisent l'égalité des femmes et des hommes. Les femmes, en particulier celles qui restent à la maison, ont une probabilité moins élevée de déclarer qu'elles comprennent la politique, que leur opinion intéressent les politiciens ou que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement possible.

- Lorsqu'on les compare avec les autres citoyens des Amériques, les Haïtiens ont le taux de soutien le plus faible face aux politiques publiques visant à redresser les inégalités. Les Haïtiens sont relativement plus intolérants et n'appuient pas la participation politique des homosexuels et des handicapés.
- Les Haïtiens qui disent avoir été victimes de discrimination dans un bureau gouvernemental, dans un lieu publique ou dans leur lieu de travail, ont plus de chance de prendre part à des mobilisations populaires et montrent un moindre soutien pour le système politique.

### **Criminalité, insécurité, corruption et droits humains**

Le quatrième chapitre de cette enquête analyse des sujets tels que la sécurité, la corruption et les droits humains. Le résultat le plus probant de cette section montre qu'Haïti est de loin le pays le plus corrompu des Amériques –du moins à partir de l'indice de victimisation élaboré par LAPOP. La probabilité d'être victime de la corruption est substantiellement plus élevée en Haïti que dans les autres pays des Amériques. Qui plus est, cette pratique semble augmenter au fil du temps. En comparant le niveau de corruption des gouvernements, tel que perçu par les citoyens, Haïti occupe la position médiane dans le continent.

Pour ce qui est de la criminalité et de la délinquance, Haïti se situe à un niveau intermédiaire par rapport aux autres pays des Amériques. Les Haïtiens sont modérément satisfaits par le travail de leur corps policier. Le niveau de confiance envers la Police nationale est très élevé, tant en le comparant avec le niveau de confiance conféré aux institutions policières de la région par les citoyens des autres pays, que par rapport au niveau de respect qu'inspirent les autres institutions haïtiennes. En outre, nos résultats indiquent que la confiance envers la police a connu un gain important au cours des deux dernières années.

La criminalité, la corruption et la confiance envers la police ont des effets importants sur la légitimité démocratique. Les Haïtiens qui ont été victimes de la délinquance et de la corruption ont tendance à manifester un moindre soutien au système politique et sont plus enclins à considérer que dans certains cas les autorités peuvent ignorer les règles du droit dans le but d'appréhender les criminels. Par contre, ceux qui font davantage confiance à la police sont plus enclins à appuyer le système politique.

Finalement, en ce qui a trait au respect des droits humains, les Haïtiens appuient généralement les mesures visant à réduire le travail infantile et le phénomène des « restaveks ». Cependant cet appui est moindre chez les gens aisés, les résidents des grandes villes et les citoyens dont la peau est de couleur plus pâle.

### **Légitimité politique et attitudes démocratiques**

Le cinquième chapitre porte sur la légitimité politique. En Haïti, le niveau de légitimité varie selon les institutions politiques et les acteurs considérés. En général, le niveau de légitimité a connu un certain rebond en 2012, suite à une chute importante en 2010. Les Haïtiens sont plutôt favorables à la démocratie, évaluent positivement l'action du Président et ont une bonne opinion de la police.

Cela étant dit, certains résultats sont inquiétants. L'appui général au système politique est le troisième le plus faible des Amériques. Les Haïtiens ont très peu d'estime pour le Parlement, les tribunaux, les partis politiques, les élections et le Conseil électoral provisoire. Ils manifestent aussi beaucoup d'intolérance en ce qui a trait aux libertés politiques et à la liberté d'expression pour ceux qui critiquent le régime. Seulement 10 % des Haïtiens ont la combinaison d'attitudes qui favorise la stabilité démocratique, à savoir la tolérance politique et le soutien au système politique. Ainsi, les Haïtiens ont le deuxième niveau le plus faible d'attitudes dites démocratiques, devancés seulement par le Honduras. Au contraire, 40 % des Haïtiens ont la combinaison d'attitudes qui représente un risque pour la stabilité démocratique : l'intolérance politique et le manque de soutien au système politique.

### **Gouvernement municipal**

Au sixième chapitre, nous examinons les attitudes des citoyens envers les gouvernements municipaux et les relations qu'ils entretiennent avec ceux-ci. Les Haïtiens ont un taux de contact très élevé avec les gouvernements locaux qui s'est accentuée depuis 2006. Cependant, les citoyens ne sont pas très satisfaits des résultats de cette interaction. Plus de trois quarts de ceux qui ont présenté des pétitions aux gouvernements locaux disent qu'ils n'ont pas obtenu une réponse satisfaisante.

De façon plus générale, Haïti est la dernière de classe dans les Amériques pour ce qui est de la satisfaction et de la confiance envers les gouvernements locaux. La proportion des Haïtiens qui ne sont pas satisfaits de leur gouvernement municipal est six fois plus importante que ceux qui sont satisfaits. Nous avons remarqué que la plupart des Haïtiens ne savent pas très clairement à quoi servent les dépenses des gouvernements locaux. Cependant, ils sont enclins à croire que ces dépenses ne se font pas pour leur bénéfice.

Enfin, nous avons constaté que les attitudes envers les gouvernements locaux sont importantes non seulement dans leur propre droit, mais aussi parce qu'elles affectent les attitudes envers le système politique en général. Autrement dit, ceux qui perçoivent des services locaux comme «très mauvaise» ont des niveaux de soutien du système qui sont 12 points de moins que ceux qui jugent les services locaux comme «bonne» ou «très bonne».

### **Services, reconstruction et impacts du tremblement de terre**

Le septième chapitre de ce rapport évalue la qualité des services publics et la reconstruction en Haïti après le tremblement de terre de janvier 2010. En général, les Haïtiens évaluent les efforts consentis par les acteurs internationaux et les groupes religieux de façon plus positive que ceux

consentis par les gouvernements municipal et national et organisations locales. Au niveau des services publics tels que le transport, la santé, l'électricité ou l'eau potable, les Haïtiens en font généralement une assez mauvaise évaluation. Tandis que l'évaluation du service de transport en commun s'est améliorée depuis 2010, celle des services de ramassage des ordures ménagères, de la distribution d'eau potable et la santé s'est détériorée en 2012.

Toujours sur le volet de l'évaluation des services, nous avons observé que la distribution d'eau potable est plus sporadique en 2012 que par le passé. Alors qu'en 2010, 47,2 % des Haïtiens disposant d'un accès direct à l'aqueduc avaient un approvisionnement continu en l'eau potable, seulement 35,5 % jouissent de cet avantage en 2012. L'accès à l'électricité pour sa part grandement amélioré. En 2010, 46,8 % de la population disaient avoir accès à l'électricité. En 2012, 60,1 % disent en bénéficier. En 2012, les Haïtiens disent jouir en général de 4,8 heures d'électricité par jour, une progression par rapport aux 3,2 heures en 2010. Enfin, l'insécurité alimentaire reste élevée, plus de 40% des Haïtiens en 2012 ont subi l'insécurité alimentaire.

Qui sont ceux qui ont un meilleur accès aux services publics ? Nos données indiquent que les habitants des camps de relocalisation ont un plus grand accès à l'eau potable durant sur une base quotidienne et un meilleur accès à l'électricité, mais sont plus enclins à faire subir l'insécurité alimentaire. Il semble aussi que les familles plus aisées n'aient pas nécessairement un meilleur accès aux services publics. Cependant, l'insécurité alimentaire est très fortement liée au revenu. Les Haïtiens se situant dans le dernier quintile de revenu sont plus susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire que ceux qui se trouvent dans le premier quintile. Malgré cela, 20,2 % des Haïtiens appartenant au quintile supérieur affirment vivre de l'insécurité alimentaire.

Le huitième chapitre se demande si le tremblement de terre et ses conséquences –telles que l'insécurité alimentaire, les dommages dans les maisons et dans les communes et la vie dans les camps de relocalisation— ont un impact sur les attitudes personnelles et politiques des Haïtiens.

En dépit du fait que la satisfaction générale envers la vie a augmenté entre 2010 et 2012, les Haïtiens sont moins satisfaits de leur vie que les citoyens des autres pays des Amériques. L'insécurité alimentaire est fortement liée à cette satisfaction ; elle réduit le niveau de satisfaction d'environ 20 points sur une échelle de 0 à 100. Les résidents des camps de relocalisation et les citoyens dont la maison a été endommagée lors du tremblement de terre sont généralement moins satisfaits de leur vie, mais dans une moindre mesure que ceux qui souffrent de l'insécurité alimentaire.

Nous avons aussi analysé les attitudes politiques. La plupart des Haïtiens appuient la notion générale de démocratie en tant que mode de gouvernement. Par ailleurs, ils sont nombreux à appuyer des pratiques populistes telles que la limitation des droits des minorités et des partis de l'opposition. Les difficultés économiques que rencontrent les personnes ont très peu d'impact sur leur appui à la démocratie ou sur les pratiques populistes. Dans les faits, l'insécurité alimentaire, les dommages aux domiciles et les camps de relocalisation sont d'autant de facteurs qui *réduisent* le taux d'appui aux pratiques populistes. Par ailleurs, les Haïtiens dont la maison a été détruite durant le tremblement de terre sont plus enclins à participer dans les mobilisations populaires.

## Partis politiques, idéologie et vote

Au dernier chapitre de ce rapport nous examinons le positionnement idéologique des Haïtiens, leur sympathie à l'égard des partis politiques et leur évaluation des politiciens. Nos résultats indiquent que les Haïtiens se situent plus à gauche que les autres citoyens des Amériques. Par contre, ils ne sont pas très attachés aux partis politiques. Un peu moins du tiers des répondants affirment se sentir proches d'un parti politique. Qui plus est, cet attachement a été plutôt volatil au cours des quatre dernières années. Cela nous laisse croire que pour beaucoup d'Haïtiens l'attachement à un parti est fonction de l'évaluation qu'ils font des politiciens de l'heure.

Comme nous l'avons déjà remarqué plus tôt, le président actuel jouit d'un appui populaire très élevé. Cet appui est en nette augmentation par rapport à l'enquête précédente. Par ailleurs, l'appui au parlement et des partis est relativement faible.

Le fait d'appuyer le président en général se traduit vraisemblablement par de meilleurs résultats électoraux. Lorsque nous demandons aux Haïtiens pour qui ils voteraient si des élections avaient lieu cette semaine, seulement 12 % affirment qu'ils appuieraient un parti ou un candidat de l'opposition. En contrepartie, 43 % d'entre eux déclarent qu'ils voteraient pour le gouvernement actuel. Les autres répondent qu'ils ne savent pas, qu'ils ne voteraient pas ou qu'ils annuleraient leur vote. Ceux qui appuient le plus le président Martelly se positionnent à droite de l'échelle idéologique, se disent proches du parti politique Repons Peyizan, sont moins scolarisés et habitent les petites villes. D'autre part, le Président Martelly a moins d'appui chez ceux qui disent avoir été victimes de la corruption – mais pas ceux qui ont été victime d'un crime—, ceux qui habitent les camps de relocalisation, les résidents des grandes villes et les citoyens qui sont très intéressés par la politique.



---

## **Pour comprendre les graphiques qui apparaissent dans ce rapport**

Les données que produit le Baromètre des Amériques ont pour base un échantillon de répondants sélectionnés dans chaque pays participant. Naturellement, tous les échantillons produisent des résultats qui comportent une certaine marge d'erreur. Il est important que le lecteur ou la lectrice comprenne que chaque donnée (par exemple, l'attachement général manifesté par rapport aux partis politiques dans un pays déterminé) dispose d'un intervalle de confiance, exprimé en termes de marge d'erreur qui entoure cette donnée. La plupart des graphiques utilisés dans ce rapport utilise un intervalle de confiance de 95 % qui tient compte de la complexité de l'échantillon (stratification et grappes). Dans les graphiques à barres, l'intervalle de confiance apparaît comme une zone grise. Dans les graphiques qui présentent les résultats des modèles de régressions cet intervalle prend la forme de crochets. Le point au centre d'un intervalle de confiance se réfère à la moyenne estimée (graphiques à barres) ou au coefficient estimé (régressions).

Dans les graphiques à barres, le nombre qui se trouve à côté de chaque barre représente la valeur estimée. Lorsque deux points ont des intervalles de confiance qui se chevauchent, la différence entre les deux valeurs estimées n'est pas statistiquement significative et, par conséquent, le lecteur ou la lectrice devraient l'ignorer.

Les graphiques qui présentent les résultats de régressions incluent une ligne verticale sur l'abscisse « 0 ». Lorsque le coefficient d'une variable se situe à gauche de cette ligne, cela indique que la variable indépendante a un impact négatif sur la variable dépendante (l'attitude, comportement, ou caractéristique que nous essayons d'expliquer). Lorsque le coefficient se situe à la droite de la ligne, l'impact est positif. Nous sommes confiants à 95 % que l'impact perçu est statistiquement significatif lorsque l'intervalle de confiance ne chevauche pas la ligne verticale.

A noter aussi que les données présentées et analysées dans le présent rapport ont pour base une version préliminaire de l'enquête de 2012 du Baromètre des Amériques.

---

## Notice spéciale relative à l'échantillon post-séisme

Le Baromètre des Amériques a réalisé deux vagues de sondage en Haïti (2010 y en 2012) suite au tremblement de terre qui a frappé et détruit une bonne partie du pays le 12 janvier 2010. À chaque fois la préoccupation principale de LAPOP a été de déceler les impacts du séisme dans la vie des Haïtiens et sur le système démocratique du pays. Pour atteindre cet objectif, l'échantillon national de 2010 et 2012 comprend deux sous échantillons : un premier échantillon pour des entrevues réalisées dans les domiciles permanents des citoyens (en suivant le modèle des enquêtes de 2006 et 2008 du Baromètre des Amériques) et un autre échantillon, plus petit, pour des entrevues réalisées dans les camps de relocalisation. La distribution des répondants interviewés selon chaque échantillon apparaît au tableau suivant :

	Enquête de 2010	Enquête de 2012
<b>Domiciles permanents</b>	1 536	1 512
<b>Camps de déplacés</b>	216	324
<b>Total</b>	<b>1 752</b>	<b>1 836</b>

Les données colligées à partir des sondages de 2006 et 2008 ont été auto-pondérées. Cela signifie que tous les cas avaient une pondération égale. Les données des enquêtes de 2010 et 2012 doivent cependant être utilisées avec le variable « wt ». Pour générer cette pondération, une valeur unique à chaque répondant a été calculée à partir du recensement de 2003, et ce, en fonction des strates géographiques.

*Pour obtenir des estimations représentatives à l'échelle du pays, l'échantillon des camps de relocalisation et des résidences permanentes doivent être utilisé et les données doi être pondérées.*

Pour plus d'information sur l'échantillon de l'enquête haïtienne, consulter le plan d'échantillon à la fin de ce rapport.

**Partie I :**  
**L'égalité des chances et la**  
**démocratie dans les Amériques**



## Chapitre un : L'égalité économique et la mobilité sociale dans les Amériques

*Avec la collaboration de Mariana Rodríguez et Frederico Batista Pereira*

### I. Introduction

La notion d'égalités économiques joue un rôle prépondérant dans toutes les définitions de la démocratie. L'idée que le jeu démocratique doit être juste pour tous les acteurs est reprise par l'ensemble des défenseurs de la démocratie. Les occasions que les individus ont dans leur vie dépendent d'une série de facteurs tels que s'ils ont eu la chance d'aller à l'école, de recevoir des soins de santé, avoir accès au crédit, etc. Il n'y a aucun doute que le cheminement des enfants dépend en grande partie de la situation sociale et économique de leurs parents. Ainsi, leurs réussites futures sont conditionnées (pour le meilleur ou pour le pire) par le contexte dans lequel ils évoluent. En outre, les circonstances de la vie qui affectent ces réussites sont aussi affectées par leur appartenance à un groupe social ou à un autre. La place qu'occupe se groupe d'appartenance dans la société affecte certainement les occasions de mobilité sociale et économique pour les individus de ces mêmes groupes.

Dans quelle mesure les pays de l'Amérique Latines et des Caraïbes ont-ils fait de l'idéal d'égalités des chances une réalité? Une revue des occasions économiques peut nous donner quelques éléments de réponse. L'Amérique latine est bien connue pour les grandes inégalités des revenus et des richesses. Cependant, très récemment, l'inégalité des revenus a connue une certaine amélioration, ce qui n'est pas le cas des inégalités des richesses par ailleurs<sup>1</sup>. Ce faisant, plusieurs pays de la région ont connu une réduction spectaculaire du niveau de pauvreté<sup>2</sup>.

Ces signes encourageants de diminution de la pauvreté et des inégalités dans les revenus ne signifient pas pour autant que le problème d'inégalités dans les Amériques est révolu. Bien au contraire, cette diminution observée récemment dans l'inégalité des revenus n'a fait qu'attirer l'attention sur le tableau complet des inégalités économiques dans la région. Les recherches ont d'ailleurs démontré que les taux élevés d'inégalités des revenus ralentissent la croissance économique et rendent plus difficile la lutte contre la pauvreté<sup>3</sup>. Au niveau social, les inégalités tendent à être accompagnées par une augmentation des crimes violents<sup>4</sup>.

Les inégalités ne représentent pas seulement un problème économique ou social, mais aussi un enjeu politique. En premier lieu, les inégalités alimentent l'insatisfaction et les turbulences sociales. Les

---

<sup>1</sup> La relation existant entre revenus et richesse n'empêche qu'on puisse les considérer différents du point de vue conceptuel. En illustre le fait que le sondage effectué par le Baromètre des Amériques contient des questions relatives aux revenus (la somme des fonds perçus chaque mois par les ménages sous forme de salaires ou de transferts reçus de la diaspora) et d'autres questions relatives aux richesses, c'est à dire les biens acquis par ces mêmes ménages.

<sup>2</sup> López-Calva, Luis Felipe, et Nora Claudia Lustig. 2010. *Declining Inequality in Latin America: A Decade of Progress?* Washington, D.C.: Brookings Institution Press and United Nations Development Programme.

<sup>3</sup> De Ferranti, David, Guillermo E. Perry, Francisco H. G. Ferreira, et Michael Walton. 2004. *Inequality in Latin America: Breaking with History?* Washington DC: The World Bank.

<sup>4</sup> Fajnzylber, Pablo, Daniel Lederman, et Loayza, Norman. 2002. "Inequality and Violent Crime." *Journal of Law and Economics* 45: 1-39.

recherches antérieures ont démontré que les inégalités engendrent le mécontentement de la population<sup>5</sup>, promeuvent l'instabilité politique et la violence<sup>6</sup> et résultent en une diminution de la confiance envers la démocratie<sup>7</sup>. Les recherches de LAPOP ont démontré que les inégalités conduisent à l'érosion de la confiance interpersonnelle, un élément pourtant essentiel au bon fonctionnement de la démocratie<sup>8</sup>. En deuxième lieu, parce qu'il incombe aux gouvernements de mettre en place des politiques publiques visant la réduction des inégalités, il est clair que cet enjeu occupe beaucoup de place dans les campagnes électorales. En troisième lieu, dans la mesure où le système politique prête davantage d'attention aux demandes de certains individus –ceux qui ont les ressources pour présenter des pétitions aux politiciens, par exemple—, les inégalités posent un défi majeur pour la consolidation de la démocratie.

Il est certain que même dans des conditions d'égalités parfaites, certaines iniquités persistent. Les individus ont des talents distincts qui font qu'ils se différencient des autres tout au long de leur vie<sup>9</sup>. Cependant l'écart observé entre les riches et les pauvres de l'Amérique latine et des Caraïbes montrent que l'égalité des chances n'a pas été distribuée de façon équitable. En outre, les inégalités semblent suivre un cercle vicieux dans lequel elles se renforcent dans le temps. Les inégalités déterminent les ressources disponibles –même quand celles-ci peuvent être le produit des aptitudes et des efforts personnels consentis par le passé— et elles affectent les occasions futures de réalisation économique. Par exemple, une étude récente de la Banque mondiale effectuée dans sept pays latino-américains a démontré que près de 10 % des inégalités dans les revenus peuvent être expliquées par le niveau de scolarité de la mère.<sup>10</sup> Enfin, les égalités et les occasions de mobilité sociale sont bien plus qu'un simple problème de politique publique : elles touchent directement la participation politique. À cet effet, le cercle vicieux des inégalités est renforcé par le fait que ce sont qui bénéficient le plus de la situation qui établissent les règles du jeu.

Dans quelle mesure la couleur de peau, le sexe, l'origine ethnique, la classe et l'orientation sexuelle constituent-ils des barrières à l'égalité des chances ? Dans quelle mesure constituent-ils une source de marginalisation à long terme dans les Amériques ? Et, comment ces inégalités affectent-elles l'opinion publique par rapport au système politique ? Le sondage de 2012 du Baromètre des Amériques mesure la marginalisation économique, sociale et politique. Pour ce faire, nous avons élaboré un instrument de mesures objectives, fondées sur les inégalités vécues, ainsi que des mesures subjectives, qui incluent les perceptions et les préjugés liés aux groupes d'appartenance. Tout au long de l'étude, nous prêtons attention aux multiples sources de la marginalisation. Nous évaluons ensuite si et

---

<sup>5</sup> De Ferranti et al., 2004, *Ibid.*

<sup>6</sup> Alesina, Alberto, et Roberto Perotti, 1996. "Income Distribution, Political Instability, and Investment," *European Economic Review* 40: 1203-1228; Muller, Edward N., et Mitchell A. Seligson. 1987. "Inequality and Insurgency." *American Political Science Review* 81(2): 425-52.

<sup>7</sup> Uslaner, Eric M. et Mitchell Brown. 2005. "Inequality, Trust, and Civic Engagement." *American Politics Research* 33: 868-894.

<sup>8</sup> Córdova, Abby B. 2008. "Divided We Failed: Economic Inequality, Social Mistrust, and Political Instability in Latin American Democracies." Ph.D. Dissertation, Vanderbilt University.

<sup>9</sup> Przeworski, Adam. 2010. *Democracy and the Limits of Self-Government*, Cambridge Studies in the Theory of Democracy. New York: Cambridge University Press.

<sup>10</sup> Barros, Ricardo Paes de, Francisco H. G. Ferreira, José R. Molinas Vega, et Jaime Saavedra Chanduvi. 2009. *Measuring Inequality of Opportunities in Latin America and the Caribbean*. Washington, D.C.: The World Bank.

comment la marginalisation peut nuire au développement des valeurs nécessaires à une saine culture politique démocratique.

Ce chapitre examine l'ampleur des inégalités économique et sociale dans les Amériques. Tout d'abord, dans la section II du présent chapitre, nous dressons le bilan des recherches antérieures sur les inégalités économiques et sociales en Haïti et dans les Amériques. Nous passons en revue les données des institutions internationales et les conclusions des études universitaires. Dans la section III, nous nous tournons vers les résultats du sondage de 2012 du Baromètre des Amériques et nous nous demandons ce que ces données nous disent à propos de l'égalité des chances économiques et sociales. Après avoir évalué les différences objectives dans la situation économique et sociale, nous nous tournons vers l'opinion publique. Nous nous demandons qui *perçoit* avoir été victime de discrimination ? En outre, nous examinons ce que pensent les citoyens sur les inégalités sociales et économiques dans la région. Finalement, nous explorons l'opinion des citoyens face à certaines solutions politiques telles que les quotas d'accès à l'éducation en fonction de la couleur de leur peau ?

## II. Contexte : Égalité des chances économiques et sociales dans les Amériques.

Cette section explore les recherches antérieures sur les inégalités en Haïti et dans les Amériques. Elle se base sur des indicateurs objectifs pour mesurer le problème de l'inégalité. Les chercheurs de la Banque mondiale ont comparé les taux d'inégalités en Amérique du Nord, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes par rapport aux autres régions du monde. Le Figure 1 se penche à la fois sur les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays d'une même région<sup>11</sup>. L'axe des abscisses (X) présente les taux moyens d'inégalité au sein de chaque pays de la région, tandis que l'axe des ordonnées (Y) présente les différences entre pays d'une même région dans les niveaux de revenus. L'Amérique latine et les Caraïbes se démarquent sur les deux dimensions. D'une part, les taux moyens d'inégalité au sein des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sont remarquablement élevés, de loin les plus élevés au monde. D'autre part, la région est relativement homogène lorsque le niveau de revenus d'un pays à l'autre est pris en considération.

---

<sup>11</sup> Voir Milanovic, Branko et Shlomo Yithaki. 2001. « Decomposing World Income Distribution: Does the World Have a Middle Class? », Banque mondiale : Policy Research Working Paper 2562.

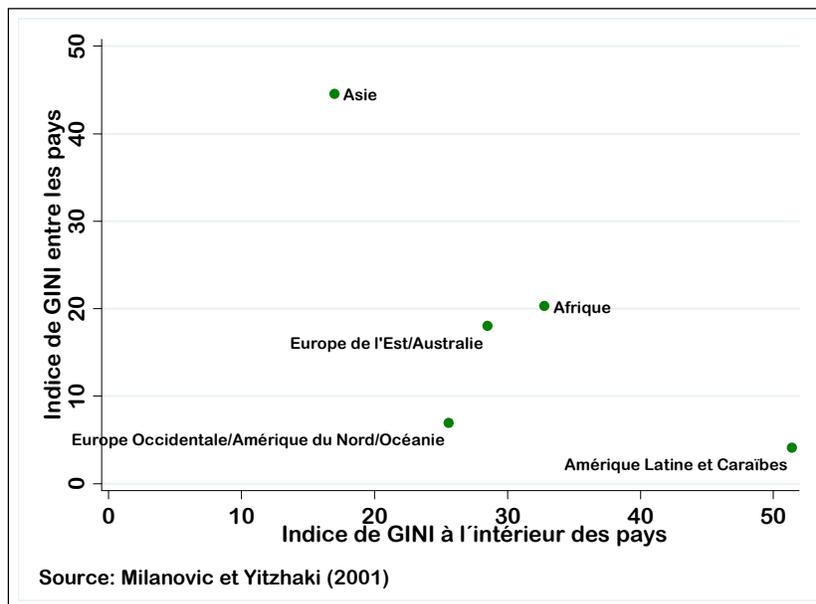


Figure 1 Indice de Gini par régions du monde

Le Figure 2 montre la distribution de la richesse dans les Amériques en comparant les coefficients de Gini dans les régions du Sud, du Centre, du Nord des Amériques ainsi que dans les Caraïbes<sup>12</sup>. Comme nous pouvons le constater, les inégalités sont, en moyenne, beaucoup plus élevées dans le Sud et en Amérique centrale qu'en Amérique du Nord et dans les Caraïbes.

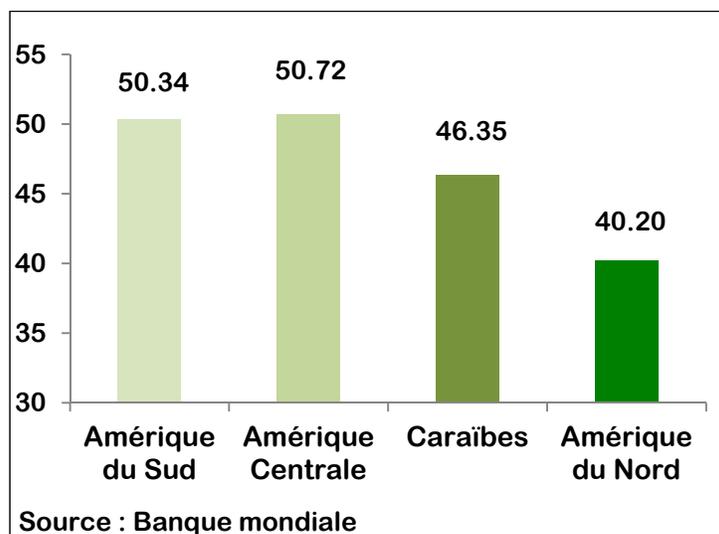
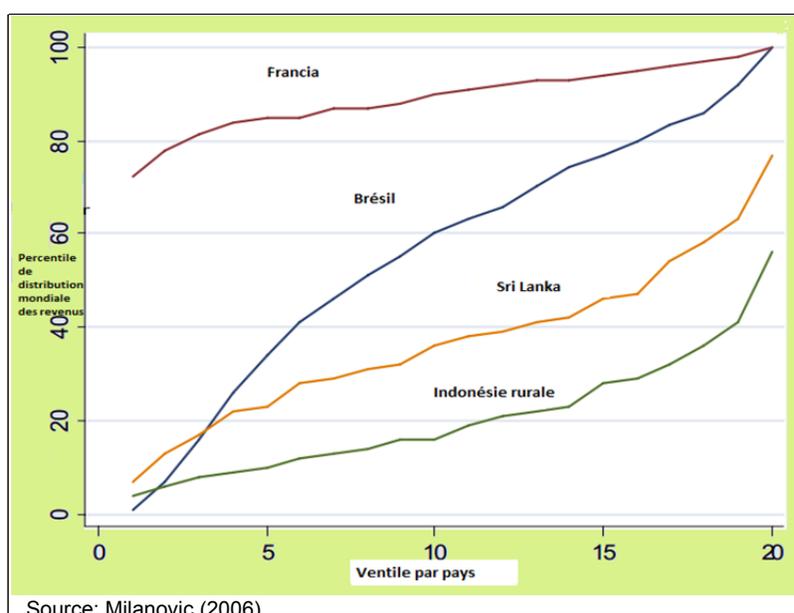


Figure 2 Inégalité dans les Amériques

<sup>12</sup> L'indice de Gini mesure la mesure dans laquelle la répartition des revenus (ou, dans certains cas, les dépenses de consommation) entre les individus ou les ménages d'une économie s'écarte d'une répartition parfaitement égale. Un indice de Gini de 0 représente une égalité parfaite, tandis qu'un indice de 100 signifie l'inégalité parfaite. L'indice de Gini est estimé en moyenne dans chaque région en fonction de des données les plus récentes de la Banque mondiale pour chaque pays depuis 2000. Plusieurs pays (Guyana, Suriname, Belize, Haïti, Trinité-et-Tobago et les Etats-Unis) n'ont pas été inclus parce qu'ils n'ont pas présenté d'information sur l'indice de Gini depuis 2000.

Une autre façon d'observer l'inégalité des revenus est d'examiner les positions relatives des citoyens des différents pays dans la répartition mondiale des revenus. Des chercheurs ont évalué le niveau de vie des citoyens dans quatre pays du monde (présenté au graphique 3) par *ventile* à l'intérieur de chaque pays (une *ventile* comprend 5% de la distribution des revenus)<sup>13</sup>. Le graphique compare le Brésil, à bien des égards le pays le plus inégal de la région, avec trois autres pays : la France, le Sri Lanka et l'Indonésie rurale. Le graphique indique que les conditions de vie sont très inégales au Brésil. Les 5 % des citoyens les plus pauvres du Brésil sont moins bien lotis que les 5 % les plus pauvres du Sri Lanka ou de l'Indonésie. Ces mêmes individus sont même classés très proche du percentile inférieur de la répartition du revenu mondial. Cependant, les 5 % des citoyens Brésiliens les plus riches ont une situation semblable aux 5 % des Français les plus riches. Ces mêmes Brésiliens ont une situation de loin supérieure aux 5 % des Sri-lankais et des Indonésiens les plus riches. Enfin, ils se retrouvent au sommet de la distribution mondiale des revenus. Si la situation du Brésil semble préoccupante, il faut noter que les inégalités en Haïti sont les plus élevées dans les Amériques, à 59,5 (selon les mesures de 2001 de l'indice de Gini)<sup>14</sup>.



**Figure 3 Les citoyens de 4 pays selon la distribution mondiale des revenus**

Il faut admettre que les inégalités ont connu une certaine diminution dans la région. Même si d'importantes différences sont observées à travers les Amériques, les indicateurs montrent que les niveaux d'inégalité sont convergent peu à peu. Un récent rapport de l'Institut Brookings affirme que depuis l'année 2000, les inégalités se sont améliorées dans certains des pays les plus traditionnellement inégaux de la région<sup>15</sup>. Au graphique 4, nous présentons une série de données chronologiques de l'évolution de l'indice de Gini entre 2005 et 2009 dans quatre pays des Amériques. Alors que les

<sup>13</sup> Milanovic, Branko. 2006. "Global Income Inequality: What It Is and Why It Matters." World Bank Policy Research Working Paper 3865.

<sup>14</sup> World Bank Indicators. < <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>> (consultée le 18 juillet 2012).

<sup>15</sup> López-Calva, Luis Felipe, et Nora Claudia Lustig. 2010. *Declining Inequality in Latin America: A Decade of Progress?* Washington, D.C.: Brookings Institution Press and United Nations Development Programme.

inégalités ont montré une tendance à la baisse dans deux des pays les plus inégaux, le Brésil et le Honduras, on constate aussi que les inégalités sont en hausse au Costa Rica et inchangés en Uruguay, traditionnellement les deux pays les moins inégalitaires de la région.

L'inégalité a longtemps été un problème en Haïti. Les données disponibles la placent toujours parmi les 10 pays les plus inégalitaires du monde. Comme nous l'avons déjà décrit antérieurement, en 2001 la Banque mondiale a signalé pour Haïti un coefficient de Gini de 59,5, comparativement à 54,4 et 60,1 au Honduras et au Brésil, respectivement. Malheureusement, cette mesure des inégalités a seulement été calculée de façon sporadique en Haïti. Il est donc difficile de suivre l'évolution des inégalités au fil du temps. Cependant, peu d'éléments militent en faveur d'une appréciation optimiste de l'évolution des inégalités en Haïti. Les troubles politiques et sociaux ainsi que les désastres naturels que le pays a soufferts aux cours des dernières années ont très certainement contribué à maintenir les inégalités au niveau observé en 2001.

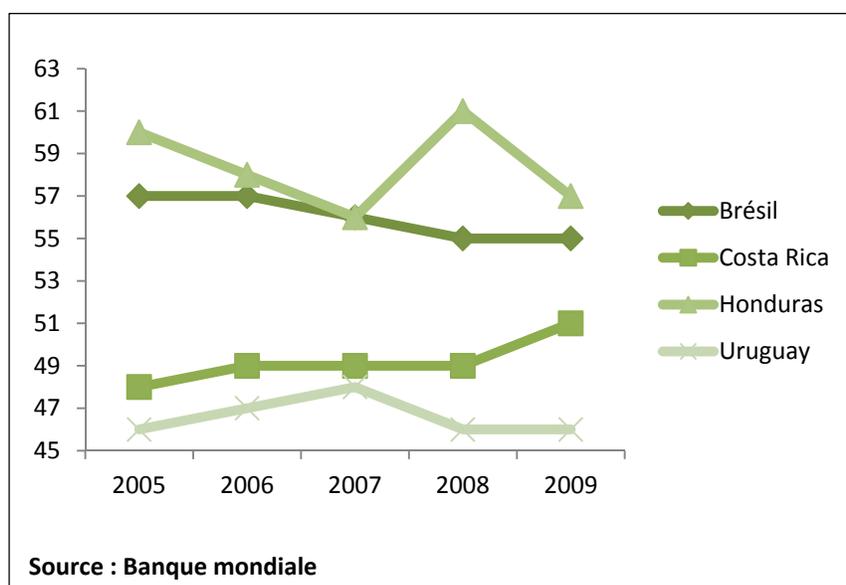


Figure 4 Évolution des inégalités dans 4 pays des Amériques

De quelle façon les inégalités continueront-elles d'évoluer dans les Amériques au cours de la prochaine décennie ? Il s'agit d'une question difficile à répondre. Les changements dans les inégalités sont attribuables à plusieurs facteurs tels que la croissance économique nationale, l'environnement économique international et les politiques publiques nationales. Ainsi, l'évolution future des inégalités dans un pays dépend en partie de l'évolution des économies nationale, régionale et mondiale, y compris celles de pays comme la Chine, les États-Unis et l'Europe<sup>16</sup>. Compte tenu des difficultés politiques et économiques passées et actuelles d'Haïti et face à la récession économique mondiale en cours, les perspectives d'amélioration des inégalités dans le pays sont plutôt sombres, du moins dans le court terme. L'enthousiasme avec lequel les pays donateurs ont pris des engagements financiers pour la reconstruction du pays à la suite du séisme de janvier 2011 n'a pas été entièrement suivi d'actions

<sup>16</sup> Powell, Andrew. 2012. *The World of Forking Paths: Latin America and the Caribbean Facing Global Economic Risks*. Washington, DC: Inter-American Development Bank.

concrètes. Les efforts de reconstruction ont été lents à démarrer et seulement une partie des fonds promis a été déboursée<sup>17</sup>.

Les inégalités économiques vont de pair avec de profondes inégalités sociales dans les Amériques. L'Amérique latine et les Caraïbes sont généralement considérées comme des régions ayant des taux moyens et élevés de développement humain, tel que mesuré par l'indice de développement humain (IDH)<sup>18</sup>. Cependant, depuis 2010, l'Organisation des Nations Unies produit l'Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), qui prend en compte toutes les dimensions du développement humain de chaque pays. La Figure 5 montre les différences entre l'IDH et l'IDHI dans les différentes régions du monde. Nous constatons que l'écart, en termes absolu et relatif, entre la moyenne de l'IDH et la moyenne IDHI est plus grand en Amérique latine et dans les Caraïbes par rapport au reste du monde. Cela signifie que l'Amérique Latine et les Caraïbes perdent un tiers de son potentiel de développement humain en raison de leur taux élevé d'inégalités

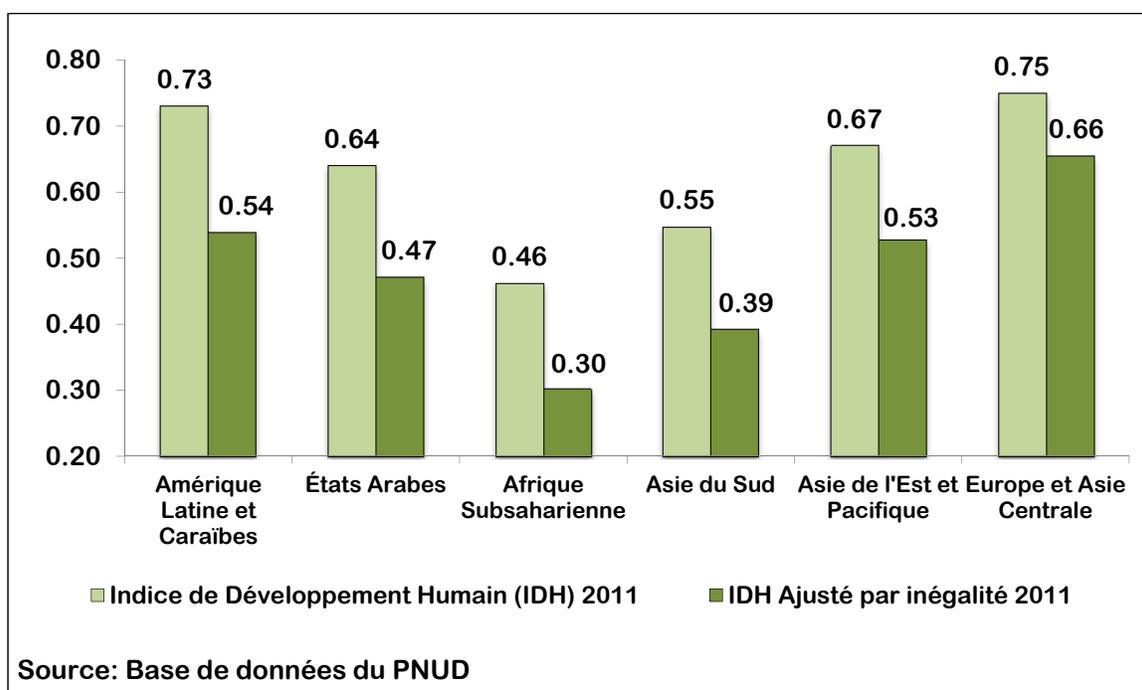


Figure 5 Indice de développement humain ajusté aux inégalités dans six régions du monde

En ce qui concerne Haïti, nous constatons que son IDH est le plus faible des Amériques, à 0,454 en 2011. Aussi, l'IDHI de 2011 est beaucoup plus faible, à 0,271. La Figure 6 présente l'évolution de l'IDH entre 1980 et 2011 en Haïti. On y observe une hausse progressive du niveau de développement humain. En outre, on constate une légère hausse de l'IDHI entre 2010 et 2011, une

<sup>17</sup>Farmer, Paul. "5 Lessons From Haiti's Disaster." *Foreign Policy*, December 2010; Sontag, Deborah. "Years After Haiti Quake, Safe Housing Is Dream for Multitudes." *The New York Times*, août 15, 2012.

<sup>18</sup> L'indice Développement Humain (IDH) de l'Organisation des Nations Unies est un indicateur composite qui va de 0 à 1. Il mesure le rendement moyen d'un pays dans les trois dimensions du développement humain: l'espérance de vie, l'éducation et le revenu (niveau de vie). Les calculs sont basés sur les données de l'UNDESA (2011), Barro et Lee (2010), l'Institut de statistique de L'Unesco (2011), Banque mondiale (2011a) et FMI (2011).

hausse un peu plus élevée que pour l'IDH. Cette hausse est peut-être due aux efforts de reconstruction après le séisme.

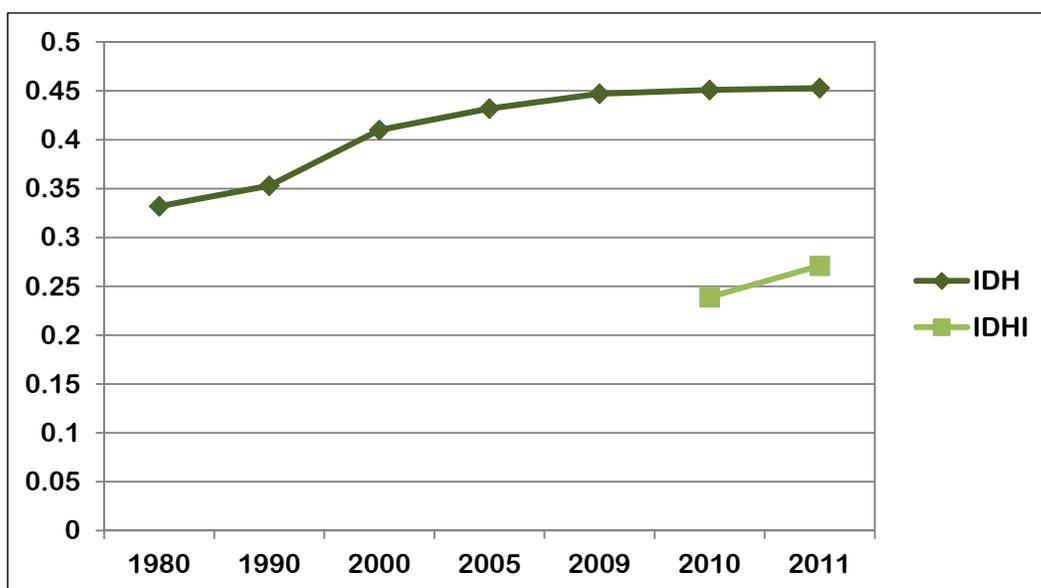
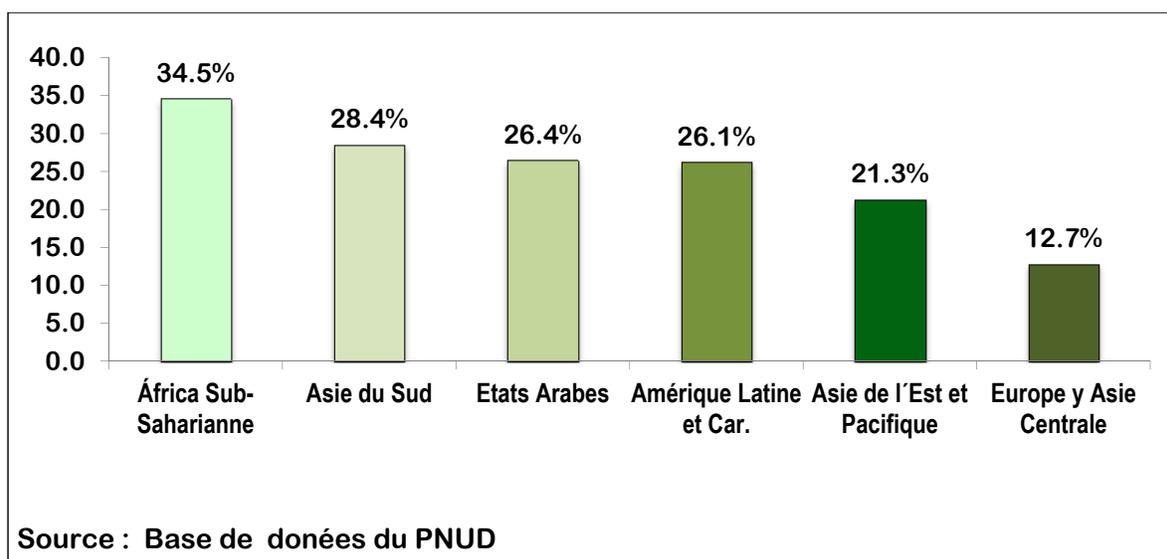


Figure 6 IDH et IDHI, Haïti 1980-2011

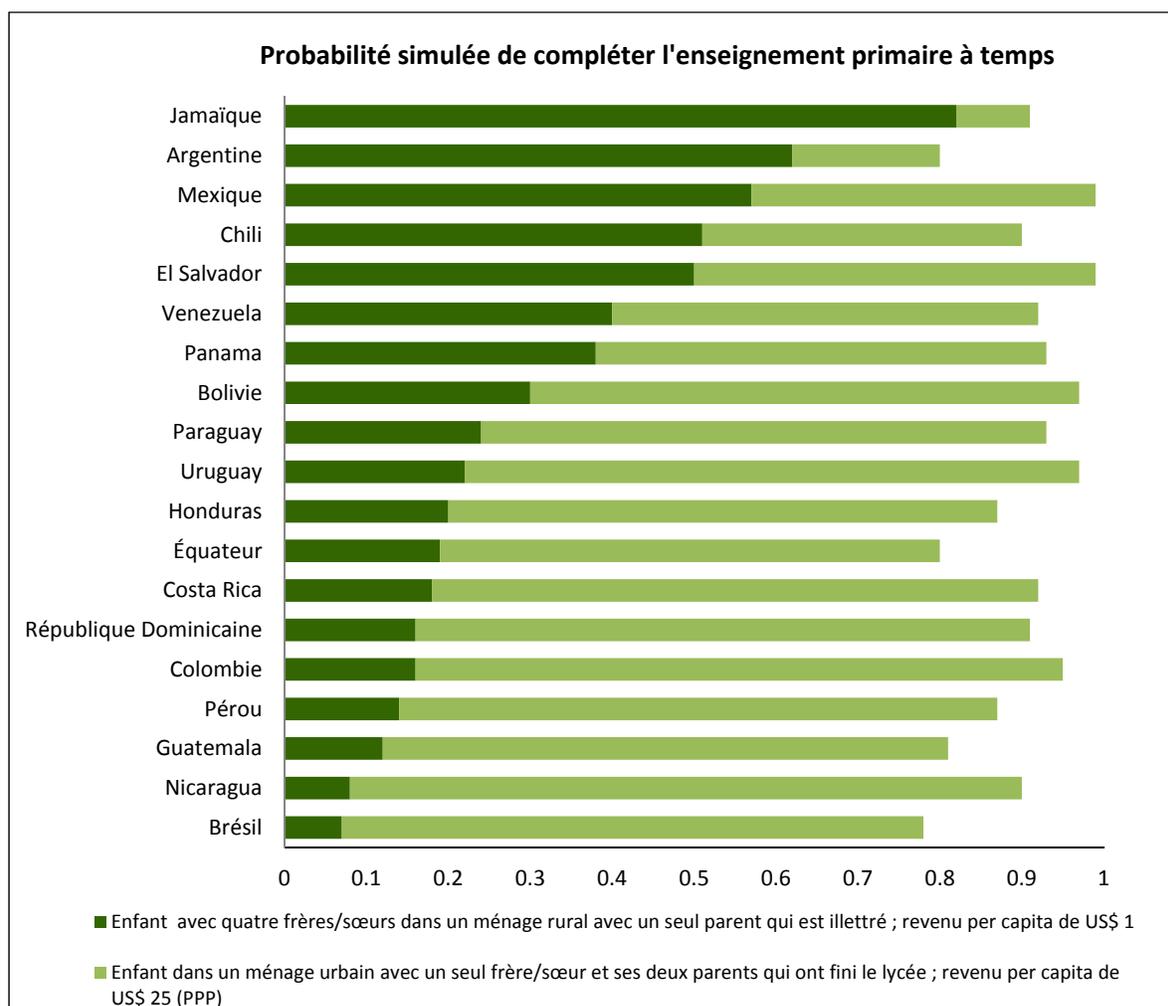
La Figure 7 présente la perte globale en développement humain en raison des inégalités dans la région, calculée comme la différence en pourcentage entre l'IDH et IDHI. Selon cette mesure, la région perd 26% de son potentiel de développement humain en raison de la persistance des inégalités. En Haïti, la situation est beaucoup plus grave. Le pays perd 40,2% de son potentiel de développement humain en 2011 en raison des inégalités. Ainsi, l'impact des inégalités en Haïti est plus accentué que dans la moyenne des pays de l'Afrique sub-saharienne. Seuls quatre pays dans le monde, à savoir la Namibie, le Sierra Leone, la Guinée-Bissau et la République Centrafricaine, ont fait pire qu'Haïti en termes de perte de potentiel de développement humain due aux inégalités.



Source : Base de données du PNUD

Figure 7 Perte de potentiel de développement humain à cause des inégalités par région du monde

La Figure 8 permet d'observer les différences dans la probabilité de compléter à temps l'école primaire dans un certain nombre de pays des Amériques. Elle compare la réalité des enfants provenant des familles les mieux nanties (barre verte pâle) à celle des enfants issus des familles les plus défavorisées (barre verte foncée)<sup>19</sup>. Par exemple, le graphique montre qu'un élève issu d'un milieu défavorisé en Jamaïque a une probabilité de 80 % de terminer sa sixième (7<sup>ème</sup> année en Haïti), tandis qu'un enfant provenant d'un milieu favorisé a une probabilité de 90 % de terminer à son école primaire. Selon cette métrique, le Brésil, le Nicaragua, le Guatemala et le Pérou sont les pays où les enfants issus de milieux défavorisés ont les plus faibles probabilités de réussite. Nous pouvons observer aussi que la plupart des pays d'Europe Centrale et d'Amérique du Sud se font remarquer par leur niveau très élevé d'inégalités.



**Figure 8 Contexte familial et réussite éducative dans les Amériques**

<sup>19</sup> Barros, Ricardo Paes de, Francisco H. G. Ferreira, José R. Molinas Vega, et Jaime Saavedra Chanduvi. 2009. *Measuring Inequality of Opportunities in Latin America and the Caribbean*. Washington, D.C.: The World Bank

### III. Egalités économiques et opportunités sociales en Haïti

La section précédente a permis de se faire une idée générale de la situation des inégalités sociales et économiques dans les Amériques. Mais qui sont les plus touchés par ces inégalités ? Qu'est-ce que les citoyens des Amériques pensent à propos des inégalités et de l'égalité des chances dans la région ? Certaines questions de l'enquête de 2012 du Baromètre des Amériques permettent d'analyser comment certains indicateurs mesurant l'égalité des chances, comme le niveau de revenu et la scolarisation, varient en accord avec la couleur de la peau, le sexe et le contexte familial. Nous analysons aussi de façon détaillée l'opinion des citoyens. Nous prenons en compte ceux qui déclarent avoir été victimes de discrimination. Nous nous demandons dans quelle mesure les citoyens perçoivent les inégalités comme un phénomène naturel ou même souhaitable. Finalement, nous nous interrogeons sur les types de politiques publiques que les citoyens soutiendraient dans le but de corriger les inégalités.

Les études sur la discrimination dans les Amériques cherchent à documenter les cas d'individus ayant le même niveau de scolarisation et les mêmes compétences, mais qui à cause de leur appartenance à certains groupes sociaux, sont moins bien rémunérés ou ont différentes occasions d'emploi<sup>20</sup>. Une telle discrimination peut se produire pour deux raisons : par la présence d'attitudes négatives à l'égard des victimes ou en raison de la « discrimination statistique ». Cette dernière sous-tend que les employeurs présument qu'il existe un moindre niveau de compétence ou de capital humain dans certains groupes marginalisés. Ces études montrent généralement que les femmes sont moins bien rémunérées en comparaison aux hommes partageant les mêmes caractéristiques. Elles ont démontré aussi que cette situation est d'autant plus grave dans le cas des femmes provenant de groupes marginalisés sur le plan racial et ethnique<sup>21</sup>. Cependant, une série d'études expérimentales et observationnelles réalisées récemment laissent croire qu'en Amérique Latine certaines formes manifestes de discrimination sur le marché du travail peuvent être moins importantes que ce qu'on avait tendance à penser<sup>22</sup>.

La première différence sociale que nous examinons est celle existant entre les hommes et les femmes. Selon les chercheurs qui ont étudiés l'inégalité des sexes dans les Amériques, l'inégalité dans l'accès au marché du travail chez les hommes et les femmes a montré une tendance à la diminution

---

<sup>20</sup> Pour un résumé général de la littérature: voir Ñopo, Hugo, Alberto Chong, et Andrea Moro, eds. 2009. *Discrimination in Latin America: An Economic Perspective*. Washington, D.C.: Inter-American Development Bank.

<sup>21</sup> Lovell, Peggy A. 2000a. "Race, Gender and Regional Labor Market Inequalities in Brazil." *Review of Social Economy* 58 (3): 277 – 293; Lovell, Peggy A. 2000b. "Gender, Race, and the Struggle for Social Justice in Brazil." *Latin American Perspectives* 27 (6) (November 1): 85-102. Ñopo, Hugo. 2004. "The Gender Wage Gap in Peru 1986-2000. Evidence from a Matching Comparisons Approach." *Económica L* (1-2).

<sup>22</sup> Bravo, David, Claudia Sanhueza, et Sergio Urzúa. 2009a. "Ability, Schooling Choices, and Gender Labor Market Discrimination: Evidence for Chile." In *Discrimination in Latin America: An Economic Perspective*, ed. Hugo Ñopo, Alberto Chong, et Andrea Moro. Washington, D.C.: Inter-American Development Bank; Bravo, Sanhueza, and Urzúa. 2009b. "An Experimental Study of Labor Market Discrimination: Gender, Social Class, and Neighborhood in Chile." In *Discrimination in Latin America: An Economic Perspective*; Cárdenas, Juan-Camilo, Natalia Candelo, Alejandro Gaviria, Sandra Polanía, et Rajiv Sethi. 2009. "Discrimination in the Provision of Social Services to the Poor: A Field Experimental Study." In *Discrimination in Latin America: An Economic Perspective*; Petrie, Ragan et Máximo Torero. 2009. "Ethnic and Social Barriers to Cooperation: Experiments Studying the Extent and Nature of Discrimination in Urban Peru." In *Discrimination in Latin America: An Economic Perspective*.

dans le temps, bien que d'importantes différences persistent<sup>23</sup>. En outre, la région a connu une réduction des inégalités entre les sexes en matière d'appartenance aux différentes classes sociales<sup>24</sup>. La disparité en termes de scolarité entre les sexes a aussi diminué de manière significative<sup>25</sup>. Dans ce sens, des études affirment que la tendance à la discrimination en raison du sexe s'est un peu atténuée.

Deuxièmement, nous examinons les différences selon les origines ethniques et raciales. Des études universitaires récentes indiquent que les minorités raciale, ethnique et linguistique continuent à être victimes d'inégalités sociales et économiques. Cette situation se manifesterait particulièrement dans les différences en termes de salaires et de types d'emplois<sup>26</sup>. Ces discriminations seraient plus élevées dans un contexte de faible niveau de développement socioéconomique<sup>27</sup>. En outre, la discrimination selon la race ou l'origine ethnique dans les Amériques serait encore plus répandue que la discrimination selon le sexe<sup>28</sup>. Néanmoins, les mesures de l'ampleur de la discrimination raciale ou ethnique sont difficiles à obtenir, en raison de l'absence de données fiables<sup>29</sup>.

Enfin, nous examinons l'impact des antécédents familiaux et de l'appartenance à une classe sociale sur les occasions économiques et sociales dans les Amériques. Les différences de classes sociales ont longtemps été considérées comme les forces motrices de l'inégalité en Amérique Latine et dans d'autres régions des Amériques. On pensait même qu'elles avaient plus d'importance que le sexe ou l'origine ethnique. Des études récentes, dont certaines citées plus haut dans ce rapport, ont montré l'impact croissant d'autres facteurs dans l'explication des inégalités. Néanmoins, les analyses statistiques continuent de montrer que les antécédents familiaux continuent d'être l'une des caractéristiques sociales les plus déterminantes dans les Amériques<sup>30</sup>.

Nous allons commencer par l'analyse des résultats de l'enquête de 2012 du Baromètre des Amériques. Nous voulons connaître l'opinion des Haïtiens sur leur situation économique et sociale. Nous nous intéressons aux différences entre les Haïtiens de différentes appartenances raciales, des deux sexes, des différentes catégories sociales et des milieux urbains et ruraux. Les questionnaires du Baromètre des Amériques utilisés en 2010 et 2012 comportent de nombreuses questions relatives aux origines sociales des répondants. Nous avons adopté plusieurs stratégies pour identifier l'appartenance ethnique et raciale des répondants<sup>31</sup>. La question **ETID** demande simplement au répondant s'il se

<sup>23</sup> Abramo, Laís, et María Elena Valenzuela. 2005. "Women's Labour Force Participation Rates in Latin America." *International Labour Review* 144 (December): 369-399; De Ferranti et al., 2004, *Ibid*.

<sup>24</sup> Hite, Amy Bellone, et Jocelyn S. Viterna. 2005 "Gendering Class in Latin America: How Women Effect and Experience Change in the Class Structure." *Latin American Research Review* 40 (2): 50-82.

<sup>25</sup> Duryea, Suzanne, Sebastian Galiani, Hugo Ñopo, et Claudia C. Piras. 2007. "The Educational Gender Gap in Latin America and the Caribbean." SSRN eLibrary (avril). [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1820870](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1820870)

<sup>26</sup> De Ferranti et al., 2004, *Ibid*; Patrinos, Harry Anthony. 2000. The Cost of Discrimination in Latin America. *Studies in Comparative International Development* 35, no. 2 (June): 3-17.

<sup>27</sup> Branton, Regina P., et Bradford S. Jones. 2005. Reexamining Racial Attitudes: The Conditional Relationship between Diversity and Socioeconomic Environment. *American Journal of Political Science* 49, 2: 359-72.

<sup>28</sup> De Ferranti et al., 2004, *Ibid*.

<sup>29</sup> Telles, Edward Eric. 2004. *Race in Another America: The Significance of Skin Color in Brazil*. Princeton: Princeton University Press.

<sup>30</sup> Barros et al., 2009, *Ibid*; Telles, Edward et Liza Steele. 2012. "Pigmentocracy in the Americas: How is Educational Attainment Related to Skin Color?" *AmericasBarometer Insights* 73. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

<sup>31</sup> La formulation complète de chaque question apparaît à l'annexe C du questionnaire

considère blanc, mulâtre, métis, indigène ou noir. En outre, à partir de 2010, et grâce à l'appui financier du professeur Ed Telles, de l'Université de Princeton, le Baromètre des Amériques a commencé à utiliser une palette de couleurs<sup>32</sup>. À la fin de chaque entrevue, les enquêteurs sont invités à évaluer la couleur de la peau du visage du répondant, sur une échelle allant de 1 (le teint le plus clair) à 11 (le teint le plus foncé) (Figure 9). Les données de 2010 de la variable **COLORR** se sont révélées extrêmement utiles pour comprendre les différences entre les expériences des citoyens appartenant à des groupes différents dans la région (voir, par exemple, les rapports spéciaux 1 et 2). En 2012, toujours grâce au professeur Telles, nous avons inclus la palette de couleur de peau<sup>33</sup> dans notre enquête des citoyens des Amériques. La palette de couleur a été incluse dans le questionnaire haïtien pour la première fois en 2012.



Figure 9 Palette de couleur de la peau utilisée dans le Baromètre des Amériques

Nous avons également inclus un certain nombre de questions sur les ressources sociales et économiques dans le questionnaire 2012. Comme dans les vagues antérieures, nous avons inclus des questions sur le niveau de scolarité, le revenu familial, les biens du ménage, allant de la plomberie à l'intérieur de la propriété aux téléviseurs à écran plat et aux véhicules. Ce dernier groupe de questions, dans **la série R**, est utilisé pour créer un index en cinq points des quintiles de richesse des ménages, qui

<sup>32</sup> Telles, Edward et Liza Steele. 2012. *Ibid.*

<sup>33</sup> En 2012 la palette relative à la couleur de la peau a été utilisée dans 24 pays des Amériques, sauf aux États-Unis et au Canada. En 2010, la palette a été utilisée dans 23 pays, excluant Haïti aussi.

est normalisé entre les zones urbaines et rurales dans chaque pays<sup>34</sup>. Pour la première fois en 2012 le niveau de revenu a été organisé en 17 catégories, telles que présentées ci-après :

**Échelle de revenus utilisée aux questions Q10NEW et Q10G**

<b>(00)</b>	Pas de revenus	<b>(09)</b>	6381-7200 gourdes
<b>(01)</b>	Moins de 800 gourdes	<b>(10)</b>	7201-8400 gourdes
<b>(02)</b>	800-1600 gourdes	<b>(11)</b>	8401-9600 gourdes
<b>(03)</b>	1601-2400 gourdes	<b>(12)</b>	9601-14400 gourdes
<b>(04)</b>	2401-3200 gourdes	<b>(13)</b>	14401-19200 gourdes
<b>(05)</b>	3201-4000 gourdes	<b>(14)</b>	19201-24000 gourdes
<b>(06)</b>	4001-4800 gourdes	<b>(15)</b>	24001 – 28800 gourdes
<b>(07)</b>	4801-5620 gourdes	<b>(16)</b>	Plus de 28800 gourdes
<b>(08)</b>	5621-6380 gourdes		

Nous avons également inclus un certain nombre de nouvelles questions sur les ressources sociales et économiques en 2012. Pour la première fois, nous avons interrogé les répondants qui ont déclaré avoir une occupation au moment de l'entrevue sur leurs salaires (**Q10G**). Pour ceux qui étaient mariés ou vivaient avec un conjoint, nous avons voulu mesurer les inégalités au sein des ménages à partir du niveau de revenu (selon la question **GEN10**).

**GEN10.** En pensant seulement à votre situation et à celle de votre conjoint et vos salaires, laquelle de ces phrases décrit le mieux votre salaire [**Lisez les alternatives**]

- (1) Vous n'avez pas de salaire, tout provient du salaire de votre conjoint ou époux;
- (2) Vous gagnez moins que votre époux ou conjoint;
- (3) Vous gagnez plus ou moins le même autant que votre époux ou conjoint;
- (4) Vous gagnez davantage que votre époux ou conjoint;
- (5) Tout le revenu du ménage provient de votre salaire et votre époux n'a aucune source de revenu.
- (6) [**Ne pas lire**] N'a pas de revenu
- (88) DK (98) DA

Le Baromètre des Amériques comporte également certaines questions qui font référence au contexte familial et aux classes sociales ainsi que d'autres mesures relatives à la richesse des ménages. **ED2** analyse le contexte familial en demandant aux répondants d'indiquer le niveau de scolarité de leur mère. En outre, la question **MOV1** demande à la personne de s'auto-identifier en termes de classe sociale en lui demandant d'identifier la classe à laquelle elle considère appartenir : supérieure, moyenne supérieure, moyenne, moyenne inférieure, ou inférieure.

Enfin, nous avons inclus deux nouvelles questions sur la sécurité alimentaire, toutes deux développées par notre équipe du Mexique en collaboration avec l'Université Yale. Ces deux questions sont maintenant utilisées dans tous les pays des Amériques (**FS2** et **FS8**)<sup>35</sup>. Ces mesures fournissent la possibilité d'examiner la façon dont les ressources sociales et économiques sont réparties dans les pays de la région.

<sup>34</sup> Cette variable est appelée **QUINTALL** dans la base de données fusionnée 2012. Pour plus d'informations sur la variable voyez: Córdova, Abby. 2009. "Methodological Note: Measuring Relative Wealth Using Household Asset Indicators." *AmericasBarometer Insights* (6).

<sup>35</sup> La question **MOV1** a été administré à un échantillon fractionné de sondés dans chaque pays, ce qui signifie que seulement la moitié des personnes interviewées ont reçu les questions.

Maintenant je vais vous lire quelques questions relatives aux aliments.					
	Non	Oui	NS	NR	Inap
<b>FS2.</b> Au cours des trois derniers mois, est-ce que vous ou votre ménage avez manqué d'aliments ?	0	1	88	98	99
<b>FS8.</b> Au cours des trois derniers mois, à cause du manque d'argent, est-ce que vous ou un adulte du ménage avez mangé seulement une fois dans la journée ou avez passé toute la journée sans manger ?	0	1	88	98	99

Nous évaluons la relation entre le sexe, la race, l'âge, le fait de vivre en ville ou en campagne et le niveau de scolarité en Haïti par le biais d'une analyse de régression linéaire<sup>36</sup>. La Figure 10 indique que le niveau de scolarité est loin d'être uniformément réparti en Haïti. Les femmes, les répondants âgés de 35 ans ou plus et les répondants à la peau de couleur noire ont un niveau moindre de scolarité. Cependant les répondants qui habitent en milieu urbain ont un niveau de scolarité plus élevé.

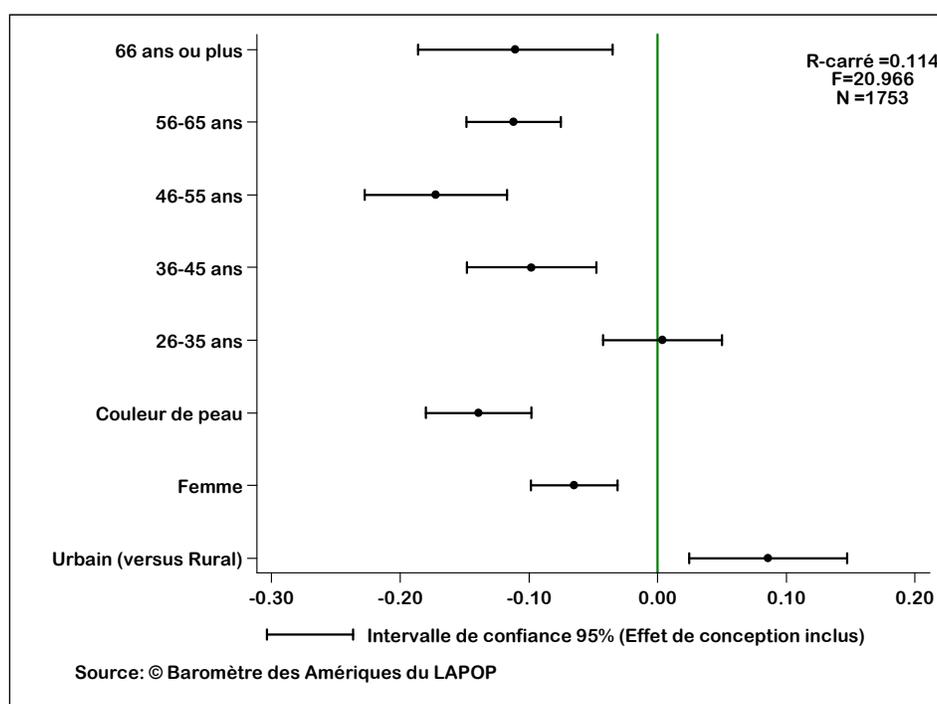


Figure 10 Déterminants du niveau de scolarité, Haïti 2012

Les Figure 11 et 12, explorent plus en détails la relation entre les caractéristiques personnelles et le niveau de scolarité. Nous constatons que les répondants des régions rurales ont en moyenne 0,9 ans en moins de scolarité que les répondants des zones urbaines. Les femmes ont en moyenne 0,5 ans

<sup>36</sup> Dans un souci de faciliter l'interprétation, tous les rapports de LAPOP présentent les résultats des analyses multi variées graphiquement. Les variables indépendantes sont présentées sur l'abscisse (la ligne verticale). Le point représente l'impact de la variable, et la barre représente l'intervalle de confiance. Lorsque la barre ne se coupe pas la verticale ligne «0», cette variable est statistiquement significative, ce qui signifie que nous pouvons être sûrs à 95% que la variable indépendante a la relation affichée avec la variable dépendante. Pour plus d'informations sur la lecture et l'interprétation de graphiques et chiffres LAPOP, s'il vous plaît se référer à la page xxxiv.

de moins de scolarité que les hommes (voir Figure 11). D'autre part, la même figure indique qu'il existe des différences considérables dans les niveaux de scolarité entre différents groupes d'âge. Les cohortes les plus jeunes ont en moyenne environ 10,5 années de scolarité, tandis que pour la cohorte la plus âgée (plus de 65 ans), la moyenne est de seulement 9,2 années de scolarité.

La figure suivante (figure 12) présente la moyenne d'années de scolarité des Haïtiens aux différentes extrémités du spectre de couleurs, sur la base de la palette de couleur de la peau présentées auparavant (en raison du faible nombre de répondants aux valeurs inférieures de notre palette de couleur de peau, nous avons regroupé les répondants se trouvant dans les catégories 1 à 3). Encore une fois, nous constatons des différences considérables de niveau de scolarité. Les répondants qui ont la peau de couleur pâle ont en moyenne plus de 11 années d'études, tandis que leurs concitoyens à la peau plus foncée ont en moyenne moins de 10 années d'études.

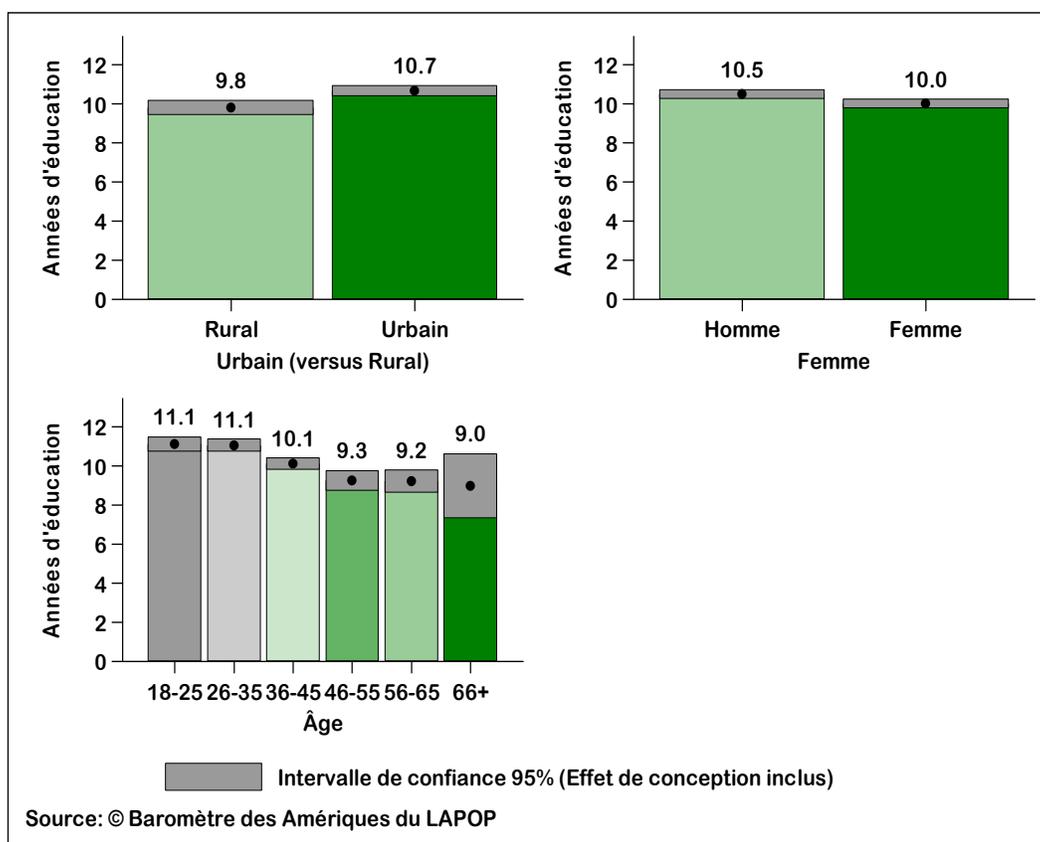


Figure 11 Niveau de scolarité selon l'âge, le lieu de résidence, et le sexe en Haïti

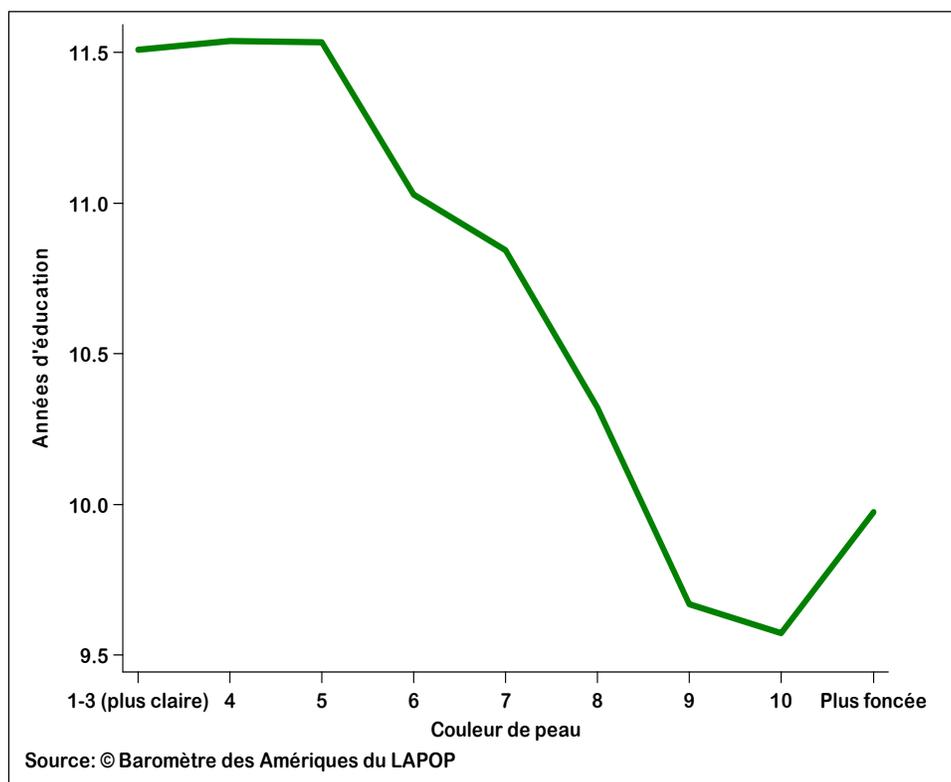
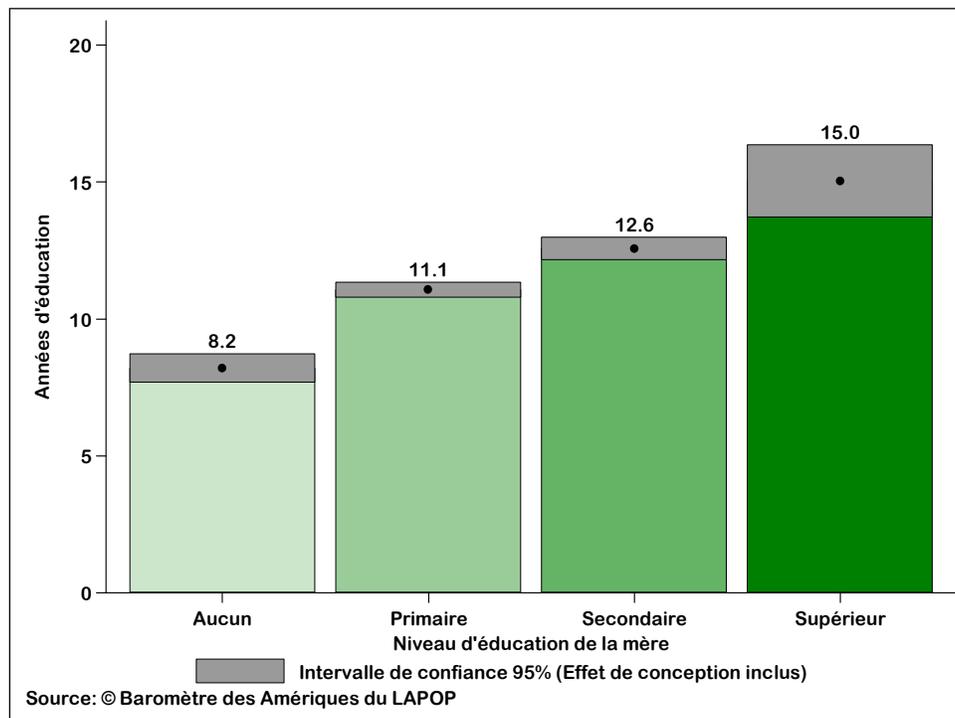


Figure 12 Niveau de scolarité et couleur de la peau, Haïti 2012

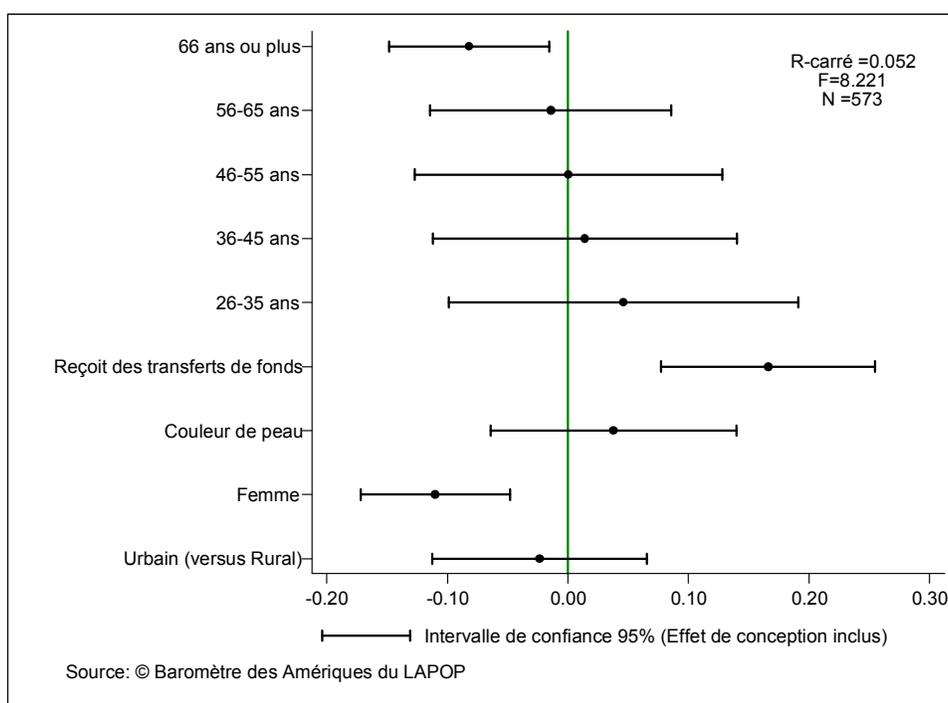
Enfin, nous voulions connaître l'impact du contexte familial sur le niveau de scolarité qu'atteignent les Haïtiens. Nous n'avons pas inclus notre mesure d'antécédents familiaux (**ED2**) dans le modèle de régression multi-variée car cette question n'a été posée qu'à la moitié de l'échantillon<sup>37</sup>. Limiter ainsi l'analyse à la moitié de l'échantillon aurait réduit la possibilité de généraliser à l'échelle de la population pour l'ensemble des variables utilisées. La Figure 13, qui représente le nombre d'années d'études complétées (l'axe des ordonnées) en fonction du niveau de scolarité atteint de la mère (l'axe de l'abscisse), indique que le contexte familial a un effet important sur le succès scolaire des adultes Haïtiens. Les Haïtiens dont la mère n'a jamais fréquenté l'école complètent en moyenne seulement 8,2 années de scolarité. Par contre, ceux dont la mère a reçu une éducation de niveau supérieur ont eux-mêmes une plus grande probabilité d'atteindre le même niveau d'études. En fait, même ceux dont la mère a fréquenté l'école primaire sont susceptibles de réaliser des études secondaires. L'effet semble être légèrement plus fort dans le cas des femmes, bien que la différence ne soit pas statistiquement significative.

<sup>37</sup> Beaucoup de nouvelles questions incluses dans le sondage de 2012 du Baromètre des Amériques ont été seulement posées à la moitié des répondants dans le but de maximiser de l'espace dans le questionnaire.



**Figure 13 Niveau de scolarité de la mère comme déterminant du nombre d'années d'études complétées du répondant**

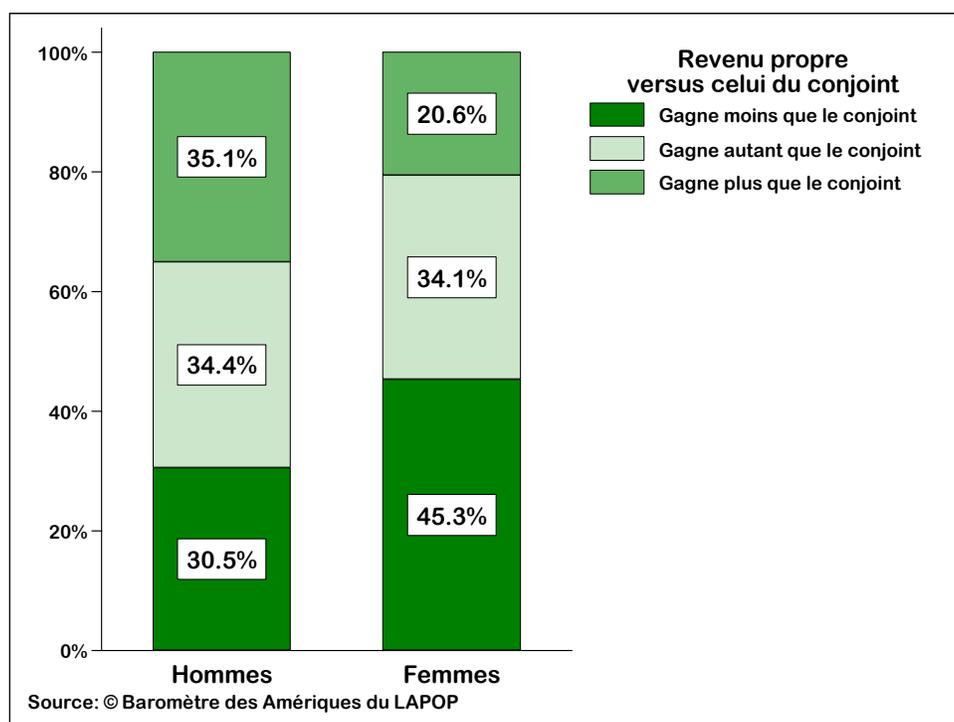
Les facteurs associés à l'éducation sont-ils également associés au niveau de revenus ? Les revenus personnels varient-ils en fonction de l'âge, de la race, du sexe, du lieu de résidence et des antécédents familiaux en Haïti ? Dans la Figure 14 nous utilisons une analyse de régression linéaire pour évaluer les déterminants du niveau de revenu personnel parmi les répondants qui ont déclaré avoir un emploi au moment de l'entrevue<sup>38</sup>. Contrairement au modèle dans lequel nous avons évalué le niveau de scolarité, très peu des caractéristiques associées au niveau de revenus atteignent les niveaux conventionnels de signification statistique. Il semble que seules les femmes aient des revenus légèrement inférieurs à ceux des hommes. Les personnes âgées de plus 65 ans ont des revenus légèrement inférieurs à ceux des personnes âgées de 65 ans ou moins. En outre, ceux qui reçoivent des transferts de fonds provenant de la diaspora ont des revenus plus importants que ceux qui n'en reçoivent pas.



**Figure 14 Déterminants des revenus personnels en Haïti pour les répondants ayant un emploi**

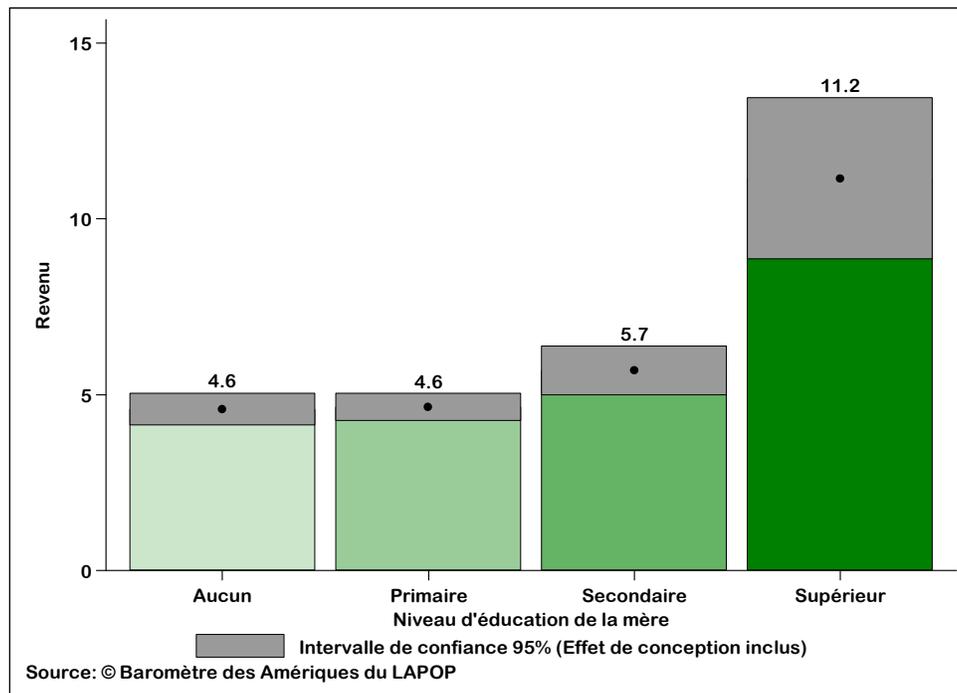
<sup>38</sup> Sur le revenu (à la fois Q10NEW, le revenu familial, et Q10G, le revenu personnel) est codée sur une échelle de 0 à 16, avec des catégories de réponse correspondant à l'augmentation de gammes dans la répartition des revenus. Voir le questionnaire à l'annexe C pour plus d'informations

La figure précédente montrait que les femmes ont un revenu personnel inférieur à celui des hommes en Haïti. Comme indiqué plus haut, nous avons demandé aux répondants qui étaient mariés ou qui avaient un partenaire de comparer leur revenu par rapport à celui de leur conjoint (**GEN10**). Dans la Figure 15, nous examinons les différences entre les hommes et les femmes dans les réponses à la question **GEN10**, parmi ceux qui ont aussi répondu avoir un emploi. Tel qu'attendu, la figure indique que les femmes mariées qui ont un emploi sont plus susceptibles de dire qu'elles gagnent moins que leur conjoint. De la même façon les femmes mariées sont moins susceptibles que les hommes mariés de dire qu'elles gagnent plus que leur époux.



**Figure 15 Les revenus du répondant versus celui de son conjoint en Haïti pour les répondants ayant un emploi**

Enfin, nous évaluons dans quelle mesure le contexte familial peut avoir un effet sur le revenu des personnes en Haïti. La Figure 16 montre qu'il y a très peu de différences dans le niveau de revenu entre les personnes dont la mère n'a pas fréquenté l'école et celles dont la mère a seulement complété une éducation primaire. Dans les deux cas, les personnes interrogées déclarent que leur revenu personnel moyen est aux environs de 4,6 sur une échelle de 0-16 (voir page 12 pour les catégories de l'échelle). Les revenus personnels sont un peu plus élevés (5,7) pour un répondant dont la mère a complété un niveau secondaire. Enfin, les revenus augmentent à un niveau de 11,2 pour ceux dont la mère a complété une éducation supérieure. En d'autres termes, les bénéfices d'avoir une mère instruite sont énormes en Haïti.



**Figure 16 Niveau de scolarité de la mère comme déterminant du revenu des répondants qui ont un emploi**

La nourriture est probablement l'un des biens dont l'accessibilité est la plus cruciale pour les citoyens. Nous avons vu que les revenus ne sont pas distribués de façon parfaitement égalitaire entre les Haïtiens. Qu'en est-il de la nourriture ? À la Figure 17, nous rapportons les résultats d'une analyse de régression linéaire qui évalue les déterminants de l'insécurité alimentaire, sur la base des deux questions décrites ci-dessus. Les questions **FS2** et **FS8** sont combinées pour créer un indice (0-2) de l'insécurité alimentaire, dans lequel les valeurs les plus élevées représentent des niveaux plus élevés d'insécurité alimentaire<sup>39</sup>. Les résultats indiquent que les répondants de 25 ans et ceux de plus de 65 ans sont les plus vulnérables<sup>40</sup>. De la même façon, les Haïtiens qui reçoivent des transferts d'argent et qui ont la peau de couleur plus pâle connaissent moins d'insécurité alimentaire que les autres. Les femmes haïtiennes sont aussi plus susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire.

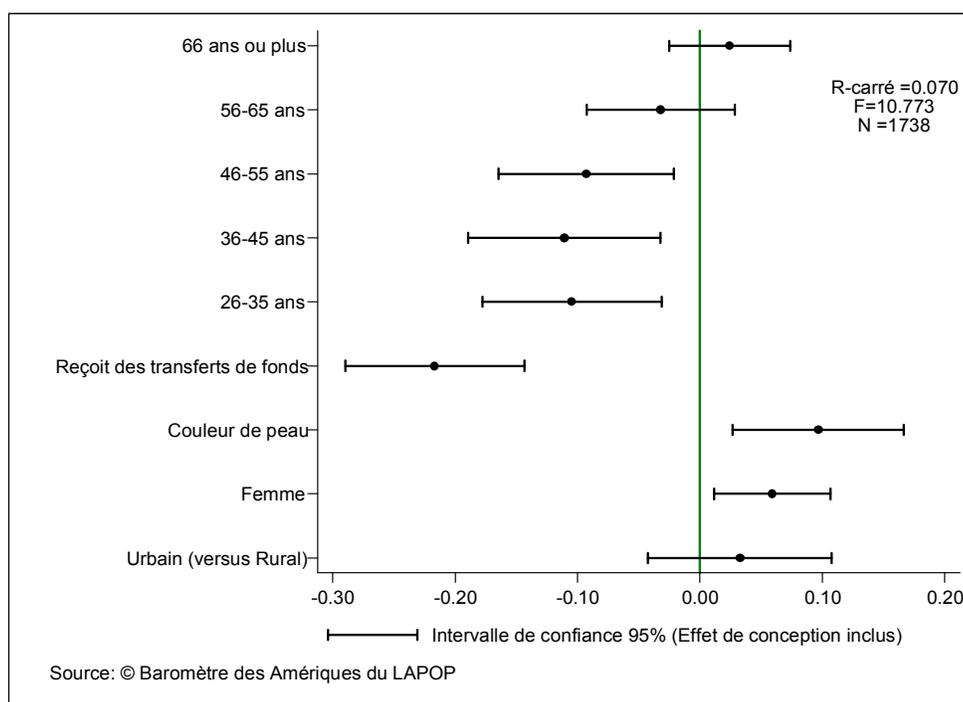


Figure 17 Déterminants de l'insécurité alimentaire, Haïti 2012

<sup>39</sup> Dans la plupart des pays, ces questions ont été posées à la moitié de l'échantillon (qui est, seulement la moitié des personnes interrogées). Cependant, en Haïti, elles ont été posées à l'ensemble de l'échantillon.

<sup>40</sup> Les citoyens de moins de 25 ans sont la catégorie de référence, ce qui signifie que les coefficients pour toutes les autres catégories d'âge sont estimés en relation à ce groupe d'âge

À la Figure 18 nous examinons la relation entre les antécédents familiaux et l'insécurité alimentaire en Haïti. Tout comme pour la scolarité, nous constatons que le fait d'avoir une mère instruite a un effet positif sur l'insécurité alimentaire. Cela étant dit, il faut noter que même ceux qui ont les mères les plus instruites signalent un certain niveau d'insécurité alimentaire. Parmi les Haïtiens qui déclarent que leur mère n'a jamais été à l'école, plus de la moitié vit dans une situation d'insécurité alimentaire qui va de sévère à modérée. Par contre, chez ceux dont la mère a reçu une instruction de niveau supérieur, seulement un cinquième (21 %) affirme souffrir d'insécurité alimentaire. Le graphique montre clairement que l'insécurité alimentaire diminue avec le niveau d'instruction de la mère.

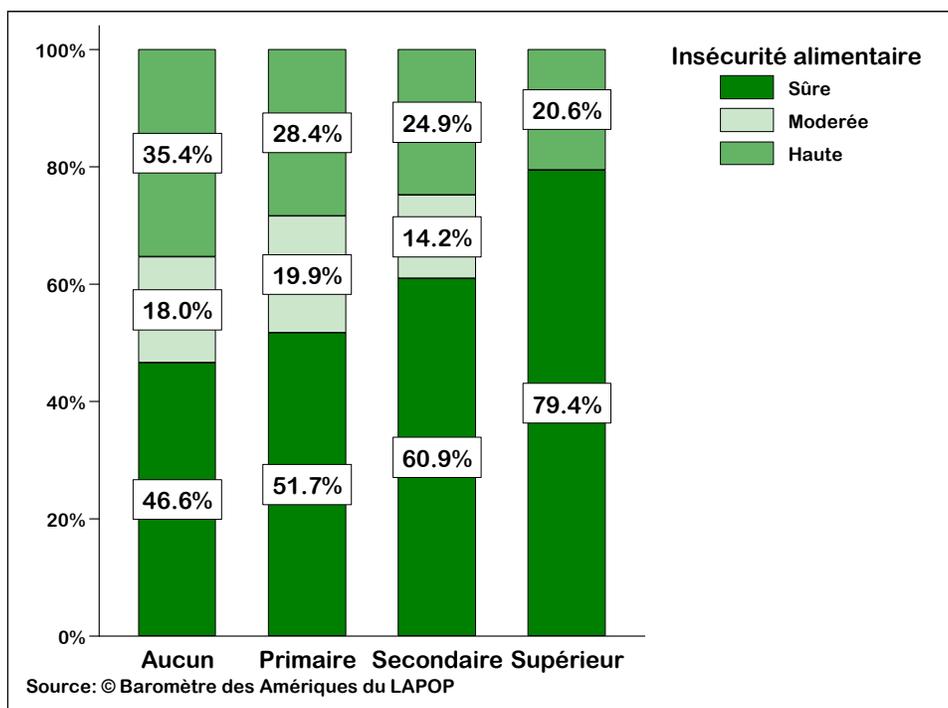


Figure 18 Niveau de scolarité de la mère et insécurité alimentaire, Haïti 2012

Aux figures précédentes nous avons observé que le fait de recevoir des transferts de l'étranger constitue une source de stabilité de la société haïtienne. Ces transferts ont un impact direct sur le niveau de revenus disponibles dans les familles et les protègent contre l'insécurité alimentaire. Qui sont donc les Haïtiens qui reçoivent ces transferts d'argent ? La Figure 19 s'attarde à cette question<sup>41</sup>. Les données indiquent que les Haïtiens qui ont la peau de couleur foncée ont une probabilité de recevoir des transferts de 17 points inférieure à ceux qui ont la peau de couleur claire. Fait intéressant à noter, 88 % de ceux qui ont fait des études universitaires reçoivent des transferts, contre seulement 38 % de ceux qui n'ont pas d'éducation formelle en reçoivent. Nous observons aussi une relation curvilinéaire entre les transferts et l'âge. Ainsi, les répondants âgés de 18 à 25 ans et ceux âgés 46 à 65

<sup>41</sup> Une analyse de régression multi-variée indique que les haïtiens qui ont la peau de couleur plus foncée reçoivent dans une moindre proportion des transferts d'argent de la diaspora. Par contre, ceux qui ont de niveaux éducatifs plus élevés sont plus susceptibles d'en recevoir. En outre, on rencontre une relation non linéaire, mais statistiquement significative entre les groupes d'âge. On n'a pas observé d'effets relatifs aux résidents des zones urbaines et rurales.



ans sont plus susceptibles de recevoir des transferts. Le sexe n'a pas d'effet significatif sur le fait de recevoir des transferts. Cependant, les femmes en reçoivent dans une proportion légèrement supérieure aux hommes. Donc, cette figure indique que les transferts d'argent de la diaspora contribuent à renforcer les différences déjà existantes en faveur des Haïtiens les plus éduqués et ceux qui ont la peau de couleur plus claire.

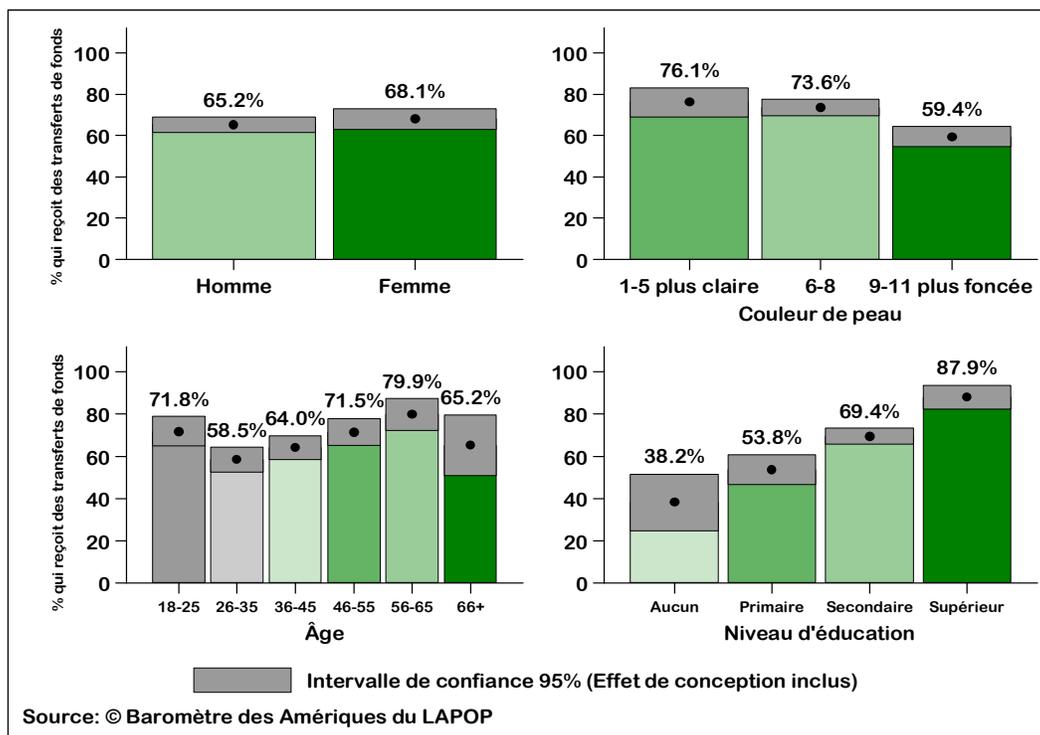


Figure 19 Caractéristiques personnelles et transferts d'argent, Haïti 2012

### Qui sont les Haïtiens qui disent avoir été victimes de discrimination ?

Une autre façon d'analyser la discrimination sociale et économique est de demander directement son point de vue à la victime présumée. Nous avons inclus des questions qui demandent aux répondants s'ils ont été victimes de discrimination dans 17 pays des Amériques. Les questions proviennent d'une batterie légèrement modifiée en comparaison à celle utilisée en 2008 et étaient facultatives dans chaque pays.

Changeons de sujet maintenant. En pensant à votre expérience au cours de l'année qui vient de se terminer, avez-vous été victime de discrimination, c'est à dire, pensez-vous avoir reçu un moins bon traitement que d'autres personnes dans les endroits suivants ?					
	Oui	Non	NS	NR	INAP
<b>DIS2.</b> Dans les bureaux de l'État [les tribunaux, l'administration publique, gouvernement municipal]	1	2	88	98	99
<b>DIS3.</b> Au travail ou à l'école ou quand vous cherchiez un emploi	1	2	88	98	99
<b>DIS5.</b> Dans des lieux publics comme : la rue, les places publiques, aux marchés?	1	2	88	98	

A la Figure 20 nous pouvons observer le pourcentage de citoyens qui ont déclaré avoir été victimes de discrimination au travail, et ce, dans chaque pays où les questions **DIS2** et **DIS3** ont été posées. Nous constatons que le pourcentage de citoyens qui disent avoir été victimes de discrimination varie considérablement. C'est Haïti qui a le deuxième taux le plus élevé (21,6 %), et juste en dessous de Trinité-et-Tobago (23,4 %). En revanche, seulement 3,6 % des Vénézuéliens et 8,0 % des Nicaraguayens signalent de la discrimination au travail.

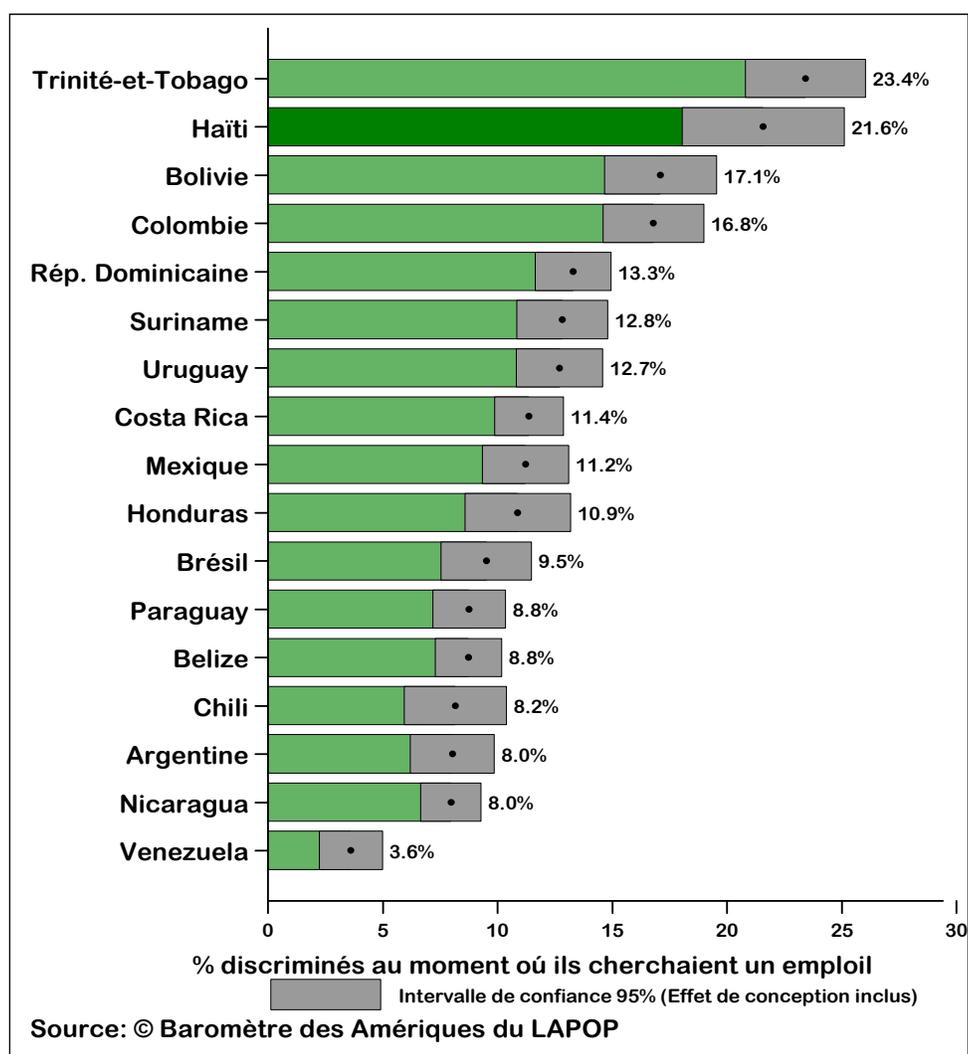


Figure 20 Pourcentage des répondants se disant victimes de discrimination au travail dans les Amériques

Qui sont ceux qui disent être victimes de discrimination au travail ou à l'école ? À la Figure 21, nous rapportons les résultats d'une analyse de régression logistique dans laquelle on estime l'effet des déterminants de la discrimination en Haïti. Nous constatons d'abord que peu de variables atteignent les niveaux conventionnels de signification statistique. Néanmoins, il appert que les résidents des zones urbaines sont plus susceptibles de signaler de la discrimination que ceux qui résident dans les régions rurales. Les femmes et les personnes dont la peau est de couleur foncée rapportent *moins* de

discrimination (les résultats ne sont toutefois pas statistiquement significatifs)<sup>42</sup>. Il est intéressant de remarquer que 38,6 % des Haïtiens se situant entre les valeurs 1 et 3 de notre palette de couleur de la peau disent avoir été victimes de discrimination. Ce chiffre est 21,4 % pour ceux situés entre les valeurs 4 et 11. Même si cette différence n'est pas statistiquement significative, en raison de la quantité peu nombreuse d'Haïtiens se trouvant dans cette catégorie, elle demeure très importante. Ces résultats sont en contradiction avec ce que nous avons vu plus haut, à savoir que les femmes et les répondant à la peau de couleur foncée ont un niveau de scolarité moindre et sont plus susceptibles de traverser des périodes d'insécurité alimentaire. Ces résultats suggèrent donc que les perceptions de discrimination ne sont pas nécessairement en phase avec les mesures objectives de discrimination<sup>43</sup>.

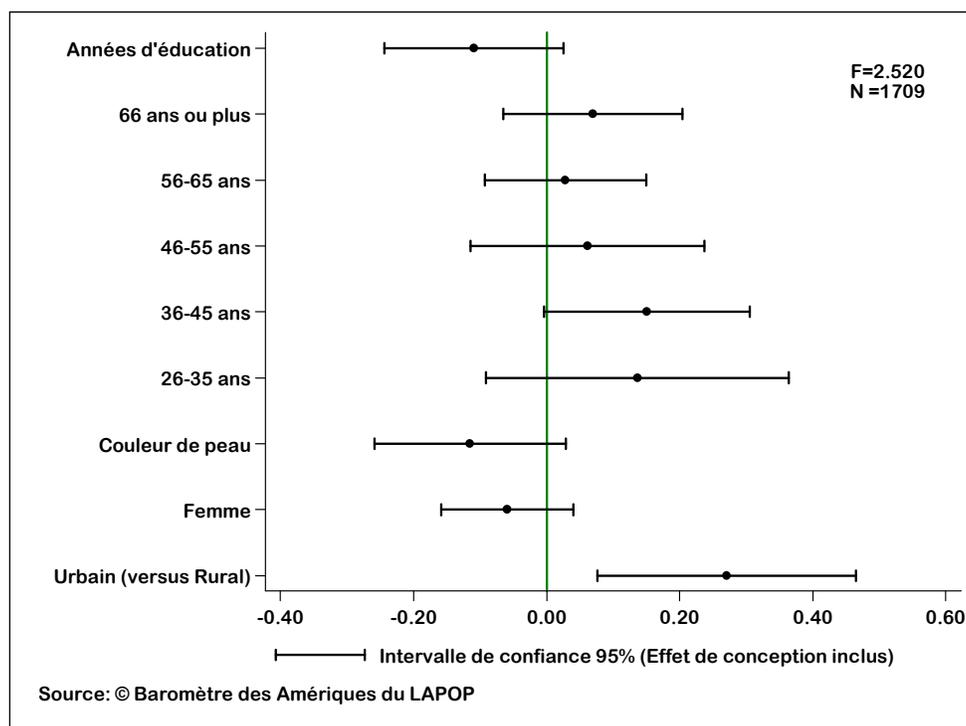


Figure 21 Déterminants de la victimisation au travail ou à l'école, Haïti 2012

<sup>42</sup> Les résultats restent inchangés même quand nous transformons notre palette de couleur de peau pour prendre en compte seulement la comparaison entre les personnes blanches de couleur de peau (les valeurs inférieures sur la palette) contre tout le reste. Il en est de même si nous utilisons des variables dichotomiques pour les personnes blanches de couleur de peau (ou inversement noires de couleur de peau). En aucun cas les variables se référant à la couleur de la peau sont statistiquement significatives.

<sup>43</sup> Nopo, et al. 2009. *Ibid.*

## Opinion Publique sur l'égalité entre les races et les sexes

Les sections précédentes ont montré que les ressources économiques et sociales ne sont pas réparties de manière égale entre les Haïtiens. Le sexe, la couleur de la peau, le fait de résider dans les zones rurales ou urbaines ou les antécédents familiaux sont autant d'éléments qui font la différence entre les citoyens. Cependant, nous ne sommes pas encore en mesure de dire pourquoi ces inégalités persistent ? Plus précisément, nous n'avons pas encore déterminé dans quelle mesure les normes et les attitudes discriminatoires expliquent ces différences. Le Baromètre des Amériques comporte une série de questions qui permettent d'explorer la relation entre les inégalités sociales et économiques et les attitudes générales concernant les rôles économiques des hommes et des femmes et la réussite économique des personnes en fonction de la couleur de leur peau.

Nous examinons, en premier lieu, les normes sociales se référant au travail des femmes et des hommes. Plusieurs études ont montré que les citoyens des Amériques continuent de manifester des attitudes qui impliquent des rôles différents pour les hommes et les femmes sur le marché du travail<sup>44</sup>. En 2012, nous avons demandé aux citoyens dans quelle mesure ils étaient en accord ou en désaccord avec la question suivante, sur une échelle de 7 points.

**GEN1.** Changeons de sujet une nouvelle fois, certains disent que lorsqu'il n'y a pas assez de travail, les hommes devraient avoir un droit plus important à l'emploi que les femmes. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou désaccord avec cet énoncé ?

La Figure 22 présente la moyenne des réponses affirmatives à cette question. Les réponses ont été transposées sur une échelle de 0 à 100, pour faciliter la comparaison avec d'autres variables. Nous pouvons d'abord constater une grande variation à travers les Amériques à l'égard de cet enjeu. Les Haïtiens se situent à la troisième place entre les plus enthousiastes face à cette affirmation, juste en dessous de Dominicains et des Guyanais. Dans ces trois pays, l'idée d'accorder de la priorité aux hommes sur le marché du travail est près du point médian de l'échelle 0-100. Dans les autres pays de la région, en revanche, on observe un appui moindre à cette affirmation. Les États-Unis, le Canada et l'Uruguay sont les pays où le plus petit nombre de répondants ont offert leur appui à l'énoncé.

<sup>44</sup> Morgan, Jana et Melissa Buice. 2011. "Gendering Democratic Values: A Multilevel Analysis of Latin American Attitudes toward Women in Politics." Présenté à la Conférence sur la Marginalisation dans les Amériques, Miami, FL; Inglehart, Ronald et Pippa Norris. 2003. *Rising Tide: Gender Equality & Cultural Change Around the World*. Cambridge: Cambridge University Press.

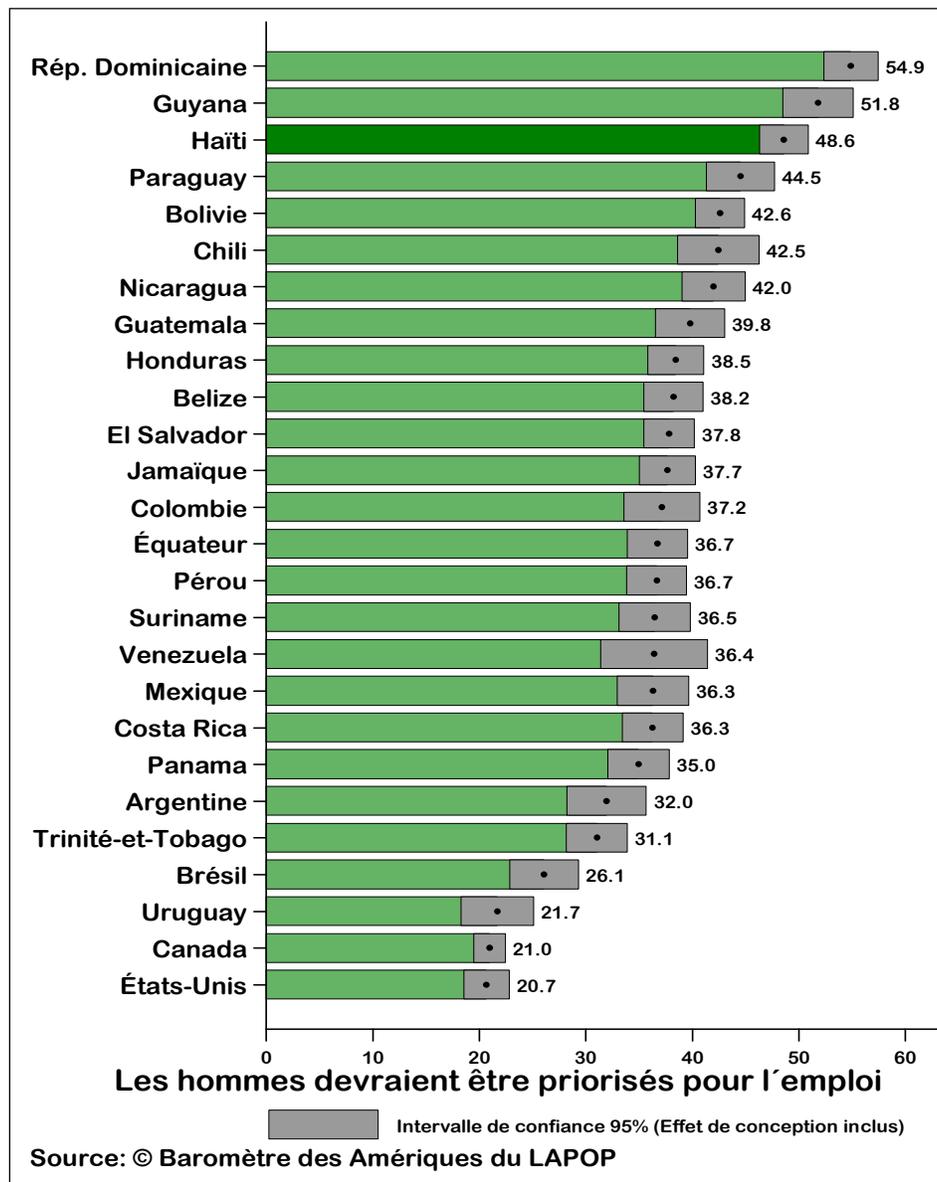


Figure 22 Appui à l'idée de donner priorités aux hommes sur le marché du travail dans les Amériques

Le fait de se concentrer que sur la moyenne des réponses dissimule une grande variation parmi les répondants Haïtiens. La Figure 23 montre avec plus de détails la position des Haïtiens. Nous effectuons cette analyse à partir de l'échelle originale de 1 à 7. Nous y observons que les Haïtiens sont répartis à peu près également dans leurs réponses : 39 % sont d'accord (se situent dans les positions 5, 6 et 7 sur l'échelle), 22 % sont neutres et 38 % ne sont pas d'accord (se trouvent dans les positions 1, 2 et 3 sur l'échelle de 1 à 7).

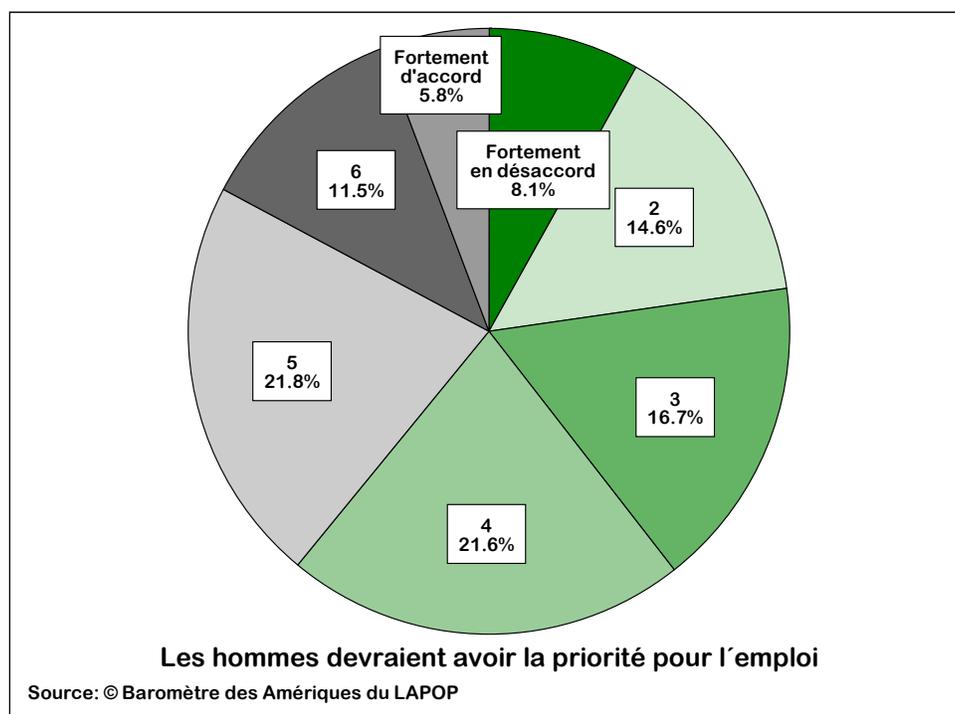


Figure 23 Accord et désaccord avec l'idée de donner la priorité aux hommes sur le marché du travail

Le Baromètre des Amériques a également demandé aux citoyens de donner leur opinion sur les causes des inégalités raciales et ethniques. Dans la vague de 2012 nous avons posé la question suivante à tous les citoyens des Amériques<sup>45</sup>.

**RAC1CA.** D'après certaines études, les gens qui ont la peau la plus foncée sont plus pauvres que le reste de la population. Qu'est ce que vous en pensez ? D'après vous quelle est la principale explication de cette situation ?  
 [Lisez les alternatives, Seulement une réponse]  
 (1) A cause de leur culture ou (2) Parce qu'ils sont traités de façon injuste  
 (3) **[Ne lisez pas]** Une autre réponse (88) DK (98) DA

<sup>45</sup> Cette question a été posée à la moitié de l'échantillon.

La Figure 24 montre la proportion de citoyens de la région qui pensent que l'explication des inégalités passe par la culture des gens « noire de couleur de peau ». Dans aucun pays la majorité des répondants sont d'accord avec cette affirmation. Les guatémaltèques sont les plus susceptibles de dire que la pauvreté est due à la culture, et les Uruguayens sont les moins susceptibles d'appuyer cette déclaration (à 33,6 % et 12,4 %, respectivement). Nous trouvons qu'un quart des Haïtiens (25,2 %) affirme que la pauvreté est due à la culture. Cette proportion n'est pas statistiquement différente de celle de nombreux autres pays, allant du Costa Rica au Brésil.

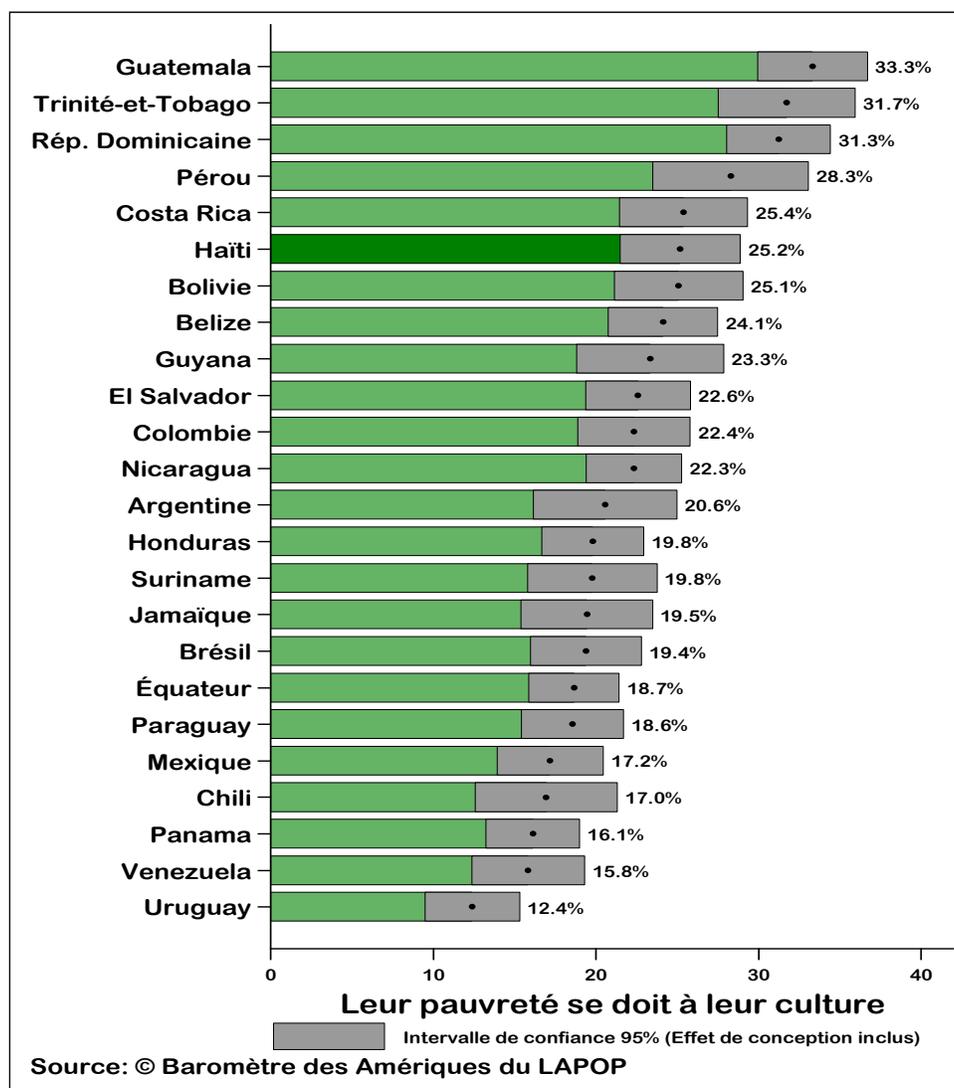


Figure 24 Pourcentage de citoyens qui déclarent que la pauvreté est due à la culture dans les Amériques

#### IV. Opinion publique à l'égard de politiques publiques pour combattre les inégalités.

Qu'est ce que les gouvernements des Amériques peuvent faire pour combattre les inégalités économiques entre leurs citoyens ? Il n'est pas possible d'apporter une réponse complète à cette question puisque cela impliquerait de prendre position sur des enjeux qui sont du ressort des politiciens et des citoyens, et non des auteurs de cette étude, à cause de leur implication normative et idéologique. Néanmoins nous esquissons ici certaines propositions de politiques publiques sur ces enjeux et présentons les opinions des citoyens à leur endroit.

En 2010 et 2012 le Baromètre des Amériques a demandé aux citoyens de la région de donner leur opinion sur le rôle de l'État dans l'objectif de réduire les inégalités. La question **ROS4** invite les répondants à manifester leur accord ou désaccord, sur une échelle de 7 points, avec la déclaration suivante.

**ROS4.** Le gouvernement haïtien devrait mettre en place des politiques fortes pour réduire les inégalités de revenus entre les riches et les pauvres. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cet énoncé ?

Les réponses à cette question nous donnent une idée générale de l'importance qu'accordent les citoyens aux inégalités comme enjeu nécessitant une intervention gouvernementale. La Figure 25 présente l'appui moyen à l'énoncé pour chaque pays de la région. Encore une fois, pour faciliter la comparaison, nous avons transposé les réponses sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie « tout à fait en désaccord » et 100 « tout à fait d'accord ». La figure montre que l'appui moyen à l'intervention du gouvernement pour endiguer le problème des inégalités est en général très élevé dans les Amériques. En effet, dans 19 pays l'appui à l'énoncé est au-dessus de 75,0 sur l'échelle de 0-100. Les États-Unis sont le seul pays dont l'appui se situe en dessous du point médian de l'échelle. Avec un score de 65,4, Haïti se retrouve en dessous du niveau de soutien de tous les autres pays, exception faite des États-Unis. Cela étant dit, les Haïtiens appuient grandement l'intervention du gouvernement dans ce domaine. En outre, si l'appui des Haïtiens est inférieur à celui des citoyens des autres pays de la région, c'est peut-être que les Haïtiens ont une certaine méfiance à l'égard de leur gouvernement.

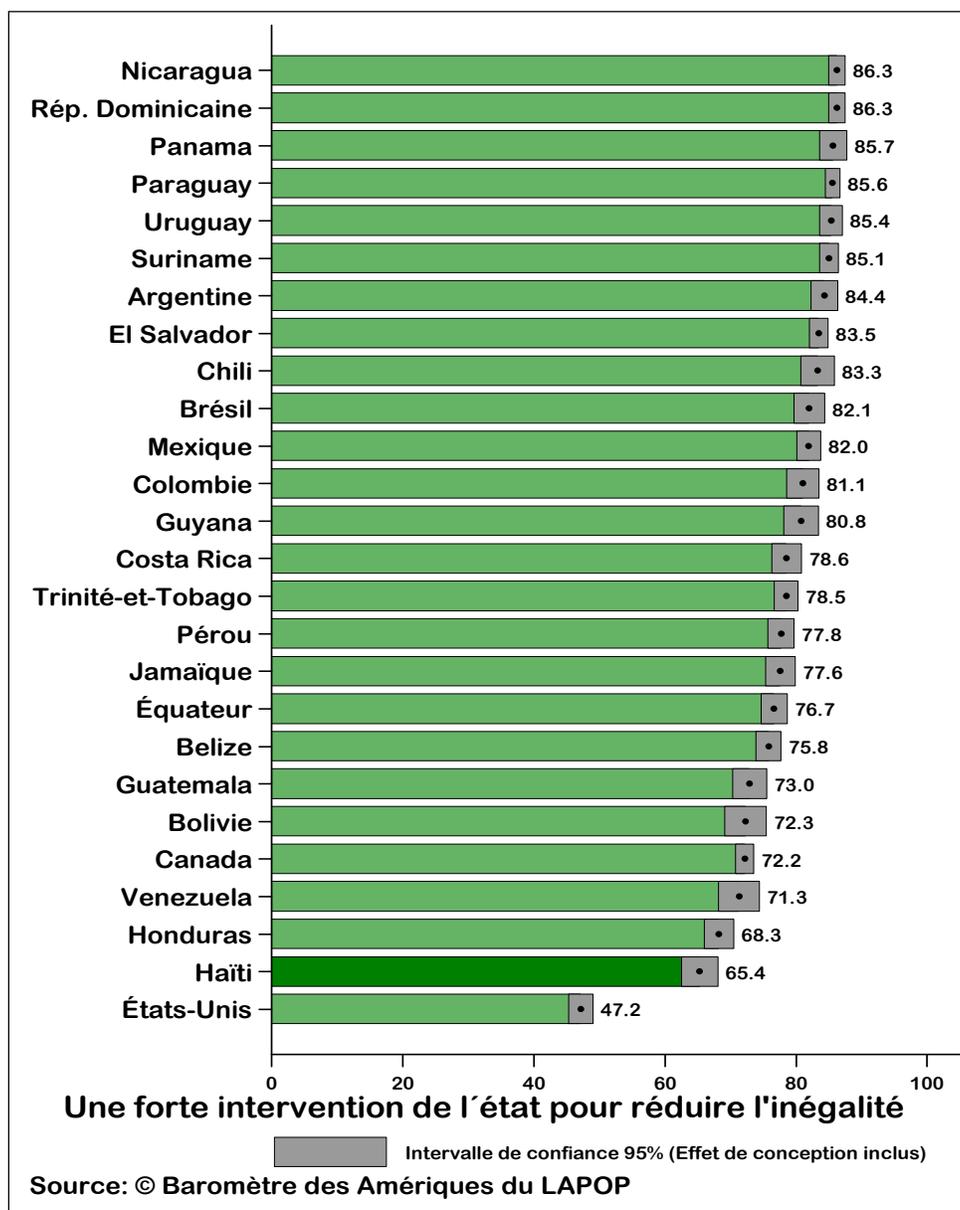


Figure 25 Appui à l'intervention de l'État pour réduire les inégalités dans les Amériques

### Transferts monétaires conditionnels et autres programmes d'aide sociale

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux gouvernements de la région ont transformé leurs programmes d'aide sociale, en fournissant sous réserves d'en montrer le besoin, des aides conditionnelles à leurs citoyens les plus démunis. En échange de l'aide reçue, ils doivent participer aux programmes de santé publique et garder leurs enfants à l'école<sup>46</sup>. Les plus connus et les

<sup>46</sup>Barrientos, Armando, et Claudio Santibáñez. 2009. "New Forms of Social Assistance and the Evolution of Social Protection in Latin America." *Journal of Latin American Studies* 41(1): 1-26; Bruhn, Kathleen. 1996. "Social Spending and Political Support: The 'Lessons' of the National Solidarity Program in Mexico." *Comparative Politics* 28(2): 151-177;

plus importants de ces programmes sont *Oportunidades* (Mexique), *Bolsa Familia* (Brésil), *Familias en Acción* (Colombie) et *Asignación Universal por Hijo* (Argentine). Au cours de la même période, de nombreux gouvernements de la région ont développé des programmes d'aide sociale non-conditionnelle. En général, les programmes de transferts conditionnels sont considérés comme étant efficaces dans leur but de fournir de l'aide aux citoyens les plus pauvres de la région. En plus d'avoir des effets positifs sur la scolarisation et la fréquentation scolaire, ce type de programmes « a amélioré l'accès aux soins médicaux préventifs et à la vaccination. Ils ont permis d'augmenter le nombre de visites aux centres de santé et de réduire la prévalence de certaines maladies. Ils ont également un impact positif sur la consommation, spécialement la consommation alimentaire, avec des résultats positifs sur le poids des enfants, en particulier parmi les plus petits »<sup>47</sup>. Cependant, des études récentes ont également constaté que l'efficacité de ces programmes dépend en grande partie de la façon dont ils sont conçus et mis en œuvre. Ces études indiquent clairement la nécessité d'élaborer des programmes bien planifiés pour obtenir les résultats escomptés<sup>48</sup>. Ces différents programmes d'assistance sociale sont généralement administrés dans le but de réduire les inégalités et la pauvreté dans les contextes les plus inégalitaires de la région.

En 2012, nous avons mesuré la participation à ces programmes d'assistance sociale et aux programmes de transferts conditionnels dans la région (CCT1NEW).

**CCT1NEW.** Avez-vous, ou quelqu'un d'autre de votre ménage, reçu une aide mensuelle sous la forme d'argent ou de produits du gouvernement? (1) oui (2) Non (88) NS (98) NR

La participation à ces programmes varie grandement à travers les Amériques. La Figure 26 indique le pourcentage de répondants dans chaque pays qui rapporte avoir reçu (eux-mêmes ou un membre de leur famille) de l'aide gouvernementale. La moitié des Boliviens affirment recevoir une certaine forme d'assistance sociale contre seulement 4,9 % des Honduriens. En Haïti, 16,5 % des répondants disent recevoir une forme d'assistance sociale. Ce taux les situe au milieu du paquet dans les Amériques.

Fiszbein, Ariel, et Norbert Schady. 2009. *Conditional Cash Transfers: Reducing Present and Future Poverty*. Washington, D.C.: The World Bank; Layton, Matthew L., et Amy Erica Smith. 2011. "Social Assistance and the Presidential Vote in Latin America." *AmericasBarometer Insights* 66. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

<sup>47</sup> Valencia Lomelí, Enrique. 2008. "Conditional Cash Transfers as Social Policy in Latin America: An Assessment of their Contributions and Limitations." *Annual Review of Sociology* 34: 475-499. p. 490.

<sup>48</sup> Lindert, Kathy, Emmanuel Skoufias et Joseph Shapiro. 2006. "Redistributing Income to the Poor and Rich: Public Transfers in Latin America and the Caribbean." Social Protection Working Paper #0605. The World Bank

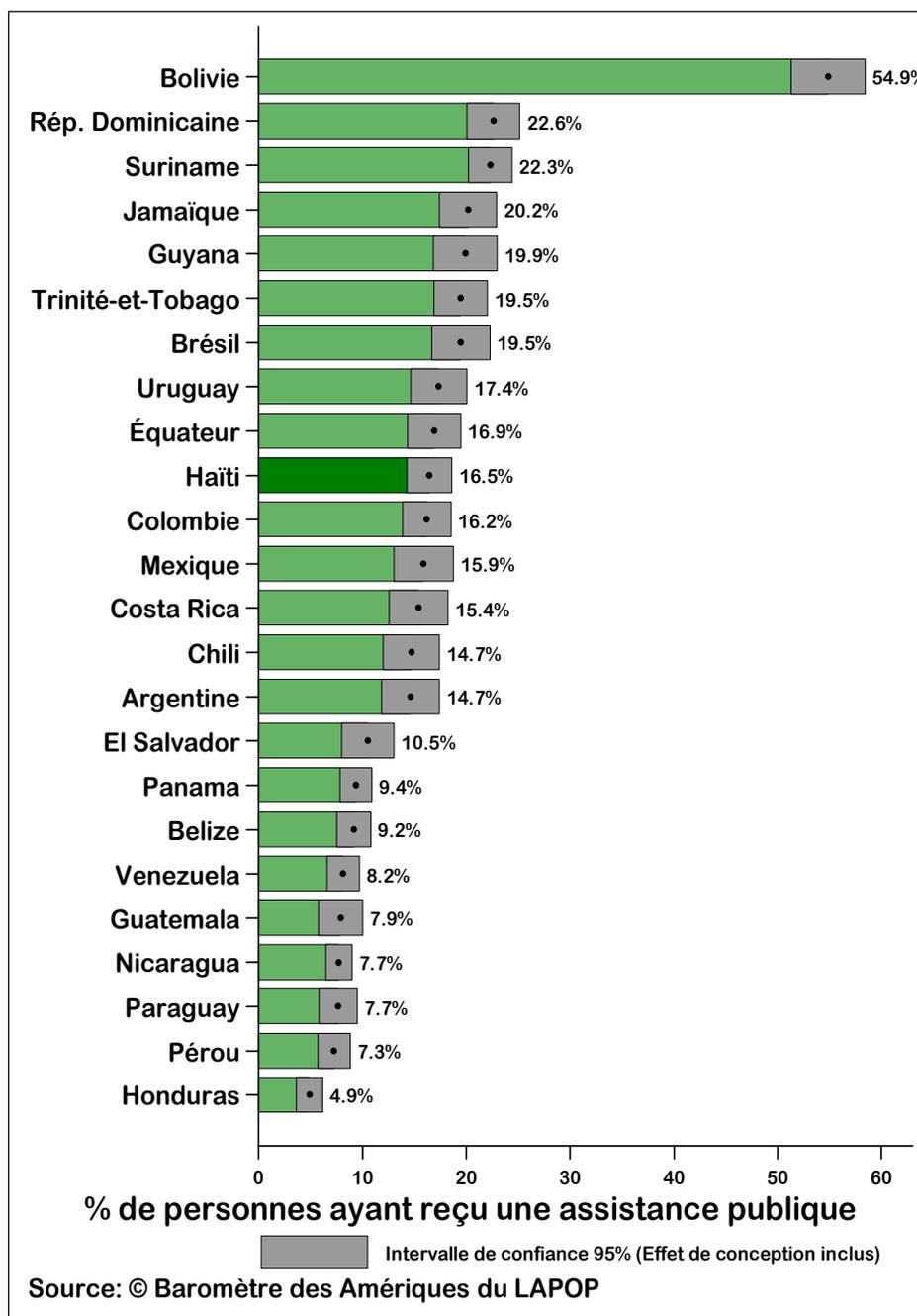


Figure 26 Bénéficiaires d'assistance sociale dans les Amériques

Face au manque de ressources de l'État haïtien, ces résultats ne sont pas surprenant. Même avant le séisme de 2010, l'État confrontait d'énormes difficultés dans la prestation des services publics de base comme l'électricité, l'eau potable, l'assainissement et le maintien des infrastructures.

La vague de 2012 du Baromètre des Amériques permet aussi d'évaluer les opinions des citoyens sur les transferts conditionnels et autres programmes d'assistance sociale. L'enquête ne pose

pas directement la question de l'appui des citoyens pour ces genres de programme. Elle leur demande plutôt leur opinion au sujet de ceux qui reçoivent ces genres d'assistance<sup>49</sup> (CCT3).

**CCT3.** Maintenant changeons de sujet... Certaines personnes disent que les gens qui reçoivent de l'assistance sociale sont des paresseux. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cet énoncé ?

Les réponses sont sur une échelle de 1 à 7, où 1 représente l'opinion de ceux qui sont « fortement en désaccord » et 7 représente l'opinion de ceux qui sont « fortement en accord » avec l'énoncé. La Figure 27 présente les résultats. Les réponses ont été transposées sur une échelle de 0 à 100 pour faciliter la comparaison avec d'autres questions.

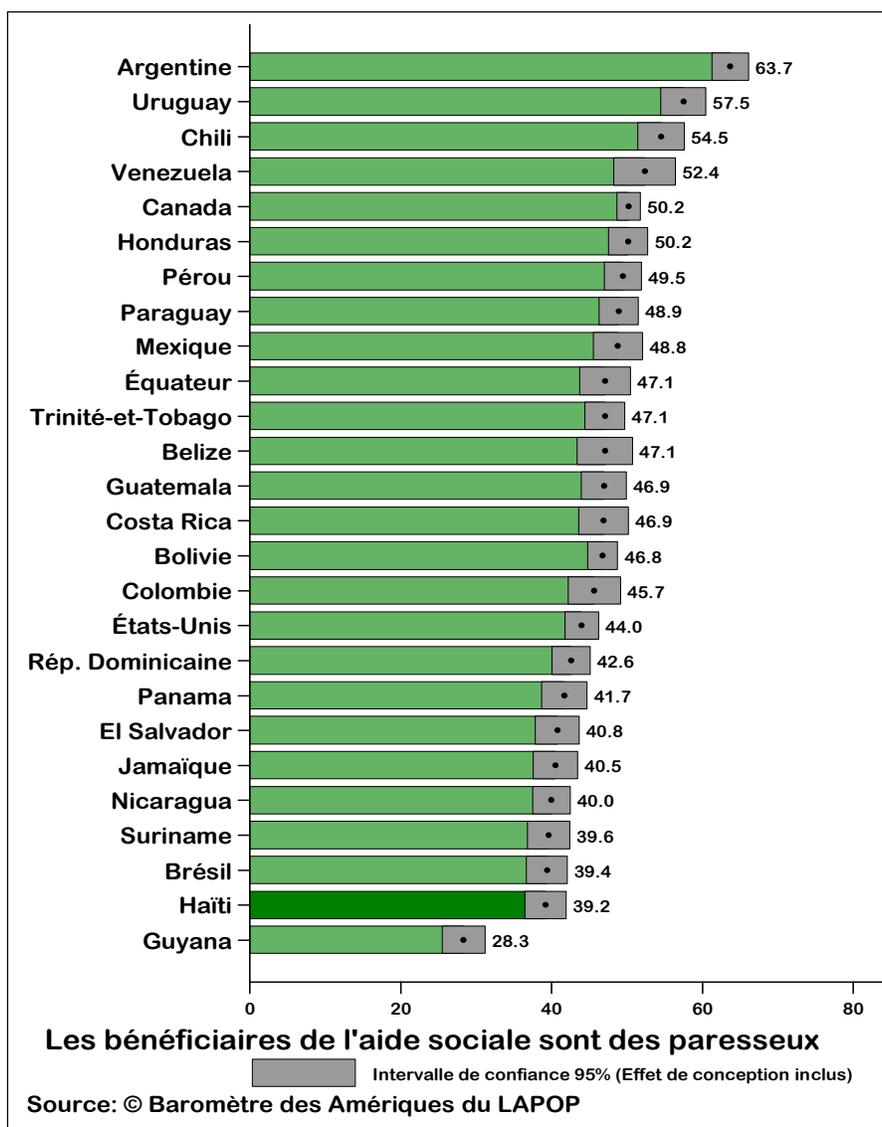


Figure 27 La perception que les bénéficiaires de l'assistance sociale sont des paresseux dans les Amériques

<sup>49</sup> La question a été posée à la moitié de l'échantillon des répondants.

Le taux d'appui à l'idée que les bénéficiaires de l'assistance sociale sont des paresseux varie de façon substantielle à travers les Amériques. En Argentine, 63,7 % des répondants sont d'accord avec cette affirmation alors que seulement 28,3 % des Guyanais partagent cet avis. Les Haïtiens sont relativement peu nombreux à appuyer cette idée. Avec un score de 39,2 sur une échelle de 0 à 100, ils sont seulement devancés par Guyanais dans toute la région. Cela peut s'expliquer par le faible taux d'assistance sociale que le gouvernement haïtien apporte à ces citoyens, combiné à de grandes attentes populaires.

## V. Conclusion

Les grandes disparités entre les conditions et les occasions dont jouissent les citoyens constituent un défi politique, social et économique majeur pour les gouvernements des Amériques. S'il est vrai que les inégalités se sont quelque peu atténuées récemment, beaucoup de différences subsistent entre les citoyens en termes d'accès aux ressources, surtout en lien avec leurs caractéristiques personnelles et leur appartenance à une catégorie sociale. Le cas haïtien attire l'attention avec le plus haut taux d'inégalités de la région et l'un des plus élevés du monde. Le PNUD estime, par exemple, que le pays perd 40% de son potentiel de développement humain à cause des inégalités.

Qui sont les citoyens Haïtiens les plus désavantagés? Dans quelle mesure, la couleur de la peau, le sexe, les origines familiales, le lieu de résidence et l'âge de la personne détermine ses possibilités dans la vie? Nous avons rencontré que les opportunités d'éducation sont hautement stratifiées en Haïti. Les femmes, les citoyens qui ont la peau la plus foncée, ceux dont les mères ont un niveau éducatif très faible, jouissent d'un moindre taux de scolarité. Ces mêmes variables ont un impact aussi sur le taux de sécurité alimentaire. Les revenus sont moins stratifiés que le niveau éducatif. Cependant, il ne fait pas de doute que les femmes et les citoyens provenant des familles les plus pauvres ont un moindre niveau de revenu.

Pour ce qui est de l'opinion publique, nous observons que les Haïtiens sont enclins à considérer que la priorité doit être donnée aux hommes sur le marché du travail. Le taux de soutien à cette opinion est entre les plus marqués des Amériques. Cependant, les Haïtiens ont tendance à rejeter les déclarations teintées de discrimination contre les personnes noires de couleur de peau ou des citoyens qui reçoivent de l'assistance sociale. Finalement, les Haïtiens sont assez en faveur des politiques publiques ayant pour but de diminuer les inégalités. Cependant le taux d'appui à ces genres de politique sont moindres que ce qui peut être observé dans les autres pays de la région, sauf en comparaison avec les États-Unis.

Les inégalités économiques ont-elles leur corollaire dans les inégalités politiques? Au prochain chapitre nous examinons la participation à Haïti et dans les Amériques. Nous sommes intéressés de savoir qui participent et quelle forme prend cette participation.

## Rapport spécial # 1 : Niveau de scolarité et couleur de la peau

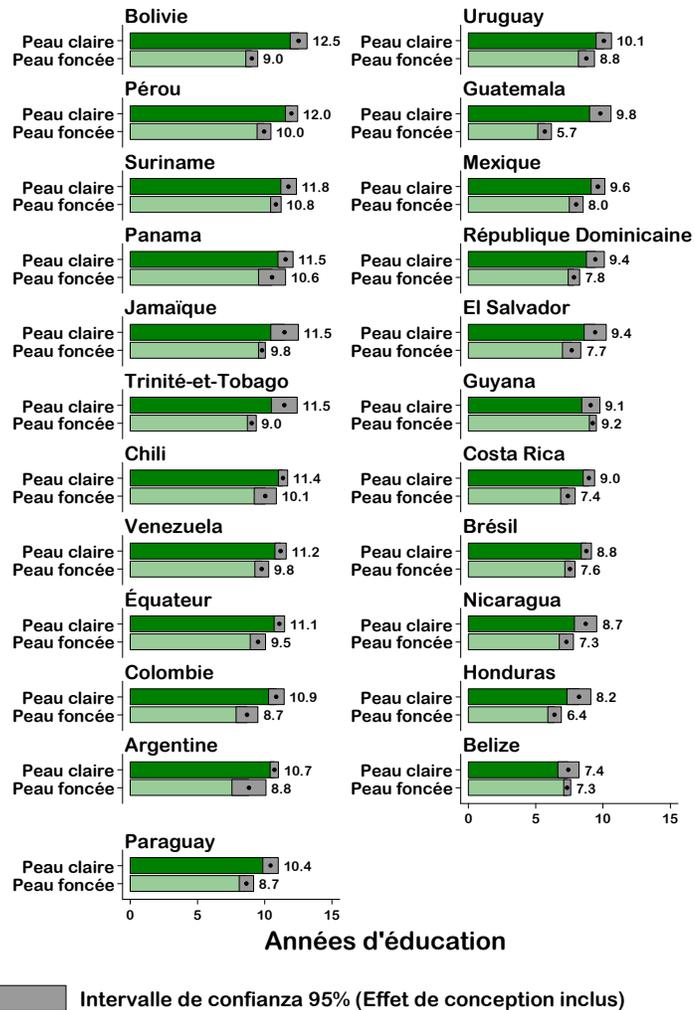
Ce résumé est reproduit du document Insights Report No. 73, préparé par Edward L. Telles et Liza Steele. Il est possible d'y accéder en visitant la page web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights.php>.

Dans la vague 2010 du sondage, dans le but d'explorer la relation entre la couleur de la peau et les conditions sociales, les interviewers devaient, au terme de chaque entretien, identifier la couleur de la peau des répondants, et ce, dans la plus grande discrétion<sup>1</sup>. Malheureusement, puisque l'enquête haïtienne de 2010 s'attardait principalement aux séquelles du séisme, la couleur de la peau du répondant n'avait pas été prise en compte. L'expérience des autres pays de la région n'en est pas moins instructive.

La figure ci-jointe indique qu'à travers la région, il existe des différences significatives dans le niveau de scolarisation selon la couleur de la peau. Le Panama, le Suriname, le Belize et la Guyane font exception.

L'analyse de régression multi-variées nous permet d'expliquer ces différences en fonction de l'appartenance aux diverses classes sociales ainsi qu'aux autres variables sociodémographiques. L'analyse qui en résulte indique que la couleur de la peau continue d'avoir un effet indépendant sur le niveau de scolarité. L'impact de cette variable est particulièrement important au Brésil, au Mexique, en Colombie, en Équateur, au Panama et en République Dominicaine. L'effet de la couleur de la peau est à son plus fort en Bolivie et au Guatemala. Ces deux pays ont une population indigène de très grande taille. Ces résultats suggèrent que, contrairement à ce que les recherches antérieures prétendaient, la couleur de la peau importe dans les Amériques. En outre, les résultats observés au Guatemala et en Bolivie sont conformes aux résultats d'études antérieures qui ont montré que

### Niveau éducatif selon la couleur de la peau dans les Amériques



les populations indigènes sont les plus susceptibles de souffrir de la marginalisation dans de nombreux pays latino-américains.

<sup>1</sup> La variable utilisée pour mesurer la couleur de la peau est **COLORR**. Le niveau de scolarité est mesuré à partir de la variable **ED**, qui indique le nombre d'année d'études complétés.

## Rapport spécial # 2 : Crise économique, couleur de la peau et richesse du ménage

Ce résumé est reproduit du document *Insights Report No. 76*, préparé par Mitchell A. Seligson, Amy Erica Smith et Elizabeth J. Zechmeister. Il est possible d'y accéder en visitant la page Web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights.php>.

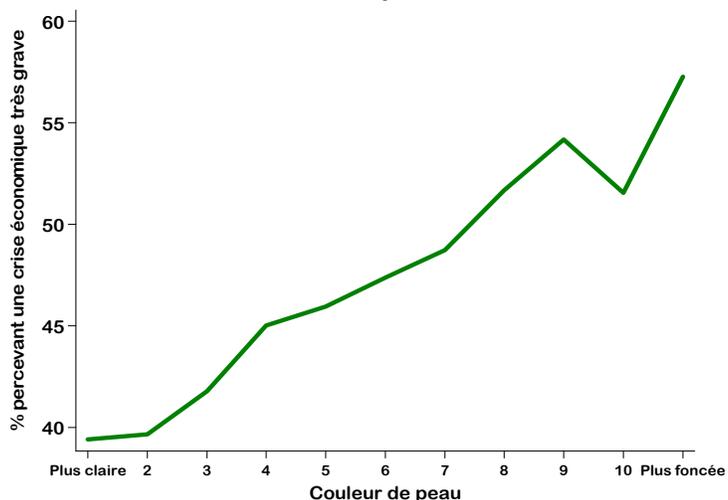
Pour mesurer l'impact de la crise économique, la vague de 2010 du Baromètre des Amériques demandait aux 43 990 citoyens qui ont répondu au questionnaire, s'ils sentaient que leur pays traversait une crise économique. Quand les réponses étaient affirmatives, il leur était demandé s'il s'agissait d'une crise importante<sup>1</sup>.

La majorité des citoyens de la région ont le sentiment qu'une crise économique s'abat sur leur pays. En général, son impact n'est pas jugé sévère. Par contre, l'effet perçu de la crise n'est pas égal d'un répondant à l'autre. La perception de la sévérité de la crise varie selon la couleur de la peau et le statut social.

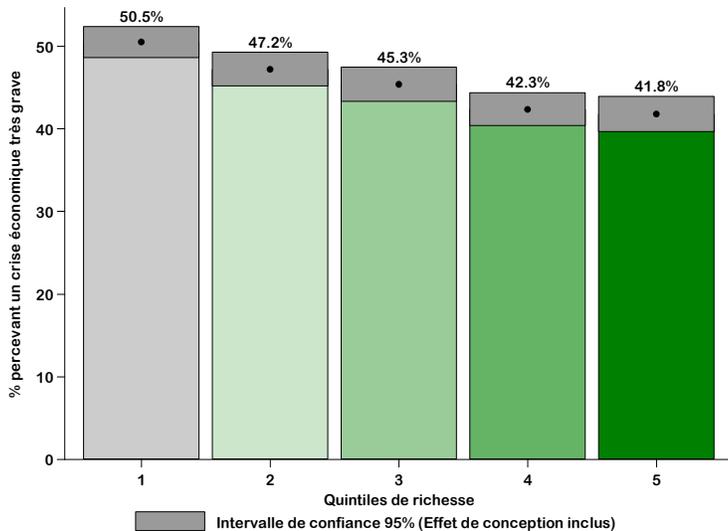
Comme l'indique la figure, les personnes à la peau plus foncée sont plus susceptibles de déclarer que leur pays traverse une importante crise économique. Parmi les individus à la peau la plus claire, 40 à 45 % croient que leur pays traverse une crise économique importante. A l'autre extrémité du spectre de couleur, plus de 50 % des citoyens partagent le même sentiment.

La figure montre aussi que les répondants provenant des ménages les plus aisés sont moins susceptibles de croire que le pays traverse une crise économique importante. Finalement, dans une certaine mesure, nous observons aussi que les femmes sont plus susceptibles de percevoir une crise. 44,8 % des hommes ont le sentiment que la crise économique est sévère, contre 48,1 % des femmes. Cette différence est statistiquement significative, malgré le fait qu'elle n'est pas très élevée. Tout cela nous amène à conclure que la crise économique a frappé avec plus de sévérité les populations les plus vulnérables de la région.

**Perceptions d'une crise économique importante, la couleur de peau, et la richesse des ménages, 2010 Baromètre des Amériques**



Source: Baromètre des Amériques du LAPOP



Source: Baromètre des Amériques du LAPOP

<sup>1</sup> La variable utilisée pour mesurer les perceptions de la crise économique est **CRISIS1**.

## Rapport spécial # 3 : Appui aux mariages interethniques

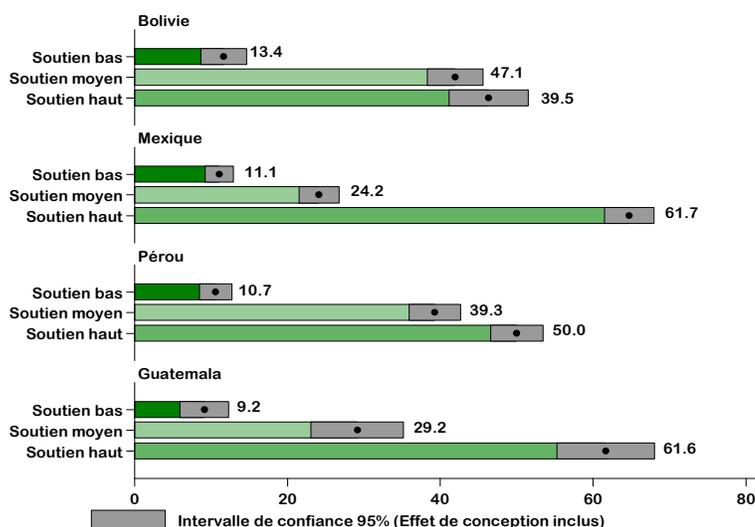
Ce résumé est reproduit du document *Insights Report No. 77*, préparé par Mollie Cohen. Il est possible d'y accéder en visitant la page Web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights.php>.

Afin d'examiner l'appui aux mariages interethniques, le sondage 2010 du Baromètre des Amériques a demandé aux répondants de quatre pays (Bolivie, Mexique, Pérou et Guatemala) dans quelle mesure ils soutiennent l'idée que leur enfant puissent se marier avec un indigène<sup>1</sup>. La première figure montre qu'une majorité de répondants n'est pas réfractaire à cette idée. Cependant, les réponses varient substantiellement.

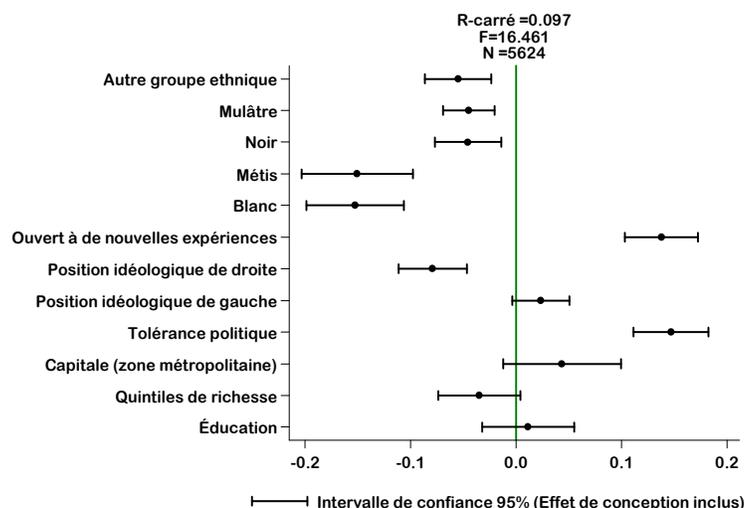
La deuxième figure montre les résultats d'une analyse de régression multi-variée qui inclut les déterminants sociodémographiques de l'appui aux mariages interethniques. L'analyse montre que l'origine ethnique du répondant a un impact statistiquement significatif sur l'appui à cette idée. Les répondants de toute origine ethnique manifestent un moindre appui pour les mariages interethniques par rapport aux autochtones. Les personnes provenant des groupes les plus aisés, les répondants à la peau la plus pâle et les métis montrent un moindre appui au mariage inter-ethnique.

Les facteurs sociodémographiques comme le sexe, la richesse, la scolarité et la taille du lieu de résidence, ne sont pas statistiquement significatifs. Il est à noter, cependant, que la tolérance politique et l'ouverture aux autres, ceteris paribus, ont un effet significatif. Ils augmentent la probabilité d'appuyer les mariages interethniques.

Taux d'appui aux mariages interethniques dans quatre pays mesurés à partir de variables sociodémographiques et de valeurs.



Source: Baromètre des Amériques du LAPOP



Source: Baromètre des Amériques du LAPOP

<sup>1</sup> La variable qui mesure le soutien au mariage interethnique est **RAC3B**.

## Chapitre deux : L'égalité de participation politique dans les Amériques

*Avec la collaboration de Mason Moseley*

### I. Introduction

Dans ce chapitre, nous portons notre attention sur la politique, en examinant l'impact de différentes variables dont le sexe, l'origine ethnique et la pauvreté sur la participation politique et les opportunités dans les Amériques. Ce deuxième chapitre est divisé en quatre parties. En premier lieu, nous révisons la littérature sur les inégalités de participation politique, un sujet important dans la mesure où il est intimement lié à la démocratisation et au développement économique. Deuxièmement, nous nous concentrons sur les taux actuels de la participation électorale et de la participation au sein des organisations de la société civile, tels que mesurés par le sondage de 2012 du Baromètre des Amériques. Ce faisant, nous tentons d'évaluer jusqu'à quel point des inégalités de participation existent dans cette région. Par la suite, nous explorons l'opinion publique en ce qui a trait à la participation politique et la représentation des groupes défavorisés dans l'espace politique. Enfin, nous présentons les solutions possibles à certaines des inégalités de participation qui pourraient être présentes dans la région.

Pourquoi est-il important de s'intéresser aux inégalités de participation ? C'est à partir des travaux pionniers d'Almond et Verba sur la « culture civique » que les politologues et les sociologues ont cherché à déterminer qui participe à la vie démocratique. Ces derniers se sont également interrogés sur les variations de la participation selon les groupes et les contextes<sup>1</sup>. Une conclusion de ces recherches est que certains groupes participent plus à la vie politique que d'autres, et qu'il y a une grande variation des taux de participation dans les sociétés démocratiques. Les conséquences de cette variation se manifestent souvent dans la représentation politique ainsi que dans les résultats des politiques publiques : ceux qui participent sont plus susceptibles de voir leurs intérêts représentés au sein du gouvernement.

Dans un discours prononcé devant l'Association américaine de science politique en 1997, Arend Lijphart a suggéré que la participation politique inégale était le prochain grand défi des démocraties à travers le monde<sup>2</sup>. À partir d'une analyse du vote en Europe et dans les Amériques, Lijphart identifie quatre grandes préoccupations concernant la participation politique inégale dans les démocraties modernes. Tout d'abord, la participation politique inégale défavorise les citoyens les plus démunis : les citoyens des classes moyenne et supérieure étant plus susceptibles de voter que ceux des classes inférieures. Deuxièmement, ce faible taux de participation chez les citoyens les plus pauvres conduit à une influence politique inégale, dans la mesure où les politiques publiques reflètent les préférences de ceux qui votent plutôt que celles des abstentionnistes. Troisièmement, la participation aux élections régionales, locales, supranationales ou de mi-mandat tend à être particulièrement faible, malgré le fait que ces élections aient un impact crucial sur un large éventail de politiques publiques. Quatrièmement,

---

<sup>1</sup> Almond, Gabriel A. et Sidney Verba. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Newbury Park, California: Sage Publications.

<sup>2</sup> Lijphart, Arend. 1997. "Unequal Participation: Democracy's Unresolved Dilemmas." *American Political Science Review* 91 (1): 1-14.

le taux de participation est en baisse dans tous les pays du monde, et ne montre aucun signe de redressement. Plusieurs des arguments de Lijphart ont été corroborés par des démonstrations empiriques, comme dans les cas de la Suisse ou les États-Unis, où le taux de participation global est plus faible qu'ailleurs<sup>3</sup>. La présence d'une participation inégale a certainement des implications en matière de représentation des groupes traditionnellement défavorisés dans les démocraties. Malheureusement, l'inégalité dans la participation semble être la règle plutôt que l'exception. Qu'en est-il des autres formes de participation politique ? L'engagement politique en dehors de l'isoloir est-il aussi inégalement réparti entre les différents groupes au sein de la société ?

Selon Verba et al. (1995), la participation électorale n'est pas la seule à varier d'un groupe à l'autre. Ce phénomène est aussi observé dans les autres formes de participation<sup>4</sup>. Par exemple, l'écart significatif entre le taux de participation parmi les citoyens riches et pauvres se creuse encore davantage si l'on considère d'autres formes de participation, telles que l'envoi d'une lettre aux représentants, les dons aux campagnes politiques, le bénévolat dans les partis politiques ou la participation dans des organisations locales<sup>5</sup>. À une époque où l'argent est devenu un facteur extrêmement important dans les campagnes politiques à travers le monde, il ne fait pas de doute qu'un petit groupe de privilégiés détient un pouvoir démesuré presque universellement.

Les inégalités dans la participation existent non seulement entre les classes et le niveau de richesse, mais aussi entre les sexes et les individus d'origines ethniques différentes. Alors que le taux de participation est globalement similaire entre les hommes et les femmes, les femmes restent sous-représentées dans de nombreuses autres formes de participation<sup>6</sup>. D'importantes différences subsistent en ce qui a trait à la participation dans des domaines tels que la communication avec les représentants ou le bénévolat dans les campagnes électorales<sup>7</sup>. Les recherches suggèrent que de nombreuses inégalités sont dues en partie aux inégalités au sein des ménages dans la division du travail selon le sexe<sup>8</sup>. Les plus grandes inégalités de sexe persistent dans des types plus difficiles de participation, comme l'exercice d'une fonction publique. Le faible taux de femmes exerçant des fonctions publiques

<sup>3</sup> Jackman, Robert W. 1987. "Political Institutions and Voter Turnout in the Industrial Democracies." *The American Political Science Review* 81(2): 405-424. Powell, G. Bingham. 1986. "American Voter Turnout in Comparative Perspective." *American Political Science Review* 80 (1): 17-43; Timpone, Richard J. 1998. "Structure, Behavior, and Voter Turnout in the United States." *American Political Science Review* 92 (1): 145-158.

<sup>4</sup> Aux États-Unis, voir Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman, et Henry E. Brady. 1995. *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge: Harvard University Press; Leighley, Jan E. et Arnold Vedlitz. 1999. "Race, Ethnicity, and Political Participation: Competing Models and Contrasting Explanations." *The Journal of Politics*, Vol. 61, No. 4, pp. 1092-1114. En Amérique latine, voir Klesner, Joseph L. 2007. "Social Capital and Political Participation in Latin America: Evidence from Argentina, Chile, Mexico, and Peru." *Latin American Research Review* 42 (2): 1-32.

<sup>5</sup> Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman, et Henry E. Brady. 1995. *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge: Harvard University Press.

<sup>6</sup> Burns, Nancy, Kay Lehman Schlozman, et Sidney Verba. 2001. *The Private Roots of Public Action: Gender, Equality, and Political Participation*. Harvard University Press ; Desposato, Scott, et Barbara Norrander. 2009. "The Gender Gap in Latin America: Contextual and Individual Influences on Gender and Political Participation." *British Journal of Political Science* 39 (1): 141-162; Kam, Cindy, Elizabeth Zechmeister, et Jennifer Wilking. 2008. "From the Gap to Chasm: Gender and Participation Among Non-Hispanic Whites and Mexican Americans." *Political Research Quarterly* 61 (2): 205-218.

<sup>7</sup> Burns et al. 2001. Aviel, JoAnn Fagot. 1981. Political Participation of Women in Latin America. *The Western Political Quarterly*. Vol. 34, No. 1. pp. 156-173.

<sup>8</sup> Iverson, Torben et Frances Rosenbluth. 2010. *Women, Work, and Politics: The Political Economy of Gender Inequality*. New Haven: Yale University Press; Welch, Susan. 1977. Women as Political Animals? A Test of Some Explanations for Male-Female Political Participation Differences. *American Journal of Political Science*, Vol. 21, No. 4, pp. 711-730

pourrait aggraver les inégalités à d'autres niveaux car les études montrent que les femmes sont plus susceptibles de participer aux activités politiques lorsqu'elles ont l'exemple d'une femme leader<sup>9</sup>.

Certains chercheurs suggèrent que la participation a historiquement été caractérisée par des disparités selon le groupe ethnique ou racial, bien qu'ici, le contexte national semble jouer un rôle plus important. Même aux États-Unis, un pays qui a toujours été caractérisé par des inégalités criantes quant aux ressources politiques et aux occasions disponibles selon les différents groupes ethniques, les données suggèrent que les différences entre ces groupes s'expliqueraient davantage par les écarts tant en termes de ressources économiques (ou autres) que par le statut social<sup>10</sup>. Bien que les autochtones d'Amérique latine aient historiquement été marginalisés aussi bien économiquement que culturellement, la démocratisation a tout de même entraîné la formation d'importants mouvements sociaux indigènes dans de nombreux pays de la région<sup>11</sup>. Néanmoins, il existe certaines indications que les femmes autochtones peuvent rencontrer des obstacles particulièrement forts à leur participation à la vie politique<sup>12</sup>.

La participation inégale a des conséquences réelles sur la représentation démocratique. Lorsque certains groupes sont surreprésentés le jour des élections, il va de soi qu'ils seront également surreprésentés dans le contenu des politiques publiques qui sont mise en œuvre par les élus. Dans une étude comparant différents pays sur la participation politique, Mueller et Stratmann (2003) montrent que les sociétés les plus participatives sont aussi les plus égalitaires dans la distribution des revenus<sup>13</sup>. En d'autres termes, s'il est vrai qu'une participation politique généralisée ne génère pas de la richesse, elle aurait toutefois un effet sur la façon dont la richesse est distribuée ainsi que sur la nature des politiques publiques priorisées par les gouvernements (par exemple l'éducation et les programmes sociaux). En somme, des taux élevés de participation démocratique engendrent aussi des taux élevés de représentativité dans le contenu des politiques publiques et un processus de développement plus égalitaire<sup>14</sup>.

Une autre conséquence possible des taux très faibles de participation dans les groupes traditionnellement défavorisés est leur sous-représentation au sein des législatures. Lorsque les femmes, les minorités ethniques et les pauvres ont un taux de participation électorale très important, ils élisent le plus souvent des représentants partageant la même situation ou provenant du même milieu. Plusieurs études ont démontré que les représentantes féminines privilégient des sujets différents que

<sup>9</sup> Burns, Nancy, Kay Lehman Schlozman, et Sidney Verba. 2001. *The Private Roots of Public Action: Gender, Equality, and Political Participation*. Harvard University Press.

<sup>10</sup> Leighley et Vedlitz 2000, *Ibid.* Lien, Pei-Te. 1994. "Ethnicity and Political Participation: A Comparison Between Asian and Mexican American." *Political Behavior*, Vol. 16, No. 2, pp. 237-264; Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman, Henry Brady, Norman H. Nie. 1993. Race, Ethnicity and Political Resources: Participation in the United States. *British Journal of Political Science*, Vol. 23, No. 4, pp. 453-497.

<sup>11</sup> Cleary, Matthew R. 2000. "Democracy and Indigenous Rebellion in Latin America." *Comparative Political Studies* 33 (9) (November 1): 1123 -1153; Nagengast, Carole, and Michael Kearney. 1990. "Mixtec Ethnicity: Social Identity, Political Consciousness, and Political Activism." *Latin American Research Review* 25 (2) (January 1): 61-91; Yashar, Deborah J. 2005. *Contesting Citizenship in Latin America: The Rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*. Cambridge: Cambridge University Press.

<sup>12</sup> Pape, I.S.R. 2008. "This is Not a Meeting for Women": The Socio-Cultural Dynamics of Rural Women's Political Participation in the Bolivian Andes. *Latin American Perspectives*, 35(6): 41-62.

<sup>13</sup> Mueller, Dennis C., et Thomas Stratmann. 2003. "The Economic Effects of Democratic Participation." *Journal of Public Economics* 87: 2129-2155

<sup>14</sup> See also Bartels, Larry M. 2008. *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*. Princeton University Press.

leurs collègues masculins<sup>15</sup>. Ce constat est également vérifié en ce qui a trait aux représentants issus des groupes minoritaires. De plus, la présence de groupes minoritaires dans le corps législatif peut aussi mobiliser la participation de ces groupes, générant un cercle vertueux où la participation et la représentation vont de pair<sup>16</sup>. Les effets de la participation inégale sur le développement économique et social sont multiples et significatifs. C'est la raison pour laquelle les différences de participation entre les groupes nous préoccupent, tandis que toute absence des différences pourrait être considérée comme une cause d'optimisme.

## II. Participation dans les Amériques en 2012

Dans cette section, nous tentons de mesurer les inégalités de participation dans les Amériques à l'aide des données de l'édition 2012 du Baromètre des Amériques. Bien que les études passées aient démontré que les taux de participation varient selon les groupes sociaux, nous entreprenons cette analyse sans idée préconçue concernant les inégalités en ce qui a trait à la participation dans les Amériques. En raison du manque de données empiriques sur le sujet en Amérique Latine et dans les Caraïbes, il est impossible de rejeter la possibilité que les taux de participation soient relativement égaux entre les classes, les ethnies et les sexes.

### Participation électorale

Nous examinons d'abord les inégalités dans la participation électorale en Haïti et dans les Amériques. Le Baromètre des Amériques mesure la participation électorale à l'aide de la question **VB2**. Dans les systèmes parlementaires, la question se rapporte à la dernière élection générale.

**VB2.** Avez-vous voté au cours des dernières élections présidentielles (année des dernières élections présidentielles) ? **[Dans les pays où ces élections se font à deux tours, faites référence au premier tour]**

(1) A voté **[Continuez]**

(2) N'a pas voté **[passez à VB10]**

(88) NS **[passez à VB10]** (98) NS **[passez à VB10]**

À la figure 28 nous présentons les résultats des taux de participation électorale dans les Amériques selon le sexe des électeurs. Deux éléments attirent notre attention dans cette figure. La première est le grand écart entre les pays des Amériques en termes de participation électorale. Par exemple, le taux de participation est de 50,6 % au Honduras et de 90,6 % au Pérou. Il est important de noter que le vote est obligatoire dans certains pays et qu'il y a d'importantes différences dans les procédés d'inscription des électeurs sur les listes électorales. Par exemple, les Haïtiens doivent s'inscrire eux-mêmes sur le registre électoral pour obtenir un document d'identification leur permettant d'exercer leur droit de vote. Cela peut poser problème non seulement dans le cas de électeurs les plus

<sup>15</sup> Kenworthy, Lane et Melissa Malami. 1999. "Gender Inequality in Political Representation: A Worldwide Comparative Analysis." *Social Forces* 78(1): 235-268; Lublin, David. 1999. "Racial Redistricting and African-American Representation: A Critique of 'Do Majority-Minority Districts Maximize Substantive Black Representation in Congress?'" *American Political Science Review* 93(1): 183-186; Schwindt-Bayer, Leslie A. 2006. "Still Supermadres? Gender and the Policy Priorities of Latin American Legislators." *American Journal of Political Science* 50(3): 570-85.

<sup>16</sup> Barreto, Matt A., Gary M. Segura et Nathan D. Woods. 2004. "The Mobilizing Effect of Majority-Minority Districts on Latino Turnout." *American Political Science Review* 98(1): 65-75.

jeunes mais aussi pour les citoyens ayant été déplacés par le tremblement de terre. Malgré cela, près de 90 % des Haïtiens se sont enregistrés dans le but d'obtenir leur carte d'identification nationale. Le processus d'obtention de cette carte peut être très ardu. L'impression et le laminage des cartes d'identification peuvent prendre jusqu'à trois mois et les récipiendaires de ces cartes doivent parfois effectuer plusieurs visites à l'Office national d'identification afin de savoir si leur carte d'identification est prête. En outre, beaucoup de problèmes ont été signalés en 2010 et 2011 concernant la vérification des électeurs dans les centres d'enregistrement locaux. De telles particularités institutionnelles contribuent peut-être à expliquer les variations observées dans la participation électorale.

En deuxième lieu, la comparaison des données pour les vingt-six pays considérés dans le Baromètre des Amériques indique que les femmes ont un niveau de participation similaire à celui des hommes. En fait, les femmes participeraient *même plus* que les hommes. Ces résultats reflètent ce que les données provenant d'autres sondages effectués dans les pays développés signalé récemment. Toutefois, Haïti ne suit pas entièrement la tendance observée ailleurs dans les Amériques. Les femmes haïtiennes votent à un niveau légèrement inférieur aux hommes. En 2012, 74,6 % des femmes disent avoir voté dans aux dernières élections. Ce taux est de 80,5 % pour les hommes. Cette différence pourrait s'expliquer en partie par les difficultés relatives à l'inscription.

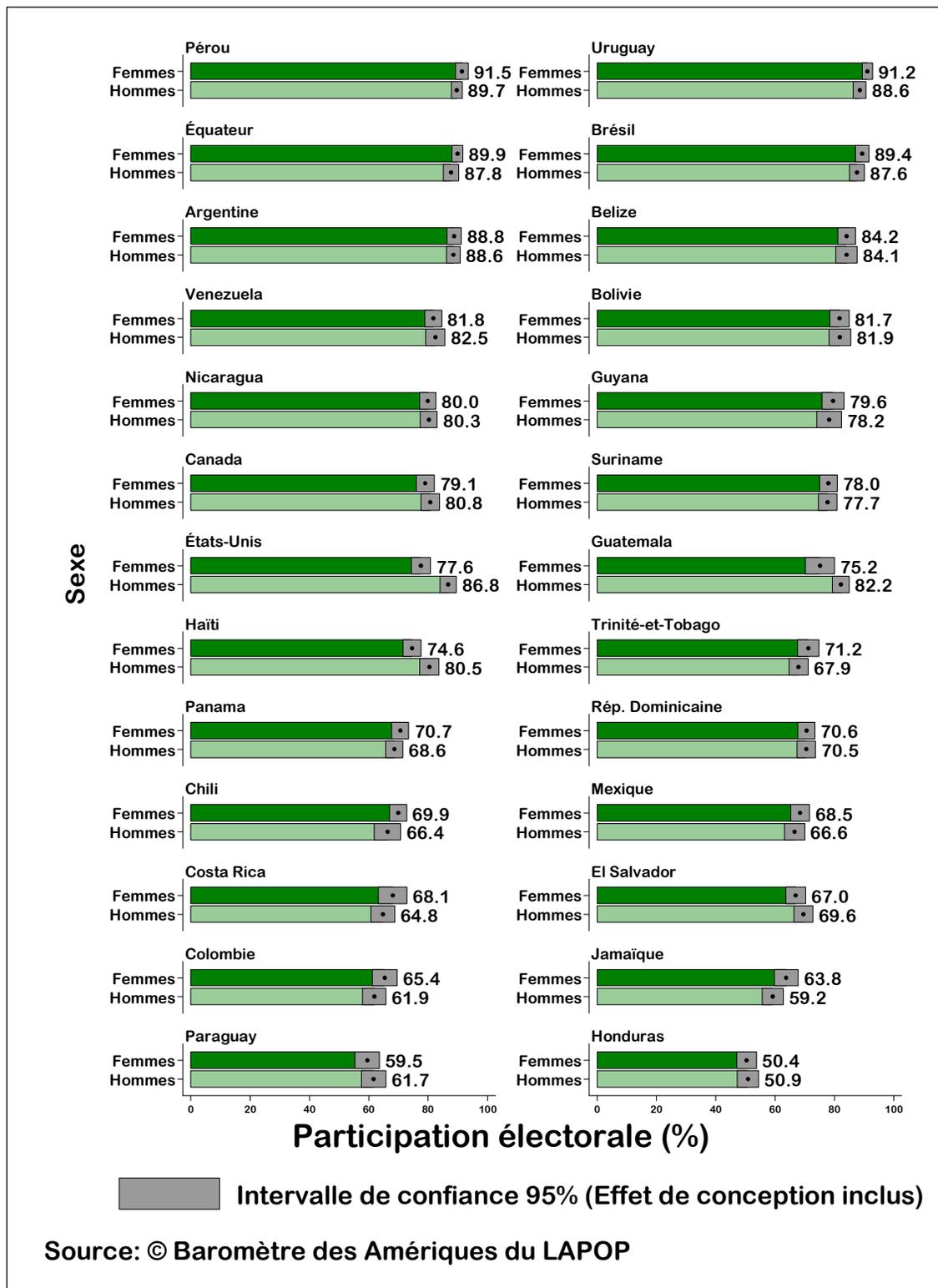


Figure 28 Sexe et participation électorale dans les Amériques, 2012

La figure 29 explore de façon plus détaillée les inégalités de participation en Haïti. Nous observons d'abord que le vote varie en fonction du niveau de scolarité du répondant et, dans une moindre mesure, du niveau de scolarité des parents. Chez ceux qui ont bénéficié d'une éducation

universitaire, la participation électorale est de 88,7 %. En contrepartie la participation n'est seulement que de 60,6 % chez ceux qui n'ayant pas fréquenté l'école. De façon similaire, mais dans une moindre mesure, les Haïtiens dont la mère a un niveau d'éducation supérieur ont un taux de participation de 89,8 % supérieur aux Haïtiens dont la mère n'a pas fréquenté l'école. La richesse des ménages n'entretient pas de relation avec la propension à voter. En effet, les taux de participation sont relativement constants dans la répartition des richesses. Enfin, nous constatons une fois de plus que les femmes votent moins que les hommes<sup>17</sup>.

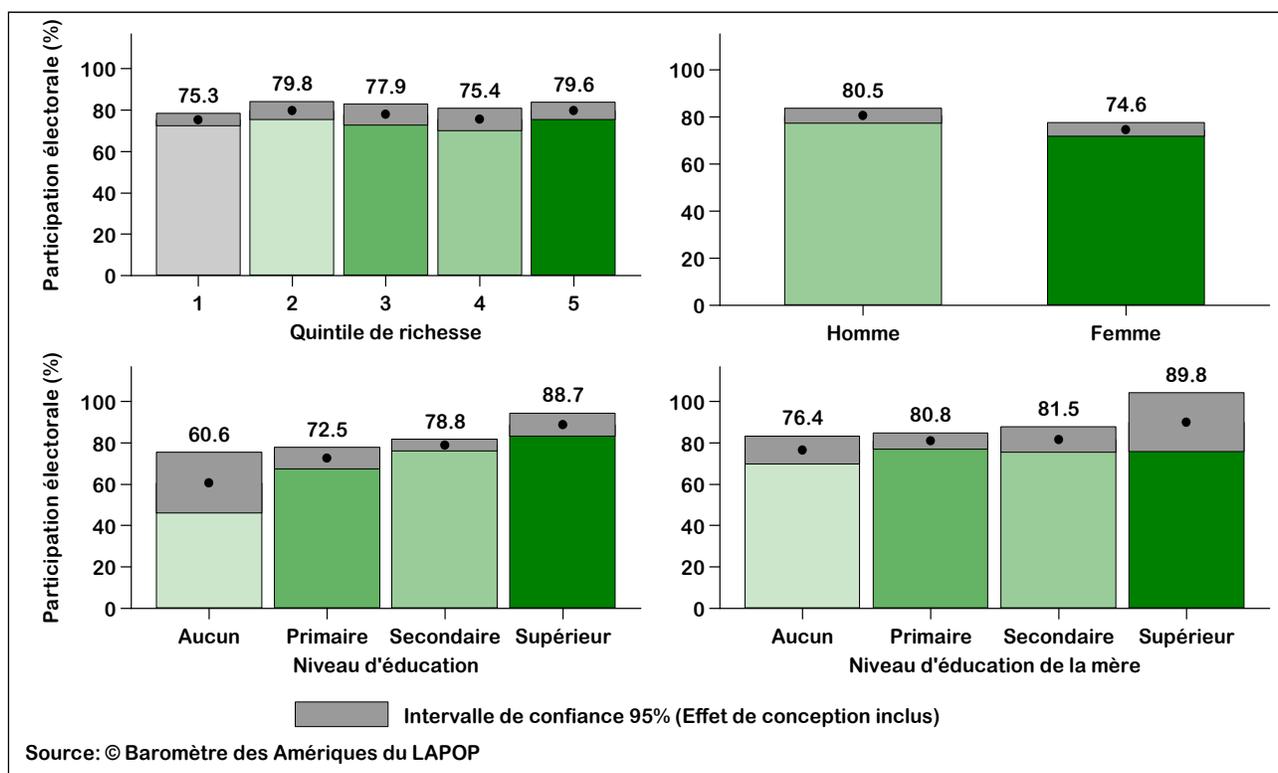


Figure 29 Caractéristiques sociodémographiques et participation électorale, Haïti 2012

### Au-delà de la participation électorale

Le vote ne dit pas tout sur la participation politique. Il existe, au-delà de la participation électorale, une grande quantité de moyens par lesquelles les citoyens peuvent s'engager dans leur système démocratique. Le niveau de participation à ces activités peut très bien diverger de la tendance

<sup>17</sup> Le cas déviant de cette figure : les États-Unis où les hommes (86,8%) affirment avoir voté dans une proportion plus importante que les femmes (77,6 %). Deux choses clochent dans ces résultats. En premier lieu, au cours des dernières élections présidentielles américaines, le taux de participation des femmes était de 66 % contre 62 % pour les hommes. En deuxième lieu, nous constatons que 18 % de ceux qui affirment avoir voté ne l'ont pas fait en réalité. Cette irrégularité n'est pas rare aux États-Unis. Voir : United States Census Bureau, "Voter Turnout Increases by 5 Million in 2008 Presidential Election, U.S. Census Bureau Reports," juillet, 20, 2009, <http://www.census.gov/newsroom/releases/archives/voting/cb09-110.html>, page visitée le 21 juillet 2012, and Allyson L. Holbrook and Jon A. Krosnick, "Social Desirability Bias in Voter Turnout Reports: Tests Using the Item Count Technique," février 2009, <http://comm.stanford.edu/faculty/krosnick/Turnout%20Overreporting%20-%20ICT%20Only%20-%20Final.pdf>. Page visitée le 21 juillet 2012.

observée pour la participation électorale. Le Baromètre des Amériques comporte un bon nombre de questions sur ces autres formes de participation politique qui ne se rattachent pas au vote. Par exemple, le Baromètre des Amériques interroge les citoyens sur la prise de contact avec les représentants élus et sur leur implication dans les organismes communautaires. En regardant comment les individus peuvent différer en fonction de leur implication dans ces types d'activités politiques, nous pouvons nous faire une meilleure idée de leur représentation dans le processus politique.

Depuis un certain temps, le Baromètre des Amériques du LAPOP inclut des questions qui permettent de mesurer le niveau et la fréquence de participation à une variété de groupes communautaires. L'enquête de 2012 comporte des questions qui nous permettent de savoir si une personne qui participe au niveau communautaire le fait dans un rôle de leader ou non.

Je vais vous présenter une liste de groupes et d'organisations. Dites-moi s'il vous plait si vous avez participé à une réunion organisée par ces organisations une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par année ou jamais.

**CP6.** Avez-vous participé à une réunion d'organisations religieuses ?

(1) une fois par semaine (2) une ou deux fois par mois (3) une fois par année (4) Jamais  
(88) NS (98) NR

**CP7.** Avez-vous participé à une réunion d'association de parents d'école ?

(1) une fois par semaine (2) une ou deux fois par mois (3) une fois par année, (4) Jamais  
(88) NS (98) NR

**CP8.** Avez-vous participé à une réunion d'un groupe ou d'une association qui cherche à améliorer la vie de votre communauté ?

(1) une fois par semaine (2) une ou deux fois par mois (3) une fois par année, (4) Jamais  
(88) NS (98) NR

Après chaque question, les répondants qui affirment avoir participé au moins une ou deux fois par année sont questionnés à nouveau (**CP6L**, **CP7L**, and **CP8L**) :

**CP6L.** Avez-vous participé en tant que simple membre ou avez-vous exercé un rôle de leadership ? **[Si le répondant répond « les deux », marquez leader"]**

**CP7L.** Participez-vous toujours comme un simple membre ou avez-vous un rôle de leadership ou de participation à la direction de l'organisation ? **[Si le répondant répond « les deux », marquez "leader"]**

**CP8L.** Participez-vous toujours comme un simple membre ou avez-vous un rôle de leadership ou de participation à la direction de l'organisation ? **[Si le répondant répond « les deux », marquez "leader"]**

Dans quelle mesure peut-on affirmer que les citoyens des Amériques participent aux activités des groupes communautaires ? Nous analysons cette question à la figure 30. À gauche de la figure nous observons les taux de participation aux activités communautaires dans chacun des pays des Amériques. La participation communautaire est calculée comme la moyenne des réponses aux questions CP6, CP7 et CP8. Cette moyenne a été transposée sur une l'échelle de 0 à 100, où 0 représente le cas des citoyens qui n'ont jamais pris part à une réunion communautaire et 100 ceux qui affirment participer très souvent à ce type d'activités. La partie droite de la figure montre le pourcentage de répondants dans chaque pays qui affirme avoir eu un rôle de leadership dans un groupe communautaire.

Les deux figures suggèrent que la participation communautaire est exceptionnellement élevée en Haïti. L'Haïtien moyen a un score de 41,6 dans l'indice de participation communautaire. Cette

valeur est la plus élevée de tous les pays sondés. En fait, cette valeur est plus élevée que dans tout les autres pays, à l'exception du Guatemala. De plus, 29,8 % des Haïtiens disent avoir occupé un rôle de leadership dans une activité communautaire. Ce taux est de 6,2 points plus élevé que dans le cas du Salvador, le pays qui arrivent en deuxième position. En fait, dans 17 des 24 pays où la question sur leadership a été posée, moins de 10 % des répondants affirment avoir eu un tel rôle. Ces taux très élevés de participation pour Haïti confirment les résultats des années antérieures du Baromètre des Amériques. En comparaison avec les citoyens des autres pays des Amériques, les Haïtiens sont très participatifs.

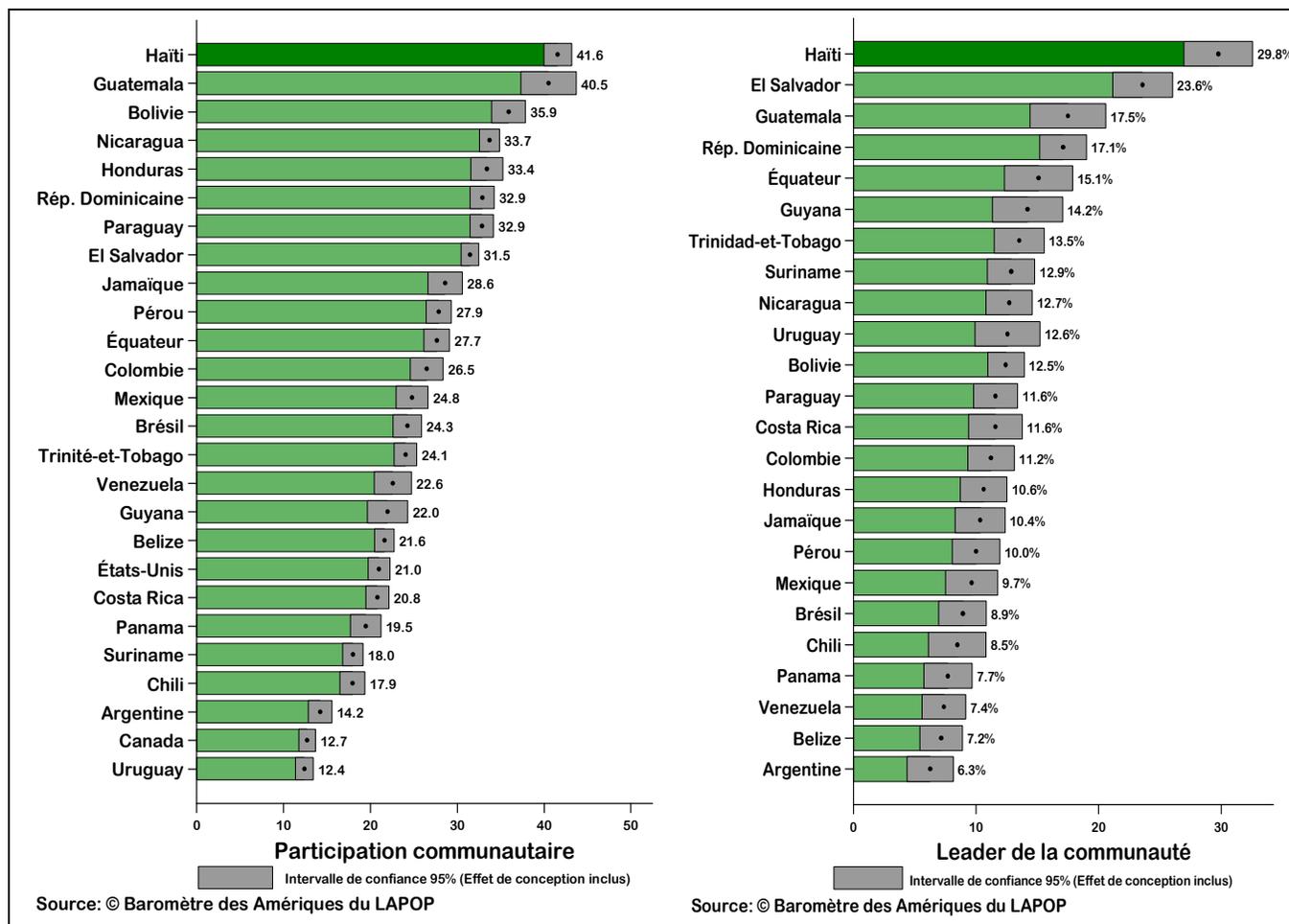


Figure 30 Participation communautaire dans les Amériques, 2012

Du fait de ce taux très élevé de participation communautaire en Haïti, il est intéressant de se demander quels sont les groupes qui ont la part la plus importante de cette participation. La figure 31 présente le taux de participation dans huit types d'organisation et d'activités communautaires. Une nouvelle fois, les réponses ont été transposées sur une échelle de 0 à 100 où 0 signifie que la personne « n'a jamais » participé et 100 qu'elle participe « toutes les semaines ». Comme c'est le cas ailleurs dans les Amériques, le plus haut taux de participation des Haïtiens s'observe dans les organisations religieuses. Les autres formes de participation communautaire importantes chez les Haïtiens comprennent les organisations de parents d'élèves et les groupes de femmes. En revanche, le niveau de participation aux groupes politiques, aux associations professionnelles et aux organisations syndicales ou agricoles est relativement faible.

La situation se transforme dans une certaine mesure lorsqu'on regarde Haïti dans une perspective comparée<sup>18</sup>. Bien que les Haïtiens s'impliquent fortement à l'intérieur d'organisations religieuses, ce taux est seulement le quatrième plus élevé des Amériques. Haïti se retrouve cependant première ou deuxième dans les Amériques pour toutes les autres formes de participation. Pour ce qui est de la participation dans des organisations féminines (question uniquement administrée aux femmes), le score de 35,2 d'Haïti est plus du double que celui obtenu par le Guatemala (14,4), deuxième pays le plus participatif dans cette catégorie. Ce taux très élevé de participation communautaire en Haïti peut partiellement s'expliquer par les faiblesses de l'État haïtien. Ainsi, les Haïtiens s'impliqueraient dans la communauté pour avoir accès à des services normalement prodigués par l'État. Il est également possible qu'une culture de participation existe au niveau local dans ce pays.

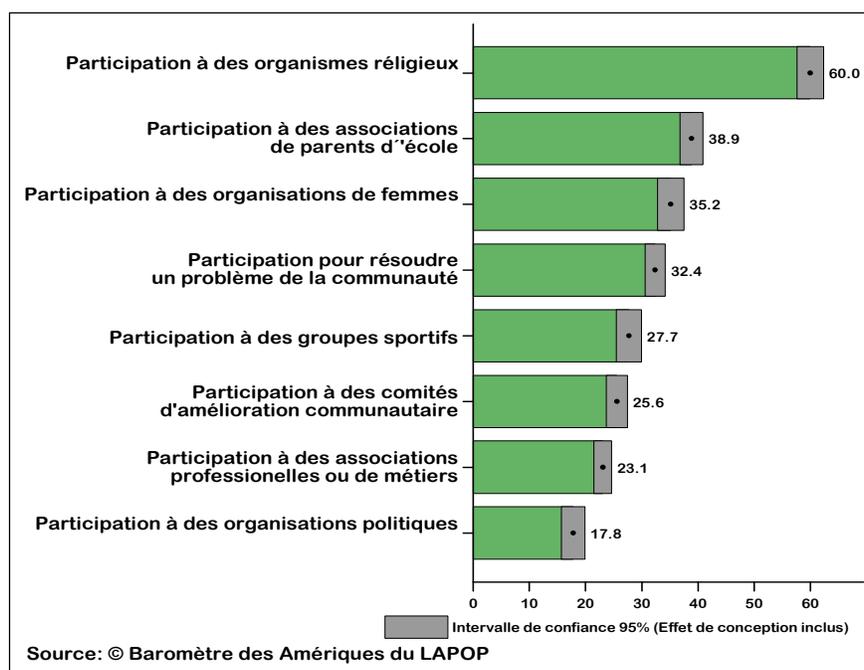


Figure 31 Types de participation communautaire, Haïti, 2012

Les figures 32 et 33 analysent plus en détails les résultats de la participation communautaire en Haïti. Elles présentent la moyenne de participation communautaire des Haïtiens, selon les groupes démographiques. À la figure 32, nous considérons à nouveau l'indice de participation communautaire présenté plus haut. La figure 33 présente le pourcentage des répondants qui ont exercé un rôle de leadership dans une activité communautaire. Les deux figures indiquent que les ménages les plus aisés et les femmes participent légèrement plus que les autres. Cependant, ces différences sont minces et ne sont pas toujours significatives sur le plan statistique.

Le niveau de scolarité du répondant et, dans une moindre mesure, le niveau de scolarité de la mère ont aussi un effet sur le niveau de participation communautaire et la probabilité d'y occuper une position de leadership. Pour ceux qui ont une scolarité universitaire, le niveau de participation est de 49,0. Pour ceux qui n'ont pas fréquenté l'école, le taux est de 28,8, c'est-à-dire, un score inférieur de 20 points. Il ressort également de cette analyse que 40,2 de ceux qui ont une scolarité universitaire ont

<sup>18</sup> Cette analyse n'est pas supportée par aucune illustration graphique dans ce rapport.



occupé un rôle de leadership. Cette proportion est de 23,7 % pour ceux qui n'ont pas fréquenté l'école. Nous avons constaté aussi que les citoyens dont les mères ont une scolarité universitaire ont un score de 46,6 dans l'indice de participation communautaire, et de 32,7 dans celui du leadership. Par contre, les citoyens dont les mères n'ont pas fréquenté l'école ont un score de 37,8 dans l'indice de participation communautaire et seulement 17,6 dans l'indice de leadership.

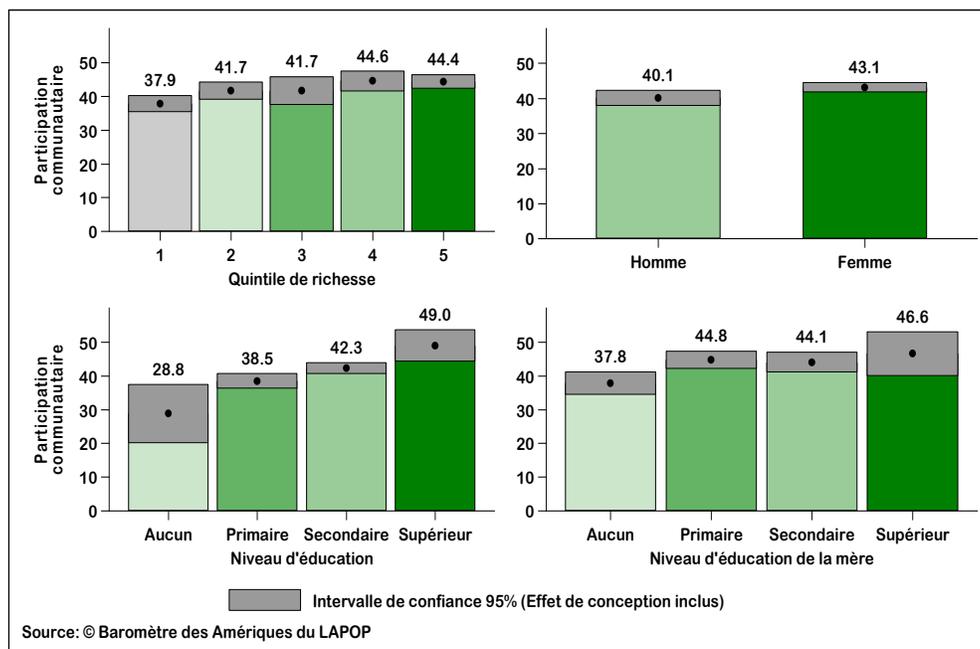


Figure 32 Caractéristiques sociodémographiques et participation communautaire, Haïti 2012

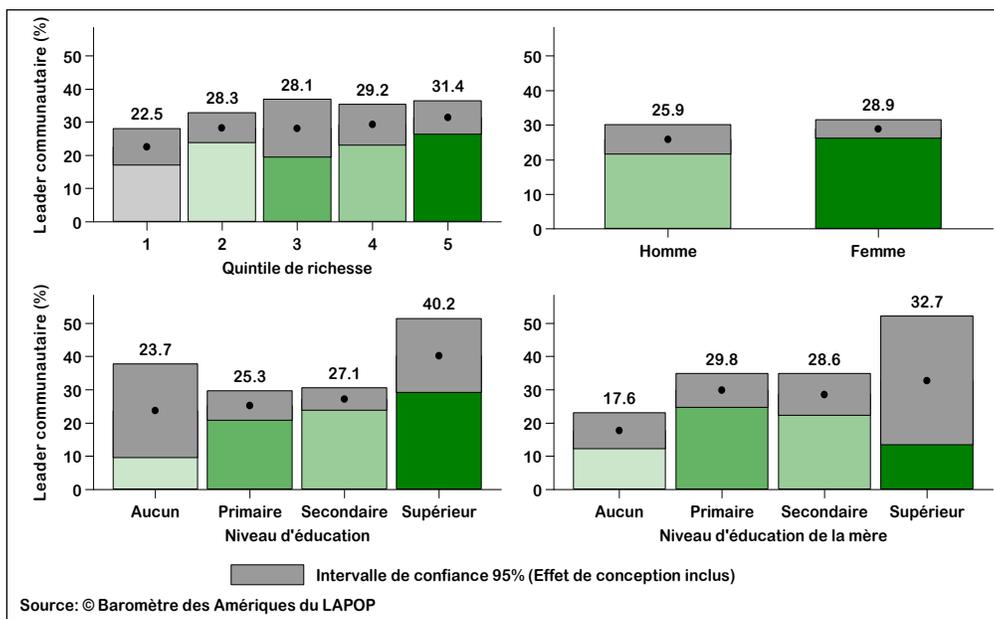


Figure 33 Caractéristiques sociodémographiques et pourcentage des personnes ayant exercé un rôle de leadership dans une organisation communautaire, Haïti 2012

Plusieurs citoyens participent à des activités en lien avec les campagnes électorales. Dans le but de mesurer l'ampleur de l'engagement citoyen dans les campagnes électorales, les questions **PP1** et **PP2** ont été posées aux répondants.

<b>PP1.</b> Au cours du processus électoral, certaines personnes essaient de convaincre d'autres personnes de voter pour un parti ou un candidat. Avez-vous l'habitude d'essayer de convaincre d'autres personnes de voter pour un parti ou un candidat ? <b>[Lisez les options]</b>
(1) Fréquemment (2) Occasionnellement (3) Rarement (4) Jamais (88) NS (98) NR
<b>PP2.</b> Certaines personnes s'engagent dans la campagne électorale pour le compte d'un parti ou d'un candidat. Avez-vous travaillé pour le compte d'un parti ou d'un candidat au cours de la dernière élection présidentielle ?
(1) Oui, a travaillé (2) N'a pas travaillé (88) NS (98) NR

La figure 34 examine la participation dans les campagnes électorales à travers les Amériques. À gauche de la figure apparaît le pourcentage des citoyens qui disent avoir essayé d'influencer le sens du vote d'autres citoyens « fréquemment » ou « occasionnellement ». La partie droite de la figure présente le pourcentage de ceux qui affirment avoir travaillé pour une campagne électorale. Contrairement aux résultats concernant la participation communautaire, nous observons que les efforts d'influence sur le sens du vote des autres citoyens sont modérés en Haïti. La figure indique que 45,2 % des citoyens des États-Unis ont utilisé ce genre de persuasion contre seulement 13,6 % des Haïtiens. Ce taux n'est pas statiquement différent de ce que nous observons en Colombie et au Honduras. Cependant, Haïti reprend le peloton de tête en ce qui a trait à la participation aux campagnes électorales. Il appert que 17,9 % des Haïtiens affirment avoir travaillé pour une campagne électorale. Haïti est à égalité avec le Suriname à la première position dans ce type de participation politique dans les Amériques.

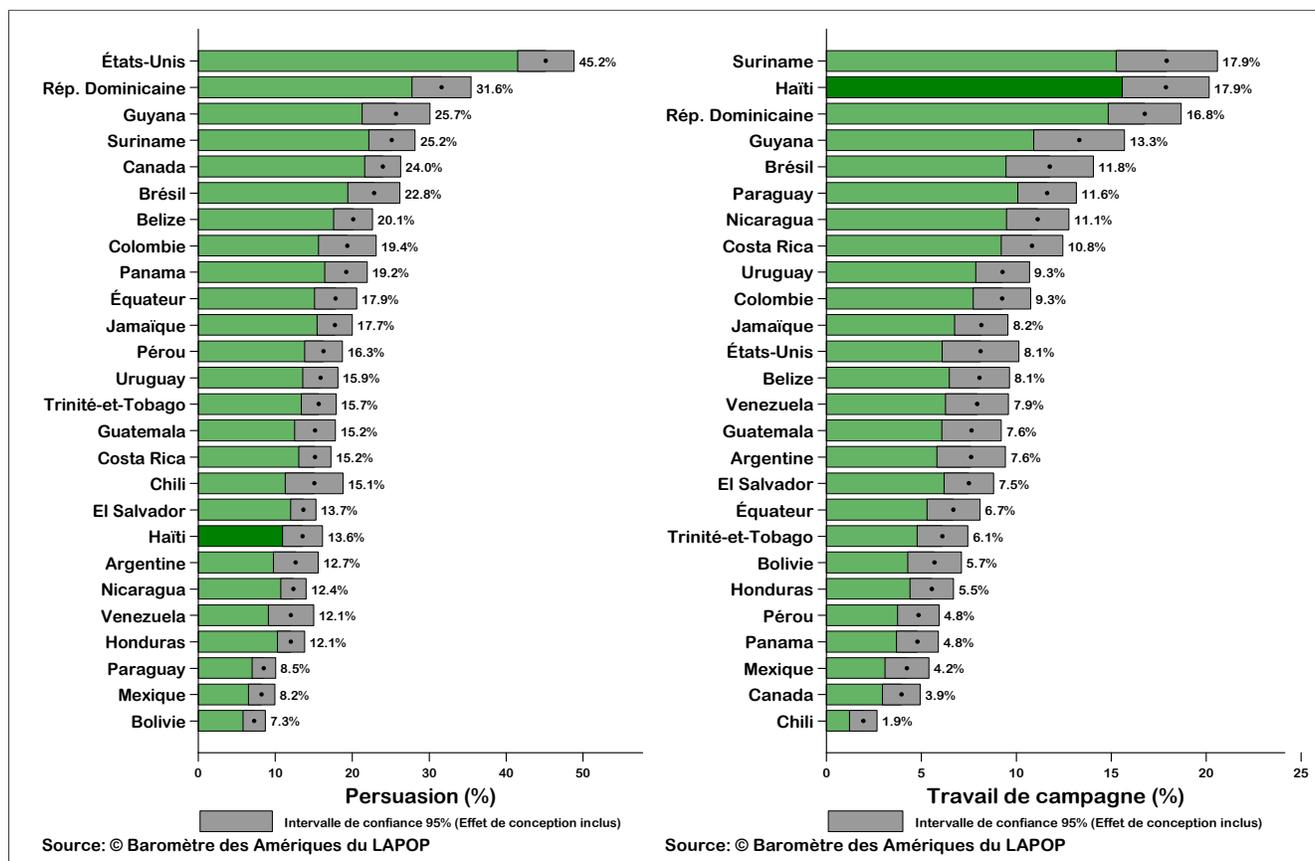
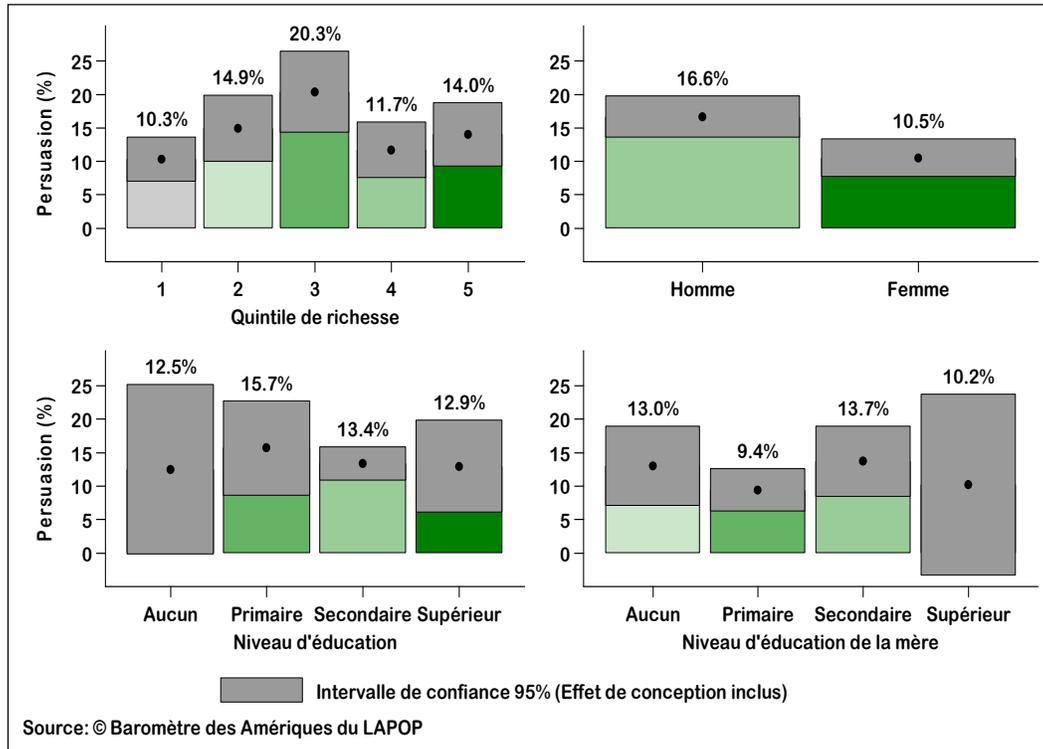


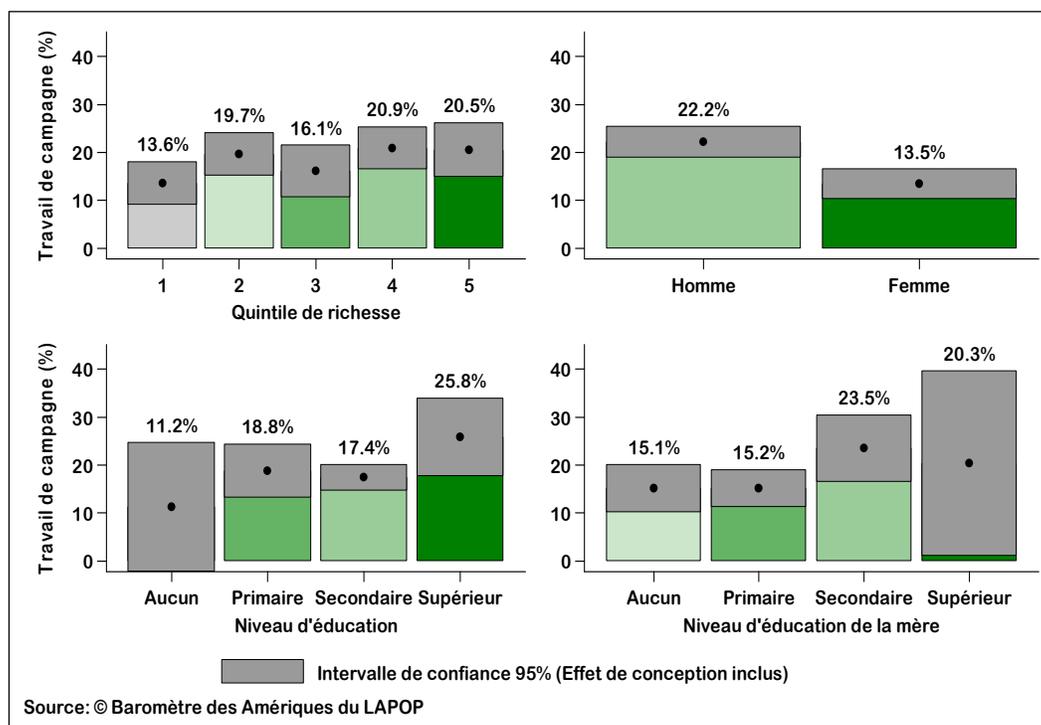
Figure 34 Participation aux campagnes électorales dans les Amériques, 2012

La figure 35 nous permet d'analyser ces résultats de façon approfondie. Dans cette figure, nous présentons les réponses de ceux qui affirment avoir tenté d'influencer le sens du vote d'autres citoyens « fréquemment » ou « occasionnellement » en fonction de quelques variables sociodémographiques. Contrairement à ce qu'on avait observé dans le cas de la participation communautaire, très peu de différences apparaissent entre les Haïtiens en fonction du revenu, de la scolarisation du répondant et de la scolarisation de la mère. Cependant, nous observons une différence importante entre les sexes. Alors que 16,6 % des hommes affirment avoir tenté de persuader d'autres personnes, seulement 10,5 % des femmes ont fait la même démarche.



**Figure 35** Caractéristiques sociodémographiques et efforts de persuasion électorale, Haïti 2012

À la figure 36 nous présentons le pourcentage des répondants de différents groupes qui affirment avoir travaillé pour le compte d'un candidat ou d'un parti durant les récentes élections. Dans ce cas, les différences socioéconomiques (revenu, scolarité du répondant et scolarité de la mère) sont plus importantes que dans le cas de la persuasion. Toutefois, ces résultats ne sont pas statistiquement significatifs. Le niveau de scolarité du répondant indique la plus forte relation. Ainsi, 25,8 % de ceux ayant une scolarité de niveau universitaire ont travaillé pour un candidat ou un parti, alors que seulement 11,2 % de ceux n'ayant pas fréquenté l'école l'ont fait. Par ailleurs, nous constatons que le sexe affecte très fortement la probabilité d'être impliqué dans une campagne électorale, 22,2 % des hommes ont eu des engagements politiques alors que seulement 13,5 % des femmes l'ont fait.



**Figure 36** Caractéristiques sociodémographiques et participation aux campagnes électorales, Haïti 2012

Dans l'analyse précédente nous avons identifié des différences au niveau de la participation selon le sexe. Il est possible que ces différences ne soient que le reflet de la position de la femme dans le marché du travail et son état civil<sup>19</sup>. La figure 37 présente le taux de participation selon le sexe, et plus spécifiquement pour les femmes selon leur état civil et position sur le marché du travail. Nous constatons que les femmes mariées qui ne reçoivent pas de salaire votent et participent dans les organisations communautaires dans une moindre mesure que les autres femmes. Par ailleurs, les deux groupes montrent un niveau d'implication similaire quant au rôle de leadership communautaire, à la participation dans les campagnes électorales, et sur la persuasion d'autres personnes quant au le sens de leur votes.

<sup>19</sup>Voir, par exemple, Iverson, Torben, et Frances Rosenbluth. 2010. *Women, Work, and Politics: The Political Economy of Gender Inequality*. New Haven: Yale University Press.

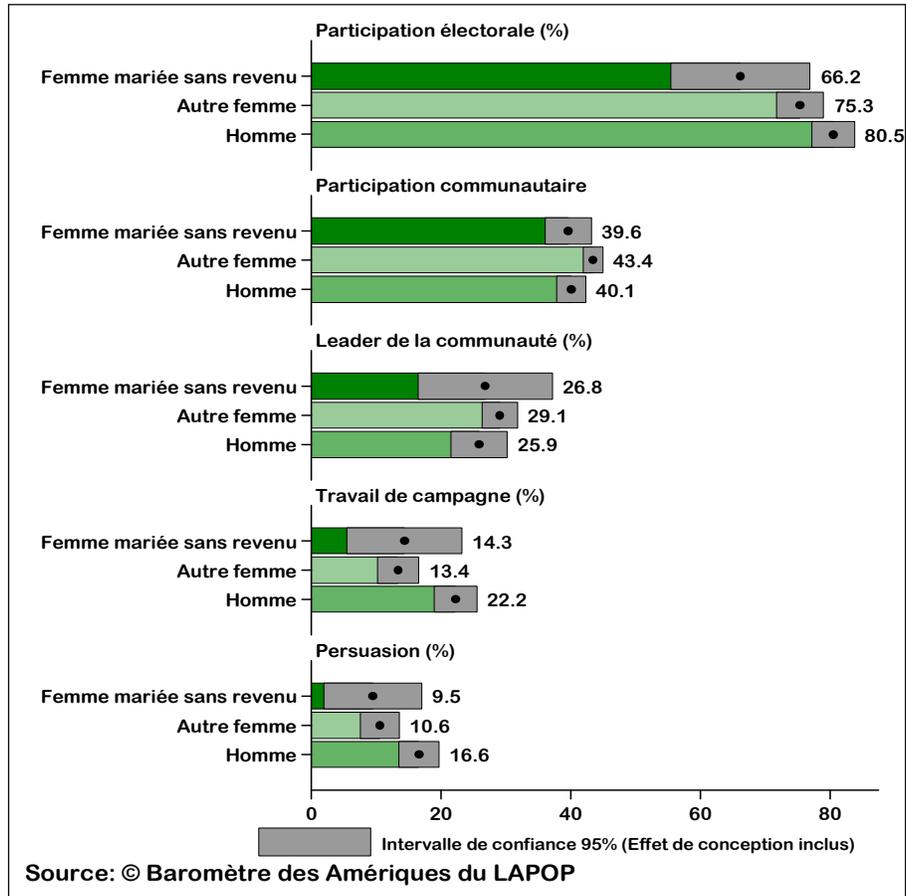


Figure 37 État civil des femmes et participation, Haïti 2012

La figure 38 présente les résultats pour chacune de ces formes de participation selon la couleur de la peau des répondants. Il semble que le niveau de participation politique varie très peu en fonction de la couleur de peau en Haïti. Ces résultats offrent de très bonnes nouvelles pour ceux qui se préoccupent par la discrimination et l'inégalité dans ce pays.

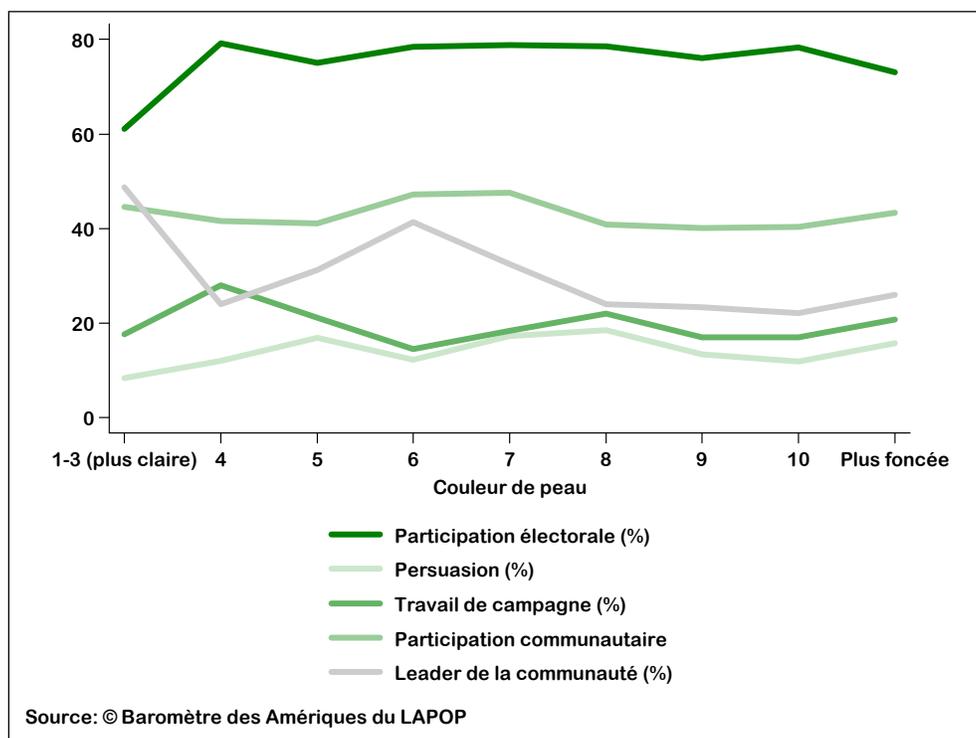


Figure 38 Couleur de la peau et participation, Haïti 2012

### III. Opinion publique sur les opportunités et attitudes discriminatoires.

Dans quelle mesure la société en général, ou encore les membres du groupe majoritaire, appuie l'idée que les groupes minoritaires peuvent jouir des mêmes opportunités ? L'appui à l'égalité des chances a des conséquences évidentes et importantes. Les citoyens qui appuient l'idée que la place des femmes est à la maison ou que certains groupes ethniques ne font pas de bons politiciens sont moins susceptibles d'être tolérants à l'égard de la participation de ces groupes dans la vie politique. Ils sont aussi moins enclins à voter pour des candidats issus de ces groupes. Dans cette section nous examinons les résultats des questions se référant aux attitudes discriminatoires à l'encontre de certaines catégories sociales.

Il faut noter que les réponses à ces questions sont susceptibles d'être influencées par ce que les chercheurs appellent « le biais de désirabilité sociale »<sup>20</sup>. Cela signifie que les citoyens sont moins enclins à verbaliser leurs attitudes discriminatoires parce qu'ils reconnaissent que ces attitudes ne sont pas acceptées socialement. Ce faisant, les répondants qui, dans leur vie privée, ont des attitudes discriminatoires sont susceptibles de donner des réponses « désirables socialement » dans les sondages d'opinion afin d'éviter de déplaire au sondeur. Par conséquent, les attitudes discriminatoires que nous documentons dans cette étude sont probablement plus modérées que les attitudes réelles.

<sup>20</sup> Des études récentes ont abordé ce problème de désirabilité sociale dans les enquêtes d'opinion publique en Amérique Latine au sujet d'achat de vote, à travers des expériences (voir, par exemple, Gonzalez-Ocantos, Ezequiel, de Jonge, Chad K., Meléndez, Carlos, Osorio, Javier et Nickerson, David W. 2012 Vote Buying and Social Desirability Bias: Experimental Evidence from Nicaragua. *American Journal of Political Science*, 56: 202–217.)

## Opinion publique sur le rôle de leadership des femmes

La vague 2012 du Baromètre des Amériques comporte trois questions se référant aux attitudes concernant le rôle de leadership des femmes (VB50, VB51 et VB52)<sup>21</sup>. Le libellé de ces questions correspond au texte suivant :

<b>VB50.</b> Certaines personnes pensent qu'en général les hommes sont de meilleurs leaders politiques que les femmes. Êtes-vous très fortement en accord, d'accord, en désaccord ou très fortement en désaccord ?			
(1) Fortement en accord	(2) D'accord	(3) En désaccord	(4) Fortement en désaccord
(88) NS	(98) NR	(88) NS	(98) NR
<b>VB51.</b> Parmi les politiciens, lesquels pensez-vous sont les plus corrompus ? Les hommes, les femmes ou les deux de façon similaire ?			
(1) Un homme	(2) Une femme	(3) Les deux pareillement	
(88) NS	(98) NR	(99) N/A	
<b>VB52.</b> Si un politicien devait s'occuper de l'économie nationale, lequel ferait le meilleur travail, un homme, une femme ou son sexe n'importe pas ?			
(1) Un Homme	(2) Une femme	(3) son sexe n'importe pas	
(88) NS	(98) NR	(99) N/A	

À la figure 39, nous présentons l'appui à l'idée que les hommes sont de meilleurs leaders politiques que les femmes. Comme toujours, nous avons transposé les réponses sur une échelle de 0 à 100. Les plus grandes valeurs signifient un endossement plus important à l'énoncé. L'appui à cette affirmation discriminatoire est faible dans les Amériques. Seule la Guyane obtient un appui moyen pour cette affirmation qui dépasse la valeur de 50 points sur l'échelle de 0-100. Il semble également que les Haïtiens ont relativement peu d'estime pour la capacité de leadership des femmes. En effet, le score moyen en Haïti est de 42,1 points. Ce résultat place Haïti en troisième position des pays des Amériques.

<sup>21</sup> VB51 et VB52 ont été administré à un échantillon divisé en deux. C'est-à-dire seulement la moitié des répondants ont reçu cette question.

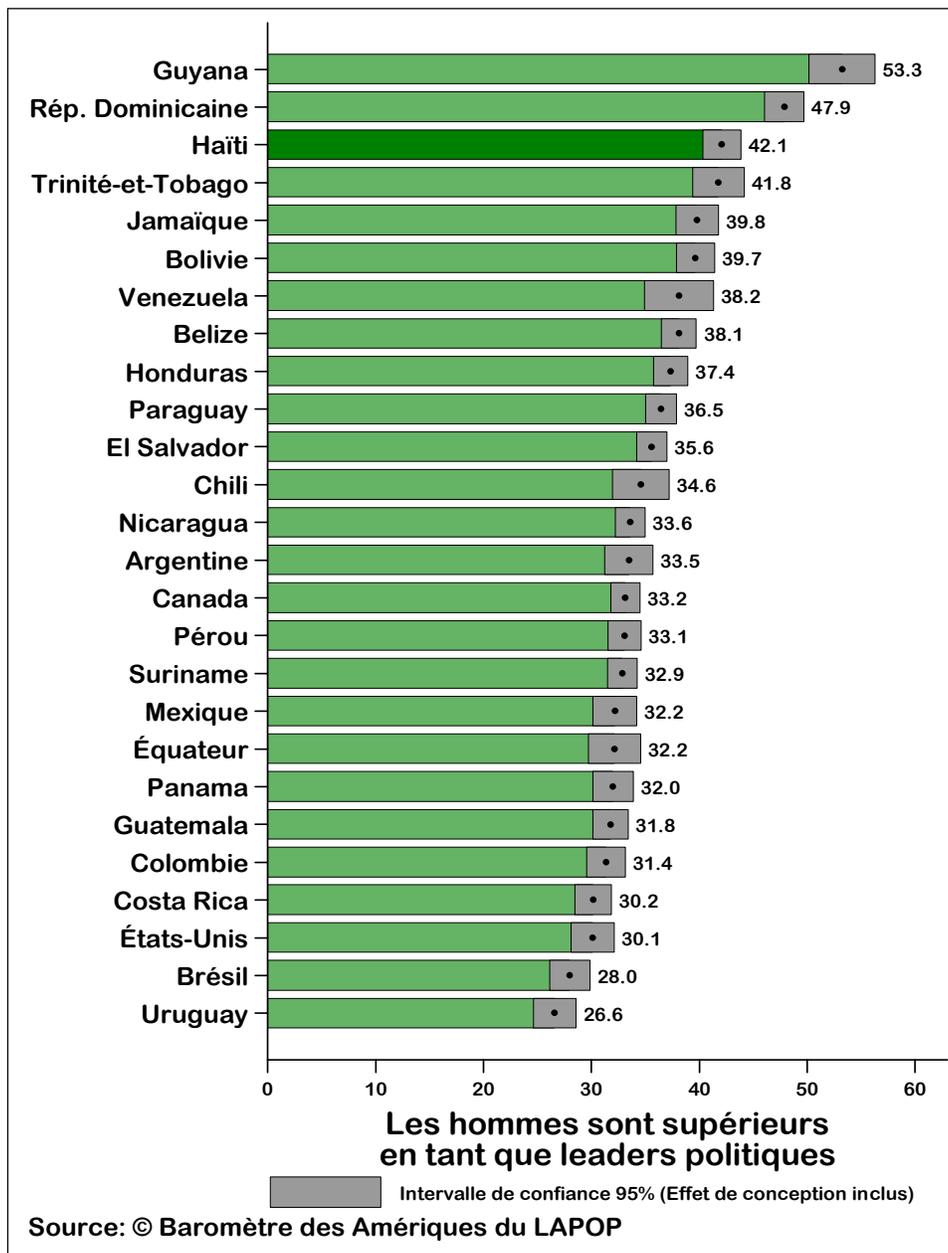


Figure 39 Les hommes font de meilleurs leaders, 2012

## Opinion publique sur le rôle de leadership des groupes ethniques ou raciaux marginalisés

Le Baromètre des Amériques de 2012 comportait aussi une question mesurant les attitudes envers les gens à la peau de couleur foncée dans des rôles de leadership (**VB53**)<sup>22</sup>.

Maintenant nous allons parler de la couleur de peau des politiciens

**VB53.** Certaines personnes pensent que les gens à la peau plus foncée ne sont pas de bons politiciens. Êtes-vous très fortement d'accord, d'accord, en désaccord ou fortement en désaccord avec cette proposition ?

[Interviewer : « à la peau noire », se réfère aux non-blancs]

(1) Fortement d'accord	(2) D'accord	(3) En désaccord	(4) Fortement en désaccord
(88) DK	(98) DA	(99) N/A	

Dans la figure 40, nous analysons le niveau d'appui à cette proposition relative aux rôles de leaderships chez les gens à la peau de couleur foncée. Encore une fois, nous avons transposé les questions sur une échelle de 0 à 100, où 0 indique le plus faible niveau d'appui et 100 le plus haut. Les taux d'appui à cette question sont encore plus élevés que dans les cas de la question des femmes en position de leadership. C'est au Chili qu'on trouve le niveau le plus élevé d'appui, avec un score de 34,3. Avec un score de 24,8, Haïti fait partie du groupe de pays qui offrent l'appui le plus faible à cet énoncé.

<sup>22</sup> Cette question a été administrée à un échantillon divisé en deux. C'est à dire seulement la moitié des répondants ont reçu cette question.

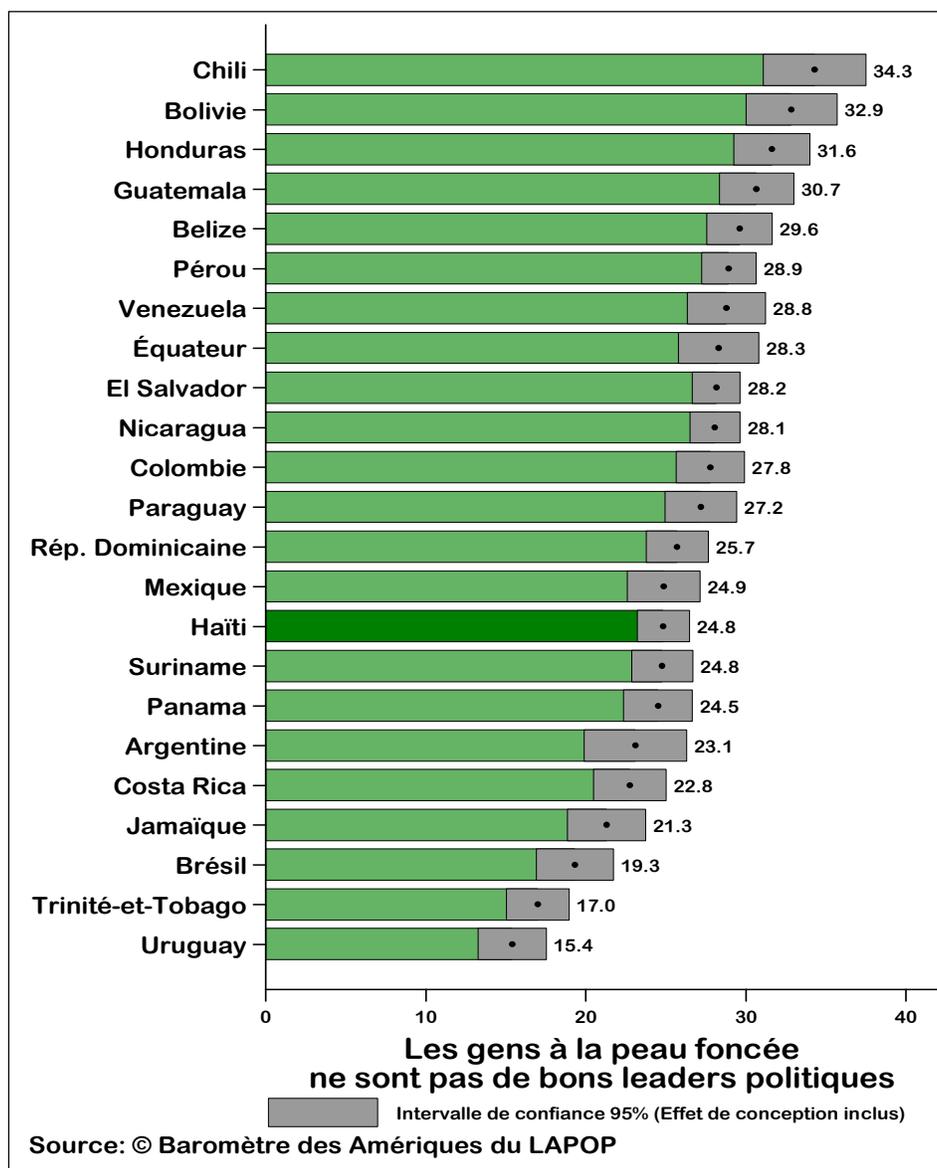


Figure 40 Les gens à la peau foncée ne sont pas des bons leaders politiques, 2012

### Opinion publique à l'égard de la participation politique des homosexuels

Comme cela était le cas en 2010, le Baromètre des Amériques comporte aussi cette année une question (D5) qui porte sur les attitudes à l'égard des homosexuels se présentant aux élections. Les réponses sont codées sur une échelle de 1 à 10.

**D5.** Et maintenant, changeons de sujet et parlons des homosexuels. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous le fait qu'ils soient candidats à des postes électifs ?

À la figure 41, nous présentons l'appui moyen pour cet énoncé dans chaque pays. Une fois encore, nous avons transposé les réponses sur une échelle de 0 à 100, où 0 indique le niveau le plus

faible et 100 le plus élevé. Il faut noter que, contrairement aux cas précédents, les plus grandes valeurs indiquent une attitude plus tolérante. Une grande variation s'observe dans la réponse à cette question dans les Amériques. À une extrémité, on retrouve le Canada, l'Uruguay et les États-Unis. Ceux-ci sont de loin les pays les plus tolérants quand à la participation des homosexuels. À l'autre extrémité, on retrouve Haïti, qui est de loin le pays le moins tolérant. Son score de 8.5 sur l'échelle de 100. Le score haïtien est substantiellement plus faible que le pays le plus proche pour cet indicateur, la Jamaïque. Aussi, il faut noter que 63,7 % des répondants haïtiens ont répondu par le score le plus faible possible et que seulement 3 % d'entre eux ont choisi un score de 6 ou plus dans l'échelle originale de 1 à 10.

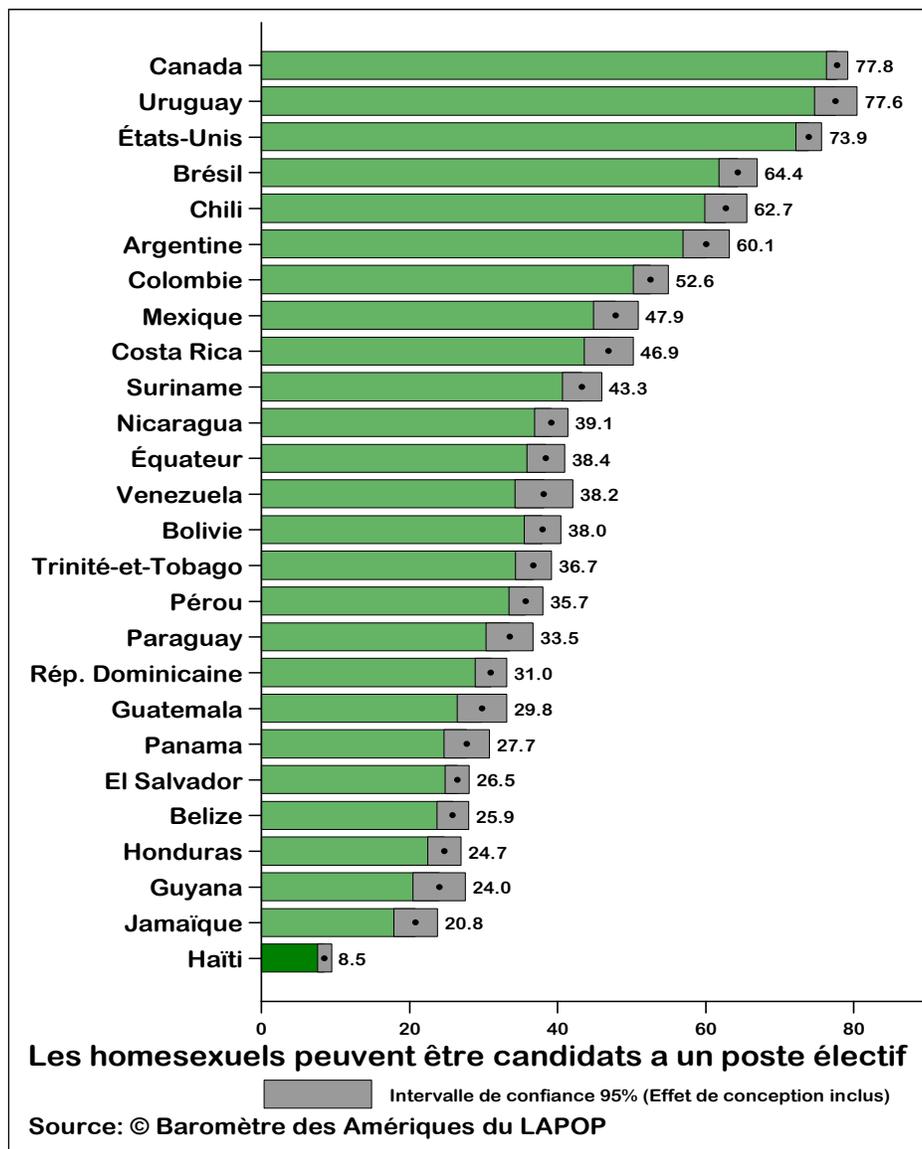


Figure 41 Les homosexuels peuvent être candidats à des postes électifs, 2012

### Opinion publique sur la participation des handicapés.

Le sondage 2012 du Baromètre des Amériques comporte aussi une question sur les attitudes concernant la candidature des handicapés physiques. Les réponses sont codées sur une échelle de 1 à 10.

**D7.** Approuvez-vous ou désapprouvez-vous que les handicapés physiques soient autorisés à être candidats à des postes électifs ? (99) N/A

À la figure 42, nous présentons l'appui moyen à cet énoncé par pays. Les questions ont été transposées sur une échelle de 0 à 100. De nouveau, nous constatons une grande variation dans la réponse à cette question dans les Amériques. Les États-Unis, l'Uruguay et le Canada sont encore une fois les plus tolérants, alors qu'Haïti est à nouveau le pays où les citoyens sont les moins tolérants. Cela étant, les Haïtiens sont plus tolérants sur la participation des handicapés physiques que dans le cas de la participation des homosexuels. Le score moyen est de 36,8 en Haïti.

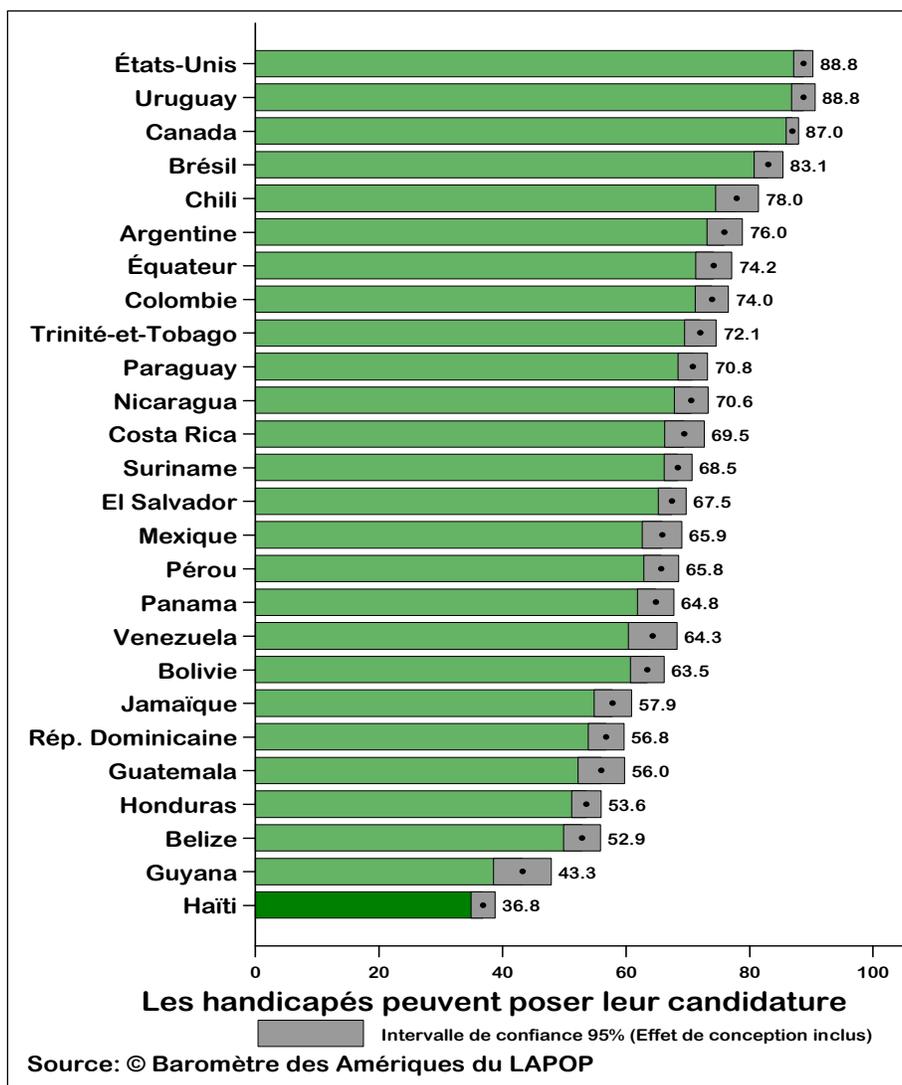


Figure 42 Les handicapés physiques peuvent être candidats à des postes électifs, 2012

## IV. Opinion publique envers les contraintes de parité

En matière d'engagement politique, il semble y avoir des différences importantes entre la participation politique des hommes et des femmes et des individus appartenant à différentes classes sociales en Haïti. Bien que ces résultats soient préoccupants, le chemin parcouru par de nombreux pays de la région en la matière est plutôt rassurant. Des leçons peuvent certainement être tirées des pays où l'inégalité dans la participation s'est améliorée récemment. Dans ce qui suit, nous explorons l'opinion publique sur plusieurs solutions potentielles proposées face aux problèmes d'inégalité dans la participation. Ces données sont tirées du Baromètre des Amériques 2012.

### Les quotas par sexe

Une solution potentielle au problème de la participation et de la représentation inégale des femmes sont les quotas par sexe. Ceux-ci ont été désignés comme une mesure efficace pour faciliter l'intégration de plus de femmes dans la vie politique<sup>23</sup>. Le raisonnement est le suivant : plus les membres des groupes marginalisés voient des gens semblables à eux postuler comme candidats ou occuper des postes de responsabilité politiques, plus ils seront motivés à le faire eux-mêmes. Plusieurs pays de l'Amérique latine ont adopté des quotas par sexe. En ce sens, la loi exige qu'un certain pourcentage de sièges du parlement soit réservé aux femmes. Malheureusement, comme il est démontré dans le Rapport spécial #5, les résultats de ces mesures sont mixtes.

Le sondage 2012 du Baromètre des Amériques comporte une question (**GEN6**) qui nous permet de mesurer l'appui aux quotas relatifs au sexe dans les Amériques<sup>24</sup>. Les réponses sont distribuées sur une échelle de 7 points.

**GEN6.** L'État doit obliger les partis politiques à réserver un espace dans leur liste de candidats pour les femmes, même s'ils doivent exclure certains hommes. Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette idée ?

La figure 43, montre que les citoyens des Amériques appuient l'idée de quotas par sexe. Une fois encore, nous avons transposé les réponses sur une échelle de 0 à 100. Les plus grandes valeurs indiquent un appui fort. Dans tous les pays, à l'exception de deux cas, l'appui à cette affirmation est au-dessus du point médian de l'échelle. Les deux cas d'exception sont le Canada et Trinité-et-Tobago, dans lesquelles une majorité de répondants sont défavorables à l'idée de quotas par sexe. Avec un score de 57,6, Haïti arrive en quatrième position des pays où cette mesure obtient le moins de soutien.

<sup>23</sup> Desposato, Scott W., et Barbara Norrande. 2009. "The Gender Gap in Latin America: Contextual and Individual Influences on Gender and Political Participation." *British Journal of Political Science*; Campbell, David E., et Christina Wolbrecht. 2006. "See Jane Run: Women Politicians as Role Models for Adolescents." *Journal of Politics* 68 (2): 233-47; Krook, Mona Lena. 2009. *Quotas for Women in Politics: Gender and Candidate Selection Reform Worldwide*. New York: Oxford University Press; Waring, Marilyn. 2010. "Women's Political Participation." <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/43896/1/130393.pdf>.

<sup>24</sup> Cette question a été posée seulement à la moitié des répondants de l'échantillon.

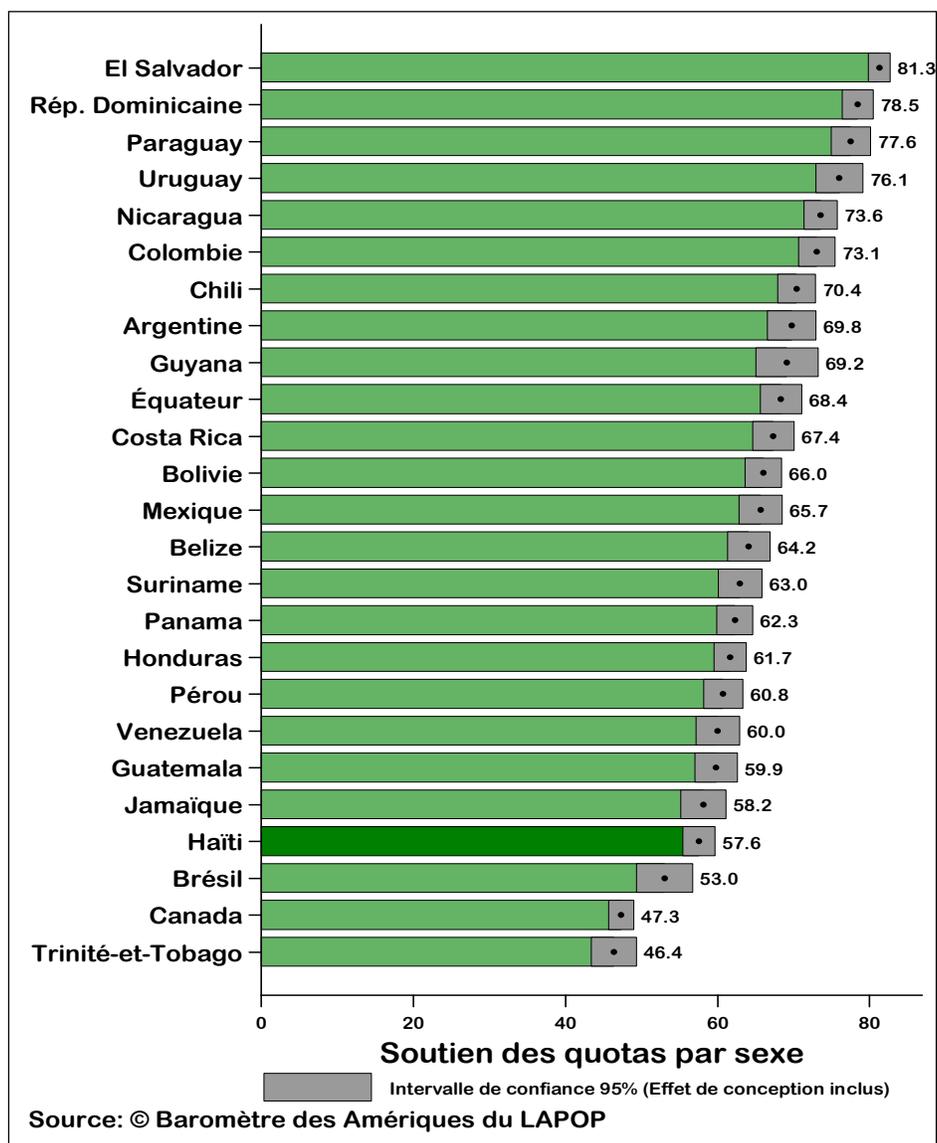


Figure 43 Appui aux quotas par sexe dans les Amériques

### Vote obligatoire

Une autre solution envisagée est celle du vote obligatoire<sup>25</sup>. Bien que près de la moitié des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont une certaine forme de vote obligatoire, la façon dont ces lois sont appliquées varie énormément entre les pays. Par exemple, la loi sur le vote obligatoire au Costa Rica n'est assortie d'aucune sanction, tandis qu'au Pérou, le fait de ne pas voter peut bloquer l'accès des citoyens à certains services publics<sup>26</sup>. Ces mesures se basent sur l'idée qu'une participation électorale élevée est généralement moins inégale. Malheureusement, des récentes études décrites dans

<sup>25</sup> Lijphardt, 1997, *Ibid.*; Jackman 1987, *Ibid.*

<sup>26</sup> Fornos, Carolina, Timothy Power, et Jason Garand. 2004. "Explaining Voter Turnout in Latin America, 1980 to 2000." *Comparative Political Studies* 37(8): 909-940.

le Rapport spécial # 4 suggèrent que le vote obligatoire n'a pas l'effet escompté en termes de réduction des inégalités dans la participation.

### Réduction des inégalités économiques et sociales

Finalement, la réduction des inégalités socioéconomiques et de la pauvreté pourrait avoir un impact positif sur les inégalités de participation entre les citoyens. Les différences de classe sont un des plus importants déterminant de la participation dans les Amériques. S'il est vrai que la participation des femmes dans le monde du travail peut elle-même avoir un effet positif sur la participation, le statut socio-économique et le niveau de scolarité surpasse l'effet du sexe ou de la couleur de peau sur le taux de participation<sup>27</sup>.

Au niveau macro, les chercheurs ont constaté que l'engagement politique est moindre quand les inégalités socioéconomiques sont à leur maximum. Ce fait est particulièrement pertinent pour l'Amérique latine, la région la plus inégale du monde<sup>28</sup>. Il ne fait pas de doute que la relation entre les groupes de différents statuts socio-économiques varie selon les pays<sup>29</sup>. Cependant, la richesse matérielle et le niveau de scolarité ont un impact positif sur la participation dans pratiquement toutes les démocraties. En effet, il semble que le développement économique soit l'outil le plus efficace dans le combat contre les inégalités économiques, mais aussi contre les inégalités dans la participation.

## V. Conclusion

Malgré la réduction des inégalités au cours des dernières décennies, ce chapitre a démontré qu'à bien des égards la participation politique demeure inégale dans les Amériques. En Haïti, le niveau de scolarité du répondant et celui de sa mère constituent l'un des marqueurs les plus importants qui affectent la probabilité de son implication dans la vie politique. Ce fait est particulièrement inquiétant car il suggère que les différences entre les citoyens s'accroîtront à travers les générations. Lorsque les Haïtiens qui ont un niveau d'enseignement supérieur participent à des taux plus élevés, cela implique qu'ils peuvent réussir à modifier le jeu politique de manière permanente à leur avantage, en renforçant leur propre statut. Cela peut conduire à encore plus d'avantages pour leurs descendants dans les prochaines générations.

En outre, nous constatons que le sexe influe sur certaines formes de participation politique. Contrairement à d'autres pays des Amériques, les femmes haïtiennes votent à des taux légèrement inférieurs que les hommes. Par ailleurs, bien que les taux de participation dans les groupes communautaires soient égaux à celui des hommes chez les femmes, celles-ci sont moins susceptibles de s'impliquer dans la politique à l'intérieur ou à l'extérieur de l'isoloir. Les femmes haïtiennes s'impliquent dans les campagnes électorales et tentent de persuader leurs concitoyens sur le sens de leur vote dans un taux qui est la moitié de celui des hommes Haïtiens.

<sup>27</sup> Iversen et Rosenbluth 2010, *Ibid*; Morgan et Buice 2011, *Ibid.*; Verba et al., 1993, *Ibid*.

<sup>28</sup> Uslaner et Brown, 2005, *Ibid*; Seawright, Jason. 2008. "Explaining Participatory Inequality in the Americas." Working paper.

<sup>29</sup> Verba, Sidney, Norman Nie, et Jae-On Kim. 1978. *Participation and Political Equality: A Seven Nation Comparison*. Chicago: University of Chicago Press



En ce qui concerne les attitudes, les Haïtiens sont relativement peu favorables et plutôt intolérants à l'égard de la participation des groupes défavorisés, tels que les femmes, les homosexuels et les personnes handicapées.

Néanmoins, il y a quelques points positifs dans nos conclusions. Tout d'abord, nous constatons que la couleur de la peau n'a pratiquement pas d'effet sur la participation politique en Haïti. En outre, les Haïtiens sont apparemment assez tolérants face à la participation des politiciens à la peau de couleur plus foncée. Deuxièmement, nous constatons que les Haïtiens ont globalement des taux très élevés de participation dans les activités communautaire et les campagnes électorales.

## Rapport spécial # 4 : Participation politique selon le sexe

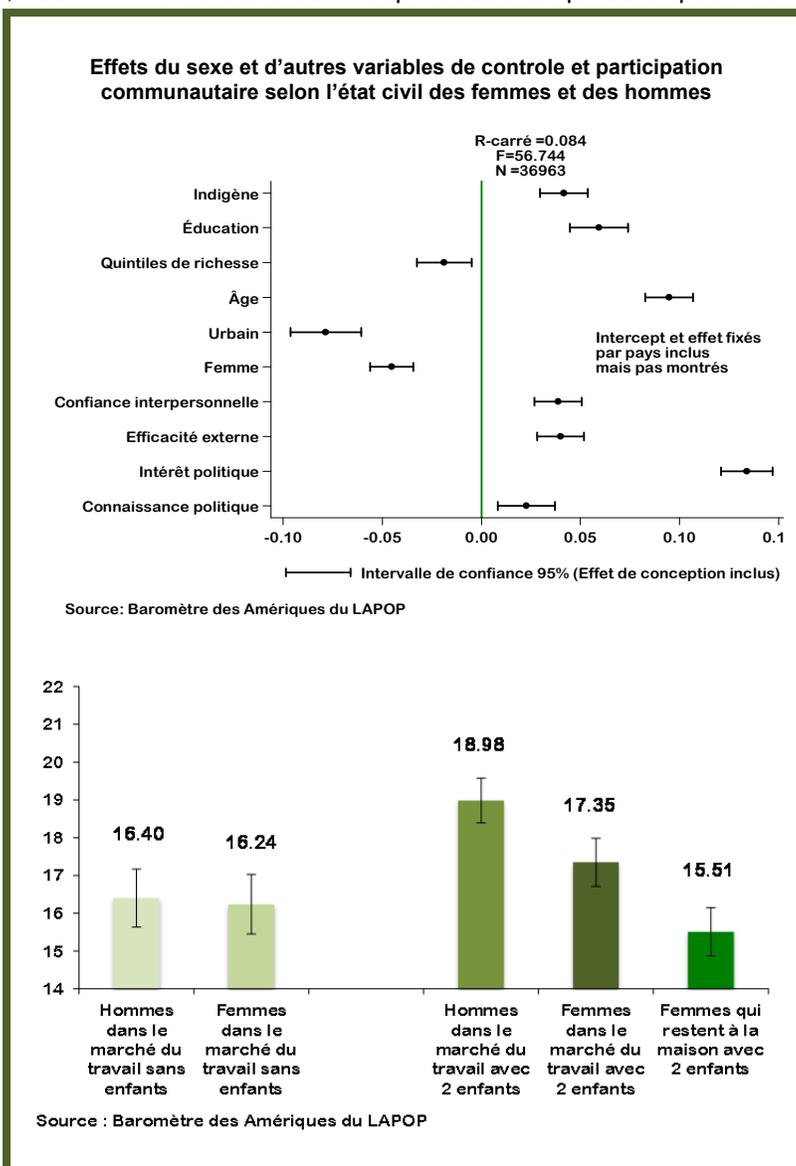
Ce résumé est reproduit du document Insights Report No. 78, préparé par Frederico Batista Pereira. Il est possible d'y accéder en visitant la page web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights.php>.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, les hommes et les femmes déclarent participer à la vie communautaire dans des proportions très différentes. Cette question a été posée aux 40 990 répondants du Baromètre des Amériques 2010<sup>1</sup>. Dans presque tous les pays des Amériques, les hommes ont déclaré des niveaux significativement plus élevés de participation communautaire que les femmes. Comment expliquer cette différence ?

La première figure indique qu'un certain nombre de variables, généralement considérées dans les modèles de participation politique, ont un effet significatif sur la participation communautaire. Tel qu'attendu, des niveaux plus élevés de scolarité, le revenu, l'efficacité externe et l'intérêt politique sont associés à des niveaux plus élevés de participation dans la vie communautaire. Toutefois, ces variables n'expliquent pas la différence de participation entre les sexes. Le sexe reste significatif, même en présence des variables démographiques et attitudinales.

Nous observons à la figure du bas que l'adhésion à différents rôles relatifs au sexe a un impact important sur les niveaux estimés de participation communautaire. Alors que les hommes et les femmes sans enfants participent à des taux assez similaires, il existe une différence substantielle de la participation estimée entre les hommes et les femmes qui ont deux enfants. En regard de ce critère, les hommes sont beaucoup plus susceptibles de participer aux collectivités locales. De même, nous observons que les femmes au foyer ont de faibles taux de participation communautaire en comparaison aux femmes qui sont sur le marché du travail. Ces données suggèrent que les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont des enfants et/ou restent au foyer

font face à beaucoup d'obstacles qui les empêchent



de participer à la vie communautaire

<sup>1</sup> Les questions CP5 et CP8 sont utilisées pour mesurer le niveau de participation communautaire.

## Rapport spécial # 5 : Les quotas par sexe et la participation politique des femmes

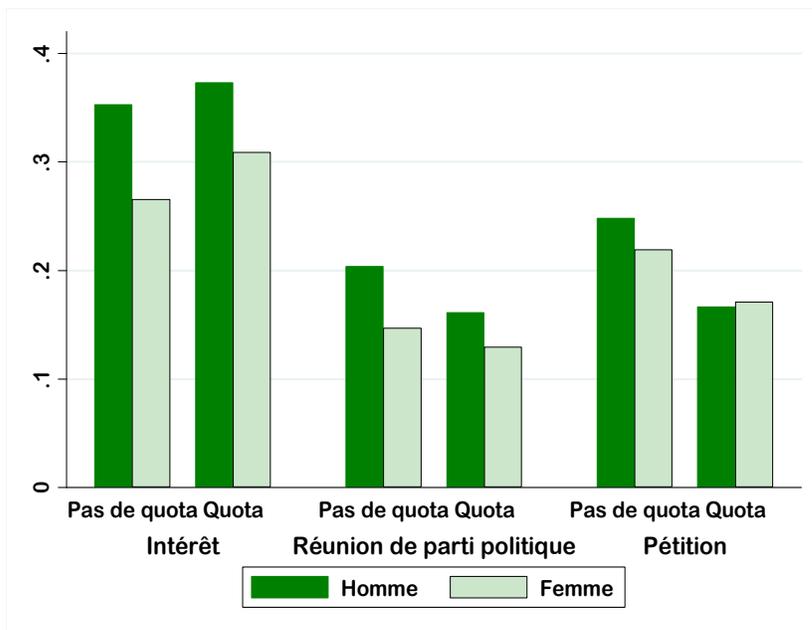
Ce résumé est reproduit de l'article préparé par Leslie Schwindt-Bayer, récipiendaire du prix du meilleur article 2011 décerné par le Baromètre des Amériques. Il est possible d'y accéder en visitant la page web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/papers-ab-smallgrants.php>.

Les quotas par sexe ont été introduits dans un certain nombre de pays d'Amérique latine depuis 1991. Quel effet ces quotas ont-ils eu sur la participation des femmes, non seulement comme membre de l'élite politique mais aussi au niveau de l'engagement populaire?

Les résultats du Baromètre des Amériques 2010 sont utilisés afin de savoir si la participation politique des hommes et des femmes diffère selon les pays avec et sans quotas. Comme la figure montre, pour les trois indicateurs analysés (intérêt politique, participation aux instances d'un parti politique et signature d'une pétition), les écarts entre la participation des hommes et des femmes sont plus faibles dans les pays où il existe des quotas par sexe que dans les pays où ces lois sont absentes. Cependant, ces différences sont minimales et ne s'étendent pas aux autres types de participation politique analysés, qu'il s'agisse du vote, de la persuasion sur d'autres citoyens pour qu'ils exercent leur droit de vote, de l'engagement dans les campagnes électorales, de la participation aux réunions municipales et de la présence aux réunions des associations de femmes<sup>1</sup>.

Nous avons analysé le cas de l'Uruguay en utilisant les données des enquêtes de 2008 et 2010, soit avant et après l'approbation d'une loi sur les quotas par sexe dans ce pays en 2009. Il y a peu de changement constaté entre la situation pré- et post-

Probabilités de participation politique des hommes et des femmes en Amérique Latine



quota. La seule différence entre les genres qui est statistiquement significative se réfère au fait de formuler des demandes auprès de fonctionnaires du gouvernement. Tant en 2008 qu'en 2010, les femmes étaient plus enclines à déclarer avoir signé une pétition que les hommes. Dans le cas des autres variables, l'écart entre les deux sexes n'est pas significatif, sauf pour la connaissance politique. Dans ce cas les femmes déclarent un plus haut niveau de connaissance que les hommes.

<sup>1</sup> Les questions utilisées pour ces analyses sont les suivantes: intérêt dans la politique, POL1; connaissance politique (Seulement en Uruguay) G11, G13, G14; persuasion, PP1; engagement dans les campagnes électorales, PP2; mobilisation sociales, PROT3; engagement dans les campagnes électorales, CP2, CP4A, CP4; présence dans les réunions des gouvernements, NP1; présence dans les réunions des partis politiques, CP13; présence dans les réunions des associations de femmes, CP20.

## Rapport spécial # 6 : Vote obligatoire et inégalités dans la participation politique

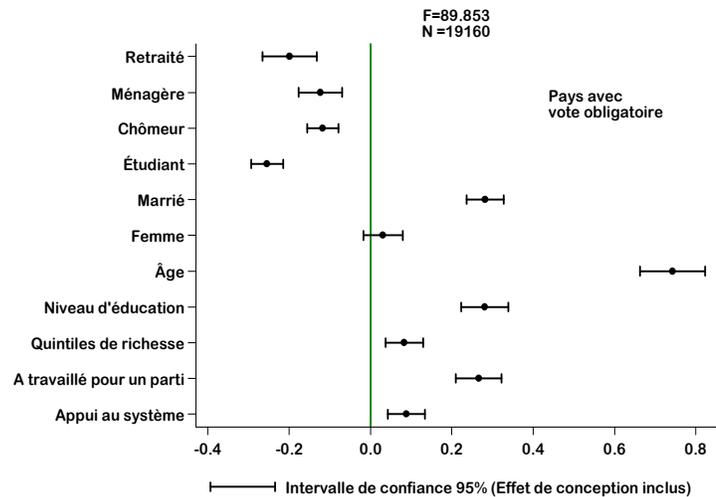
Ce résumé est reproduit du document Insights Report No. 63, préparé par Arturo L. Maldonado. Il est possible d'y accéder en visitant la page web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights.php>.

Rendre le vote obligatoire changerait le profil des électeurs en contribuant à diminuer les différences économiques entre ceux qui se rendent aux urnes pour voter et les absentéistes. D'un point de vue statistique cela signifie que des variables comme le revenu et le niveau de scolarité perdraient leur impact sur la participation électorale dans les modèles de régression. Cette idée a été testée à l'aide du Baromètre des Amériques 2010. L'attention a été portée sur une question en particulier (VB2), dans laquelle on demande aux répondants s'ils ont voté ou non lors des dernières élections nationales.

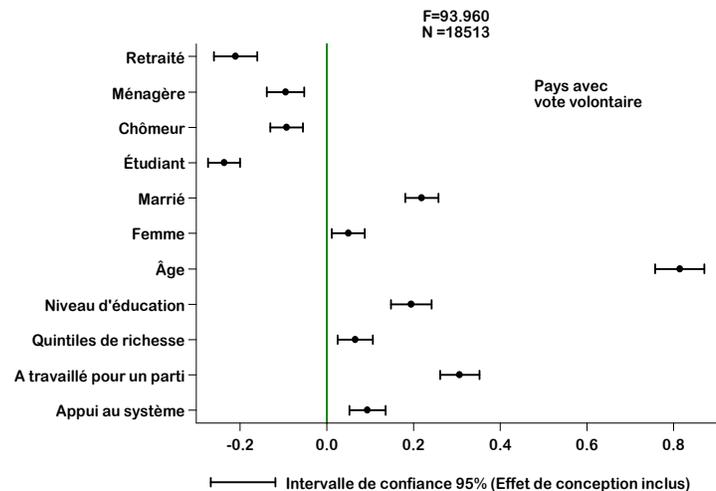
Les variables normalement utilisées pour expliquer la participation électorale sont statistiquement significatives. Les personnes les plus âgées, les plus riches et les plus éduqués votent dans une plus grande proportion. De même, ceux qui travaillent pour les partis politiques et ceux qui appuient plus à la démocratie étaient plus susceptibles de déclarer avoir voté lors des élections les plus récentes de leur pays.

Les résultats montrent qu'il n'y a pas de différence lorsque le vote est obligatoire. Les résultats suggèrent que, contrairement à ce que les politologues ont soutenu, les changements dans les règles de participation électorale n'ont pas nécessairement d'effet sur le profil des électeurs. Il est vrai que le taux de participation aux élections est plus élevé dans les pays où le vote est obligatoire. Cependant, le changement d'un système où le vote est optionnel à un autre où celui-ci est obligatoire, peut ne pas avoir d'effet sur le profil moyen des électeurs. Au contraire, les résultats suggèrent que les différences entre ceux qui participent aux élections et ceux qui ne le font pas ne sont pas affectées par ce genre de changement dans les règles électorales.

### L'impact de variables sociodémographiques et politiques sur la participation électorale



Source: Baromètre des Amériques du LAPOP, 2010



Source: Baromètre des Amériques du LAPOP, 2010

## Chapitre trois : Les effets de l'inégalité des chances et de la discrimination sur la légitimité et l'engagement politique

### I. Introduction

Comme nous l'avons vu, les possibilités de mobilité aux niveaux économique, social et politique de même que les ressources ne sont pas distribuées également dans les Amériques. En outre, des groupes de citoyens minoritaires non négligeables sont disposés à manifester publiquement leur opposition à la participation de certains autres groupes. De telles attitudes peuvent renforcer les inégalités des chances et dans la distribution des ressources. Ce chapitre évalue les conséquences de l'inégalité sur la démocratie dans les Amériques. De quelle façon les inégalités sociales et politiques affectent-elles la perception des citoyens sur leurs propres capacités ? Quel impact ont-elles sur leur perception de leur système politique et du régime démocratique ? Y a-t-il d'autres implications pour la stabilité des systèmes politiques de la région ?

La discrimination peut affecter l'attitude politique des citoyens de plusieurs façons. Tout d'abord, le fait d'appartenir à un groupe marginalisé politiquement et socialement peut avoir un impact sur ce qu'on appelle « l'efficacité politique interne » : la perception qu'un individu se fait de ses propres capacités politiques. Cela peut se produire de deux manières. D'une part, les groupes marginalisés peuvent interpréter leurs désavantages comme une manifestation de leur propre valeur sociale et ainsi revoir la perception de leurs capacités à la baisse<sup>1</sup>. À cet effet, une récente étude dans la série des *Insights* de LAPOP indique que dans les Amériques, les femmes ont une moindre efficacité politique interne, tandis que les plus scolarisés et les plus aisés présentent des taux plus élevés d'efficacité interne<sup>2</sup>. D'autre part, il se peut que les citoyens qui perçoivent les discriminations dont ils sont victimes comme injustes se mobilisent et s'engagent dans la politique. Dans ce cas, le fait d'être victime de discrimination pourrait stimuler l'efficacité politique. Ainsi, la relation entre la marginalisation et l'efficacité interne peut varier selon le niveau de politisation du groupe marginalisé.

La discrimination peut aussi affecter l'« efficacité politique externe » : la perception qu'ont les citoyens de la réceptivité des politiciens à leur égard. Les avantages et désavantages associés au groupe auquel appartient un individu peuvent affecter de différentes façons l'efficacité politique externe. Certains citoyens, leurs parents ou leurs amis, peuvent avoir déjà eu des contacts avec les politiciens. Ces citoyens peuvent fonder leur jugement de la réceptivité des politiciens en général sur leur propre expérience avec ces politiciens, qu'elle soit favorable ou défavorable<sup>3</sup>. Si les politiciens donnent un meilleur traitement à un groupe ou un autre, les citoyens qui entrent en contact avec ces groupes se font une idée à partir de leur propre expérience, faisant ainsi un lien entre l'appartenance à un groupe et

<sup>1</sup> Lassen, David Dreyer, et Søren Serritzlew. 2011. "Jurisdiction Size and Local Democracy : Evidence on Internal Political Efficacy from Large-scale Municipal Reform." *American Political Science Review* 105 (02) : 238-258. Voir aussi Miller, Robert L., Rick Wilford, et Freda Donoghue. 1999. "Personal Dynamics as Political Participation." *Political Research Quarterly* 52 (2) : 269-292.

<sup>2</sup> Borowski, Heather, Rebecca Reed, Lucas Scholl, et David Webb. 2011. "Political Efficacy in the Americas." *AmericasBarometer Insights* 65.

<sup>3</sup> Kahne, Joseph, et Joel Westheimer. 2006. "The Limits of Political Efficacy : Educating Citizens for a Democratic Society." *PS : Political Science and Politics* 39 (2) : 289-296.

l'efficacité externe<sup>4</sup>. En plus, les citoyens qui ont un certain sens de l'identité collective, soit ceux qui pensent que leur destin est lié à celui d'un groupe, peuvent baser leur évaluation de la réceptivité des politiciens sur l'expérience de ceux avec qui ils partagent les mêmes caractéristiques<sup>5</sup>.

Si la discrimination diminue l'efficacité externe, cela pourrait affecter la légitimité de tout le système politique, c'est-à-dire la perception qu'il est juste et bon et qu'on doit s'y conformer<sup>6</sup>. Les citoyens qui perçoivent que les politiciens représentent leurs intérêts et s'en préoccupent peuvent en retour appuyer le système politique. La discrimination peut cependant affecter la légitimité politique d'une autre façon. Les citoyens qui pensent avoir été traités de façon injuste par les leaders politiques ou par d'autres citoyens, peuvent déduire que ce traitement est un indicateur d'une défaillance générale de la société et de l'inefficacité des dirigeants. Cela pourrait affecter leur appréciation des dirigeants élus, ce qui est souvent appelé « l'appui politique spécifique » : l'appui octroyé aux individus qui dirigent le gouvernement<sup>7</sup>. Cela peut avoir pour conséquence de diminuer « l'appui diffus » ou la confiance dans le système politique en général. Il est toutefois important de garder en tête que l'appui diffus pour le système est généralement assez stable. En effet, les analyses du Baromètre des Amériques 2010 ont permis de constater que cet appui a su résister aux effets néfastes de la crise économique<sup>8</sup>.

Les avis sur la présence d'une relation entre la discrimination et la légitimité sont partagés. Dans une analyse des données du sondage de 2006 du Baromètre des Amériques, Azpuru a démontré que la légitimité politique exprimée par les répondants ne varie pas en fonction de leur origine ethnique. Son étude se base sur les Ladinos et les Mayas au Guatemala<sup>9</sup>. Cependant, dans son analyse des données du Baromètre des Amériques de 2010, Moreno Morales a trouvé que l'appui au système politique est moindre chez les répondants qui se disent victimes de discrimination<sup>10</sup>.

---

<sup>4</sup> Pour des exemples de policiers faisant du profilage basé sur la classe sociale, voir Fried, Brian J., Paul Lagunes, et Atheendar Venkataramani. 2010. "Corruption and Inequality at the Crossroad : A Multimethod Study of Bribery and Discrimination in Latin America." *Latin American Research Review* 45 (1) : 76-97.

<sup>5</sup> Ashmore, Richard D., Kay Deaux, et Tracy McLaughlin-Volpe. 2004. "An Organizing Framework for Collective Identity : Articulation and Significance of Multidimensionality." *Psychological Bulletin* 130 (1) : 80-114.

<sup>6</sup> Gilley, Bruce. 2009. *The Right to Rule : How States Win and Lose Legitimacy*. Columbia University Press Booth, John A., et Mitchell A. Seligson. 2009. *The Legitimacy Puzzle in Latin America : Political Support and Democracy in Eight Latin American Nations*. Cambridge : Cambridge University Press Lipset, Seymour Martin. 1959. "Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy." *American Political Science Review* 53 (1) : 69-105 Weber, Max. 1919. "Politics as a Vocation." In *From Max Weber : Essays in Sociology*, 77-128. New York : Oxford University Press.

<sup>7</sup> Easton, David. 1965. *A Systems Analysis of Political Life*. New York : John Wiley Easton, David. 1975. "A Re-Assessment of the Concept of Political Support." *British Journal of Political Science* 5 (October) : 435-7.

<sup>8</sup> Seligson, Mitchell A., et Amy Erica Smith. 2010. *Political Culture of Democracy, 2010 : Democratic Consolidation in the Americas During Hard Times : Report on the Americas*. Nashville, TN : Latin American Public Opinion Project, Vanderbilt University.

<sup>9</sup> Azpuru, Dinorah. 2009. "Perceptions of Democracy in Guatemala : an Ethnic Divide ? ?" *Canadian Journal of Latin America and Caribbean Studies* 34 (67) : 105-130.

<sup>10</sup> Moreno Morales, Daniel. 2011. "The Social Determinants and Political Consequences of Discrimination in Latin America." Présenté à la Conférence de "Marginalization in the Americas" à l'University de Miami, Miami, FL, le 28 d'octobre. Également, dans le contexte américain, Schildkraut a constaté que chez les Latinos qui ne sont pas acculturés, la discrimination accrue à la participation, mais a diminué la légitimité du système politique. Voir Schildkraut, Deborah J. 2005. "The Rise and Fall of Political Engagement among Latinos: The Role of Identity and Perceptions of Discrimination," *Political Behavior*, Vol. 27, No. 3, pp.285-312.

Finalement, la discrimination et l'appartenance à des groupes marginalisés pourraient affecter la participation aux mouvements sociaux, affectant ainsi la façon dont fonctionnent la démocratie et les systèmes politiques dans les Amériques. Si les groupes qui sont victimes de discrimination se retirent de la vie politique, nous pourrions observer des niveaux inférieurs de participation dans les mouvements sociaux parmi ces groupes<sup>11</sup>. Cependant, la discrimination peut aussi, à certains moments, agir comme catalyseur de mobilisation parmi les victimes. Le mouvement des droits civiques aux États-Unis et la mobilisation des autochtones dans les Andes en sont des exemples<sup>12</sup>.

Encore une fois, cependant, les conclusions sur la présence d'une relation entre la discrimination et les mobilisations collectives sont partagées. D'une part, Matthew Cleary trouve peu de lien entre la discrimination et la rébellion des ethnies discriminées. D'autre part, Morales Moreno, constate que selon le Baromètre des Amériques, la perception d'avoir été victime de discrimination augmente la probabilité de participer à des manifestations<sup>13</sup>. Les chercheurs soutiennent que les inégalités raciale, socio-économique et entre les sexes, peuvent représenter un vecteur de ralliement durant la démocratisation<sup>14</sup>. Ceux-ci peuvent augmenter « la probabilité que des groupes dissidents soient en mesure d'organiser des actions collectives agressives »<sup>15</sup>. Toutefois, il semble nécessaire que l'identité du groupe soit formée et que ce dernier soit politisé afin de traduire les carences liées à l'ethnicité, au sexe ou à la condition socio-économique en activisme<sup>16</sup>.

Ce chapitre examine de quelle façon les expériences de marginalisation affectent les attitudes et l'engagement des citoyens avec le système politique. En premier lieu, nous regardons le niveau d'engagement, en incluant l'efficacité interne et externe. En deuxième lieu, nous prêtons attention aux attitudes plus générales envers le système politique actuel, avec une attention particulière visant à comprendre comment les perceptions de la représentativité des partis politiques affectent cette attitude générale. Finalement, nous nous demandons si, et comment, l'appartenance à des groupes discriminés ou marginalisés affecte la participation aux mobilisations sociales.

## II. Inégalité, efficacité et perceptions de la représentativité des partis

Le sondage de 2012 du Baromètre des Amériques comporte une série de questions visant à cerner l'efficacité interne et externe ainsi que les perceptions de la représentativité des partis. Deux

<sup>11</sup> Iverson et Rosenbluth *Ibid.*

<sup>12</sup> Gurr, Ted Robert. 1970. *Why Men Rebel*. Princeton : Princeton University Press.

<sup>13</sup> Cleary, Matthew. 2000. "Democracy and Indigenous Rebellion in Latin America." *Comparative Political Studies*. 33 (9). pp.1123-53. Moreno Morales, *Ibid.*

<sup>14</sup> Lovell, Peggy. 2000. Gender, Race and the Struggle for Social Justice in Brazil. *Latin American Perspectives*, Vol. 27, No. 6. pp. 85-102 Safa, Helen Icken. 1990. Women's Social Movements in Latin America. *Gender et Society*, Vol. 4, No. 3, pp. 354-369.

<sup>15</sup> Muller, Edward N. et Mitchell Seligson. 1987. "Inequality et Insurgency." *The American Political Science Review*, Vol. 81, No. 2, pp. 425-452.

<sup>16</sup> Nagengast, Carole et Michael Kearney. 1990. Mixtec Ethnicity : Social Identity, Political Consciousness and Political Activism. *Latin American Research Review*, Vol. 25, No. 2 pp. 61-91 Uhlaner, Carole, Bruce E. Cain, et D. Roderick Kiewiet. 1989. Political Participation of Ethnic Minorities in the 1980s. *Political Behavior*. Vol. 11 No.3. pp.195-231 Yashar, Deborah. 1998. Contesting Citizenship : Indigenous Movements et Democracy in Latin America. *Comparative Politics*, Vol. 31, No. 1, pp. 23-42.

questions font partie du questionnaire de base depuis plusieurs années. La première mesure l'efficacité externe et la seconde l'efficacité interne :

**EFF1.** Ceux qui gouvernent le pays sont intéressés par ce que pensent des gens comme moi. Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette affirmation ?

**EFF2.** Vous sentez que vous comprenez les thématiques politiques les plus importantes de ce pays : Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette affirmation ?

Ces questions ont été codées sur une échelle de 1 (« totalement en désaccord ») à 7 (« totalement en accord »). De plus, l'enquête de 2012 du Baromètre des Amériques comporte la question **EPP3**, présentée sur une échelle de 7 points allant de 1 (« pas du tout ») à 7 (« beaucoup »)<sup>17</sup>. Ces trois questions (**EFF1**, **EFF2** et **EPP3**) sont transposées sur une échelle allant de 0 à 100 dans le but d'en faciliter l'interprétation.

**EPP3.** Dans quelle mesure les partis politiques écoutent-ils les gens comme vous ?

Les questions mesurant les caractéristiques des groupes et l'égalité des chances ont été décrites en détail aux chapitres 1 et 2. Ces questions comportent des mesures du sexe, de la couleur de la peau, de la classe sociale, de la richesse des ménages, des inégalités selon le sexe à l'intérieur du ménage et de la perception d'avoir été victime de la discrimination dans les bureaux de l'État, dans des lieux publics et en situation d'emploi.

Nous commençons par regarder la distribution de l'efficacité interne (**EFF2**) dans les pays des Amériques. Cette dernière varie considérablement, avec un niveau maximum de 67,6 aux États-Unis et un niveau minimum de 38,8 au Paraguay. Avec une valeur de 42,8, les Haïtiens enregistrent un niveau faible d'efficacité interne. Ceci est particulièrement intéressant puisque les Haïtiens sont très participatifs et que l'efficacité interne est généralement associée avec la participation.

---

<sup>17</sup> Cette question a été administrée à la moitié de l'échantillon.

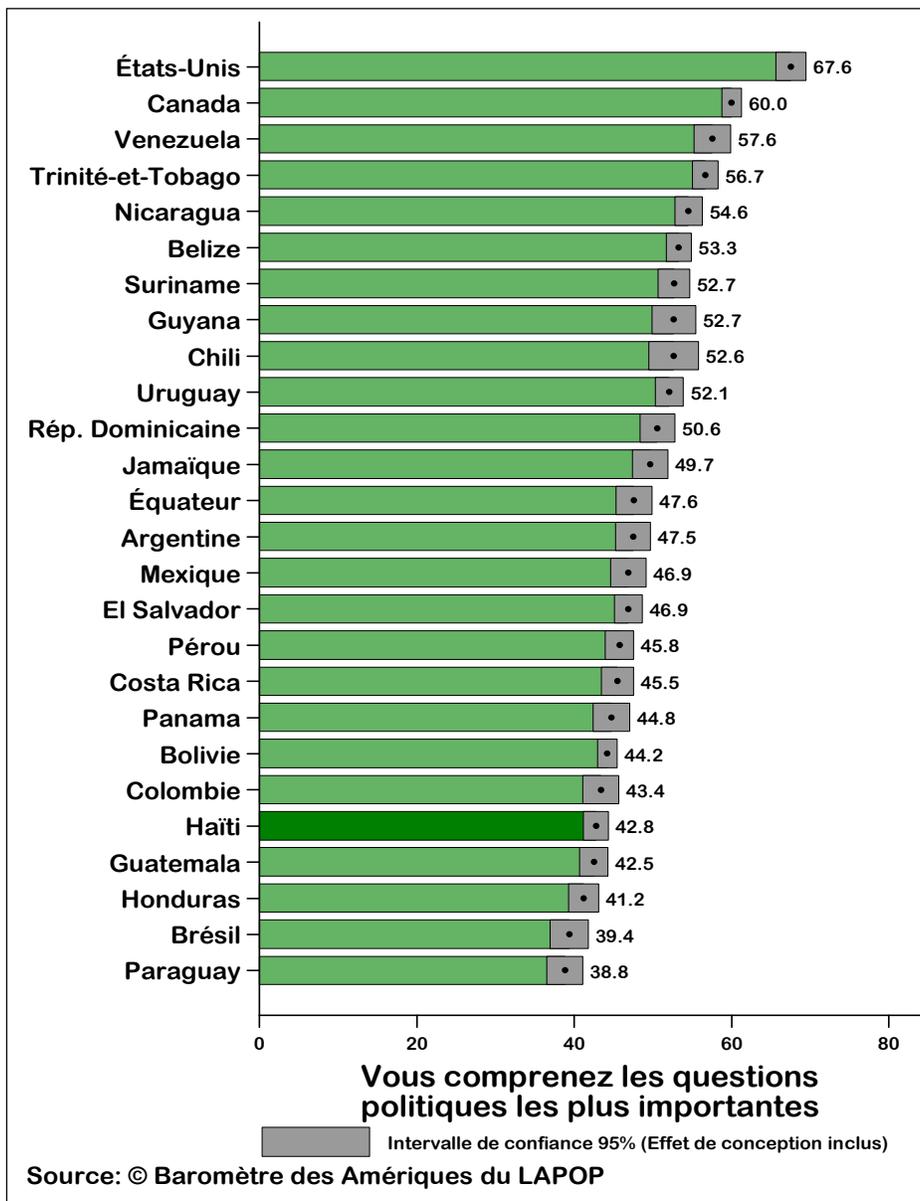


Figure 44 Efficacité interne dans les Amériques

De quelle façon les inégalités sociales et les expériences de discrimination affectent-elles l'efficacité interne ? La figure 45 rapporte les résultats d'une régression linéaire qui examine la relation entre l'efficacité interne et les caractéristiques personnelles et l'expérience. Nous remarquons que ceux qui se disent victimes de discrimination ont une moindre probabilité de croire qu'ils comprennent les enjeux politiques les plus importants de leur pays. Cependant, ce constat est vrai seulement dans le cas de ceux ayant été victimes de la discrimination dans des milieux non-gouvernementaux. Parmi les autres caractéristiques personnelles, la couleur de la peau et la richesse n'ont pas de relation avec l'efficacité interne. Les citoyens qui ont un niveau plus élevé de scolarité montrent un taux d'efficacité interne plus élevé. Les femmes qui restent à la maison enregistrent un niveau plus faible d'efficacité interne.

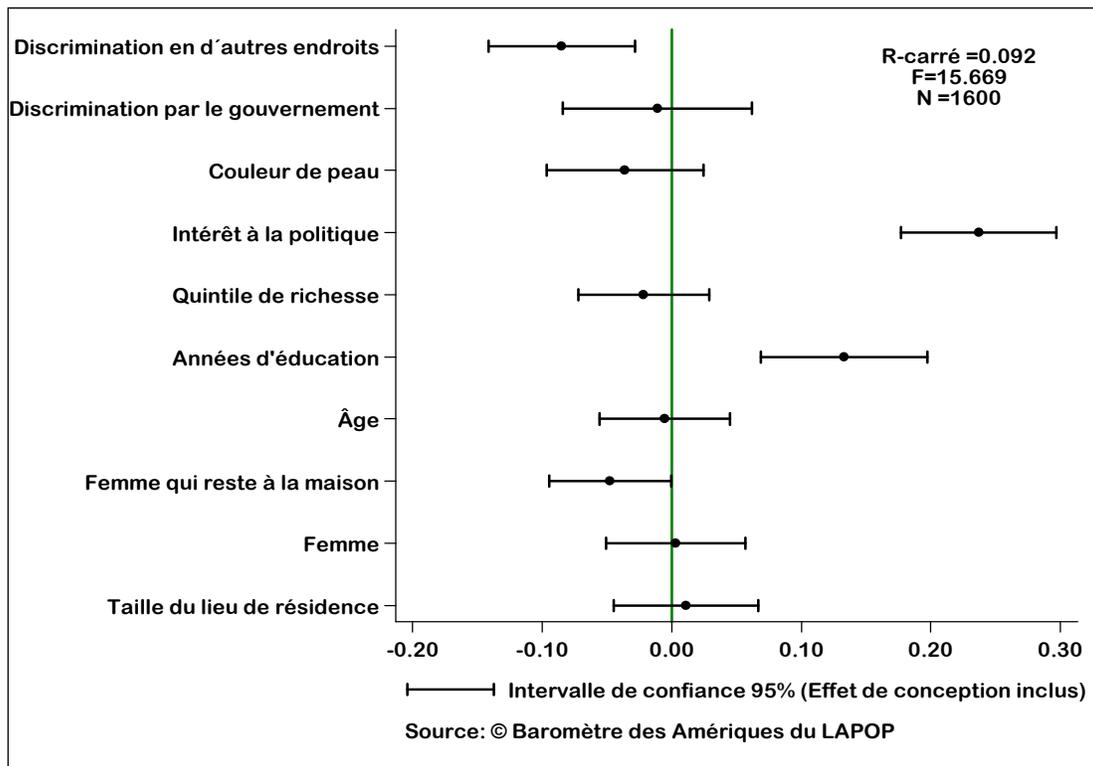


Figure 45 Déterminants de l'efficacité interne, Haïti 2012

La figure 46 explore de façon plus approfondie comment les caractéristiques personnelles et la discrimination sont reliées à l'efficacité interne en Haïti. Nous observons que ceux qui sont plus scolarisés ont un niveau d'efficacité interne environ 19 points plus élevé que ceux qui n'ont pas fréquenté l'école. Les femmes au foyer ont un taux d'efficacité 9 points inférieur à celui des hommes. Enfin, le fait d'avoir été victime de la discrimination entraîne une diminution d'environ 6 points dans l'échelle. Ainsi, le très faible taux d'efficacité interne observé en Haïti pourrait être en partie attribuable au faible niveau de scolarisation.

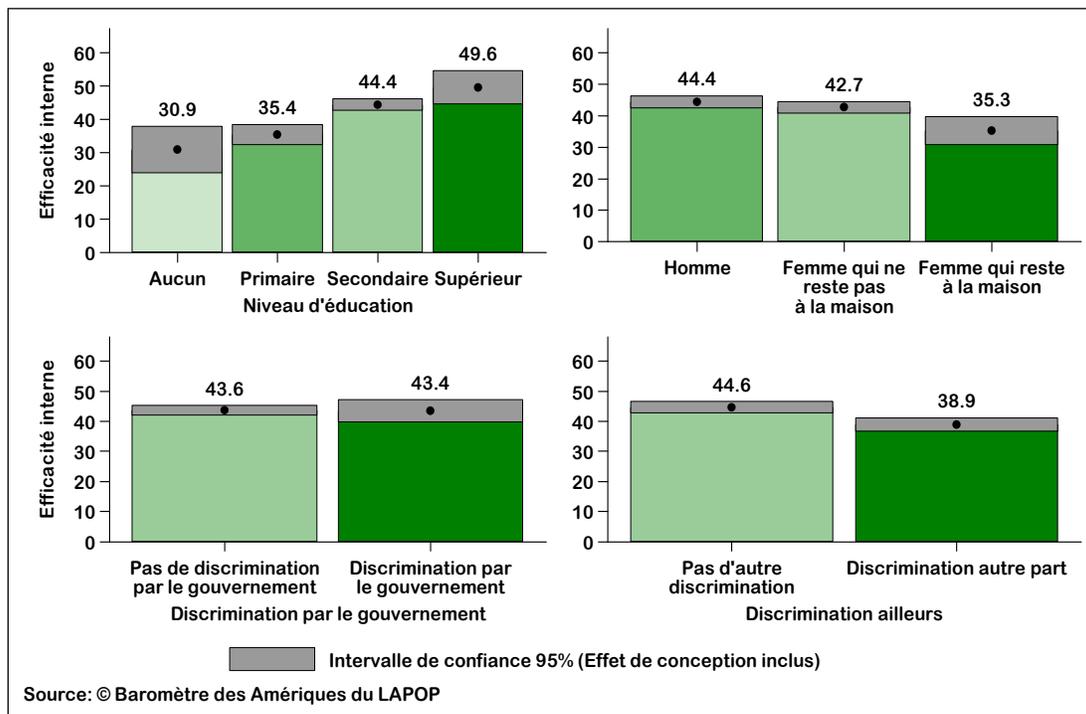


Figure 46 Facteurs associés à l'efficacité interne, Haïti 2012

Nous examinons maintenant à deux variables qui mesurent la perception des citoyens que le système politique qui les représente est les écoute. Les variables **EFF1** et **EPP3** ont été décrites au début de cette section. La figure 47 présente la distribution des résultats de ces variables dans les pays des Amériques. En général, le niveau d'accord avec ces deux affirmations est faible. Aucun pays n'atteint le point médian (50,0) dans l'échelle de 0 à 100 mesurant l'efficacité externe ou le sentiment que les partis politiques écoutent ou prennent en compte les demandes des gens. Le Venezuela se classe premier pour les deux variables et le Costa Rica ferme le peloton. Le score moyen d'Haïti varie sur les deux questions. Pour ce qui est de la question sur l'efficacité interne le score d'Haïti est de 45,9. En ce qui concerne la question sur les partis politiques, le score n'est que de 30,9. On pourrait donc déduire que les partis politiques sont une institution assez faible en Haïti. Cela pourrait aussi signifier que les Haïtiens sont plus réceptifs aux discours populistes, estimant que les partis politiques sont mauvais, mais que les leaders charismatiques sont réellement préoccupés par leur situation.

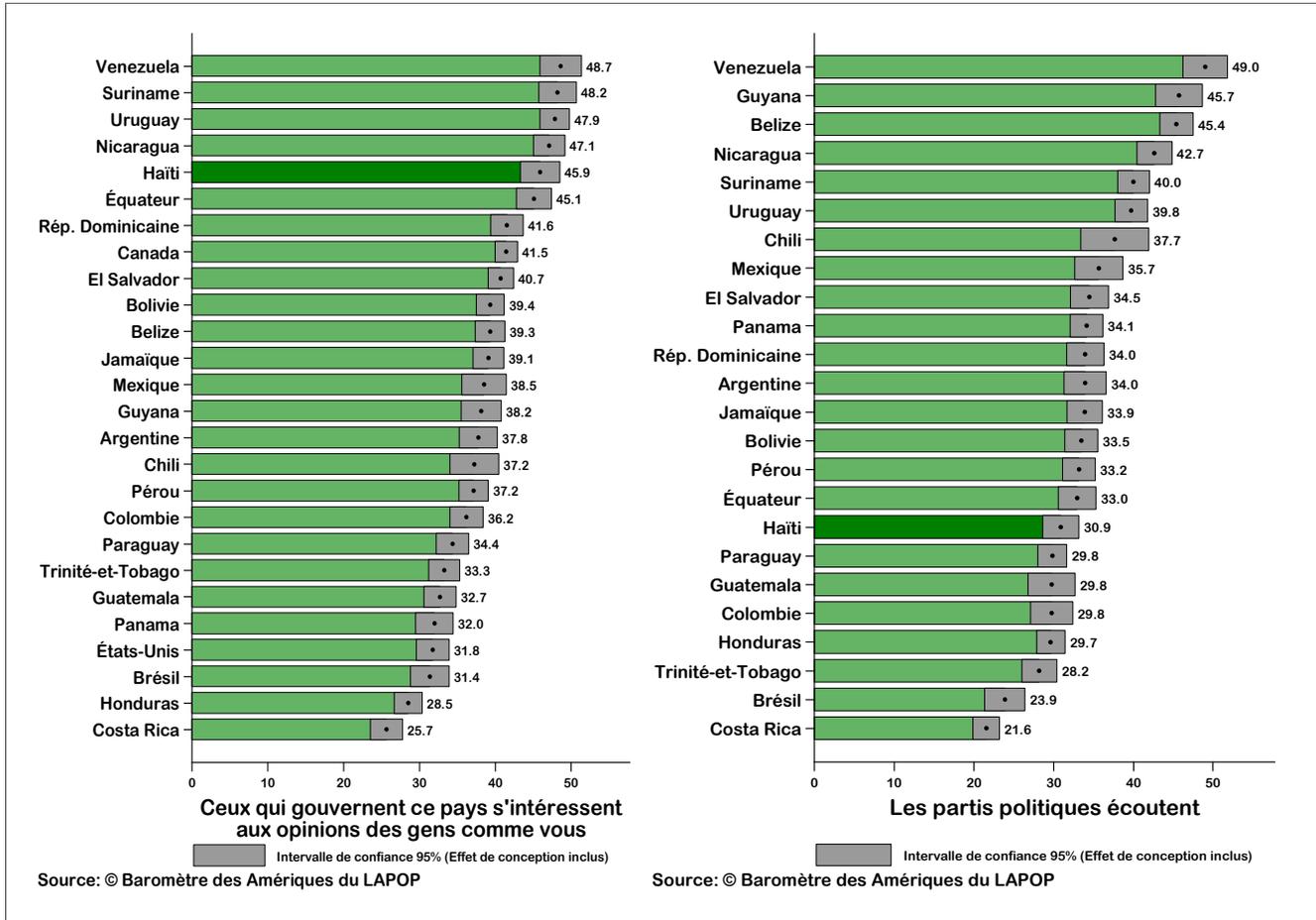


Figure 47 Efficacité externe et perception de la représentativité des partis politiques dans les Amériques

Qui sont les Haïtiens qui pensent que ceux qui gouvernent le pays s'intéressent aux opinions des gens comme eux ? Qui sont ceux qui partagent l'idée que les partis politiques représentent des gens semblables à eux ? Les figures 48 et 49 rapportent les résultats d'une régression linéaire qui examine les caractéristiques personnelles et les expériences qui amènent les citoyens à présenter un taux élevé d'efficacité interne et des perceptions de la représentativité des partis élevées. Nous trouvons peu d'éléments qui contribuent de façon statistiquement significative à expliquer l'efficacité externe. Le fait de se considérer victime de discrimination diminue le niveau d'efficacité externe, tandis que la scolarité l'augmente. À la figure 49, nous constatons que les gens victimes de discrimination dans les lieux publics, au travail ou à l'école sont moins enclins à croire que les partis politiques se soucient d'eux, tandis que les personnes ayant un plus haut niveau de scolarité sont plus susceptibles de le faire. Contrairement à la première figure, nous constatons également que les citoyens à la peau plus foncée perçoivent les partis comme étant moins représentatifs<sup>18</sup>. Étonnamment, ceux qui croient qu'ils ont été victimes de discrimination dans les bureaux du gouvernement sont plus susceptibles de dire que les partis politiques écoutent les gens comme eux.

<sup>18</sup>La couleur de la peau est statistiquement significative a  $p = 0,051$  dans le modèle qui examine la représentation des partis.

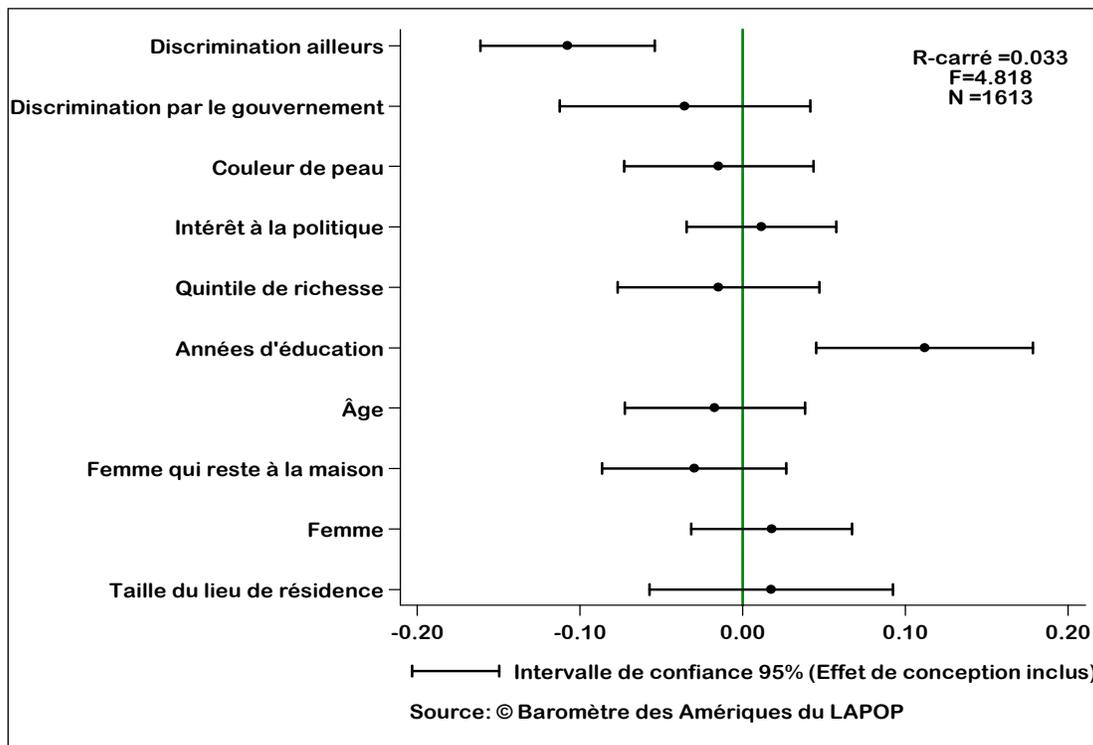


Figure 48 Déterminants de l'efficacité externe, Haïti 2012

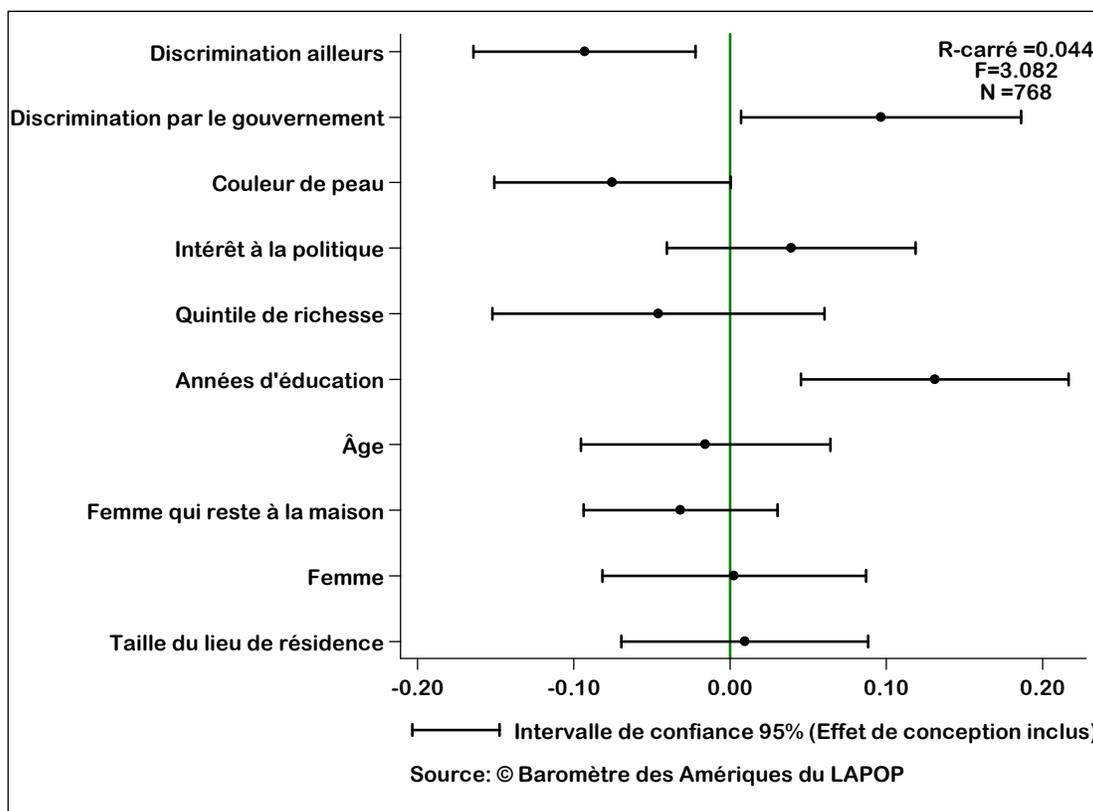


Figure 49 Déterminants de la perception que les partis écoutent, Haïti 2012

Pour une compréhension plus approfondie des facteurs associés à ces attitudes, les figures 50 et 51 examinent de quelle façon certaines variables les plus importantes de la régression sont reliées à l'efficacité externe et aux perceptions de la représentativité des partis. Aucune des ces variables n'a un grand impact sur l'efficacité externe. Le niveau de scolarité présente une faible relation avec l'efficacité externe et l'idée que les partis écoutent les demandes des gens. Cependant, cet effet n'est pas parfaitement linéaire. En effet, ceux qui ont atteint un niveau d'études supérieur ont des valeurs d'environ 10 points supérieures à ceux qui ont un niveau de scolarité primaire, et ce, pour les deux variables à l'étude. Les femmes au foyer ont des valeurs d'environ 5 points de moins que les autres sur les mêmes variables. Les répondants ayant été victimes de discrimination à l'extérieur des bureaux du gouvernement ont un niveau d'efficacité externe inférieur de 6,5 points aux autres et un niveau d'accord inférieur de 4,6 points avec l'énoncé qui suggère que les partis les écoutent. Cependant, les effets varient en ce qui concerne la discrimination dans les bureaux gouvernementaux. Cette forme de discrimination provoque une *diminution* de 5 points dans l'efficacité externe et une *augmentation* de 3 points dans la notion que les partis les écoutent. Aucune explication claire n'est associée à ces résultats.

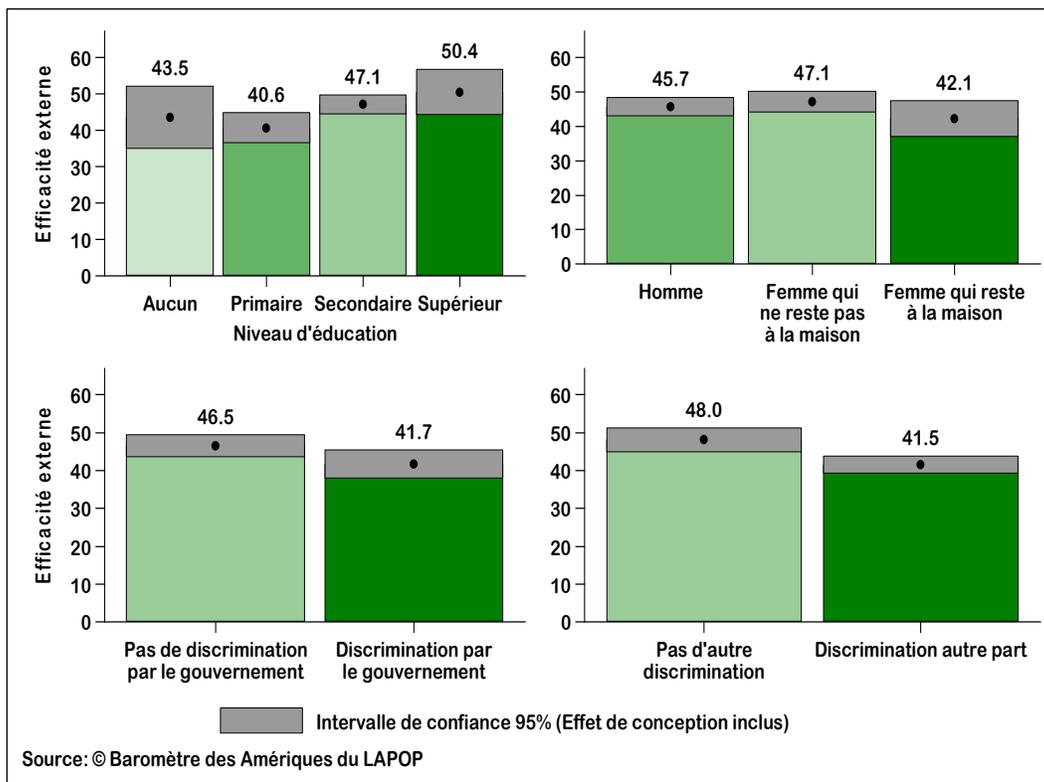


Figure 50 Facteurs associés à l'efficacité externe, Haïti 2012

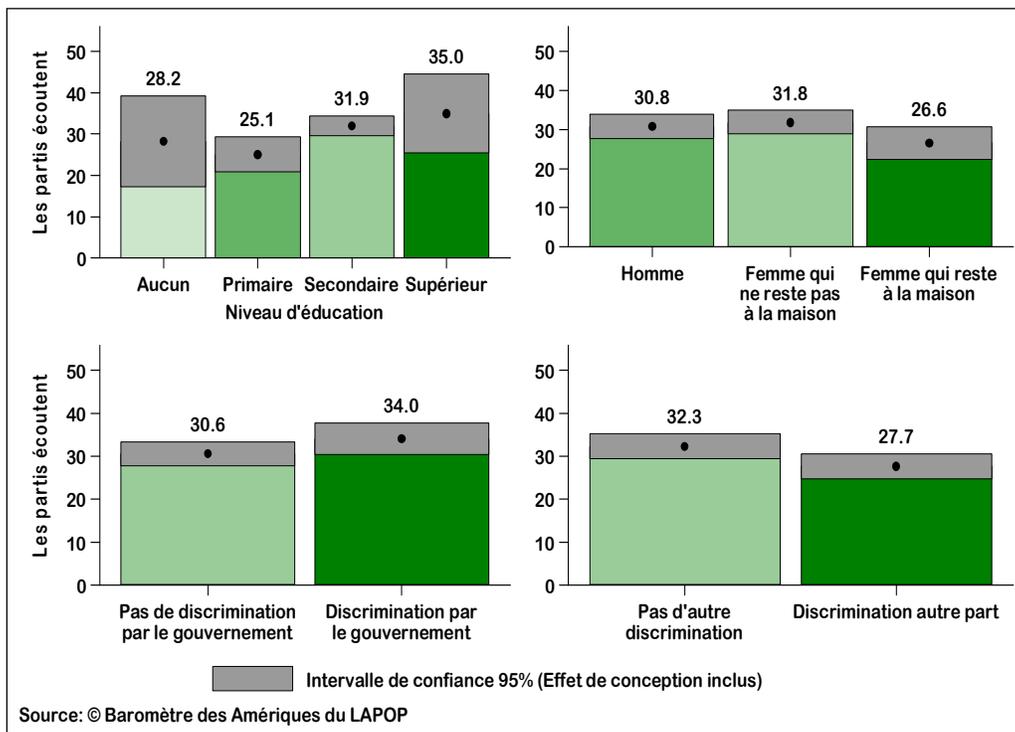


Figure 51 Facteurs associés à la perception que les partis écoutent, Haïti 2012

La figure 52 examine la façon dont la couleur de peau est associée à l'efficacité externe et à la notion que les partis écoutent. La figure montre une relation non linéaire. Il semble que la valeur des deux variables soit à son niveau le plus élevé parmi les Haïtiens qui se trouvent entre 6 et 7 sur l'échelle de la couleur de la peau. En contrepartie, les citoyens qui se situent dans les deux extrémités de l'échelle sont moins susceptibles de croire que le système politique est représentatif des gens comme eux.

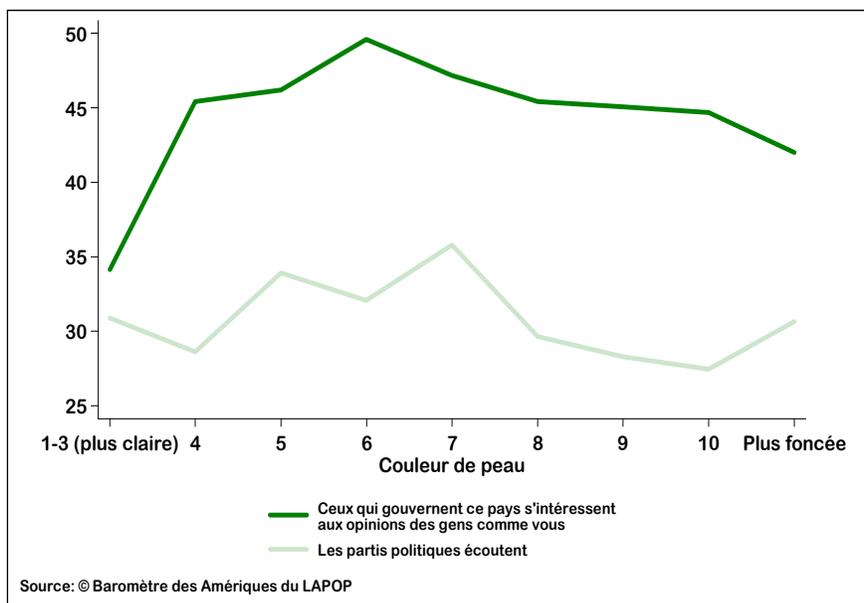


Figure 52 Couleur de peau, efficacité externe et perception que les partis écoutent, Haïti 2012

### III. Appui au système politique et engagement envers la démocratie

Les expériences de marginalisation et de discrimination peuvent aussi avoir des impacts sur les attitudes politiques plus abstraites. Tel que discuté plus haut, la discrimination peut être perçue comme un échec du système politique et peut diminuer l'appui des citoyens pour celui-ci en général. Le Baromètre des Amériques 2012 inclut des questions relatives aux attitudes politiques générales comme l'appui des individus au système politique et l'appui à la démocratie dans sa forme abstraite. Au chapitre V, nous expliquons de manière détaillée la façon dont nous mesurons ces attitudes dans les Amériques et à travers le temps en Haïti. Dans la présente section, nous nous intéressons à la manière dont les caractéristiques personnelles et la discrimination influencent ces attitudes déterminantes pour la stabilité de la démocratie.

À la figure 53, nous évaluons les caractéristiques personnelles et les expériences des individus qui permettent de prédire le niveau de soutien au système politique en Haïti, et ce, à l'aide d'une régression linéaire. Nous observons encore des résultats intéressants pour ceux qui disent avoir été victimes de discrimination. Quand ces discriminations ont eu lieu dans des lieux publics, au travail ou à l'école, les individus manifestent un appui moindre au système politique. Cependant, l'effet n'est pas statistiquement significatif ( $p=0,07$ ). Toutefois, les victimes de discrimination par le gouvernement manifestent un plus grand appui au système politique. Nous pouvons difficilement trouver une explication claire à ces résultats. Il se pourrait que ceux qui formulent des demandes aux bureaux gouvernementaux soient à la fois plus enclins à penser qu'ils sont victimes de discrimination et à montrer un appui plus fort au système. Enfin, les Haïtiens à la peau plus foncée manifestent un moindre soutien au système politique. Les autres variables n'atteignent pas les niveaux standards de signification statistique.

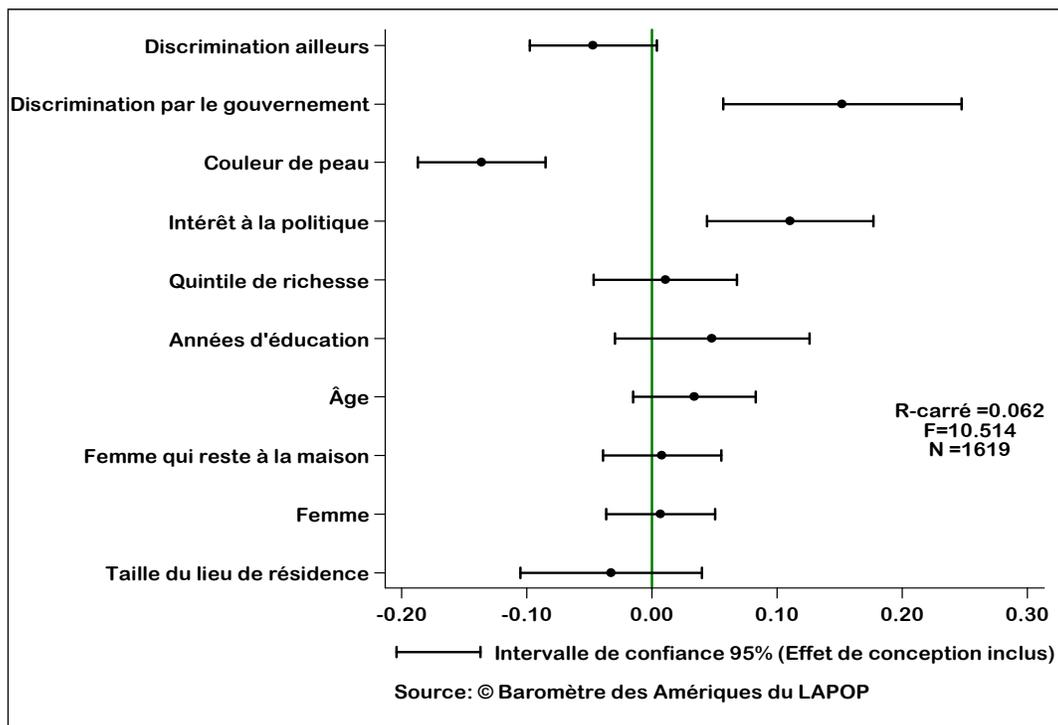


Figure 53 Déterminants de l'appui au système politique, Haïti 2012

Nous évaluons plus en profondeur les facteurs qui expliquent l'appui au système politique en Haïti à la figure 54. Nous y analysons de façon séparée la relation entre les caractéristiques personnelles, les expériences et l'appui au système politique. Dans cette analyse bi-variée, nous trouvons que les femmes au foyer et la discrimination par des entités non-gouvernementales n'ont aucun effet sur l'appui au système. On note une faible relation entre le niveau de scolarité et l'appui au système. Cependant, entre ceux qui ont reçu une éducation de niveau primaire et universitaire, la différence n'est que de 9 points sur une échelle de 0 à 100. De façon surprenante, ceux qui disent avoir été victimes de discrimination par le gouvernement montrent un appui de 8 points plus élevé au système politique que ceux qui disent ne pas avoir été victimes de discrimination.

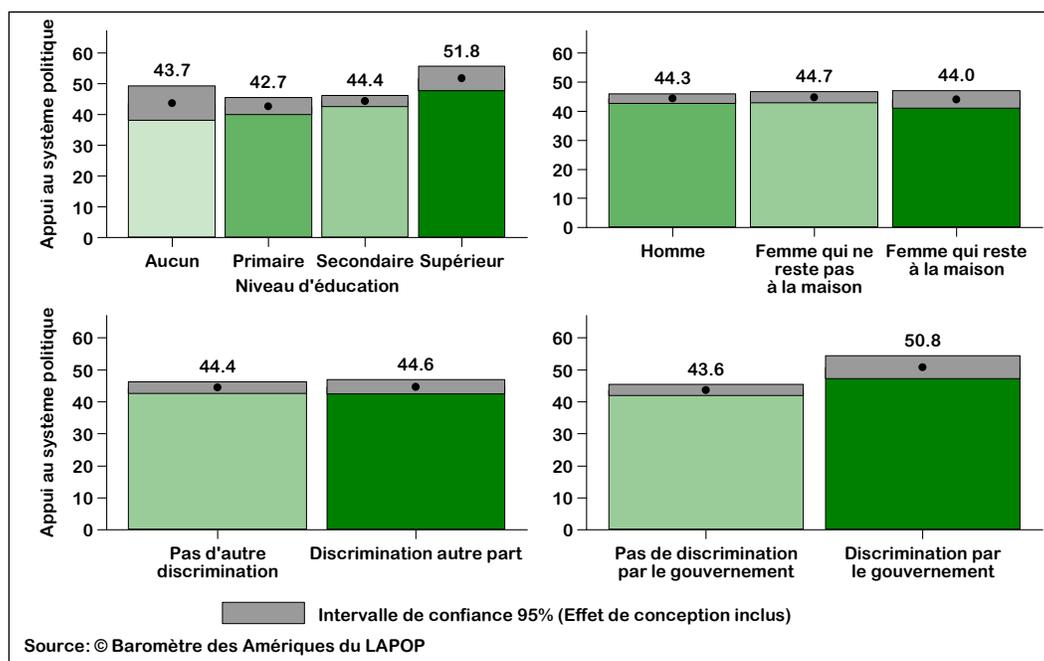


Figure 54 Facteurs associés à l'appui au système politique, Haïti 2012

Pour ce Figure 55 qui présente la couleur de peau, elle suggère la présence d'une relation curvilinéaire dont il a été question plus haut. Les citoyens qui se trouvent au milieu de l'échelle montrent l'appui le plus élevé au système politique avec environ 6 sur une échelle de 1 à 11. Ceux qui se trouvent dans les deux extrémités de l'échelle, c'est-à-dire ceux ayant la peau la plus foncée et la moins foncée, manifestent un moindre appui au système que ceux se trouvant au milieu de l'échelle. Ces derniers ont un niveau d'appui de 10 points supérieur à ceux ayant la peau la plus foncée. Cela s'explique probablement par le fait que, tel qu'observé dans le premier chapitre, ceux qui ont la peau la plus claire sont plus riches et plus scolarisés que ceux dont la peau est plus foncée.

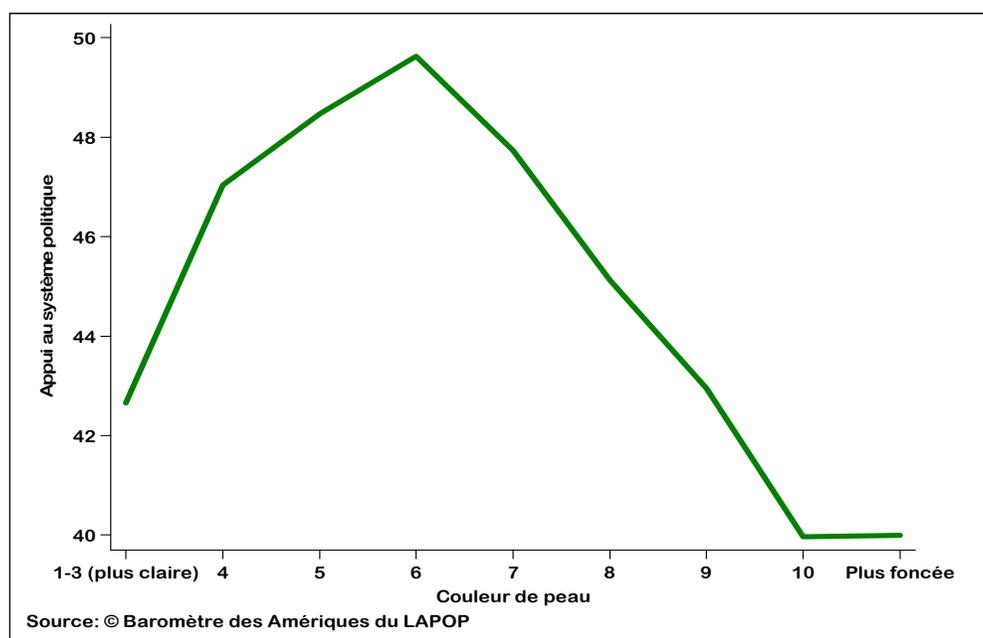


Figure 55 Couleur de la peau et appui au système politique, Haïti 2012

Avoir souffert de marginalisation et de discrimination peut entraîner des répercussions sur l'appui à la démocratie dans sa forme la plus abstraite. À la figure 56, nous utilisons une régression linéaire pour mesurer comment les caractéristiques personnelles considérées plus haut entrent en relation avec l'énoncé qui suggère que « la démocratie peut avoir des problèmes, mais elle reste la meilleure forme de gouvernement ». Nous observons très peu de résultats statistiquement significatifs. Dans une certaine mesure, on pourrait dire que les Haïtiens les plus éduqués soutiennent plus fortement la démocratie. Toutefois, il semble que les femmes manifestent un soutien moindre que les hommes.

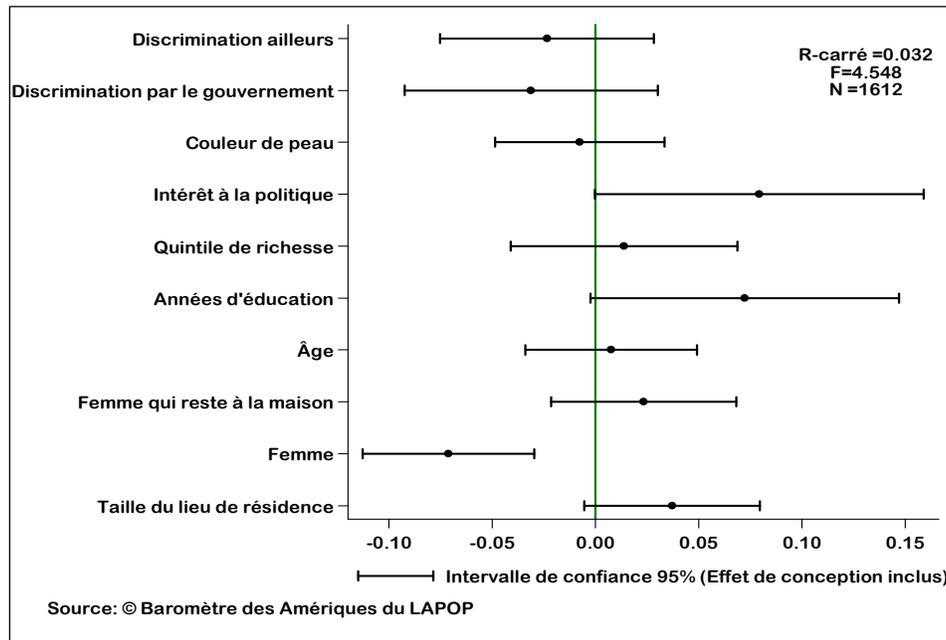


Figure 56 Déterminants de l'appui à la démocratie, Haïti 2012

À la figure 57, nous continuons notre analyse des variables qui se distinguent dans l'analyse de la régression précédente. Nous constatons ainsi que les Haïtiens avec un niveau d'éducation universitaire offrent un appui à la démocratie 10 points plus élevé que ceux n'ayant pas fréquenté l'école. D'autre part, les femmes ont un niveau d'appui de 3 à 4 points plus faible que les hommes. Cependant, tel qu'on le constate dans la régression, il n'y a pas de relation entre le fait de se percevoir comme une victime de discrimination et le niveau d'appui à la démocratie.

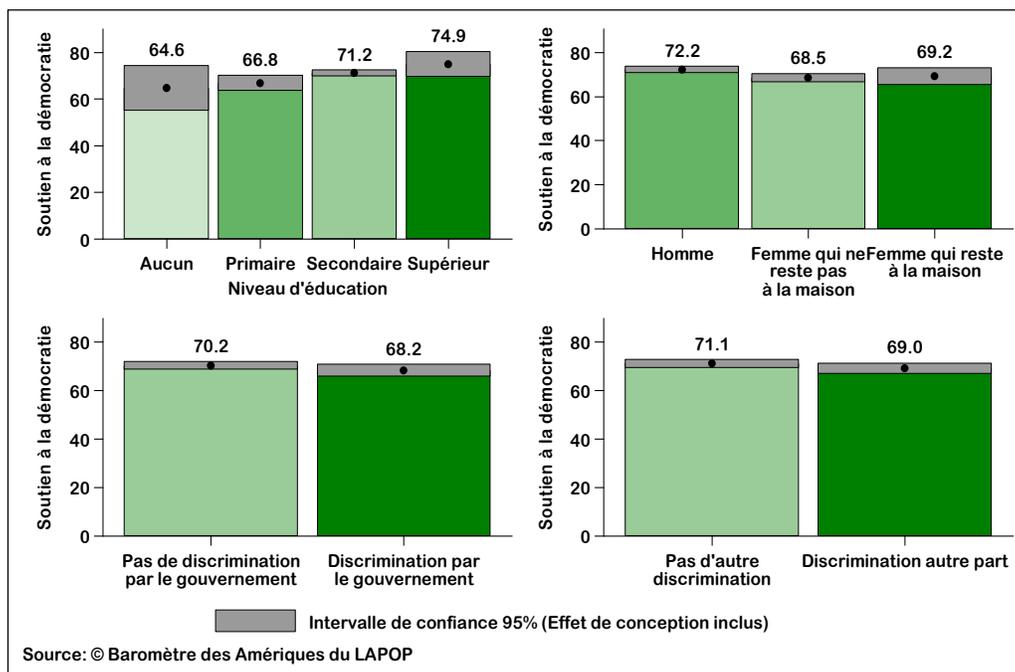


Figure 57 Facteurs associés à l'appui à la démocratie, Haïti 2012

De quelle manière l'appui à la démocratie est-il associé à la couleur de la peau ? À la figure 58, nous observons de nouveau une relation curvilinéaire entre ces deux variables. Les Haïtiens qui ont une couleur de peau qui se situe entre 4 et 6 sur l'échelle de couleur manifestent un niveau plus élevé d'appui à la démocratie que ceux ayant la peau la plus claire et la plus foncée. Les citoyens qui ont la peau plus claire présentent le niveau d'appui le plus faible à l'idée que la « démocratie est meilleure que les autres formes de gouvernement ». En effet, les citoyens qui se situent au centre de l'échelle de couleur ont un niveau d'appui à la démocratie de plus de 15 points supérieur à celui des citoyens ayant la peau la plus claire.

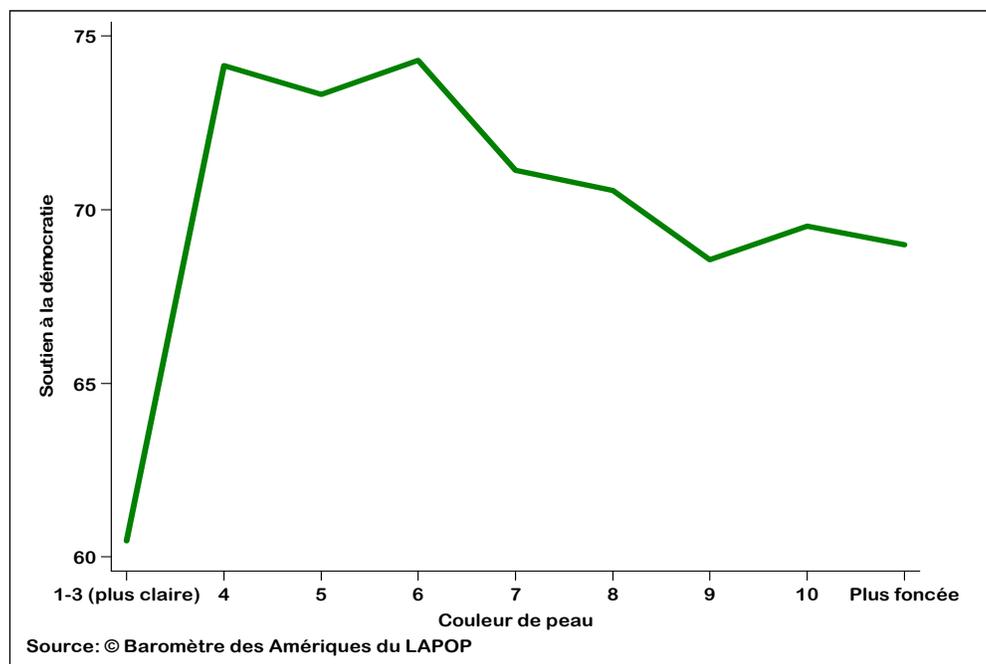


Figure 58 Couleur de la peau et appui à la démocratie, Haïti 2012

#### IV. Participation dans les protestations

Finalement, tel qu'expliqué en début de ce chapitre, la marginalisation et la discrimination peuvent amener certains groupes (au moins ceux qui sont très politisés) à rejoindre des mouvements sociaux et à participer à des manifestations. Des études antérieures de LAPOP ont démontré que, dans certains pays de la région, l'acte de protester pourrait devenir une forme commune de participation politique. « Les individus qui participent à des manifestations sont généralement plus intéressés à la politique et plus susceptibles de s'engager dans des activités au niveau local. En apparence, ils complètent les formes de mobilisations traditionnelles avec les manifestations »<sup>19</sup>. Le sondage de 2012 du Baromètre des Amériques a posé une série de questions relatives aux manifestations, dont **PROT3**.

<sup>19</sup> Moseley, Mason et Daniel Moreno. 2010. "The Normalization of Protest in Latin America." *AmericasBarometer Insights* 42. Vanderbilt University : Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

**PROT3.** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous pris part à une manifestation ou à une marche de protestation ?

(1) Oui [Continuez]                      (2) Non [passez à PROT6]

(88) NS [passez à PROT6]              (98) NS [passez à PROT6]

La figure 59 présente les niveaux de participation aux manifestations politiques dans les Amériques. Ce taux varie grandement bien qu'il demeure assez faible dans l'ensemble des pays de la région. Le taux le plus élevé est celui de la Bolivie, où 17,7 % des répondants affirment avoir participé à une marche de protestation au cours de l'année précédente. Chez les Haïtiens, le taux de participation aux manifestations politiques est à peine plus faible, avec 16,8 % des répondants qui affirment avoir participé à une manifestation au cours de la dernière année. Haïti se situe en deuxième place derrière la Bolivie. Néanmoins, dans 21 des 26 pays étudiés dans ce rapport, le taux de participation est de moins de 10 %. La Jamaïque ferme la marche avec un taux de seulement 2,3 %.

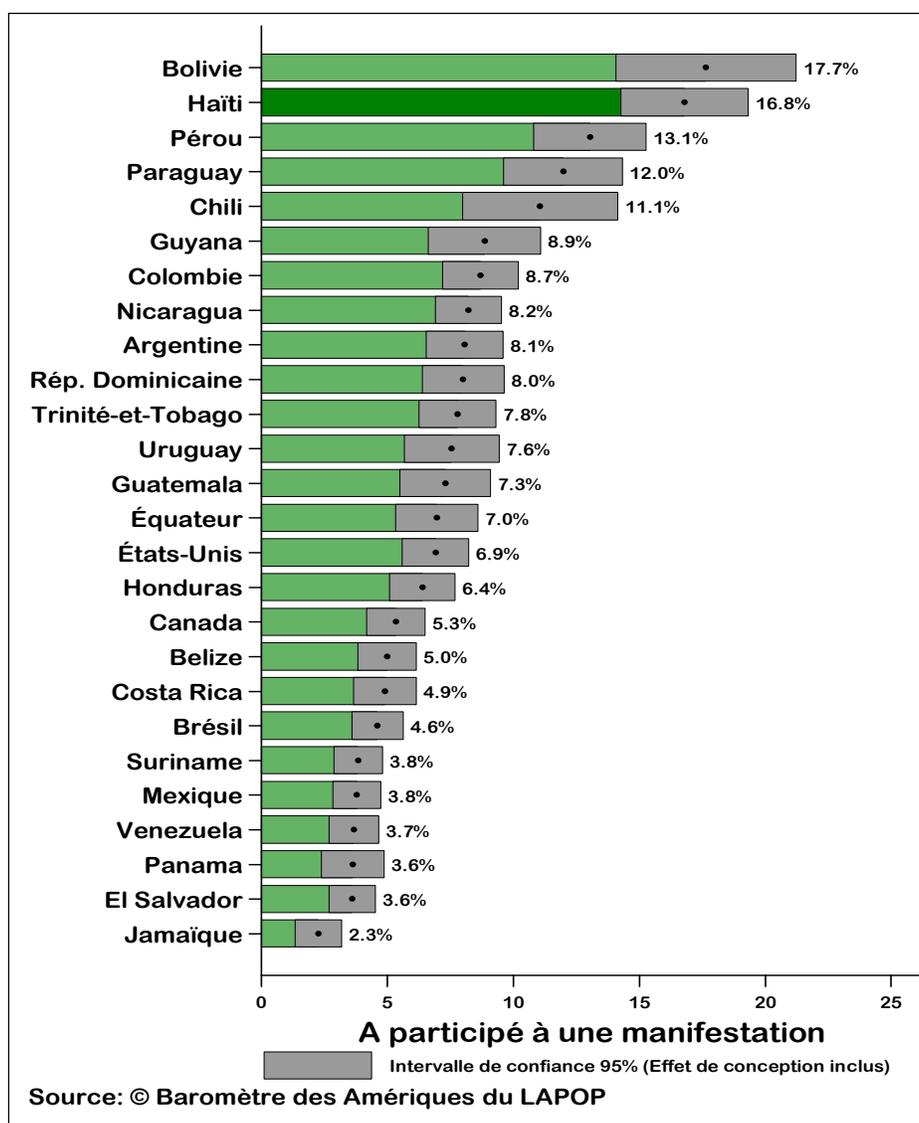


Figure 59 Participation aux mobilisations sociales dans les pays des Amériques

Qui manifeste en Haïti ? À la figure 60, nous utilisons une régression logistique pour comprendre si la marginalisation et la discrimination sont associées à la participation des Haïtiens aux manifestations publiques et dans quelle mesure. Nous constatons d’abord que le fait de se percevoir comme victime de discrimination, peu importe la forme, augmente la probabilité de participer aux manifestations. La plupart des autres caractéristiques personnelles n’affectent pas la participation. Cependant, les femmes sont moins susceptibles de participer à ce genre d’activités, surtout les femmes au foyer.

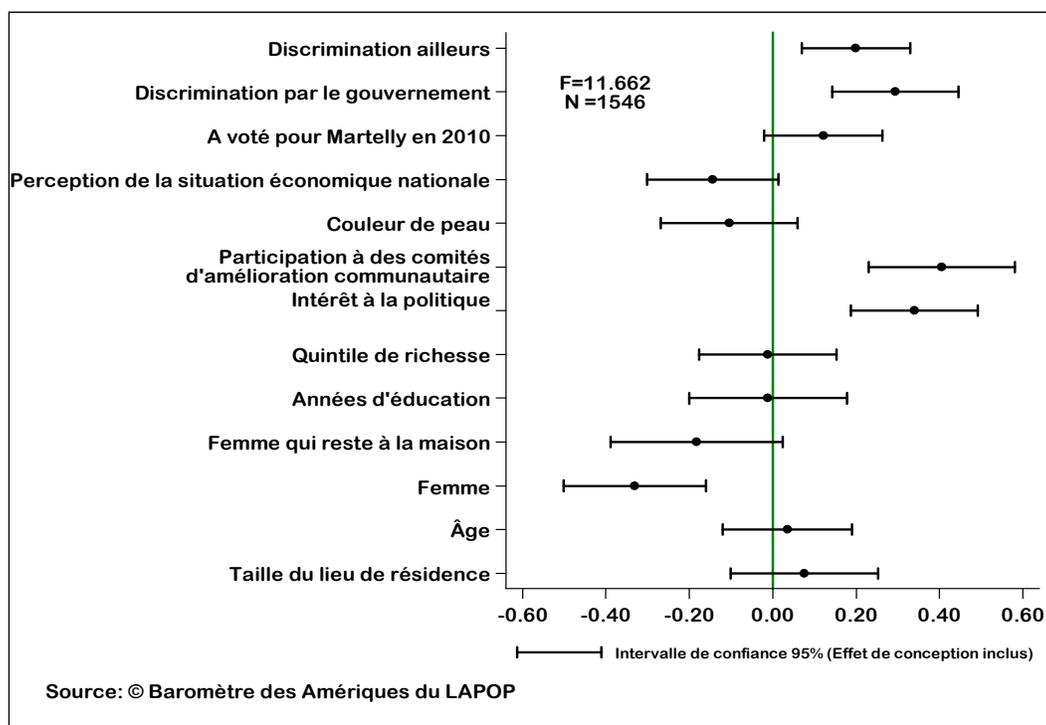


Figure 60 Déterminants de la participation aux manifestations, Haïti 2012

La figure 60 nous révèle que certaines autres variables politiques sont également associées à la mobilisation sociale. Ceux qui ont voté pour Martelly en 2010 sont légèrement plus enclins à protester. Il en est de même pour ceux qui participent à des comités d'amélioration des communautés et ceux qui sont plus intéressés à la politique<sup>20</sup>. Par contre, ceux qui sont plus satisfaits de la situation économique nationale sont moins susceptibles de descendre dans la rue.

À la figure 61, nous explorons comment la participation à des manifestations est reliée à d'autres variables importantes considérées à la figure 60. Nous trouvons d’abord que le niveau de scolarité semble être assez étroitement lié à la participation à des manifestations. Le niveau de mobilisation parmi les Haïtiens qui n’ont pas fréquenté l’école est de 6 points de pourcentage moindre que parmi ceux ayant complétés des études supérieures. D’autres variables montrent des effets substantiels. Parmi les hommes, 22,4 % disent être descendu dans la rue pour protester au cours de la dernière année. Ce taux est 10 % plus faible chez les femmes qui ne sont pas au foyer (12,5 %). Il est de 6 % chez les femmes au foyer. Ceux qui se disent victimes de discrimination montrent une

<sup>20</sup> Le coefficient du vote pour Martelly est marginalement statistiquement significatif à  $p = .077$ .

disposition encore plus forte à se mobiliser. Un tiers (33,1 %) de ceux qui disent avoir subi de la discrimination dans les bureaux gouvernementaux aurait participé à une manifestation au cours de la dernière année, tandis que seulement 14 % de ceux qui n'ont pas été victimes de discrimination ont manifesté. Plus encore, être victime de discrimination dans des endroits autres que les bureaux gouvernementaux aurait un impact important. Près du quart des victimes de discrimination dans des lieux publics ou au travail et à l'école a participé aux manifestations.

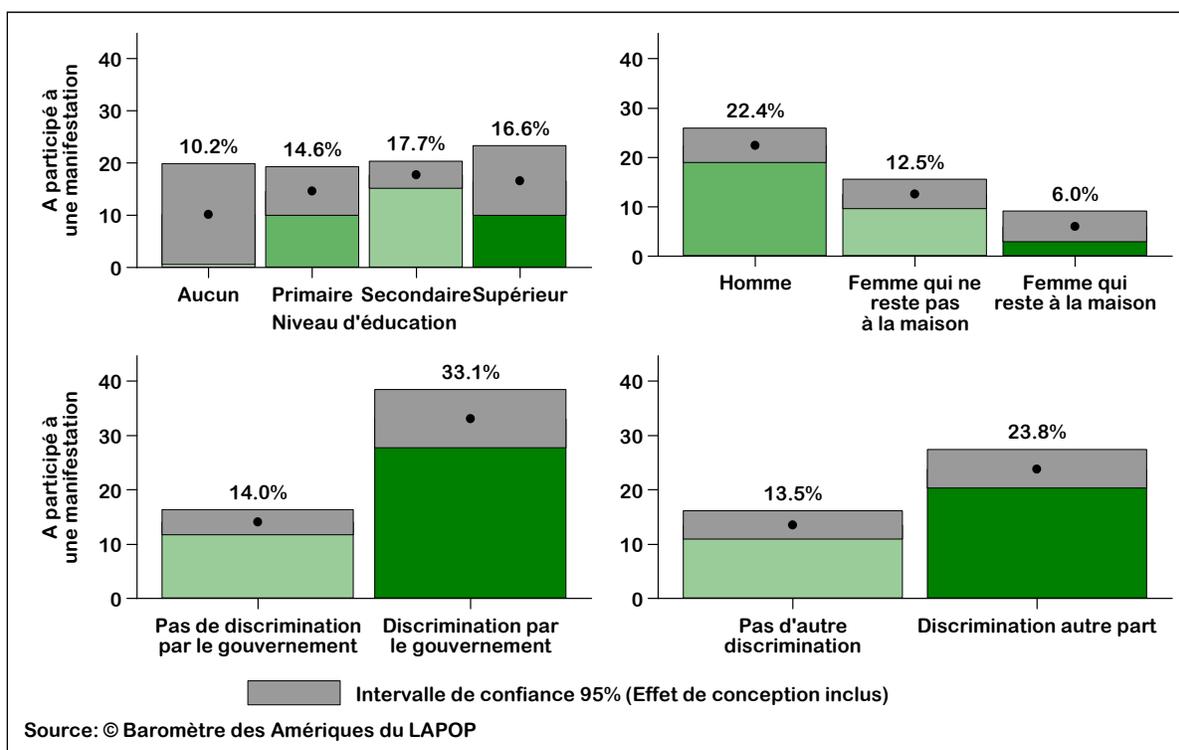


Figure 61 Facteurs associés à la participation aux manifestations, Haïti 2012

Considérant les relations curvilinéaire déjà identifiées dans ce rapport, il est pertinent de se demander si la participation aux manifestations varie selon la couleur de la peau. Les résultats confirment que c'est le cas, mais pas nécessairement dans le sens attendu. Les Haïtiens se trouvant au milieu de l'échelle de couleur, c'est-à-dire aux environs de 6, démontrent une plus grande disposition à participer aux manifestations. En effet, ces citoyens ont un taux de participation de 10 points de pourcentage plus élevé que ceux à la peau la plus foncée. Ce résultat est intéressant car ceux qui sont situés au milieu de l'échelle de couleur sont ceux qui manifestent le plus haut niveau d'appui au système politique.

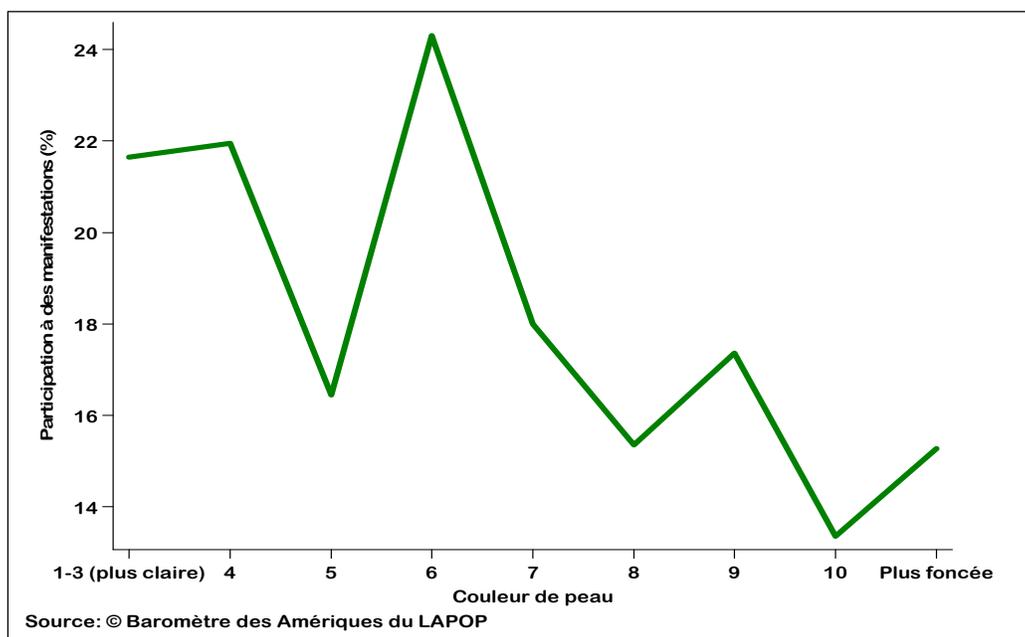


Figure 62 Couleur de peau et participation aux manifestations, Haïti 2012

## V. Conclusion

Comment la structure des inégalités en Haïti affecte-t-elle la politique ? Ce chapitre a analysé la façon dont les caractéristiques personnelles comme le sexe, le niveau de scolarité, la couleur de la peau et le fait d'être victime de discrimination affectent les attitudes et les comportements politiques des Haïtiens. Les résultats sont mitigés. Se considérer victime de discrimination est, dans une certaine mesure, associée à l'efficacité interne et externe, mais entretient une relation très faible avec l'appui au système politique et à la démocratie. Cependant, ceux qui se disent victimes de discrimination dans les bureaux du gouvernement, au travail ou dans des lieux publics montrent une tendance beaucoup plus élevée à prendre part aux mobilisations sociales.

Nous avons trouvé aussi que le sexe a un impact sur certaines caractéristiques politiques. Les femmes, particulièrement celles qui demeurent au foyer, ont un moindre niveau d'efficacité interne et externe ainsi qu'un appui plus faible pour la démocratie. En outre, elles présentent aussi des taux plus faibles de participation aux manifestations politiques. Pour ce qui est de la couleur de peau, nous avons observé des comportements intéressants à l'aide de notre échelle de couleur. Les Haïtiens se situant au milieu de l'échelle ont les taux les plus élevés d'efficacité, d'appui à la démocratie et au système politique. Ils sont aussi plus enclins à participer aux manifestations. Ainsi, les hommes et les citoyens qui se trouvent au milieu de l'échelle de couleur ont l'impression que le système politique répond mieux à leurs besoins, comme le démontre les mesures d'efficacité, d'appui au système politique et à la démocratie dans sa forme abstraite. Cependant, ils sont aussi plus enclins à manifester.

## Rapport spécial # 7 : Connaissance politique et la division rurale/urbaine

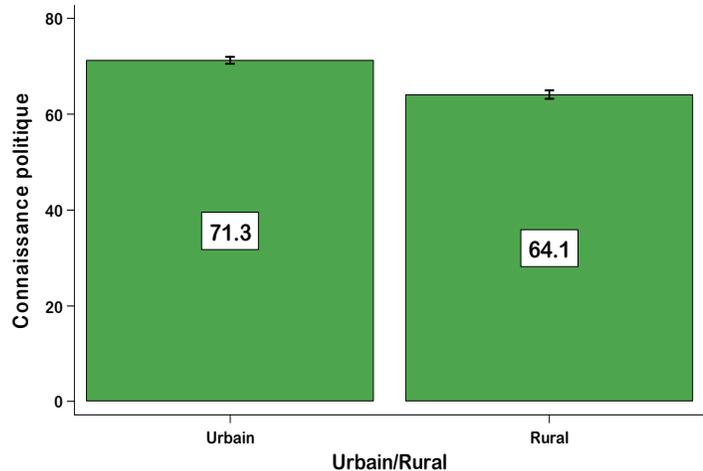
Ce résumé est reproduit du document Insights Report No. 68, préparé par Frederico Batista Pereira. Il est possible d'y accéder en visitant la page web suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights.php>.

Dans les Amériques et les Caraïbes, la connaissance politique varie énormément entre les citoyens habitant les zones rurales et urbaines. Cette réalité est mesurée par une série de questions factuelles sur le système politique des différents pays dans le sondage de 2010 du Baromètre des Amériques. Qu'est ce qui explique ces différences ?<sup>1</sup>

La deuxième figure montre que les occasions de s'engager en politique (mesurées à partir de facteurs socio-économiques et du niveau de scolarité) et la motivation pour s'informer à propos de la politique (mesurée à partir de la réponse aux questions se référant aux intérêts des individus pour la politique et leur exposition aux médias) sont importantes pour prédire le niveau de connaissance politique d'un individu. Cependant les mesures d'opportunités de s'engager en politique ont plus d'impact pour expliquer la différence de connaissances entre les régions rurale et urbaine observées.

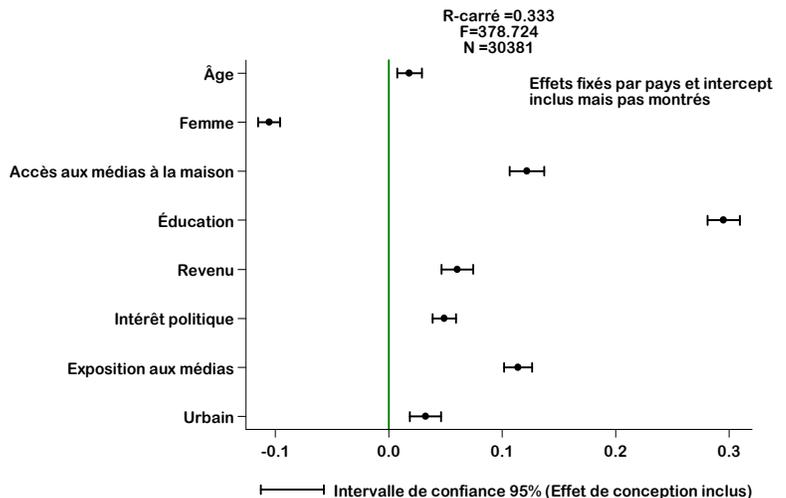
Deux variables ont un impact particulièrement important : l'accès aux médias à la maison et le niveau de scolarité. Lorsqu'on contrôle pour ces deux variables, la différence dans le niveau prédit de connaissance politique entre les personnes vivant dans les zones rurale et urbaine diminue substantiellement. Cela indique qu'une bonne partie de la différence que nous observons entre les habitants des zones rurale et urbaine est en fait attribuable aux différences d'opportunités entre ces deux milieux, spécialement pour l'accès à l'éducation et aux médias à la maison.

### Différence de connaissance entre les citoyens des zones Urbaine/Rurale et les explications se basant sur la motivation et les opportunités



Intervalle de confiance 95% (Effet de conception inclus)

Source : Baromètre des Amériques du LAPOP, 2010



Source : Baromètre des Amériques du LAPOP, 2010

<sup>1</sup> Les questions liées au niveau de connaissance politique nationale sont : G11, G13, G14.

## Rapport spécial # 8 : Discrimination et appui au système

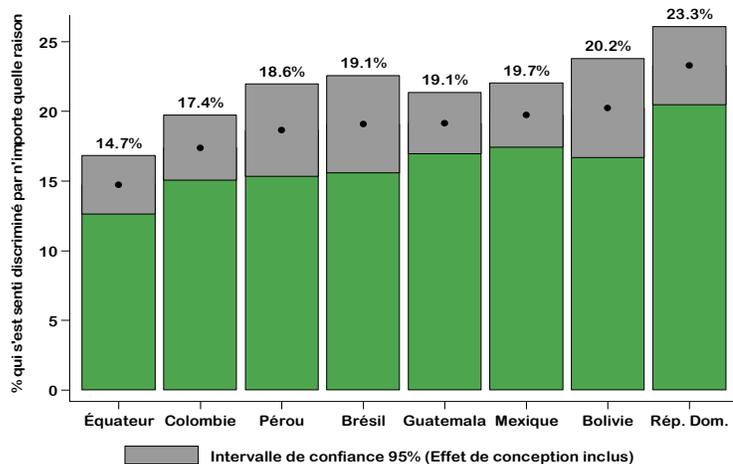
Ce résumé est reproduit de l'article intitulé "The Social Determinants and Political Consequences of Discrimination in Latin America," préparé par Daniel Moreno Morales. Cet article a été présenté à la conférence du Baromètre des Amériques sur la marginalisation et la discrimination dans les Amériques à l'Université de Miami, le 28 Octobre 2011.

Qui sont les citoyens les plus susceptibles d'être victimes de la discrimination en Amérique Latine et dans les Caraïbes ? Une analyse de 8 pays, effectuée à partir des données des sondages de 2006 et 2010 du Baromètre des Amériques, montre que les discriminations liées à la richesse, l'origine ethnique et le sexe sont présentes dans les Amériques<sup>1</sup>. Les chiffres à droite indiquent que la discrimination est répandue dans ces huit pays et qu'il y a plus de gens qui disent avoir vu des cas de discrimination que de gens qui les ont vécus.

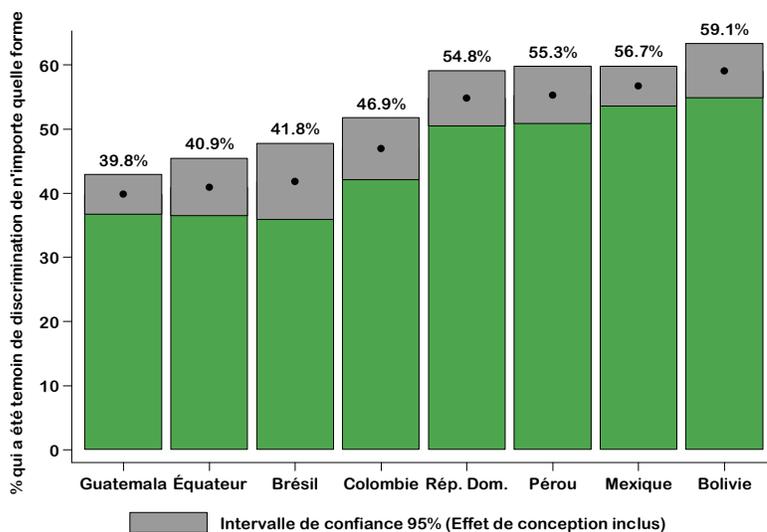
D'autres analyses plus approfondies indiquent que ceux qui s'identifient comme noirs ou indigènes ainsi que ceux qui ont une couleur de peau plus foncée sont plus susceptibles de déclarer avoir été victimes de discrimination. Cependant, les plus riches rapportent moins d'expériences de discrimination.

Finalement, être victime de discrimination ou en être témoin diminue l'appui à la démocratie et la confiance interpersonnelle et augmente la probabilité de prendre part à une manifestation publique. Ainsi, la discrimination peut avoir des effets pernicieux sur la démocratie<sup>2</sup>.

### Expériences de discrimination dans 8 pays



Source : Baromètre des Amériques du LAPOP, 2010



Source : Baromètre des Amériques du LAPOP, 2010

<sup>1</sup> Les pays inclus dans cette analyse sont : le Guatemala, l'Équateur, le Brésil, la Colombie, la République Dominicaine, le Pérou, le Mexique et la Bolivie. Les questions utilisées mesurent plusieurs types de discrimination : le fait d'être victime ou témoin : DIS11, DIS12, DIS13, RAC1A, RAC1D, RAC1E du questionnaire de 2010.

<sup>2</sup> Les questions utilisées pour mesurer ces variables sont : B1, B2, B4, B6, PROT3 et IT1.

## Rapport spécial # 9 : Appui à la démocratie et l'information électorale

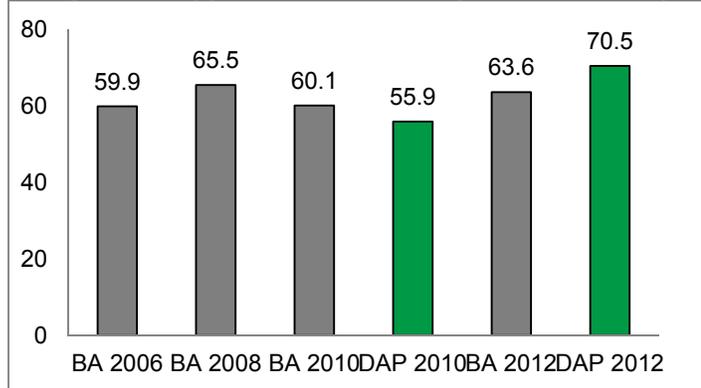
Ce résumé est reproduit du rapport de 2012 : « *Follow-up and Baseline Surveys of the Democracia Activa-Peru Program : Descriptive and Comparative Results* », préparé par Arturo Maldonado et Mitchell A. Seligson.

Le programme Democracia Activa-Peru (DAP), parrainé par USAID/Pérou et FHI 360, a été conçu pour promouvoir les attitudes positives envers le processus démocratique et pour encourager un vote plus éclairé parmi les citoyens de sept régions du Pérou. Ce rapport analyse les résultats des sondages de 2010 (enquête de référence) et 2012 (enquête de suivi) et les compare avec ceux du Baromètre des Amériques.

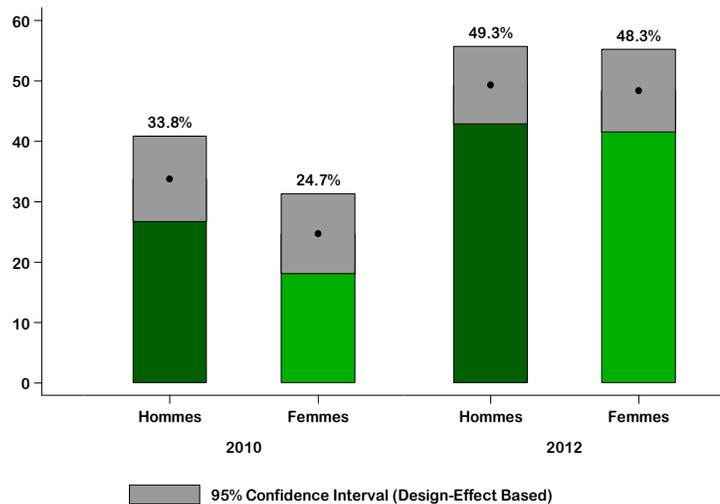
Le point le plus marquant des résultats du programme est son impact sur l'appui à la démocratie. Cette question a été posée par la DAP et par les sondages du Baromètre des Amériques<sup>1</sup>. Comme les barres vertes de la première figure le montrent, il y a eu une augmentation de 15 points entre l'enquête de référence et celle de suivi. Cette différence est attribuable à l'impact du programme de la DAP. Une augmentation similaire de l'appui pour la démocratie n'a pas été observée dans le sondage du Baromètre des Amériques pour la même période, comme on l'observe au niveau des barres grises.

L'impact du programme chez les femmes est particulièrement important. Comme la deuxième figure l'indique, avant la mise en œuvre du programme en 2010, les hommes déclaraient plus souvent avoir des informations sur les candidats aux élections que les femmes. Cependant, après l'implantation du programme, les femmes déclarent le même niveau d'accès aux informations électorales que les hommes. Ce pourcentage augmente substantiellement dans les deux groupes en 2012. Cette étude montre que des interventions bien ciblées peuvent contribuer à réduire les écarts entre

La moyenne d'appui à la démocratie par année et enquête



Pourcentage de personnes ayant reçu des informations sur les candidats selon le sexe et l'année



Source: Baseline and Follow-up Surveys

les sexes dans leur niveau de participation politique.

<sup>1</sup> Cette question demande aux répondants dans quelle mesure ils sont en accord avec cette phrase: «la démocratie peut avoir des problèmes mais est la meilleure forme de gouvernement».



**Partie II :**  
**La gouvernance, la participation politique**  
**et la société civile dans les Amériques**



## Chapitre quatre : La corruption, la criminalité, la démocratie et les droits humains

*Avec la collaboration de Mollie Cohen*

### I. Introduction

Les taux élevés de criminalité et la prévalence de la corruption dans le secteur public sont les deux plus grands défis auxquels font face plusieurs pays des Amériques. Depuis les années 1990, suite à la Guerre froide et aux transitions démocratiques pour plusieurs pays, l'étude de la corruption et la mise en œuvre de mécanismes susceptibles d'y remédier ont connu une augmentation notable<sup>1</sup>. La corruption, souvent définie comme l'usage de ressources publiques à des fins d'enrichissement personnel, était clairement une pratique courante au sein des régimes autoritaires des Amériques. Cependant, en raison de la censure médiatique et des risques de représailles envers ceux qui désiraient contester la pratique, il était difficile, voire impossible, de mesurer l'ampleur du problème.

Des études économiques ont démontré l'impact négatif que pouvait occasionner la corruption au plan de la distribution de la richesse. Puisque la corruption utilise des fonds du secteur public à des fins privées, elle occasionne souvent une répartition inefficace des ressources ainsi qu'une diminution de la qualité des services. En ce sens, les chercheurs s'entendent pour conclure que la corruption a des effets dommageable tant sur l'économie que sur la gouvernance démocratique et aussi sur l'administration équitable de la justice<sup>2</sup>.

Au niveau de l'opinion publique, plusieurs travaux démontrent que ceux qui sont victimes de la corruption sont moins enclins à manifester de la confiance envers leurs institutions et envers la classe politique de leur pays, et ce, importe la région<sup>3</sup>. Cependant, d'autres travaux ont plutôt insisté sur le fait que la corruption n'a aucun impact sur les attitudes envers la démocratie<sup>4</sup>. Certains ont même suggéré qu'à un certain moment, la corruption pouvait tout simplement amener les citoyens à se retirer

<sup>1</sup> Voir, par exemple, Schedler, Andreas, Larry Diamond, et Marc F. Plattner. 1999. *The Self-Restraining State: Power and Accountability in New Democracies*, Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.

<sup>2</sup> Pharr, Susan J. 2000. Officials' Misconduct and Public Distrust: Japan and the Trilateral Democracies. En *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?*, édité par Susan J. Pharr et Robert D. Putnam. Princeton: Princeton University Press; Rose-Ackerman, Susan. 1999. *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*. Cambridge: Cambridge University Press; Meon, Pierre-Guillaume et Khalid Sekkat. 2005. "Does Corruption Grease or Sand the Wheels of Growth?" *Public Choice* (122): 69-97; Morris, Stephen D. 2008. "Disaggregating Corruption: A Comparison of Participation and Perceptions in Latin America with a Focus on Mexico." *Bulletin of Latin American Research* (28) 2: 388-409; Fried, Brian J., Paul Lagunes, et Atheender Venkataramani. 2010. "Corruption and Inequality at the Crossroad: A Multimethod Study of Bribery and Discrimination in Latin America." *Latin American Research Review* (45) 1: 76-97.

<sup>3</sup> Seligson, Mitchell A. 2002. "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries." *Journal of Politics* (64) 2: 408-33; Seligson, Mitchell A. 2006. "The Measurement and Impact of Corruption Victimization: Survey Evidence from Latin America." *World Development* (34) 2: 381-404; Booth and Seligson. 2009. *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Latin American Nations*. New York: Cambridge University Press; Weitz-Shapiro, Rebecca. 2008. "The Local Connection: Local Government Performance and Satisfaction with Democracy in Argentina." *Comparative Political Studies* 41 (3): 285-308.

<sup>4</sup> Canache, Damarys, et Michael E Allison. 2005. "Perceptions of Political Corruption in Latin American Democracies." *Latin American Politics and Society* 47 (3): 91-111.

de la vie politique, voire même à *aider* certains gouvernements corrompus à conserver la faveur du public<sup>5</sup>. D'autres ont avancé que la victimisation engendrée par la corruption pouvait non seulement contribuer à l'érosion du capital social mais aussi à la perte de confiance de la part des victimes envers les autres citoyens.

Plus récemment, certains chercheurs ont porté une attention accrue à la perception de la corruption. Deux études récentes qui utilisent les données du Baromètre des Amériques ont démontré que la perception d'un taux élevé de corruption était associée à un faible niveau de confiance envers les institutions politique, et ce, indépendamment de l'expérience personnelle de l'individu en lien avec la corruption<sup>6</sup>. Cependant, le fait d'avoir été témoin d'un acte de corruption n'est pas fortement lié à une perception élevée du taux de corruption. Pour cette raison, LAPOP préfère généralement utiliser à la fois les données sur la victimisation de la corruption et les données sur la perception de la corruption.

La criminalité est un autre enjeu qui prend de l'ampleur dans plusieurs pays des Amériques. Le taux d'homicides en Amérique Latine et dans les Caraïbes a été estimé à 15,5 pour 100 000 habitants en 2011 par le Bureau des Nations Unies sur la drogue et la criminalité. Ce taux représente plus du double du taux d'homicides mondial, qui est de 6,9 pour 100 000 habitants, et plus de cinq fois le taux d'homicides de l'Europe (3,5 pour 100 000 habitants)<sup>7</sup>. Si le taux d'homicides en Amérique du Sud suit la tendance mondiale à la baisse, l'Amérique Centrale et les Caraïbes suivent plutôt la tendance inverse.

Dans un tel contexte, il est impératif que les politologues et les politiciens comprennent les effets de la victimisation et de la peur qui est associée au crime sur la gouvernance démocratique et la stabilité politique. Dès lors, il est facile de comprendre comment le fait d'être victime d'actes criminels peut avoir un impact sur l'appui au système politique, et même sur la démocratie, étant donné que le blâme retombe sur l'ensemble du système pour son incapacité d'assurer la protection des citoyens<sup>8</sup>. En outre, les citoyens peuvent devenir plus méfiants et moins tolérants envers les autres citoyens s'ils ont peur ou s'ils ont été victimes d'actes criminels. De cette façon, la victimisation et la crainte d'être victime d'un crime contribueraient à l'érosion du capital social et pourraient conduire à une érosion de l'appui envers les libertés civiles et les institutions libérales. La victimisation pourrait également mener à l'émigration vers d'autres pays<sup>9</sup>. Le fait d'avoir été victime d'un crime, ou la peur de l'être, pourrait

---

<sup>5</sup> Davis, Charles L, Roderic Ai Camp, et Kenneth M Coleman. 2004. "The Influence of Party Systems on Citizens' Perceptions of Corruption and Electoral Response in Latin America." *Comparative Political Studies* 37 (6): 677-703; Manzetti, Luigi, et Carole Wilson. 2007. "Why Do Corrupt Governments Maintain Support?" *Comparative Political Studies*; McCann, James A, et Jorge I Domínguez. 1998. "Mexicans React to Electoral Fraud and Political Corruption: An Assessment of Public Opinion and Voting Behavior." *Electoral Studies* 17 (4): 483-503.

<sup>6</sup> Morris, Stephen D. 2008. "Disaggregating Corruption: A Comparison of Participation and Perceptions in Latin America with a Focus on Mexico." *Bulletin of Latin American Research*, (28) 2: 388-409; Salinas, Eduardo et John A. Booth. 2011. "Micro-social and Contextual Sources of Democratic Attitudes in Latin America." *Journal of Politics in Latin America* (3) 1: 29-64.

<sup>7</sup> Global Study on Homicide. 2011. <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics/crime/global-study-on-homicide-2011.html>

<sup>8</sup> Bateson, Regina. 2010. "The Criminal Threat to Democratic Consolidation in Latin America." Présenté à la Conférence annuelle American Political Science Association. Washington, D.C; Carreras, Miguel. à venir. "The Impact of Criminal Violence on System Support in Latin America." *Latin American Research Review*.

<sup>9</sup> Arnold, Alex, Paul Hamilton, and Jimmy Moore. 2011. "Who Seeks to Exit? Security, Connections, and Happiness as Predictors of Migration Intentions in the Americas." *AmericasBarometer Insights* (64).

conduire à une diminution de l'appui et de la confiance envers certaines institutions clés, comme les forces de l'ordre et le système judiciaire<sup>10</sup>.

Comme pour la corruption, il n'est pas évident de déterminer lequel de la perception de la corruption ou du fait d'avoir été victime d'actes criminels est le plus déterminant des attitudes envers le système démocratique. Même dans les cas où le taux de criminalité est très élevé, la probabilité d'être victime d'un homicide demeure très faible, et ce, même dans les pays d'Amérique Centrale où le taux d'homicide est très inquiétant. Cependant, les individus peuvent lire au sujet des crimes violents dans les journaux, voir des images à la télévision, ou encore connaître des gens qui ont été victimes d'homicides. La peur d'être victime d'actes criminels, laquelle est possible indépendamment de l'expérience individuelle, peut avoir une incidence plus importante sur les attitudes que le fait d'avoir été victime.

Un troisième problème porte sur la violation des droits humains. En 2006, une enquête effectuée dans la région de Port-au-Prince a révélé que la criminalité et la violation des droits humains y étaient répandues<sup>11</sup>. Un type de violation des droits humains spécifique à Haïti concerne le travail forcé d'enfants, un phénomène connu sous le nom de restaveks en Haïti. Ce phénomène qui existe depuis longtemps affecte les plus pauvres, généralement les familles rurales. Le phénomène implique que ces familles envoient un enfant, généralement une fille, dans une famille parentes plus fortunées. Souvent considérée comme une forme moderne d'esclavage, la vie d'une restavek implique généralement un niveau de vie et des conditions de travail misérables. La restavek ne jouit pas du droit à l'éducation et endure souvent des abus sexuels et physiques. Un sondage effectué par la Fondation panaméricaine du développement en 2009 affirmait qu'à Port-au-Prince et à Saint-Marc, plus du tiers des ménages affirmait avoir des enfants comme domestiques à la maison<sup>12</sup>. Des organismes internationaux, des ONG, et des organisations locales, comme la fondation Jean Cadet Restavek, ont accru leurs efforts afin d'éviter que les familles envoient leurs enfants travailler comme restavek. Cependant, après la crise alimentaire de 2008 et le séisme de 2010, ces efforts demeurent difficiles.

Ce chapitre cherche à comprendre l'ampleur de la corruption et de la criminalité dans les Amériques. Il tente de déterminer comment la corruption et la victimisation affectent les attitudes démocratiques et le respect de la primauté du droit à travers la région. Il tente aussi de comprendre comment les Haïtiens répondent aux efforts mis en place afin de prévenir que les familles envoient leurs enfants travailler comme restavek.

<sup>10</sup> Malone, Mary Fran T. 2010. "The Verdict Is In: The Impact of Crime on Public Trust in Central American Justice Systems." *Journal of Politics in Latin America* 2 (3).

<sup>11</sup> Kolbe, Athena et Hutson, Royce A. 2006. "Human Rights Abuse and Other Criminal Violations in Port-Au-Prince, Haiti: A Random Survey of Households." *The Lancet* 368(9538): 864-873.

<sup>12</sup> Pierre, Yves François, Glenn R. Tucker, et Jean-François Tardieu. 2009. *Lost Childhoods in Haiti: Quantifying Child Trafficking, Restaveks, and Victims of Violence*. Port-au-Prince: Pan American Development Foundation. <<http://www.itoamhaiti.org/ht/a/GetDocumentAction/i/13583>>

## II. Corruption

LAPOP a développé une série de questions qui mesurent la victimisation par la corruption qui ont été utilisées à plusieurs reprises dans le Baromètre des Amériques. Suite aux premiers tests au Nicaragua en 1996<sup>13</sup>, certains éléments ont été raffinés et améliorés. Comme la définition de la corruption peut varier selon le contexte et le pays, nous évitons l'ambiguïté en posant des questions telles que : « au cours de la dernière année, avez-vous payé un pot-de-vin à un fonctionnaire de l'État ? ». Nous posons des questions similaires au niveau des gouvernements locaux, des agents de police, des militaires, des écoles publiques, des milieux de travail, des tribunaux, du système de santé, et d'autres contextes<sup>14</sup>. Ce type de question comprend deux avantages. En premier lieu, il permet de connaître l'endroit exact où la corruption est la plus répandue. En second lieu, il permet de construire une échelle de la corruption. Nous pouvons ainsi distinguer ceux qui ont été victimes de la corruption dans un seul endroit de ceux qui ont été victimes à plusieurs occasions. Nous présumons que, comme c'est le cas avec la criminalité, le fait d'être victimes ou non de la corruption, peut faire la différence.

	N/A N'a pas essayé ou n'a pas eu de contact	Non	Oui	NS	NR
Maintenant, nous voulons vous parler à propos de votre expérience personnelle, avec des événements qui se produisent au quotidien.					
<b>EXC2.</b> Est-ce qu'un agent de police vous a offert un pot-de vin au cours des douze derniers mois ?		0	1	88	98
<b>EXC6.</b> Au cours des douze derniers mois, un employé du gouvernement vous a-t-il offert un pot-de-vin ?		0	1	88	98
<b>EXC11.</b> Au cours des 12 derniers mois avez-vous été en contact avec un employé municipal ? Si la réponse est Non, → marquez 99 Si la réponse est oui, Posez la question suivante au répondant :	99				
Au cours des douze derniers mois, afin d'obtenir un document auprès de votre gouvernement municipal, avez-vous eu à payer une somme supérieure à celle défini par la loi ?		0	1	88	98
<b>EXC13.</b> Avez-vous un emploi? Si la question est non → marquez 99 Si la question est oui → posez la question suivante :	99				
Au cours des douze derniers mois, vous a-t-on déjà offert un pot-de-vin à votre travail ?		0	1	88	98

<sup>13</sup> Seligson, Mitchell A. 1997. Nicaraguans Talk About Corruption: A Study of Public Opinion. Washington, D.C., Casals and Associates, et Seligson, Mitchell A. 1999. Nicaraguans Talk About Corruption: A Follow-up Study. Washington, D.C., Casals and Associates.

<sup>14</sup> La question **EXC20**, sur les pots-de-vin aux militaires a été posée pour la première fois en 2012

	N/A N'a pas essayé ou n'a pas eu de contact	Non	Oui	NS	NR
<b>EXC14.</b> Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu un démêlé avec les tribunaux ? Si la réponse est non → marquez 99 Si la réponse est oui → posez la question : Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à payer un pot-de-vin aux tribunaux ?	99	0	1	88	98
<b>EXC15.</b> Avez-vous fréquenté les services de santé publique au cours des 12 derniers mois ? Si la réponse est non → marquez 99 Si la réponse est oui → posez la question suivante : Au cours des douze derniers mois, avez-vous à offrir un pot-de-vin afin de recevoir un traitement médical ?	99	0	1	88	98
<b>EXC16.</b> Au cours des douze dernier mois, un de vos enfants fréquentait-il l'école ? Si la réponse est non → marquez 99 Si la réponse est oui → posez la question suivante au répondant : Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à payer un pot-de-vin à l'école ?	99	0	1	88	98

Une question évaluant la perception de la corruption, plutôt que la victimisation, était aussi incluse dans le questionnaire.

<b>EXC7.</b> En vous basant sur votre propre expérience ou sur ce que vous avez déjà entendu, la corruption chez les employés du gouvernement est <b>[Lisez]</b>
(1) Très courante      (2) Courante      (3) Rare ou      (4) Très rare ?      (88) NS (98) NR

Nous transposons ensuite cette variable sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie que la perception de corruption est très rare et 100 signifie qu'elle est très courante.

### Perception de la corruption

La figure 63, montre qu'en général, les citoyens ont tendance à percevoir un niveau élevé de corruption dans les Amériques. Les pays où cette perception est la plus élevée sont la Colombie et Trinité-et-Tobago, où on y signale en moyenne un niveau de prévalence supérieur à 80 sur une échelle de 100. Le Suriname est de loin le pays où la corruption est perçue le plus faiblement, à un niveau de 38,8 points sur la même échelle. À l'exception du Suriname, le niveau moyen de corruption perçue se situe au-dessus de la médiane. En Haïti, la moyenne est de 66,4. Ce chiffre indique que la perception de la corruption chez les Haïtiens est largement répandue ; mais il indique aussi qu'Haïti se situe au bas du classement des pays des Amériques. En fait, le niveau de perception de la corruption est presque identique à celui des États-Unis d'Amérique. Donc, les citoyens dans la majorité des autres pays de la région perçoivent plus de corruption que les Haïtiens. Il se peut toutefois que la corruption soit tellement répandue en Haïti que les citoyens n'arrivent même à la percevoir.

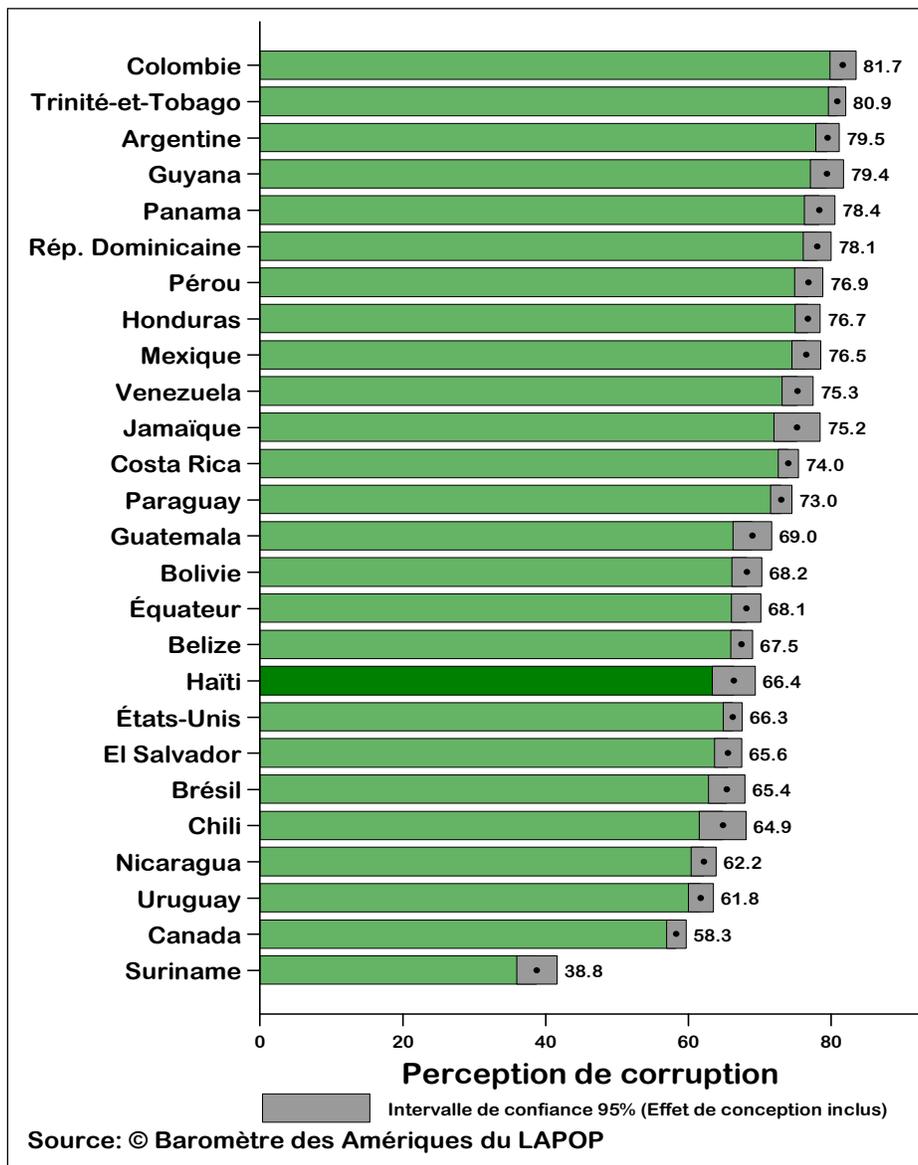
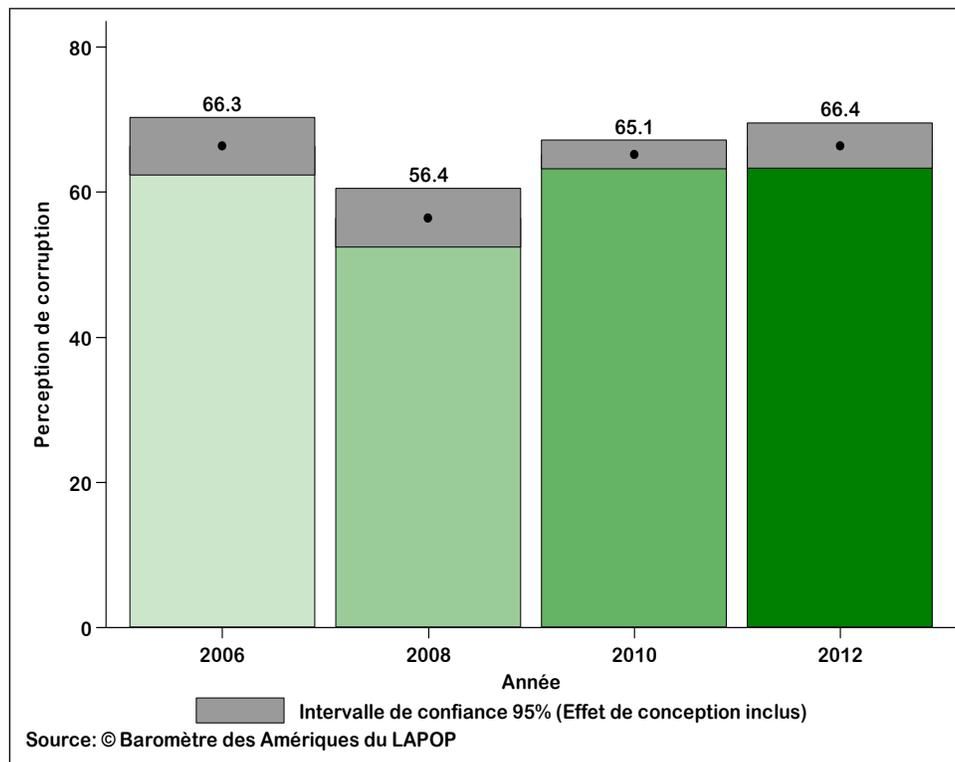


Figure 63 Perceptions de la corruption dans les Amériques

Comme c'est le cas pour les autres indicateurs utilisés dans ce rapport, nous présentons les changements dans les perceptions de la corruption dans une perspective temporelle. La figure 64 montre la tendance dans la perception de la corruption en Haïti pour les années au cours desquelles ces données ont été colligées. Nous constatons qu'à l'exception d'une diminution en 2008, la perception de la corruption est restée à peu près la même depuis 2006, soit de l'ordre de 65 à 66 points sur l'échelle de 100 points. Ainsi, bien que la perception de la corruption ne soit pas particulièrement élevée en Haïti, elle demeure plus marquée en 2012 qu'en 2008.



**Figure 64 Perceptions de la corruption, Haïti 2006-2012**

Il est important de remarquer qu'un niveau élevé de la perception de la corruption ne correspond pas toujours à un taux élevé de corruption. Il est possible que dans les pays où les gouvernements essaient d'attirer l'attention du public sur le phénomène et où les médias couvrent les mesures anticorruption, que la perception populaire de la corruption augmente, et ce, avant même que les mesures commencent à avoir des effets. Donc, il est possible de trouver dans les autres pays avec lesquels nous comparons Haïti, des taux de perception élevés et des taux de victimisation faible. Dans la prochaine section, nous nous concentrons sur les expériences liées à la victimisation par la corruption.

### **Victimisation par la corruption**

Cette section traite de l'ampleur de la victimisation par la corruption dans les Amériques. À cette fin, nous présentons le pourcentage de répondants qui déclarent s'être fait demander un pot-de-vin à au moins une occasion au cours de la dernière année.

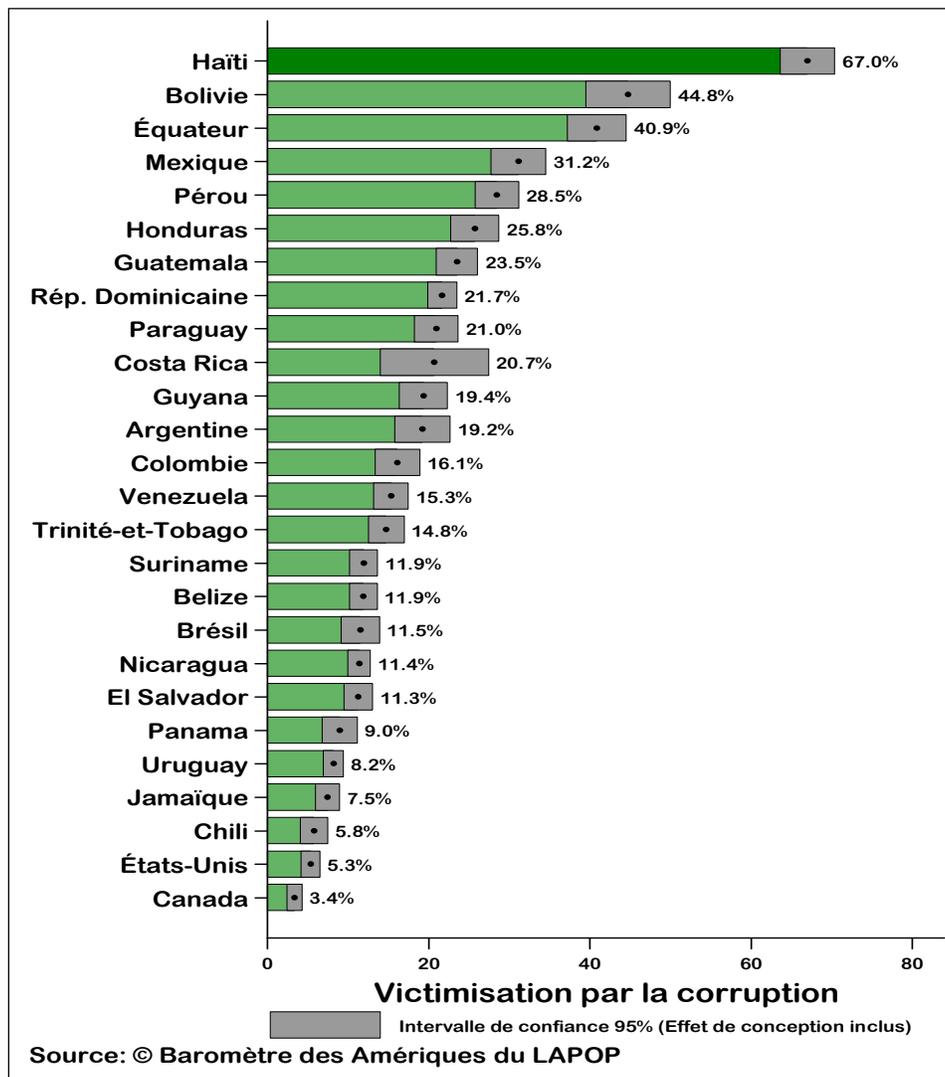
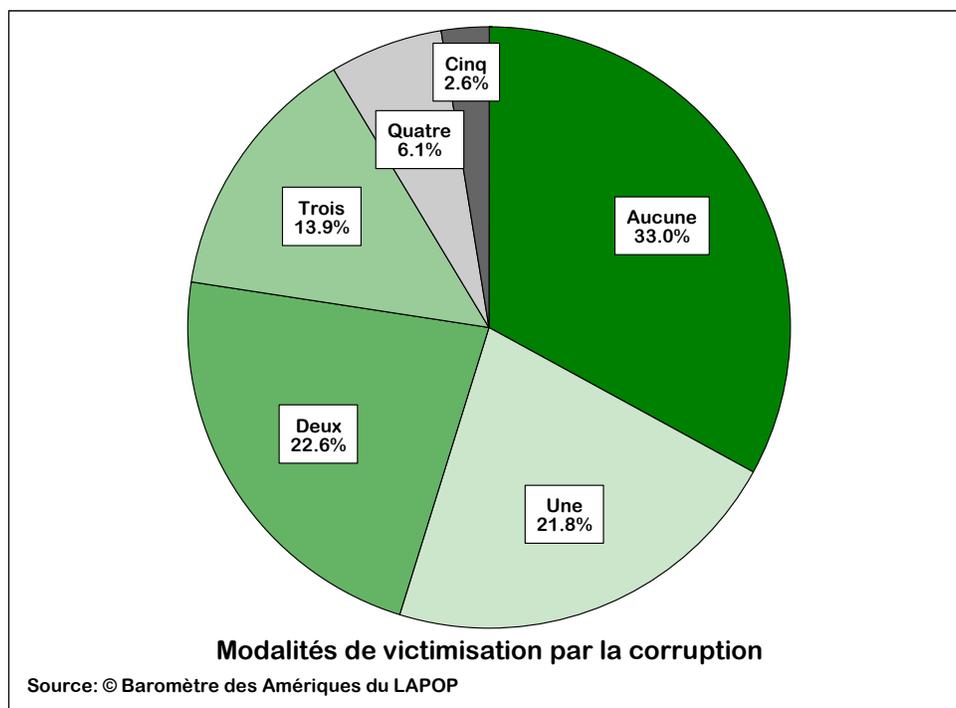


Figure 65 Pourcentage de victimes de corruption dans les Amériques

La figure 65 révèle une grande disparité dans les taux de corruption entre les différents pays de la région. Un constat s'impose dans le cas d'Haïti. Contrairement à son faible taux de perception de la corruption, le nombre de victimes de la corruption en Haïti est extrêmement élevé. Plus des deux tiers (67 %) des Haïtiens affirment avoir été victimes de la corruption dans une certaine forme au cours de la dernière année. Ce niveau de corruption est beaucoup plus élevé que celui des pays les plus corrompus des Amériques, à savoir la Bolivie et l'Équateur, où un peu plus de 40 % des citoyens affirment s'être fait offrir un de pot-de-vin au cours de la dernière année. On retrouve les six pays suivants tout au bas de l'échelle : le Panama, l'Uruguay, la Jamaïque, le Chili, les États-Unis et le Canada. Dans ceux-ci, moins d'un citoyen sur dix affirme avoir été la cible d'une demande de pot-de-vin.

Certains citoyens ont reçu des demandes pour un pot-de-vin à de nombreuses occasions, tandis que d'autres n'ont reçu une demande qu'à une seule occasion. Nous évaluons donc le nombre d'occasions où les citoyens ont déclaré avoir été victimes de corruption en Haïti en 2012. Ces informations sont présentées graphiquement dans la figure 66. Nous constatons d'abord que 33 % des répondants ne signalent aucune expérience de corruption au cours des 12 derniers mois. 21,8 % des victimes affirment avoir reçu une demande à une seule occasion, 22,6 % à deux occasions et 22,6 % à plus de deux occasions.



**Figure 66** Nombre de fois à laquelle un répondant a été victime de corruption, Haïti 2012

Comment les niveaux de victimisation par la corruption varient-ils dans le temps en Haïti ? La figure 67, indique le pourcentage de citoyens qui affirme avoir eu l'expérience de corruption au moins une fois dans l'année. Un constat saute aux yeux : en comparaison avec les autres pays des Amériques, le pourcentage des Haïtiens qui a reçu une demande de pot-de-vin au cours de la dernière année est extrêmement élevé. D'autre part, les résultats montrent que la victimisation par la corruption est de plus en plus fréquente en Haïti. En deux ans, la proportion de personnes qui disent qu'on leur a demandé un pot-de-vin a connu un saut phénoménal, passant d'un peu plus de la moitié aux deux tiers.

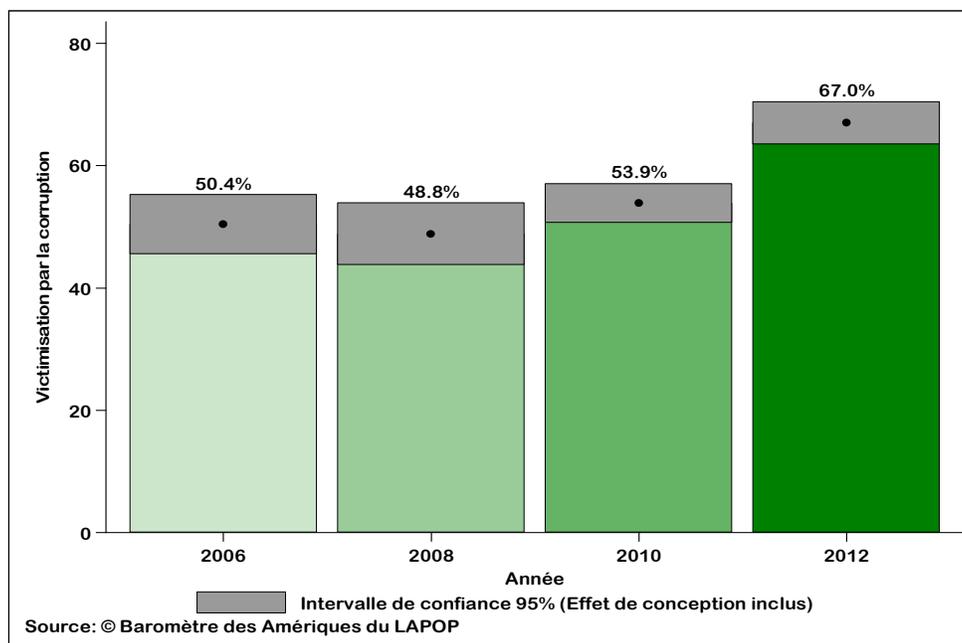


Figure 67 Pourcentage de victimes de corruption, Haïti 2006-2012

Où est-ce que l'offre de pot-de-vin est la plus fréquente ? Étant donné le taux très élevé de demandes de pot-de-vin en Haïti, il est important de se pencher de façon particulière sur ce phénomène. À la figure 68, nous présentons le pourcentage des répondants qui dit avoir été approché pour un pot-de-vin en 2012, selon le lieu où la demande a été faite. Nous observons que 65 % des personnes ayant des enfants à l'école publique disent s'être fait demander un pot-de-vin. Nous observons une incidence similaire chez ceux qui utilisent le système de santé publique. Parmi les Haïtiens qui ont eu recours aux tribunaux ou aux bureaux municipaux au cours de la dernière année, plus de la moitié affirme avoir reçu une demande de pot-de-vin. En outre, près de la moitié de ceux qui ont un emploi dit avoir reçu une demande de pot-de-vin. Cependant, un pourcentage très faible dit avoir reçu une demande de la part d'un policier ou d'un employé du gouvernement.

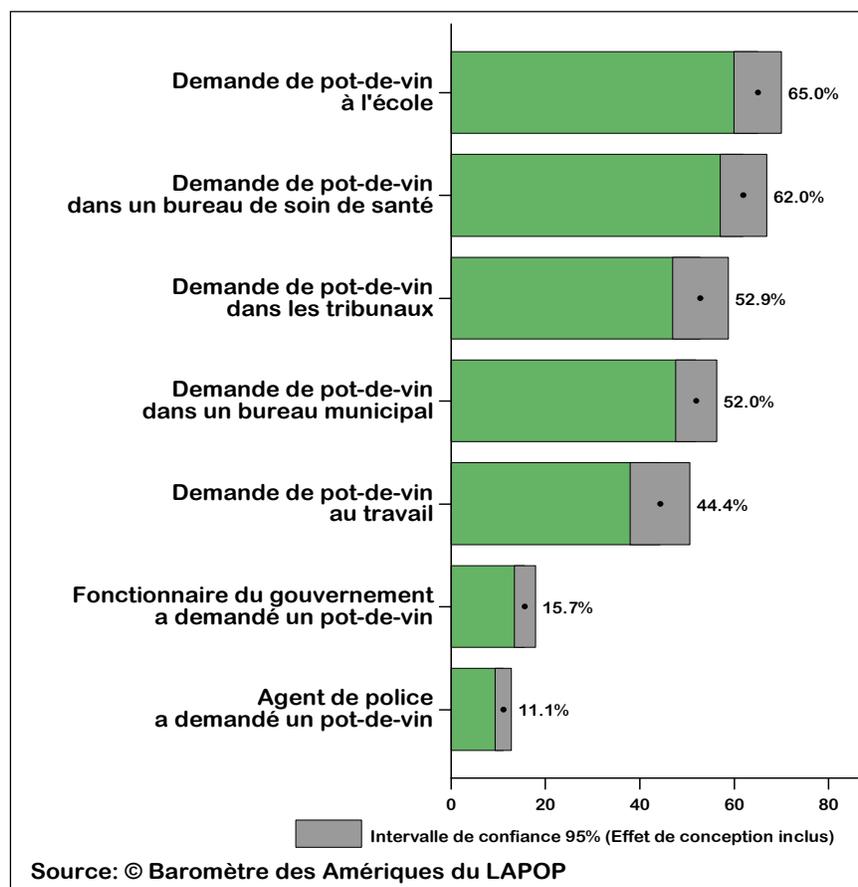


Figure 68 Demande de pot-de-vin par lieu d'incidence, Haïti 2012

Il est clair que cette analyse n'indique pas si les citoyens offrent un pot-de-vin, avant même en avoir reçu la demande. En se basant sur une longue expérience dans l'élaboration de ce type d'enquêtes, LAPOP a choisi de poser des questions sur *la demande* de pot-de-vin et non pas sur l'offre dans la mesure où les citoyens ayant offert un pot-de-vin peuvent être réticents à passer aux aveux. En posant des questions d'une façon plus indirectes sur la demande de pot-de-vin, LAPOP a choisi d'éviter de froisser les répondants ou de nuire à la relation de confiance entre l'interviewer et l'interviewé. En ce sens, nous cherchons à éviter les situations où les citoyens peuvent se sentir dans l'obligation de mentir.

Il faut noter aussi que ces questions ne tiennent pas compte des situations dans lesquelles des faveurs sexuelles sont offertes ou demandés en échange de services. De telles situations peuvent se présenter tant dans les secteurs publics ou privés que dans les écoles ou dans les hôpitaux.

### Qui est susceptible d'être victime de corruption ?

Afin de brosser un tableau plus exhaustif des victimes de la corruption, nous avons développé un modèle de régression logistique afin d'identifier les caractéristiques socio-économiques et démographiques qui co-varient avec l'incidence du phénomène. La figure 69, présente les résultats de cette régression. Nous constatons que ceux qui sont plus riches et qui ont les niveaux les plus élevés de

scolarité sont plus susceptibles de déclarer qu'ils ont reçu des demandes de pots de vin, tandis que ceux qui ont la peau plus foncée (moins scolarisés et plus pauvres) sont moins susceptibles de déclarer avoir reçu des demandes de pot-de-vin. Habituellement, ce dernier groupe risque davantage d'être victime de la corruption. En dépit du fait que les Haïtiens qui sont en mesure de payer ont tendance à ne pas fréquenter l'école publique et le système de santé publique, il s'agit des deux endroits où les demandes de pot-de-vin sont les plus fréquentes.

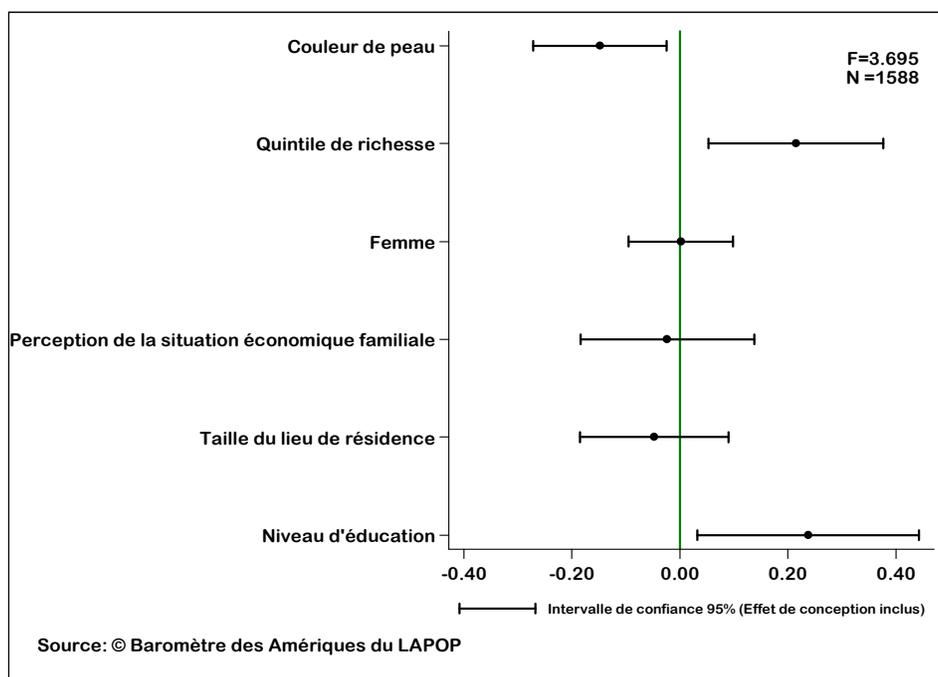


Figure 69 Les déterminants de la victimisation par la corruption en Haïti, 2012

Pour mieux saisir l'impact de chaque variable indépendante sur la probabilité d'être victime de corruption, nous présentons les résultats d'analyses bi-variées dans la figure 70. Il s'avère que les Haïtiens qui ont un niveau d'éducation supérieur ont un taux de victimisation par la corruption de 29 points plus élevé que ceux qui ont seulement réalisé des études au niveau primaire. De même, ceux du quintile le plus riche présente un taux de victimisation par la corruption de 20 points plus élevé que ceux dans le quintile le plus pauvre. Ainsi, il est clair que la plupart des demandes de pots-de-vin affectent ceux qui sont en mesure de payer, et qui ont d'importantes relations avec le système public.

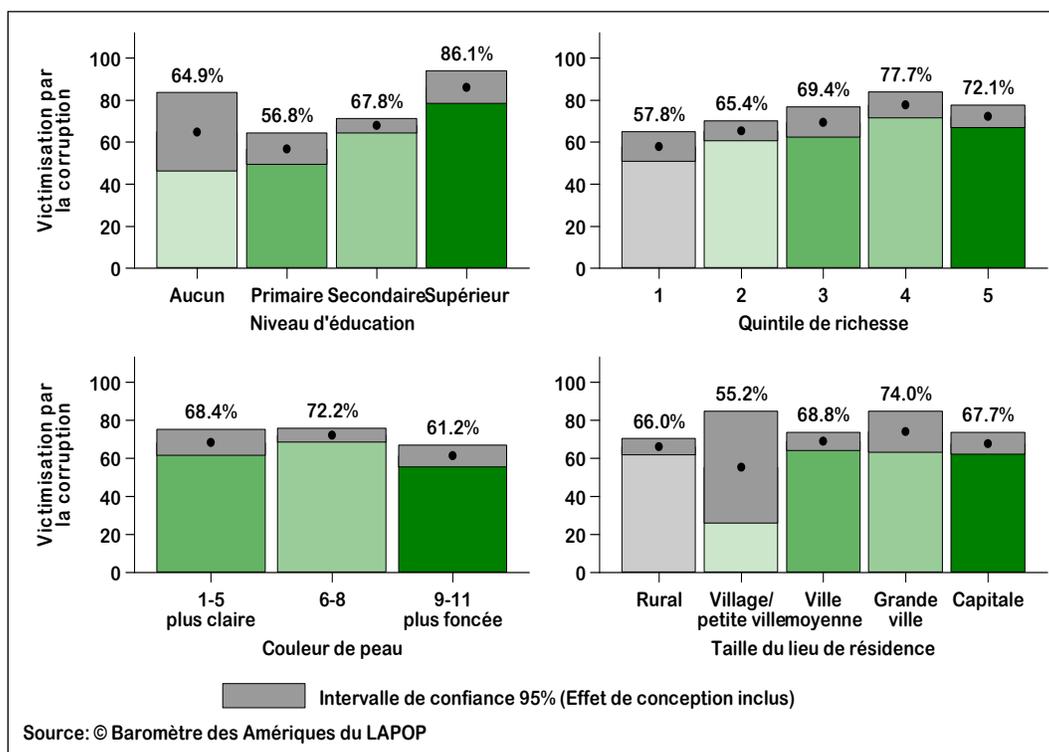


Figure 70 Variables démographiques et victimes de la corruption, Haïti 2012

Nous constatons également que la couleur de la peau a un certain lien avec la probabilité d'être victime de corruption. Ceux qui ont la peau la plus foncée présentent un taux de victimisation par la corruption de 11 points inférieur à ceux qui se situent au milieu de la palette de couleurs. Enfin, le taux de victimisation par la corruption semble varier selon les zones géographiques. Il est relativement faible dans les petites villes, bien que les erreurs types et les intervalles de confiance soient si grands qu'il est difficile de savoir si les résultats peuvent être généralisés au reste de la population. En revanche, les grandes villes (autres que Port-au-Prince) sont les endroits où les demandes de pots-de-vin semblent être les plus fréquentes.

### III. Perception de l'insécurité et de la victimisation

Le Baromètre des Amériques mesure la perception de la sécurité des citoyens en leur posant la question **AOJ11**.

**AOJ11.** Concernant le quartier où vous habitez et la possibilité d'être attaqué ou de vous faire voler ? Vous sentez-vous très en sécurité, un peu en sécurité, un peu insécure, très insécure  
 (1) Très en sécurité (2) un peu en sécurité (3) un peu insécure  
 (4) Très insécure (88) NS (98) NR

Comme il est courant à LAPOP, les réponses ont été transposées sur une échelle de 0-100, où les valeurs les plus élevées signifient une plus grande perception de l'insécurité. La Figure 71 montre les résultats pour toutes les capitales des pays où l'enquête a été réalisée. La perception de l'insécurité

varie considérablement à travers la région, passant de 54,7 points à Mexico et Lima, à près de 29 points à Kingston. À Port-au-Prince, nous rencontrons un niveau moyen de perception d'insécurité de 51,7 points. Par ce résultat, Port-au-Prince se situe à la quatrième place en termes de sentiment d'insécurité dans les Amériques.

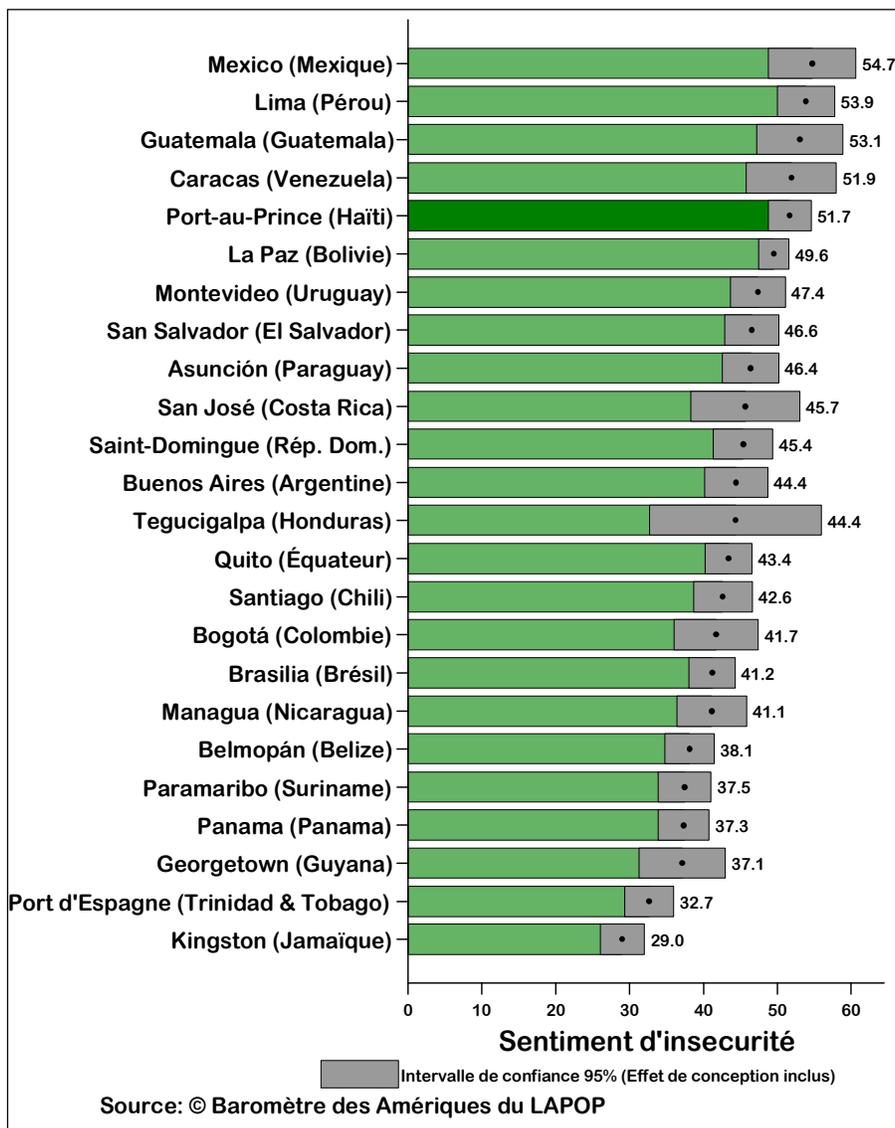


Figure 71 Perception de l'insécurité dans les Amériques, 2012

La Figure 72 montre comment la variation de la perception de l'insécurité en Haïti a changé dans le temps en utilisant des données d'études précédentes de LAPOP. Cette figure indique que la perception a diminué substantiellement entre 2006 et 2010. D'un niveau supérieur à 50 points, la perception d'insécurité est descendue à 38 points sur l'échelle de 0 à 100. Entre 2010 et 2012 la perception d'insécurité a augmenté de 6,5 points, un niveau légèrement inférieur à celui de 2008.

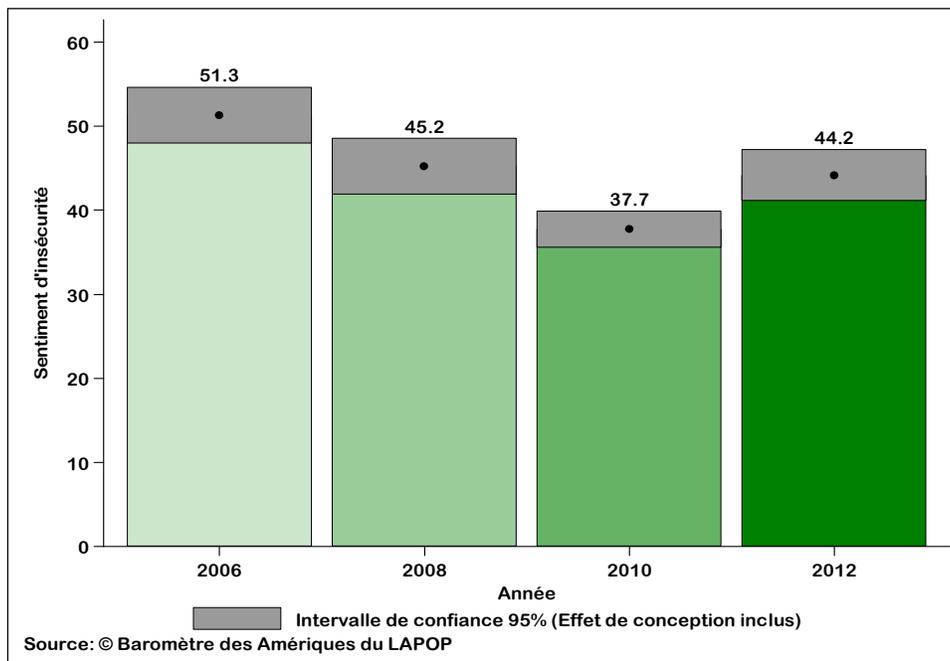


Figure 72 Perception de l'insécurité, Haïti 2006-2012

Dans quelle partie du pays la perception de l'insécurité est-elle la plus importante ? À la figure 73, nous répondons à cette question. La perception de l'insécurité est de loin la plus basse dans la partie nord du pays ; suivent le sud, le plateau central et l'ouest, où la valeur est de 40 points sur une échelle de 0 à 100. La zone métropolitaine de Port-au-Prince est la région où la perception de l'insécurité est la plus élevée en Haïti.

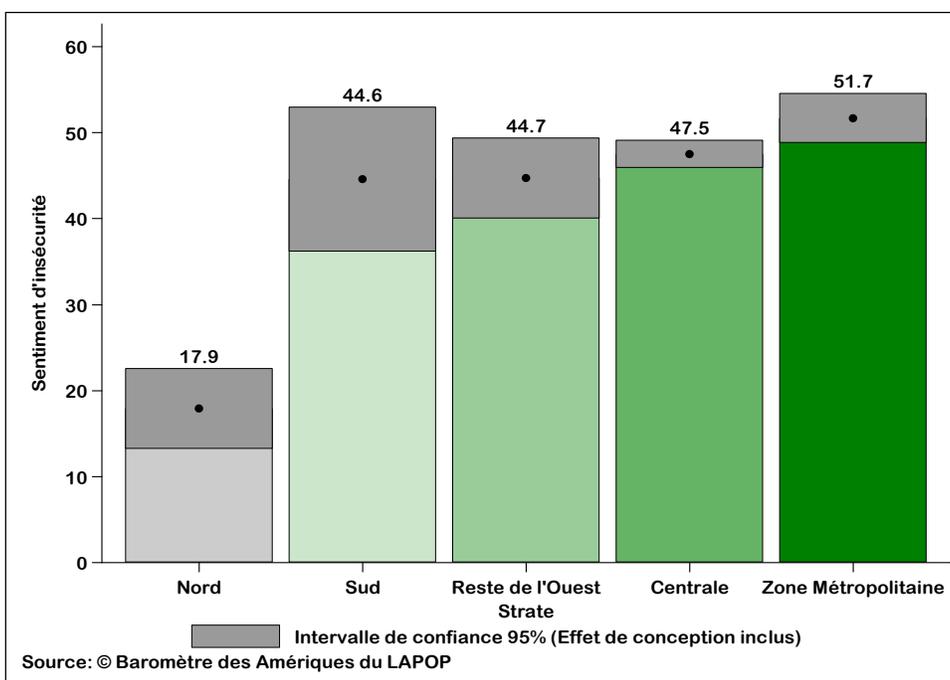


Figure 73 Perception de l'insécurité par région, Haïti 2012

Une fois de plus, comme nous l'avons dit pour la problématique de la corruption, il est important de noter qu'une perception très élevée d'insécurité ne correspond pas toujours à un taux élevé de la criminalité. Dans la prochaine section nous retournons au problème de la victimisation.

#### IV. Victimes de criminalité

Comment la perception de criminalité peut-elle se comparer avec l'expérience personnelle de la criminalité ? Depuis 2010 le Baromètre des Amériques a utilisé une série d'indicateurs qui mesurent la victimisation par le crime. Ces indicateurs sont les suivants :

<p><b>VIC1EXT.</b> Maintenant, changeons de sujet, avez-vous déjà été victime d'un type quelconque de criminalité au cours des douze derniers mois ? En fait, avez-vous déjà été victime de vol, d'assaut, de fraude, d'extorsion, de menace violente ou de tout autre type de crime au cours des 12 derniers mois ?</p>			
(1) Oui [Continuez]	(2) Non [passez à VIC1HOGAR]	(88) NS [passez à VIC1HOGAR]	(98) NR [passez à VIC1HOGAR]
<p><b>VIC2AA.</b> Pouvez-vous me dire dans quel endroit vous avez été victime de cet acte criminel ? <b>[Lisez les options]</b></p>			
(1) Dans votre demeure	(2) Dans le voisinage	(3) Dans cette municipalité	(4) Dans une autre municipalité
(5) Dans un autre pays	(88) NS	(98) NR	(99) N/A
<p><b>VIC1HOGAR.</b> Est-ce qu'une autre personne demeurant dans votre résidence a été victime d'un crime quelconque au cours des douze derniers mois ? C'est-à-dire, est-ce qu'une autre personne <b>demeurant dans votre résidence</b> a été victime de vol, de vol à mains armées, de chantage, d'extorsion, de menaces violentes ou autres types de crime dans les douze derniers mois ?</p>			
(1) Oui	(2) Non	(88) NS	(98) NR (99) N/A (Vit seul)

La figure 74 présente la réponse aux questions **VIC1EXT** et **VIC1HOGAR**. Étant donné que la majorité des actes criminels se produisent dans les zones urbaines, et en particulier dans les capitales nationales, nous avons choisi de présenter les données de victimisation pour les 24 capitales nationales incluses dans l'échantillon (pour des raisons d'échantillonnage, les États-Unis et le Canada sont exclus). Les capitales présentant les niveaux de victimisation les plus élevés sont Quito et Tegucigalpa, où environ 36% des répondants ont dit qu'ils avaient été personnellement victimes de la criminalité. De même, plus de 40 % des répondants ont déclaré qu'il avait été personnellement, ou que quelqu'un d'autre dans leur ménage, avait été victime de la criminalité. À l'autre extrémité, Belmopan, Kingston et Georgetown semblent être les capitales les plus sûres de la région. Moins de 13% des personnes interrogées affirment avoir été victimes de la criminalité, et moins de 10% disent que quelqu'un habitant au même endroit qu'eux a été victime de la criminalité.

Cependant, il est important de rappeler que notre enquête est seulement administrée aux adultes en âge de voter. Ainsi, il est possible que dans les cas où les victimes sont mineures, les plus âgés ne soient pas au courant de l'évènement. Il faut noter aussi que les réponses portent sur les cas où les individus, ou un membre de leur famille, déclarent avoir été victimes. Dans certains contextes, différentes formes de criminalité effectuées presque exclusivement à l'encontre de certains groupes marginalisés peuvent être perçues comme normales et donc ne pas être signalées.

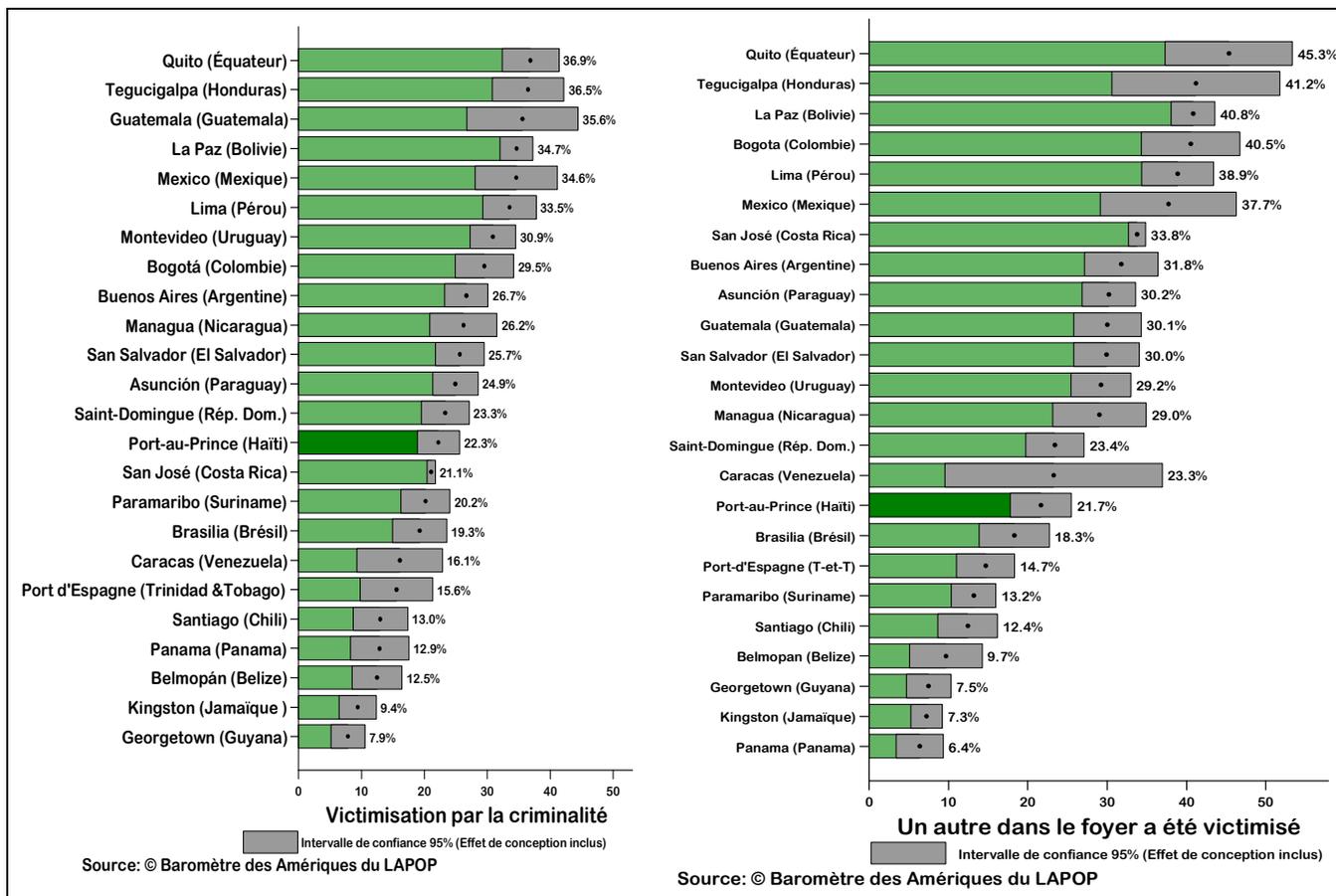


Figure 74 Victimes de criminalité dans les Amériques, 2012

En comparaison avec ce qui se passe ailleurs dans les Amériques, la victimisation par la criminalité se trouve à un niveau modéré en Haïti. Sur la figure gauche, nous observons que 22,3% des résidents de la capitale disent avoir été victimes de criminalité au cours des 12 derniers mois. Sur la figure de droite, nous observons que 21,7 % des répondants affirment qu'un membre de leur famille a été victime de criminalité.

La figure 75 illustre le lieu où les actes criminels sont plus susceptibles de se produire, selon les répondants qui ont déclaré avoir été victimes de tels actes. Il semble que la grande majorité de ces actes se produise à proximité du domicile des victimes. Environ 62% des répondants affirment que le crime le plus récent s'est produit dans leur domicile, dans leur voisinage, ou dans la municipalité et 11,2% des répondants affirment que le crime a été perpétré dans leur maison.

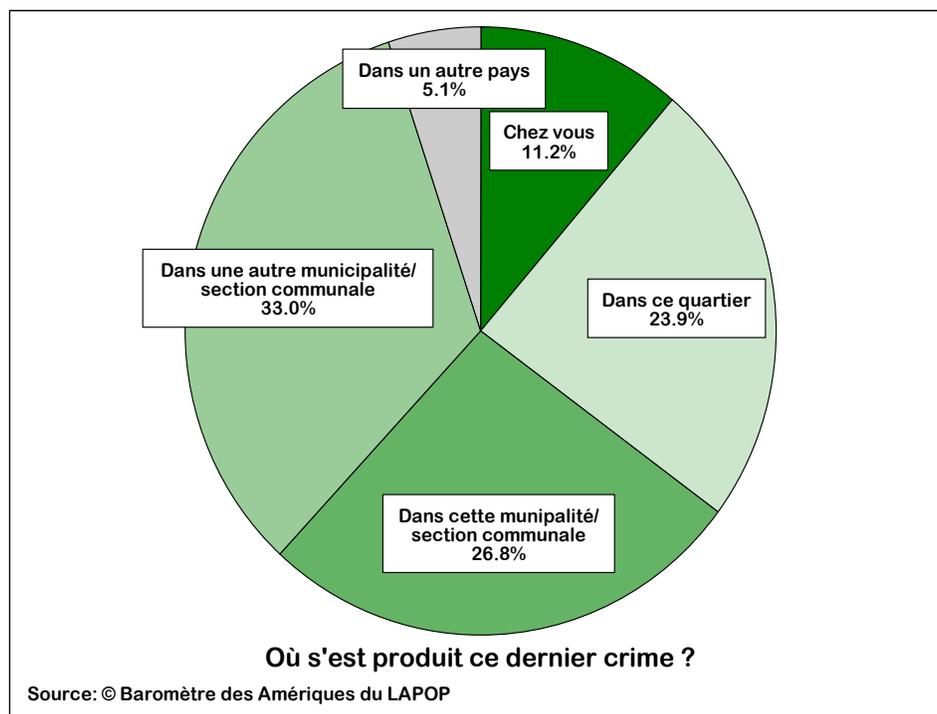


Figure 75 Lieu où le dernier acte de criminalité s'est produit, Haïti 2012

Dans quelles régions se produisent la majorité des crimes ? La figure 76 illustre le portrait régional de la criminalité. La victimisation par le crime suit un modèle similaire à celui de la perception de l'insécurité, suggérant que la perception de l'insécurité, à un niveau agrégé, pourrait correspondre globalement au taux de victimes de criminalité par région. Le nord d'Haïti enregistre le plus faible nombre de victimes de criminalité, alors que Port-au-Prince est la région où on trouve le taux le plus élevé de victimes de criminalité. Le sud est la région où on avait enregistré le deuxième taux le plus faible de perception d'insécurité et de criminalité. Cependant, dans les faits, c'est la deuxième région où on dénombre le taux le plus élevé de victimes de criminalité.

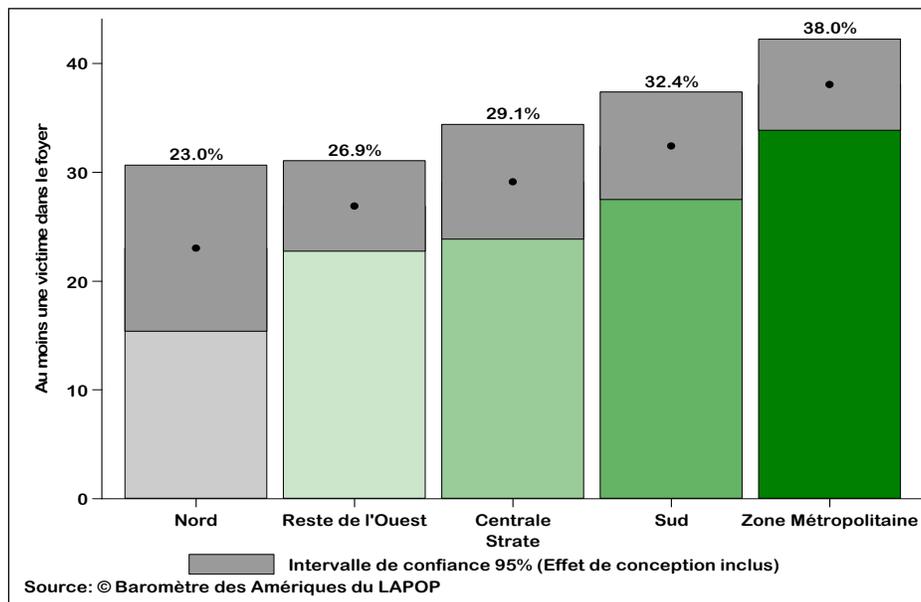


Figure 76 Victimes de criminalité selon la région, Haïti 2012

Enfin, il peut s'avérer important de savoir comment évolue dans le temps l'expérience avec le crime en Haïti. La figure 77 montre la tendance, depuis 2006, de la proportion des personnes qui déclarent avoir été victimes de criminalité. Il faut noter cependant que les questions par lesquelles nous mesurons cette forme de victimisation ont subi une altération en 2010. En 2006 et 2008 LAPOP utilisait la question VIC1 qui se formule de la façon suivante : « avez-vous été victime d'un crime quelconque au cours des 12 derniers mois ? ». En 2010 et 2012, cette question s'est vue substituée par la question VIC1EXT, qui donne plus de détails sur le type de crime qui pourrait se produire. Ce changement avait pour but d'augmenter la validité des réponses. Il est donc possible que le changement dans la formulation puisse expliquer l'augmentation observée dans la proportion de victimes de criminalité entre 2010 et 2012.

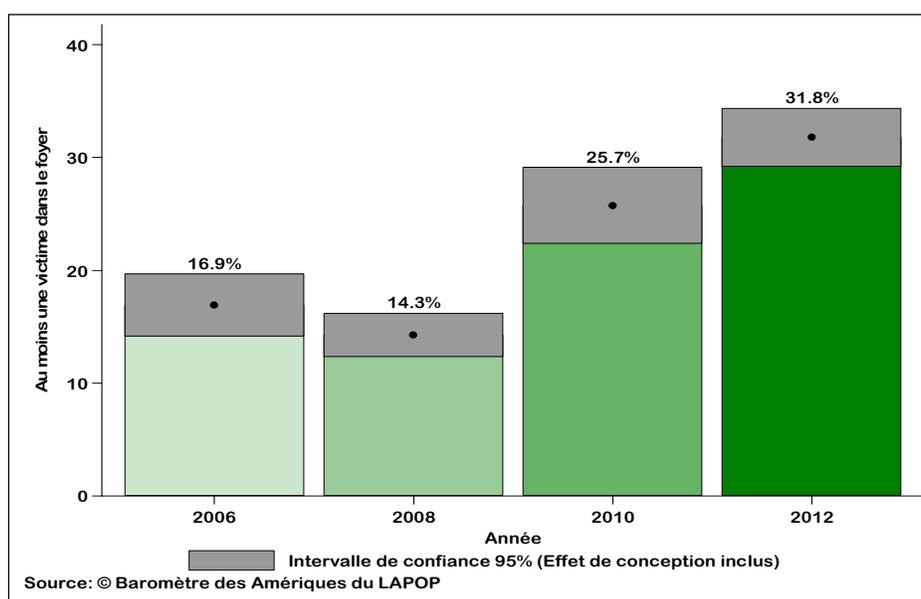


Figure 77 Victimes de criminalité, Haïti 2006-2012

Le nombre de personnes qui déclarent avoir été victimes de criminalité est en augmentation depuis 2008. Bien que le changement dans la formulation puisse expliquer l'augmentation observée dans la proportion des victimes de criminalité, il appert que le nombre de victimes a augmenté de 6 points de pourcentage depuis 2010.

### Qui sont les personnes les plus susceptibles d'être victimes de criminalité ?

La figure 78 montre les résultats d'un modèle de régression logistique dans laquelle la probabilité d'être victime de criminalité est évaluée<sup>15</sup>. Ce qu'il y a de plus intéressant avec la figure 78 est l'absence de relations qui atteignent le niveau standard de signification statistique<sup>16</sup>. Les personnes qui ont la peau de couleur plus foncée ont une probabilité légèrement plus élevée d'affirmer qu'elles ont été victimes de criminalité. Cependant, aucune autre variable n'a d'effet sur la probabilité d'être victime de la criminalité. En d'autres mots, être riche ou être pauvre, homme ou femme, résidant d'une grande ville ou pas, n'a aucun effet statistique sur la probabilité d'avoir été victime de la criminalité.

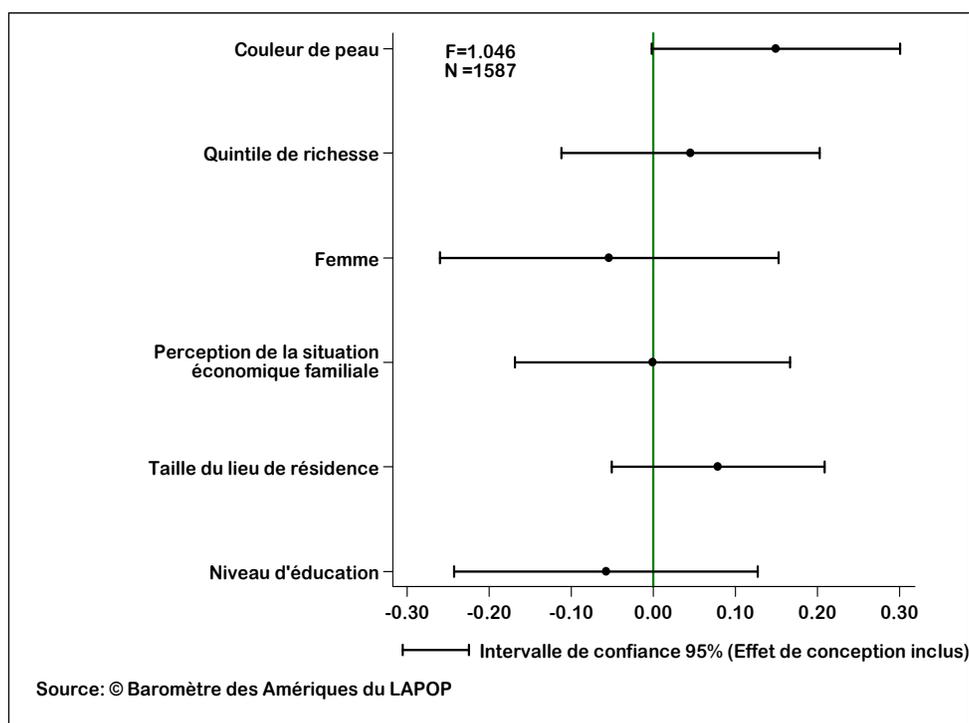


Figure 78 Déterminants du fait d'être victime de la criminalité, Haïti 2012

<sup>15</sup> Dans toutes les régressions de cette étude, nous avons standardisé toutes les variables. Ainsi, les coefficients de chaque variable sont indiqués par des points, et les intervalles de confiance par les lignes horizontales s'étendant de droite à gauche de chaque point. Si un intervalle de confiance ne coupe pas la ligne verticale à 0,0, la variable est statistiquement significative ( $p < 0,05$ ). Un coefficient avec un intervalle de confiance qui se trouve entièrement à droite de la ligne zéro indique un effet positif et statistiquement significatif net sur la variable dépendante. En revanche, un coefficient avec un intervalle de confiance à la gauche de la ligne zéro indique un effet négatif et statistiquement significatif net.

<sup>16</sup> La couleur de la peau est statistiquement significative  $p = .054$ .

## V. Confiance et appui envers la police

Dans quelle mesure les Haïtiens font-ils confiance et appuient-ils les forces policières ? Une question qui mesure le niveau confiance des citoyens des Amériques envers leur corps de police a longtemps fait partie du Baromètre des Amériques. L'échelle de mesure de la question est de 1 à 7 où 1 signifie « pas du tout » et 7 « beaucoup ».

**B18.** Dans quelle mesure faites-vous confiance à la Police Nationale d'Haïti (PNH) ?

En outre, depuis 2008, LAPOP pose une paire de question seulement aux Haïtiens dans le but d'évaluer le fonctionnement de la PNH. Ces deux questions sont HAIM3 et HAIPOLIS.

**HAIM3.** Concernant la police en général, diriez-vous que la police fait bien, très bien, ni bien ni mal, mal, ou très mal son travail ?

(1) Très bien      (2) Bien      (3) Ni bien Ni mal      (4) Mal  
(5) Très mal      (88) NS      (98)NR

**HAIPOLIS.** Pensez-vous que la police est suffisante pour assurer la sécurité dans le pays ou pensez-vous qu'une autre force armée est nécessaire dans le pays ? **[Lisez les options]**

(1) La police est suffisante pour assurer la sécurité  
(2) Une autre force armée est nécessaire  
(88) NS      (98) NR

La figure 79 présente l'évaluation de la performance de la police (**HAIM3**) que font les Haïtiens en 2012. Nous observons que la majorité (58 %) pense que la police fait ni bien ni mal son travail. Parmi ceux qui ont une opinion plus tranchée, la majorité présente une opinion favorable de la police. Plus de 31 % des Haïtiens donnent une mention bien ou très bien à la performance de la police. Seulement 11 % des répondants considèrent que la police fait mal ou très mal son travail.

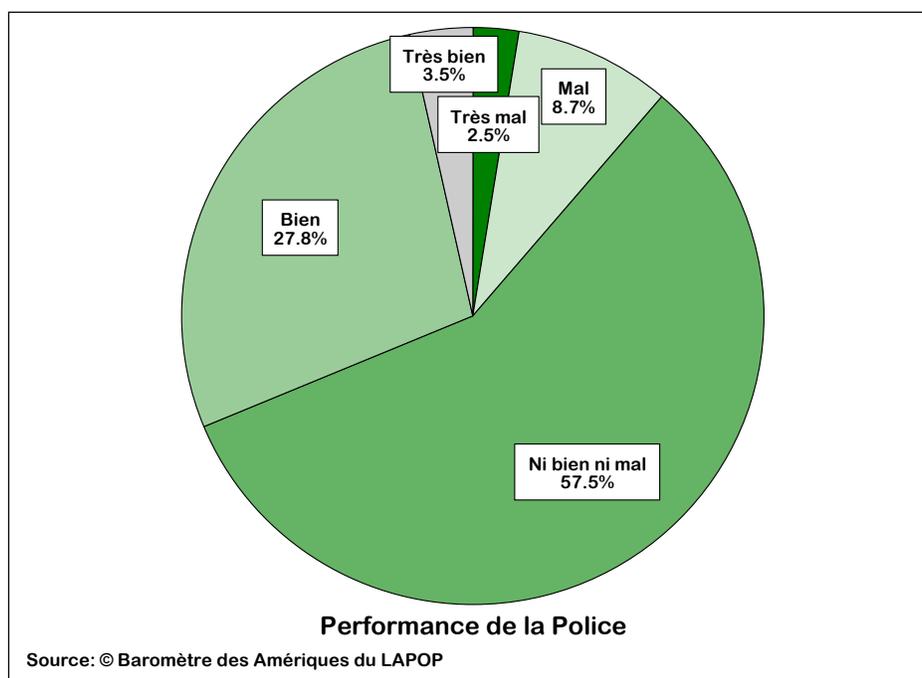


Figure 79 Évaluation de la performance de la PNH, Haïti 2012

Comment l'évaluation que font les Haïtiens de la performance de l'institution policière a-t-elle évolué dans le temps ? La figure 80 présente l'évolution des perceptions quant à la performance de la PNH depuis 2008. Nous pouvons observer que les résultats n'ont pas beaucoup changés, se situant légèrement au dessus de la barre des 50 %. On peut même y observer une faible amélioration (non statistiquement significative) de l'ordre de 4 points sur une échelle de 0 à 100.

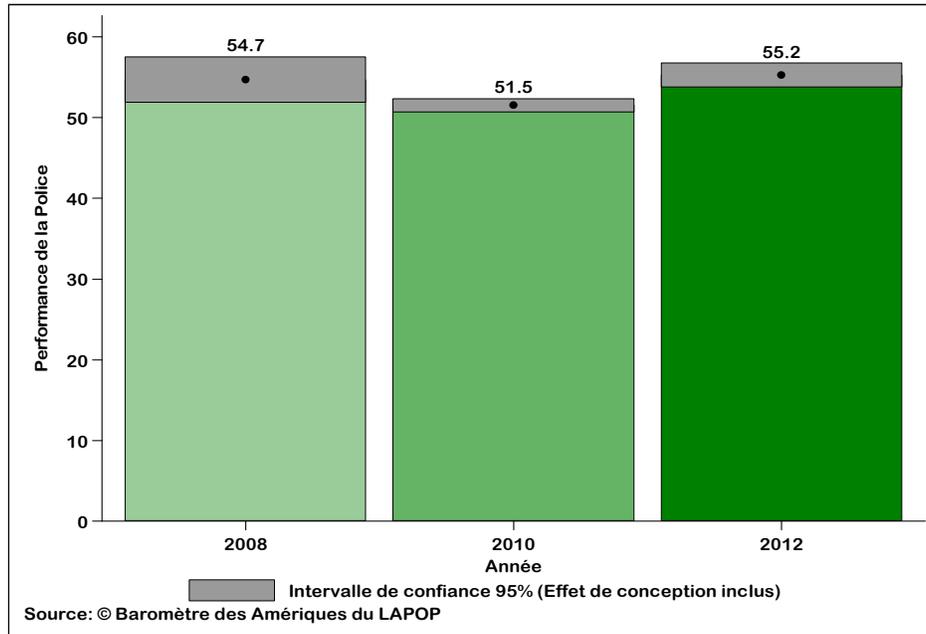


Figure 80 Évaluation de la performance de la PNH, Haïti 2008-2012

Tout comme pour l'évaluation de la performance de la police, il est aussi important que les citoyens fassent confiance à la PNH. La confiance constitue une notion plus abstraite, mais elle est aussi plus critique en regard du respect de la primauté du droit. La figure 81 examine l'évolution des taux de confiance envers la police haïtienne depuis la première enquête du Baromètre des Amériques effectuées en Haïti en 2006. Nous observons une augmentation substantielle de 8 points, sur notre échelle de 0 à 100, entre 2010 et 2012. Comme nous aurons l'opportunité de le voir dans le prochain chapitre, le niveau de confiance envers la PNH est relativement élevé en Haïti en comparaison avec les autres institutions. Le score de la PNH sur ce sujet est proche de celui de l'Église catholique et représente le double du score attribué aux institutions telles que le Parlement et les élections.

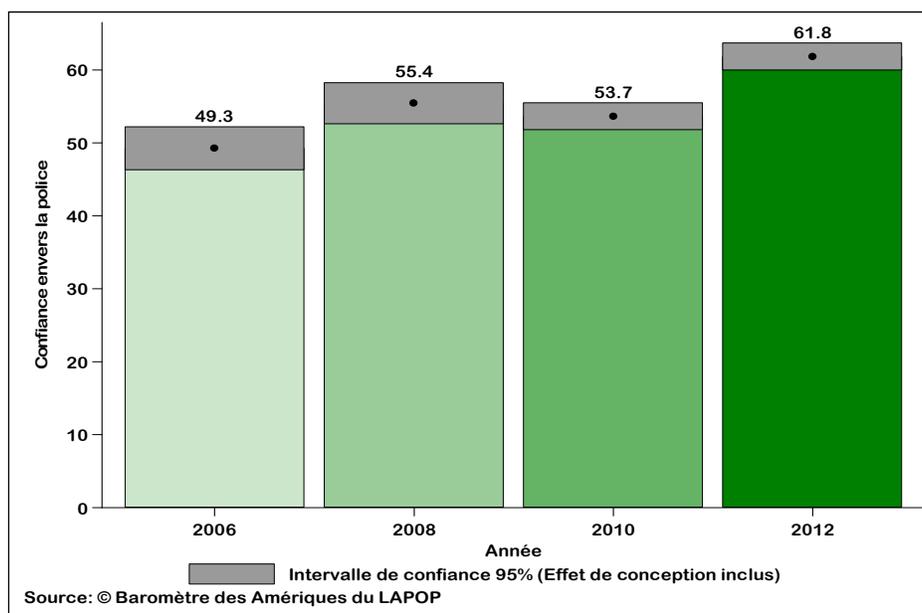


Figure 81 Évaluation de la confiance envers la PNH, Haïti 2006-2012

La figure 82 explore une autre dimension de la confiance envers la police. Du côté gauche de la figure nous pouvons observer que, dans une perspective comparée, la proportion de citoyens qui croit que la PNH est digne de confiance est assez élevée en Haïti. Haïti se trouve en quatrième position sur les 26 pays des Amériques considérés dans la vague de 2012 du Baromètre des Amériques. Le taux de confiance des Haïtiens envers la police est comparable à celui des pays comme le Canada, les États-Unis, mais aussi à celui du Chili et du Nicaragua, un pays où la réforme du système de sécurité a été applaudie et qui est présentée comme un modèle pour les autres pays de l'Amérique Centrale<sup>17</sup>. Du côté droit de la figure, nous pouvons observer que la position d'Haïti par rapport aux autres pays de la région s'est améliorée de six places entre 2010 et 2012.

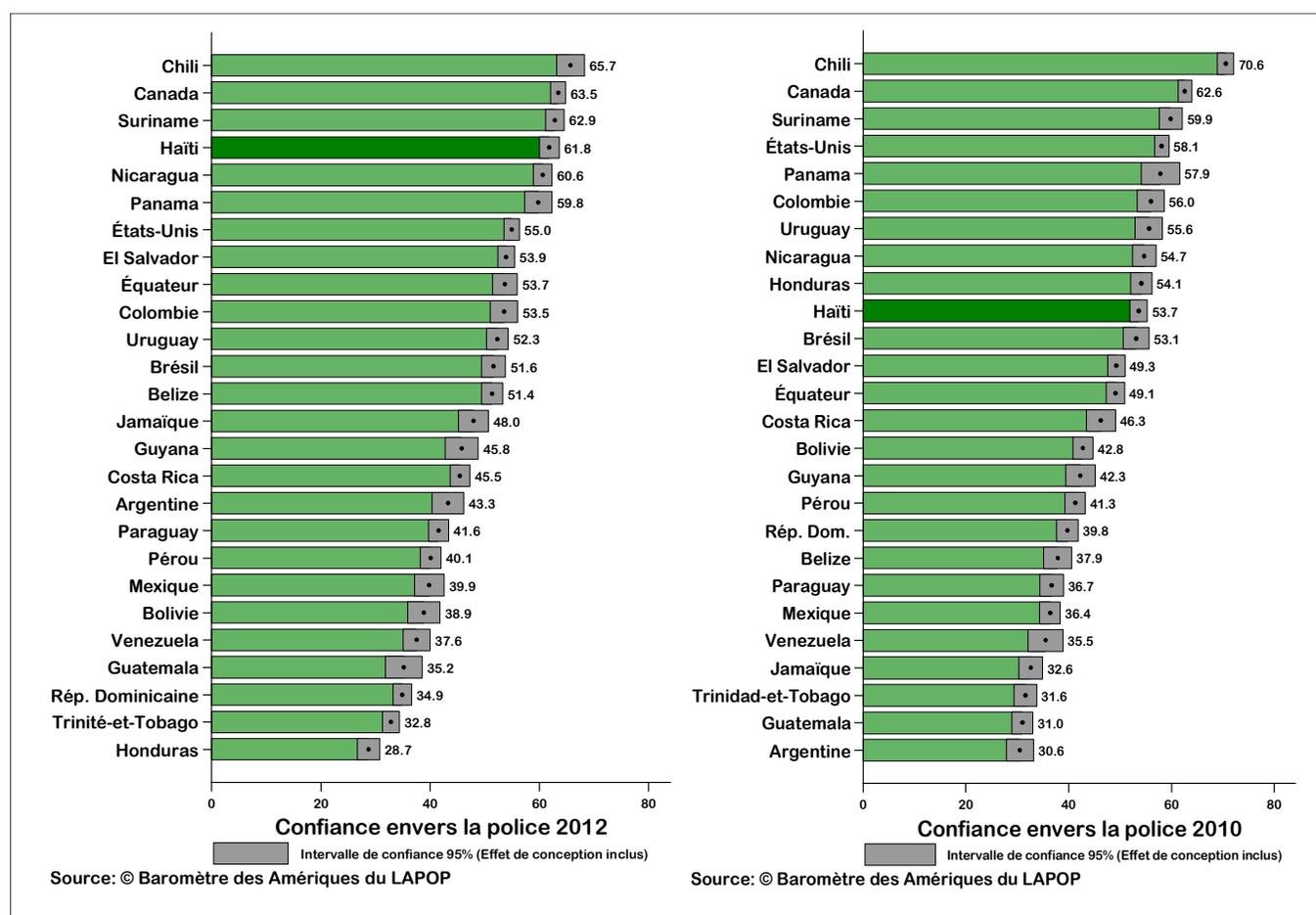


Figure 82 Confiance envers la police dans les Amériques, 2010 et 2012

La figure 83, examine le niveau d'appui des Haïtiens à l'idée selon laquelle « le pays a besoin d'une autre force armée ». Nous observons que, tant en 2008 qu'en 2012, une majorité de citoyens estime que le pays a besoin d'une autre force armée. Les trois-quarts des personnes interrogées pensaient de cette façon en 2008. En 2012, cette proportion est plus faible de seulement 3 points. Les

<sup>17</sup> Cruz, José Miguel. 2011. "Criminal Violence and Democratization in Central America: The Survival of the Violent State." *Latin American Politics and Society* 53 (4): 1–33.

niveaux élevés d'accord avec cet énoncé peut être dû en partie au fait que l'armée nationale est étroitement liée avec le sens des Haïtiens de l'identité nationale. Ainsi, il ne signifie pas nécessairement que les gens croient que la police n'est pas suffisante pour la sécurité. Cela peut notamment être le cas étant donné que les Haïtiens, dans l'ensemble, font confiance à la police et pensent qu'elle fait bien. Toutefois, une autre analyse de régression indique que ceux qui perçoivent des niveaux élevés d'insécurité sont plus susceptibles de convenir qu'une autre force est nécessaire, tandis que les Haïtiens qui sont plus satisfaits avec la performance de la police et ceux qui ont des niveaux plus élevés de fierté nationale sont moins susceptibles de convenir qu'une autre force est nécessaire<sup>18</sup>.

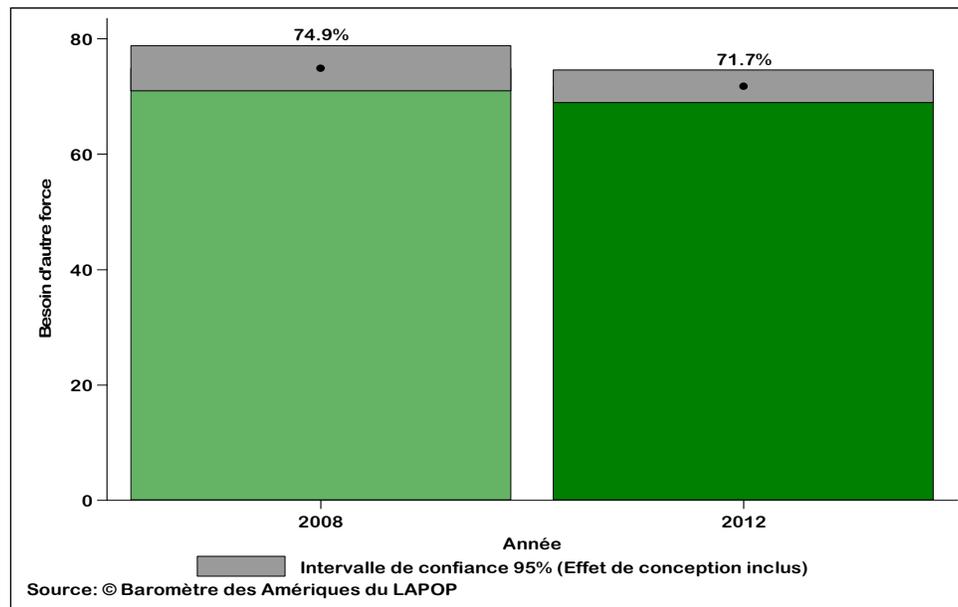


Figure 83 Une autre force armée est nécessaire, Haïti 2012

<sup>18</sup> L'analyse n'est pas visible ici, mais est disponible sur demande

## VI. Soutien aux efforts qui tentent d'empêcher le phénomène de servitude chez les enfants, comme chez les restaveks

Comme nous l'avons vu en l'introduction, le phénomène des restavek constitue l'une des formes les plus importantes de violation des droits humains en Haïti. Le Baromètre des Amériques 2012 comporte deux questions qui examinent dans quelle mesure les Haïtiens apportent leur appui aux efforts qui tentent d'empêcher les familles d'envoyer leurs enfants à travailler en tant que restavek.

**RESTAVEK1. Gouvernement.** Pensez-vous que le gouvernement devrait empêcher les familles d'envoyer leurs enfants à travailler comme des restavek ?

(1) Oui (2) Non (3) Pas d'opinion

(88) NS (98) NR

**RESTAVEK3. Organisations communautaires.** Pensez-vous que les organisations communautaires de votre localité devraient empêcher les familles d'envoyer leurs enfants à travailler en tant que restavek ?

(1) Oui (2) Non (3) Pas d'opinion (88) NS (98) NR

La figure 84, examine les réponses à ces deux questions. Nous observons que la grande majorité des Haïtiens appuie l'idée d'empêcher les familles d'envoyer leurs enfants à travailler en tant que restaveks. Ceci est vrai tant pour le gouvernement (85 %) que pour les organisations communautaires (87 %). Une écrasante majorité de 83 % dit appuyer les efforts provenant des deux types d'organisations.

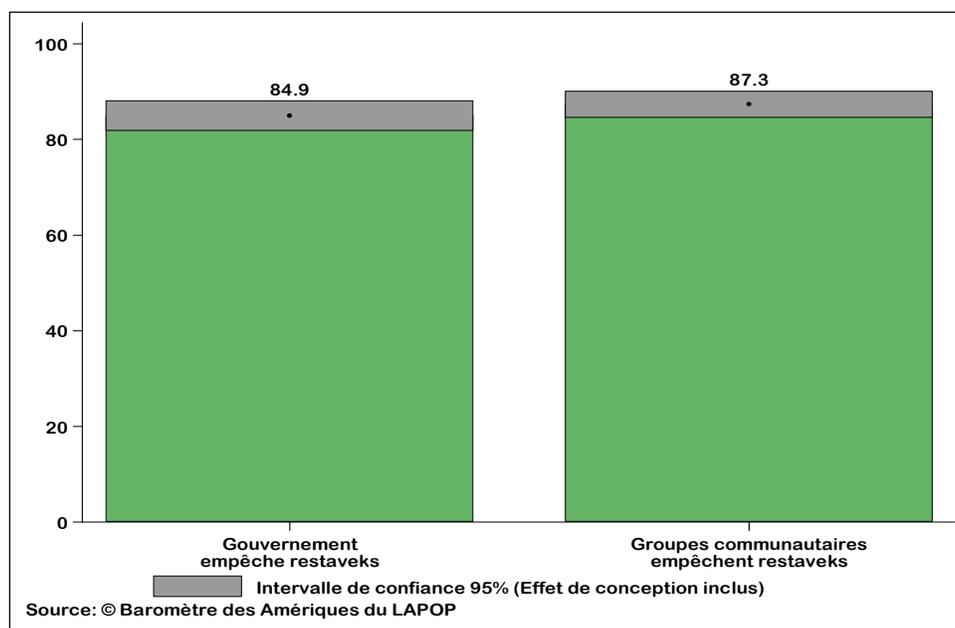
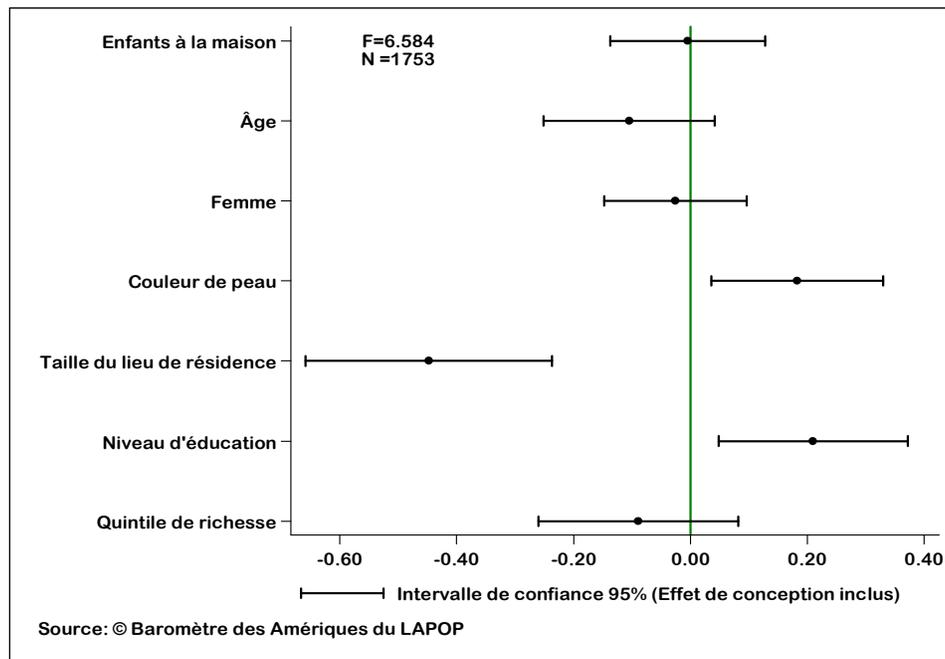


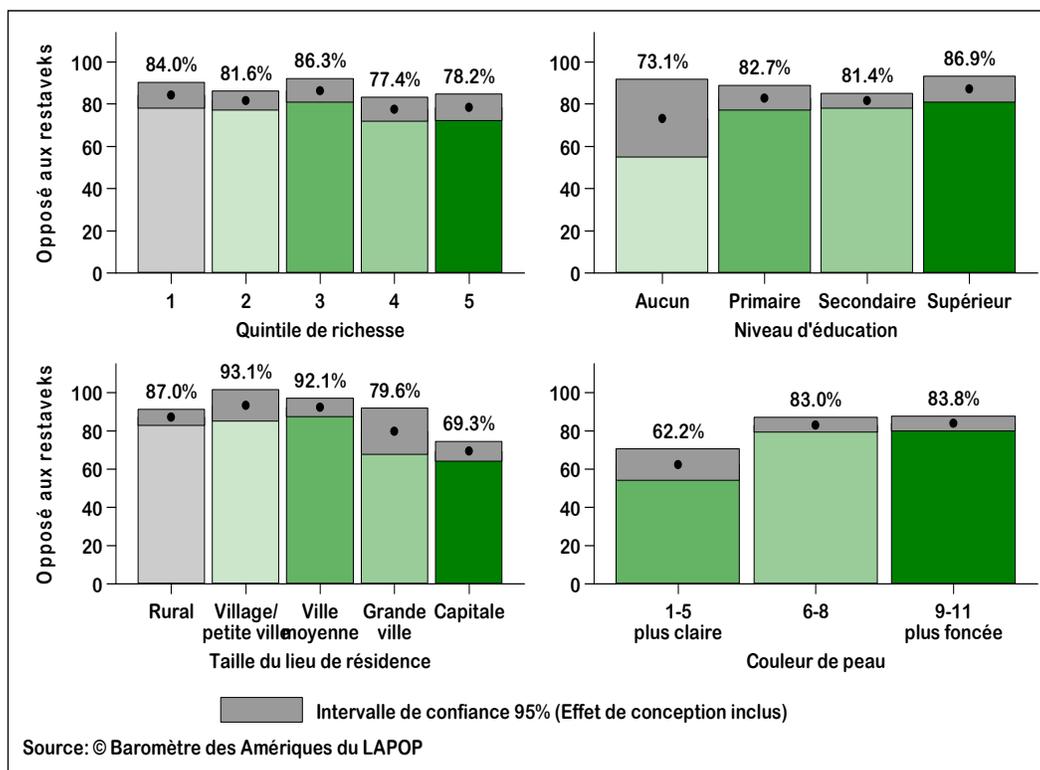
Figure 84 Appui aux efforts pour enrayer la pratique des restaveks, Haïti 2012

Qui supporte le plus les efforts afin d'enrayer le phénomène des restaveks ? Nous avons créé une variable qui combine la proportion de personnes qui appuient à la fois l'action des organisations communautaires et celle du gouvernement sur cet enjeu. La figure 85, offre une mesure des répondants qui appuient les efforts des gouvernements et des organisations communautaires visant l'élimination de la servitude des enfants. Nous observons que les attitudes ne sont pas affectées par le fait qu'un ménage a des enfants chez lui, de même pour le sexe, l'âge ou le revenu du répondant. Par ailleurs, nous observons que les répondants dont la couleur de peau est la plus foncée tout comme ceux qui possèdent un niveau de scolarité élevé sont plus enclins à appuyer ce type d'interventions. Cependant les résidents des grandes villes sont plus réticents à apporter leur appui à ces mesures.



**Figure 85 Déterminants de l'appui aux interventions pour empêcher la servitude des enfants**

À la figure 86, nous examinons avec plus de détails qui sont les répondants qui appuient les efforts afin d'empêcher cette forme d'esclavage des enfants qu'est le phénomène des restaveks. Nous observons que parmi les Haïtiens des deux quintiles des ménages les plus riches, environ 78 % appuient les efforts tandis que parmi les Haïtiens des trois autres quintiles, l'appui est encore plus élevé. Cependant, nous observons les Haïtiens qui ont un niveau de scolarité plus élevé ont un niveau d'appui aux actions des gouvernements et d'organisations communautaires contre le phénomène des restavek de 16 points de pourcentage plus élevé que les Haïtiens qui n'ont pas fréquenté l'école. En outre, l'appui que les Haïtiens manifestent pour ces efforts varie substantiellement selon de lieu de résidence. Entre 93 % et 95 % des résidents des petites et moyennes villes appuient ces interventions, contre 82 % des résidents des grandes villes et 70 % des résidents de Port-au-Prince. En milieu rural, d'où provient la plupart des restavek, 88 % des répondants soutiennent ces efforts. Finalement, nous observons des variations importantes selon la position des personnes sur notre échelle de couleur de la peau. Ceux qui se trouvent au milieu et dans les valeurs supérieures de l'échelle de notre palette de couleur (c'est-à-dire ceux avec une couleur de peau plus foncée) appuient ces efforts à un niveau de 85 %. Cependant, parmi les citoyens situés dans la section inférieure de notre palette de couleur, c'est à dire ceux qui ont une couleur de peau plus blanche, l'appui à ces efforts est d'approximativement est de 20 points de pourcentage inférieur.



**Figure 86** Caractéristiques personnelles et appui aux efforts pour enrayer le phénomène des restaveks

## VII. L'impact de la criminalité, de l'insécurité et de la corruption sur l'appui au système politique

Quels sont les effets des niveaux élevés de criminalité et de corruption sur la légitimité politique en Haïti ? Qu'en est-il de la perception de la corruption ? Nous utilisons maintenant une analyse de régression linéaire multi-variée où l'impact de l'insécurité et le fait d'être victime de criminalité sur l'appui au système politique est analysé. La figure 87, décrit l'impact de variables comme la confiance envers la police, le fait d'avoir été victime de criminalité et de l'insécurité sur l'appui au système politique<sup>19</sup>. Nous observons que la confiance envers la police constitue un déterminant important de l'appui au système. Donc, investir dans la police peut être important en dans le but de promouvoir la stabilité du système politique d'une manière plus générale. Par contre, nous observons que les niveaux de perception de la corruption et de l'insécurité sont inversement corrélés à l'appui système politique. L'impact de la perception de la corruption y est pour beaucoup. Cependant, le fait d'avoir été victime de criminalité n'a aucun effet sur l'appui au système politique. De façon surprenante, nous constatons que le fait d'avoir été victime de la corruption a un impact *positif* sur l'appui au système politique.

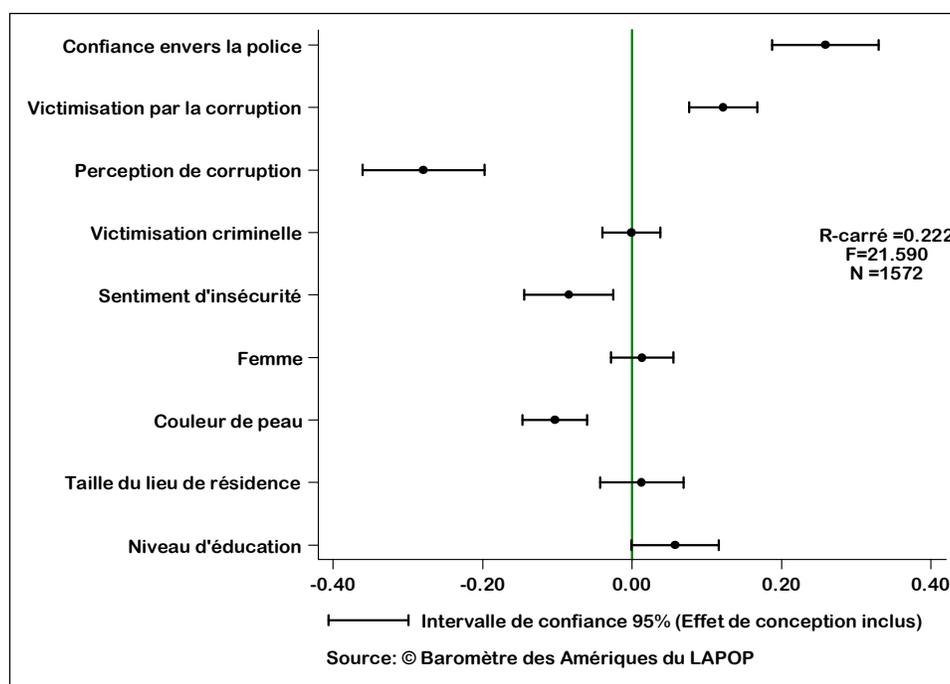


Figure 87 Déterminants de l'appui au système politique, Haïti 2012

<sup>19</sup> Soutien au système est calculé comme la moyenne des réponses du répondant à cinq questions: B1 (perception que le système judiciaire garantit un procès juste), B2 (respect pour les institutions politiques du pays), B3 (croyance que les droits les plus élémentaires des citoyens sont bien protégés dans le pays), B4 (fierté de vivre dans le système politique du pays), et B6 (croyance qu'on doit soutenir le système politique du pays). La variable résultante est transposée sur une échelle de 0 à 100. Pour plus d'informations, allez au chapitre 5.

La figure 88, considère avec plus de détails la relation entre les variables étudiées et l'appui au système politique. On y trouve des analyses bi-variées entre l'appui au système et la corruption, la perception et l'expérience de la criminalité. Nous observons des relations similaires à celles présentées dans la figure précédente. L'insécurité et la criminalité n'ont pas d'effet important sur l'appui au système politique. Les citoyens qui perçoivent des taux plus élevés d'insécurité manifestent, dans une certaine mesure, un moindre appui au système politique. Cependant, la relation entre ces deux variables n'est pas linéaire : ceux qui perçoivent des taux très élevés d'insécurité manifestent aussi un taux élevé d'appui au système. Le fait d'être victime de criminalité, nous le voyons plus clairement ici, n'est pas associé avec l'appui que les citoyens accordent au système politique. Par contre, on observe une toute autre situation dans le cas de la corruption. Les Haïtiens qui perçoivent un niveau de corruption très élevé ont seulement un niveau de 35 points d'appui au système, sur une échelle de 0-100. Ceux qui perçoivent des taux de corruption très faibles ont un score de 18 points plus élevés.

Cependant, les victimes de la corruption ont un taux d'appui au système de 7 points plus élevé que les répondants des autres catégories. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les victimes de la corruption reçoivent des services du gouvernement. Ils seraient ainsi plus satisfaits du système que les autres qui n'y ont pas accès.

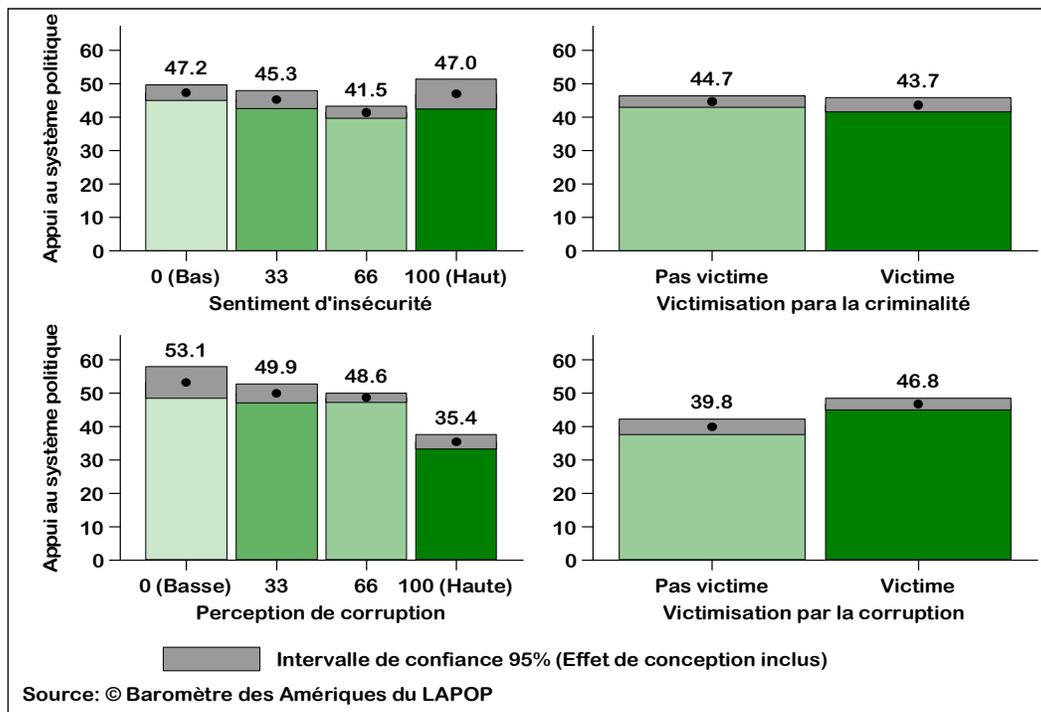


Figure 88 Criminalité, corruption, et appui au système politique, Haïti 2012

## VIII. Impact de la criminalité et l'insécurité sur l'appui à l'État de droit

Dans cette section nous examinons l'appui à l'État de droit dans les Amériques. La primauté du droit est généralement définie par l'application universelle des lois de l'État ou la garantie qu'aucun groupe ne peut se soustraire à la loi<sup>20</sup>. Des études antérieures de LAPOP ont observé de grandes différences dans les Amériques relativement à la disposition des citoyens à tolérer certaines formes de violation des droits humains par la police. On peut s'attendre à ce que les citoyens qui perçoivent un niveau de criminalité plus élevé et ceux qui en sont victimes soient plus enclins à tolérer les transgressions à l'État de droit<sup>21</sup>. Pour mesurer l'appui au concept de primauté du droit dans les Amériques, nous utilisons la question suivante qui demande aux citoyens si les autorités doivent toujours respecter la loi ou si elles peuvent la transgresser occasionnellement.

**AOJ8.** Dans le but d'arrêter les criminels, pensez-vous que les autorités doivent toujours respecter la loi ou peuvent-ils occasionnellement la transgresser ?  
 (1) Doivent toujours respecter la loi  
 (2) Peuvent ne pas la respecter dans certaines occasions  
 (88 ) NS      (98) NR

La figure 89, montre le pourcentage des citoyens dans chacun des pays des Amériques qui croient que les autorités doivent toujours respecter la loi. Le taux le plus élevé d'appui à l'État de droit est enregistré en Jamaïque (75 %). Suivent ensuite le Panama, le Venezuela, la République Dominicaine, les États-Unis, le Belize, la Colombie et le Brésil, où le taux d'appui à la primauté du droit est environ de 70 % ou plus. Finalement, c'est en Bolivie et en Équateur que l'idée de l'État de droit reçoit son plus faible appui, avec un taux inférieur à 55 %. Haïti, pour sa part, se trouve au milieu de l'échantillon, avec 67 % de ses citoyens qui estiment que l'État de droit doit être toujours respecté.

<sup>20</sup> Voir O'Donnell, Guillermo A. 2004. Why the Rule of Law Matters. *Journal of Democracy* 15 (4): 32-46.

<sup>21</sup> Cruz, José Miguel. 2009. Should Authorities Respect the Law When Fighting Crime? *AmericasBarometer Insights Series*. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

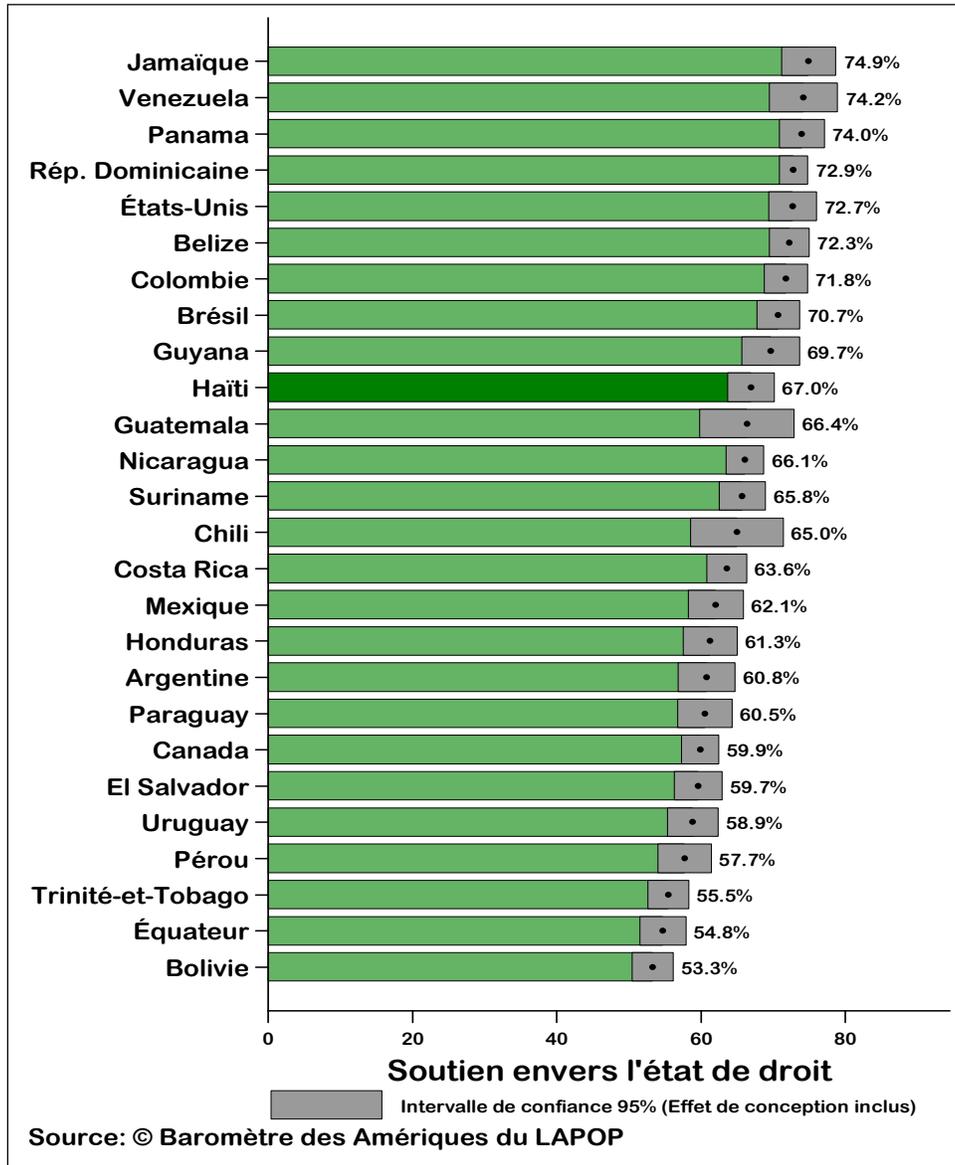


Figure 89 Pourcentage d'appui l'État de droit dans le Amériques, 2012

La figure 90, présente l'évolution dans le temps de l'appui à l'État de droit en Haïti. Nous y observons d'importantes fluctuations au niveau du pourcentage de citoyens qui affirment supporter le principe de primauté du droit. En 2008, 78 % des répondants soutenaient ce principe, contre 60 % en 2010. On peut noter par exemple que ces réponses coïncident avec les cycles électoraux. Durant les élections, les politiciens et les personnalités publiques ont ouvertement remis en question l'impartialité de l'administration électorale. S'il est vrai que les irrégularités électorales ne sont pas comparables avec l'action de la police pour arrêter des criminels, il est possible toutefois que les attitudes envers ces deux enjeux soient le fruit d'une culture similaire associée au respect de l'État de droit.

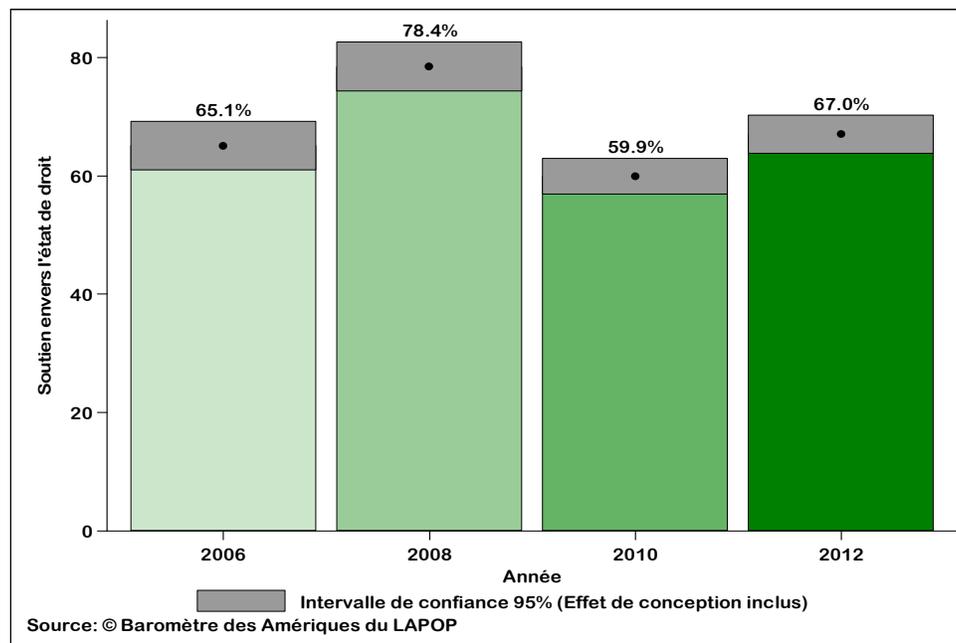


Figure 90 Pourcentage d'appui à l'État de droit, Haïti 2006-2012

Finalement, nous concluons cette section en cherchant à identifier les composantes de l'appui à l'État de droit en Haïti. La figure 91, présente les résultats d'une analyse de régression logistique ayant pour but de cerner ces facteurs. Nous observons que les caractéristiques personnelles et l'idéologie politique entretiennent une très faible relation avec l'appui à l'État de droit. La perception de la corruption n'a pas non plus pas de relation avec l'appui à l'État de droit. Cependant, les citoyens qui se sentent moins en sécurité et les victimes de criminalité ou de corruption sont plus enclins à penser que les autorités peuvent occasionnellement faire abstraction de la loi dans le but d'arrêter les criminels.

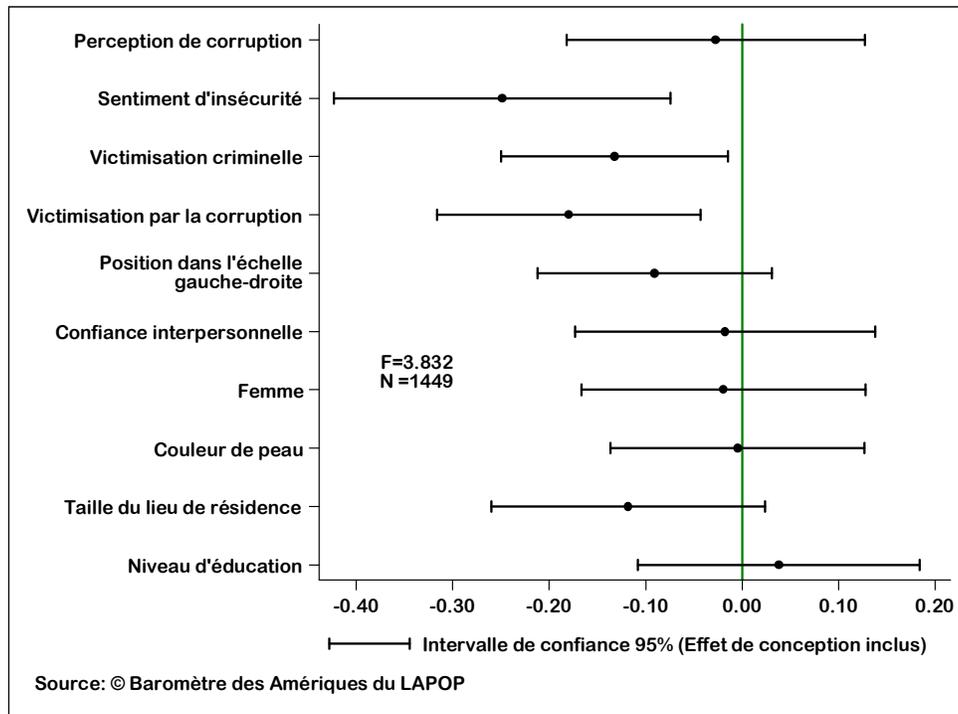


Figure 91 Déterminants de l'appui à l'État de droit, Haïti 2012

La figure 92, se penche sur les variables indépendantes les plus importantes dans la régression. Nous observons que l'appui à l'État de droit est inférieur de 5 points chez les victimes de corruption. Cette différence est de 11 points de pourcentage dans le cas des victimes de criminalité. Aussi, 52 % de ceux qui disent percevoir un taux très élevé d'insécurité appuient le concept de la primauté du droit. Cette proportion est de 17 points de pourcentage inférieure chez ceux qui ne perçoivent qu'un faible niveau d'insécurité. Enfin, nous n'observons pas de relation entre la perception de la corruption et l'appui à l'État de droit.

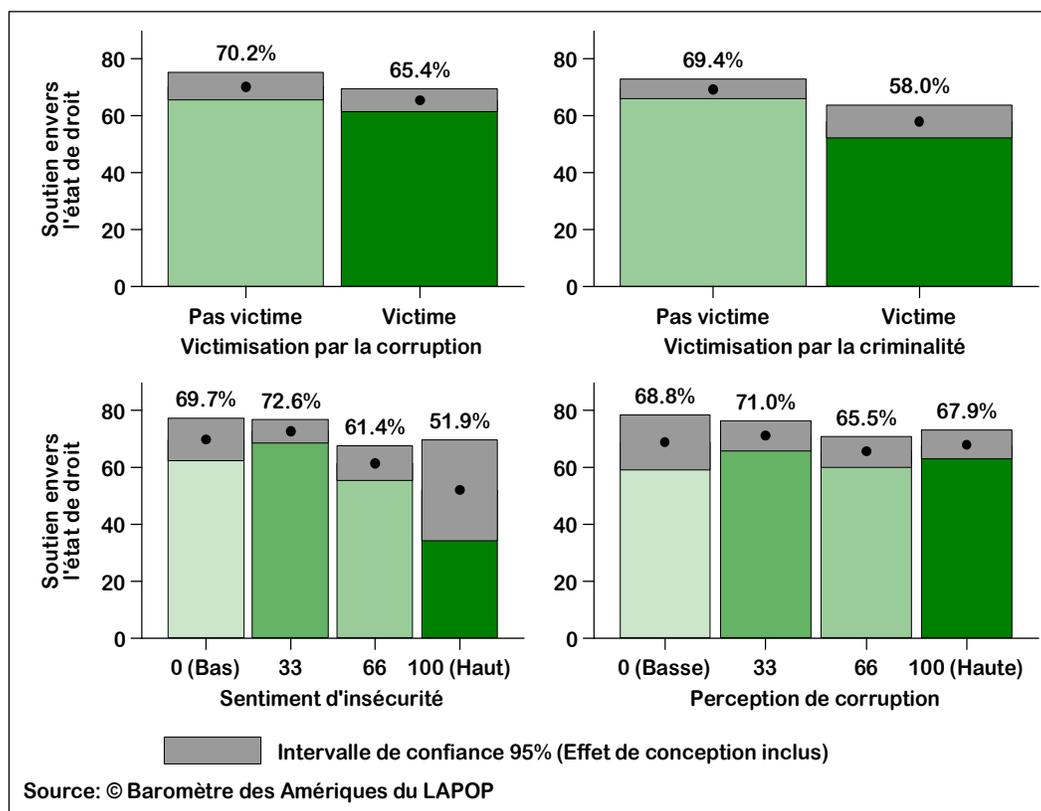


Figure 92 Les facteurs associés à l'appui à l'État de droit, Haïti 2012.

## IX. Conclusion

Nous avons commencé ce chapitre en mesurant l'ampleur de la criminalité, de l'insécurité et de la corruption en Haïti depuis 2004, et ce, en comparaison avec la situation des autres pays des Amériques. Nous avons d'abord constaté que les citoyens de plusieurs pays des Amériques avaient le sentiment que leur gouvernement était corrompu. Les données suggèrent aussi que la perception de la corruption est moindre en Haïti. Par ailleurs, les Haïtiens seraient davantage sollicités pour des pots-de-vin qu'ailleurs dans les Amériques. Les demandes de pots-de-vin seraient plus fréquentes dans les écoles, les agences de santé publique et le système judiciaire. Les Haïtiens les plus riches, les plus scolarisés et ceux dont la couleur de la peau est plus pâle sont davantage susceptibles d'être la cible de demande de pots-de-vin.

Concernant la criminalité et l'insécurité, nous avons observé que les Haïtiens ont un niveau moyen d'insécurité par rapport aux autres pays de la région. Les Haïtiens se trouvent au milieu du tableau en ce qui concerne les taux de victimisation par la criminalité. Les Haïtiens sont moyennement satisfaits de la performance de leur police. En même temps, ils sont nombreux à croire qu'une autre force armée est nécessaire dans le but d'assurer la sécurité des citoyens. Il semble par ailleurs que les cas de criminalité augmentent d'année en année. Il est possible qu'une partie de cette augmentation soit due au changement que nous avons introduit dans la formulation de la question relative à la criminalité. Enfin, nous avons observé que les caractéristiques personnelles telles que le statut social, la couleur de la peau et le sexe ne sont pas associées avec le fait d'être victime de criminalité en Haïti.

Ce chapitre a ensuite analysé l'appui des Haïtiens aux efforts qui tentent d'enrayer le phénomène des restaveks. Nous avons observé un appui généralisé à ces efforts. Cependant, chez les Haïtiens, le niveau d'appui est moindre chez les plus riches, chez les habitants des grandes villes et chez ceux dont la couleur de la peau est plus pâle.

En dernier lieu, nous avons examiné s'il y avait une relation entre la corruption, la criminalité, la perception de l'insécurité et la corruption avec les attitudes politiques, soit l'appui au système politique et à l'État de droit. Nous avons observé que ceux qui perçoivent le plus de corruption et ceux qui sont victimes de criminalité sont ceux qui manifestent un appui plus faible au système. En outre, les victimes de criminalité et de corruption et les répondants qui se sentent en situation d'insécurité affirment dans une plus grande proportion que les autorités peuvent ignorer la loi dans le but d'arrêter les criminels.

## Chapitre cinq : La légitimité politique et la tolérance

*Avec la collaboration de Daniel Zizumbo-Colunga*

### I. Introduction

Depuis Platon les philosophes et les politologues se demandent ce qui explique la pérennité du modèle démocratique. En ce sens, la notion de légitimité est un élément central. Pour certains, la démocratie s'entend en termes de procédures<sup>1</sup>. Pour d'autres, les attitudes et valeurs des citoyens en sont les éléments les plus importants. Il est important de souligner que la légitimité est un aspect fondamental du jeu démocratique<sup>2</sup>. Cette dernière peut être considérée comme un indicateur de la relation entre les individus et les institutions étatiques. Cette relation est d'une importance capitale dans les études se référant à la culture politique et est cruciale pour la stabilité de la démocratie<sup>3</sup>.

À LAPOP nous définissons la légitimité politique comme l'appui au système politique et le niveau de tolérance pour les droits politiques et la participation des autres. En outre, nous identifions deux dimensions centrales associées au concept d'appui au système : un appui diffus et un appui spécifique<sup>4</sup>. L'appui spécifique se mesure par des questions qui réfèrent à l'autorité en place. L'appui diffus se réfère à un attachement général envers le système politique et les institutions. La plupart des études ne différencient pas suffisamment ces deux dimensions d'appui au système. Celles-ci ne mettent pas suffisamment pas de l'avant l'importance de l'appui diffus pour le maintien de la démocratie<sup>5</sup>. Ce chapitre documente la légitimité et la tolérance politique dans les Amériques. Il cherche à comprendre les facteurs qui expliquent les variations dans ces attitudes.

De nombreux chercheurs soutiennent que certaines cultures ont naturellement un taux très élevé de légitimité politique. Pour d'autres, le développement économique et la proximité des politiciens avec les citoyens en termes de politiques publiques ont un impact majeur sur l'attitude des citoyens envers le système politique<sup>6</sup>. Les variables institutionnelles ont également été considérées pour

<sup>1</sup> Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism, and Democracy*, 3rd ed. (Harper Perennial, 1942); Adam Przeworski, "Minimalist Conception of Democracy: A Defense," in *The Democracy Sourcebook*, ed. Robert A. Dahl, Ian Shapiro, et Jose Antonio Cheibub (The MIT Press, 1999); Samuel P. Huntington, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century* (University of Oklahoma Press, 1991).

<sup>2</sup> Larry Diamond, *Developing Democracy: Toward Consolidation* (The Johns Hopkins University Press, 1999); Mitchell A. Seligson, "Toward A Model of Democratic Stability Political Culture in Central America," *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe* 11, no. 2 (2000): 5-29; John A. Booth et Mitchell A. Seligson, *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Nations*, 1st ed. (Cambridge University Press, 2009).

<sup>3</sup> See also Gabriel Abraham Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations* (Sage Publications, Inc, 1963).

<sup>4</sup> David Easton, "A Re-Assessment of the Concept of Political Support," *British Journal of Political Science* 5, no. 4 (October 1975): 435-457; Seligson, "Toward a Model of Democratic Stability Political Culture in Central America."

<sup>5</sup> Booth and Seligson, *The Legitimacy Puzzle in Latin America*.

<sup>6</sup> Almond et Verba, *The Civic Culture*; Ronald Inglehart, "The Renaissance of Political Culture," *The American Political Science Review* 82, no. 4 (December 1, 1988): 1203-1230. Adam Przeworski et al., *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*, 1st ed. (Cambridge University Press, 2000); Daron Acemoglu et al., "Income and Democracy," *American Economic Review* 98, no. 3 (May 2008): 808-842; Peter Kotzian, "Public support for liberal democracy," *International Political Science Review* 32, no. 1 (January 1, 2011): 23 -41. Geoffrey Evans and

expliquer l'appui au système démocratique. Par exemple, certaines études ont démontré que les systèmes qui rendent plus acceptables les défaites électorales ont un impact positif sur l'appui au système, spécialement chez les perdants du jeu démocratique<sup>7</sup>.

Les études antérieures de LAPOP ont démontré que l'appui au système est étroitement lié à la confiance et à l'engagement des citoyens dans les partis politiques ainsi qu'à la perception que les citoyens sont représentés par les partis<sup>8</sup>. En outre, la recherche a démontré que l'appui au système politique entretient des rapports étroits avec l'engagement en politique locale et nationale et avec l'appui à l'État de droit<sup>9</sup>.

La tolérance politique constitue un autre élément clé pour la culture politique. Elle est un autre des piliers nécessaires à la survie de la démocratie. S'inspirant des recherches précédentes de LAPOP, nous définissons la tolérance politique comme « le fait que les citoyens respectent les droits politiques des autres, spécialement ceux des gens avec qui ils ne sont pas d'accord<sup>10</sup> ». À cet effet, Gibson et d'autres chercheurs ont mis l'accent sur les effets néfastes de l'intolérance sur la qualité de la démocratie. L'intolérance des masses et des élites donne lieu à des décisions politiques qui cherchent à réduire les libertés individuelles. Elle est aussi associée à la perception d'un manque de libertés pour les victimes de cette intolérance<sup>11</sup>. Gibson a démontré que le racisme donne lieu à un sentiment diminué de liberté d'expression. En outre, il montre que l'intolérance raciale a un effet négatif sur la liberté politique des blancs et des noirs.

Pourquoi les gens deviennent-ils intolérants ? Les chercheurs estiment qu'il existe plusieurs facteurs associés à l'intolérance. La perception d'une menace<sup>12</sup>, la présence d'une personnalité

---

Stephen Whitefield, "The Politics and Economics of Democratic Commitment: Support for Democracy in Transition Societies," *British Journal of Political Science* 25, no. 4 (1995): 485-514.

<sup>7</sup> Christopher Anderson, *Losers' consent: elections and democratic legitimacy*, [Reprinted]. (Oxford: Oxford University Press, 2007); Christopher J. Anderson et Christine A. Guillory, "Political Institutions and Satisfaction with Democracy: A Cross-National Analysis of Consensus and Majoritarian Systems," *The American Political Science Review* 91, no. 1 (March 1, 1997): 66-81.

<sup>8</sup> Margarita Corral, *Participation in Meetings of Political Parties*, Insights Series (Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2009); Margarita Corral, *Mis (trust) in political parties in Latin America*, Insights Series (Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2008); Margarita Corral, *Political Parties and Representation in Latin America*, 2010.

<sup>9</sup> Daniel Montalvo, *Citizen Participation in Municipal Meetings*, AmericasBarometer Insights: (Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2008). José Miguel Cruz, *Should Authorities Respect the Law When Fighting Crime?*, AmericasBarometer Insights (Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2009). Arturo Maldonado, *Compulsory Voting and the Decision to Vote*, 2011.

<sup>10</sup> Seligson, "Toward A Model of Democratic Stability Political Culture in Central America," 5.

<sup>11</sup> James L. Gibson, "Political Intolerance and Political Repression During the McCarthy Red Scare," *The American Political Science Review* 82, no. 2 (June 1, 1988): 511-529; James L. Gibson, "Intolerance and Political Repression in the United States: A Half Century after McCarthyism," *American Journal of Political Science* 52 (January 18, 2008): 96-108; James L. Gibson, "A Sober Second Thought: An Experiment in Persuading Russians to Tolerate," *American Journal of Political Science* 42, no. 3 (July 1, 1998): 819-850; James L. Gibson, "The political freedom of African-Americans: a contextual analysis of racial attitudes, political tolerance, and individual liberty," *Political Geography* 14, no. 6-7 (1995): 571-599.

<sup>12</sup> George E. Marcus, W. Russell Neuman, et Michael MacKuen, *Affective Intelligence and Political Judgment*, 1st ed. (University Of Chicago Press, 2000); Jennifer L. Merolla et Elizabeth J. Zechmeister, *Democracy at Risk: How Terrorist Threats Affect the Public*, 1st ed. (University Of Chicago Press, 2009); Leonie Huddy et al., "Threat, Anxiety, and Support of Antiterrorism Policies," *American Journal of Political Science* 49, no. 3 (July 2005): 593-608; Ted Brader, Nicholas A.

autoritaire<sup>13</sup> et la religion<sup>14</sup> sont quelques-uns de ces facteurs. Au niveau macro, les théories qui se réfèrent à la dominance sociale et à l'identité sociale soutiennent que l'intolérance peut être l'expression d'une dynamique intergroupe face aux disputes des positions dans la hiérarchie sociale<sup>15</sup>. Finalement, les menaces externes, les crises d'insécurité et les différentes étapes de la démocratisation ont un impact sur la tolérance<sup>16</sup>. Les chercheurs de LAPOP ont constaté que l'appui (ou son absence) au mariage homosexuel n'est pas seulement liée à la confession religieuse mais aussi au rôle qu'occupe la religion dans la vie des individus. En outre, les pays les plus développés présentent des degrés plus élevés d'appui au mariage homosexuel<sup>17</sup>.

D'après Golebiouwska, le sexe d'un individu a un effet direct sur la tolérance. En ce sens, les femmes sont moins tolérantes que les hommes<sup>18</sup>. D'autres effets indirects sont aussi à noter relativement au fait que les femmes sont en général plus pratiquantes, qu'elles sont plus sensibles aux menaces, qu'elles sont moins susceptibles de tolérer l'incertitude, qu'elles sont plus enclines au traditionalisme moral, qu'elles ont moins d'expérience politique et qu'elles sont moins favorables aux normes démocratiques.

L'appui au système et la tolérance ont d'importants effets sur la consolidation de la démocratie. Pour être stables, les démocraties ont besoin d'institutions qui ont une légitimité et de citoyens tolérants et respectueux des droits des autres. À l'instar des études antérieures de LAPOP, le tableau 1 présente un résumé de nos attentes en ce qui concerne l'interaction entre la tolérance, la légitimité politique et la démocratie. Si la majorité des citoyens montre à la fois un appui très élevé au système et un niveau élevé de tolérance, nous croyons que les bases d'une démocratie stable sont en place. Par contre, si les citoyens expriment un niveau élevé d'intolérance et une grande méfiance envers les institutions, le régime démocratique peut être à risque. Une forte instabilité est à craindre quand la majorité des citoyens est tolérante envers les autres mais n'appui pas les institutions. Finalement, en présence d'appuis élevés envers le système politique et d'un niveau de tolérance interpersonnelle faible, on peut conclure que la démocratie se penche plus envers un modèle autoritaire.

---

Valentino, et Elizabeth Suhay, "What Triggers Public Opposition to Immigration? Anxiety, Group Cues, and Immigration Threat," *American Journal of Political Science* 52, no. 4 (October 1, 2008): 959-978.

<sup>13</sup> Bob Altemeyer, *The Authoritarians* (Bob Altemeyer, 2007).

<sup>14</sup> Robert K. Postic, *Political tolerance: The effects of religion and religiosity* (ProQuest, 2007); Samuel A. Stouffer, *Communism, Conformity and Civil Liberties* (John Wiley & Sons Inc, 1955).

<sup>15</sup> Jim Sidanius et Felicia Pratto, *Social Dominance: An Intergroup Theory of Social Hierarchy and Oppression*, 1st ed. (Cambridge University Press, 1999).

<sup>16</sup> Mark Peffley et Robert Rohrschneider, "Democratization and Political Tolerance in Seventeen Countries: A Multi-level Model of Democratic Learning," *Political Research Quarterly* 56, no. 3 (2003): 243-257.

<sup>17</sup> Lodola, Germán, et Margarita Corral. 2010. Support for Same-Sex Marriage in Latin America. *AmericasBarometer Insights* 44.

<sup>18</sup> Golebiouwska, Ewa. 1999. "Gender Gap in Political Tolerance", *Political Behavior*, 21 (3): 443-464; Golebiouwska, Ewa. 2006. "Gender and Tolerance" in Gerson Moreno-Riano Ed. *Tolerance in the 21<sup>st</sup> Century*. Lanham, MD; Lexington Books.

**Tableau 1. Appui au système politique et tolérance politique**

	Tolérance élevée	Tolérance basse
Fort appui au système	Démocratie stable	Autoritarisme stable
Faible appui au système	Démocratie instable	Démocratie à risque

Il faut noter que ce modèle théorique a déjà fait l'objet d'analyses empiriques qui ont confirmé sa validité. À l'aide des données du Baromètre des Amériques 2008, Booth et Seligson ont identifié des signes avant-coureurs de l'intervention inconstitutionnelle des Forces Armées Honduriennes qui ont forcé le président Zelaya à l'exil au Costa Rica en 2009<sup>19</sup>.

## II. Appui au système politique

L'indice d'appui au système politique du LAPOP est calculé comme la moyenne des réponses obtenues aux questions suivantes :

Je vais vous interroger sur un nombre de sujets. Je vais vous demander d'utiliser les nombres qui apparaissent sur l'échelle pour répondre à ces questions. Souvenez-vous que vous pouvez utiliser n'importe quel nombre.

**B1.** Dans quelle mesure pensez-vous que le système judiciaire garantit un procès juste ?

(Lisez : Si vous pensez que les tribunaux ne garantissent aucune forme de justice choisissez le numéro 1, Si vous pensez qu'ils garantissent un haut degré de justice, choisissez le numéro 7. Pour exprimer une position intermédiaire, vous pouvez choisir n'importe quel chiffre entre ces deux extrémités.

**B2.** Dans quelle mesure respectez-vous les institutions haïtiennes ?

**B3.** Dans quelle mesure pensez-vous que les citoyens sont bien protégés par le système politique haïtien ?

**B4.** Dans quelle mesure vous sentez-vous fier de vivre dans le système politique d'Haïti ?

**B6.** Dans quelle mesure pensez-vous que le système politique haïtien devrait être appuyé ?

Tel que nous l'avons fait antérieurement, nous avons transposé les réponses sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente un appui très faible et 100 un appui très fort.

<sup>19</sup> Booth et Seligson. 2009. *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Latin American Nations*. New York: Cambridge University Press; Voir aussi Perez, Orlando J., John A. Booth et Mitchell A. Seligson. 2010. The Honduran Catharsis. *AmericasBarometer Insights* 48.

Comment l'appui au système se distribue-t-il dans les Amériques ? À la Figure 93, nous présentons les taux d'appui au système obtenus dans notre étude de 2012. Les taux d'appui sont modérés dans la région, partant de 60 points, sur l'échelle de 0-100, pour le Canada, le Nicaragua, le Suriname et le Belize et atteignant le minimum de 41 points au Honduras. Le niveau d'appui de 44,5 points manifesté par les Haïtiens est le troisième plus faible des Amériques.

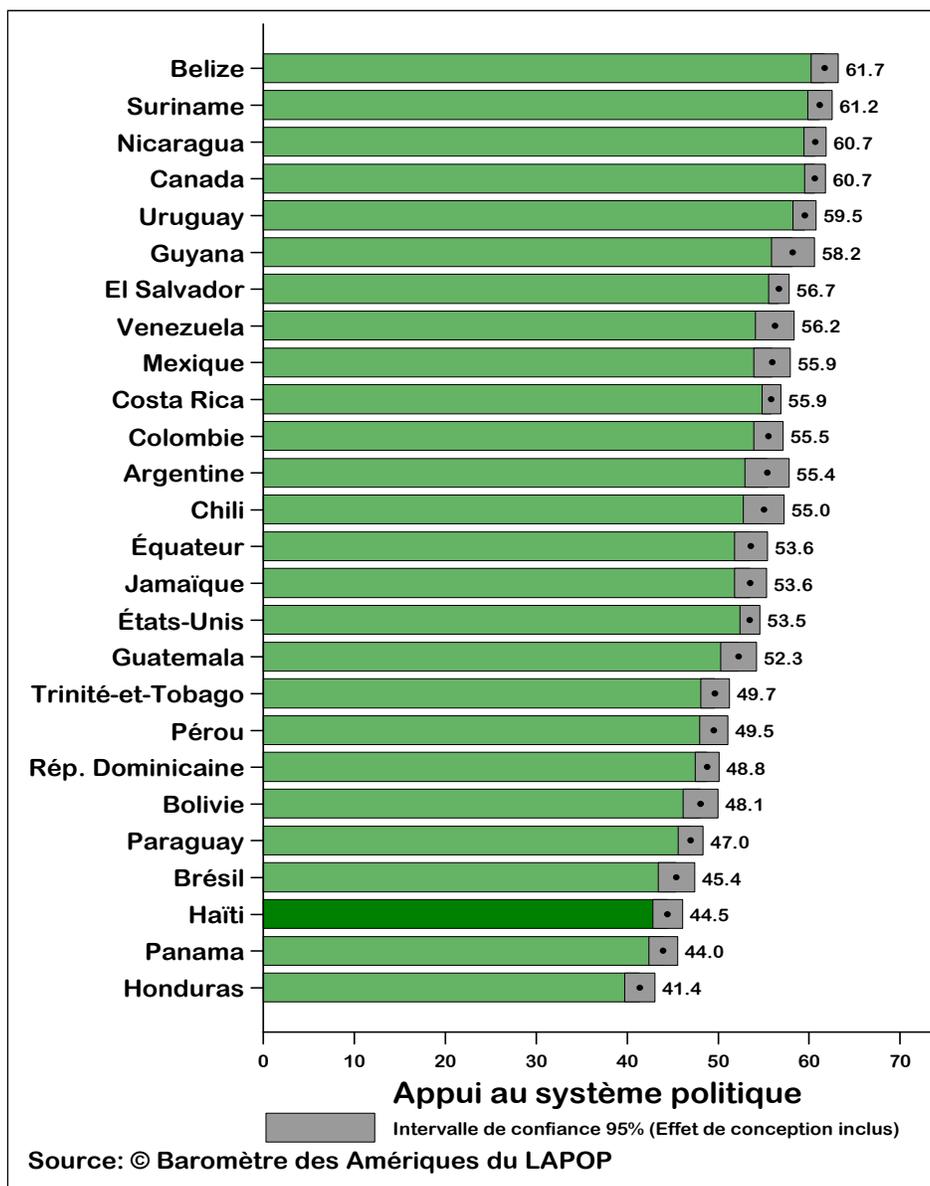


Figure 93 Appui au système politique dans les Amériques, 2012

L'appui au système politique est plus élevé dans certaines dimensions de l'indice que dans d'autres. À la Figure 94, nous présentons les résultats pour chacune des cinq composantes de l'appui au système politique. Nous constatons que l'idée selon laquelle les droits des citoyens sont respectés en Haïti obtient le score le plus faible. Le score moyen d'appui à cet énoncé est de seulement 37,8 sur 100. En outre, la question se référant au respect du répondant pour le système politique haïtien reçoit le score le plus élevé, avec 49,6 points.

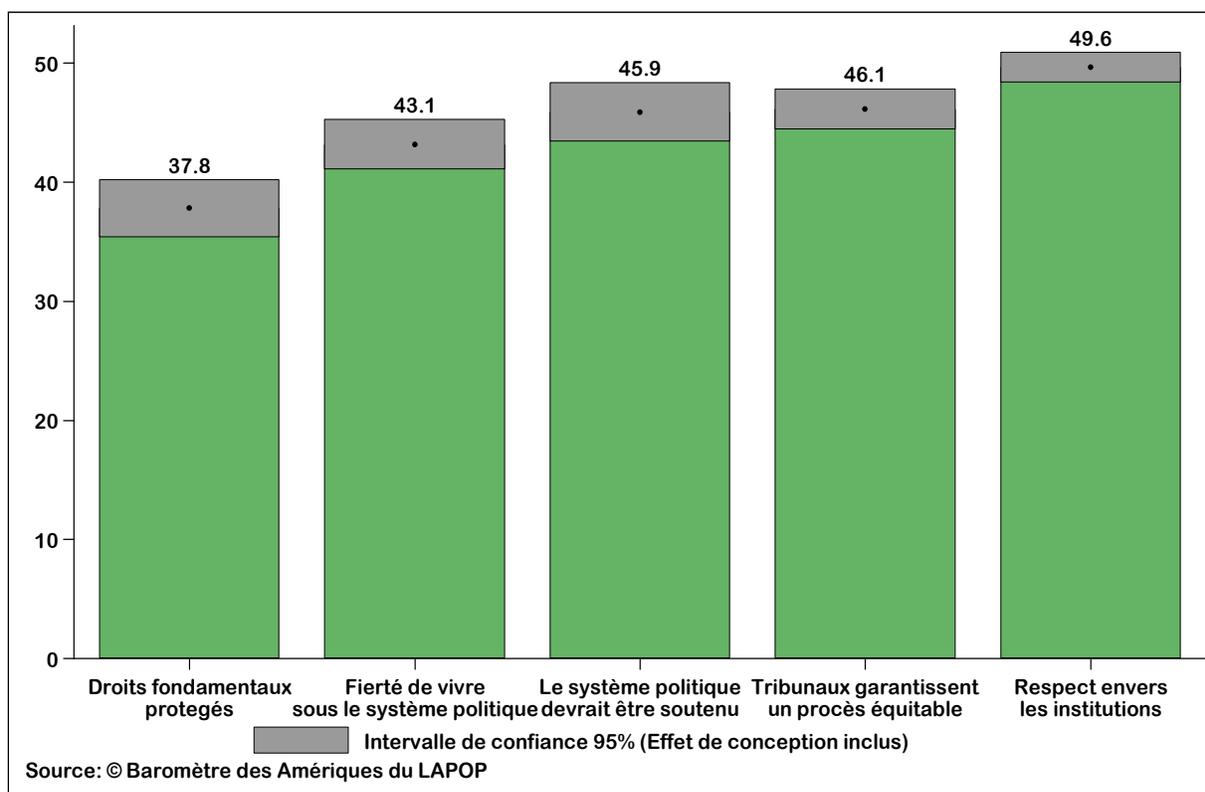


Figure 94 Les composantes d'appui au système politique, Haïti 2012

De quelle façon l'appui au système politique évolue-t-il au fil du temps en Haïti ? À la figure 95, nous examinons l'appui pour le système politique depuis 2006. Nous pouvons y observer une très grande variation. Cet appui est relativement élevé entre 2006 et 2008. Cependant, il a chuté de façon importante en 2010, à la suite du séisme. En 2012, l'appui au système a rebondi pour atteindre un niveau légèrement plus élevé qu'en 2006.

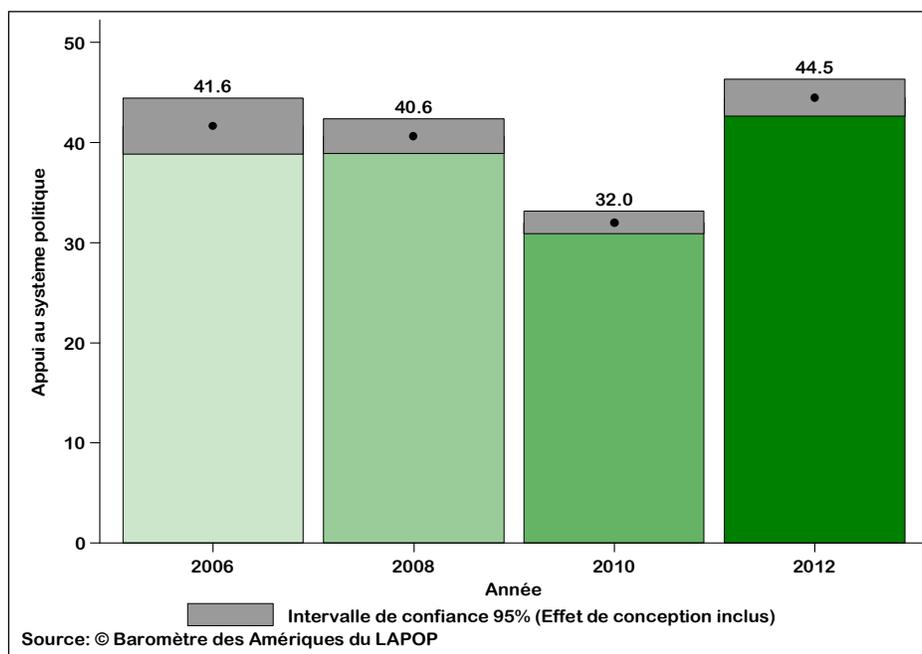


Figure 95 Appui au système politique, Haïti 2006-2012

### III. Tolérance politique

La deuxième dimension que nous retenons pour mesurer la légitimité politique est la tolérance. Cet indice est composé des éléments suivants :

**D1.** Certaines personnes disent seulement des mauvaises choses sur la forme de gouvernement des Haïtiens. Cela ne concerne pas uniquement le gouvernement actuel mais l'ensemble du système gouvernemental. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces gens aient le droit de voter. Lisez les nombres sur l'échelle [échelle de 1-10 scale] : **[essayez : Dans quelle mesure ?]**

**D2.** Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces gens puissent organiser des mobilisations sociales pacifiques dans le but d'exprimer leur pensée ?

**D3.** (Toujours en pensant à ceux qui disent des choses négatives sur la forme de gouvernement des Haïtiens) Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces gens puissent se porter candidats à des postes électifs ?

**D4.** Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces gens puissent apparaître à la télévision pour faire des discours ?

Pour chaque individu, nous calculons la moyenne des réponses à ces quatre questions. Comme cela est habituellement le cas au LAPOP, nous transposons ensuite la variable résultante sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente un très faible niveau de tolérance et 100 représente un degré très élevé de tolérance. À la figure 96, nous examinons les résultats. Les États-Unis enregistrent le taux le plus élevé de tolérance avec un score de 72,6 points sur l'échelle de 0 à 100. La tolérance dépasse la barre des 65 points à Trinité-et-Tobago, à la Guyane et au Canada. À l'autre extrémité, la tolérance est de 37 points au Honduras. Avec un niveau de tolérance moyen de 47,0, Haïti se trouve parmi les moins tolérants. Toutefois, la tolérance y est plus élevée que pour d'autres pays à faible revenu comme la Bolivie, le Pérou, l'Équateur et le Salvador.

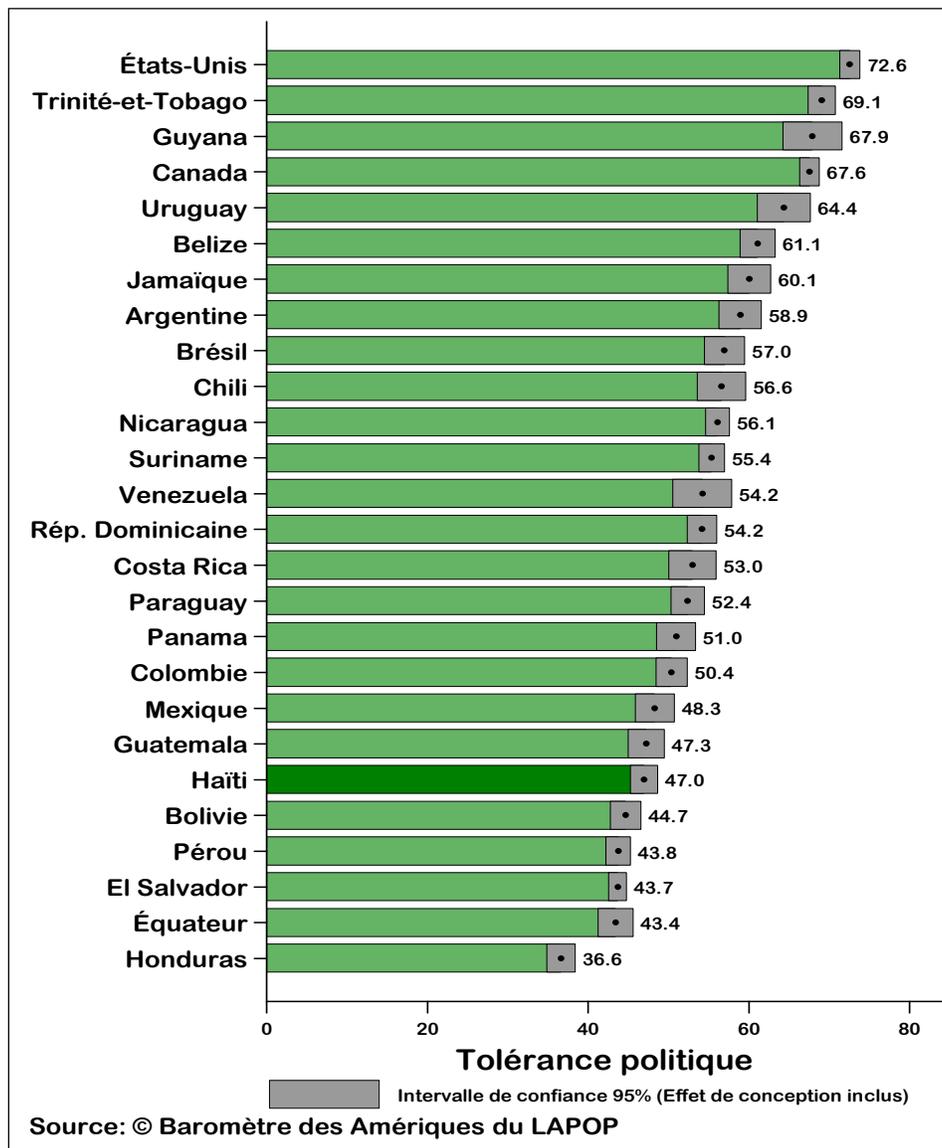


Figure 96 Tolérance politique dans les Amériques, 2012

A la Figure 97, nous présentons les résultats pour chacune des cinq composantes de la tolérance politique en Haïti. Il semble que les Haïtiens fassent la distinction entre les différents types de participation politique. Ils sont relativement tolérants à l'égard du droit des opposants à organiser des manifestations pacifiques. La tolérance envers le droit de vote des opposants est également au-dessus du point médian sur l'échelle de 0 à 100. Toutefois, ils sont relativement intolérants en ce qui a trait aux droits des opposants à faire des discours à la télévision ou à se porter candidats aux élections. Pour ces deux dimensions, le score de tolérance est près de 40 points sur l'échelle de 100 points.

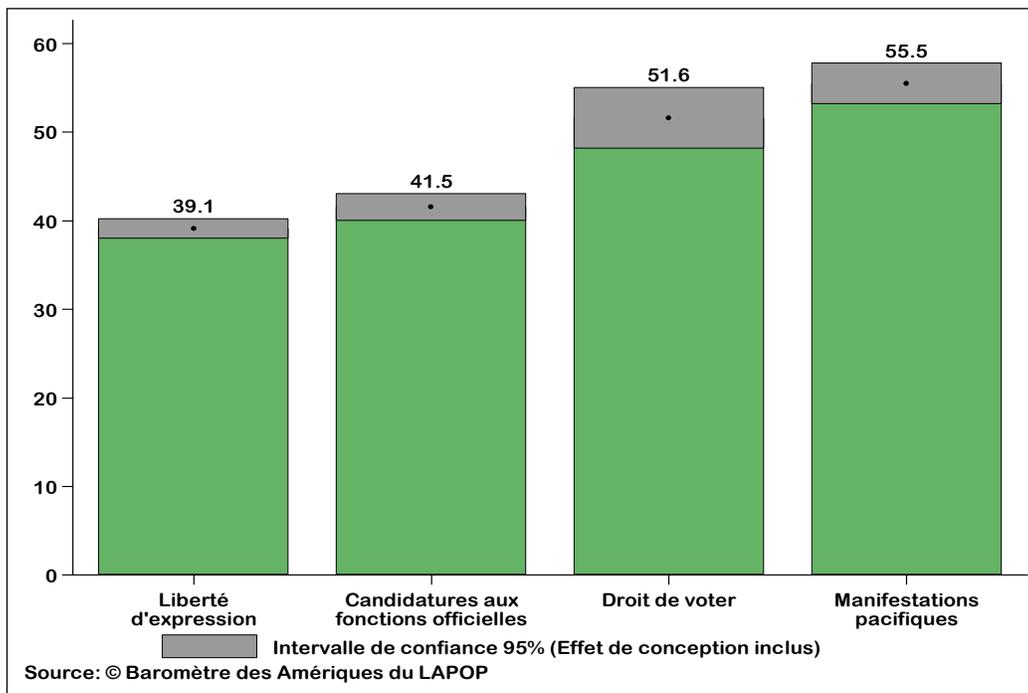


Figure 97 Composantes de la tolérance politique en Haïti, 2012

De quelle façon la tolérance politique évolue-t-elle au fil du temps en Haïti ? À la figure 98, nous présentons le niveau de tolérance politique en Haïti pour chacune des vagues du Baromètre des Amériques. Nous constatons que le niveau de tolérance a beaucoup varié au fil du temps. À 62 points sur 100, la tolérance était relativement élevée en 2006. Toutefois, de 2006 à 2010 celle-ci a connu une importante diminution. En 2012, elle a expérimenté un certain rebond, mais demeure inférieure aux résultats obtenus en 2006 et 2008.

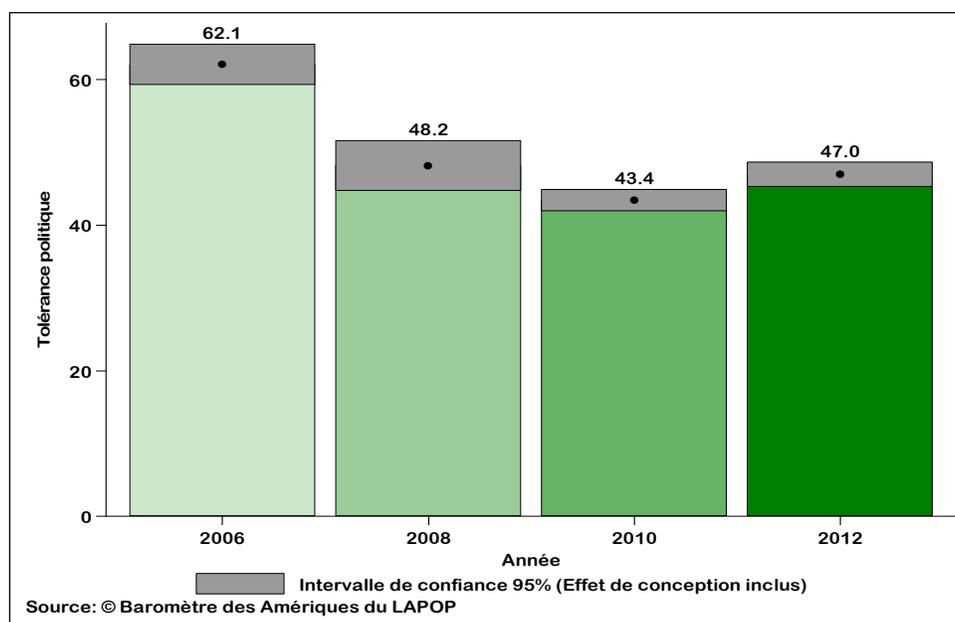


Figure 98 Tolérance politique, Haïti 2006-2012

Comment explique-t-on ces niveaux de tolérance en Haïti ? À la figure 99, nous présentons un modèle de régression linéaire afin de répondre à cette question. Nous constatons d'abord que les femmes sont moins tolérantes que les hommes. Les Haïtiens ayant la peau de couleur plus foncée et ceux ayant une scolarité de niveau universitaire sont plus tolérants que leurs concitoyens ayant la peau plus claire et un niveau de scolarité plus faible. En ce qui concerne les attitudes et les expériences, nous constatons que ceux qui sont plus favorables à la démocratie sont beaucoup plus tolérants. Il est intéressant de constater, et ce contrairement aux conclusions d'autres recherches sur la relation entre les menaces et la tolérance, que ceux qui ne se considèrent pas en sécurité dans leur quartier sont plus tolérants. Les Haïtiens qui sont satisfaits de leurs finances personnelles sont moins tolérants.

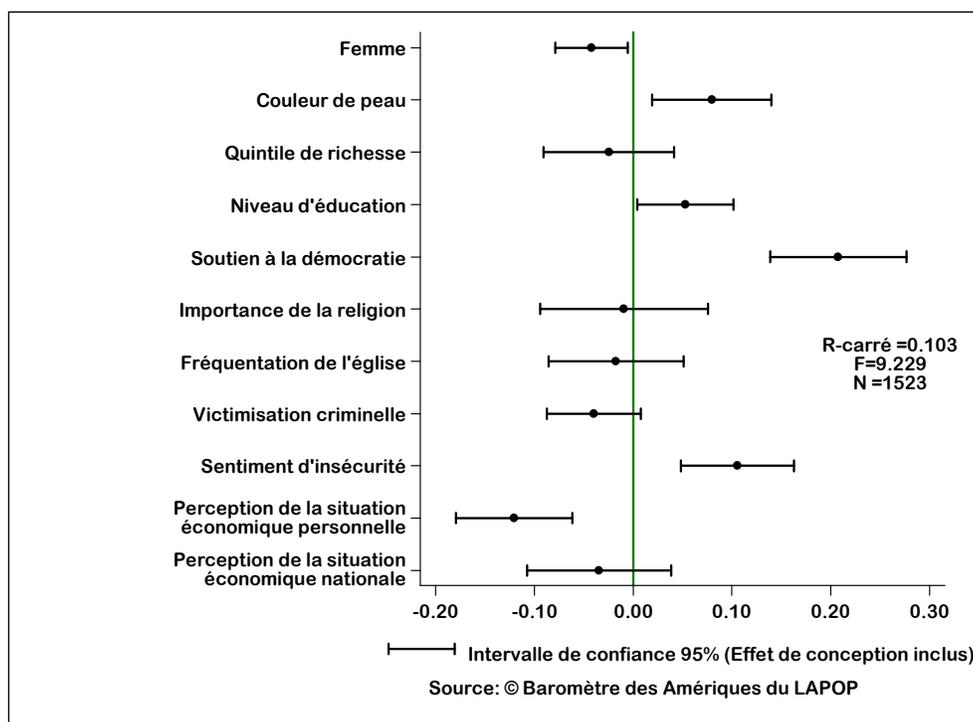


Figure 99 Les déterminants de la tolérance, Haïti 2012

À la figure 100, nous continuons l'exploration des résultats de la figure 99. Nous prêtons attention aux variables d'une plus grande portée théorique et à celles qui ont eu des effets plus marqués dans les résultats. Nous constatons d'abord que les Haïtiens ayant la peau la plus foncée ont un niveau de tolérance qui est approximativement 10 points au-dessus du niveau de tolérance des Haïtiens qui ont la peau plus claire. De même, ceux qui ont une scolarité de niveau secondaire sont environ 12 points plus tolérants sur l'échelle de 0 à 100 que ceux qui n'ont fréquenté l'école. Bien que la relation entre l'insécurité et de la tolérance soit non-linéaire, les personnes qui se sentent moyennement en sécurité sont environ 8 points plus tolérants que celles qui se sentent très en sécurité. Enfin, les répondants qui sont les plus satisfaits de leurs finances personnelles sont approximativement 10 points moins tolérants que ceux qui en sont moins satisfaits.

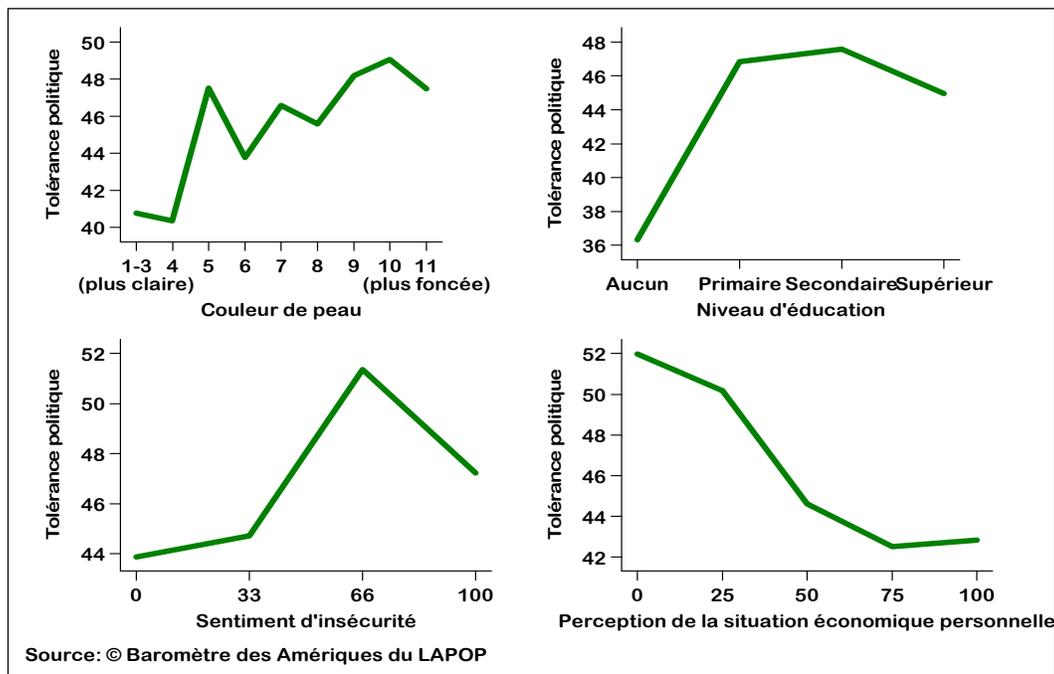


Figure 100 Facteurs associés à la tolérance politique, Haïti 2012

#### IV. La stabilité démocratique

Comme nous l'avons vu dans l'introduction de ce chapitre, l'appui au système et la tolérance sont deux facteurs fondamentaux pour la stabilité démocratique. À la figure 101, nous examinons dans quelle mesure les citoyens des Amériques ont une combinaison d'attitudes envers ces facteurs qui favorisent la stabilité. Nous observons que le cas du Canada est le seul où plus de la moitié des citoyens montrent des taux très élevés d'appui au système et de tolérance. En outre, plus de 40 % des citoyens de la Guyane, des États-Unis et du Canada ont des attitudes qui favorisent la stabilité démocratique. Au contraire, seulement 7,2 % des Honduriens ont de telles attitudes. En conséquence, ce pays se retrouve bon dernier dans les Amériques d'après ce critère d'évaluation. Pour sa part, Haïti accompagne le Honduras avec deuxième position dans la queue du peloton en raison du 10,7 % de ses citoyens qui expriment une combinaison favorable quant aux facteurs de stabilité démocratique.

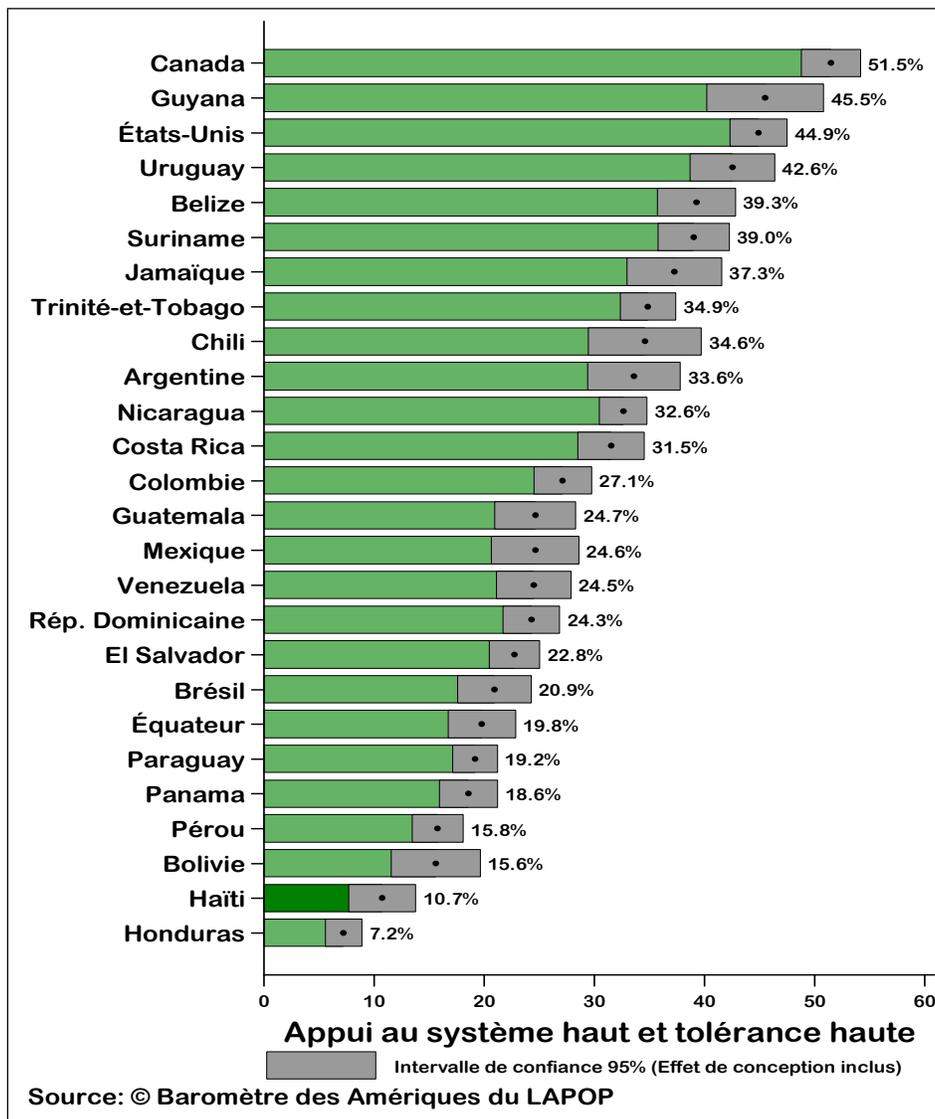


Figure 101 Les attitudes favorisant la stabilité démocratique dans les Amériques, 2012

De quelle façon le pourcentage d'Haïtiens qui expriment une combinaison de facteurs favorisant la stabilité démocratique évolue-t-il au fil du temps ? À la figure 102 nous présentons le pourcentage d'Haïtiens montrant à la fois des taux très élevés pour la variable d'appui au système et la variable de la tolérance politique. Nous observons que ce pourcentage a chuté sérieusement entre 2006 et 2008. Il est passé de 24 % à 14 %. De 2008 à 2010 il s'est dégradé davantage pour atteindre 4 %. En 2012, l'indice a rebondi à un niveau légèrement inférieur aux valeurs retrouvées en 2008.

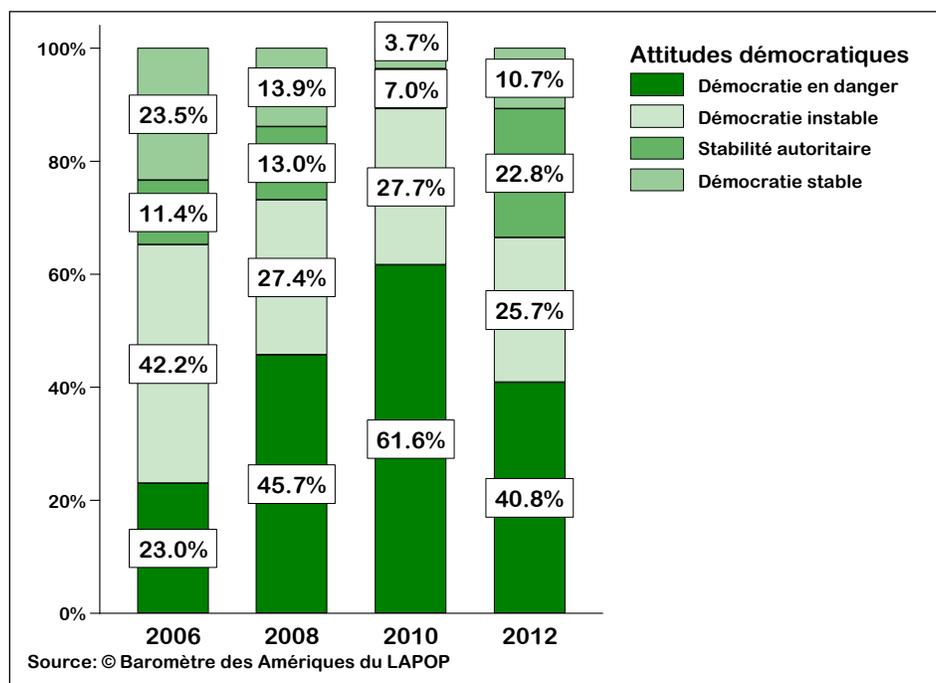
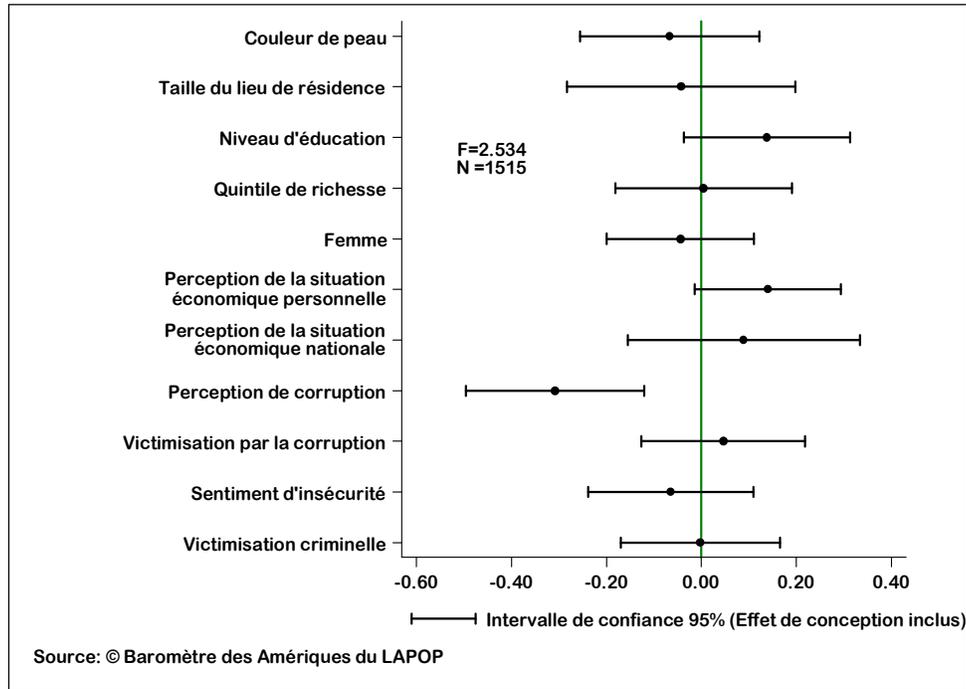


Figure 102 Les attitudes favorisant la stabilité démocratique, Haïti 2006-2012

La figure 102 présente aussi le pourcentage de citoyens dans chacune des combinaisons d'attitudes discutées plus haut, à savoir (1) un appui élevé au système et une faible tolérance (« stabilité autoritaire »), (2) un faible appui au système et une haut niveau de tolérance (« démocratie instable ») et un faible appui au système et une faible tolérance (« démocratie en danger »). Deux constats sautent aux yeux. Premièrement, en 2012, la proportion de citoyens ayant des attitudes qui peuvent mettre en danger la démocratie est près de quatre fois plus élevée que le pourcentage de citoyens ayant des attitudes favorisant une démocratie stable. Deuxièmement, le pourcentage de citoyens ayant des attitudes mettant en danger la démocratie a néanmoins chuté de façon spectaculaire depuis 2010, passant de 62 % à 41 %, et ce, en dépit du fait que les valeurs obtenues pour 2012 soient légèrement inférieures à celles de 2008. Donc, bien que la situation de 2012 soit préoccupante, il convient de noter qu'elle s'est nettement améliorée par rapport à 2010.

Qu'est-ce qui explique qu'un certain nombre d'Haïtiens aient des attitudes favorisant la stabilité démocratique ? A la figure 103, nous examinons cette question en utilisant une analyse de régression logistique. Cette figure révèle peu de choses sur les citoyens qui détiennent cette combinaison d'attitudes. D'après celle-ci, il n'y a pas de différence entre les femmes et les hommes, les gens à la couleur de peau foncée ou claire, les riches et les pauvres ou ceux ayant des études universitaires ou un niveau de scolarité très faible. Ils sont tous aussi susceptibles d'avoir cette combinaison d'attitudes. La seule variable statistiquement significative dans la figure est liée à la corruption. Ceux qui perçoivent un niveau élevé de corruption sont moins susceptibles d'avoir la combinaison d'attitudes favorables à la démocratie<sup>20</sup>.

<sup>20</sup> En outre, la perception de la situation économique de l'individu montre une signification statistique de  $p = .075$ .



**Figure 103 Les déterminants des attitudes favorisant la stabilité démocratique en Haïti, 2012**

Pour explorer davantage les déterminants de l'appui au système politique, nous examinons à la Figure 104 les relations bivariées entre l'appui au système et plusieurs variables utilisées dans l'analyse de régression. L'analyse bivariée nous permet de mieux cerner certaines relations. Nous constatons que 20 % des Haïtiens avec un niveau de scolarité universitaire expriment une combinaison d'attitudes favorables à la stabilité alors que seulement 5 % de ceux qui n'ont pas fréquenté l'école ont cette combinaison. La perception de corruption joue aussi un rôle important. Parmi ceux qui perçoivent peu de corruption dans le système, 16 % ont la combinaison d'attitudes favorisant la stabilité démocratique. Par contre, seulement 6 % des personnes percevant un niveau élevé de corruption ont cette combinaison. La perception de l'insécurité, en revanche, n'est que très faiblement lié aux attitudes favorisant la stabilité démocratique. Enfin, l'économie a aussi son importance pour la stabilité démocratique. À cet effet, 18 % de ceux qui sont les plus satisfaits de leurs finances personnelles ont la combinaison adéquate, alors que seulement 6 % des personnes qui se disent insatisfaites de leur situation économique ont cette combinaison d'attitudes favorisant la stabilité démocratique.

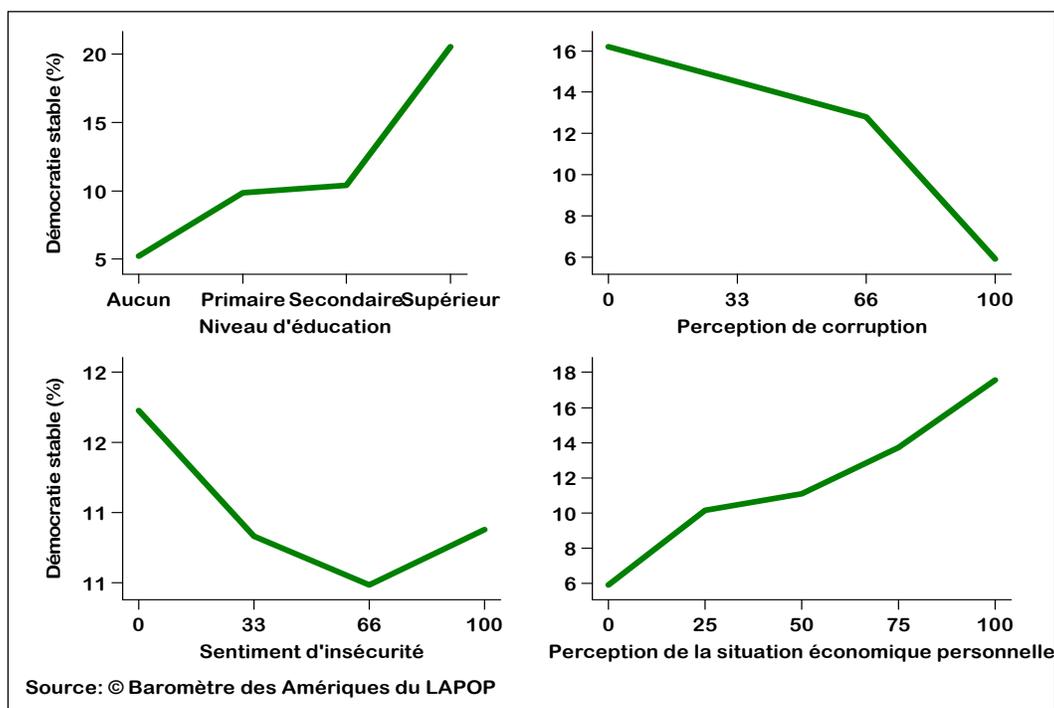


Figure 104 Les facteurs associés aux attitudes qui favorisent la stabilité démocratique en Haïti, 2012

## V. La légitimité des autres institutions démocratiques

Dans quelle mesure les Haïtiens appuient-ils les institutions politiques et sociales les plus importantes ? Dans le sondage Baromètres des Amériques 2012, en plus des questions générales sur l'appui au système politique, nous avons inséré un certain nombre de questions spécifiques relatives aux institutions. Par l'utilisation d'une échelle d'évaluation allant de 1 à 7, où 7 signifie « beaucoup », nous posons les questions suivantes aux répondants :

- |  |
|--|
| B10A. Dans quelle mesure faites-vous confiance au système de Justice ?                 |
| B11. Dans quelle mesure faites-vous confiance au Conseil électoral ?                   |
| B13. Dans quelle mesure faites-vous confiance au Parlement ?                           |
| B18. Dans quelle mesure faites-vous confiance à la police (PNH) ?                      |
| B20. Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Église Catholique ?                  |
| B20A. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux Églises évangéliques/protestantes ? |
| B21. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux partis politiques ?                  |
| B21A. Dans quelle mesure faites-vous confiance au Président ?                          |
| B31. Dans quelle mesure faites-vous confiance à la Cour Suprême ?                      |
| B43. Dans quelle mesure êtes-vous fier d'être Haïtien ?                                |
| B37. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux médias ?                             |
| B47A. Dans quelle mesure vous faites confiance aux élections dans ce pays ?            |

A la figure 105, nous examinons la réponse des citoyens pour chacune de ces institutions. Comme à l'habitude, les réponses ont été transposées sur une échelle de 0 à 100. Nous constatons d'abord qu'au moment de l'enquête, le président Martelly avait un niveau de confiance très élevé, à 71 points. Plusieurs autres institutions suscitent des niveaux de confiance qui vont au-delà du point

médian de notre échelle. Ces institutions sont les églises catholiques et évangéliques, la police et les médias. En revanche, à l'exception du président, toutes les autres institutions et acteurs politiques suscitent de faibles niveaux de confiance : le système de justice et la Cour suprême, les partis politiques, le Parlement, les élections en général, et la Commission électorale. La Commission électorale obtient d'ailleurs le taux de confiance le plus bas de toutes les institutions évaluées. Les élections générales obtiennent pour leur part le second taux de confiance le moins élevé.

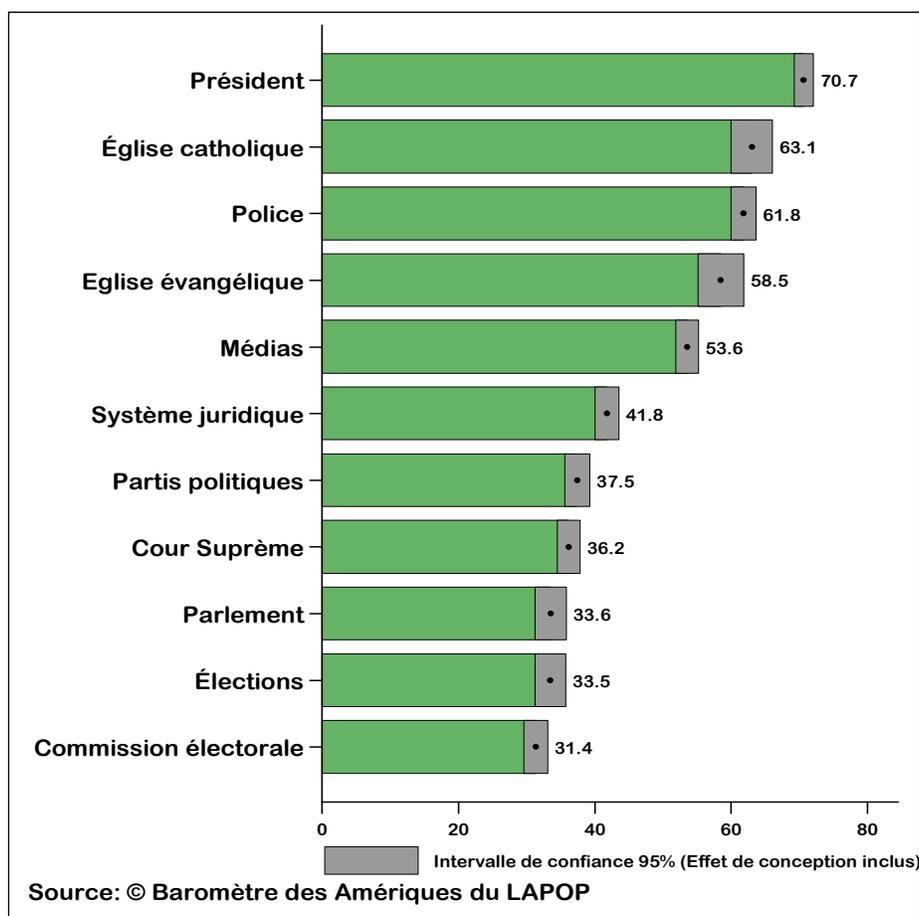


Figure 105 Confiance dans les institutions en Haïti, 2012

De quelle façon la confiance dans les institutions a-t-elle évolué au fil des ans en Haïti ? À la figure 106, nous présentons les résultats recueillis depuis 2006. La confiance dans certaines institutions a augmenté dans le temps, alors que pour certaines autres elle a diminué. Le président a obtenu le gain le plus important en termes de confiance citoyenne. Le taux de confiance du président était de 30,4 points en 2010. Ce score a plus que doublé en deux ans, pour atteindre 70,7 en 2012. Bien entendu, dans l'intervalle, il y a eu alternance au pouvoir (du président Préval au président Martelly). Les autres institutions qui montrent une tendance à la hausse dans la confiance citoyenne sont la police, l'Église catholique, les médias et les partis politiques. Pendant ce temps, la confiance dans le Parlement et la Commission électorale a chuté.

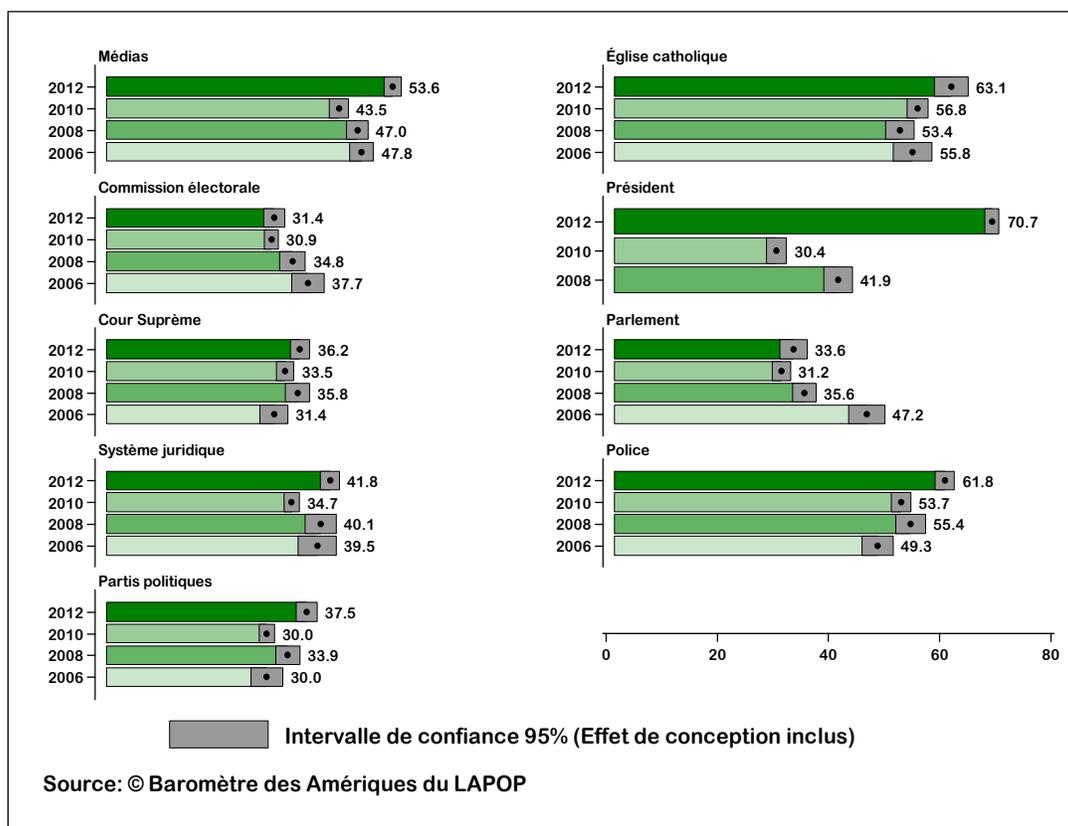


Figure 106 Confiance envers les institutions haïtiennes, 2006-2012

## VI. Appui à la démocratie

Dans sa forme abstraite, l'appui à la démocratie est également considéré comme une exigence pour la consolidation démocratique. Dans le Baromètre des Amériques, nous mesurons l'appui à la démocratie en demandant aux citoyens de répondre à une déclaration inspirée par le travail de Rose et Miller<sup>21</sup>. Cette déclaration est la version modifiée d'une déclaration du Premier ministre anglais Winston Churchill<sup>22</sup>. Nous utilisons une échelle de réponse de 7 points, dans laquelle 1 signifie « tout à fait en désaccord » et 7 « tout à fait d'accord » :

**ING4.** Changeons de sujet une nouvelle fois. La démocratie peut avoir des problèmes, mais elle est préférable à n'importe quelle autre forme de gouvernement. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec cette déclaration ?

À la Figure 107, nous examinons le niveau moyen d'appui à cette affirmation dans l'ensemble des pays des Amériques. À cet effet, nous remarquons que l'appui à la démocratie est en général assez élevé. La moyenne d'appui exprimé se situe au-dessus du point médian sur l'échelle de 0 à 100. Les pays où la démocratie reçoit l'appui le plus important sont l'Uruguay, le Venezuela et l'Argentine. Pour

<sup>21</sup> Rose, Richard et William Mishler. 1996. Testing the Churchill Hypothesis: Popular Support for Democracy and Its Alternatives. *Journal of Public Policy* 16 (1): 29-58.

<sup>22</sup> Churchill fait référence à la démocratie comme « la pire forme de gouvernement à l'exception de tous les autres ».

ces trois cas, le niveau d'appui avec la déclaration inspirée de Churchill est au dessus de 80 points. En revanche, le pays où les citoyens sont les plus ambivalents au sujet de la démocratie est le Honduras, où l'appui à la démocratie récolte 53 points sur l'échelle de 0 à 100. En Haïti, le niveau d'appui à la démocratie atteint 70 points. Ce score place le pays au milieu du tableau de classement. Ceci indique qu'en moyenne, les Haïtiens s'expriment plus positivement que négativement sur le fait que la démocratie soit la meilleure forme de gouvernement.

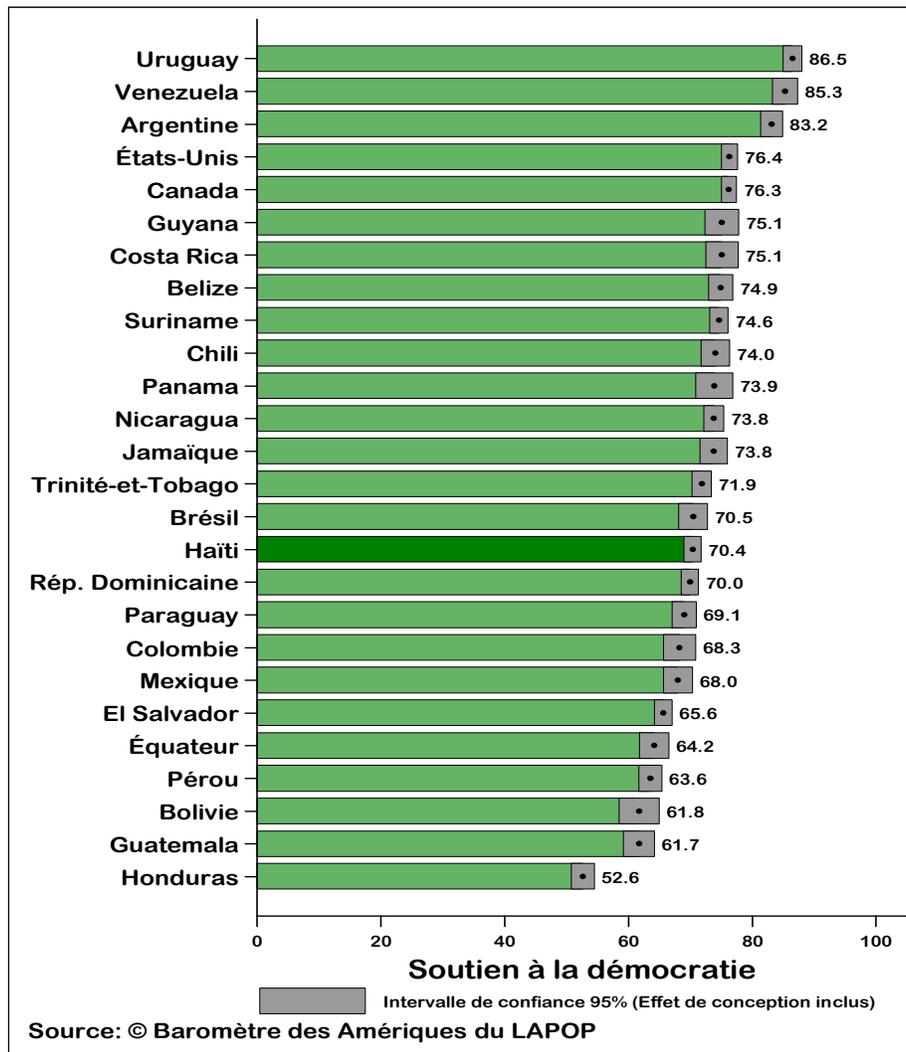


Figure 107 Appui à la démocratie dans les Amériques, 2012

De quelle façon l'appui à la démocratie a-t-il évolué dans les dernières années en Haïti ? La figure 108 explore les changements observés dans le taux d'appui à la démocratie depuis 2006. Comme nous l'avons observé dans les cas d'autres aspects relatifs à la légitimité, l'appui à la démocratie a diminué entre 2006 et 2010 en Haïti. Cependant, cet appui a récemment entrepris une remontée. En 2012, le niveau d'appui à la démocratie est comparable à celui observé en 2006.

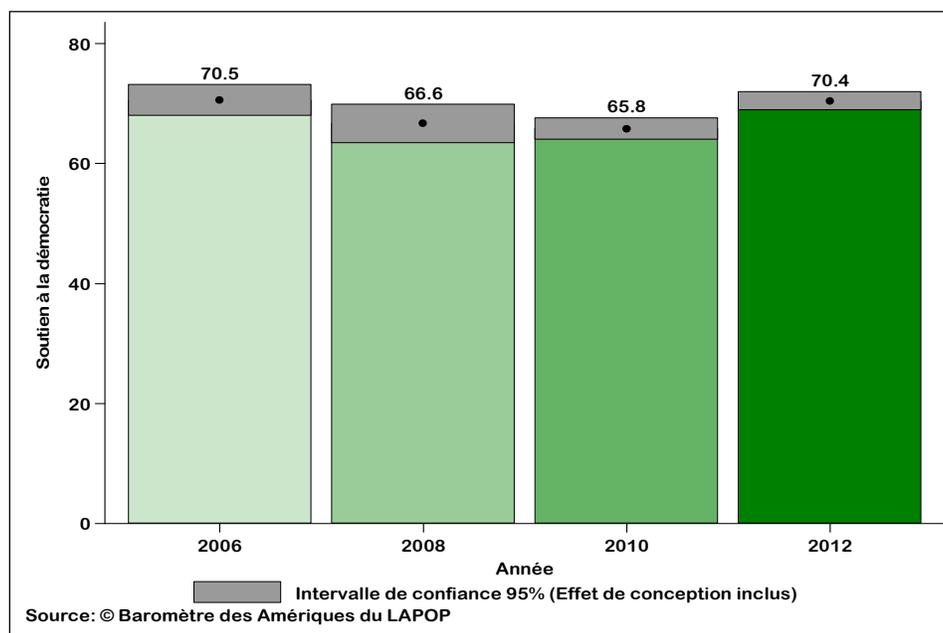


Figure 108 Appui à la démocratie, Haïti 2006-2012

## VII. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons examiné les composantes de la légitimité politique en Haïti. Nous avons d'abord remarqué que le niveau de légitimité politique dépend en bonne partie des phénomènes politiques sur lesquels les répondants devaient se prononcer. Au global, le niveau de légitimité politique a augmenté depuis 2010 après avoir connu une baisse entre 2006 et 2008, ainsi qu'entre 2008 et 2010. Ces résultats sont positifs. Ils suggèrent qu'après la crise alimentaire de 2008 et les ravages provoqués par le séisme de 2012, les acteurs et les institutions politiques haïtiennes sont, dans une certaine mesure, en train de se rétablir.

Nous avons également trouvé qu'en 2012, les Haïtiens appuient très fortement le Président et la démocratie dans sa définition la plus abstraite. En général, les Haïtiens ont aussi une bonne opinion des forces policières. Toutefois, ils démontrent un niveau d'appui assez bas envers les autres acteurs et institutions politiques. L'appui au système politique est assez faible en Haïti, soit le troisième plus faible des Amériques. Les Haïtiens ne montrent pas beaucoup plus d'estime pour les deux autres branches de gouvernement : le Parlement et la justice. Ils expriment généralement un faible niveau de confiance envers le fonctionnement des partis politiques, des élections et du Conseil Électoral. Finalement, les Haïtiens se montrent très intolérants vis-à-vis du respect de la liberté politique des opposants du régime. Par ailleurs, ils acceptent la mobilisation sociale pacifique des opposants.

Enfin, nous avons fusionné tous ces éléments relatifs à la légitimité. Nous avons évalué dans quelle mesure les Haïtiens expriment une combinaison d'attitudes favorable à la démocratie, à savoir un niveau élevé de tolérance politique et un niveau élevé d'appui au système politique. Malgré une remontée des attitudes favorables à la démocratie depuis 2010, notre analyse démontre que seulement 10 % des répondants expriment la combinaison d'attitudes qui favorisent la stabilité démocratique. Ceci place Haïti au deuxième rang des pays « à risque », juste derrière le Honduras. Au total, 40 % des Haïtiens expriment une combinaison d'attitudes défavorables à la démocratie, c'est à dire un taux très faible de tolérance politique et un faible appui au système.



## Chapitre six : Le gouvernement local

*Avec la collaboration de Batista Pereira*

### I. Introduction

Ce chapitre explore la relation entre l'évaluation que font les citoyens du fonctionnement de leur gouvernement local en regard des expériences qu'ils ont vécues et leurs sentiments envers la démocratie. Dans quelle mesure les citoyens interagissent-ils avec leur gouvernement local en Amérique latine et dans les Caraïbes ? Comment évaluent-ils ces interactions ? Y a-t-il une relation quelconque entre la politique au niveau local et l'appui accordé au système politique au niveau national ?

Le pouvoir des gouvernements locaux varie d'un pays à l'autre et la façon dont celui-ci prend forme fonctionne différemment selon le système politique. Dans certains endroits, les citoyens ne sont en contact qu'avec les autorités locales et n'ont pas accès à des niveaux supérieurs de gouvernement. Certaines de ces autorités locales ont peu d'autonomie administrative et fiscale, tandis que d'autres jouissent de plus de latitude. En outre, le caractère démocratique de la gouvernance locale n'est pas aussi prononcé d'un endroit à l'autre. En ce sens, l'efficacité administrative et le fonctionnement démocratique de l'institution locale peuvent influencer l'attitude des citoyens envers la démocratie dans son ensemble.

La décentralisation s'observe à divers degrés dans les pays en développement et elle est particulièrement marquée en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>1</sup>. Ce processus de décentralisation s'est initié au moment de la « troisième vague » de démocratisation dans l'hémisphère<sup>2</sup>. Les citoyens de l'Amérique latine et des Caraïbes ont non seulement vécu un renforcement des gouvernements locaux, mais ont aussi été témoins de l'adoption à grande échelle de procédures démocratiques de désignation des représentants locaux.

Les recherches sur la politique locale comprennent leur lot d'opinions enthousiastes, alors que d'autres affichent une part de scepticisme. Certains auteurs soutiennent que la politique locale a généralement des résultats positifs sur la gouvernance et la démocratie. L'étude de Faguet sur le processus de décentralisation de 1994 en Bolivie montre qu'il a modifié le mode d'investissement au niveau national et local au bénéfice des municipalités, dont les besoins en matière d'éducation, d'assainissement et d'agriculture étaient les plus pressants<sup>3</sup>. Akai et Sakata montrent également que la décentralisation fiscale au niveau des différents états des États-Unis a un impact positif sur la croissance économique<sup>4</sup>. En outre, dans une étude transnationale, Fisman et Gatti montrent que,

<sup>1</sup> Rondinelli, Dennis, Nellis, John, et Cheema, Shabbir (1983). *Decentralization in Developing Countries: A Review of Recent Experience*. World Bank Staff Working Paper 581, Management and Development Series (8): 1-99; p. 9.

<sup>2</sup> Huntington, Samuel (1991). *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman: University of Oklahoma Press

<sup>3</sup> Faguet, Jean-Paul (2004). Does Decentralization Increase Responsiveness to Local Needs? Evidence from Bolivia [online]. London: LSE Research Online.

<sup>4</sup> Akai, Nobuo & Sakata, Masayo (2002). "Fiscal Decentralization Contributes to Economic Growth: Evidence From State-Level Cross-Section data for the United States." *Journal of Urban Development* 52: 93-108.

contrairement à certaines conclusions d'études antérieures, la décentralisation des dépenses publiques et de la fiscalité entraîne une baisse de la corruption, tel que mesurée par divers indicateurs<sup>5</sup>.

En contrepartie, d'autres chercheurs soutiennent que la politique locale ne produit pas toujours des résultats optimaux au niveau de la gouvernance démocratique. La décentralisation peut même s'avérer problématique quand les communautés et les gouvernements locaux ne sont pas préparés adéquatement. Bardhan nous met en garde contre le fait que les gouvernements locaux, dans les pays en développement, sont souvent contrôlés par des élites qui souhaitent utiliser les institutions pour leurs bénéfices personnels. Ce faisant, ils entravent la prestation des services publics et le développement en général<sup>6</sup>. Willis et *al.* montrent qu'au Mexique, la décentralisation du pouvoir administratif et la délégation de pouvoirs fiscaux aux autorités locales ont entraîné la détérioration des services et la croissance des inégalités entre les états les plus pauvres<sup>7</sup>. Galiani et *al.* constatent que, si la décentralisation a permis d'améliorer le rendement scolaire des élèves du secondaire en Argentine, ce même rendement a diminué dans les écoles situées dans les quartiers pauvres et dans les provinces où les capacités techniques sont faibles<sup>8</sup>.

Comment la performance des gouvernements locaux influence-t-elle les attitudes des citoyens envers le système politique de façon générale? Étant donné que certains citoyens n'ont de contacts avec l'État qu'à travers les gouvernements locaux, leurs perceptions de la démocratie se forment à partir de ces expériences. Ainsi, bon nombre de citoyens ne s'appuient que sur leurs relations avec les autorités locales afin d'évaluer la qualité de la démocratie et de ses institutions. Dans une étude sur la Bolivie, Hiskey et Seligson montrent que la décentralisation peut renforcer l'appui au système en place. Cependant, le fait de s'appuyer sur la performance des gouvernements locaux pour l'évaluation du système en général peut poser problème lorsque la performance de ceux-ci est faible<sup>9</sup>. Weitz-Shapiro ont démontré que les citoyens argentins évaluent la démocratie dans son ensemble à partir des gouvernements locaux<sup>10</sup>, conformément à l'idée développée ci-haut. Ils distinguent les différentes dimensions de la performance des institutions locales. Ainsi, la perception de la corruption à ce niveau affecterait la satisfaction à l'égard de la démocratie, alors que la perception de l'efficacité bureaucratique de ces gouvernements n'aurait pas d'impact. S'appuyant sur les données de 2010 du Baromètre des Amériques, West constate que les citoyens qui ont plus de contacts avec les gouvernements locaux et qui en sont les plus satisfaits sont plus susceptibles de développer des valeurs démocratiques. Cette relation est particulièrement importante dans le cas des minorités<sup>11</sup>. Ce qui nous amène à conclure que la politique locale peut être cruciale au processus de démocratisation.

<sup>5</sup> Fisman, Raymond & Gatti, Roberta (2002). "Decentralization and Corruption: Evidence across Countries." *Journal of Public Economics* 83: 325-345.

<sup>6</sup> Bardhan, Pranab (2002). "Decentralization of Governance and Development." *Journal of Economic Perspectives* 16 (4): 185-205.

<sup>7</sup> Willis, Eliza, Garman, Christopher, et Haggard, Stephen (1999). "The Politics of Decentralization in Latin America." *Latin American Research Review* 34 (1): 7-56.

<sup>8</sup> Galiani, Sebastian, Gertler, Paul, et Schargrodsky, Ernesto (2005). "School Decentralization: Helping the Good Get Better, but Leaving the Poor Behind", *Working Paper*. Buenos Aires: Universidad de San Andres.

<sup>9</sup> Hiskey, Jonathan et Seligson, Mitchell (2003). "Pitfalls of Power to the People: Decentralization, Local Government Performance, and System Support in Bolivia". *Studies in Comparative International Development* 37 (4): 64-88.

<sup>10</sup> Weitz-Shapiro, Rebecca (2008). "The Local Connection: Local Government Performance and Satisfaction with Democracy in Argentina". *Comparative Political Studies* 41 (3): 285-308.

<sup>11</sup> West, Karleen (2011). *The Effects of Decentralization on Minority Inclusion and Democratic Values in Latin America*. Papers from the AmericasBarometer. Vanderbilt University

La relation entre la politique au niveau local et l'inclusion des groupes minoritaires constitue aussi un sujet très important. La question clé est de savoir si la décentralisation peut améliorer la représentation de groupes historiquement marginalisés, comme les femmes et les minorités raciales. Les recherches sur ce sujet concluent souvent que les institutions locales peuvent servir de canaux par lesquels les minorités peuvent exprimer leurs intérêts<sup>12</sup>. En outre, les autorités locales peuvent être mieux positionnées que les autorités nationales pour obtenir des informations sur les préférences des minorités et ainsi renforcer la représentation de ces groupes<sup>13</sup>. En ce sens, si la décentralisation peut servir à améliorer la représentation des minorités, elle peut aussi contribuer à augmenter leur soutien au système et leur satisfaction à l'égard de la démocratie<sup>14</sup>.

Les recherches sur cette thématique ont produit de résultats mitigés<sup>15</sup>. Patterson a démontré que la décentralisation au niveau des lois électorales au Sénégal en 1996 a entraîné une augmentation de la proportion des femmes qui participent à la politique au niveau local, sans que cela ne produise, à terme, des politiques publiques plus favorables les femmes<sup>16</sup>. À partir des données de 2010 du Baromètre des Amériques, West conclue que la décentralisation en Amérique latine n'a pas engendré une augmentation de l'inclusion et de l'accès des minorités aux gouvernements locaux<sup>17</sup>. Dans ce chapitre, nous prétendons développer des démonstrations systématiques se rapportant sur toute la région.

Dans la section suivante de ce chapitre, nous examinerons à quel niveau les citoyens des Amériques participent à la politique locale et comment ils évaluent ses institutions. Nous nous intéressons aux indicateurs de deux formes de participation : *la participation aux conseils municipaux* et *la présentation de requêtes aux autorités locales*. Nous comparons l'étendue de la participation locale des citoyens de différents pays via de tels canaux institutionnels, à partir des résultats de 2012 par rapport aux années précédentes (2006, 2008 et 2012). Nous cherchons à comprendre aussi les principaux déterminants de ces types d'engagement politique, en insistant sur l'impact des inégalités entre les groupes ethniques et entre les sexes quant à la participation citoyenne. Finalement, nous nous intéressons au niveau de satisfactions des citoyens des Amériques à l'égard de leurs gouvernements locaux et la relation entre la satisfaction et l'appui au système politique.

Des études antérieures réalisées à partir des données du Baromètre des Amériques ont analysé avec beaucoup de détails les phénomènes susmentionnés. Par exemple, Montalvo a démontré que les caractéristiques personnelles des individus, comme l'âge et le niveau de scolarité, expliquent le fait que les citoyens présentent des demandes envers les gouvernements locaux. Il a également souligné le rôle joué par la décentralisation des dépenses publiques<sup>18</sup>. En ce sens, la décentralisation fiscale renforce le

<sup>12</sup> Hirschmann, Albert (1970). *Exit Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

<sup>13</sup> Hayek, Friedrich (1945). "The Use of Knowledge in Society". *American Economic Review* 35(4): 519-530.

<sup>14</sup> West, *ibid*; p. 4.

<sup>15</sup> West, *ibid*; Pape, I.R.S. (2008). "'This is Not a Meeting for Women': The Sociocultural Dynamics of Rural Women's Political Participation in the Bolivian Andes". *Latin American Perspectives* 35 (6): 41-62. Pape, I.R.S. (2009). "Indigenous Movements and the Andean Dynamics of Ethnicity and Class: Organization, Representation, and Political Practice in the Bolivian Highlands". *Latin American Perspectives* 36 (4): 101-125.

<sup>16</sup> Patterson, Amy (2002). "The Impact of Senegal's Decentralization on Women in Local Governance". *Canadian Journal of African Studies* 36 (3): 490-529.

<sup>17</sup> West, *ibid*

<sup>18</sup> Montalvo, Daniel (2009a). "Demand-Making on Local Governments." *AmericasBarometer Insights* 10.

lien entre les gouvernements et les demandes des citoyens<sup>19</sup>. Dans une autre étude, Montalvo a démontré la relation négative entre le fait d'être victime de corruption et de la criminalité et le niveau de satisfaction envers les services municipaux. Ainsi, l'image négative de la performance des gouvernements locaux est probablement due à ce type de problèmes<sup>20</sup>. Finalement, Montalvo a démontré que la satisfaction à l'égard des services municipaux, la participation dans des organisations communautaires et la confiance interpersonnelle sont parmi les meilleurs facteurs de prédiction du niveau de confiance à l'égard des gouvernements municipaux<sup>21</sup>.

## II. La participation au niveau local

Le Baromètre des Amériques 2012 comporte une série de questions qui mesurent l'engagement des citoyens au sein du système politique au niveau local :

Parlons maintenant de votre gouvernement municipal.				
<b>NP1.</b> Avez-vous pris part à une séance du conseil municipal ou une rencontre à caractère local au cours des douze derniers mois ?				
(1) Oui	(2) Non	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre	
<b>NP2.</b> Avez-vous cherché le soutien ou présenté une requête à une quelconque autorité locale (bureau, fonctionnaire, représentant) au cours des douze derniers mois ?				
(1) Oui <b>[Continuez]</b>	(2) Non <b>[Passez à SGL1]</b>	(88) Ne sait pas <b>[Passez à SGL1]</b>	(98) Refus de répondre <b>[Passez à SGL1]</b>	
<b>MUNI10.</b> A-t-on résolu votre problème ou répondu à votre demande ?				
(1) Oui	(0) Non	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre	(99) N/A

### Participation à une réunion du gouvernement municipal

La figure 109 examine le pourcentage de citoyens de chacun des pays des Amériques qui disent avoir assisté à une réunion locale au cours de l'année écoulée. Les résultats montrent une très grande variation entre les pays au niveau de ce type de participation. Comme ce fut le cas avec d'autres formes de participation locale (voir le chapitre II), les Haïtiens sont exceptionnellement participatifs. Avec 21,2 % des citoyens déclarant avoir assisté à une réunion du gouvernement local au cours de la dernière année, Haïti est le pays le plus participatif de la région. Les autres pays très participatifs sont les États-Unis et la République Dominicaine. Pendant ce temps, le Panama, le Costa Rica, l'Argentine et le Chili sont les pays les moins participatifs, avec des taux d'environ 5 % ou moins.

<sup>19</sup> Montalvo, *ibid*; p. 4.

<sup>20</sup> , Daniel (2009b). "Citizen Satisfaction with Municipal Services." *AmericasBarometer Insights* 14.

<sup>21</sup> Montalvo, Daniel (2010). "Understanding Trust in Municipal Governments." *AmericasBarometer Insights* 35.

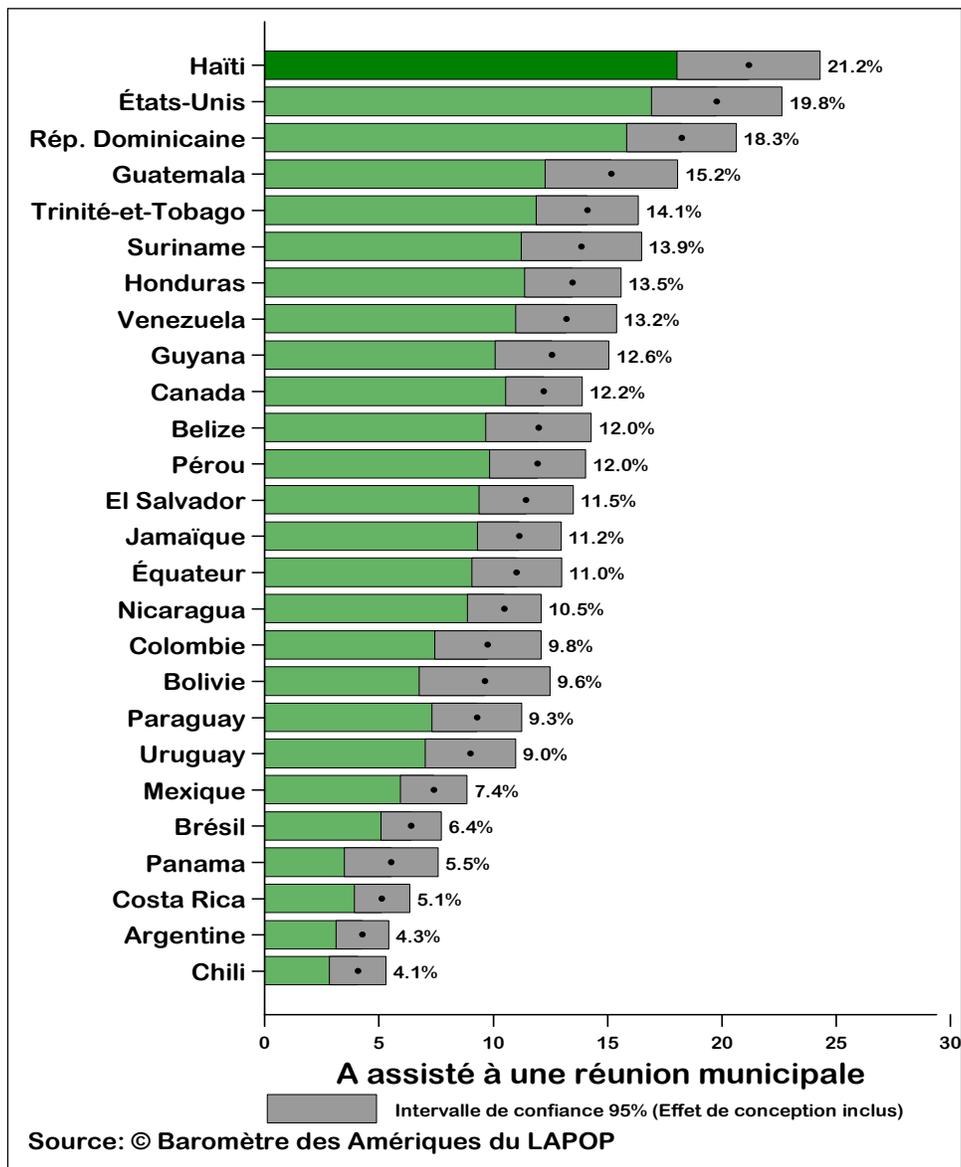


Figure 109 Participation à une réunion municipale dans les Amériques, 2012

Comment la participation à des réunions municipales en Haïti a-t-elle évolué ces dernières années ? La figure 110 détaille le niveau de participation locale depuis 2006. Étonnamment, le taux de participation aux réunions locales affiche une tendance à la hausse depuis 2006 et a connu un bond spectaculaire entre 2010 et 2012.

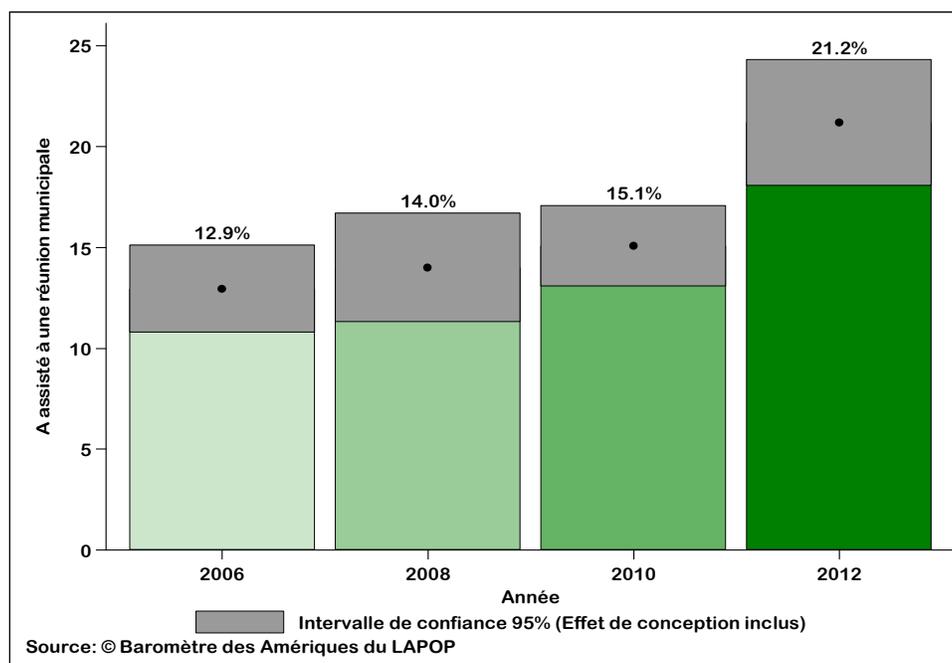


Figure 110 Participation à une réunion municipale, Haïti 2006-2012

À quels endroits la participation aux réunions municipales est-elle la plus élevée ? Dans une analyse que nous ne présentons pas ici, nous avons observé une participation très similaire dans les milieux ruraux et les milieux urbains, bien qu'elle soit légèrement (mais pas significativement) plus élevée dans ces derniers. De la même façon, la participation aux réunions est plus élevée dans la région centrale que dans la région du nord du pays.

### Présentation de pétition au gouvernement local

Le Baromètre des Amériques 2012 nous permet de savoir non seulement qui assiste aux réunions, mais aussi qui formule des demandes ou des requêtes au gouvernement municipal. La figure 111 analyse les réponses à la question NP2. On peut y voir le pourcentage de citoyens des Amériques qui, au cours de la dernière année, a formulé une demande à une personne ou à un organisme faisant partie du gouvernement. Une fois de plus, les Haïtiens présentent le taux le plus élevé de cette forme de participation dans la région. Près de 22 % des Haïtiens déclarent avoir formulé une demande auprès de l'administration locale au cours de la dernière année, alors que les autres pays les plus participatifs de la région (l'Uruguay, le Salvador, le Pérou et les États-Unis) ont tous des taux qui avoisinent les 16 %. À l'autre extrémité de l'échelle, les pays où les citoyens sont les moins susceptibles de formuler des demandes auprès de l'administration locale, nous retrouvons le Panama et l'Équateur, où seulement environ 6 % à 7 % des citoyens ont présenté ce genre de requête.

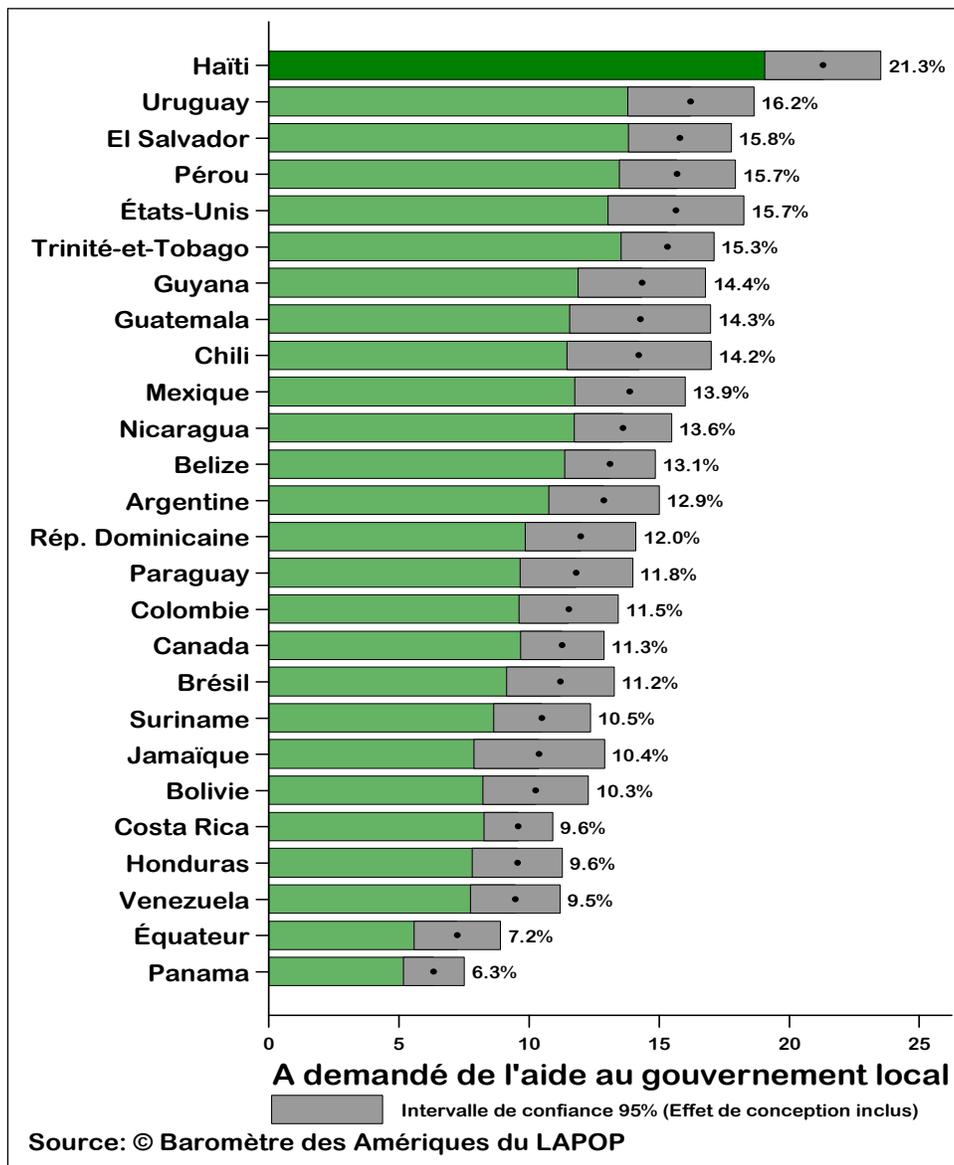


Figure 111 Formulation de demandes auprès du gouvernement local dans les Amériques

De quelle façon la formulation des demandes locales a-t-elle évolué au fil du temps ? La figure 112 affiche le pourcentage de citoyens ayant formulé une demande depuis 2006. Nous relevons un patron assez similaire à ce que nous avons observé lors de l'analyse la participation aux réunions locales. Le nombre de requêtes auprès des administrations locales a augmenté de façon spectaculaire depuis 2008, et particulièrement depuis 2010. Cette hausse pourrait être liée aux attentes très élevées générées par l'élection du président Martelly. Elle pourrait aussi être le fruit du rôle central joué par les municipalités auprès des victimes du tremblement de terre.

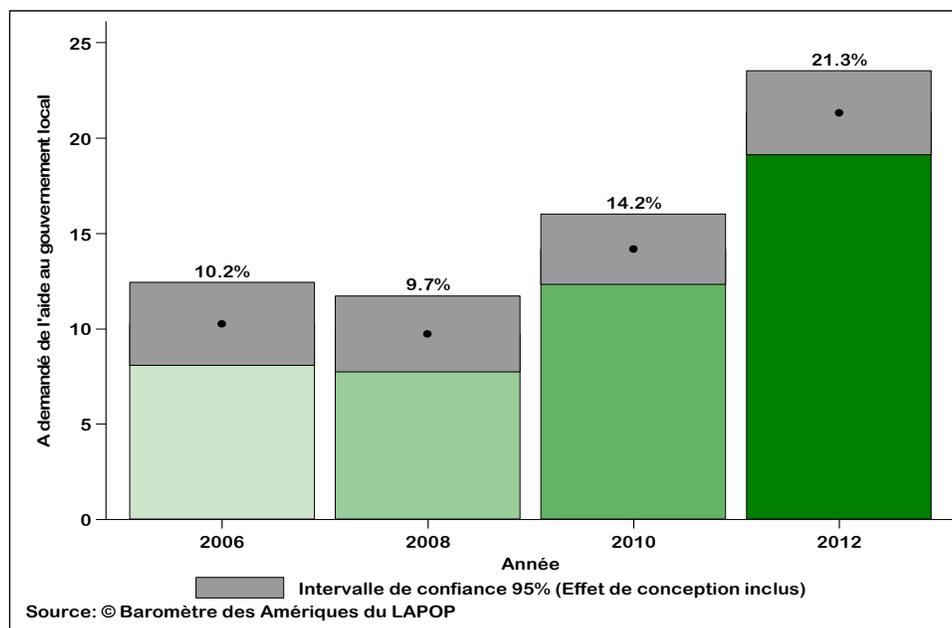
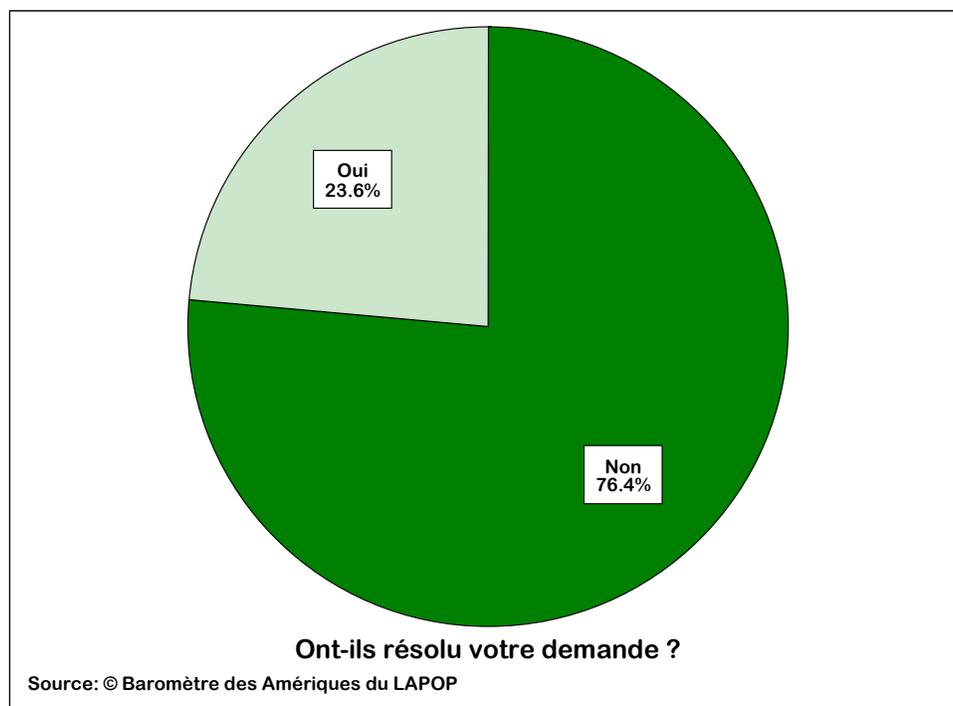


Figure 112 Formulation de demandes auprès du gouvernement, Haïti 2006-2012

Tout comme pour la participation aux réunions, la proportion de citoyens ayant formulé une requête est très similaire en milieu urbain et en milieu rural. Les demandes sont légèrement plus nombreuses dans la région centrale et dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, mais de façon non-significative.

Le Baromètre des Amériques questionne aussi les citoyens à propos de la réponse apportée à ces demandes. Il faut préciser que cette question n'a été posée qu'aux citoyens qui affirmaient avoir formulé une demande auprès de leur gouvernement local. Dans le cas d'Haïti, cela concerne 395 répondants. Ces réponses permettent d'évaluer la qualité des services offerts par les gouvernements municipaux, au moins du point de vue des citoyens. Grace à la figure 113, nous examinons les réponses à la question MUNI10 en Haïti. Nous constatons que plus des trois quarts des citoyens affirment que le gouvernement municipal n'a pas donné de réponse satisfaisante à leur demande. Étant donné la gravité des besoins générés par le tremblement de terre de 2010, il est plutôt normal que les municipalités aient éprouvé des difficultés à satisfaire le nombre croissant de requêtes.

En examinant les réponses données dans différentes zones du pays, on peut constater que les citoyens des régions rurales sont légèrement plus nombreux à se déclarés satisfaits par la réponse apportée par les administrations locales, bien que les différences ne sont pas statistiquement significatives. Les résidents du nord sont bien plus satisfaits, avec un taux de 37,4 %, alors que les résidents des régions de l'ouest à l'extérieur de Port-au-Prince affiche un taux nettement inférieur, soit 13,8 %. Dans les régions du nord et du sud du pays, ainsi qu'à Port-au-Prince, entre 16 % et 22 % des citoyens affirment que les autorités locales ont répondu à leur demande de façon satisfaisante<sup>22</sup>.



**Figure 113 Solution satisfaisante aux demandes formulées auprès du gouvernement municipal, Haïti 2012**

<sup>22</sup> L'analyse n'est pas présentée ici, mais est disponible sur demande

Qui prend la décision de formuler une requête auprès du gouvernement local ? La figure 114 présente un modèle de régression logistique qui nous permet d'examiner un certain nombre de facteurs qui peuvent influencer cette décision de la part des citoyens. Les résultats montrent qu'il n'y a pas beaucoup de caractéristiques individuelles qui y sont associées. Nous observons, par contre, qu'une meilleure situation financière familiale augmente la probabilité de formuler de telle requête. La principale conclusion est que ceux qui assistent aux réunions locales sont beaucoup plus susceptibles de formuler des requêtes, alors que ceux qui éprouvent peu de confiance à l'égard du gouvernement le sont beaucoup moins. Compte tenu du fait que les trois quarts de ceux qui ont présenté une requête ne sont pas satisfaits du résultat, il se peut que la présentation d'une demande auprès du gouvernement local contribue à diminuer le niveau de confiance envers le gouvernement local.

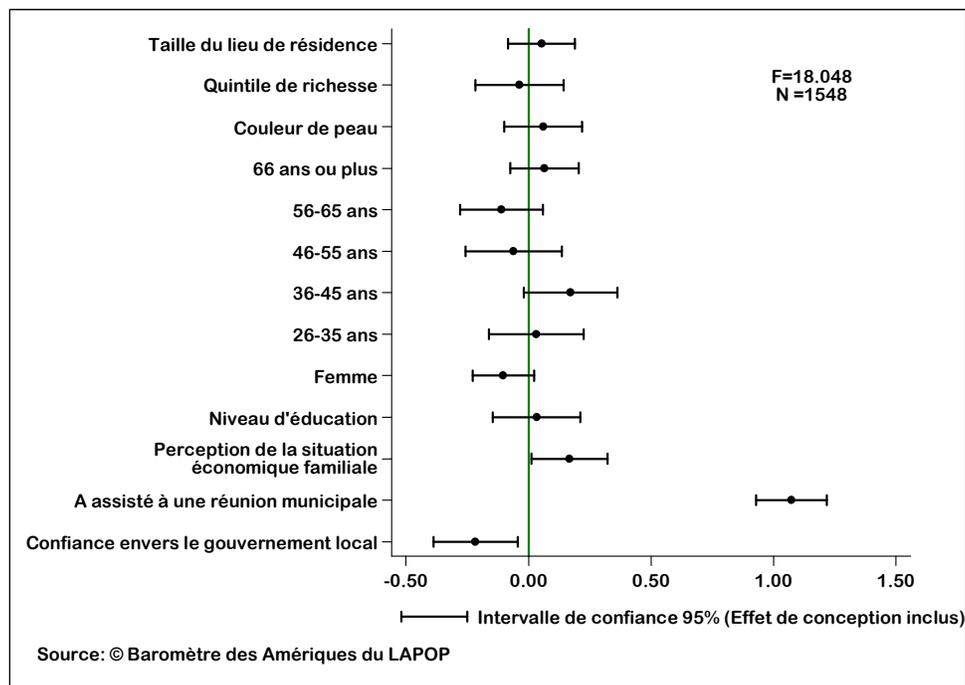


Figure 114 Les déterminants de la formulation de demandes auprès du gouvernement local, Haïti 2012

À la Figure 115, nous examinons avec plus de détails les relations bi-variées entre la formulation de demandes auprès du gouvernement local et un certain nombre d'éléments présentés dans l'analyse de régression logistique. Certaines relations qui n'étaient pas visibles dans l'analyse multivariée méritent notre attention. Les citoyens âgés de 36 à 45 ans sont les plus susceptibles de formuler des demandes auprès de l'administration municipale. Les femmes montrent une moindre propension à formuler ce type de requête. En outre, il apparaît maintenant que les citoyens qui évaluent la position financière de leur famille de façon modérément positive sont les plus susceptibles de formuler de telles demandes.

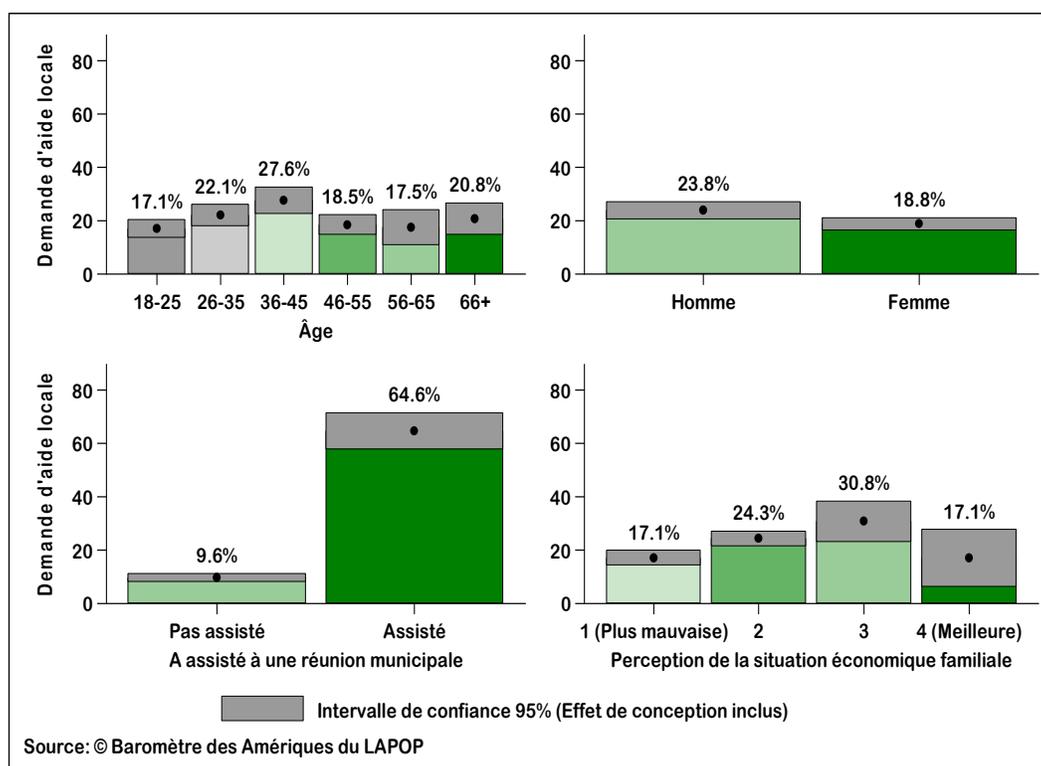


Figure 115 Les facteurs associés à la formulation de demandes auprès du gouvernement local, Haïti 2012

### III. Les attitudes envers le gouvernement local

Les données de 2010 du Baromètre des Amériques comprennent également un certain nombre de questions qui évaluent le niveau de satisfaction et de confiance à l'endroit des gouvernements locaux. La première question a été fréquemment utilisée dans les enquêtes antérieures du Baromètre des Amériques.

**SGL1.** Pensez-vous que la qualité des services offerts par le gouvernement municipal est : **[Lisez les options]** (1) Très bonne (2) Bonne (3) Ni bonne ni mauvaise (convenable) (4) Mauvaise (5) Très mauvaise (88) Ne sait pas (98) Refus de répondre

En outre, le Baromètre des Amériques 2012 peut compter sur trois nouvelles questions qui tentent de mesurer la satisfaction à l'égard des services spécifiquement offerts par les gouvernements locaux.

<b>SD2NEW2.</b> En fonction de la ville ou de la région où vous résidez, vous diriez-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait de la condition des rues, des routes et des autoroutes ?			
(1) Très satisfait	(2) Satisfait	(3) Insatisfait	(4) Très insatisfait
(99) N/A (N'utilise pas)	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre	
<b>SD3NEW2.</b> Quelle est la qualité des écoles publiques ? <b>[Essayez aussi : Êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait ?]</b>			
(1) Très satisfait	(2) Satisfait	(3) Insatisfait	
(4) Très insatisfait	(99) N/A (N'utilise pas)	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre
<b>SD6NEW2.</b> Quelle est la qualité des services de santé ? <b>[Essayez : Êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait, très insatisfait ?]</b>			
(1) Très satisfait	(2) Satisfait	(3) Insatisfait	(4) Très insatisfait
(99) N/A (N'utilise pas)	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre	

Dans le cas d'Haïti en particulier, le Baromètre a inclus quelques autres questions. Deux d'entre elles se réfèrent à la perception des dépenses municipales.

<b>MUNI5A.</b> À votre avis, la majorité des dépenses municipales sont dirigées vers ? [Ne lisez pas, acceptez seulement une réponse]			
(1) Le nettoyage des rues			
(2) Les routes, les terrains de football, ou les travaux publics			
(3) La santé, l'éducation			
(4) La corruption			
(5) Les salaires			
(6) Rien			
(7) Autre	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre	
<b>MUNI7.</b> À votre avis, les projets entrepris par la municipalité sont-ils faits pour bénéfice des gens comme vous ?			
(1) Oui	(0) Non	(88) Ne sait pas	(98) Refus de répondre

Trois autres questions, seulement posées en Haïti, demandent aux citoyens d'énumérer leurs trois principales priorités sur lesquelles doit travailler leur gouvernement municipal.

Dites-moi s'il vous plaît quelles devraient être les trois principales priorités du gouvernement local, dans le but d'améliorer votre communauté ?			
	Première Réponse HAIMUNI8A	Deuxième Réponse HAIMUNI8B	Troisième Réponse HAIMUNI8C
L'éducation	12	12	12
La sécurité du quartier	2	2	2
La création d'emplois	3	3	3
La construction de routes	4	4	4
L'accès à l'eau potable	5	5	5
L'électricité et l'énergie	6	6	6
Les soins de santé	7	7	7
La construction de logements	8	8	8
L'environnement	9	9	9
Améliorer la capacité du gouvernement local à répondre aux nécessités des citoyens	13	13	13
Autres priorités	11	11	11
Ne sais pas	88	88	88
Refus de répondre	98	98	98
N/A	99	99	99

Quatre autres questions, seulement posées en Haïti, demandent aux répondants de se positionner sur la façon dont ils croient que les responsabilités devraient être réparties entre le gouvernement national, le gouvernement local et les organisations communautaires.

À votre avis, qui devrait être le mieux placé pour résoudre les problèmes suivants au sein de votre communauté ?	Le Maire	Le Député ou Sénateur	Le gouvernement national	Les groupes communautaires	Ne sait pas	Refus de répondre
<b>RCP1.</b> La réparation des routes	1	2	3	4	88	98
<b>RCP2.</b> Combattre la criminalité	1	2	3	4	88	98
<b>RCP3A.</b> Améliorer la qualité de l'éducation	1	2	3	4	88	98
<b>RCP4.</b> Résoudre les conflits	1	2	3	4	88	98

Enfin, deux questions mesurent le niveau de confiance des citoyens à l'égard des autorités locales. On demande aux citoyens de répondre aux questions suivantes en utilisant une échelle de 7 points, où 1 signifie « pas du tout » et 7 « beaucoup ».

**B32.** Dans quelle mesure faites-vous confiance au gouvernement municipal ?  
**HAIB32A.** Dans quelle mesure faites-vous confiance au KASEK ?

### Satisfaction à l'égard des services locaux

À la figure 116, nous examinons le niveau moyen de satisfaction des citoyens envers les services qu'offrent les gouvernements locaux dans les Amériques à partir de la question SGL1. Pour respecter les standards du Baromètre des Amériques, les réponses ont été transposées sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie un niveau de satisfaction très faible et 100 représente une satisfaction très

élevée. Dans presque tous les pays de la région, le niveau de satisfaction tend à se rapprocher du point médian. Ce résultat suggère que la plus part des citoyens des pays des Amériques sont plutôt neutre sur cet enjeu. Les réponses sont plus positives au Canada et en Argentine, qui affichent des valeurs proches de 59 sur l'échelle de 0 à 100. Dans 23 des 24 autres pays de la région, les réponses varient entre 42 et 56 points. Haïti montre un comportement atypique, puisque son score de 37,6 fait de ce pays le lieu des Amériques où les gouvernements locaux sont les moins bien évalués.

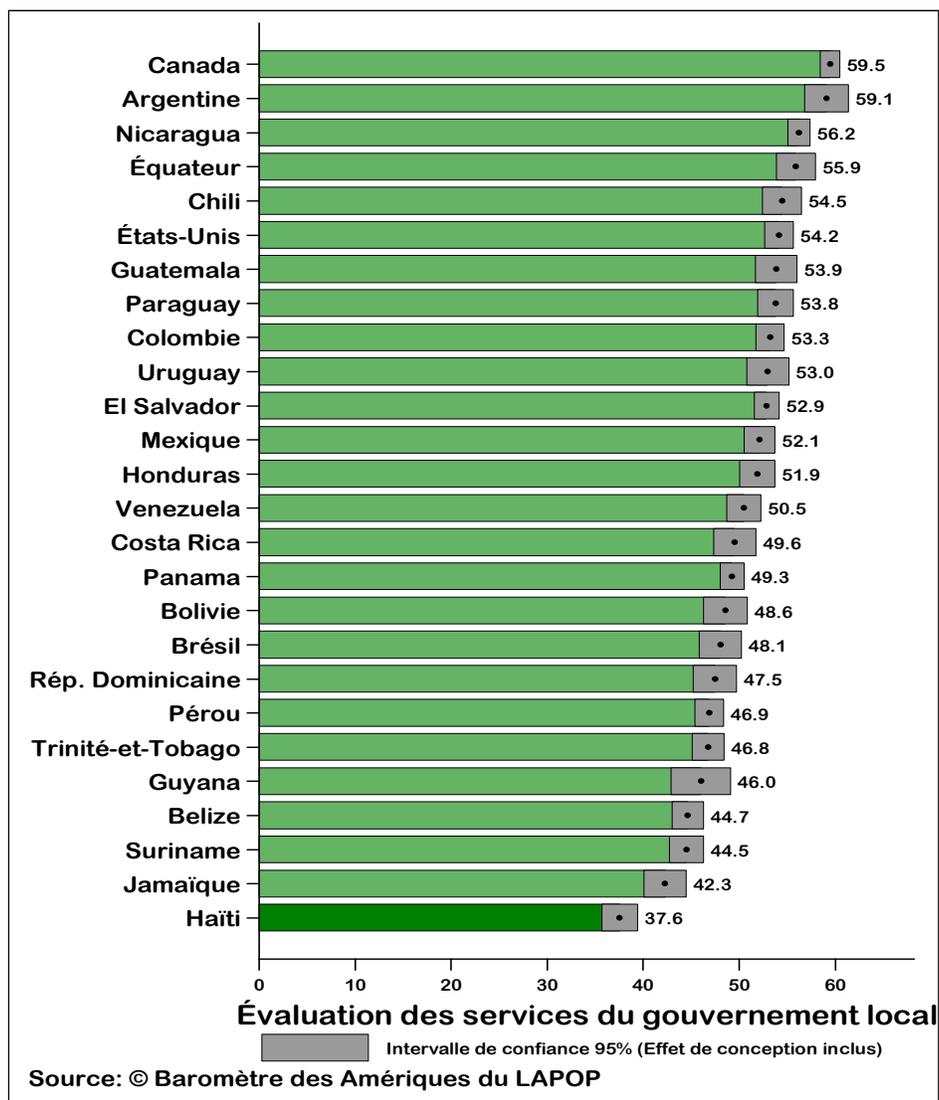
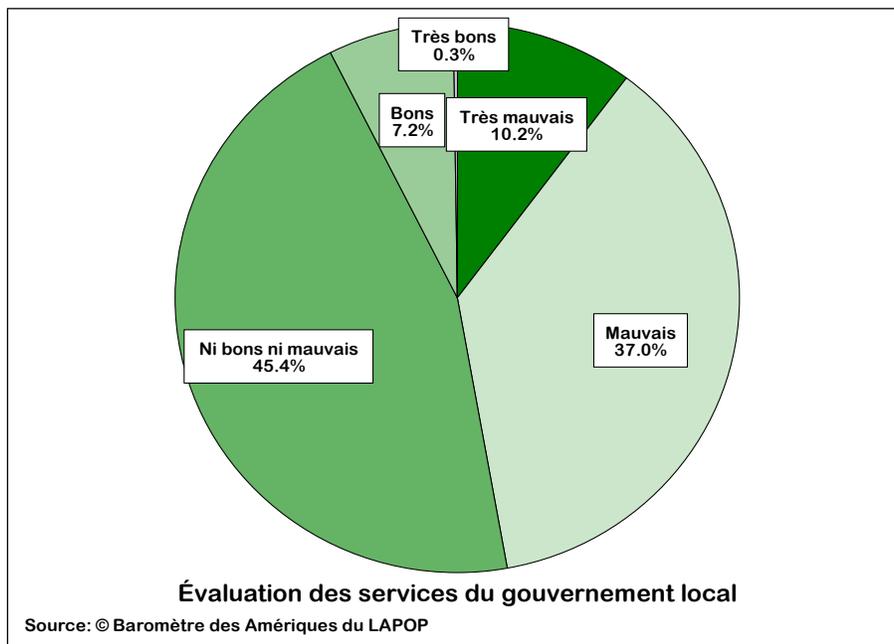


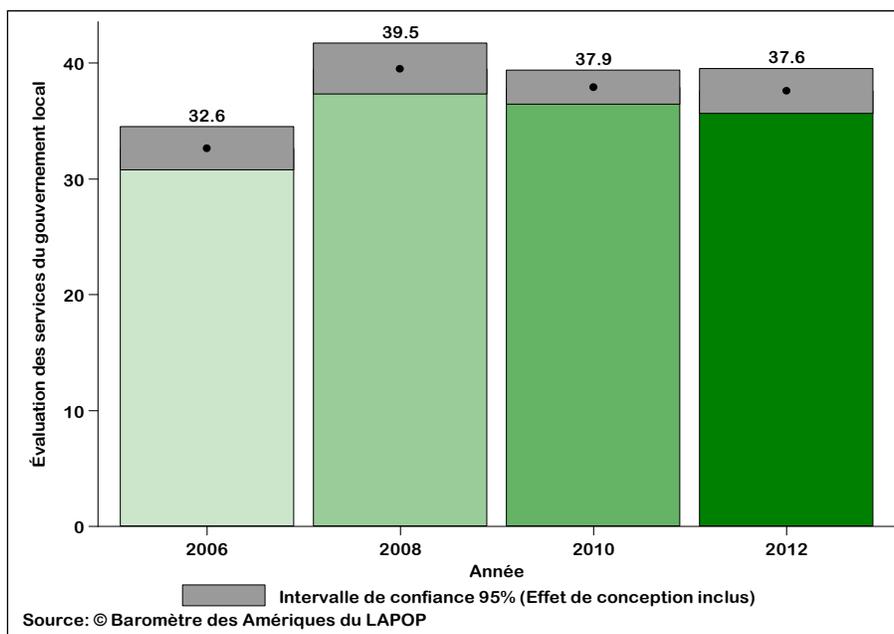
Figure 116 Satisfaction à l'égard des services offerts par les gouvernements locaux dans les Amériques, 2012

La figure 117 explore plus en profondeur la satisfaction des Haïtiens à l'égard des gouvernements locaux. Un examen plus approfondi montre que près la moitié (45 %) des Haïtiens sont indifférents envers les services qu'offrent les gouvernements locaux. Cependant, 47 % croient que la qualité de services offerts est mauvaise ou très mauvaise. Seulement 8 % pensent qu'elle est bonne ou très bonne. Ainsi, la proportion de ceux qui sont insatisfaits de la qualité de ces services est six fois plus élevée que celle de ceux qui sont satisfaits de la qualité de ces services.



**Figure 117 Évaluation de la qualité des services des gouvernements locaux en Haïti, 2012**

De quelle façon la satisfaction à l'égard de la qualité des services offerts par les gouvernements locaux en Haïti a-t-elle évolué au fil du temps ? À la figure 118, nous examinons la tendance depuis 2006. Nous observons qu'après une augmentation entre 2006 et 2008, suivie d'une petite diminution entre 2008 et 2010, la satisfaction à l'égard de la qualité de ces services est demeurée relativement inchangée depuis 2010.



**Figure 118 Évaluation de la qualité des services offerts par les gouvernements locaux, Haïti 2006-2012**

Tel qu'observé plus tôt, nous constatons que l'évaluation des services locaux est similaire dans les zones rurales et dans les zones urbaines. Par contre, elle est relativement élevée dans les régions du nord du pays, avec un score de 43,6, et plutôt faible dans les régions du sud, qui affichent un score de 33,8.

Les citoyens peuvent évaluer certains aspects des services reçus mieux que d'autres. À l'aide des trois figures suivantes, nous évaluons le niveau de satisfaction à l'égard de l'état des routes et des écoles ainsi que l'accès aux services de santé dans les Amériques<sup>23</sup>. Commençons avec la figure 119 qui concerne la satisfaction à l'égard des routes (question SD2NEW2). Comme toujours, les réponses ont été transposées sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie un très faible niveau de satisfaction et 100 une très haute satisfaction. Comme ce fut le cas pour la question sur la qualité des services, la majorité des citoyens de la plupart des pays de la région sont relativement indifférents dans leurs réponses. Les scores moyens de presque tous les pays se retrouvent entre 40 et 60 points. L'Équateur dirige le peloton de tête (61 points) et est suivi de près par le Panama (59 points). Il s'agit des deux pays où les citoyens sont les plus satisfaits par ces services. La Jamaïque (35 points) et Trinité et Tobago (40) ferment la marche. Ils sont les pays où les citoyens sont les moins satisfaits de la qualité des services. Avec 43 points, Haïti est le quatrième des pires pays en termes de satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des routes. Des analyses subséquentes indiquent que cette satisfaction est beaucoup plus élevée dans les régions du centre du pays, alors que les niveaux sont relativement similaires dans le reste du pays.

---

<sup>23</sup> Nous reconnaissons que ces services peuvent dépendre d'un niveau de gouvernement à travers la région.

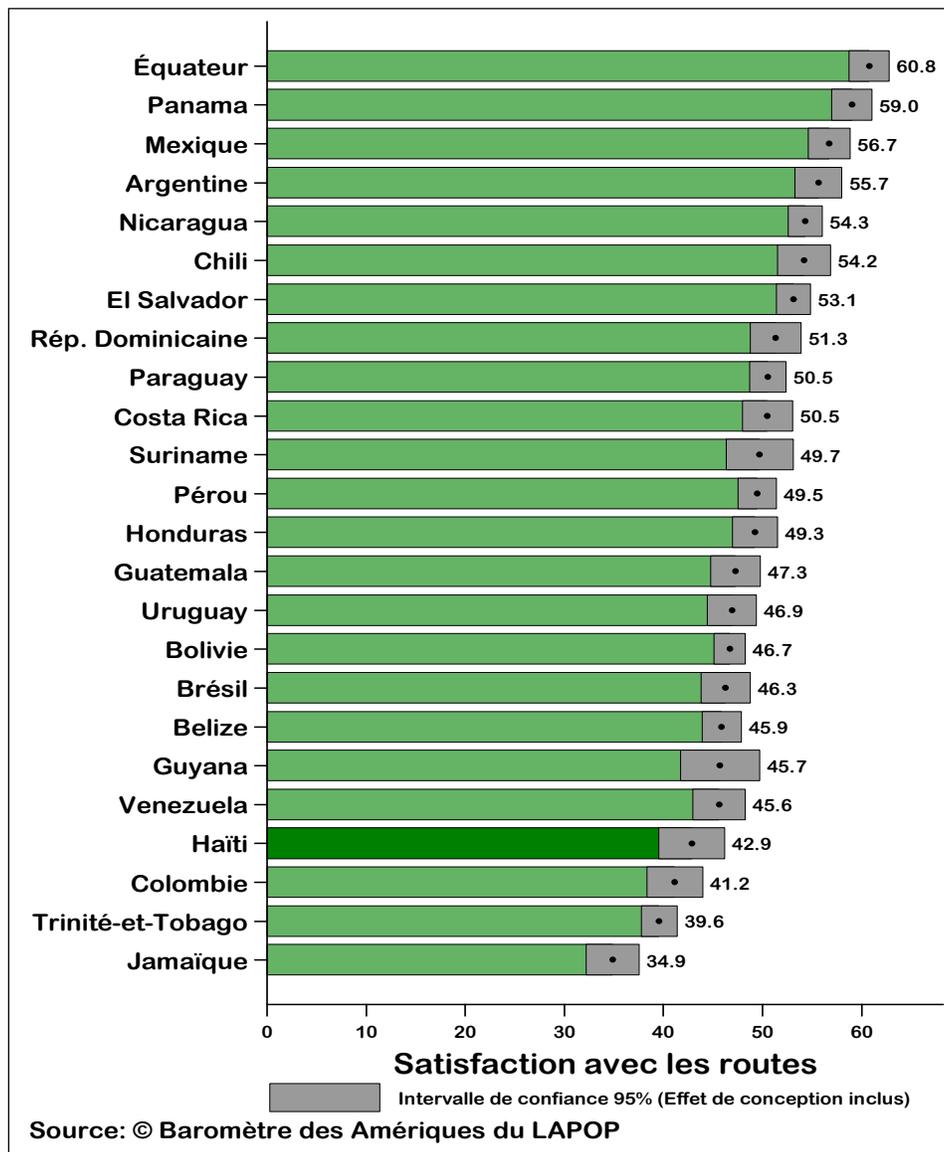


Figure 119 Satisfaction à l'égard de la qualité des routes dans les Amériques, 2012

La figure 120, évalue le taux de satisfaction à l'égard de la qualité des écoles publiques (question SD3NEW2). Nous constatons que l'évaluation est globalement plus positive sur cet enjeu. Les pays où les citoyens sont plus satisfaits de la qualité des écoles sont le Costa Rica (64 points), l'Équateur (62 points), le Nicaragua (62 points) et le Panama (61 points). Parmi les pays où les citoyens ont très peu d'estime pour la qualité des écoles publiques, le score de 45 points d'Haïti la place avant-dernière, tout juste après le Chili (43 points) et est presque à égalité avec le Brésil. La satisfaction à l'égard des écoles est relativement élevée, et au-dessus du point médian dans les régions du nord (55) et du centre (50,4). En revanche, elle oscille entre 39 et 43 points dans le reste du pays.

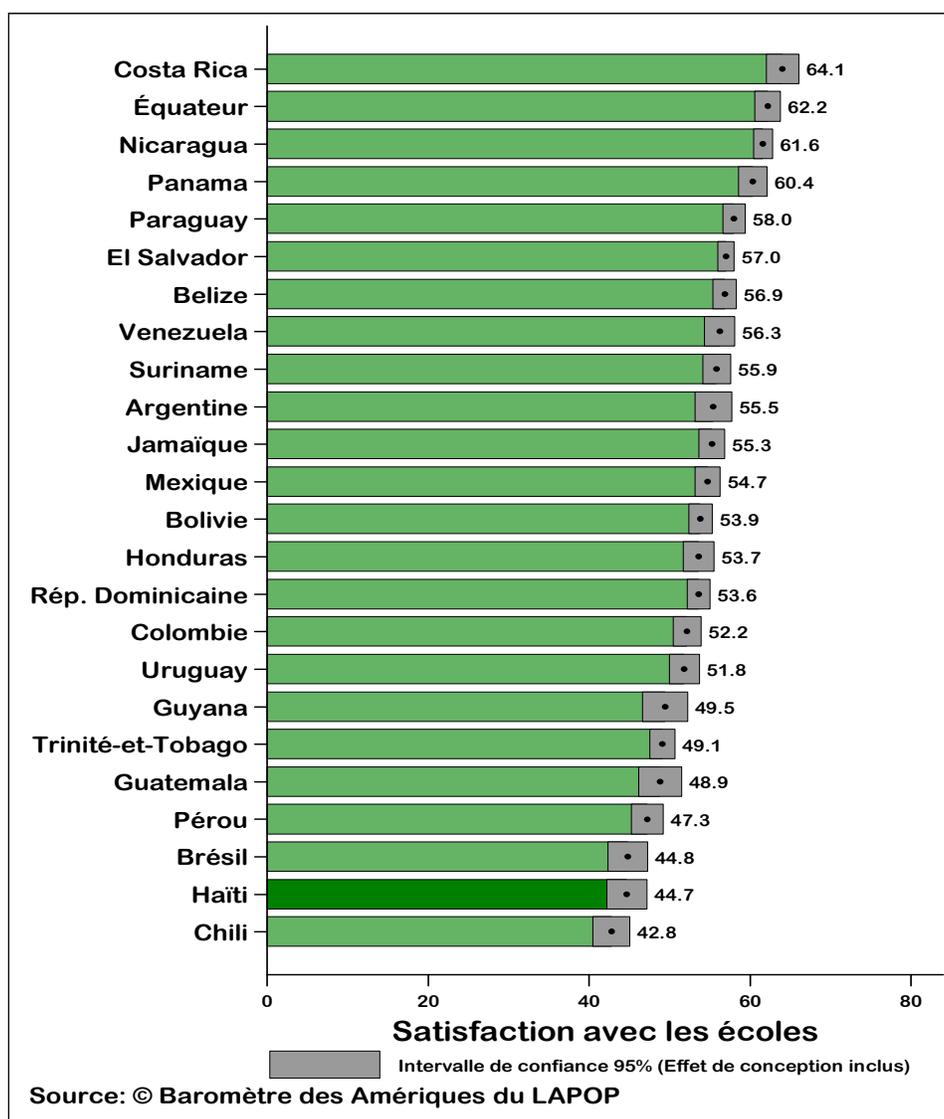


Figure 120 Satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des écoles publiques dans les Amériques, 2012

Finalement, la figure 121, évalue le taux de satisfaction des citoyens envers les services de santé à partir de la question SD6NEW2. Nous observons que, dans le cas des services de santé, les citoyens sont moins satisfaits. Dans le peloton de tête nous trouvons le Costa Rica, le Panama, l'Équateur et le Nicaragua, où les taux de satisfaction sont de l'ordre de 56 à 57 points sur une échelle de 0 à 100. Le peloton de queue est en revanche occupé par Trinité et Tobago, le Brésil, Haïti et le Chili, avec un taux de satisfaction avoisinant les 33-37 points. Ainsi, Haïti se trouve troisième parmi les pays où les citoyens jugent le plus sévèrement le fonctionnement du système de santé publique. Le niveau de satisfaction est beaucoup plus élevé dans les régions du nord du pays, avec 52 points, alors qu'il se situe entre 31 et 38 points dans toutes les autres régions.

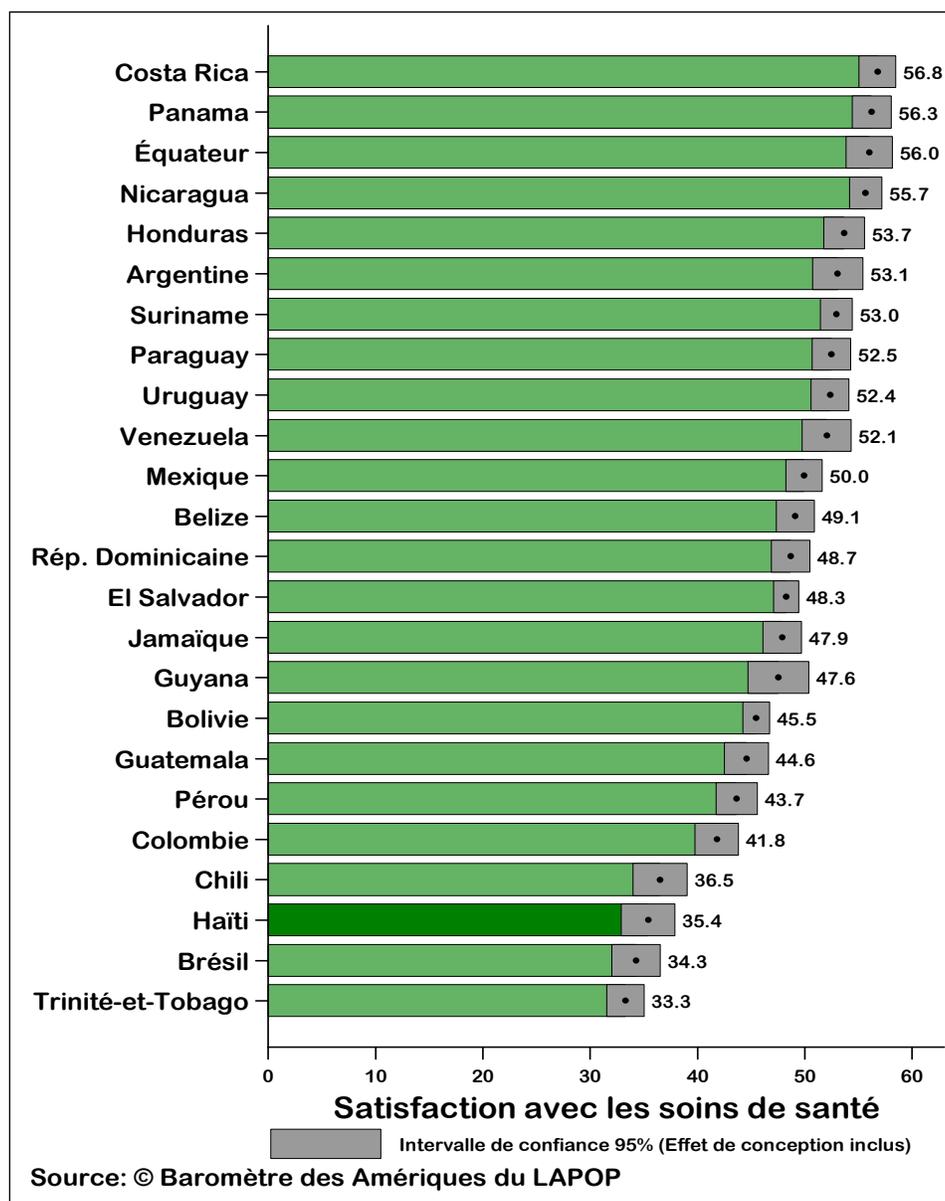


Figure 121 Satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des services de santé publique à dans les Amériques, 2012

## Perceptions sur les dépenses municipales

Que pensent les Haïtiens de la façon dont les gouvernements municipaux gèrent leurs dépenses ? Nous faisons allusion ici à deux questions posées spécifiquement aux Haïtiens dans les enquêtes de 2010 et 2012 du Baromètre des Amériques. La figure 122 concerne la perception de ce qui engendre les plus grandes dépenses municipales selon les Haïtiens. Les réponses sont globalement similaires dans les deux enquêtes. En 2012, 14 % des citoyens ne se disaient pas en mesure de pouvoir répondre à cette question, le quart a répondu « rien » et environ 10 % des Haïtiens pensent que les dépenses de ces gouvernements se perdent dans la corruption. Près de 48 % des répondants ont affirmé que les dépenses sont réellement dédiées aux politiques publiques. La réponse la plus populaire est « le nettoyage des rues », suivie des routes, des terrains de football (soccer), des services de santé et de l'éducation.

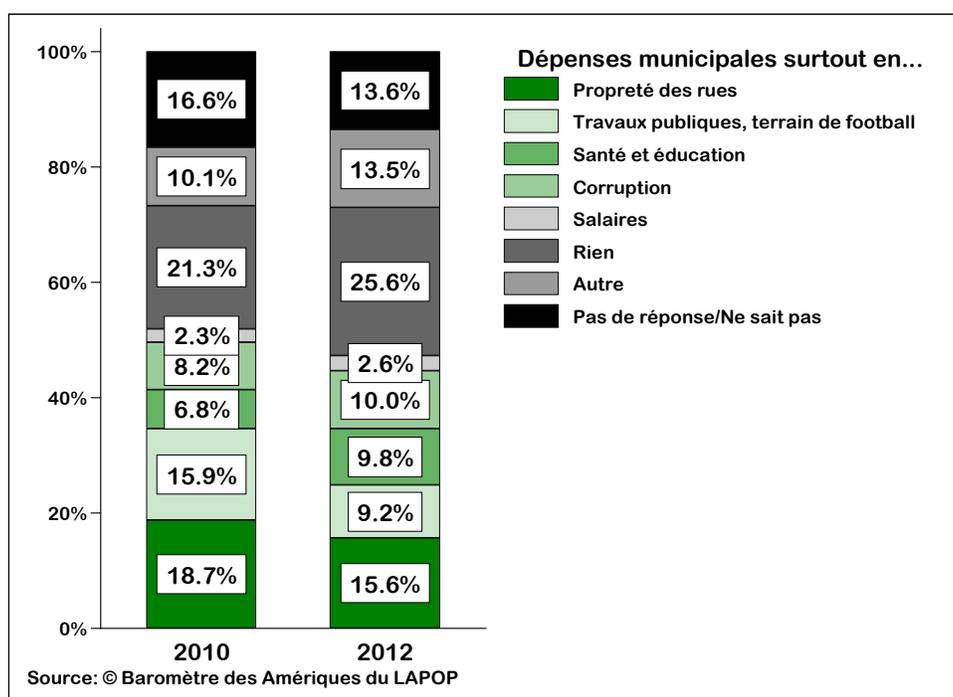


Figure 122 Perceptions des Haïtiens sur la répartition des dépenses municipales, Haïti 2012

Les citoyens pensent-ils qu'ils sont, avec leur famille, les bénéficiaires des dépenses des gouvernements municipaux ? La figure 123 examine la perception des Haïtiens à ce sujet. En 2010 et 2012, 41% des citoyens croyaient être les principaux bénéficiaires de ces dépenses. Cependant, en 2012, beaucoup de citoyens en sont moins certains et la plupart répondent tout simplement par « non ». On peut conclure qu'en 2012 la perception des Haïtiens est globalement négative à l'égard de l'efficacité des dépenses municipales. En 2012, la proportion de citoyens qui pense *ne pas* bénéficier des dépenses est plus importante que la proportion qui dit en bénéficier.

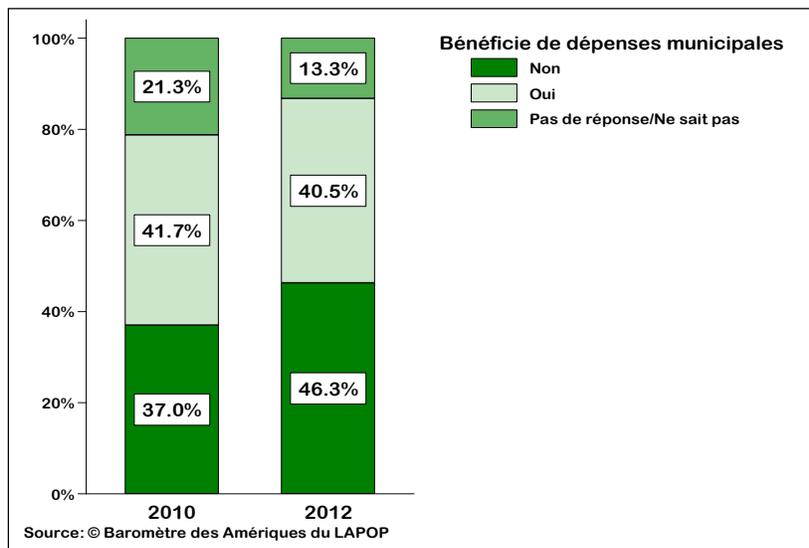


Figure 123 Proportion des citoyens qui affirment tirer profit des dépenses municipales, Haïti 2012

### Priorités des citoyens pour le gouvernement local

Que devrait faire le gouvernement local selon les Haïtiens ? Nous analysons maintenant les réponses à une série de questions sur ce que devraient être les priorités des gouvernements municipaux aux yeux des citoyens. La figure 124 présente les réponses concernant l'opinion des citoyens sur ce qui devraient être les principales priorités des gouvernements municipaux. Il ressort de cette analyse que les écoles constituent, de loin, la première de ces priorités. Les emplois viennent en seconde position. Les autres priorités sont l'aménagement des routes, la sécurité des quartiers et l'approvisionnement en eau potable.

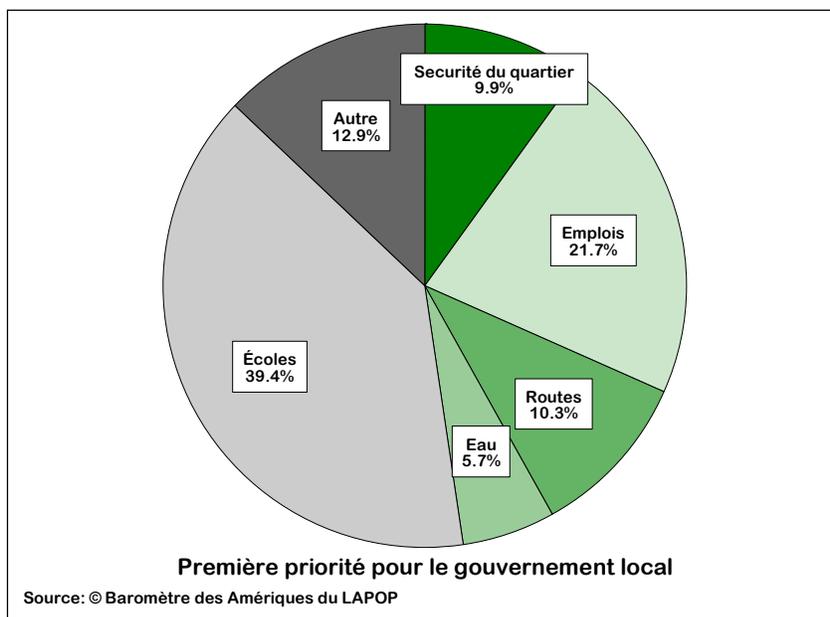


Figure 124 Principale priorité pour les gouvernements municipaux, Haïti 2012

La figure 125 présente sous un nouvel angle ce que pensent les citoyens à propos de ce qui devraient être la priorité des gouvernements municipaux. Nous examinons ici le pourcentage d'Haïtiens qui mentionnent chaque élément comme étant leur première, leur seconde ou leur troisième priorité. Selon cette perspective, la création d'emplois apparaît comme la plus importante préoccupation des Haïtiens ; 57 % des répondants mentionnent cette thématique comme étant l'une de leurs trois principales priorités. Les écoles, les soins de santé et l'aménagement des routes sont les autres priorités mentionnées.

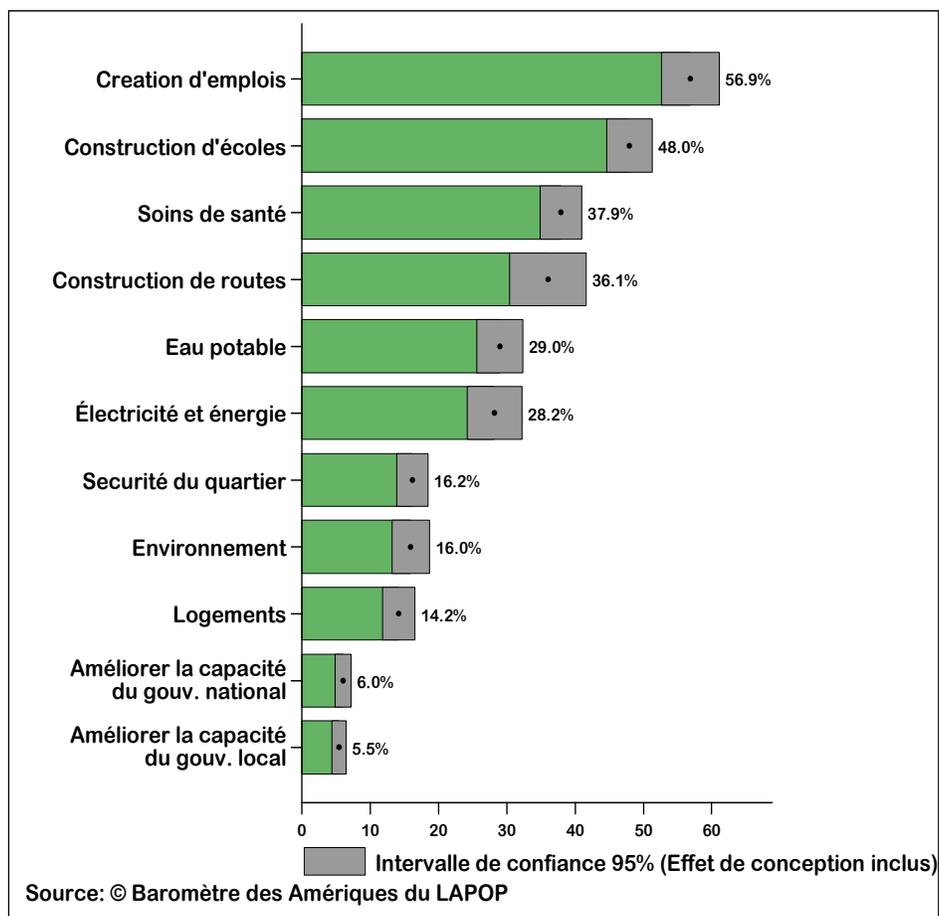


Figure 125 Les plus importantes priorités pour les gouvernements locaux, Haïti 2012

### La juridiction préférée pour la prestation de services

Le Baromètre des Amériques de 2012 questionne aussi les Haïtiens pour savoir qui devrait, selon eux, être responsable de la prestation d'un certain nombre des services. La figure 126 présente les réponses aux quatre questions posées sur ce sujet. On constate que les Haïtiens font une certaine distinction selon la nature du service en question. La majorité des citoyens pense que les gouvernements locaux devraient s'occuper de l'entretien des routes. Cependant, le gouvernement national est préféré pour combattre la criminalité et améliorer la qualité de l'éducation. Les organisations communautaires, quant à elles, sont préférées pour résoudre les problèmes à petite échelle.

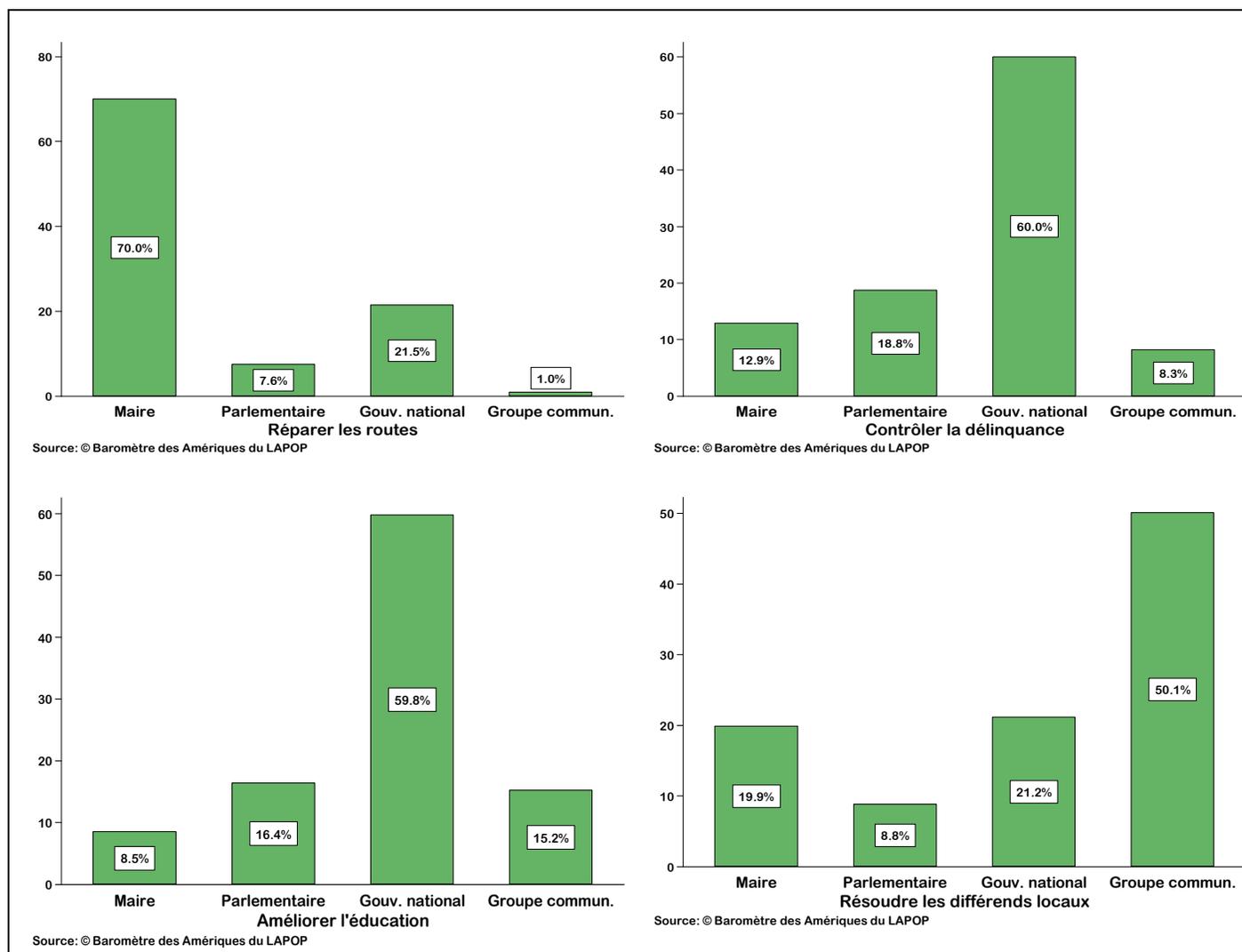


Figure 126 Entité qui devrait être responsable pour la prestation de certains services au niveau local, Haïti 2012

### Confiance envers le gouvernement municipal

En 2012, le Baromètre des Amériques a demandé aux citoyens de la région non seulement s'ils étaient satisfaits de la performance du gouvernement municipal, mais aussi s'ils lui faisaient confiance. Nous croyons que cette question mesure des attitudes plus durables et plus générales à l'égard des gouvernements. La figure 127 présente le niveau de confiance moyen envers les gouvernements municipaux dans les Amériques. Le taux de 35,3, sur notre échelle de 0 à 100, démontre que les Haïtiens accordent aux gouvernements locaux la confiance la plus faible des Amériques. À l'autre extrémité de cette échelle on retrouve le Salvador, le Chili et le Venezuela, pays dans lesquels on accorde la plus grande confiance envers les gouvernements municipaux dans les Amériques.

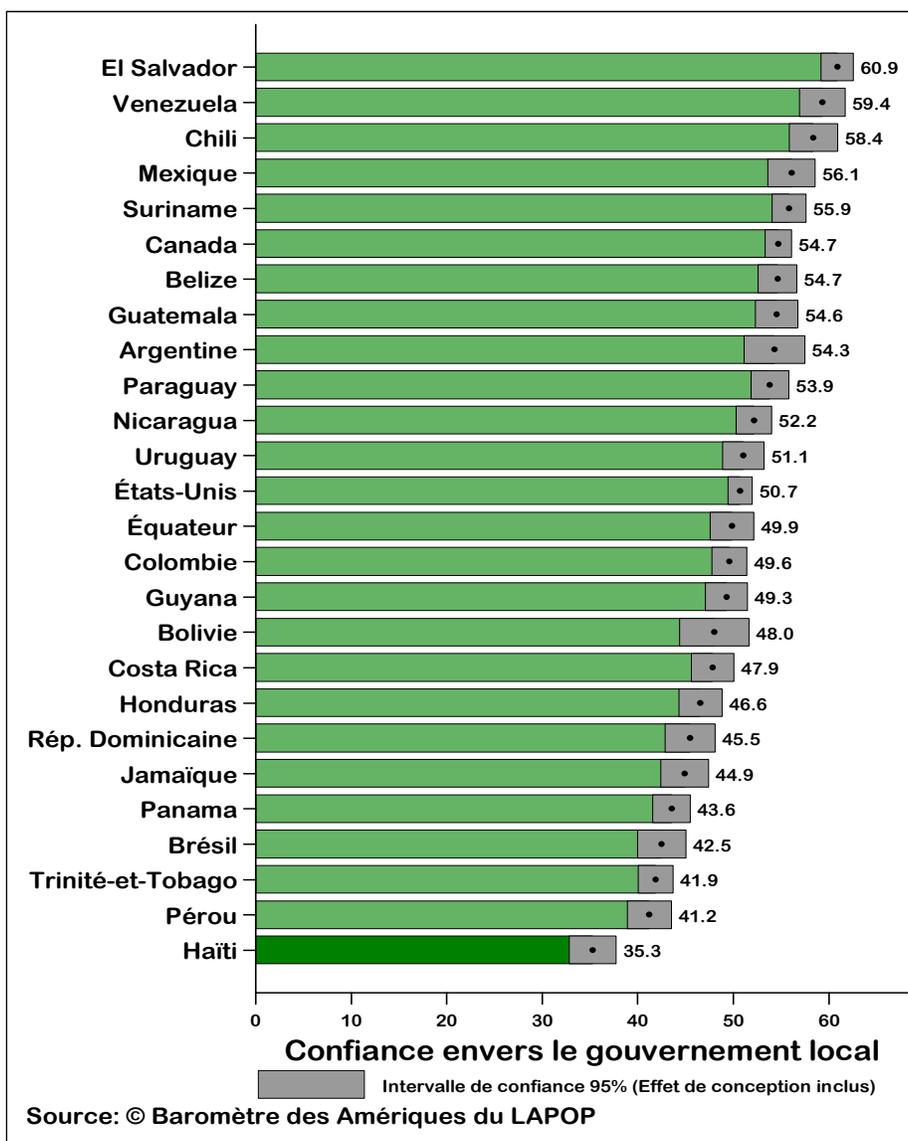


Figure 127 Confiance envers les gouvernements municipaux dans les Amériques, 2012

Comme dans les analyses précédentes, nous observons une confiance à l'endroit des gouvernements locaux similaire dans les zones rurales et urbaines. Par contre, elle est plus élevée dans les régions du nord du pays, avec un niveau de 48,3 points. Elle est plus faible dans l'ouest du pays, en dehors de Port-au-Prince, avec 30,2 points.

Depuis 2006 nous demandons aussi aux Haïtiens dans quelle mesure ils font confiance au KASEK, ou aux gouvernements des sections communales. Ces entités constituent la plus petite unité administrative en Haïti. Elles devraient donc favoriser une relation plus directe entre l'État et les citoyens. Nous constatons un niveau de confiance très faible envers les KASEK. En fait, les Haïtiens font moins confiance aux KASEKS qu'aux gouvernements municipaux (voir figure 128). Après avoir atteint un sommet de 37 points en 2008, la confiance envers les KASEKS s'est graduellement détériorée. Elle se situe aux environs de 31 points en 2012. Il est donc clair que les Haïtiens, en général, ne font pas confiance aux gouvernements locaux.

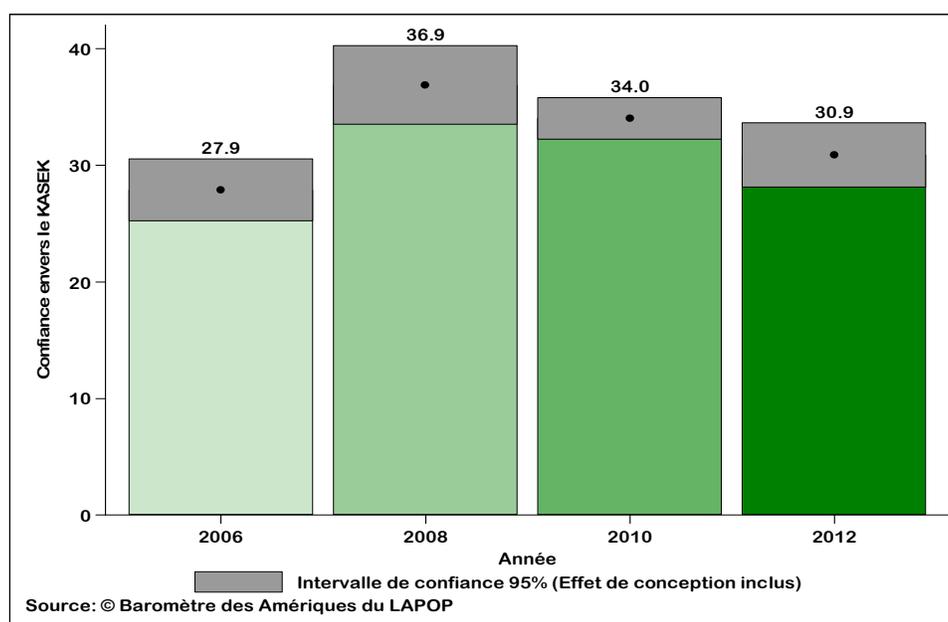


Figure 128 Confiance envers les KASEK, Haïti 2006-2012

#### IV. Influence de la satisfaction à l'égard des services locaux sur l'appui au système politique

Comme nous l'avons illustré dans l'introduction de ce chapitre, beaucoup de citoyens ont très peu de contact avec les différentes branches du gouvernement, à l'exception des gouvernements locaux. Par conséquent, la perception de la performance des gouvernements locaux peut avoir un impact sur les attitudes des citoyens envers le système politique de façon générale. À la figure 129, nous présentons un modèle de régression linéaire dans lequel nous examinons si le degré de satisfaction à l'égard des services locaux influence l'appui au système politique en Haïti, tout en contrôlant pour plusieurs autres facteurs qui peuvent conditionner cet appui. Le coefficient de l'évaluation de la qualité des services locaux, positif et statistiquement significatif, se trouve à la fin de la figure. On s'aperçoit que les Haïtiens qui évaluent positivement la qualité des services locaux ont

tendance à manifester un taux plus élevé d'appui au système politique de leur pays. En d'autres termes, il est important de se préoccuper de la qualité des services au niveau local parce que le degré de satisfaction à ce niveau affecte le sentiment des citoyens à l'égard du système politique de façon plus générale.

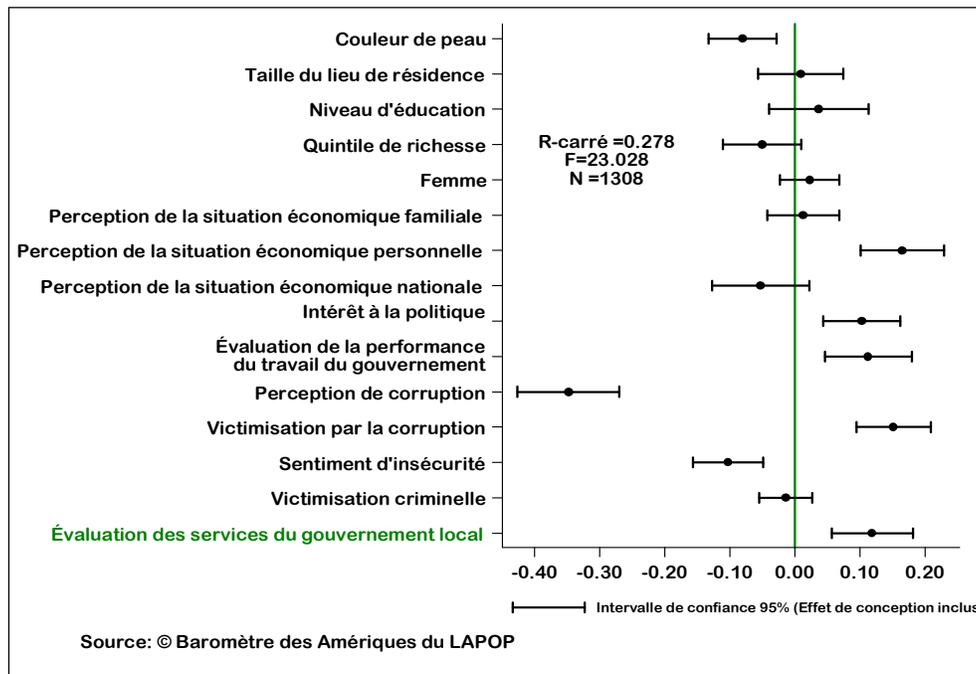
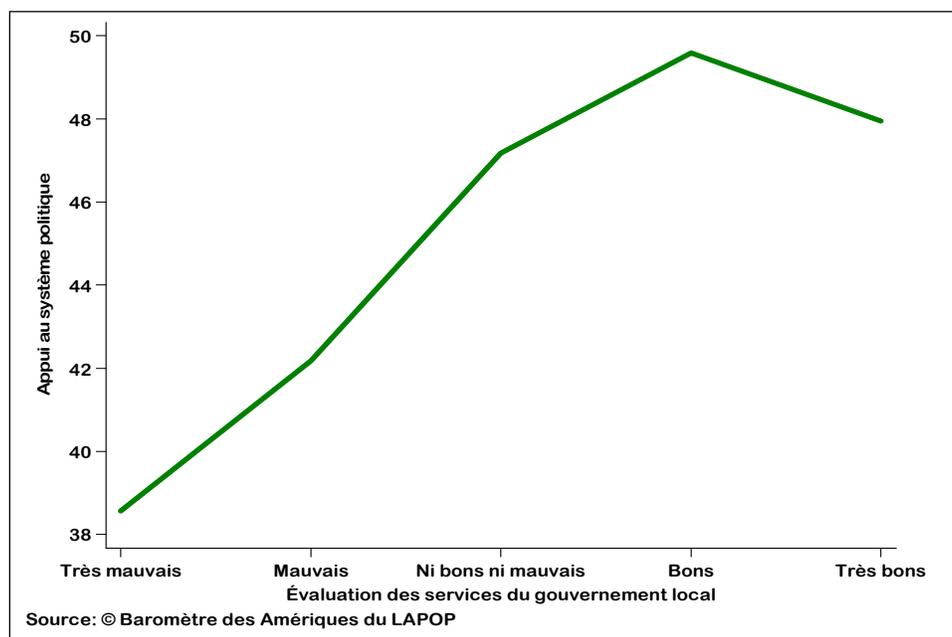


Figure 129 Satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des services locaux comme déterminant de l'appui au système politique, Haïti 2012

La figure 130 présente une analyse bi-variée de la relation entre la satisfaction à l'égard des services locaux et l'appui au système politique. Nous observons, dans le cas d'Haïti, une relation positive et très forte entre ces deux variables. Pour ceux qui disent que la qualité des services locaux est « très mauvaise », la moyenne d'appui au système est de 38 points sur une échelle de 0 à 100. En contrepartie, parmi ceux qui jugent que la qualité est « bonne » ou « très bonne », la moyenne d'appui au système politique est de 49,8 points. Nous pouvons tirer la même conclusion à l'effet que la qualité des services locaux affecte la perception des citoyens à propos de la politique nationale.



**Figure 130 Satisfaction des citoyens envers les services locaux et appui au système, Haïti 2012**

## V. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons examiné comment les citoyens interagissent avec les gouvernements locaux. Nos résultats ne nous permettent pas d'avoir une position tranchée sur la question. D'une part, les Haïtiens ont le taux de contact avec les gouvernements locaux le plus élevé des Amériques. Cela s'observe tant au niveau de leur participation aux réunions municipales locales qu'à la quantité de demandes qu'ils formulent auprès de ces gouvernements. En outre, la quantité de contact des Haïtiens avec leur gouvernement local a beaucoup augmenté depuis 2006, soit au moment où nous avons réalisé la première enquête du Baromètre des Amériques dans ce pays.

D'autre part, les Haïtiens ne sont pas très satisfaits de leur gouvernement local. Plus des trois quart de ceux qui ont présenté une pétition à leur gouvernement local affirment ne pas obtenu une réponse satisfaisante. Nous avons des raisons de croire que ceux qui ont formulé une requête à leur gouvernement local éprouvent moins de confiance à l'endroit de cette branche de gouvernement, ce qui s'explique dans une certaine mesure par le fait qu'ils n'ont pas reçu la réponse escomptée pour cette demande. En outre, les Haïtiens en général (qu'ils aient formulé une demande ou non) ont très peu d'estime pour les gouvernements locaux. Cela s'observe par les différentes variables que nous avons utilisés pour mesurer l'interaction avec les gouvernements locaux : la satisfaction des citoyens à l'égard des services offerts et la confiance accordée aux gouvernements locaux ou aux KASEK. Les taux de satisfaction et de confiance envers les gouvernements locaux sont le plus faibles de toutes les Amériques. La proportion d'Haïtiens insatisfaits de la performance de cette branche de gouvernement est six fois plus importante que celle des citoyens qui en sont satisfaits.

Au niveau de l'opinion publique plus particulièrement, nous avons démontré que la majorité des Haïtiens ne sait pas comment les gouvernements locaux dépensent l'argent des contribuables. Les

citoyens pensent également qu'ils ne tirent pas profit de ces dépenses. Lorsqu'on leur demande comment cet argent devrait être dépensé, nous avons démontré que les Haïtiens pensent que la création d'emplois et l'éducation devraient être les principales priorités des gouvernements locaux. D'autre part, lorsqu'on les questionne sur la répartition des responsabilités publiques entre les différents niveaux de gouvernement, on découvre qu'ils pensent que les autorités locales devraient s'occuper de l'aménagement et de la construction des routes, que le gouvernement national devrait s'occuper de la criminalité et de l'éducation, et que les organisations communautaires devraient résoudre les litiges à petite échelle.

Finalement, nous avons démontré que les attitudes envers les gouvernements locaux sont importantes en elles-mêmes, mais aussi parce qu'elles ont des répercussions sur l'appui au système politique d'une façon plus générale. Nous avons montré que ceux qui estiment « mauvaise » la qualité des services locaux affichent un appui au système politique de 12 points inférieur à celui de ceux qui pensent que la qualité des services locaux est « bonne » ou « très bonne ».

**Partie III :**  
**Au delà de l'égalité des chances**



## Chapitre sept : La prestation de services et la reconstruction

### I. Introduction

En janvier 2010, peu de temps avant que le Baromètre des Amériques ne commence son terrain de recherche en Haïti, le pays a essuyé un séisme dévastateur de magnitude 7,0 sur l'échelle de Richter. Estimé à trois millions de victimes, incluant 316 000 pertes humaines et plus d'un million de personnes déplacées, le bilan humain du séisme s'est révélé dramatique<sup>1</sup>. Parallèlement, le séisme a achevé de détruire une infrastructure déjà affaiblie et a aggravé la l'approvisionnement en denrées alimentaires, un problème déjà préoccupant qui avait conduit à une crise alimentaire en 2008.

Dans le rapport du Baromètre des Amériques de 2010 portant sur Haïti, LAPOP a décrit l'état des services publics, de l'économie et de la sécurité alimentaire du pays durant les mois qui ont suivi le séisme<sup>2</sup>. Cette étude souligne les principaux défis auxquels Haïti est confronté, incluant un taux de chômage très élevé, une inégalité frappante dans l'accès aux services de base et un très faible niveau de satisfaction des citoyens. Dans ce chapitre nous examinons à nouveau ces variables, deux ans après le séisme. Nous cherchons à déterminer comment les citoyens évaluent l'allocation des services de base ainsi que le progrès du processus de reconstruction. Quels-sont les progrès réalisés par le pays quant à l'approvisionnement de la population en eau potable et en électricité ? Dans quelle mesure la sécurité alimentaire demeure-t-elle un enjeu pour tous les haïtiens ?

Même avant le séisme de janvier 2010, les services publics, l'infrastructure et l'agriculture étaient en lambeaux. Le réseau routier, la production et la distribution d'électricité, la distribution d'eau potable et le traitement des eaux usées constituaient des défis majeurs. À titre d'exemple, un rapport de 2005 réalisé pour le Ministère des Travaux Publics haïtien a démontré que le réseau d'électricité haïtien, soumis à une gestion publique, perdait tous les ans entre 46 et 56 % de sa production, contre une moyenne de 6,5 % pour les pays de l'OCDE<sup>3</sup>. D'après le rapport, cette lacune est notamment responsable du fait que seuls 12,5 % des ménages haïtiens aient eu accès à l'électricité en 2005.

Depuis longtemps, le pays se heurte également à un sous-financement chronique de l'agriculture<sup>4</sup>. En dépit du fait que plus de la moitié de la main-d'œuvre nationale soit concentrée dans le secteur agricole, les capacités technologiques très faibles combinées aux investissements limités de la part des gouvernements ont conduit à un niveau de productivité très faible<sup>5</sup>. Ces dernières années, le

<sup>1</sup> "Haiti raises quake death toll on anniversary." *CBC News*, January 12, 2011; Margesson, Rhoda and Maureen Taft-Morales. "Haiti Earthquake: Crisis and Response." Congressional Research Service, February 2, 2010.

<sup>2</sup> Zéphyr, Dominique et Abby Córdova. *Haiti in Distress: The Impact of the 2010 Earthquake on Citizen Lives and Perceptions*. Nashville: Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project, 2010.

<sup>3</sup> Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications, Bureau des Mines et de l'Énergie et Électricité d'Haïti. 2005. *Les enjeux et défis de la lutte contre la pauvreté. Stratégie de développement du sous-secteur de l'électricité en Haïti (2006 à 2001)*.

<sup>4</sup> Shamsie, Yasmine. 2012. "Haiti's Post-Earthquake Transformation: What of Agriculture and Rural Development?" *Latin American Politics and Society* 54, no. 2 : 133-152.

<sup>5</sup> Dugan, Ianthe Jeanne. "Quake Has Haiti Relying on Agricultural Roots." *Wall Street Journal*. February 23, 2010. <<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703494404575081744058479892.html>>; Klarreich, Kathie. "Food Crisis Renews Haiti's Agony." *Time*, April 9, 2008. <<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1729150,00.html>>.

pays a ainsi importé la majorité de ses produits alimentaires. Ces problèmes de longue date ont atteint leur paroxysme en 2008, dans le contexte d'une crise alimentaire mondiale ayant engendré une spectaculaire escalade du prix des denrées à travers le monde. Des émeutes étendues à l'ensemble du pays ont alors engendré cinq morts, une tentative d'invasion du Palais National et la destitution du premier ministre<sup>6</sup>. Après la crise alimentaire de 2008, l'investissement national dans le secteur agricole a été relancé par l'entremise du gouvernement national et des donateurs internationaux<sup>7</sup>. Toutefois, le pays a renoué avec les pénuries alimentaires en raison des répercussions du séisme de 2010, pénuries exacerbées par le déplacement de nombreux haïtiens des zones urbaines vers les zones rurales<sup>8</sup>. Bien que l'aide alimentaire fournie par les donateurs internationaux se soit révélée essentielle, certains observateurs ont également souligné le fait qu'à long terme, cette assistance pourrait entraver l'investissement consacré aux capacités de production agricole propres à Haïti<sup>9</sup>.

La présence sur le territoire haïtien de nombreuses organisations non-gouvernementales constitue une illustration supplémentaire de l'incapacité d'Haïti à fournir un service public de qualité, à tel point que l'État a été rebaptisé « République des ONG » par certains<sup>10</sup>. De même, le rôle des institutions internationales et des gouvernements étrangers revêt désormais une ampleur importante. Dans de nombreux domaines, les ONG ont littéralement supplanté le gouvernement.

Si la déficience de l'Etat Haïtien constituait déjà un enjeu pour le pays avant le tremblement de terre, la catastrophe naturelle qui s'est abattue sur l'île le 12 janvier 2010 a contribué à aggraver ces difficultés omniprésentes. Initialement défaillant, le pouvoir de l'Etat Haïtien manqua disparaître ce jour là. Deux ans se sont écoulés depuis le tremblement de terre. Bien que certains efforts de reconstruction aient été entrepris durant cette période, de nombreux observateurs continuent à relever l'insuffisance de ce qui a été accompli.

Dans ce chapitre, nous commençons par examiner le niveau d'importance accordé par les citoyens aux dégâts engendrés par le séisme en général, ainsi qu'à ceux engendrés dans leurs municipalités. Ensuite, nous étudions l'évaluation, par les citoyens, des performances des gouvernements nationaux, locaux et étrangers ainsi que des ONG dans le processus de reconstruction. Puis nous procédons à une évaluation de la distribution de certains services classés selon des catégories spécifiques : l'eau, l'électricité, le traitement des eaux usées et la sécurité alimentaire. Finalement, nous explorons les attentes des Haïtiens quant à l'action du gouvernement national.

## II. Contexte : Les dommages causés par le séisme de 2010

Nous cherchons ici à examiner les perceptions liées à la reconstruction, ainsi que la manière dont les conséquences du tremblement de terre de 2010 affectent la disponibilité des services pour les

---

<sup>6</sup> BBC News, "Food Riots Turn Deadly in Haiti." 5 April 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/7331921.stm>; Gauthier, Amélie. "Food crisis in Haiti: exposing key problems in the process of stabilization." *FRIDE Comment: Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior*, April 2008.

<sup>7</sup> Shamsie, *Ibid.*

<sup>8</sup> Dugan, *Ibid.*

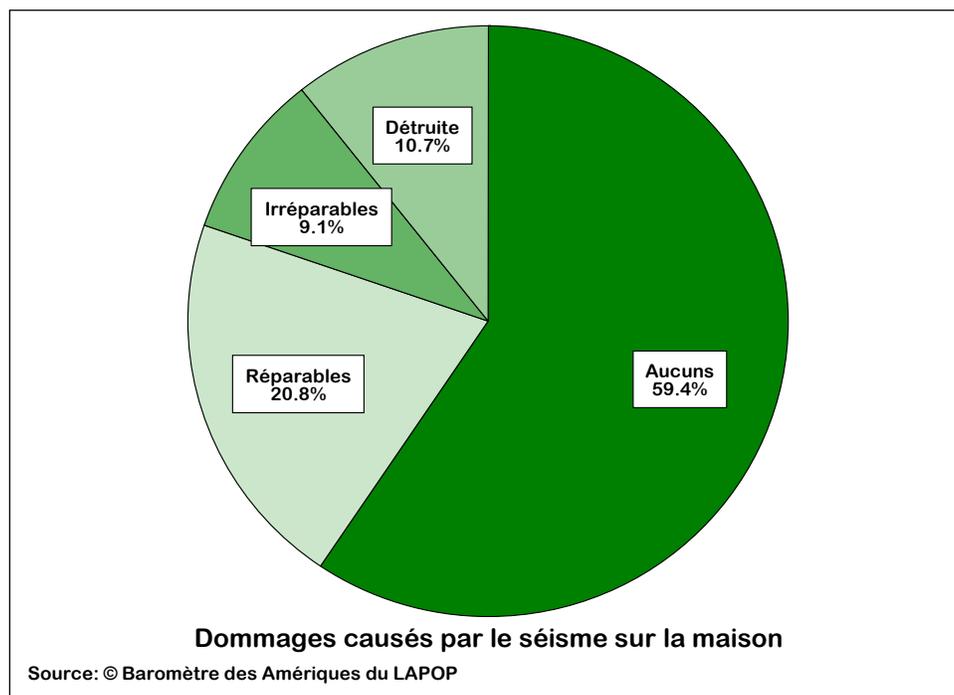
<sup>9</sup> Todd, Tony. 2010. "Food aid is wrecking Haiti's agriculture sector, says Oxfam." *France 24*, July 10, 2010. <<http://www.france24.com/en/20101006-us-food-aid-wrecking-haiti-agriculture-sector-oxfam-report>>

<sup>10</sup> United States Institute for Peace. 2010. *Peacebrief*, April 26

citoyens. Pour ce faire, nous devons d’abord connaître l’ampleur des dommages sismiques que les citoyens ont subi. En 2010 et 2012, le Baromètre des Amériques incluait une question destinée à mesurer la manière dont les citoyens percevaient les dégâts sismiques relatifs à leur maison.

**AIDP2. [Lisez les options]** Dans quelle mesure la résidence dans laquelle vous viviez le jour du tremblement de terre a-t-elle été endommagée par celui-ci ?  
 (1) Aucun (2) Endommagé mais réparable  
 (3) Endommagé, et irréparable (4) Complètement détruit (88) NS (98)NR

Au graphique 131, nous présentons l’étendue des dégâts du séisme dans les maisons des citoyens, selon les Haïtiens interrogés en 2012. La moitié des répondants (59 %) a déclaré que sa maison n’était pas endommagée, tandis qu’une autre partie des répondants (21 %) a déclaré qu’elle était endommagée, mais réparable. Cependant, 9 % ont déclaré que leur maison était irréparable, et 11 % que leur maison était détruite.



**Figure 131** Étendue des dégâts causés par le séisme dans les maisons des répondants, Haïti 2012

Dans l’analyse qui suit, nous calculons la moyenne de ces réponses pour chaque municipalité afin de créer une mesure de l’étendue des dégâts causés par le séisme dans chaque localité. Avant cela, nous examinons dans quelle mesure les citoyens se sont éloignés de la municipalité dans laquelle ils vivaient lorsque le séisme a éclaté, grâce à la question suivante :

**HAIMIG1.** Depuis combien de temps habitez-vous cette municipalité ?  
 Moins d’un an                      Ans      (88) NS      (98) NR

D'après cette question, il semble que seuls 4 % des répondants habitent dans leur municipalité depuis deux ou moins de deux ans. En d'autres termes, presque tous les Haïtiens habitent dans la même municipalité que celle dans laquelle ils vivaient avant le tremblement de terre. Ainsi, nous calculons, pour chaque municipalité, la moyenne de toutes les réponses concernant l'étendue des dégâts par foyer. Puis nous regroupons les municipalités selon le niveau de dommages subis : aucun, bas, modéré et grave.

Au graphique 132 nous présentons le pourcentage d' Haïtiens vivant dans des municipalités n'ayant subi aucun dégât, un niveau bas, des dégâts modérés, ou graves. Ces résultats sont fondés sur les réponses des citoyens relatives à l'état de leur maison après le séisme. Nous observons que 17 % vivent dans des municipalités où aucun dommage n'a été signalé, et que 37 % vivent dans des municipalités où les citoyens ont seulement rapporté de faibles niveaux de dommages. En revanche, 47 % vivent dans des municipalités où les citoyens ont relevé des niveaux de dommage modérés ou graves.

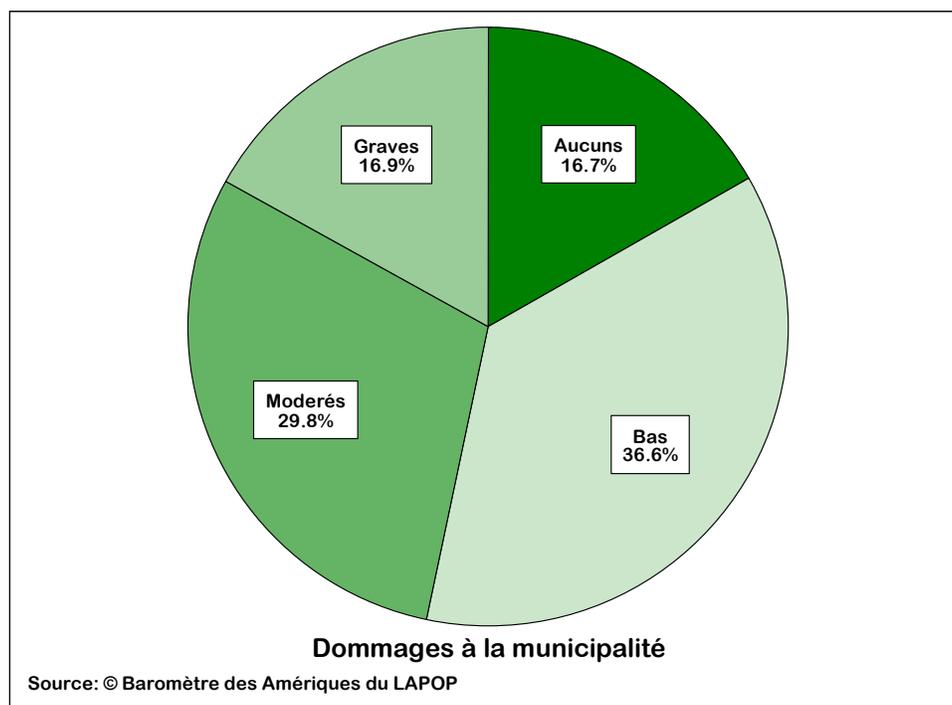


Figure 132 Étendue des dommages du séisme dans les municipalités, Haïti 2012

### III. Évaluation de l'efficacité du processus de reconstruction

Quel est l'état du processus de reconstruction en Haïti ? En 2012, le Baromètre des Amériques incluait une série de questions concernant la performance de divers acteurs intervenant dans le processus de reconstruction.

Veuillez me dire si, au cours de la dernière année, la performance de chaque personne ou organisation concernée a été très bonne, bonne, ni bonne ni mauvaise, mauvaise, très mauvaise				
<b>HAIPERF1. Gouvernement National.</b> Comment évalueriez-vous sa performance dans le processus de reconstruction du pays ?				
(1) Très bonne	(2) Bonne	(3) Ni bonne ni mauvaise	(4) Mauvaise	(5) Très mauvaise
(88) NS	(98) NR			
<b>HAIPERF2. Gouvernements étrangers.</b> Comment évalueriez-vous leur performance dans le processus de reconstruction du pays ?				
(1) Très bonne	(2) Bonne	(3) Ni bonne ni mauvaise	(4) Mauvaise	(5) Très mauvaise
(88) NS	(98) NR			
<b>HAIPERF3. Gouvernements Locaux.</b> Comment évalueriez-vous leur performance dans le processus de reconstruction du pays ?				
(1) Très bonne	(2) Bonne	(3) Ni bonne ni mauvaise	(4) Mauvaise	(5) Très mauvaise
(88) NS	(98) NR			
<b>HAIPERF4A. Églises Locales.</b> Comment évalueriez-vous leur performance dans le processus de reconstruction du pays ?				
(1) Très bonne	(2) Bonne	(3) Ni bonne ni mauvaise	(4) Mauvaise	(5) Très mauvaise
(88) NS	(98) NR			
<b>HAIPERF4B. ONGs Locales.</b> Comment évalueriez-vous leur performance dans le processus de reconstruction du pays ?				
(1) Très bonne	(2) Bonne	(3) Ni bonne ni mauvaise	(4) Mauvaise	(5) Très mauvaise
(88) NS	(98) NR			
<b>HAIPERF5. ONGs Internationales.</b> Comment évalueriez-vous leur performance dans le processus de reconstruction du pays ?				
(1) Très bonne	(2) Bonne	(3) Ni bonne ni mauvaise	(4) Mauvaise	(5) Très mauvaise
(88) NS	(98) NR			

Comme pour la plupart des variables du LAPOP, nous avons rapporté les réponses de chaque question sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie « très mauvaise », et 100 « très bonne ». A la figure 133, nous présentons l'évaluation moyenne des haïtiens relative à la performance de chaque entité nommée. Nous observons que la meilleure opinion des citoyens porte sur la performance des ONG internationales, des gouvernements et des églises locales. Pour chacune de ces entités, le score se situe au dessus du point médian sur l'échelle de 0 à 100. En contrepartie, les haïtiens sont relativement insatisfaits des performances des ONG et des gouvernements locaux, comme de celles du gouvernement national.

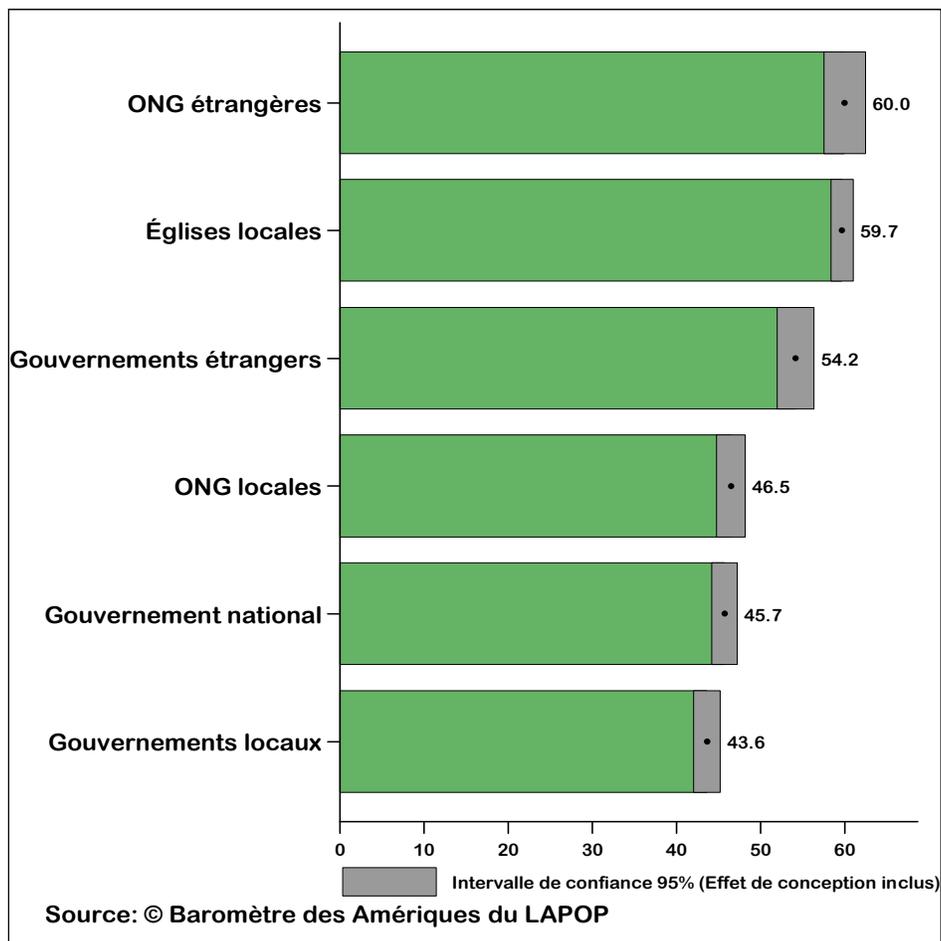
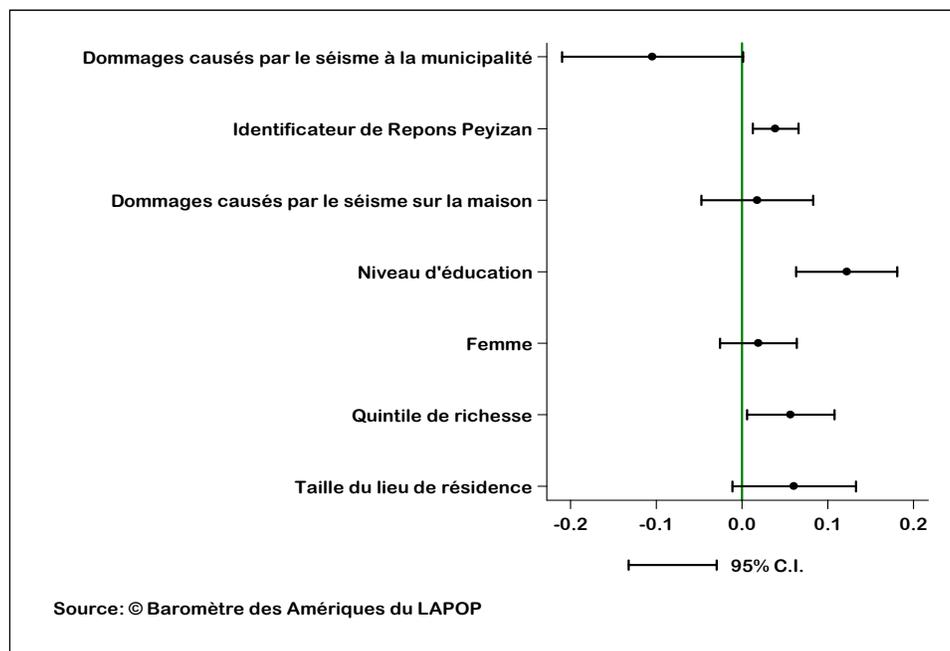


Figure 133 Évaluation du processus de reconstruction, Haïti 2012

Quels sont les facteurs qui affectent la manière dont les citoyens évaluent la performance du gouvernement national dans le processus de reconstruction ? À la figure 134, nous observons le profil des individus qui créditaient le gouvernement national d'une bonne ou assez bonne performance<sup>11</sup>. Nous constatons que les individus ayant des niveaux d'instruction et de richesse plus élevés, de même que ceux qui habitent dans de plus grandes villes, évaluent la performance du gouvernement plus généreusement que les autres. Nous relevons également que les individus déclarant s'identifier au parti majoritaire, le parti Repons Peyizan, sont plus optimistes que les autres quant à l'efficacité du gouvernement, probablement parce qu'ils excusent le gouvernement actuel pour tous les problèmes ayant précédé Martelly. Enfin, il semble que les citoyens qui vivent dans les municipalités les plus endommagées par le séisme considèrent davantage que les autres que l'action du gouvernement est mauvaise<sup>12</sup>.



**Figure 134 Déterminants de l'évaluation de la performance du gouvernement national dans le processus de reconstruction, Haïti 2012**

<sup>11</sup> L'analyse utilise un modèle multi-niveaux avec les dégâts du tremblement de terre dans la municipalité au deuxième niveau.

<sup>12</sup> Le coefficient pour les dégâts occasionés par le séis dans les Communes est marginalement statistiquement significatif  $p = .053$ .

#### IV. Distribution/allocation de services publics

Nous nous intéressons maintenant à des formes plus spécifiques de distribution de services publics en Haïti. Premièrement, nous observons la cote attribuée par les citoyens à une série de services fondamentaux. En 2010 et 2012, nous avons demandé à des citoyens d'évaluer la qualité des services dans six domaines, à partir des questions suivantes :

<b>Parlons maintenant quelques services en Haïti.</b> En règle générale, comment qualifiez-vous la qualité de chacun des services suivants en Haïti : très bonne, bonne, ni bonne ni mauvaise, mauvaise, très mauvaise ?							
	<b>Tres bonne</b>	<b>Bonne</b>	<b>Ni bonne Ni mauvaise</b>	<b>Mauvaise</b>	<b>Tres Mauvaise</b>	<b>NS</b>	<b>NR</b>
<b>HAIACS1.</b> Services de Transport diriez-vous que le service est... <b>[Lisez les options]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS2.</b> Systeme scolaire diriez-vous que le service est... <b>[Lisez les options]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS3.</b> Premiers soins médicaux diriez-vous que le service est... <b>[Lisez les options]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS4.</b> Electricité diriez-vous que le service est... <b>[Lisez les options]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS5.</b> Eau Potable diriez-vous que le service est... <b>[Lisez les options]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS6.</b> Collecte des ordures diriez-vous que le service est... <b>[Lisez les options]</b>	1	2	3	4	5	88	98

Au graphique 135, nous présentons la moyenne des réponses pour chacune de ces six questions. Comme toujours, nous avons rapporté les réponses sur une échelle allant de 0 à 100, où 0 signifie « très mauvais », 25 « mauvais », 50 « ni bon ni mauvais », 75 « bon » et 100 « très bon ». Comme l'illustre la figure 135, les scores attribués à chacun des six services se situent entre 28 et 45 pour l'année 2012, ce qui signifie qu'en moyenne, un haïtien situe la qualité de ces services quelque part entre « mauvais » et « ni bon ni mauvais ». Les scores relatifs à la qualité des transports se sont améliorées entre 2010 et 2012 (la différence n'est pas statistiquement significative, mais presque), tandis que les scores moyens relatifs au système scolaire et à l'éducation sont demeurés stables durant ces mêmes années. D'autre part, les résultats relatifs à la collecte des ordures, aux soins médicaux et aux services d'eau potable se sont dégradés entre 2010 et 2012. Dans le cas des soins médicaux, le déclin est relativement important.

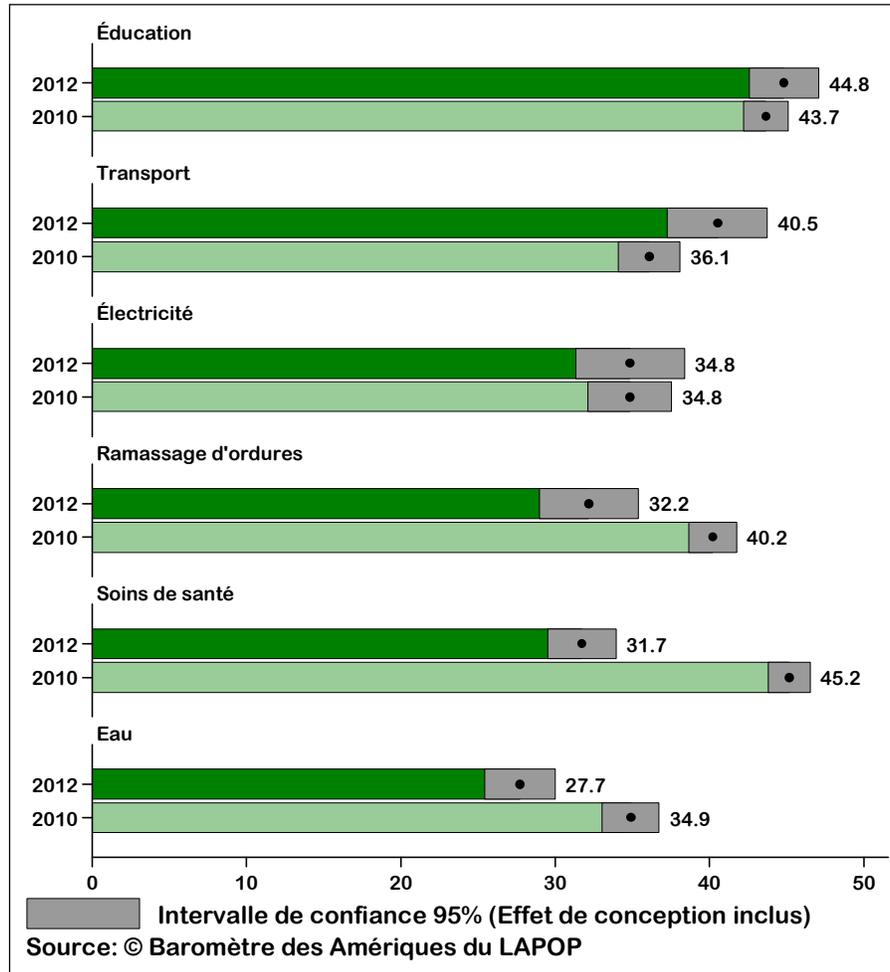


Figure 135 Évaluation de la qualité des services, Haïti 2012

Quels-sont les facteurs qui expliquent ces faibles scores ainsi que le déclin de la cote des services ? Dans quelle mesure ces scores sont-ils liés aux expériences des citoyens ? Dans la section suivante, nous examinons de manière plus approfondie les expériences des citoyens relatives à différentes catégories de services.

## Services d'eau potable

En 2010 et 2012 deux questions ont été utilisées pour étudier l'accès des citoyens à l'eau potable

**PS1. D'où provient l'eau utilisée dans cette maison ? [Lisez les options]**

- (1) Plomberie interne **[Continuez]**
- (2) Plomberie externe mais appartenant à la propriété **[Continuez]**
- (3) Plomberie des voisins **[Continuez]**
- (4) Fontaine public **[Continuez]**
- (5) Puits dans la propriété **[passez à PS3]**
- (6) Puits dans le voisinage **[passez à PS3]**
- (7) Camion citerne **[passez à PS3]**
- (8) Seau d'eau **[passez à PS3]**
- (9) Pluie **[passez à PS3]**
- (10) Source, rivière ou cours d'eau **[passez à PS3]**
- (11) autre **[passez à PS3]**
- (88) Ne sait pas **[passez à PS3]**      (98) Ne répond pas **[passez à PS3]**

**PS2. À quelle fréquence cette maison reçoit de l'eau ? [Lisez les options]**

- (1) tous les jours
- (2) tous les deux jours
- (3) tous les trois jours
- (4) une fois par semaine
- (5) une fois toutes les deux semaines ou moins
- (88) Ne sait pas      (98) NR      (99) N/A

À la figure 136, nous examinons la répartition des ménages selon les sources d'approvisionnement en eau potable pour 2010 et 2012. Comme nous pouvons l'observer, les sources d'eau potable des Haïtiens ont peu varié au cours de ces deux années. Ainsi, environ 40 % des Haïtiens ont reçu leur eau d'un système de tuyauterie quelconque. La source d'eau la plus importante était constituée par les sources naturelles et les rivières, qui représentent la première source d'eau d'environ un quart des Haïtiens.

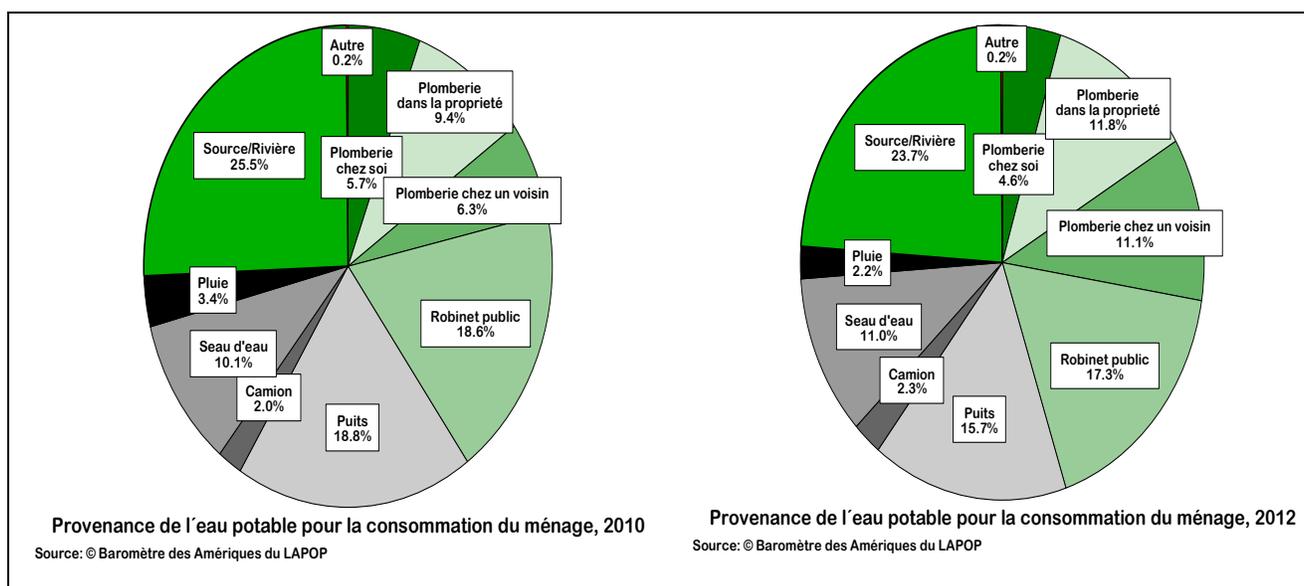
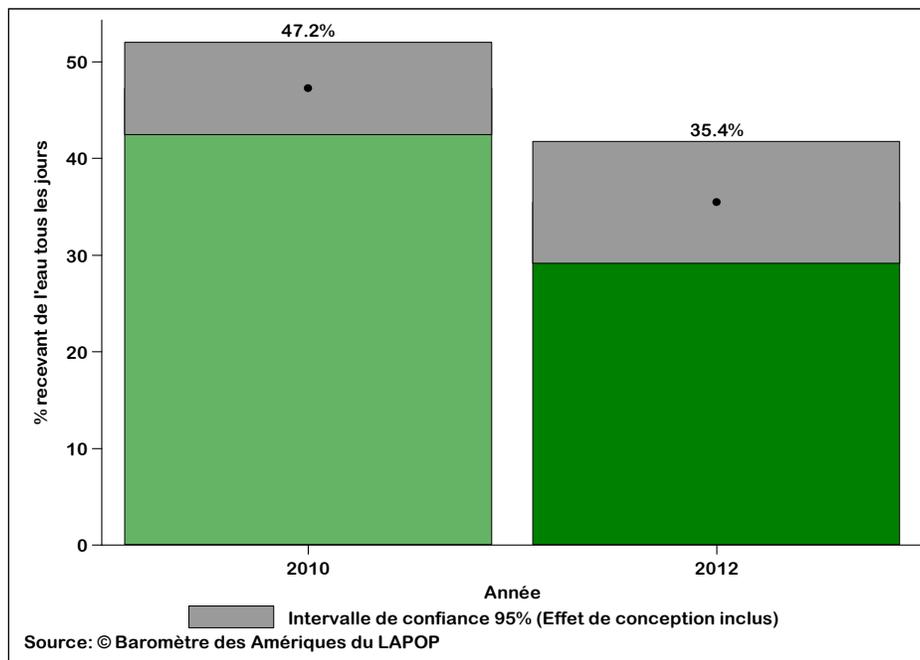


Figure 136. Sources d'approvisionnement en eau des ménages, Haïti 2010 et 2012

Une question portant sur la fréquence à laquelle le foyer des répondants était approvisionné en eau nous a permis d’approfondir l’examen des services d’eau potable. Comme évoqué ci-dessus, nous avons interrogé les ménages sur la fréquence à laquelle ils recevaient de l’eau, en nous concentrant sur *ceux qui disposaient d’un système de tuyauterie individuel*. Dans la figure 137, on constate que le pourcentage d’Haïtiens recevant de l’eau « tous les jours » a diminué entre 2010 et 2012 : le pourcentage des ménages dotés d’un système de tuyauterie et déclarant recevoir de l’eau tous les jours est ainsi passé de 47,2 % en 2010 à 35,4 % en 2012.



**Figure 137 Accès à l’eau potable tous les jours (pour ceux qui sont raccordés au réseau national de service d’eau potable), Haïti 2010 et 2012.**

Qui a accès à l’eau, sur une base quotidienne ? C’est cette question que nous examinons à la figure 138. Il convient de noter que ce graphique a été réalisé en retenant uniquement les Haïtiens ayant accès à un système de tuyauterie quelconque. Or, ces derniers présentent probablement des caractéristiques différentes de celles des citoyens ne jouissant pas d’un tel système, et ce dans de nombreux domaines. Néanmoins, nous cherchons à déterminer les facteurs qui affectent l’approvisionnement quotidien en eau des ménages disposant d’un système de tuyauterie. Il est intéressant de constater que l’accès quotidien à l’eau est plus élevé chez les individus vivant dans des camps de déplacés que chez ceux qui n’y vivent pas. L’accès quotidien à l’eau est également plus élevé dans les villes de taille moyenne et grande, autres que Port-au-Prince. De manière surprenante, les individus situés dans les deux quintiles les plus riches connaissent en réalité des taux d’accès quotidien à l’eau moins élevés que les autres Haïtiens. Ceci est probablement dû au fait que les quartiers les plus riches sont situés dans les zones où le réseau de distribution public ne fonctionne pas. Dans ces zones, l’eau doit être acheminée par camion, un service qui n’est pas toujours fiable.

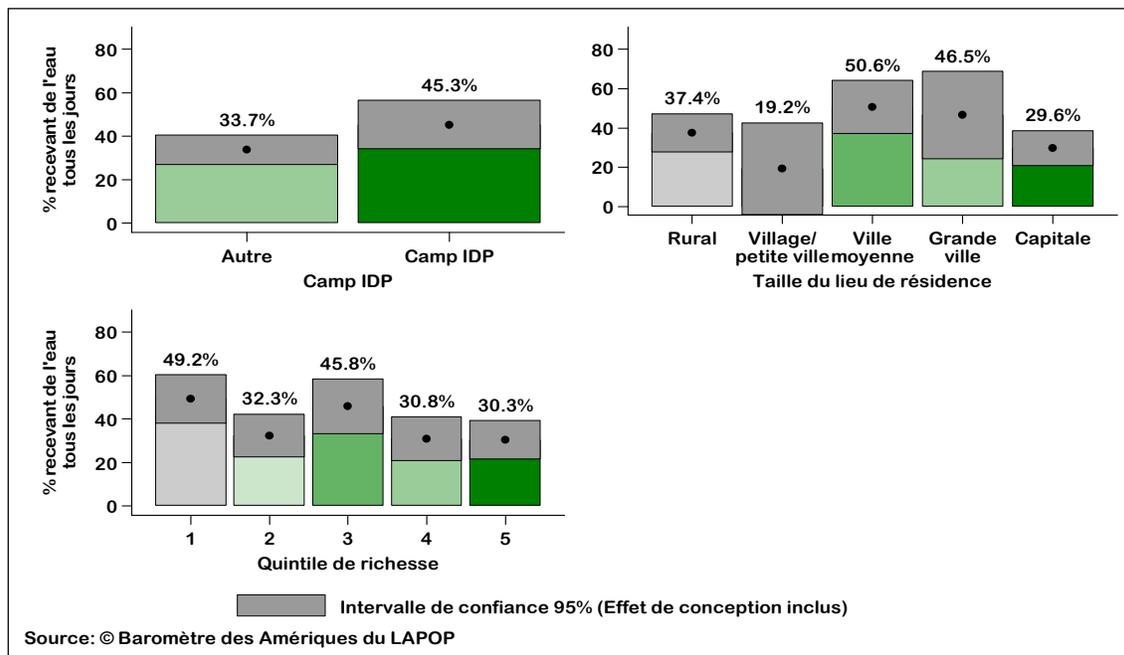


Figure 138 Les facteurs associés à l'accès quotidien à l'eau, Haïti, 2012

## Électricité

Deux questions portant sur l'accès à l'électricité ont également été incluses dans le Baromètre des Amériques de 2010 et 2012 en Haïti.

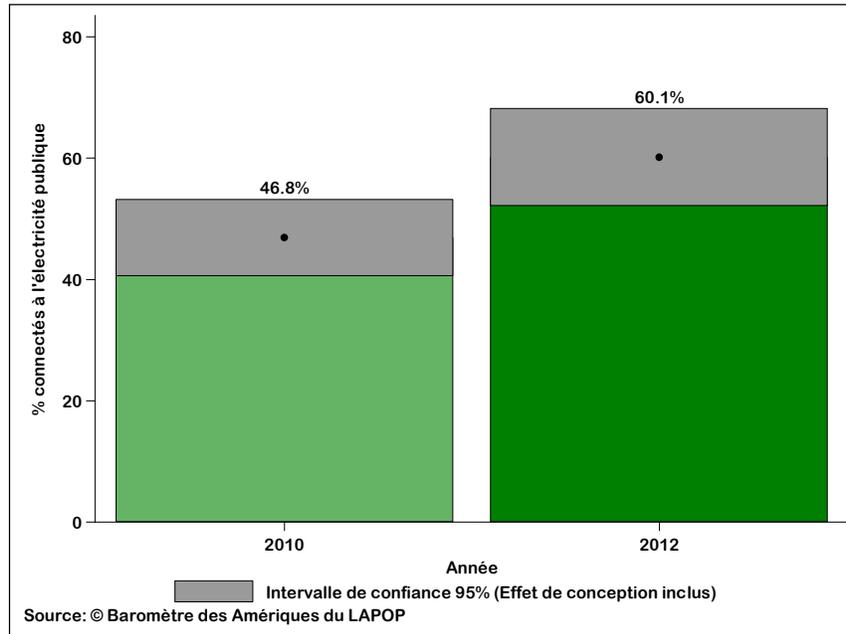
**PS3.** Cette maison/cet appartement est-elle/il connecté(e) au réseau public d'électricité ?

(1) Oui (2) Non (88) Ne sait pas (98) NR

**PS4?** De manière approximative, durant combien d'heures par jour avez-vous été alimentés en électricité au cours des 6 derniers mois ? \_\_\_\_\_

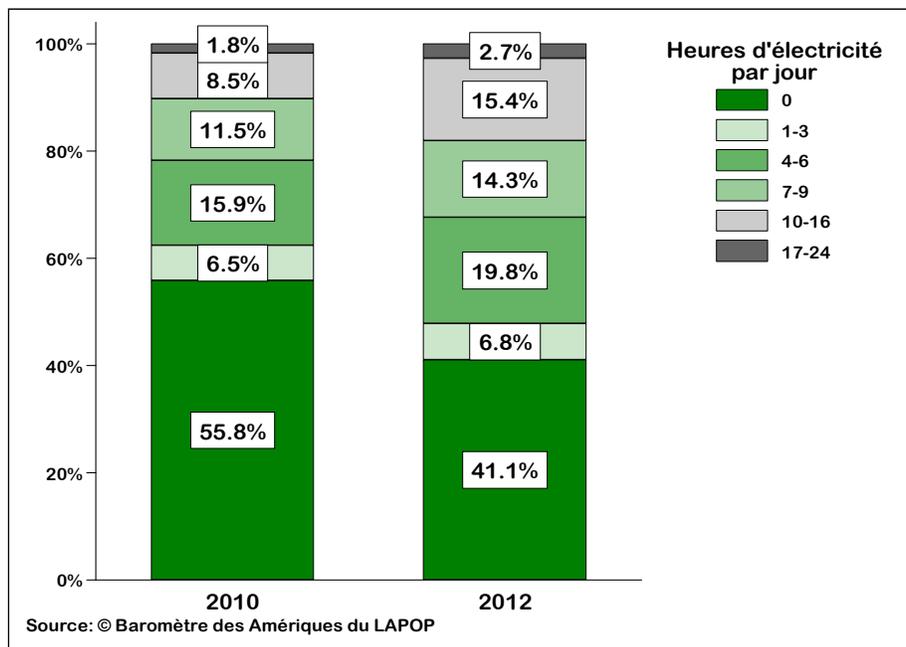
(88) Ne sait pas (98) NR (99) N/A

Ici, les effets positifs du processus de reconstruction semblent plus perceptibles. La figure 139 montre le pourcentage d'individus ayant déclaré que leur maison ou appartement était relié au réseau public d'électricité en 2010 et 2012. Ce nombre a augmenté de manière substantielle durant ces deux années, passant de 46,8 % à 60,1 %, une différence importante et statistiquement significative.



**Figure 139 Pourcentage d'individus qui affirment être connectés au réseau public d'électricité, Haïti 2010 et 2012**

À la figure 140, nous étudions le nombre d'heures par jour durant lesquelles les citoyens ont déclaré recevoir de l'électricité. Nous constatons à nouveau une amélioration substantielle en 2012. En 2012, 52 % des haïtiens déclarent recevoir de l'électricité durant quatre heures ou plus par jour, contre seulement 38 % en 2010. Toutefois, la proportion de citoyens déclarant recevoir de l'électricité durant 17 heures ou plus par jour demeure très faible, soit seulement 3 % des répondants. En 2012, la moyenne des Haïtiens recevait de l'électricité durant 4,8 heures par jour, contre un peu plus de 3,2 heures en 2010.



**Figure 140 Nombre d'heures d'électricité par jour, Haïti 2010 et 2012**

Qui a accès au réseau public d'électricité ? Dans la figure 141, nous étudions quelques caractéristiques personnelles pouvant être associées au fait d'être connecté à l'électricité. Comme pour l'eau, nous observons que les citoyens vivant dans des camps de déplacés sont en réalité plus susceptibles que les autres de déclarer avoir accès à l'électricité. Presque tous les citoyens habitant dans la capitale sont connectés à l'électricité (soit plus de 9 sur 10), tandis que les citoyens habitant dans les zones rurales et les petites villes connaissent des taux d'accès à l'électricité très faibles. Finalement, la richesse domestique joue un rôle significatif dans la mesure où les individus qui se situent dans le quintile inférieur et dans le deuxième quintile connaissent des taux d'accès à l'électricité bien plus faibles que les autres citoyens.

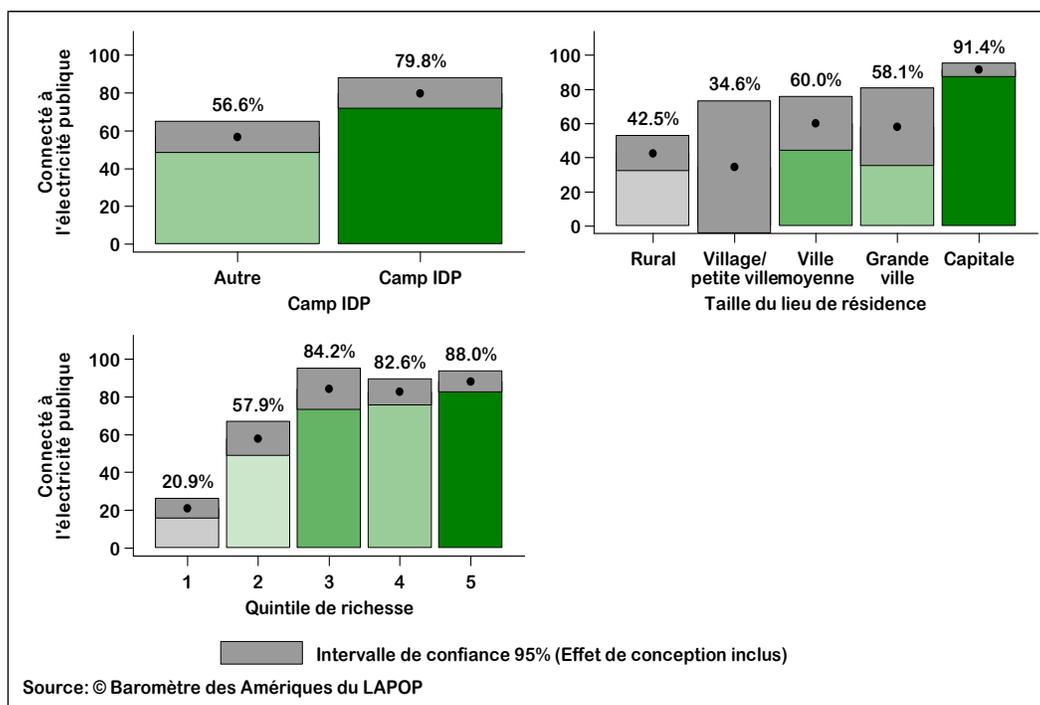


Figure 141 Les caractéristiques associées à l'accès au réseau électrique, Haïti 2010 et 2012

### Plomberie et installation sanitaire (toilette)

Parmi la dernière série de questions du Baromètre des Amériques, les questions suivantes ont été posées à travers toute la région afin de nous permettre d'évaluer les niveaux d'accès à l'eau courante et à une installation sanitaire (toilette) située à l'intérieur du domicile.

Pour terminer, veuillez m'indiquer si vous disposez des éléments suivants chez vous : <b>[Lisez tous les éléments]</b>			
R12. Tuyauterie interne/eau courante interne ?	(0) Non	(1) Oui	
R14. Installation sanitaire interne (toilette)	(0) Non	(1) Oui	

Le graphique 12 présente le pourcentage d'Haïtiens ayant eu accès à l'eau via la tuyauterie et à une installation sanitaire (toilette) à l'intérieur du domicile de 2006 à 2012. Nous constatons que le pourcentage de répondants déclarant avoir accès à ces deux éléments a sévèrement diminué, passant d'environ 30 % en 2006 à moins de 10 % en 2010. Depuis 2010, ce même pourcentage s'est légèrement accru, atteignant un peu plus de 10 % en 2012. Néanmoins, l'accès à l'eau courante et à une installation sanitaire à l'intérieur du domicile demeure limité en Haïti.

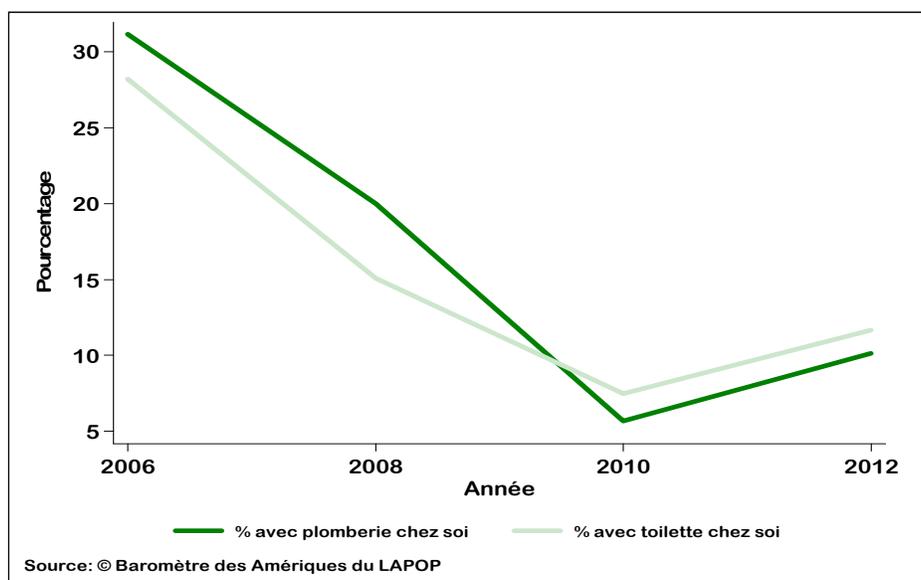


Figure 142 Pourcentage des citoyens ayant de la plomberie et des services sanitaires à l'intérieur de leur domicile, Haïti 2010 et 2012.

### Insécurité alimentaire

Tel que mentionné dans le premier chapitre, le Baromètre des Amériques de 2012 incluait deux questions relatives à la sécurité alimentaire (**FS2** et **FS8**). Même si ces deux questions n'étaient pas directement issues de l'édition 2010, une autre question sur l'insécurité alimentaire avait été spécifiquement posée en Haïti cette année là.

**FOOD0.** Au cours des trois derniers mois, y a-t-il eu des jours durant lesquels vous ou l'un des adultes du foyer avez passé la journée sans manger, faute de nourriture ?  
(1) Oui (2) Non (88) NS (98) NR (99) N/A

Il est délicat de comparer **FS2** et **FS8**, les deux questions relatives à la sécurité alimentaire posées en 2012, et **FOOD0**, la question posée sur le même thème en 2010. En effet, tout changement dans le taux des réponses peut très bien résulter des différences dans la formulation des questions plutôt que d'un changement réel du niveau de l'insécurité alimentaire. En 2010, on a demandé aux répondants s'ils avaient passé *une journée entière sans manger*, tandis qu'en 2012, on leur a demandé s'il leur était arrivé *de ne manger qu'un seul repas par jour*. De toute évidence, le modèle utilisé en 2010 reflète un plus haut degré d'insécurité alimentaire que celui de 2012. Ainsi, même en l'absence

d'un réel changement, nous devrions nous attendre à ce que les réponses affirmatives soient moins nombreuses pour la question de 2010.

Dans la figure 143, nous examinons le pourcentage de répondants attestant d'une insécurité alimentaire en 2010 et 2012. En 2010, 27 % des répondants ont déclaré qu'eux-mêmes ou qu'un autre adulte du foyer avait passé au moins une journée entière sans manger durant les trois mois précédents. En 2012, 36 % ont déclaré qu'eux-mêmes ou que quelqu'un d'autre n'avait mangé qu'un seul repas par jour au moins une fois durant les trois mois précédents et 42% ont déclaré que leur ménage avait manqué de nourriture au moins une fois au cours des trois mois précédents. Encore une fois, il est impossible de connaître l'évolution de l'insécurité alimentaire entre 2010 et 2012 à partir de ces questions, ces dernières l'évaluant à deux niveaux différents. Néanmoins, il est clair que l'insécurité alimentaire *n'a pas disparu* d'Haïti et qu'elle y demeure élevée.

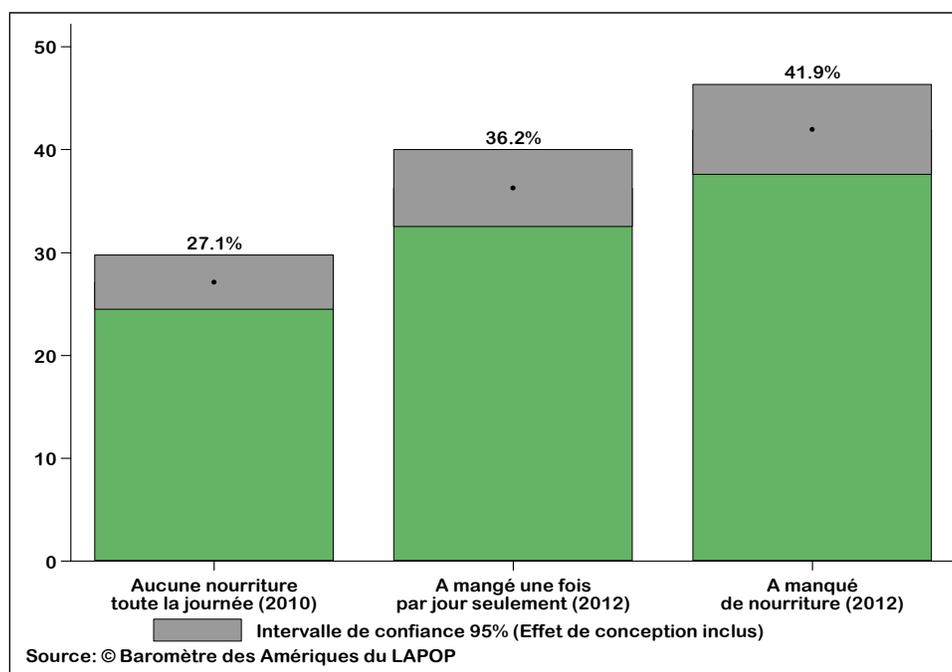


Figure 143 Insécurité alimentaire, Haïti 2010 et 2012

Qui sont les Haïtiens les plus susceptibles d’être confrontés à l’insécurité alimentaire ? Nous étudions cette question à la figure 144 à partir de la mesure de 2012. Nous observons que les citoyens vivant dans des camps de déplacés sont plus exposés que les autres aux problèmes liés à la sécurité alimentaire. De plus, les individus habitant dans de petites ou grandes villes extérieures à la capitale subissent de plus grands niveaux d’insécurité alimentaire que les autres. Finalement, la pauvreté semble fortement liée à l’insécurité alimentaire. A l’intérieur du quintile inférieur, plus de la moitié des citoyens a été confrontée à une insécurité alimentaire, tandis que cette proportion atteint seulement 20 % pour le quintile supérieur. Encore une fois, il peut être intéressant de constater que, dans le contexte haïtien, un niveau de richesse relativement élevé ne constitue pas une protection infaillible contre l’insécurité alimentaire.

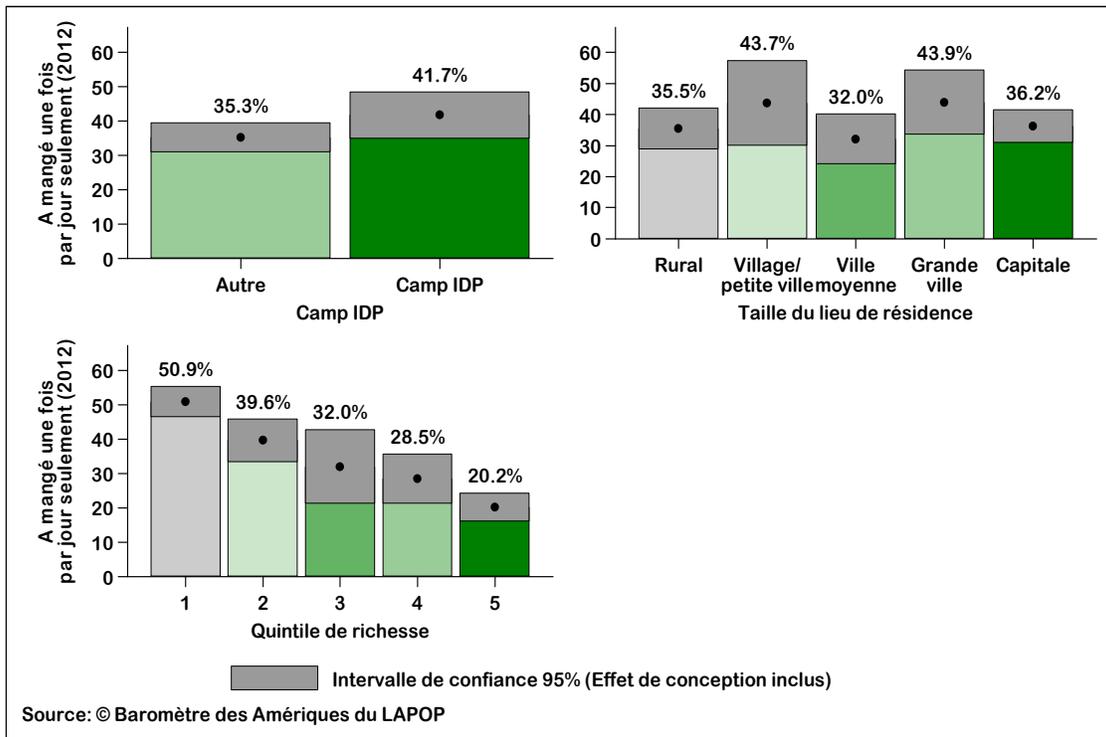


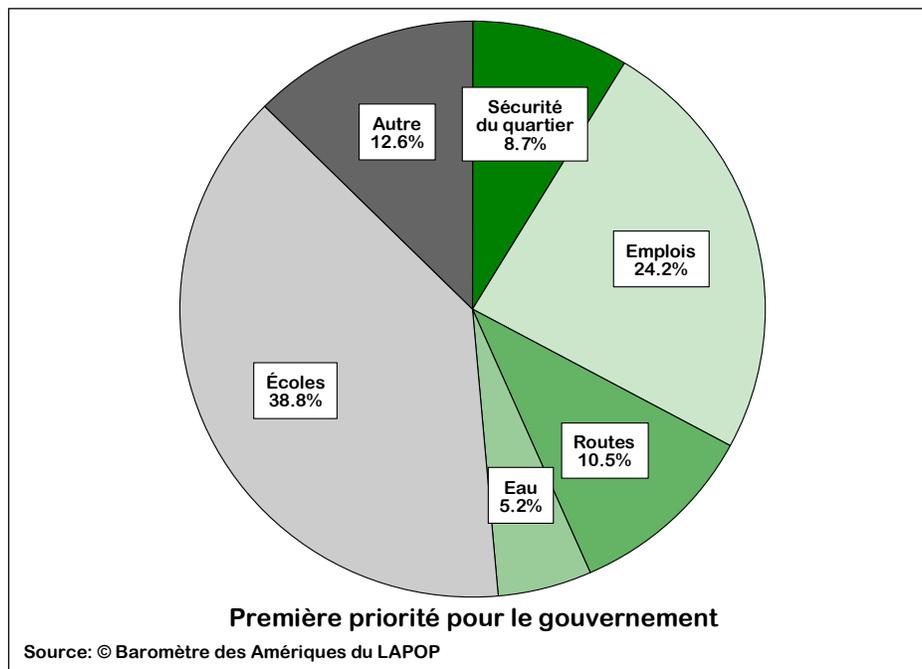
Figure 144 Les facteurs associés à l’insécurité alimentaire, Haïti 2012.

## V. Priorités pour la prestation de services

L'enquête de 2012 menée par le Baromètre des Amériques en Haïti ne s'est pas contentée d'interroger les citoyens sur leurs opinions et leurs expériences relatives aux services publics. Elle leur a également demandé de décrire leurs priorités quant à l'action du gouvernement pour améliorer leur communauté. Cette série de questions est similaire à celle qui dressait les priorités des citoyens relatives à l'action des gouvernements locaux et qui a été passée en revue dans le chapitre précédent.

Veuillez m'indiquer les éléments qui devraient constituer les TROIS principales priorités du gouvernement national dans l'amélioration de votre communauté			
	Première réponse HAICOMM1	Deuxième réponse HAICOMM2	Troisième réponse HAICOMM3
Construire des écoles	12	12	12
Sécurité du quartier	2	2	2
Création d'emplois	3	3	3
Construction de routes	4	4	4
Eau Potable	5	5	5
Électricité et énergie	6	6	6
Accès aux soins médicaux	7	7	7
Construction de logements	8	8	8
Environnement	9	9	9
Améliorer la réactivité des gouvernements locaux face aux besoins des citoyens	13	13	13
Autre priorités	11	11	11
NS	88	88	88
NR	98	98	98
N/A	99	99	99

Dans la figure 145, nous présentons les réponses à la première de ces questions, relative à ce qui devrait constituer la principale priorité pour le gouvernement national. Comme l'illustre le graphique, la moyenne des réponses individuelles donne la première priorité à l'école, puis aux emplois. Les réponses sont en réalité très similaires à celles obtenues pour les priorités des gouvernements locaux, ce qui suggère qu'en l'occurrence, les citoyens n'effectuent pas une distinction claire entre le gouvernement local et le gouvernement national.



**Figure 145 La principale priorité pour le gouvernement national, Haïti 2012**

Dans la figure 146, nous présentons les réponses aux trois questions réunies, afin de déterminer quels enjeux les citoyens considèrent le plus souvent comme l'une de leurs trois principales priorités. Sous cet angle, l'ordre des priorités change légèrement. La création d'emplois constitue alors la priorité la plus mentionnée par les citoyens, suivie par la construction d'écoles, de routes, et par les soins médicaux. Encore une fois, ce classement est très similaire à celui obtenu pour le gouvernement local. Ceci suggère que les citoyens ne distinguent pas entre les différents niveaux de gouvernement pour aborder leurs préoccupations principales.

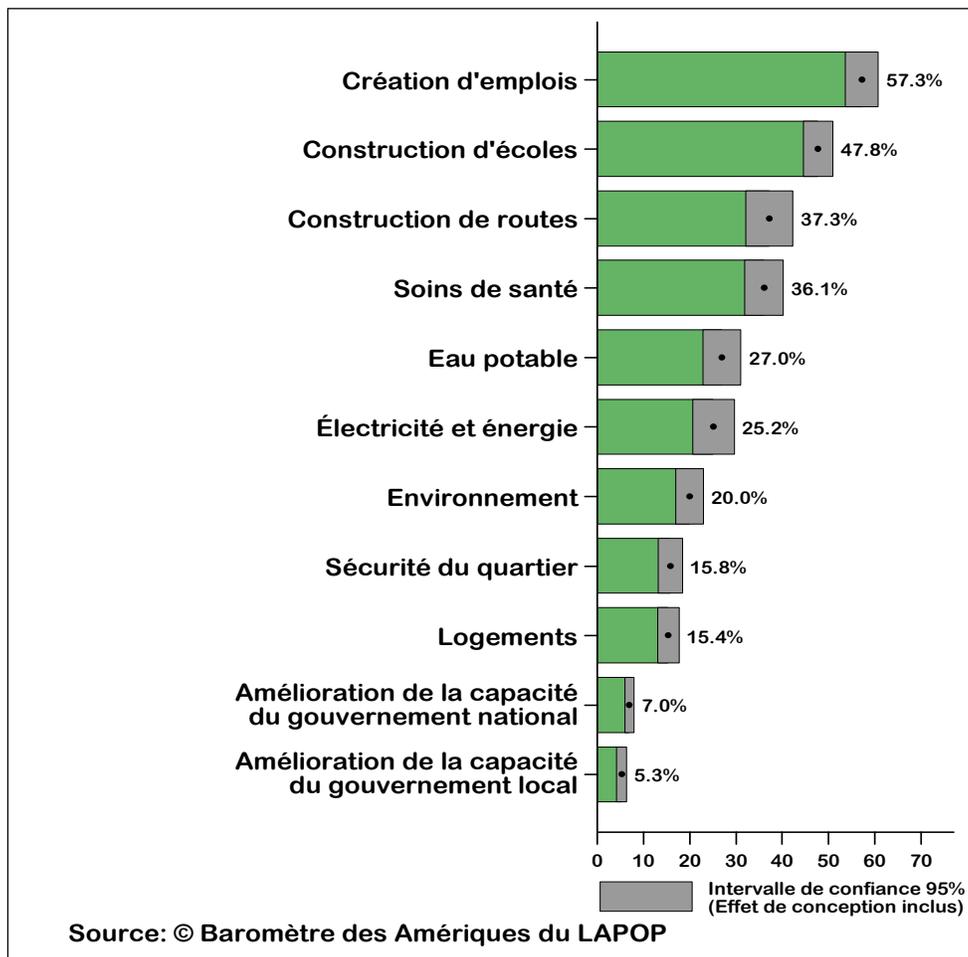


Figure 146 Les priorités pour le gouvernement national, Haïti 2012

## VI. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons étudié la prestation de services ainsi que l'effort de reconstruction en Haïti dans le contexte des bouleversements engendrés par le séisme de 2010. Nous avons tout d'abord observé l'évaluation, par les citoyens, de l'efficacité d'un certain nombre d'acteurs impliqués dans le processus de reconstruction. Il ressort de cette analyse que les citoyens évaluent l'efficacité des organisations internationales, des gouvernements internationaux et des églises locales de manière plus positive que celle des gouvernements locaux, nationaux et des organisations locales.

Ensuite, nous avons étudié l'évaluation de la prestation de six catégories de service. Ceci nous a permis de remarquer qu'en moyenne, tous les services étaient classés quelque part entre « mauvais » et « ni bon ni mauvais ». Tandis que la cote des transports a augmenté depuis 2010, les scores attribués au ramassage des ordures, à l'eau et aux soins médicaux ont décliné durant la même période.

Après une étude plus approfondie, la situation des services s'est révélée plus ou moins encourageante. Le service d'approvisionnement en eau potable est aujourd'hui un peu plus irrégulier qu'en 2010. Tandis que 47 % des individus disposant d'un système de tuyauterie pour leur

approvisionnement en eau potable avaient quotidiennement accès à l'eau en 2010, ils ne sont plus que 35 % en 2012. Au contraire, l'accès à l'électricité s'est remarquablement amélioré depuis 2010. En 2010, 47 % des répondants étaient reliés à l'électricité publique, tandis qu'ils sont 60 % en 2012. En 2012, la moyenne des Haïtiens a déclaré recevoir 4,8 heures d'électricité par jour, contre un peu plus de 3,2 heures en 2010. L'accès à l'eau potable par tuyauterie et à une installation sanitaire (toilette) dans le domicile s'est également amélioré depuis 2010, même si l'augmentation est faible et que l'accès demeure relativement limité, avec seulement 10 % des répondants concernés. Enfin, en raison de certaines modifications apportées à la formulation des questions, il est impossible de déterminer si l'insécurité alimentaire a augmenté ou diminué en Haïti depuis 2010. Cependant, il est évident que l'insécurité alimentaire y demeure élevée. Si l'on en croit les différentes mesures effectuées, plus de 40 % des Haïtiens ont déclaré être dans une situation d'insécurité alimentaire en 2012.

Quels Haïtiens reçoivent quels services ? Nous avons constaté que les résidents des camps de déplacés étaient en réalité plus susceptibles que les autres d'avoir accès à l'eau sur une base quotidienne et d'être reliés à un réseau d'électricité. Ils sont toutefois plus exposés que les autres à l'insécurité alimentaire. Les habitants des villes de taille moyenne et grande autres que Port-au-Prince ont un meilleur accès quotidien à l'eau potable, tandis que celui des habitants de Port-au-Prince et des petites villes est relativement limité. Au contraire, les habitants de la capitale ont un niveau d'accès à l'électricité élevé. Plus de 9 individus sur 10 habitant à Port-au-Prince déclarent être reliés au réseau électrique, contre seulement 4 sur 10 dans les zones rurales. L'insécurité alimentaire atteint son niveau le plus élevé dans les petites et grandes villes situées à l'extérieur de Port-au-Prince, mais est distribuée de manière uniforme à travers le reste du pays.

Il est également intéressant de constater que la richesse des ménages ne garantit pas l'accès aux services publics. Il semble que les ménages *les plus pauvres* disposent en réalité du meilleur accès à l'eau potable. Les ménages situés dans les 20 % les plus pauvres de la population connaissent des niveaux d'accès à l'électricité inférieurs aux autres mais, sauf pour le quintile inférieur, la relation entre la richesse et l'accès à l'électricité est plutôt limitée. Au contraire, l'insécurité alimentaire est fortement liée à la richesse, ce qui signifie que les individus situés dans le quintile de richesse inférieur connaissent plus d'insécurité alimentaire que ceux du quintile supérieur. Toutefois, même au sein du quintile des ménages les plus riches, 22 % ont déclaré connaître un certain niveau d'insécurité alimentaire, au moins pour une des mesures effectuées.

Enfin, nous avons étudié ce que les Haïtiens identifient comme leurs priorités quant aux services fournis par le gouvernement. Ici, il ressort que les préoccupations principales des Haïtiens sont l'amélioration, par le gouvernement, des écoles et des emplois.



## Chapitre huit : La légitimité et le bien-être personnel après le séisme de 2010

### I. Introduction

Le séisme de 2010 a causé des pertes inestimables en vies humaines, ressources et infrastructures à Haïti. Certaines de ces répercussions ont été déjà analysées dans les chapitres précédents. Nous évaluons maintenant les impacts du séisme sur la vie politique haïtienne à l'aide d'une série de questions. Dans quelle mesure le séisme et l'insécurité alimentaire qu'il a contribué à aggraver ont-ils affecté la légitimité du système politique haïtien ? Dans quelle mesure ont-ils influencé l'adhésion des citoyens aux principes démocratiques ? Ont-ils entraîné des niveaux de contestation plus élevés qu'auparavant ?

Avant d'appréhender ces différents aspects politiques, nous entamons notre démarche par l'étude d'une caractéristique plus personnelle, le niveau de bien être personnel ou « bonheur ». Cette évaluation est importante à deux égards : tout d'abord, elle reflète le niveau de bien-être global dans un pays. Le bonheur est aujourd'hui souvent considéré comme un indicateur du niveau de bien-être des citoyens plus pertinent que certains indices traditionnels comme le produit intérieur brut<sup>1</sup>. À titre d'exemple, le Bhoutan est réputé pour avoir adopté le « bonheur national brut » comme objectif principal. Ensuite, le niveau de bien-être peut être considéré comme l'un des éléments caractéristiques d'une démocratie stable<sup>2</sup>. Une ancienne étude réalisée par LAPOP a estimé que le niveau de bien-être était relativement faible en Haïti<sup>3</sup>. Ceci résulterait en grande partie du faible niveau de développement économique et du caractère fortement inégalitaire du pays. En effet, l'étude de LAPOP montre que le niveau de développement économique d'un pays est fortement lié au niveau de bien être de ses citoyens, un constat qui pourrait expliquer une grande partie des faibles niveaux de bien-être enregistrés en Haïti<sup>4</sup>. Ici, nous étudions également l'influence que le séisme, la vie dans les camps de déplacés et la crise alimentaire ont eu sur le bien-être des Haïtiens.

De même, il serait possible que cette crise humanitaire ait affecté le comportement des Haïtiens à l'égard du système politique en général. Les citoyens seraient-ils portés à accuser le système politique, voire l'ensemble du régime démocratique, pour les épreuves endurées sous le regard des gouvernements démocratiques ? Si cette option est envisageable, quelques recherches antérieures nous

<sup>1</sup> Graham, Carol. 2010. "The Economics of Happiness." *Washington Post* (January 3, 2010); Graham, Carol. 2009. *Happiness Around the World: The Paradox of Happy Peasants and Miserable Millionaires*. Oxford: Oxford University Press,

<sup>2</sup> Inglehart, Ronald. 1997. *Modernization and Postmodernization*. Princeton: Princeton University Press; Inglehart, Ronald. 1988. "The Renaissance of Political Culture." *American Political Science Review* 82, no. 4 : 1203-1230.

<sup>3</sup> Corral, Margarita. 2011 "The Economics of Happiness in the Americas." *AmericasBarometer Insights* 58, Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).; Zéphyr, Dominique et Abby Córdova. 2010. *Haiti in Distress: The Impact of the 2010 Earthquake on Citizen Lives and Perceptions*. Nashville: Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project.

<sup>4</sup> Corral, *ibid.* Pour plus d'informations sur le débat sur la relation entre le développement économique et le bien être personnel, voir Clark, Andrew E, Paul Frijters, et Michael Shields. 2008. "Relative Income, Happiness, and Utility: An Explanation for the Easterlin Paradox and Other Puzzles." *Journal of Economic Literature* 46: 95-144; Easterlin, Richard. 1995. "Will Raising the Incomes of All Increase the Happiness of All?" *Journal of Economic Behavior and Organization* 27: 35-47; Graham, Carol, et Andrew Felton. 2006. "Inequality and Happiness: Insights from Latin America." *Journal of Economic Inequality* (4): 107-122; Stevenson, Betsey, and Justin Wolfers. 2008. "Economic Growth and Subjective Well-Being: Reassessing the Easterlin Paradox." *Brookings Papers on Economic Activity* (Spring): 1-87.

laissent toutefois penser que les citoyens seraient capables de faire la distinction entre le concept de démocratie et les gouvernements démocratiques sous lesquels ils ont vécu des périodes difficiles. Des chercheurs ont découvert que, pendant les récentes crises économiques, le comportement des citoyens d'Amérique Latine à l'égard du système démocratique était demeuré remarquablement stable<sup>5</sup>. En effet, l'édition 2010 du Baromètre des Amériques est notamment arrivée à la conclusion que la crise économique avait eu peu d'effets sur les comportements démocratiques à travers la région<sup>6</sup>.

Toutefois, le séisme de 2010, ses conséquences, et l'insécurité alimentaire qu'il a contribué à aggraver ont pu avoir des effets plus marqués que la crise économique sur l'appui au régime politique actuel et la contestation politique. S'ils réalisent probablement que la démocratie en elle-même n'est pas responsable de leurs privations, les Haïtiens pourraient être moins enclins à disculper le gouvernement et le système politique sous lesquels ils ont enduré ces dernières. En effet, la crise alimentaire haïtienne de 2008 a été associée à de nombreuses manifestations. Plus généralement, les chercheurs ont constaté que des problèmes de gouvernance tels que la corruption et la crise économique pouvaient affaiblir la légitimité du système politique<sup>7</sup>. Considérant la forte relation qui existe entre l'appui accordé à un régime et la contestation politique, une série d'épreuves communes associée à une impression de faillite du secteur public peut encourager les citoyens à descendre dans la rue<sup>8</sup>.

L'exposition aux bouleversements causés par le séisme et l'insécurité alimentaire peuvent également avoir encouragé certains Haïtiens à adhérer à des principes populistes enfreignant les libertés civiles de leurs compatriotes. Seligson explique que le populisme inclut « une croyance centrale selon laquelle les institutions de la démocratie libérale classique, en particulier le système législatif et les tribunaux, sont anachroniques, inefficaces et contraire à la véritable expression de la volonté du peuple... En pratique, le populisme peut souvent consister en une dénégation de la garantie démocratique fondamentale des libertés civiles telles que la liberté d'expression et le droit à un procès

---

<sup>5</sup> Carlin, Ryan E. 2006. "The Socioeconomic Roots of Support for Democracy and the Quality of Democracy in Latin America." *Revista De Ciencia Política* 26 : 48–66; Evans, Geoffrey, et Stephen Whitefield. 1995. "The Politics and Economics of Democratic Commitment: Support for Democracy in Transition Societies." *British Journal of Political Science* 25, no. 4 : 485–514; Graham, Carol, et Sandip Sukhtankar. 2004. "Does Economic Crisis Reduce Support for Markets and Democracy in Latin America? Some Evidence from Surveys of Public Opinion and Well Being." *Journal of Latin American Studies* 36, no. 2: 349–377.

<sup>6</sup> Seligson, Mitchell A., et Amy Erica Smith. 2010. *Political Culture of Democracy, 2010: Democratic Consolidation in the Americas During Hard Times: Report on the Americas*. Nashville, TN: Latin American Public Opinion Project, Vanderbilt University; but see Córdova, Abby B., and Mitchell A. Seligson. 2009. "Economic Crisis and Democracy in Latin America." *PS: Political Science & Politics* 42, no. 4 : 673-678.

<sup>7</sup> Canache, Damarys, et Michael E Allison. 2005. "Perceptions of Political Corruption in Latin American Democracies." *Latin American Politics and Society* 47, no. 3 (September 1): 91-111; Graham et Sukhtankar, *Ibid*; Seligson, Mitchell A. 2002. "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries." *Journal of Politics* 64, no. 2: 408-433; Weitz-Shapiro, Rebecca. 2008. "The Local Connection: Local Government Performance and Satisfaction With Democracy in Argentina." *Comparative Political Studies* 41, no. 3: 285-308.

<sup>8</sup> Booth, John A., et Mitchell A. Seligson. 2009. *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Latin American Nations*. Cambridge: Cambridge University Press; Muller, Edward N., Thomas O. Jukam, et Mitchell A. Seligson. 1982. "Diffuse Political Support and Antisystem Political Behavior: A Comparative Analysis." *American Journal of Political Science* 26, no. 2 (1982): 240-264; Smith, Amy Erica. 2009. "Legitimate Grievances: Preferences for Democracy, System Support, and Political Participation in Bolivia." *Latin American Research Review* 44, no. 3: 102-126.

juste et équitable »<sup>9</sup>. L'attente des citoyens quant à l'action des responsables politiques augmente d'autant plus qu'ils se sentent menacés par des événements hors de leur contrôle, ce qui peut les inciter à s'écarter du processus démocratique et de ses bienfaits<sup>10</sup>. Ainsi, nous essayons de déterminer si l'exposition au tremblement de terre et à l'insécurité alimentaire a entraîné les citoyens à adhérer à des préceptes populistes.

Dans ce chapitre, nous commençons par étudier le niveau de bien être des citoyens ainsi que la manière dont le séisme les a affectés. Ensuite, nous analysons les effets du séisme de 2010 sur une série de comportements politiques et sur la participation à la contestation politique. Nous commençons par examiner le soutien à la démocratie à partir de la mesure inspirée de la déclaration de Churchill évoquée dans le chapitre 5 et d'un certain nombre d'autres thèmes souvent utilisés pour traiter cette question. Ensuite, nous nous intéressons à la manière dont l'expérience personnelle relative au séisme, de même que l'insécurité alimentaire et la vie dans les camps de déplacés conditionnent les attitudes populistes des individus. Finalement, nous nous penchons sur l'appui au système politique et la contestation.

Dans ce chapitre, notre démarche est fondée sur les résultats obtenus dans les chapitres précédents. Comme nous l'avons constaté dans le chapitre V, les Haïtiens ont tendance à se méfier de leur système politique et des nombreuses institutions politiques du pays. Ceci est valable même si la confiance envers le système politique tend à augmenter et, qu'à l'époque où l'étude de 2012 a été menée, les citoyens accordaient un haut niveau de confiance au président. De plus, dans le deuxième chapitre, nous avons constaté que les Haïtiens rapportaient d'importants niveaux de contestation, qui arrivent juste derrière ceux relevés en Bolivie. Le séisme et ses conséquences, de même que la crise alimentaire, ont-ils joué un rôle dans ces tendances ? Après une première exploration du niveau de bien-être, nous examinerons ces questions.

<sup>9</sup> Seligson, Mitchell A. 2007. "The Rise of Populism and the Left in Latin America." *Journal of Democracy* 18, no. 3: 81-95; voir aussi Schamis, Hector E. 2006. "Populism, Socialism, and Democratic Institutions." *Journal of Democracy* 17, no. 4: 20-34; Weyland, Kurt. 2001. "Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics." *Comparative Politics* 34, no. 1 (October): 1.

<sup>10</sup> Pour une analyse de la relation liant ces facteurs, voir Merolla, Jennifer, et Elizabeth Zechmeister. 2009. *Democracy at Risk: How Terrorist Threats Affect the Public*. Chicago: University of Chicago Press; Hetherington, Marc J., et Jonathan Weiler. 2009. *Authoritarianism and Polarization in American Politics*. Cambridge: Cambridge University Press; Huddy, Leonie, Stanley Feldman, Charles Taber, et Gallya Laha. 2005. "Threat, Anxiety, and Support of Antiterrorism Policies." *American Journal of Political Science* 49, no. 3 : 593-608; Radnitz, Scott B. 2010. "Threat Perceptions and Support for Authoritarianism: Evidence from a Survey Experiment in Azerbaijan." Présenté à Annual Meeting of the American Political Science Association, Washington, DC.

## II. Bien-être personnel

Dans quelle mesure les Haïtiens sont-ils heureux de leur situation personnelle ? De quelle manière le niveau de bien-être des Haïtiens a-t-il évolué dans le temps ? Le Baromètre des Amériques a interrogé les citoyens des Amériques de manière régulière quant à leur niveau de satisfaction général dans la vie. La question est formulée comme suit :

**LS3.** (Pour commencer), en général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre vie personnelle  
**[Lisez les options]?** Diriez-vous que vous êtes :  
 (1) Très satisfait (2) Quelque peu satisfait (3) Quelque peu insatisfait  
 (4) Très insatisfait (88) Ne sait pas (98) Ne répond pas

La figure 147 présente les valeurs moyennes relatives au niveau de bien-être personnel en Haïti de 2006 à 2012. Afin de faciliter la comparaison, les réponses sont une nouvelle fois rapportées à une échelle de 0 à 100, où 0 signifie « très insatisfait », 33 « quelque peu insatisfait », 67 « quelque peu satisfait », et 100 « très satisfait ». Nous constatons que les niveaux de bien-être sont bien plus élevés en 2012. En 2006 et 2008, ils atteignaient respectivement une moyenne de 45 et 42 sur l'échelle de 0 à 100. En 2010, juste après le séisme, la moyenne a plongé à 36, une valeur très faible. En 2012, nous observons que le niveau moyen du bien être des citoyens a grimpé à 55, ce qui constitue un rebond significatif.

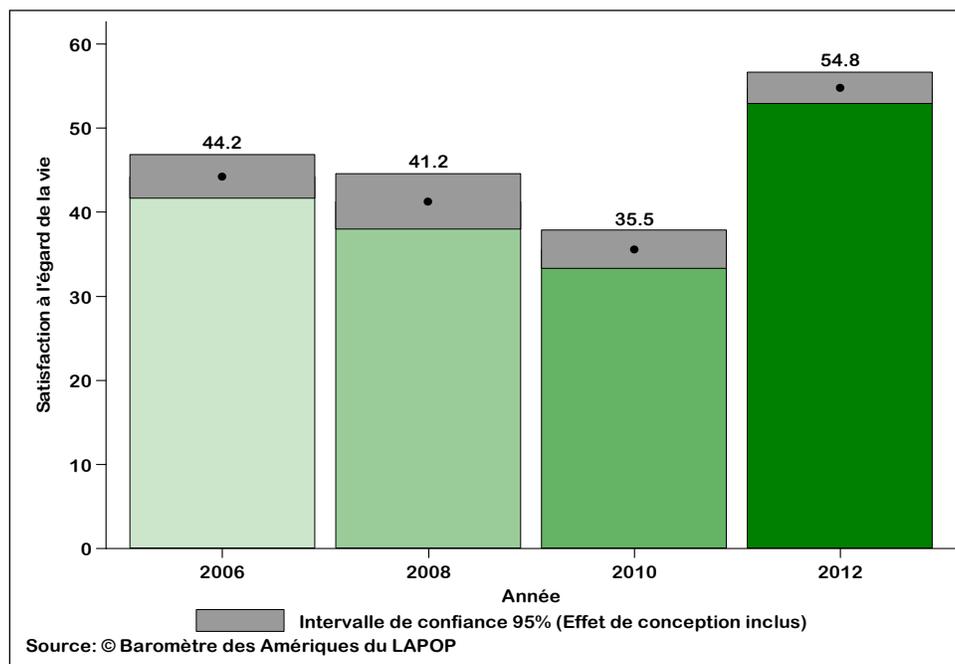


Figure 147 Bien-être personnel, Haïti 2006-2012

La figure 148 présente les niveaux de bien-être personnel de toute la région, à partir du Baromètre des Amériques de l'année 2012. Le résultat est frappant : malgré un rebond important durant ces deux dernières années, le niveau de bien-être en Haïti demeure le plus faible de la région. Le niveau de bien être est supérieur à 67 dans seulement deux pays, ce qui signifie que la moyenne des citoyens de ces pays est au moins « quelque peu satisfaite » de son bien-être personnel.

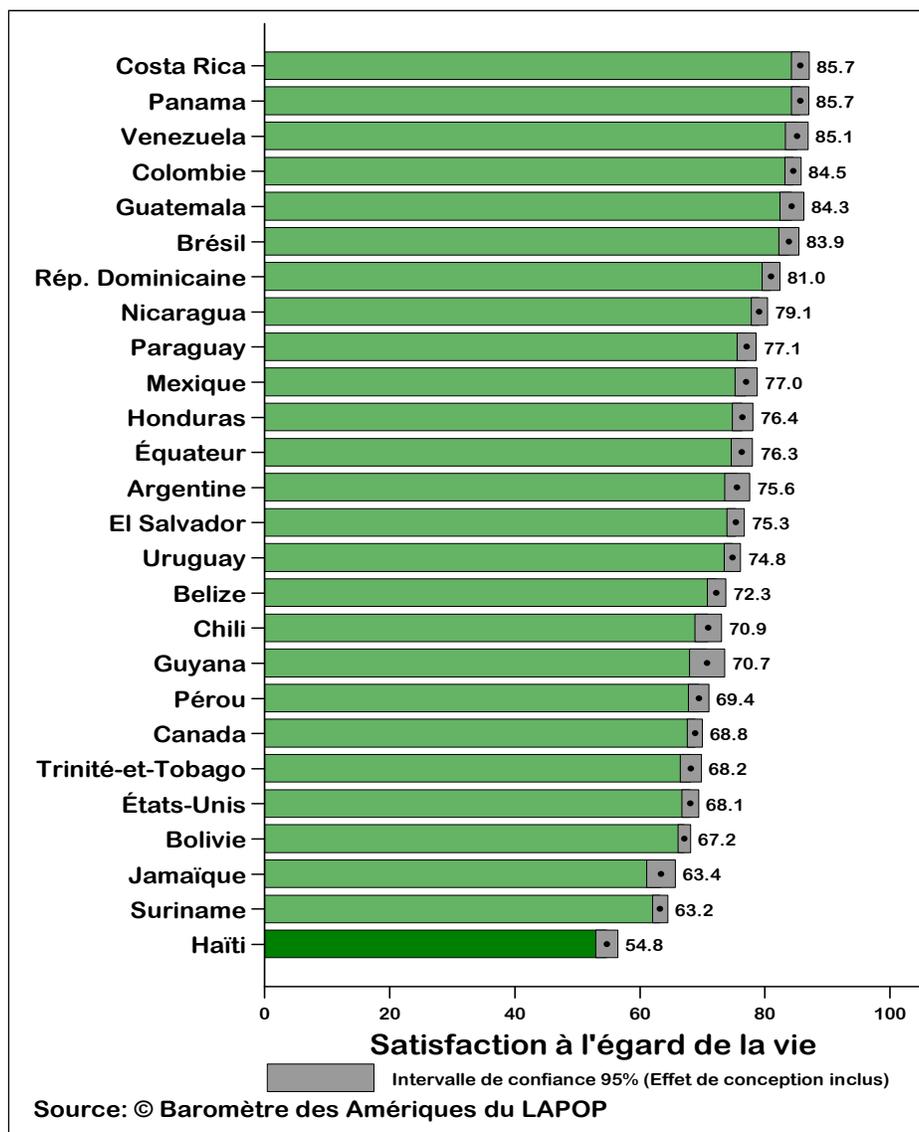


Figure 148 Bien-être personnel dans les Amériques, 2012

Le séisme, ses conséquences et la crise alimentaire ont-ils réduit le niveau de bien être en Haïti ? A priori, c'est ce que l'on pourrait penser. À la figure 149, nous analysons la relation entre le niveau de bien-être, d'une part, et l'insécurité alimentaire, les dégâts engendrés par le séisme et la vie dans les camps de déplacés d'autre part. Nous constatons en effet que le niveau de bien-être des

individus connaissant des niveaux élevés d’insécurité alimentaire est, en moyenne, 20 points inférieur à celui des individus en situation de sécurité alimentaire<sup>11</sup>. De même, il semble que les individus dont les maisons ont subi des dégâts irréparables ou ont été détruites par le séisme connaissent un niveau de bien-être moyen proche de 40. Au contraire, les individus dont les maisons ont été épargnées ou ont uniquement subi des dégâts réparables connaissent un niveau de bien-être moyen supérieur à 50 sur l’échelle de 0 à 100. Le graphique du coin inférieur gauche indique que les dégâts causés par le séisme au niveau municipal ne semblent pas avoir affecté le niveau de bien-être des Haïtiens. Finalement, le graphique du coin inférieur droit indique que les individus vivant dans des camps de déplacés ont, en moyenne, un niveau de bien-être inférieur de 7 points à celui des individus ne vivant pas dans ces camps.

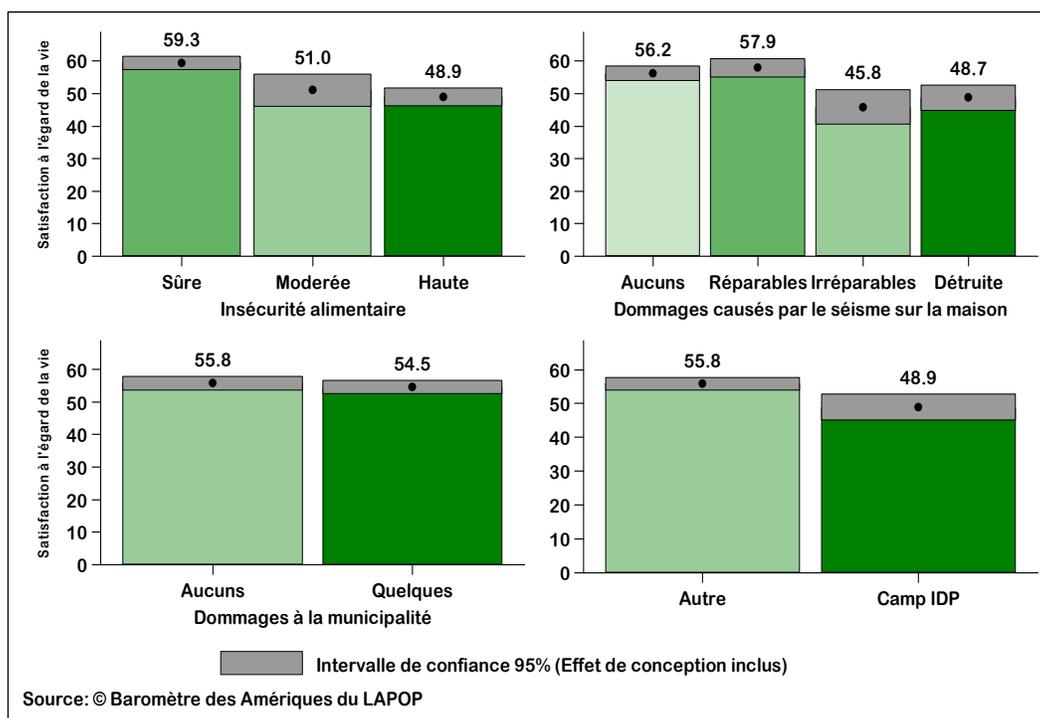


Figure 149 Bien-être personnel et séisme, Haïti 2012

### III. Autoritarisme et appui à la démocratie

L’opinion des citoyens à l’égard de la démocratie et de l’autoritarisme en général constitue l’un des principaux aspects politiques que le séisme et ses conséquences pourraient avoir affecté. Dans le chapitre V nous avons vu que les Haïtiens, en moyenne, étaient relativement favorables au concept de démocratie, avec un niveau d’appui moyen de 70 sur une échelle de 0 à 100. Ceci représente l’une des dimensions de la légitimité par rapport à laquelle les Haïtiens ne se situent pas en bas de l’échelle, mais plutôt dans la moyenne régionale. De plus, le soutien accordé à la démocratie est demeuré stable à

<sup>11</sup> Tel qu’indiqué au chapitre I, l’indice d’insécurité alimentaire est construit en additionnant les réponses aux questions FS2 et FS8 et recodant la variable résultante en trois niveaux : sécurité alimentaire, faible niveau d’insécurité alimentaire et haut niveau d’insécurité alimentaire.

Haïti durant ces dernières années. Dans le chapitre III, nous avons élaboré un modèle multivarié pour évaluer les déterminants de l'appui à la démocratie, ce qui nous a permis de constater que les Haïtiens dotés de meilleurs niveaux d'instruction étaient plus favorables à celle-ci, contrairement aux femmes. Toutefois, nous avons également explorés d'autres déterminants relatifs à l'appui à la démocratie.

À la figure 150, nous évaluons à nouveau les critères associés à l'appui à la démocratie à partir de la mesure basée sur la déclaration de Churchill, telle que présentée dans le chapitre V<sup>12</sup>. Encore une fois, nous avons constaté que les individus dotés d'un meilleur niveau d'instruction étaient plus favorables que les autres à la démocratie, contrairement aux femmes. Nous avons finalement observé que les Haïtiens qui étaient plus satisfaits que les autres de leurs finances personnelles et de la situation économique nationale étaient *moins satisfaits* avec la démocratie. Ce résultat est surprenant quand on sait que des recherches réalisées dans d'autres démocraties en développement ont conclu qu'une bonne performance économique favorisait l'appui au régime démocratique<sup>13</sup>.

Si l'on s'intéresse maintenant à l'impact du séisme et de la crise alimentaire sur l'appui à la démocratie, on observe que trois des quatre variables étudiées ne sont pas statistiquement significatives<sup>14</sup>. Nous avons remarqué que les individus connaissant une insécurité alimentaire appuyaient moins la démocratie que les autres. De nouveau, le fait que les trois premières variables du graphique soient fortement reliées les unes aux autres risque de nous empêcher de considérer l'une d'elles comme un déterminant statistiquement significatif du soutien accordé à la démocratie.

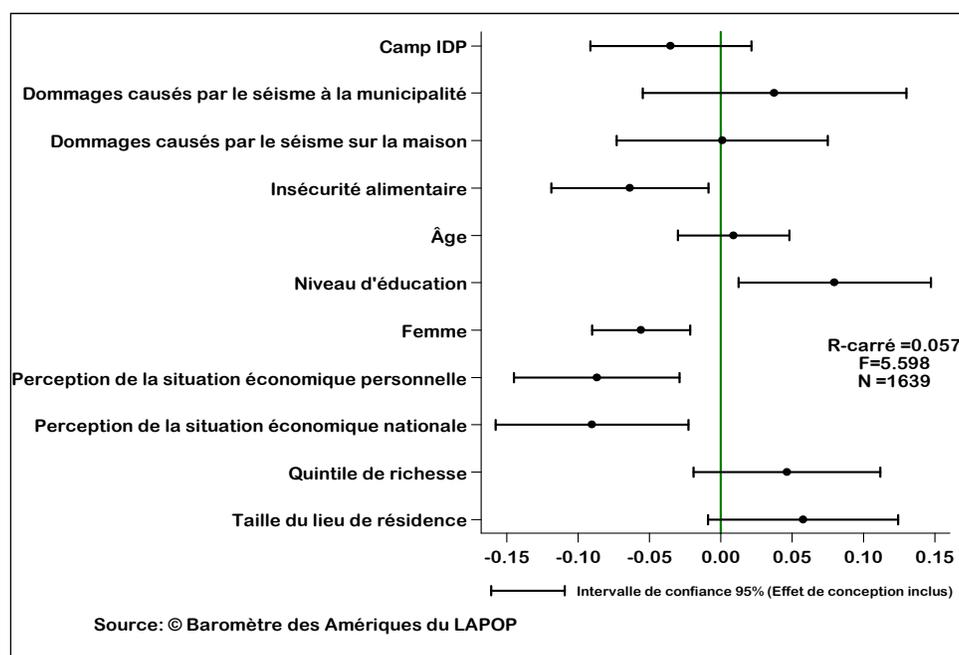


Figure 150 Déterminants de l'appui à la démocratie, Haïti 2012

<sup>12</sup> Cette analyse repose sur un modèle de régression linéaire. Les résultats de ce modèle sont à toutes fins pratiques identiques à ceux d'un modèle hiérarchique avec la modélisation d'un effet aléatoire au niveau des municipalités.

<sup>13</sup> Rose, Richard, William Mishler, et Christian Haerpfer. 1998. *Democracy and Its Alternatives: Understanding Post-Communist Societies*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

<sup>14</sup> Les résultats sont identiques lorsqu'on a recours à un modèle hiérarchique.

Dans la figure 151, nous utilisons un modèle d'analyse bivariée pour estimer la relation entre l'appui à la démocratie et l'insécurité alimentaire, d'une part, et les dégâts causés par le séisme et le fait de vivre dans un camp de déplacés, d'autre part. Dans le coin supérieur gauche, nous observons que, même si elle existe, la relation statistiquement significative entre l'insécurité alimentaire et l'appui à la démocratie est relativement faible. Sur une échelle de 0 à 100, les individus connaissant de hauts niveaux d'insécurité alimentaire sont seulement moins favorables de 3 points que les autres à la démocratie. Dans le coin supérieur droit, nous remarquons qu'il n'y a pas d'association essentielle entre les dégâts provoqués par le tremblement de terre sur les foyers des citoyens et l'appui à la démocratie. Au contraire, dans le coin inférieur gauche, nous observons que les individus vivant dans des municipalités ayant subi des dégâts sont en moyenne moins favorables à la démocratie de 5 points comparés aux habitants des municipalités épargnées par le séisme. Finalement, nous remarquons que le fait d'habiter dans un camp n'a pas d'impact sur l'appui à la démocratie

Dans l'ensemble, les résultats du chapitre présentent ainsi que ceux des chapitres III et V confirment plusieurs idées. Tout d'abord, l'appui à la démocratie est assez élevé en Haïti, même lorsqu'on le compare à celui qui existe dans d'autres pays dotés d'une expérience démocratique plus ancrée historiquement. Ensuite, l'appui à la démocratie en Haïti est diffus, dans la mesure où il ne dépend que très faiblement de certaines caractéristiques personnelles. Troisièmement, l'appui démocratique est relativement robuste. A priori, il n'a été que très peu influencé par les nombreuses expériences négatives subies par les Haïtiens au cours de ces dernières années.

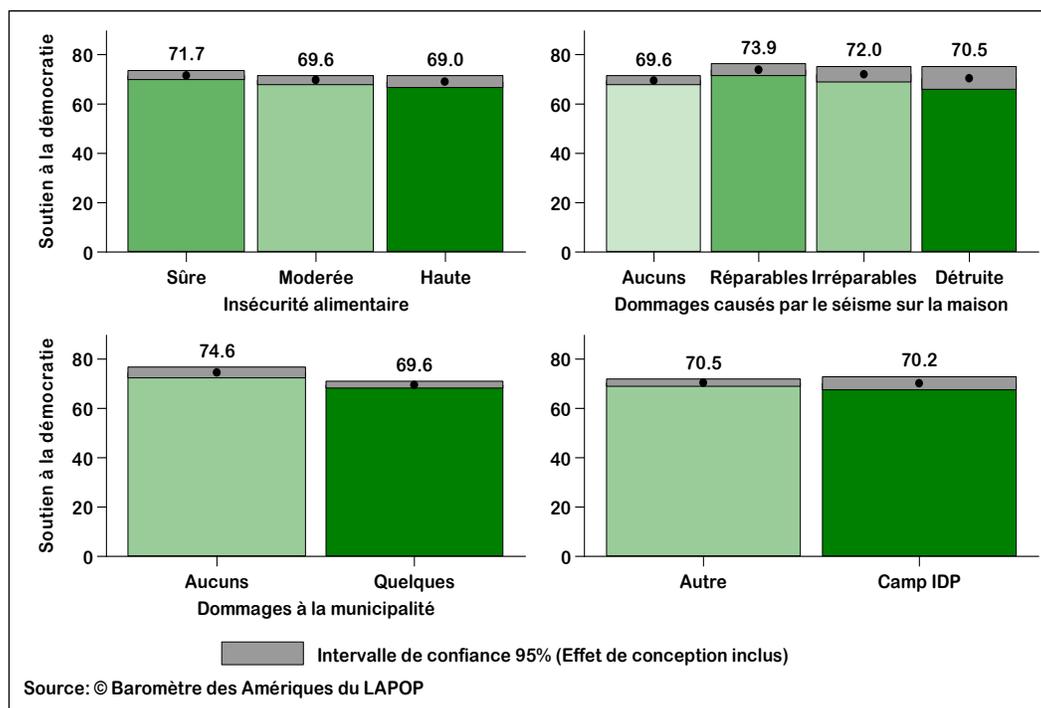


Figure 151 Séisme et appui à la démocratie, Haïti 2012

Ces résultats se maintiennent-ils lorsque nous étudions d'autres mesures d'appui à la démocratie? Le Baromètre des Amériques a développé un certain nombre d'indicateurs de l'autoritarisme et de l'adhésion aux principes démocratiques dans les Amériques. Les trois questions principales sont formulées comme suit :

**DEM2.** Changeons de sujet maintenant, avec laquelle de ces déclarations êtes-vous le plus en accord ?

(1) Pour les gens comme moi, il importe peu qu'un gouvernement soit démocratique ou non

(2) La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement

(3) Dans certaines circonstances, un gouvernement autoritaire est préférable à un gouvernement démocratique.

(88) NS

(98) NR

**DEM11.** Pensez-vous que notre pays a besoin d'un gouvernement doté d'une poigne de fer ou pensez que les problèmes peuvent être résolus avec la participation de chacun

(1) Poigne de fer

(2) Participation de tous

(88) NS

(98) NR

**AUT1.** Certaines personnes pensent que nous avons besoin d'un leader très fort qui n'a pas besoin d'être élu par le vote des citoyens. D'autres considèrent que, même si les choses risquent de ne pas fonctionner, la démocratie électorale, ou le vote des citoyens, est toujours préférable. Quelle est votre opinion ? **[Lisez les options]**

(1) Nous avons besoin d'un leader fort qui n'a pas besoin d'être élu

(2) La démocratie électorale est toujours préférable

(88) NS

(98)NR

Dans la figure 152, nous étudions les comportements démocratiques des Haïtiens par rapport à chacune de ces propositions. Nous présentons le pourcentage des répondants qui affirment que « notre pays a besoin d'un gouvernement doté d'une poigne de fer », que « nous avons besoin d'un leader fort qui n'a pas besoin d'être élu », et que « la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement ». Comme avec la mesure inspirée de la déclaration de Churchill, nous observons que l'appui à la démocratie est demeuré relativement stable et élevé pour chacune de ces trois propositions. En 2012, le pourcentage de répondants affirmant que « la démocratie est toujours préférable » était proche de 80 %, contre seulement 10 % de répondants appuyant l'idée d'un gouvernement doté d'une « poigne de fer » et 12 % de répondants favorables à l'option d'un leader non-élu.

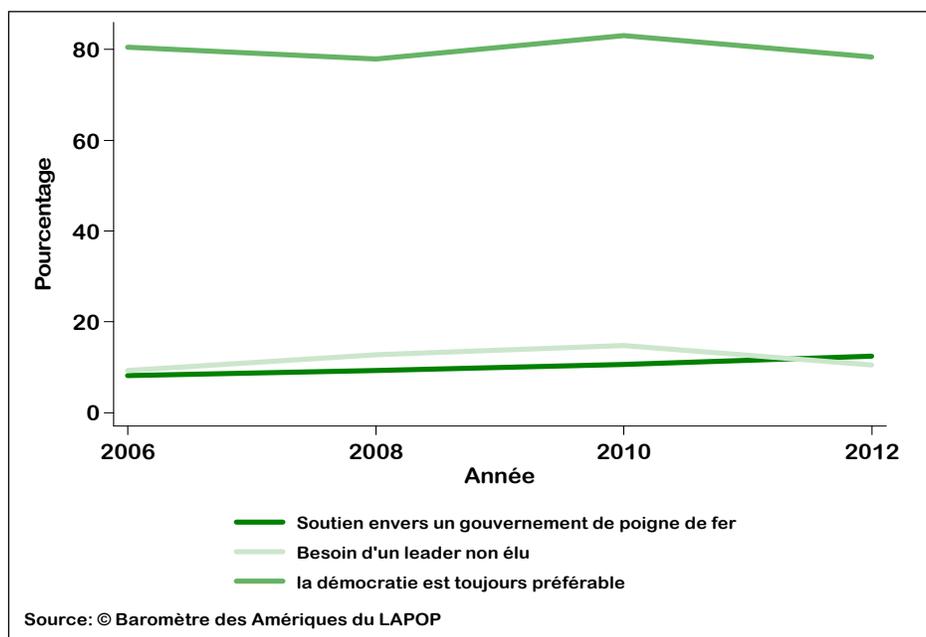
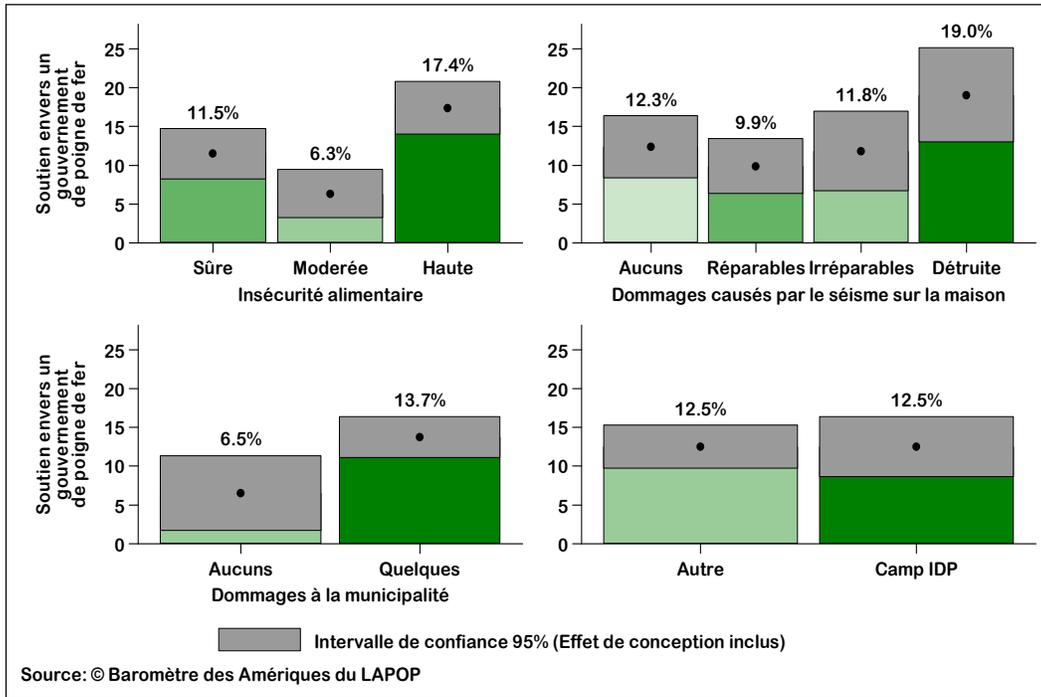


Figure 152 Attitudes démocratiques, Haïti 2006 et 2012

Dans quelle mesure les expériences des Haïtiens relatives au séisme, à la reconstruction, et à l'insécurité alimentaire affectent-elles les autres composantes de l'appui à la démocratie ? À la figure 153, nous examinons si ces éléments sont liés à la probabilité d'adhérer à l'idée d'un gouvernement doté d'une « poigne de fer ». Il ressort de cette analyse que les expériences relatives à l'insécurité risquent d'affecter les comportements démocratiques. Parmi les individus situés dans les plus hauts degrés d'insécurité, l'appui au principe d'un gouvernement doté d'une « poigne de fer » est substantiellement et significativement plus élevé que parmi les individus les plus sécurisés. Enfin, l'adhésion à l'idée de ce type de gouvernement est moins élevée aux niveaux modérés d'insécurité alimentaire. De plus, les dégâts engendrés par le séisme sont également susceptibles d'influencer le comportement politique des individus. Les individus ayant déclaré que leur maison avait été détruite sont plus enclins de 7 points de pourcentage à soutenir l'idée d'un gouvernement doté d'une « poigne de fer » que les individus habitant dans des municipalités épargnées. Cependant, vivre dans un camp de déplacés n'a pas d'effet quant à l'adhésion à cette option.



**Figure 153** Insécurité alimentaire, séisme et appui pour un gouvernement musclé, Haïti 2012

Dans la figure 154, nous examinons de manière plus précise de quelle manière l'insécurité alimentaire, les dégâts liés au séisme, et la vie dans des camps IDP sont liés à la probabilité d'adhérer à l'affirmation selon laquelle « nous avons besoin d'un leader fort qui n'a pas à être élu par le vote de la population ». Ici, nous n'avons relevé que peu d'effets associés à l'insécurité alimentaire. Parmi les individus dont la maison a subi quelques dommages, 14,4 % ont déclaré que le pays avait besoin d'un dirigeant non élu, soit 6 points de pourcentage de plus que parmi les individus dont la maison a été épargnée (différence statistiquement significative). Les répondants habitant dans des municipalités ayant subi des dommages sévères ou modérés ont accordé leur appui à l'idée d'un dirigeant non élu avec 9 points de pourcentage de plus que ceux habitant dans des municipalités épargnées. Finalement, la probabilité d'adhérer à l'idée d'un dirigeant non élu est plus élevée d'environ 4 points de pourcentage pour les Haïtiens vivant dans des camps de déplacés, même si la différence n'est pas statistiquement significative.

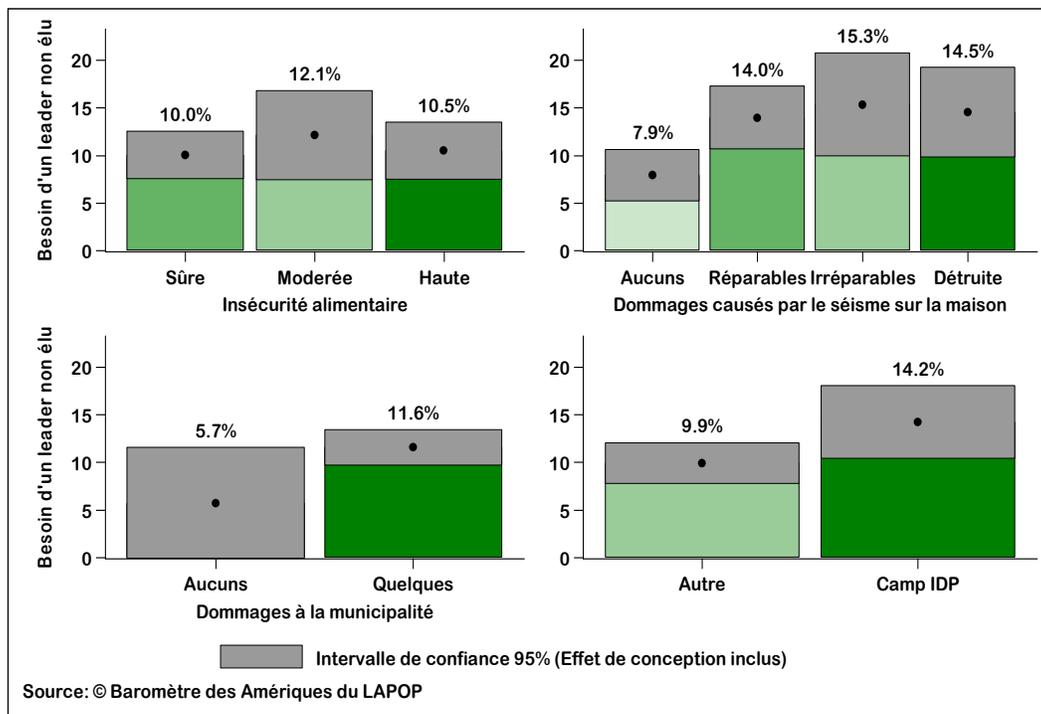
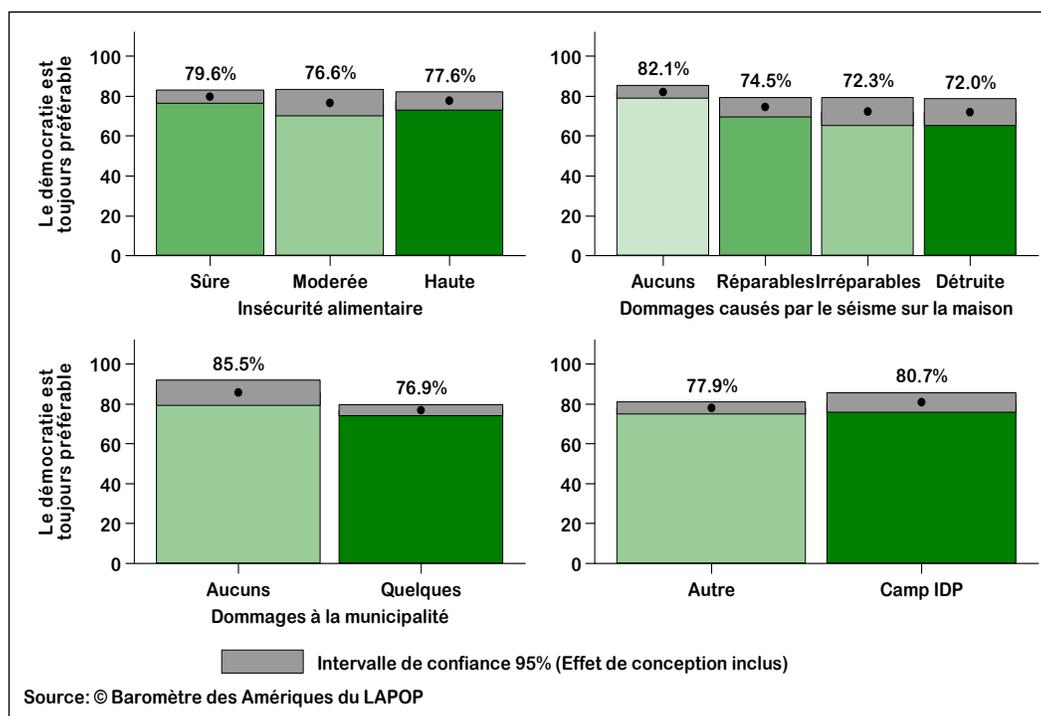


Figure 154 Insécurité alimentaire, séisme et appui à un leader non-élu, Haïti 2012

Finalement, dans la figure 155, nous cherchons à déterminer si le séisme et les privations alimentaires ont influencé la probabilité que les citoyens soutiennent l'idée selon laquelle « la démocratie est toujours préférable » et, le cas échéant, de quelle manière. Ici encore, il ressort que ni l'insécurité alimentaire, ni le fait de vivre dans des camps de déplacés ne sont liés à l'appui démocratique. Cependant, les dégâts causés par le séisme semblent influencer les réponses à ces questions. En effet, 73 % des individus dont la maison a été relativement endommagée par le séisme ont affirmé que la démocratie était toujours préférable, contre 82 % de ceux dont la maison a été épargnée. Encore une fois, cette différence est statistiquement significative. Et l'adhésion à la proposition selon laquelle la démocratie est toujours préférable est également inférieure de 9 points de pourcentage chez les habitants des municipalités endommagées.



**Figure 155** Insécurité alimentaire, séisme et appui à l'idée que la démocratie est préférable à n'importe quelle autre forme de gouvernement, Haïti 2012

Globalement, il semble que l'appui à la démocratie est relativement stable et élevé en Haïti et qu'il demeure insensible à l'insécurité alimentaire et au fait de vivre dans des camps de déplacés. Cependant, les individus dont les maisons ou les municipalités ont été endommagées expriment, selon certaines mesures, des niveaux plus faibles d'appui à la démocratie.

#### IV. Populisme

Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, les citoyens sont plus susceptibles d'adhérer au populisme et de soutenir les leaders qui arborent cette caractéristique en période de crises. Face à des citoyens se sentant menacés et sous pression, les leaders populistes ont plus de chance d'imposer l'idée que les temps justifient une transgression des libertés civiles et de l'État de droit. Le Baromètre des Amériques a longtemps utilisé une série de trois questions pour mesurer l'adhésion des citoyens

aux principes populistes. Les répondants ont été interrogés sur leur adhésion aux propositions suivantes, sur une échelle de 7 points.

En tenant compte de la situation actuelle du pays, et à partir de cette carte, veuillez me dire dans quelle mesure vous adhérez aux propositions suivantes.

**POP101.** Pour que notre pays puisse progresser il est nécessaire que notre président limite la voix et le vote des partis d'opposition, dans quelle mesure êtes-vous en accord avec cette déclaration ?

**POP107.** Le peuple devrait gouverner directement et non pas par le biais de représentants élus. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cette proposition ?

**POP113.** Ceux qui ne sont pas d'accord avec l'opinion de la majorité constituent une menace pour le pays. Dans quelle mesure êtes-vous en accord avec cette déclaration ?

À la figure 156, nous présentons les réponses obtenues en Haïti en 2012 et 2008. Comme pour les autres analyses, nous avons rapporté les réponses sur une échelle de 0 à 100, ou 0 représente un fort désaccord et 100 un accord important. Il ressort qu'en Haïti, en 2012, l'appui à la restriction des partis d'opposition et au fait que les partis minoritaires représentent une menace se situe autour du milieu de l'échelle. Pour sa part, le soutien à l'idée d'un gouvernement direct du peuple est plus faible, atteignant environ 32 points sur l'échelle. L'adhésion aux deux premières propositions a faiblement augmenté depuis 2008, alors que le soutien accordé à la troisième affirmation s'est effondré de manière dramatique durant les quatre dernières années. Il est possible que le niveau d'appui très élevé dont bénéficie le président Martelly soit à la fois responsable de l'augmentation des deux premières affirmations et de l'effondrement de la troisième.

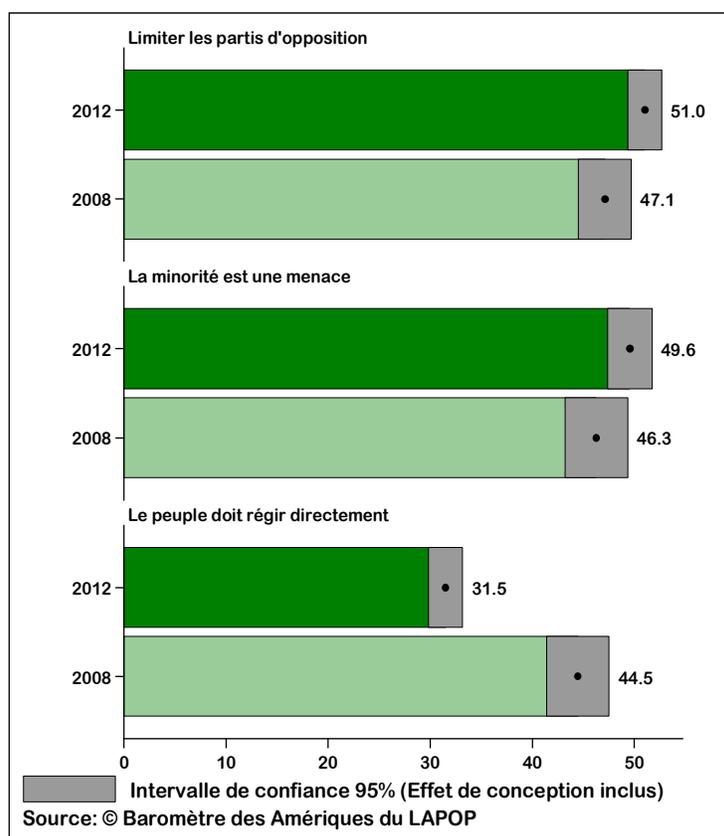


Figure 156 Attitudes populistes, Haïti 2008 et 2012.

Où se situe Haïti dans une étude comparée ? Ces attitudes populistes sont-elles faibles ou élevées en comparaison aux autres pays de la région ? À la figure 157, nous présentons les degrés d'adhésion aux énoncés populistes dans les Amériques. Le premier graphique de la figure traite des attitudes à adopter envers les droits des minorités et des partis d'opposition. Le deuxième graphique traite d'une autre dimension du populisme, à savoir l'opinion selon laquelle le peuple devrait gouverner directement.

Comme l'illustre le premier graphique, Haïti se situe en tête de liste parmi les pays des Amériques quant à l'idée de restreindre les droits des minorités. Juste derrière Haïti, on trouve le Salvador, le Paraguay, l'Équateur et le Nicaragua. Au contraire, la Guyane, l'Uruguay, l'Argentine, les États-Unis et Trinité et Tobago appuient moins cette proposition populiste.

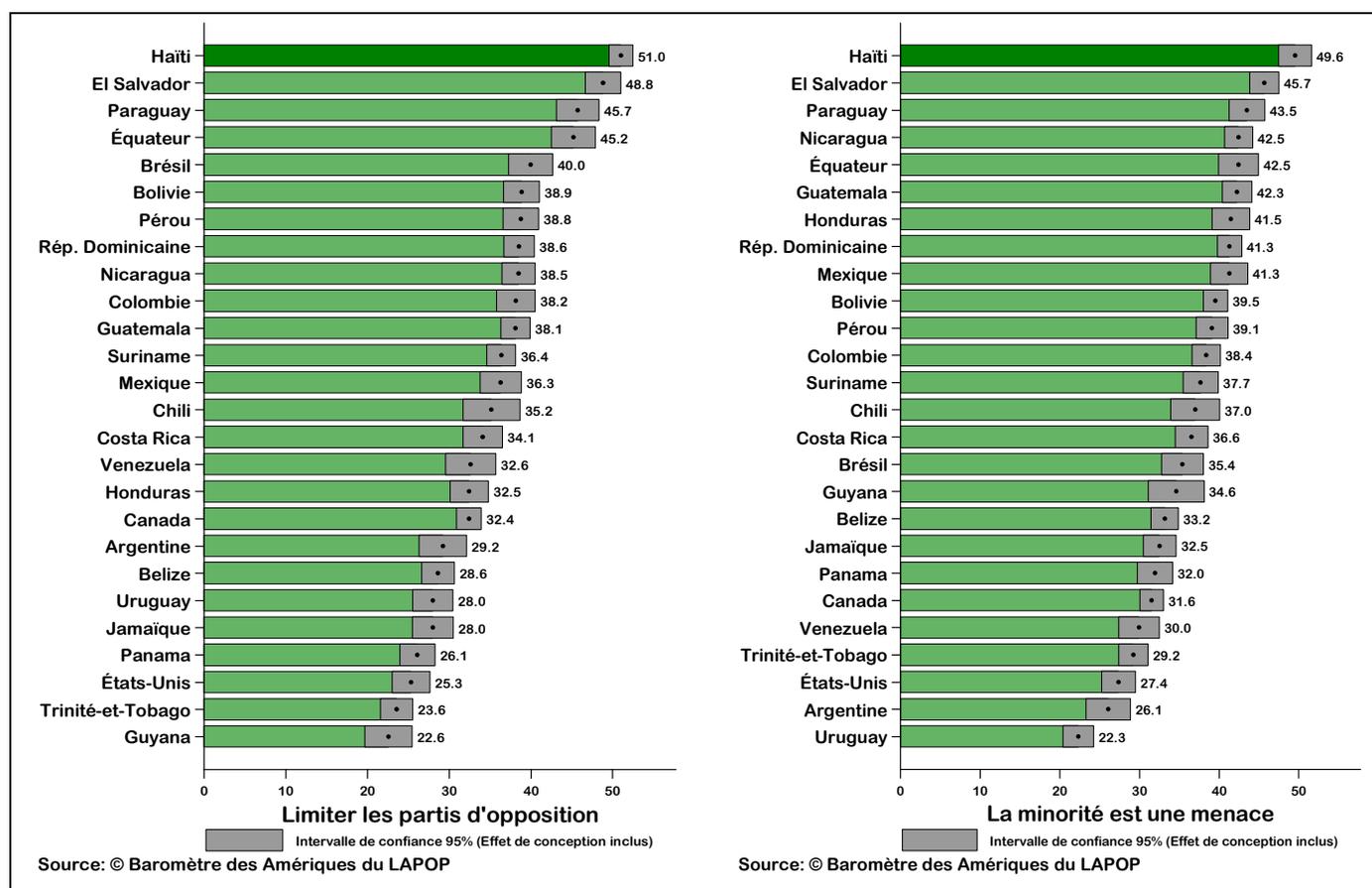


Figure 157 Appui à l'idée de limiter les partis d'opposition et à restreindre les droits des minorités dans les Amériques, 2012

Haïti est le pays le plus populiste dans l'une des dimensions considérées. La figure 158 indique cependant que les Haïtiens ne sont pas particulièrement populistes quand il s'agit de défendre l'idée d'un gouvernement sans représentants élus. A ce niveau, Haïti est le premier des trois derniers pays passés en revue. Les pays qui arrivent en tête de liste pour cette dimension incluent le Salvador et le Nicaragua, mais aussi le Suriname. Tout en bas du classement, nous retrouvons l'Argentine, la Guyane et l'Uruguay.

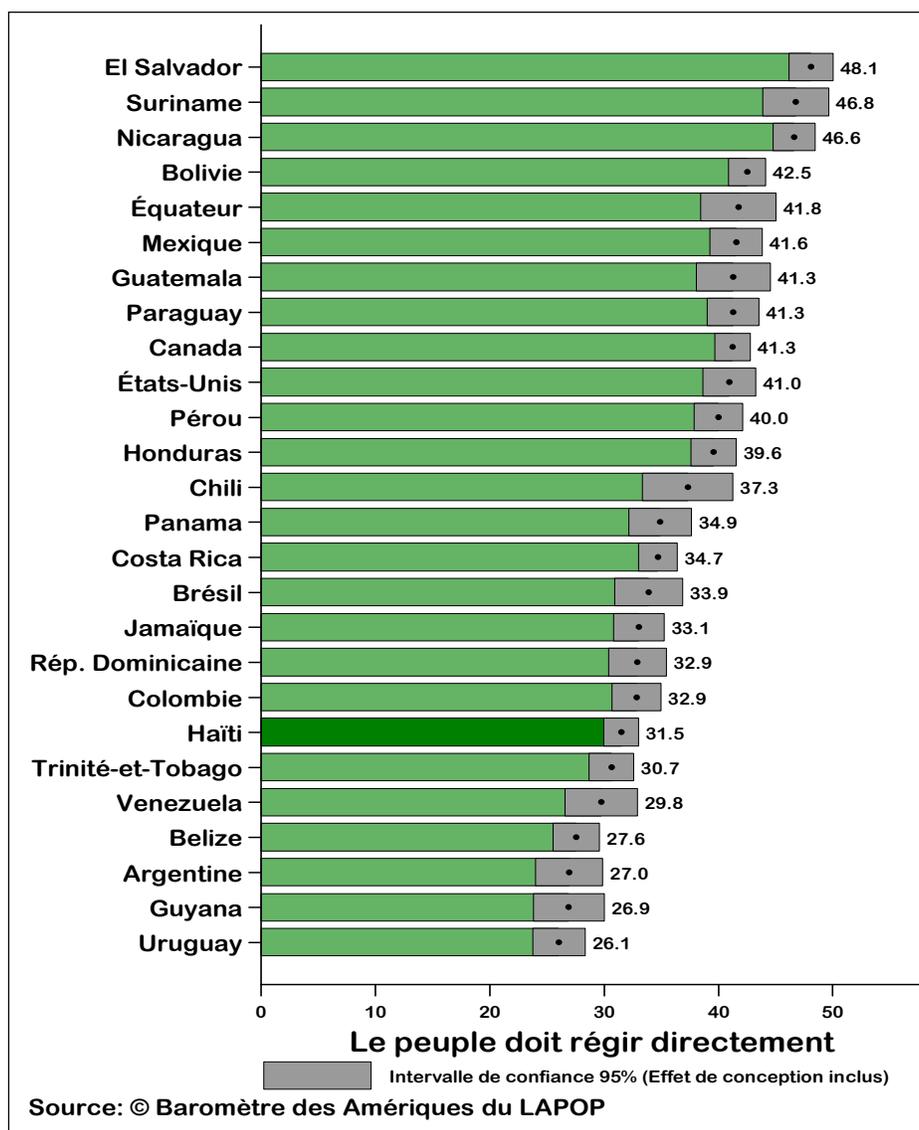


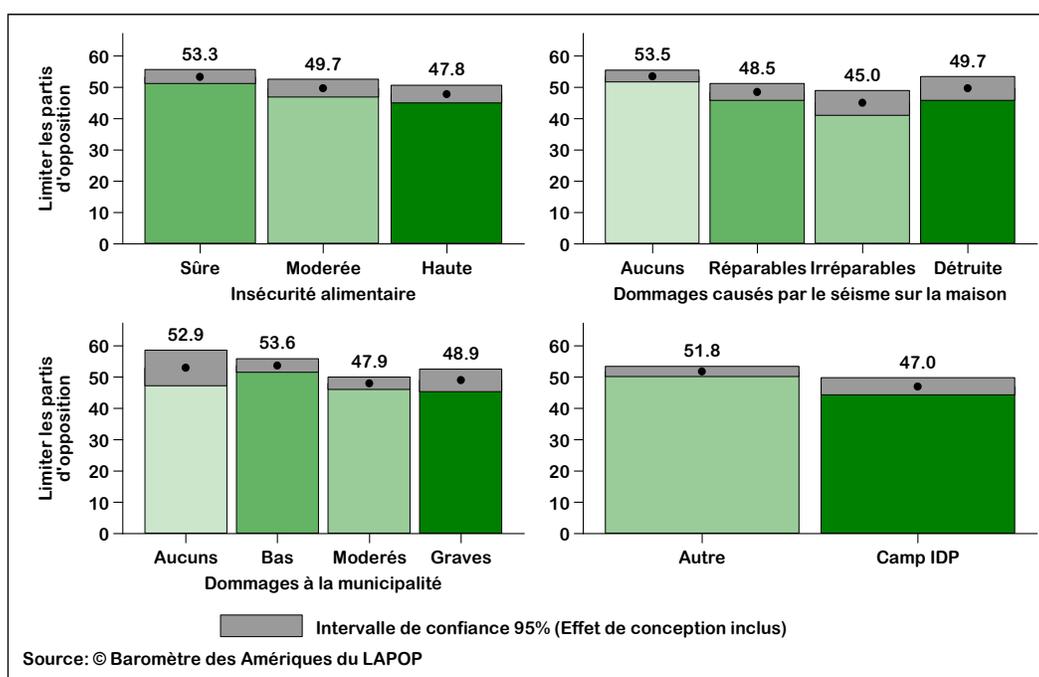
Figure 158 Appui à un gouvernement sans représentants élus dans les Amériques, 2012

L'importance des comportements populistes en Haïti pourrait-elle en partie résulter du séisme, de ses conséquences et de la crise alimentaire ? Dans quelle mesure ces événements négatifs ont-ils influencé le populisme en Haïti ? Ces questions seront étudiées dans les trois prochains graphiques. La figure 159 évalue la relation entre le séisme et ses conséquences et le soutien accordé à la restriction des partis d'opposition. La figure 160 présente la relation entre le séisme et ses conséquences et l'appui accordé à l'idée d'un gouvernement sans représentants élus. Enfin, la figure 161 illustre la relation entre le séisme et ses conséquences et l'idée selon laquelle les minorités constituent une menace.

Nous avons identifié quelques relations fortes entre le populisme et les conséquences du séisme. Nous n'avons trouvé pratiquement aucun pattern dans la relation entre le soutien aux assertions populistes et les dégâts engendrés par le séisme sur les maisons ou les villes. Cependant, lorsque nous

en avons trouvé, il semble que les individus qui avaient été le plus touchés par le séisme et qui avaient connu une plus grande insécurité alimentaire étaient en réalité *moins* populistes que leurs compatriotes. Par exemple, il ressort que l'insécurité alimentaire entretient une relation négative avec les deux premières propositions populistes, tandis que sa relation avec la troisième proposition est indéterminée. Ceci signifie que les individus les plus exposés à l'insécurité alimentaire sont moins susceptibles que les autres de déclarer que les partis d'opposition devraient être restreints, ou que les citoyens devraient gouverner par voie directe.

De même, nous avons relevé que les individus vivant dans des camps de déplacés étaient moins en accord avec l'idée de s'opposer aux minorités, et que cette relation était statistiquement significative. Le fait de vivre dans un camp de déplacés engendre une diminution de 4 points dans l'appui à la proposition selon laquelle les partis d'opposition devraient être limités, et de 6 points dans l'appui à celle selon laquelle les voix minoritaires constituent une menace.



**Figure 159** Insécurité alimentaire, séisme et appui à l'idée de restreindre les partis d'opposition, Haïti 2012

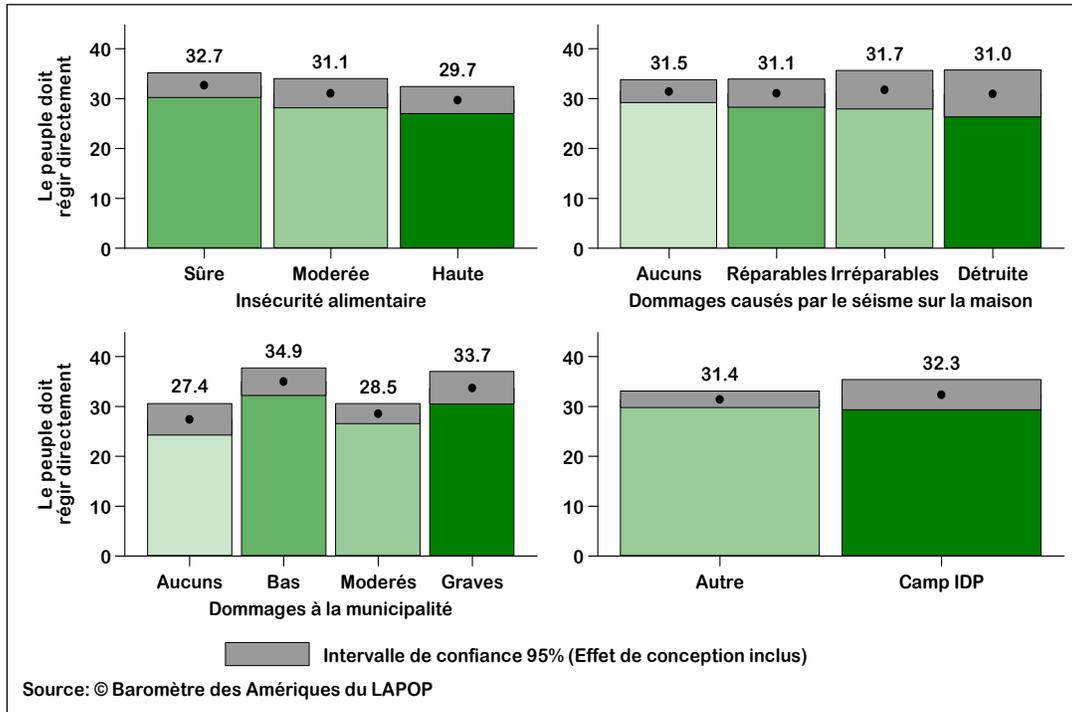


Figure 160 Insécurité alimentaire, séisme et appui au gouvernement sans représentants élus, Haïti 2012

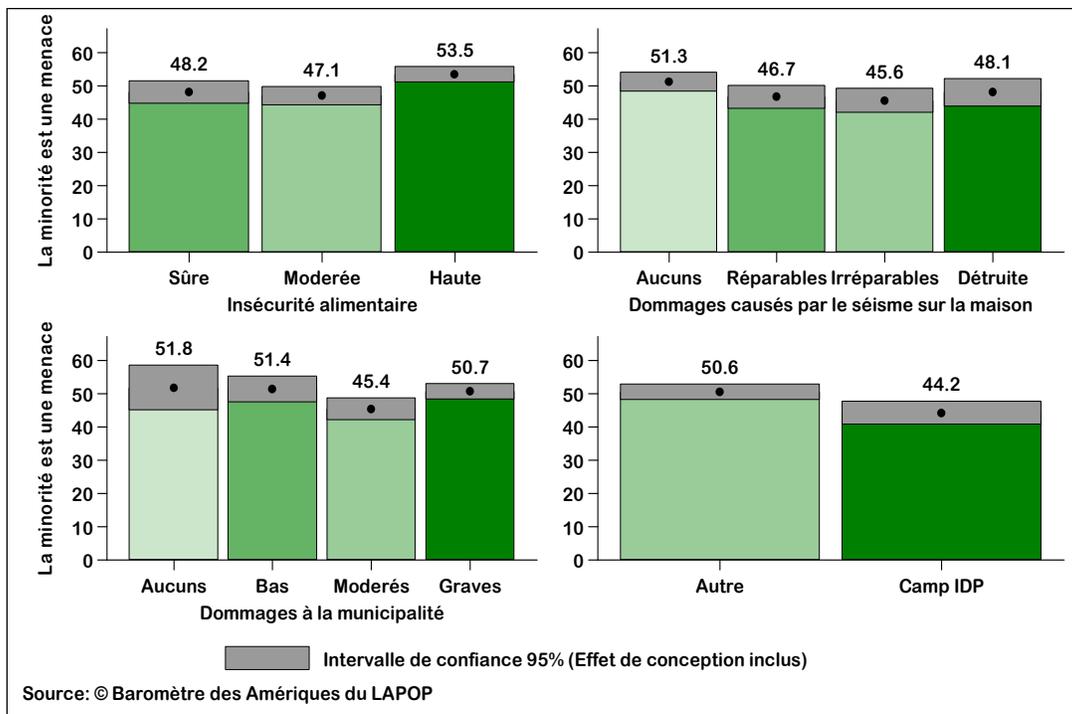


Figure 161 Insécurité alimentaire, séisme et appui à l'idée que les minorités sont une menace pour le pays, Haïti 2012

Dans l'ensemble, ces résultats relatifs au populisme suggèrent quelques conclusions générales. Tout d'abord, l'adhésion aux énoncés populistes est très élevée en Haïti, en particulier quand on aborde la volonté de restreindre les droits des minorités. De plus, on constate malgré tout que les expériences liées au séisme et à ses conséquences, de même que l'insécurité alimentaire, ne conduisent pas nécessairement les Haïtiens à adopter des attitudes populistes.

## V. Mobilisations sociales et appui au système politique

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous examinons dans quelle mesure le séisme et ses conséquences, ainsi que l'insécurité alimentaire, avaient influencé l'appui des Haïtiens envers le système politique et les avaient encouragés à protester. En effet, au vu des nombreuses manifestations qui ont explosé dans le pays juste après la crise alimentaire de 2008, il est plus que raisonnable de supposer qu'il existe encore une relation entre l'insécurité alimentaire et le niveau de contestation populaire. Dans le chapitre V, nous avons constaté que le niveau d'appui accordé au système politique en Haïti comptait parmi les trois plus faibles des Amériques. Et dans le chapitre II, nous avons relevé que le niveau de participation à la contestation politique en Haïti faisait partie des deux plus élevés des Amériques. Il est donc raisonnable de soupçonner que les événements sinistres qui ont accablé le pays sont en partie responsables de ces deux phénomènes.

Dans la figure 162, nous présentons un modèle de régression linéaire hiérarchique évaluant les facteurs qui déterminent le niveau d'appui aux institutions politiques des Haïtiens. Nous observons que les Haïtiens plus âgés, tout comme ceux qui perçoivent leur situation économique de manière plus positive, appuient davantage le système politique. Cependant (et de manière inhabituelle), la richesse et l'instruction ont peu de lien avec le soutien accordé au système politique. Quant aux variables auxquelles nous nous sommes le plus intéressés dans ce chapitre, il semble que les individus qui sont le plus exposés à une insécurité alimentaire appuient moins le régime politique que les autres. De plus, les dégâts liés au séisme et le fait de vivre dans des camps de déplacés sont deux éléments qui affectent le niveau d'appui au système.

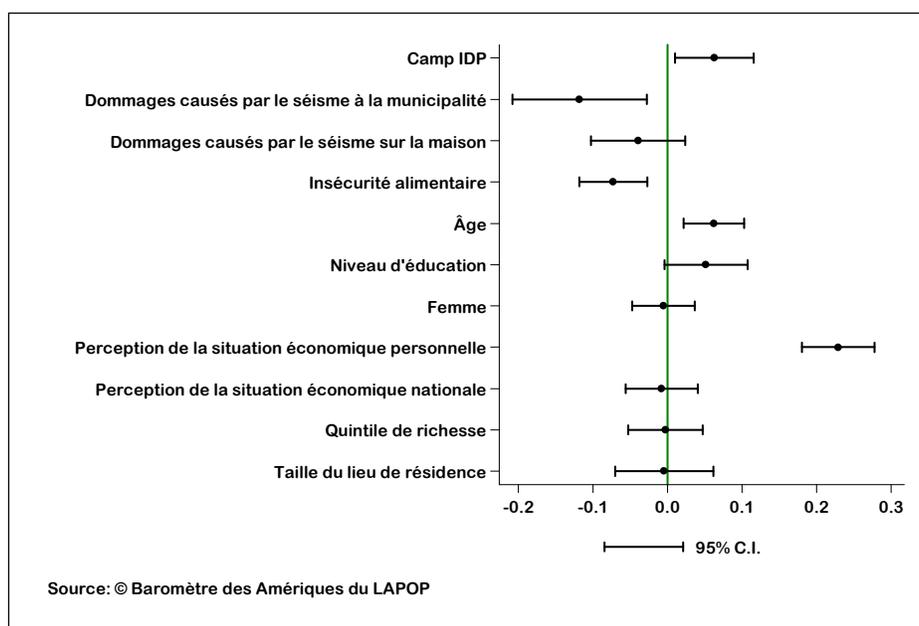


Figure 162 Déterminants de l'appui au régime politique, Haïti 2012

Nous réalisons ensuite une analyse bivariée pour voir si d'autres relations se révèlent plus fortes lorsque les variables liées au séisme et à ses conséquences sont considérées individuellement. La figure 163 indique que les individus fortement exposés à l'insécurité alimentaire appuient le système politique de 7 points de moins que ceux qui déclarent être dans un état de sécurité alimentaire. De même, les individus dont le domicile a été détruit par le séisme connaissent des niveaux d'appui au système politique de 6 points inférieurs à ceux qui ont déclaré que leur maison avait été épargnée. Cependant, les graphiques bivariés indiquent aussi que les dégâts causés par le séisme au niveau municipal, ainsi que le fait de vivre dans un camp de déplacés, n'ont pas d'impact important sur l'appui au système.

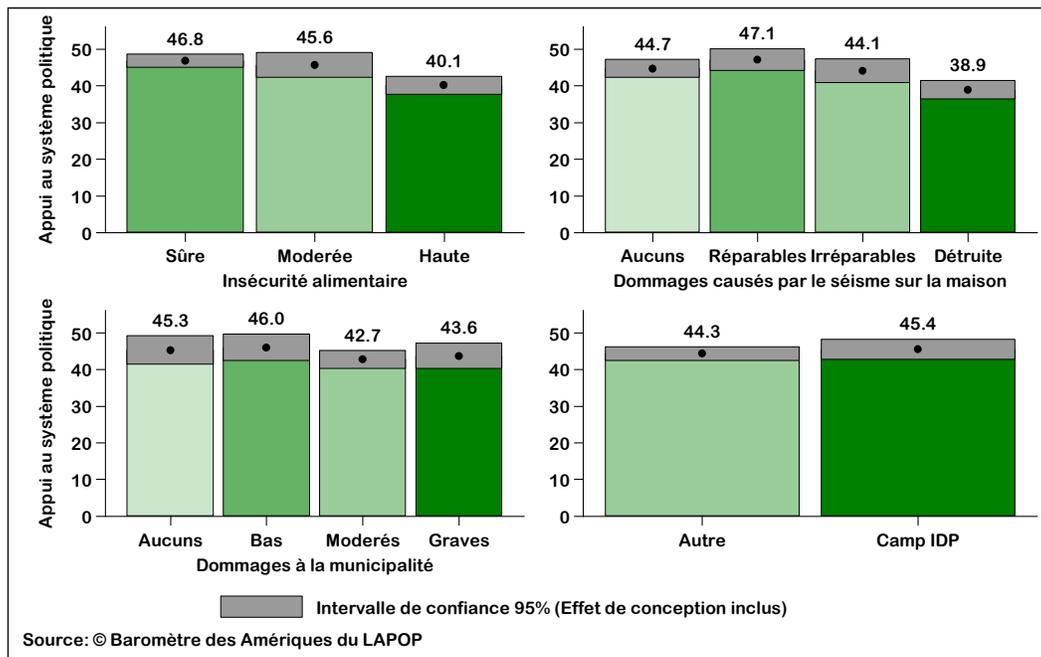


Figure 163 Insécurité alimentaire, séisme et appui au système politique, Haïti 2012

Il est possible que les expériences relatives au séisme et à l'insécurité alimentaire aient engendré une contestation. Dans la figure 164, nous examinons les facteurs qui augmentent la probabilité de participer à une manifestation<sup>15</sup>. En contrôlant pour les perceptions des Haïtiens selon lesquelles ils avaient été victimes de discrimination de la part du gouvernement (évoqué dans le chapitre III), nous constatons que la probabilité de participer à une manifestation n'est ni associée aux dégâts du séisme, ni à l'insécurité alimentaire, ni au fait de vivre dans des camps de déplacés. Cependant, dans d'autres analyses nous avons observé que les individus dont les maisons avaient été endommagées étaient plus susceptibles que les autres de se sentir discriminés ou traités injustement. Ainsi, des analyses plus approfondies indiquent que les dégâts liés au séisme peuvent conduire à de plus hauts niveaux de contestation populaire dans la mesure où ils affectent le sentiment des citoyens d'avoir été victimes de discrimination.

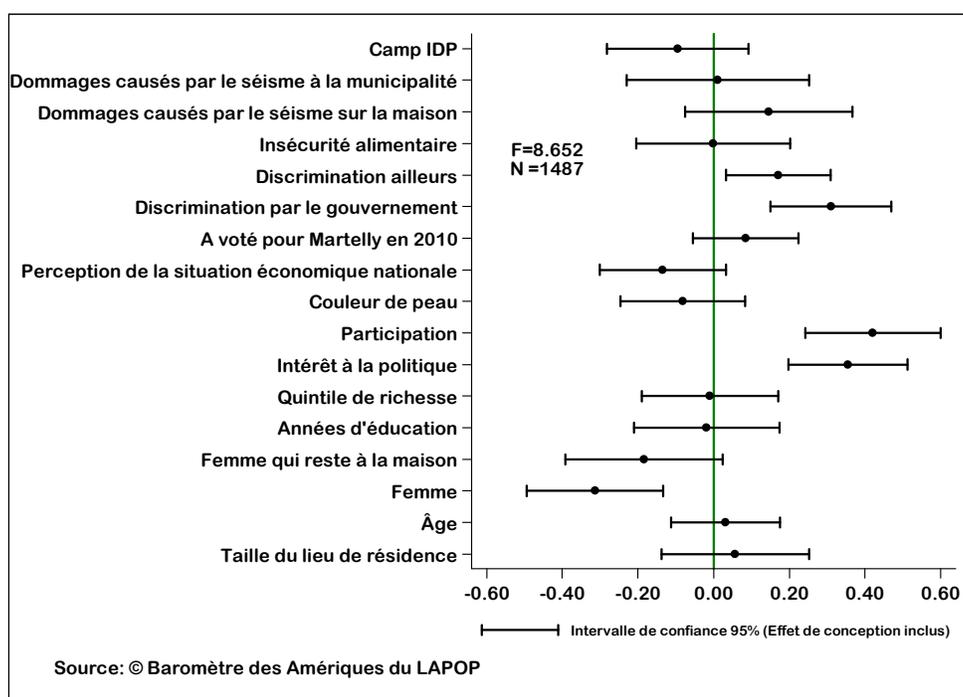


Figure 164 Déterminants des mobilisations sociales, Haïti 2012

Dans la figure 165, nous étudions les relations bivariées entre nos variables clés d'intérêt et la participation à la contestation populaire. À nouveau, nous observons seulement une petite relation entre l'insécurité alimentaire et la contestation, contrairement à ce que suggèrent les nombreuses protestations qui ont eu lieu lors de la crise alimentaire de 2008. Cependant, les dégâts liés au séisme sont fortement liés à la participation à la contestation. Les individus ayant déclaré que leur maison avait été détruite sont plus susceptibles de 8 points de pourcentage d'avoir participé à une manifestation que les individus ayant déclaré que leur maison n'avait pas été endommagée. En même temps, les individus vivant dans des municipalités ayant été très endommagés sont plus susceptibles de

<sup>15</sup>Le modèle est estimé par une régression logistique et comprend toutes les variables indépendantes du modèle de contestation populaire dans le chapitre trois. Lorsque le modèle est réestimé en utilisant la régression hiérarchique, les résultats sont identiques.

7 points de pourcentage d'avoir participé à une manifestation. Finalement, les habitants des camps de déplacés sont plus susceptibles de 3 points de pourcentage d'avoir participé à des manifestations, une différence qui n'est pas statistiquement significative.

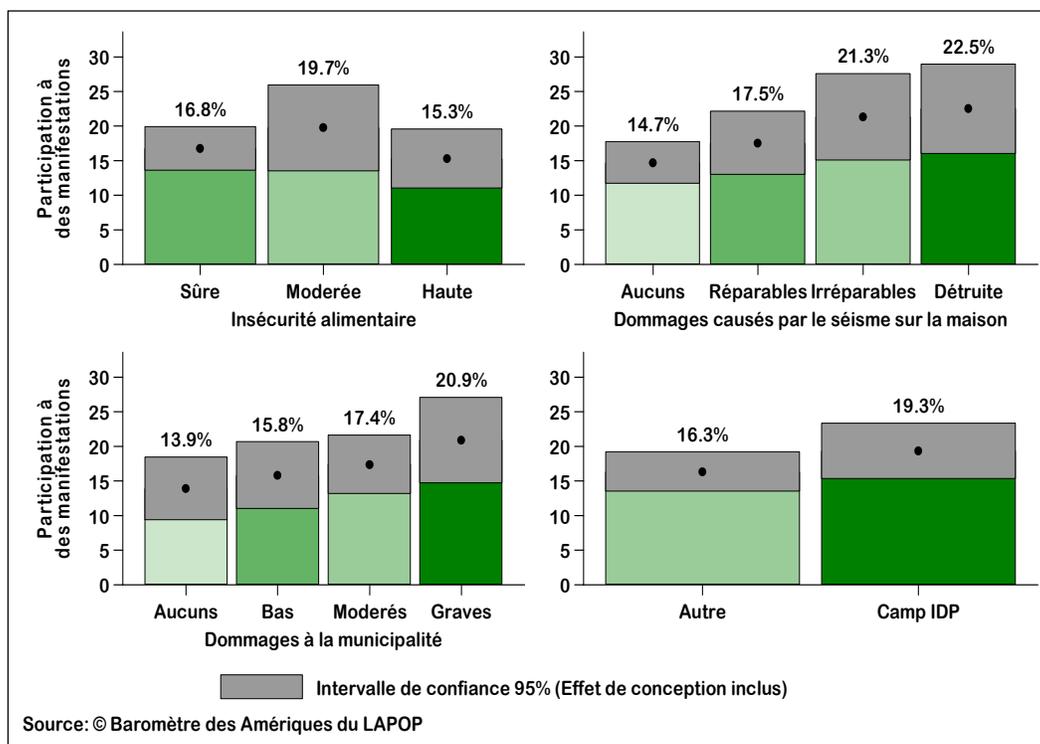


Figure 165 Insécurité alimentaire, séisme et mobilisations Sociales, Haïti 2012

## VI. Conclusion

Le séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 a été dramatique à plusieurs niveaux, entraînant de nombreuses pertes en vies humaines, de nombreux blessés, ainsi que la destruction des maisons et d'infrastructures. Plus indirectement, mais de manière tout aussi importante, le séisme et ses conséquences, telles que l'insécurité alimentaire, les dégâts causés aux maisons et aux municipalités, et la vie dans les camps pour les personnes déplacées, ont probablement affecté les attitudes personnelles et politiques des citoyens. Ces expériences sont susceptibles d'avoir abaissé le niveau de bien-être d'une façon substantielle. De même, elles ont sûrement influencé l'appui au régime démocratique, l'adhésion à des idées populistes, et l'appui au système politique. Finalement, il est possible qu'elles aient encouragé la contestation politique. Ce sont ces effets potentiels que nous avons étudiés tout au long de ce chapitre.

Tout d'abord, nous avons étudié le niveau de bien-être personnel. Nous avons constaté que même si le niveau de bien-être avait considérablement augmenté en Haïti entre 2010 et 2012, les Haïtiens demeuraient moins satisfaits de leur vie personnelle que les citoyens des autres pays des Amériques. Comme prévu, l'insécurité alimentaire a eu un effet majeur sur le niveau de bien être, abaissant les scores de 20 points sur une échelle de 0 à 100. Les citoyens ayant déclaré que leur maison

avait été endommagée par le séisme ou qui vivent dans des camps de déplacés sont également moins satisfaits de leur vie, même si ces effets ne sont pas aussi marqués que pour l'insécurité alimentaire.

Ensuite, nous nous sommes intéressés aux attitudes individuelles envers la démocratie comme forme de gouvernement. Ici, nous avons constaté que les Haïtiens appuyaient fortement la démocratie en tant que telle et que, pour la plupart, l'expérience de la privation n'avait eu que peu d'effets sur cette attitude. Cependant, les individus dont le séisme a endommagé la maison appuient un peu moins la démocratie, au moins d'après une des mesures de l'étude. Ces effets modérés sont néanmoins encourageants pour les personnes qui cherchent à maintenir et à promouvoir le régime démocratique en Haïti.

De plus, nous avons évalué le degré d'adhésion des Haïtiens aux principes populistes. Ici, nous observons que, en comparaison aux citoyens des autres pays de la région, les Haïtiens se révèlent très populistes lorsqu'il s'agit des droits des minorités et de la présence de partis d'opposition. Ils le sont moins en ce qui concerne l'appui à l'idée d'un gouvernement qui gouvernerait sans représentants élus. Malgré ces conclusions quelque peu inquiétantes, nous avons constaté que les privations, en particulier l'insécurité alimentaire, la vie dans les camps de déplacés, et les dégâts causés aux maisons par le séisme, avaient en réalité diminué l'adhésion aux idées populistes. Encore une fois, ceci est plutôt encourageant pour ceux qui se sentent concernés par la promotion de la démocratie en Haïti.

Finalement, nous avons étudié les effets du séisme sur l'appui au système politique et sur la contestation politique. Les individus ayant déclaré que leur maison avait été détruite par le séisme appuient moins le système et participent plus que les autres à la contestation politique. Le fait de vivre dans des camps de déplacés ou dans des municipalités ayant été très endommagées par le séisme, cependant, n'a pas d'impact sur l'appui au régime et sur la contestation. De plus, nous avons constaté que, si l'insécurité alimentaire diminuait l'appui au système, elle n'encourageait pas pour autant la participation à des manifestations.

En conclusion, il semble que le séisme n'ait eu qu'un effet minime sur les sentiments des Haïtiens envers les éléments abstraits du système politique, comme le régime politique et la démocratie. Cependant, en est-il de même pour les partis politiques et les politiciens ? Dans le chapitre suivant, nous prêtons attention au système de partis et à la compétition électorale en Haïti. Nous tentons de déceler quelles sont les tendances idéologiques, les politiciens et les partis qui jouissent du plus grand appui parmi les Haïtiens.



## Chapitre neuf : Le comportement électoral, le gouvernement et la performance des partis politiques

### I. Introduction

Comment les Haïtiens perçoivent-ils les organisations politiques ? Avec quels partis politiques s'identifient-ils ? Les Haïtiens s'identifient-ils selon l'axe gauche-droite ? Quels candidats reçoivent leur appui ? Enfin, comment évaluent-ils la performance du Président de la République et des membres du Parlement ? Les attitudes envers la démocratie et le système politique qui ont été jusqu'ici au coeur de ce rapport sont des éléments-clés pour assurer la stabilité démocratique d'Haïti. Cependant, Haïtiens sur une base quotidienne rencontrent le système politique grâce principalement à des campagnes politiques et à des évaluations de politiciens qui sont en concurrence avec d'autres politiciens. Au chapitre 2, nous avons conclu que les Haïtiens, en comparaison aux autres citoyens des Amériques, ont un taux de participation très élevé dans les campagnes électorales. Dans ce chapitre, nous nous demandons qui sont ces Haïtiens.

Haïti a connu son lot d'instabilité politique au cours des dernières décennies. Bien que la politique soit généralement une source de division, les élections haïtiennes ont souvent créé des situations très tendues, accompagnées d'une mobilisation populaire importante. Les élections présidentielles de 2006 et 2010 en font foi. Ces dernières ont donné lieu à des manifestations populaires qui ont amené plusieurs milliers de personnes à prendre la rue d'assaut. Les manifestants y décriaient le caractère apparemment frauduleux du processus électoral et les décisions des autorités électorales. Ces personnes ont été mobilisées par des politiciens qui aspiraient vraisemblablement à influencer l'issue du scrutin en utilisant la pression de la rue. En 2006, par exemple, ces manifestations ont amené les autorités électorales à réinterpréter la loi électorale en ce qui concerne les votes blancs. Plutôt que de les comptabiliser dans une catégorie propre, tel que prévu par la loi, ils ont été redistribués aux différents candidats, proportionnellement aux votes qu'ils ont reçus. C'est ce qui a permis au candidat René Préval d'obtenir plus 50% des voix exprimées et de pouvoir être déclaré vainqueur dès le premier tour. En 2010, la mobilisation populaire dans les rues a forcé un recomptage partiel des votes après que le candidat du parti du président sortant ait été exclu du deuxième tour des élections. Dans les deux cas, la communauté internationale a exercé une influence qui a certainement orienté la réponse des institutions haïtiennes à la pression populaire. Qu'est ce qui fait que les Haïtiens descendent dans les rues ? Dans les cas considérés antérieurement, protestaient-ils dans le but de défendre leurs convictions et idéologies ou répondaient-ils tout simplement aux efforts de mobilisation des partis politiques ?

Dans ce dernier chapitre, nous considérons d'abord la préférence idéologique des répondants, c'est-à-dire leur positionnement sur l'échelle gauche-droite, ainsi que l'identification aux partis politiques. Ailleurs dans le monde, nombreux sont ceux qui ne se sentent proche d'aucun parti ou qui refusent de se positionner sur l'échelle gauche-droite. Il est donc très intéressant de documenter cette réalité en Haïti. Même s'il est vrai qu'au moment d'administrer le sondage, le Président Martelly n'avait pas encore complété une année en poste, nous sommes tout de même curieux de voir quels seraient les résultats d'une nouvelle élection. Dans cette perspective, nous avons présenté la question suivante aux répondants : « Si les prochaines élections se tenaient au cours de cette semaine, comment voteriez-vous ? ». Finalement, nous considérons l'évaluation que les citoyens font des acteurs et institutions politiques comme le Président, le Parlement et les partis politiques.

## II. Idéologie et proximité partisane

L'idéologie est l'un des thèmes les plus documentés dans le domaine de l'opinion publique. Elle est généralement représentée par une échelle de 10 points allant de la gauche vers la droite, sur laquelle on invite le répondant à s'auto-positionner. Nous avons inséré cette échelle dans chaque vague du Baromètre des Amériques. La formulation suivante a été utilisée<sup>1</sup> :

**L1.** Changeons de sujet maintenant, dans cette carte vous pouvez voir une échelle allant de gauche à droite. Le chiffre 1 signifie la gauche et le chiffre 10 signifie la droite. De nos jours, lorsque l'on pense aux préférences politiques, on trouve des gens qui se reconnaissent dans la gauche et dans la droite. En d'autres termes, certaines personnes s'identifient davantage avec la gauche et d'autres avec la droite. Selon ce que les termes gauche et droite signifient pour vous, et en pensant à vos propres préférences politiques, où vous situez-vous sur cette échelle ? Dites-moi le chiffre.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	DK 88	DA 98
<b>Gauche</b>										<b>Droite</b>	

Des recherches antérieures ont démontré que l'idéologie est un concept global qui peut aider les citoyens à arrêter leurs préférences sur un large éventail de sujets comme les politiques de bien-être social et l'appui aux grandes entreprises<sup>2</sup>. Ainsi, nous croyons que l'analyse des réponses à cette question peut nous aider à mieux comprendre l'attitude des citoyens sur les questions d'actualité. Des recherches réalisées dans le contexte latino-américain ont montré que de nombreux individus, particulièrement les moins scolarisés et les moins intéressés par la politique, ne s'identifient à aucune des deux positions<sup>3</sup>. Nous cherchons ici à savoir si les Haïtiens se reconnaissent dans le schéma gauche-droite et, dans l'affirmative, où ils se positionnent.

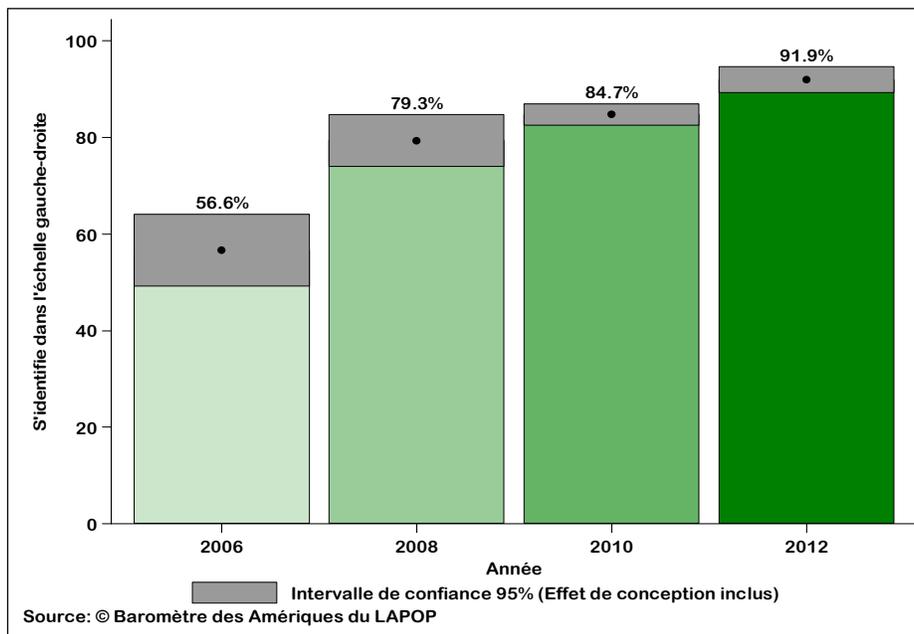
Dans la figure 166 nous examinons le pourcentage de répondants qui se positionnent sur l'échelle gauche droite depuis 2006. Il est intéressant de constater que le pourcentage de répondants qui acceptent de se positionner sur l'échelle est en augmentation constante au fil du temps et, qu'en 2012, plus de 9 répondants sur 10 indiquent une position. En Haïti, seulement 6,8 % des répondants refusent de se positionner, ce qui représente le plus faible pourcentage dans les Amériques (résultats non présentés). Les recherches antérieures concluent que la politisation et la polarisation des élites affectent directement le pourcentage de citoyens qui s'identifient sur l'axe gauche-droite<sup>4</sup>. Avec un nombre si élevé, nos résultats suggèrent donc que les politiciens haïtiens font amplement usage de ces étiquettes. Aristide, un personnage politique important de l'histoire haïtienne récente, faisait constamment référence à ce genre de vocabulaire.

<sup>1</sup> Aux États-Unis d'Amérique et à la Guyane nous avons de préférence utilisé la question LIB. Celle-ci remplace l'étiquette « droite » et « gauche » par celle de « libéral » et « conservateur »

<sup>2</sup> Converse, Philip E. "The Nature of Belief Systems in Mass Publics." In *Ideology and Discontent*. London: Free Press of Glencoe, 1964; Knight, Kathleen. "Transformations of the Concept of Ideology in the Twentieth Century." *American Political Science Review* 100, no. 4 (2006): 619-26; Peffley, Mark, et Jon Hurwitz. "A Hierarchical Model of Attitude Constraint." *American Journal of Political Science* 29, no. 4 (1985): 871-90.

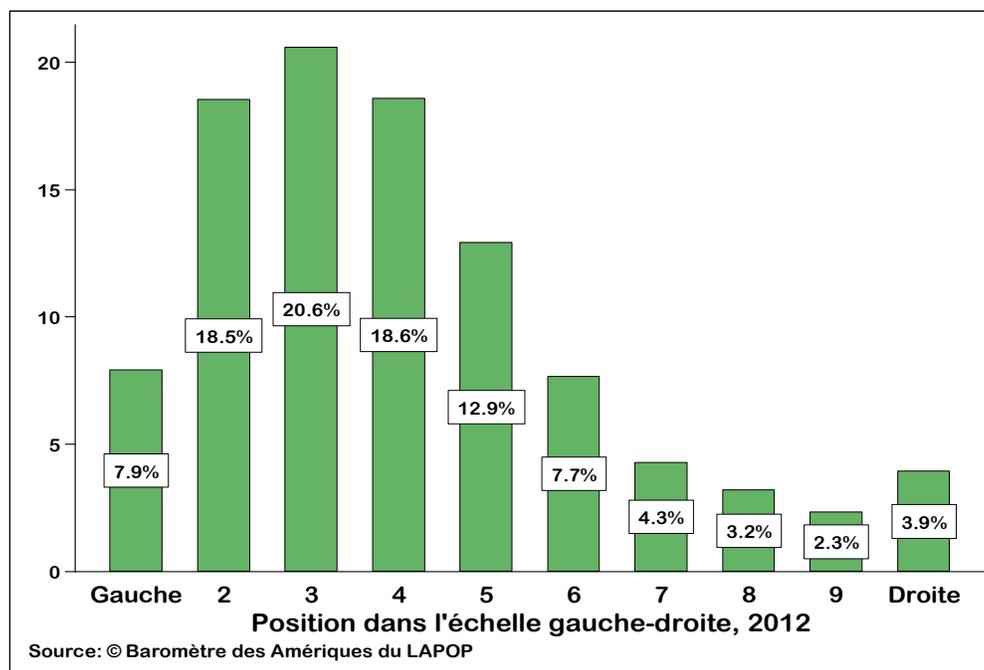
<sup>3</sup> Ames, Barry, et Amy Erica Smith. "Knowing Left from Right: Ideological Identification in Brazil, 2002-2006." *Journal of Politics in Latin America* 2, no. 3 (2010): 3-38; Zechmeister, Elizabeth, et Margarita Corral. "Individual and Contextual Constraints on Ideological Labels in Latin America." *Comparative Political Studies* (Forthcoming).

<sup>4</sup> Ames, Barry, et Amy Erica Smith. "Knowing Left from Right: Ideological Identification in Brazil, 2002-2006." *Journal of Politics in Latin America* 2, no. 3 (2010): 3-38.



**Figure 166 Pourcentage des citoyens qui se positionnent sur le spectre « droite » et « gauche », Haïti 2012**

Nous voulons aussi savoir quelles sont les préférences dominantes dans le spectre « gauche » et « droite » en Haïti. La figure 167 présente la distribution des Haïtiens qui ont révélé leur préférence en 2012. Il est évident que les Haïtiens tendent vers la gauche du spectre. Le niveau le plus populaire est de 3 sur une échelle de 1 à 10 ; chacune des positions entre 2 et 5 (inclusivement) rassemble plus de 10 % des répondants. À l'inverse, les positions les moins populaires se situent entre 7 et 10, 9 étant la moins populaire de toutes avec seulement 2 % des répondants.



**Figure 167 La position des Haïtiens sur l'échelle gauche-droite, 2012**

Comment la position idéologique des Haïtiens a-t-elle évoluée au fil du temps ? La figure 168 montre la moyenne des positions pour chaque vague du Baromètre des Amériques. Il faut se souvenir que le spectre est une échelle qui va de 1 à 10. Nous observons que la moyenne des positions des Haïtiens sur l'échelle reste inchangée depuis 2010, à 4,1. En 2006 et 2008, au contraire, les Haïtiens se situaient plus proches du point médian (5,5). Ils étaient à 5,2 en 2006 et 5,4 en 2008. Ainsi nous pouvons observer que la moyenne de la position des Haïtiens a changé de plus d'un point entre 2008 et 2010.

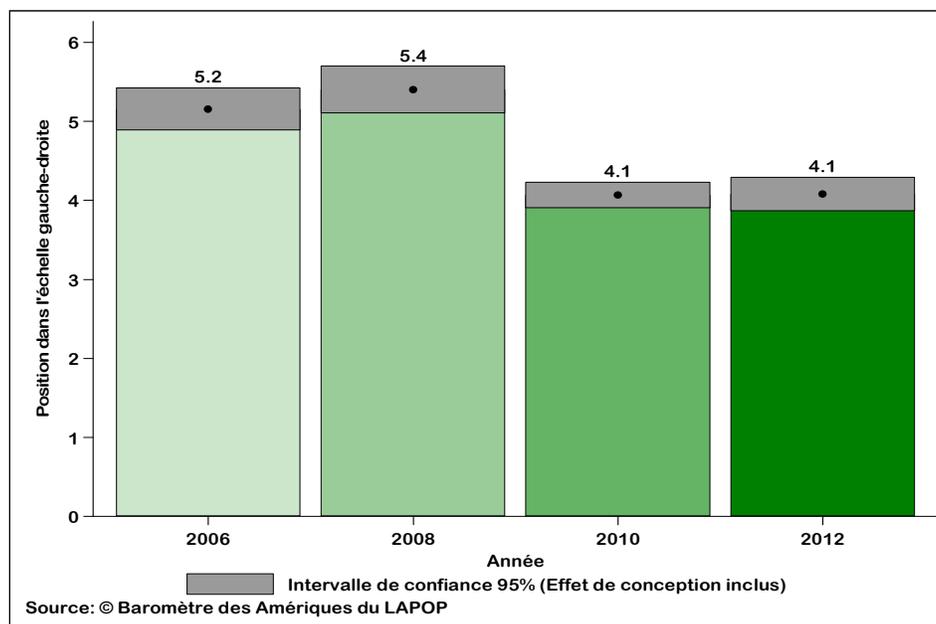


Figure 168 Position moyenne sur l'échelle gauche-droite, Haïti 2006-2012

Qu'est ce que la moyenne de 4,1 représente en perspective comparée ? Dans la figure 169 nous présentons la moyenne de positionnement des citoyens des Amériques. Nous pouvons observer que le cas haïtien est particulier. C'est le pays où les citoyens se positionnent le plus à gauche sur l'axe idéologique. La figure révèle qu'en général les citoyens de la région se situent aux environs du point médian (5,5). Les répondants se classent dans une position qui va de la droite vers le centre dans 11 pays (Mexique, Costa Rica, El Salvador, Colombie, Paraguay, République Dominicaine, Belize, Suriname, Trinité et Tobago, Canada et États-Unis). Dans les autres cas, les répondants se positionnent de la gauche vers le centre (Haïti, Guatemala, Nicaragua, Bolivie, Chili, Uruguay et Brésil).

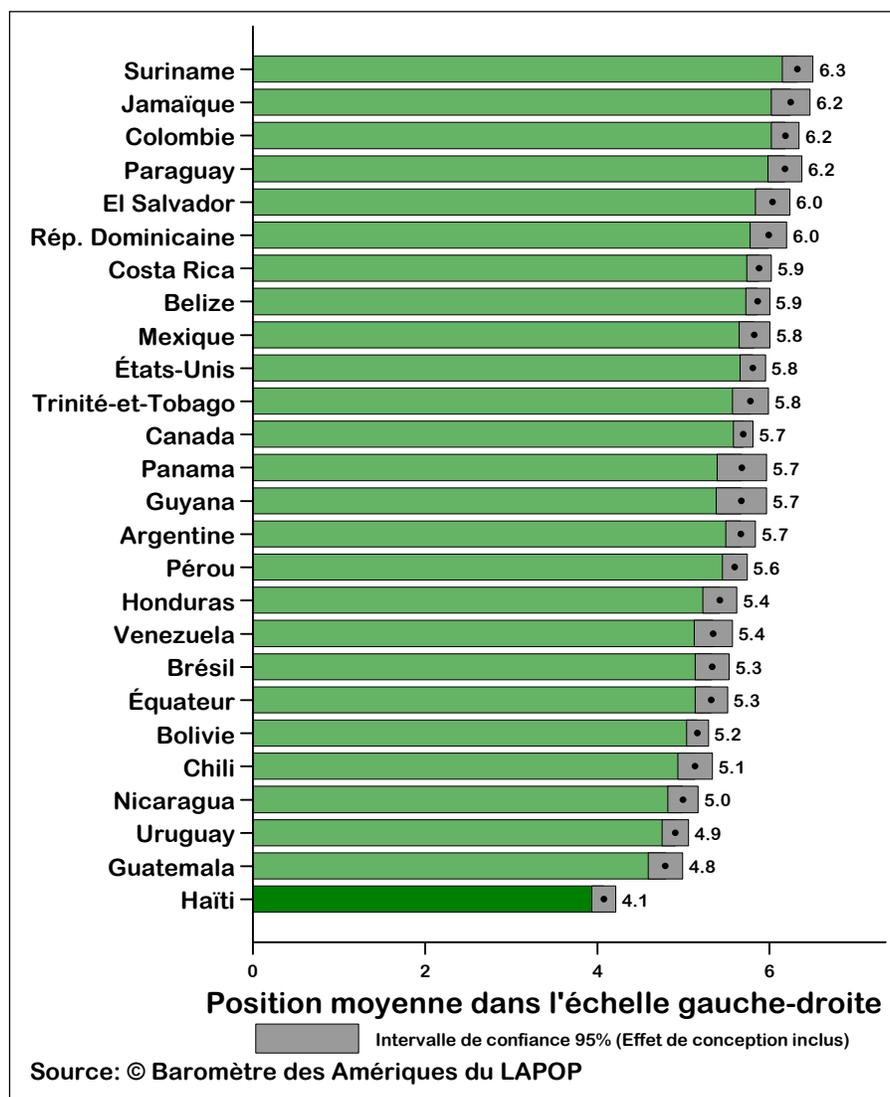


Figure 169 Positionnement moyen des citoyens des Amériques sur l'axe idéologique, 2012

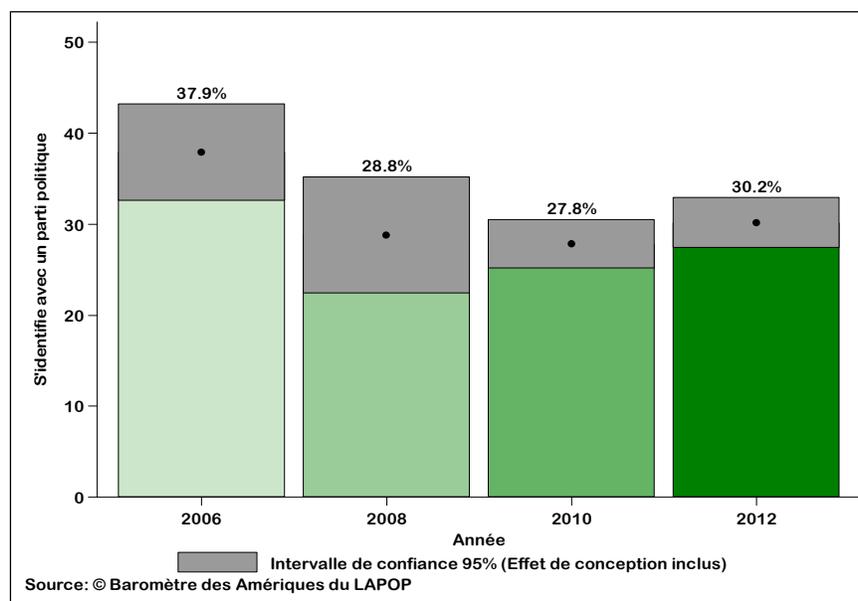
Outre l'idéologie, la proximité partisane est généralement utilisée par les citoyens des pays démocratiques pour structurer leur connaissance de la politique. Il se peut qu'en plus d'être un déterminant du vote, le rapport des citoyens aux partis puisse influencer leurs attitudes sur d'autres sujets de société. Plusieurs chercheurs ont conclu que les citoyens qui se sentent proches d'un parti se renseignent le plus souvent de la politique à partir des élites de ce parti. Dans ce sens, les élites servent de repères et façonnent l'opinion des citoyens sur les candidats pour qui ils votent ainsi que leur position sur les sujets d'actualité<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Campbell, Angus, Philip E. Converse, Warren E. Miller, et Donald E. Stokes. *The American Voter: An Abridgement*. New York: John Wiley, 1964; Carsey, Thomas M., et Geoffrey C. Layman. "Changing Sides or Changing Minds? Party Identification and Policy Preferences in the American Electorate." *American Journal of Political Science* 50, no. 2 (2006): 464-77; Evans, Geoffrey, et Robert Andersen. "The Political Conditioning of Economic Perceptions." *The Journal of Politics* 68, no. 01 (2006): 194-207.

Le Baromètre des Amériques évalue la proximité partisane des citoyens des Amériques à l'aide des questions suivantes. Il faut noter que VB10 a été posée dans chaque vague du Baromètre depuis 2006 et que la question VB11 n'a été posée qu'en 2008, 2010 et 2012.

<b>VB10.</b> Vous sentez-vous proche d'un parti politique ?			
(1) Oui <b>[Continuez]</b>	(2) Non <b>[Passez a POL1]</b>	(88) NS <b>[Passez a POL1]</b>	
(98) NR <b>[Passez a POL1]</b>			
<b>VB11.</b> Quel est le parti politique avec lequel vous vous identifiez ? <b>[Ne pas lire]</b>			
(2201) Fwon Lespwa	(2202) RDNP		
(2203) Respè	(2204) Repons Peyizan		
(2205) MPH	(2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne		
(2207) Oganizasyon Pèp Kap Litè	(2208) Alyans/Alliance Démocratique		
(2209) Renmen Ayiti	(2210) Ansanm nou Fo		
(2211) Lavalas	(2212) Unité		
(77) Autres	(88) NS	(98) NR	(99) NR

Nous commençons par examiner le pourcentage des Haïtiens qui déclarent une quelconque proximité partisane. À la figure 170 nous rapportons l'évaluation des réponses depuis 2006. Nous remarquons que 38 % des répondants se sentaient proches d'un parti en 2006 et que ce pourcentage a chuté de 10 points en 2010. En 2012, les Haïtiens qui se sentent proche d'un parti politique ne représentent que 30 % des répondants.



**Figure 170 Pourcentage des personnes qui se sentent proches d'un parti, Haïti 2006-2012**

Un taux de 30 % de proximité partisane peut paraître très bas, cependant nous savons que le rapport avec les partis n'est pas très porteur pour les citoyens des Amériques<sup>6</sup>. Où se situent les Haïtiens par rapport aux autres citoyens de la région ? Dans la figure 171 nous examinons le rapport

<sup>6</sup> Voir sur ce thème Batista Pereira, Frederico. "Why Are There More Partisans in Some Countries than in Others?" *AmericasBarometer Insights* 71 (2012).

aux partis dans les Amériques. Nous pouvons constater qu'avec son taux de 30 %, Haïti se situe à une position médiane dans la région. La relation avec les partis montre une grande variation dans les Amériques. La République Dominicaine et les États-Unis sont les deux pays où les citoyens déclarent, avec 60 %, le plus haut niveau de proximité partisane. Dans seulement quatre pays cette relation dépasse-t-elle la moitié des répondants : les deux pays antérieurement mentionnés, le Nicaragua et l'Uruguay. Par contre, on retrouve quatre pays (Pérou, Bolivie, Chili et Guatemala) où seulement 20 % des citoyens se sentent proches d'un parti.

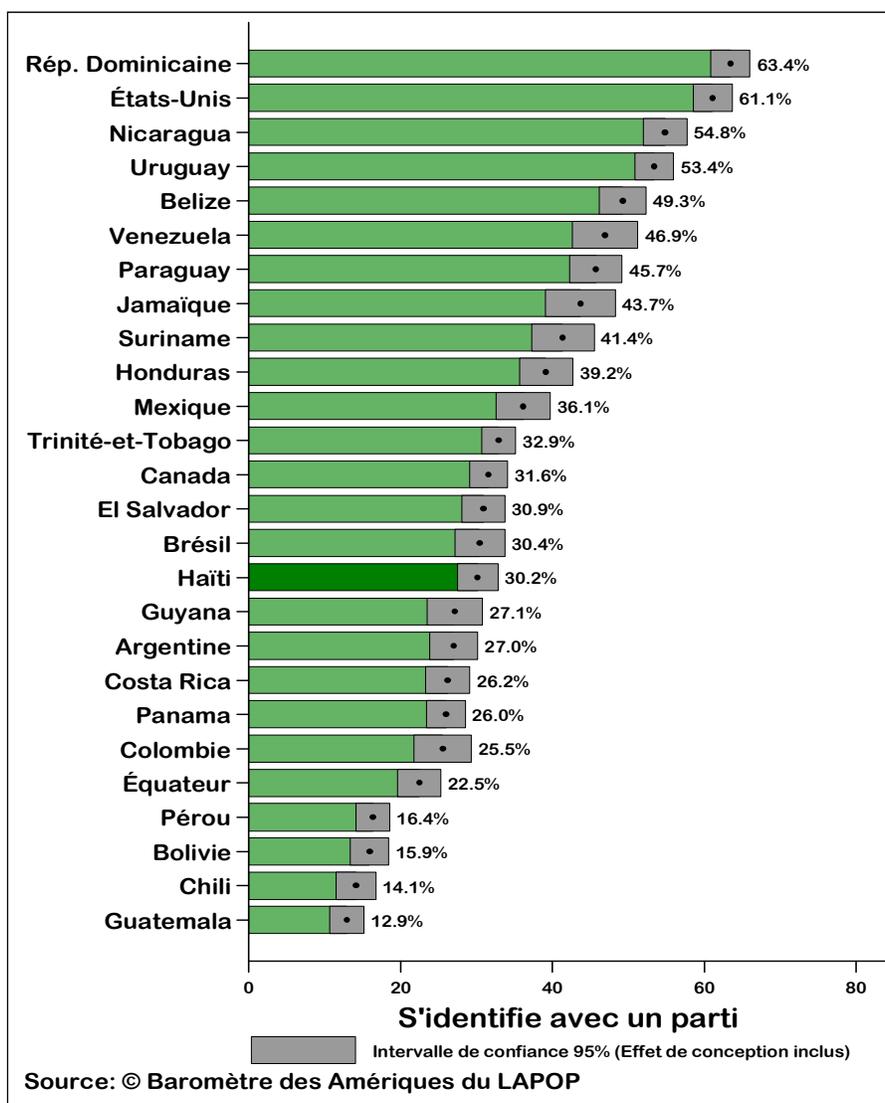


Figure 171 Pourcentage des personnes qui se sentent proches d'un parti dans les Amériques, 2012

Quels sont les partis qui attirent le plus de sympathisants en Haïti ? Dans le cas des citoyens qui déclarent une proximité partisane, nous leur avons demandé d'identifier ce parti. La figure 172 indique que 71 % des répondants se sentent proches du parti Repons Peyizan, le parti du Président. Ce fait est très intéressant puisqu'avant 2010 ce parti n'avait jamais présenté un candidat à la Présidence et

n'avait jamais obtenu un siège au parlement. Donc ces chiffres nous laissent croire que ce niveau d'appui au parti Repons Peyizan est étroitement lié à la figure du Président Martelly.

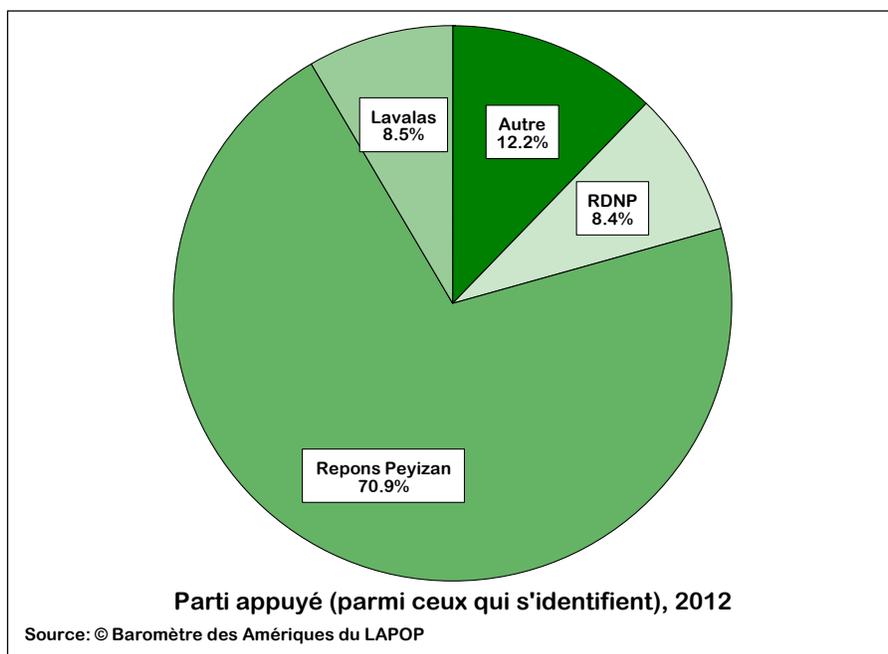


Figure 172 Appui aux partis, Haïti 2012

La figure 173 présente l'évolution des préférences partisanes des Haïtiens depuis 2008. Les résultats confirment notre intuition sur l'origine de l'attachement au parti Repons Peyizan. Le niveau d'appui aux différents partis politiques fluctue selon le gouvernement en place. En 2008, la majorité des répondants se déclaraient partisans du parti Fwon Lespwa. Ce parti a été fondé par le président René Préal juste avant les élections de 2006 dans le but de se dissocier de l'ancien Président Aristide et de son parti Fanmi Lavalas. En 2010, de nombreux supporters du parti Fanmi Lavalas ont rejoint le parti Fwon Lespwa.

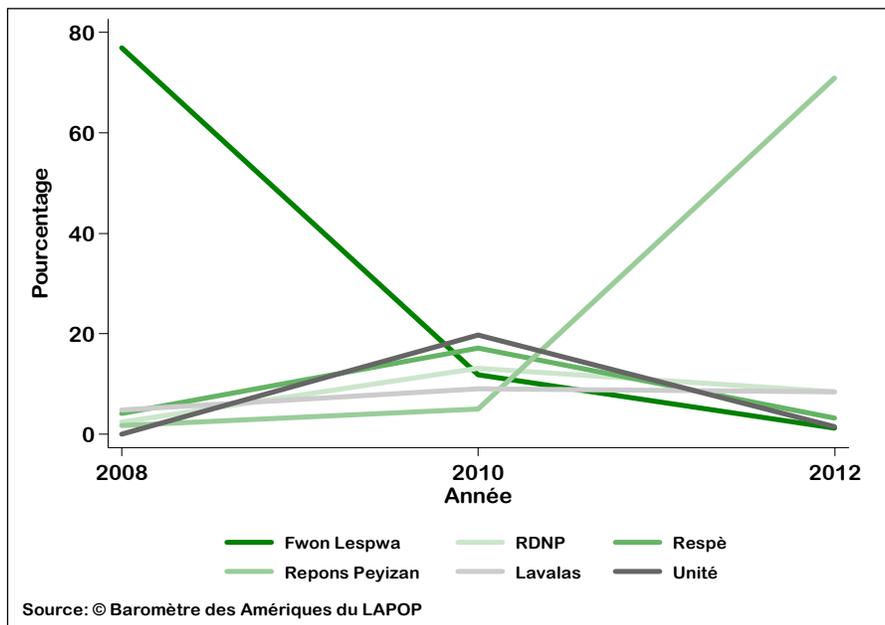


Figure 173 Appui aux partis, Haïti 2008-2012

Dans le contexte des élections parlementaire et présidentielle de 2010, le Président Préval tenta à nouveau le coup en fondant le parti Unité, un parti créé dans le but de résoudre les divisions internes du parti Fwon Lespwa. La stratégie a réussi dans une certaine mesure. Au niveau parlementaire, le parti a obtenu 33 sièges à la Chambre des députés (sur 99) et 5 sièges au Sénat (sur les 11 qui étaient disponibles). La stratégie n'a pas généré le même résultat à l'élection présidentielle. Le candidat du parti Fwon Lespwa a été éliminé au premier tour (le 28 novembre, 2010).

Les chercheurs qui se consacrent à l'étude des partis politiques ont mis en exergue la nécessité « d'institutionnalisation » des systèmes partisanes, à savoir que les partis politiques qui rivalisent aux élections viennent à offrir un cadre stable et prévisible pour la compétition politique<sup>7</sup>. Avoir un système de partis institutionnalisés est un signe de maturité du système démocratique ; un système politique dans lequel tous les acteurs du jeu démocratique suivent les mêmes règles, lesquelles sont stables dans le temps. Le fait que la proximité partisane varie selon le président en place est un signe du faible degré d'institutionnalisation du système de partis haïtien.

### III. Pour qui voteraient les haïtiens si des élections avaient lieu cette semaine ?

Comme nous l'avons vu précédemment, l'idéologie et la proximité partisane constituent des repères pour les citoyens dans le choix de leur candidat et leur opinion sur la politique en général. Nous nous tournons maintenant vers le cœur du sujet : quels candidats reçoivent le plus d'appuis le jour des élections ? Le Baromètre des Amériques utilise la question VB20 à cet effet. Elle demande aux citoyens des Amériques pour qui ils voteraient si « les élections (parlementaire/ présidentielle) avaient lieu cette semaine ». Les résultats pour cette question doivent être interprétés avec quelques mises en garde en Haïti. En premier lieu, les candidats à la présidence ne peuvent pas se postuler pour des mandats consécutifs, ce qui, pourrait avoir affecté la probabilité des répondants de choisir le

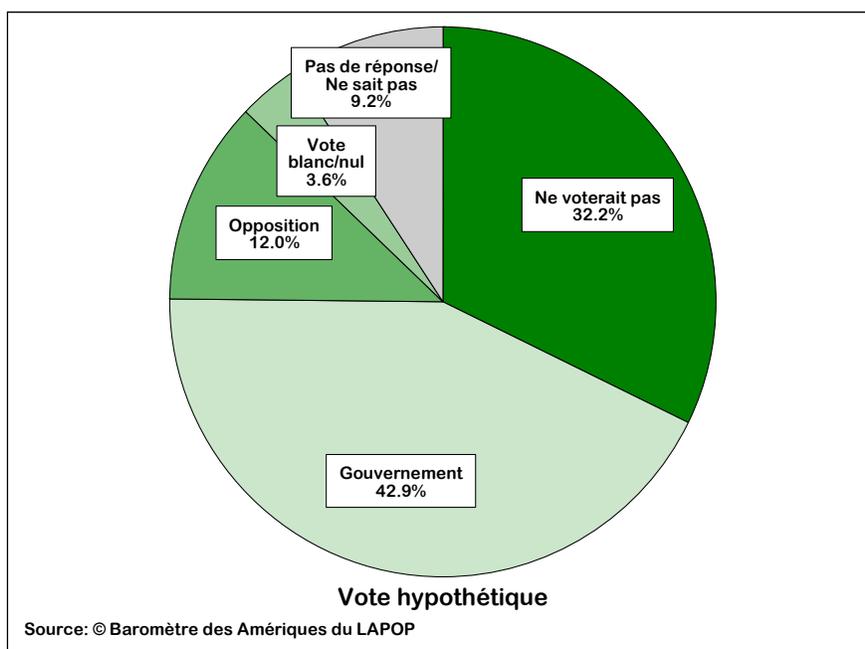
<sup>7</sup> Mainwaring, Scott, et Timothy Scully. *Building Democratic Institutions: Party Systems in Latin America*. Stanford: Stanford University Press, 1995.

Président en poste. En outre, depuis 2008, les bulletins de vote en Haïti prévoient expressément la possibilité de choisir « aucun candidat ». Cependant, les réponses peuvent être instructives.

**VB20.** Si les prochaines élections avaient lieu cette semaine, pour qui voteriez vous ? **[Lisez les options]**

(1) Ne voterait pas  
 (2) Voterait pour le Président actuel ou son parti  
 (3) Voterait pour un parti ou un candidat autre que le parti ou l'actuel Président  
 (4) Voterait en blanc ou annulerait mon vote (88)NS (98)NR

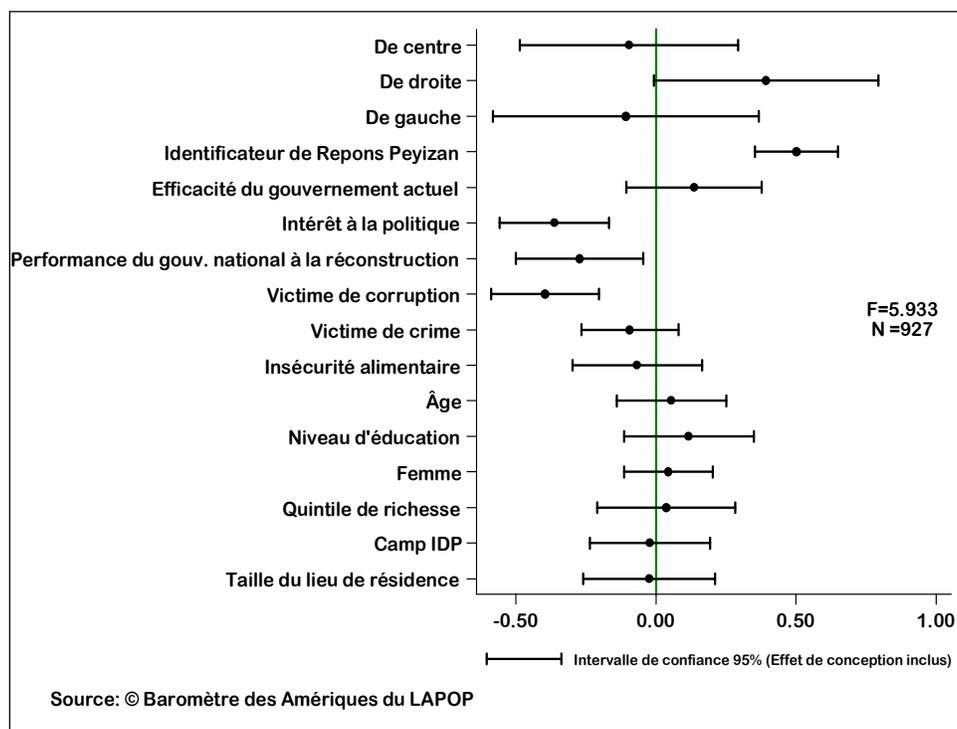
La figure 174 présente les réponses à la question VB20. La faiblesse du système de partis saute aux yeux. Des 57 % des électeurs qui ne voteraient pas pour le Président actuel, plus de la moitié s'abstiendraient plutôt que de voter pour le candidat d'un autre parti politique. Seulement 12 % des répondants auraient voté pour un parti de l'opposition. Cela suggérerait que les électeurs ne se sentent pas interpellés par l'offre politique de l'opposition en 2012.



**Figure 174 Intentions de vote, Haïti 2012**

Qui sont ces électeurs qui voteraient pour le Président en poste ? Dans la figure 175 nous présentons les résultats d'un modèle de régression logistique qui explore l'appui au Président en poste. Il faut noter que l'analyse ne tient pas compte de ceux qui ont déclaré qu'ils s'abstiendraient ou voteraient en blancs. Donc l'analyse est limitée aux 1 013 répondants qui ont choisi les options 2 ou 3 à la question VB20<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Le "N" dans la figure est moindre a cause des gens qui n'ont répondu à certaines questions que nous analysons ici.



**Figure 175 Déterminants de l'appui au candidat du Président en poste, Haïti 2012**

En premier lieu, nous examinons l'impact des attitudes sur l'intention de vote. Nous constatons que les Haïtiens qui se positionnent à droite sur l'échelle idéologique sont plus enclins à appuyer le Président en poste<sup>9</sup>. En outre, les sympathisants du parti Repons Peyizan montrent une plus grande propension à voter pour le Président en poste. Comme nous l'avons déjà suggéré, nous croyons que l'appui au parti Repos Peyizan est principalement dû à la popularité du Président Martelly. Il est assez surprenant de constater que l'évaluation de l'efficacité du gouvernement n'a aucun impact sur l'intention de vote et que l'évaluation positive de la performance du gouvernement dans les efforts de reconstruction a un effet négatif sur l'appui au Président en poste<sup>10</sup>. Les résultats indiquent aussi que l'intérêt pour la politique a un effet positif sur l'appui au Président en poste<sup>11</sup>. Le fait que Martelly ait été un candidat anti-système contribue peut-être à expliquer l'effet contre-intuitif de la performance gouvernementale et de l'intérêt pour la politique. Martelly aurait ainsi bénéficié de l'appui des électeurs insatisfaits du statu quo politique.

Les répondants qui affirment avoir été victimes d'un acte de corruption sont moins enclins à appuyer le Président en poste. La victimisation par le crime et l'insécurité alimentaire n'ont aucun impact sur le vote. Enfin, les caractéristiques personnelles telles que l'âge, la scolarité, le revenu et le

<sup>9</sup> Le coefficient pour les citoyens se classant à droite est statistiquement significatif ( $p = 0,054$ ). Ceux qui se positionnent dans les positions 1-4 sont considérés comme de gauche, les 7-10 de droite et 5-6 au centre. Les catégories omises sont ceux qui ne se sont pas positionnés sur l'échelle gauche-droite.

<sup>10</sup> Les évaluations de l'efficacité du gouvernement sont basées sur la variable EFICGOV. Un indice est construit en calculant le score moyen des réponses aux sous-questions concernant la lutte à la pauvreté et à la corruption, la promotion des principes démocratiques et la lutte contre l'insécurité. Les évaluations de la performance du gouvernement dans les efforts de reconstruction se basent sur la variable HAIPERF1.

<sup>11</sup> L'intérêt politique est mesuré à l'aide de la variable POL1.

sexe n'ont pas d'effet sur l'intention de vote, tout comme la variable mesurant la taille de la communauté dans laquelle habite le répondant ou le fait d'habiter un camps de déplacés.

Dans les prochaines figures, nous explorons plus en profondeur la relation entre chacune des variables utilisées dans la régression logistique précédente. La figure 176 examine la relation entre les caractéristiques individuelles et le vote pour le candidat du Président en poste. Nous observons très peu de différences qui sont statistiquement significatives, même si les tableaux suggèrent la présence de certaines relations. En premier lieu, on peut remarquer que les plus pauvres sont légèrement plus enclins à appuyer le Président en poste. Ceux qui se trouvent dans le premier quintile ont une probabilité inférieure de 7 points d'appuyer le Président Martelly que ceux du quintile le plus riche. Ceux qui n'ont pas fréquenté l'école sont plus enclins à appuyer le Président (90%). Par ailleurs, on observe très peu de variation entre les répondants qui ont fait des études de niveau primaire, secondaire et universitaire. Il semblerait que les femmes appuient le Président dans une plus forte proportion que les hommes ; une différence de 5 points qui n'est cependant pas statistiquement significative. Enfin, le Président trouve ses meilleurs appuis chez les personnes âgées de 55 à 65 ans et ses moins bons parmi les répondants de 25 ans et moins et ceux de plus de 65 ans. Au global, il est clair que l'appui au Président sortant provient de tous les segments de la société.

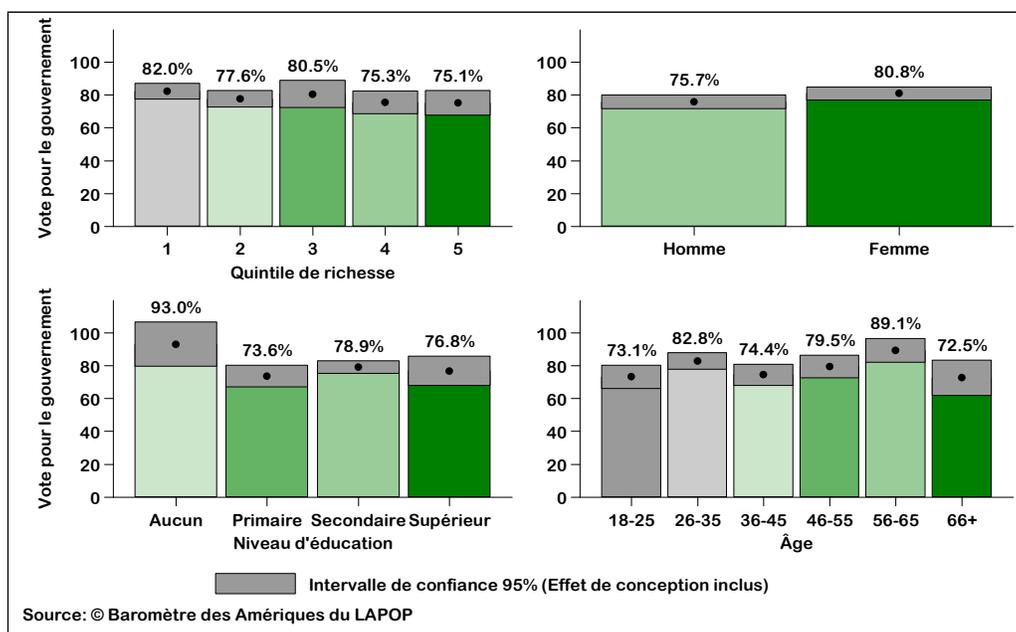


Figure 176 Caractéristiques personnelles et appui pour le candidat du Président sortant, Haïti 2012

La figure 177 analyse la relation entre le lieu de résidence et l'intention de vote. Nous constatons que les plus importants supporters du candidat sortant habitent dans les petites villes, tandis que il trouve moins d'appui chez les résidents de la capitale et des grandes villes. Dans la majorité des cas, ces différences n'atteignent pas les niveaux conventionnels de signification statistique. En outre, l'appui au Président sortant est à peu près 8 points de pourcentage inférieurs dans les camps de déplacés, bien que cette différence n'est pas statistiquement significative. Cela étant, les résultats suggèrent que les bases d'appui du Président Martelly ont changé depuis les élections de 2010-2011.

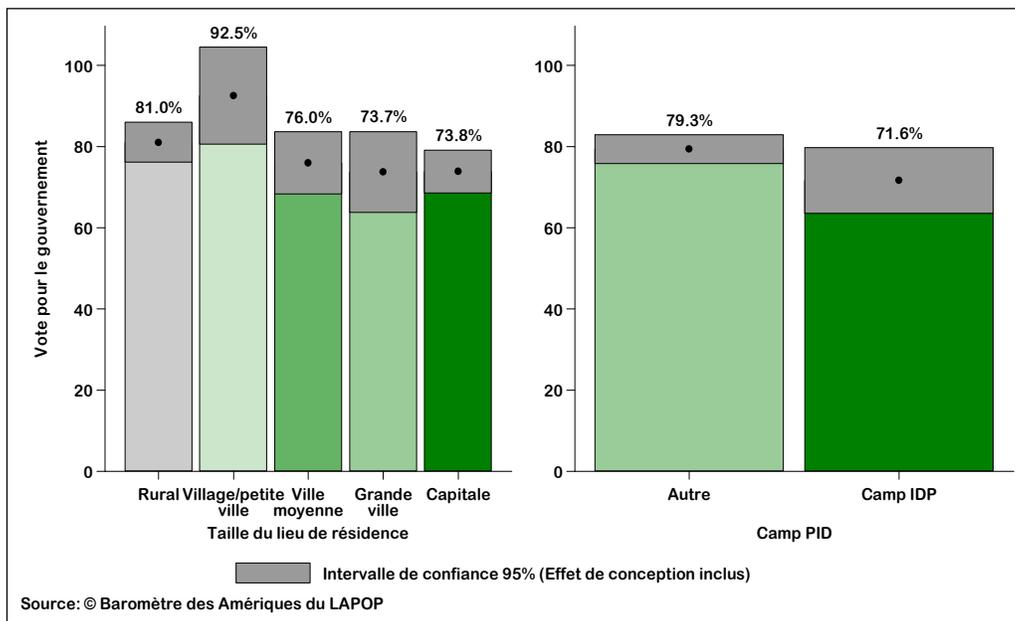


Figure 177 Lieu de résidence et appui au Président Martelly, Haïti 2012

Nous analysons ensuite la relation entre l'appui au Président Martelly et quelques expériences et attitudes. La figure 178 montre qu'il n'y a pas de relation entre l'intention de vote et l'insécurité alimentaire ou le fait d'avoir été victime d'un crime. Ces résultats confirment ce que nous avons déjà observé dans l'analyse multi-variée. En outre, les répondants qui ont fait l'expérience de la corruption ont une probabilité moindre (de 10 points) d'appuyer le Président Martelly aux urnes. Enfin, la relation entre l'intérêt pour la politique et l'appui au Président Martelly est plutôt irrégulière. Il est évident que le Président a davantage de supporters parmi les répondants qui sont peu intéressés par la politique (88 %) que parmi les répondants que manifestent beaucoup d'intérêt (73 %).

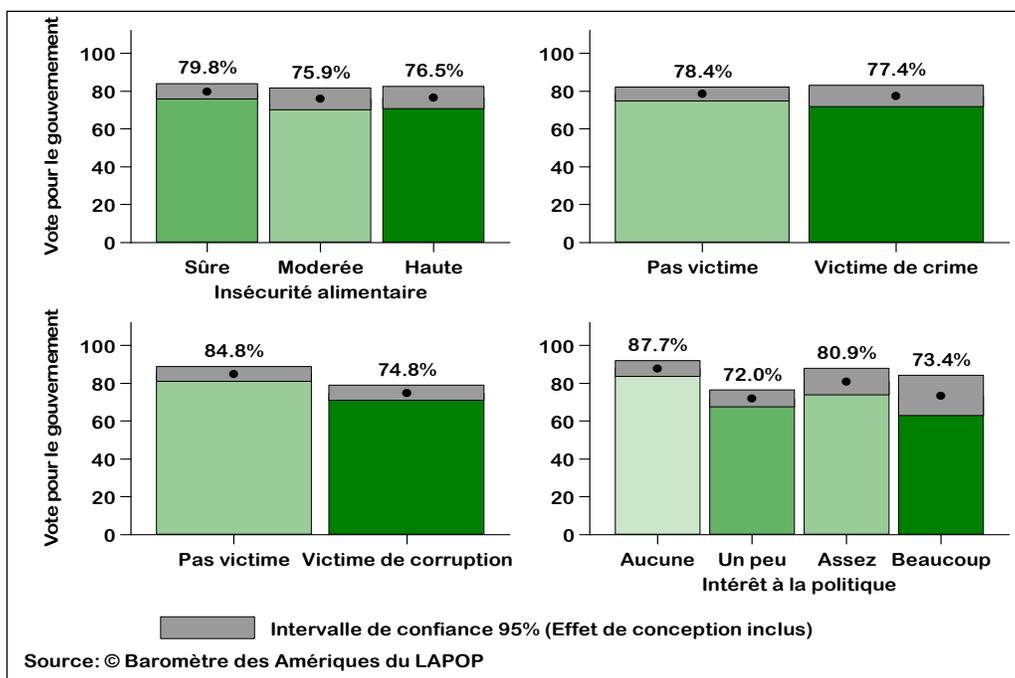


Figure 178 Expériences, attitudes et appuis au Président Martelly, Haïti 2012

Finalement, nous explorons la relation entre l'idéologie, la proximité avec les partis et l'appui pour le Président Martelly. Dans la partie gauche de la figure, nous pouvons constater que le niveau d'appui le plus important provient des répondants qui se situent à l'extrême droite (87%). À cet effet, les Haïtiens qui se positionnent à l'extrême droite de l'axe ont une probabilité de 11 points supérieure à celle des Haïtiens qui se positionnent à l'extrême gauche d'appuyer le Président sortant. Dans la partie droite de la figure nous constatons que les citoyens qui se sentent proches du parti Repons Peyizan sont plus enclins à voter pour le Président Martelly.

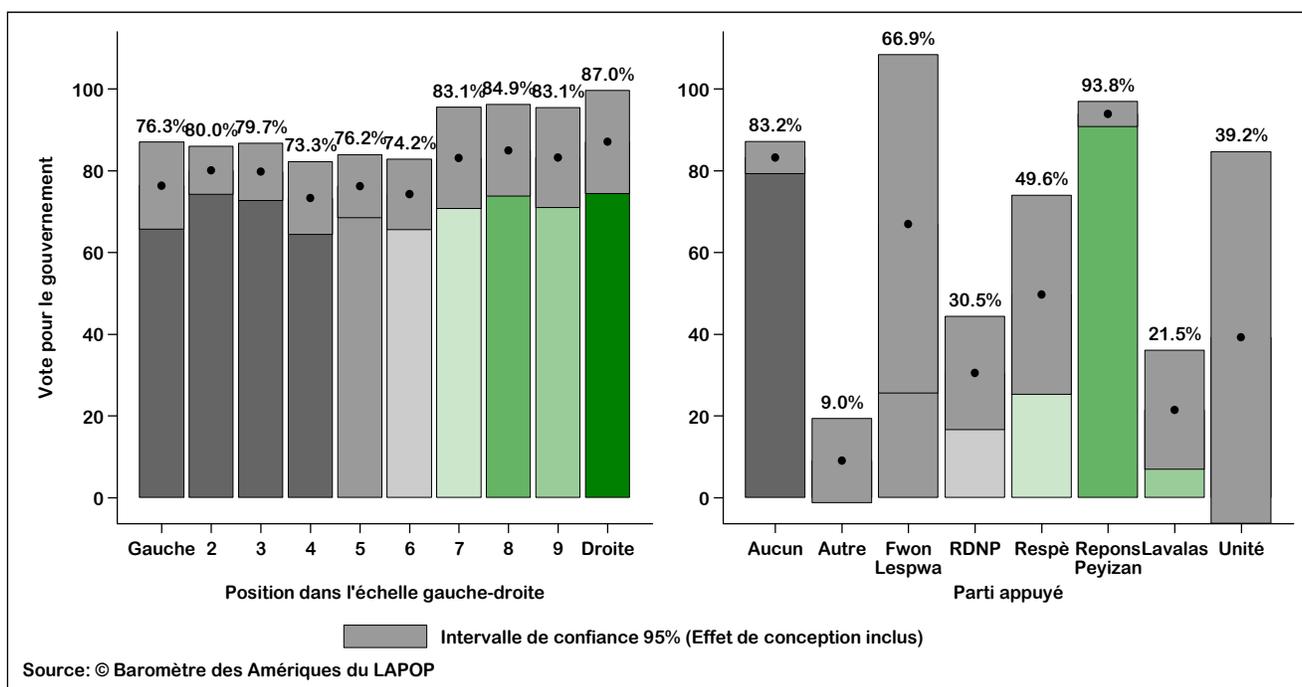


Figure 179 Idéologie, préférences partisanes et appui au Président Martelly, Haïti 2012

#### IV. Évaluations du Président, le Parlement et les partis politiques

Les derniers éléments que nous analysons dans ce chapitre sont l'évaluation de la performance des élus et des partis politiques. Pour ce faire, nous utilisons les réponses à quatre questions du Baromètre des Amériques. Les questions EPP1 et EPP3 sont posées à l'aide d'une échelle de 1 à 7, où 1 signifie « pas du tout » et 7 « beaucoup »<sup>12</sup>.

**M1.** En pensant au gouvernement en général, quelle est votre évaluation de la performance du Président Martelly ? **[Lisez les options]**  
 (1) Très bien      (2) Bien      (3) Ni bien, ni mal      (4) Mal      (5) Très mal      (88)  
 NS      (98) NR

<sup>12</sup> Les questions EPP1 et EPP3 ont été administrées à la moitié de l'échantillon.

**M2.** Passons maintenant au Parlement. En pensant aux sénateurs et députés, dans leur ensemble, et sans tenir compte de leur parti respectif, croyez-vous que les membres du Parlement font leur travail... très bien, bien, ni bien ni mal, mal ou très mal ?

(1) Très bien (2) Bien (3) Ni bien, ni mal (4) Mal (5) Très mal  
(88) NS (98) NR

**EPP1.** En pensant aux partis politiques, dans quelle mesure pensez-vous que les partis politiques de ce pays représentent les électeurs ? (99) N/A

**EPP3.** Dans quelle mesure croyez-vous que les partis politiques écoutent les gens comme vous ? (99) N/A

À la figure 180, nous présentons les réponses à ces quatre questions posées en 2008 et en 2012. Comme d'habitude nous avons transposé les réponses sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie « très insatisfait » et 100 « très satisfait ». Nous observons d'abord que la satisfaction à l'égard de la performance du président a plus que doublé entre 2008 et 2012, passant de 27 à 59 points. Le Président est de loin la figure la plus populaire parmi les acteurs politiques. Évidemment, nous reconnaissons que le Président a changé au cours des quatre dernières années et que ce changement explique certainement la hausse constatée. Pour sa part, la satisfaction à l'égard du Parlement a légèrement diminué, passant de 37 à 34 points. Enfin, les Haïtiens évaluent les partis politiques de façon plutôt négative, bien que nous constatons que le nombre de répondants qui affirme être d'accord avec l'idée que les « partis représentent les gens comme vous » a augmenté au cours des quatre dernières années.

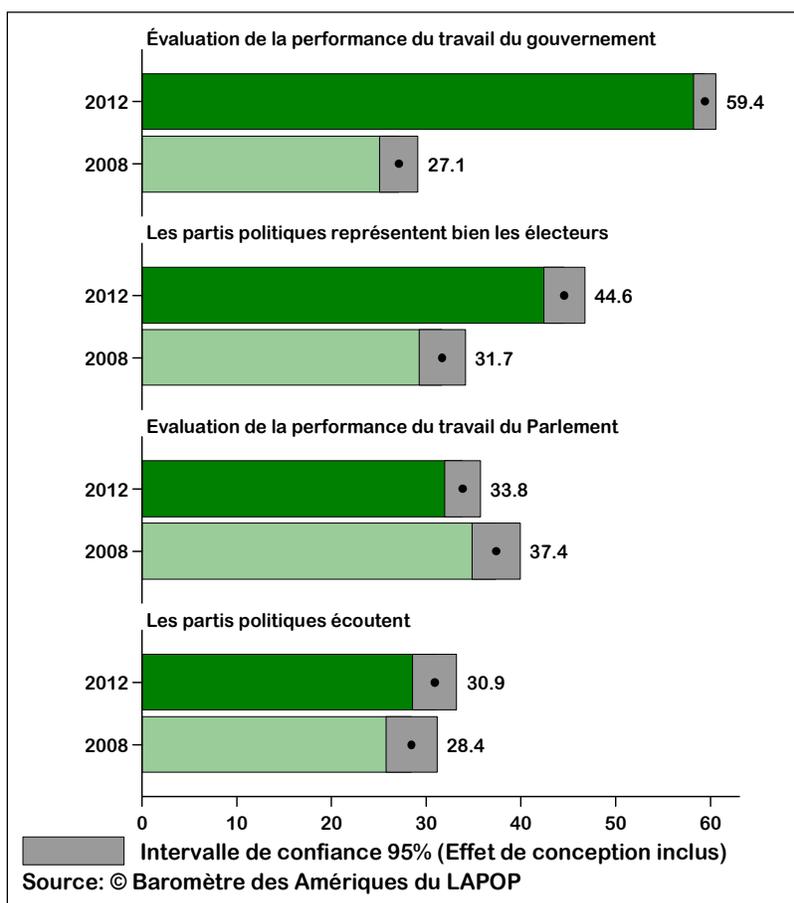


Figure 180 Évaluation de la performance du Président, du Parlement et des partis politiques, Haïti 2012

## V. Conclusion

Les élections constituent l'un des mécanismes les plus importants par lesquels beaucoup d'Haïtiens entrent en contact avec le système politique. Dans ce chapitre, nous avons examiné les dispositions idéologiques des Haïtiens, leur proximité partisane, leurs évaluations des acteurs politiques ainsi que leurs intentions de vote. En combinaison avec ce que nous avons observé au chapitre 2, nous constatons que les Haïtiens sont plutôt engagés dans la vie politique au niveau national. Ils votent dans une proportion assez élevée et occupent le peloton de tête dans la région en ce qui concerne la participation dans les campagnes électorales. Dans le présent chapitre, nous avons observé que les Haïtiens sont très nombreux à identifier leur positionnement idéologique à l'aide de l'axe gauche-droite. En outre, en comparaison avec les autres citoyens des Amériques, ce sont les Haïtiens qui se situent le plus à gauche sur l'axe idéologique.

Cela étant, les Haïtiens sont plutôt critiques par rapport aux partis politiques. Moins du tiers des répondants a affirmé se sentir proche d'un parti politique. Bien que cette donnée ne place pas Haïti dans une situation d'exception dans la région, nous constatons que l'identification partisane a été marquée par la volatilité au cours des dernières années. Cela nous porte à croire que l'identification partisane n'est pas profondément enracinée, même parmi les 30 % d'Haïtiens qui déclarent se sentir proches d'un parti. Nous soupçonnons que pour de nombreux Haïtiens qui affirment s'identifier à un parti politique, en réalité, il s'agit d'une préférence pour une personnalité publique associée au parti en question.

Nous avons aussi observé un niveau élevé d'appui au Président. Ce taux d'approbation a d'ailleurs connu une hausse extraordinaire par rapport à il y a quatre ans. Aussi, seulement 12 % des Haïtiens affirment qu'ils voteraient pour un parti de l'opposition si les élections avaient lieu prochainement. En revanche, 43 % d'entre eux disent qu'ils voteraient pour le Président actuel. En comparaison au Président, le niveau d'approbation du Parlement et des partis politiques est relativement faible.

Bien que les Haïtiens de toute catégorie semblent évaluer l'action du Président en des termes positifs, certains sont plus susceptibles de manifester leur appui au Président. L'appui au Président Martelly est particulièrement élevé parmi les Haïtiens qui se positionnent à la droite de l'axe idéologique, les sympathisants du parti Repons Peyizan, les moins scolarisés et les résidents des petites villes. En contrepartie, l'appui au Président en poste est plus faible parmi les victimes de la corruption, les résidents des camps de déplacés, les résidents des grandes villes et les personnes qui se disent très intéressées par la politique.

## **Annexe**



## Annexe A Lettre de consentement



Mesye/Madam :

Nou te chwazi ou nan yon tirajosò pou ou patisipe nan yon sondaj sou opinion piblik Vanderbilt University ap menmen epi Borge y Asociados ap realize nan peyi a. Objektif etid sa a se pou nou konnen opinyon moun nan peyi a sou diferan kalite pwoblèm lokal ak nasyonal yo.

Si ou dakò pou ou patisipe, sondaj sa a pral pran 30 a 40 minit.

Patisipasyon ou nan sondaj sa a konplètman volontè. Repons ou yo pral rete konfidansyèl. Nou pap mande w kijan ou rele epi moun pap janm konnen ki jan ou reponn keksyon yo. Ou kapab kite kèk kesyon san repons, epi ou kapab sispann entèvyou a nenpòt ki lè.

Si w gen nenpòt keksyon, tanpri kontakte nou nan nimewo telefòn sa a 3891-4529

Nou ap kite nan lèt sa a nan men w pou ou kapab gade nan li.

Èske w vle patisipe?



## Annexe B Questionnaire

Haiti 2012, Version # 9.1.1 IRB Approval : 110627



AmericasBarometer : Haiti, 2012

© Vanderbilt University 2012. All rights reserved.

PAIS. Country:					22
01. Meksik	02. Gwatemala	03. Salvadò	04. Ondiras	05. Nikaragwa	
06. Kosta Rika	07. Panama	08. Kolonbi	09. Ekwatè	10. Bolivi	
11. Pewou	12. Paragwey	13. Chili	14. Irigwey	15. Brezil	
16. Venezyela	17. Ajantin	21. Dominikani	22. Ayiti	23. Jamayik	
24. Giyann	25. Trinidad	26. Beliz	40. Letazini	41. Kanada	
27. Sirinam					
<b>IDNUM.</b> Nimewo keksyonè a [Pou ekri nan biwo a]					
<b>ESTRATOPRI:</b>					
(2201) Zòn metwopolitèn					
(2202) Rejyon 1 (Nò-Nòdwès-Nòdès)					
(2003) Rejyon 2 (Sant-Latibonit)					
(2204) Rejyon 3 (Lwès)					
(2205) Rejyon 4 (Sid-Sidès-Grandans/Nip)					
<b>ESTRATOSEC. Gwosè komin nan:</b> (1) Gwo (plis pase 100,000) (2) mwayen (25,000-100,000) (3) Ti (<25,000)					
<b>CORRIDOR:</b> 1. Zòn nò 2. Zòn Potoprens 3. Zòn Senmak 4. Lòt zòn nan peyi a					
<b>UPM</b> _____					
<b>PROV. Depatman:</b> _____					22 _
<b>MUNICIPIO. Komin:</b> _____					22 _
<b>HAISEKSYON. Seksyon Kominal:</b> _____					
<b>HAISEC. Zòn</b> _____					
<b>HAISEGMENTO. Segman</b> _____					
<b>CLUSTER. Pwen echantiyon an</b> _____					
<b>UR.</b> (1) Lavil (2) Seksyon kominal					
<b>TAMANO. Gwosè zòn nan:</b> (1) Kapital Nasyonal (metwopolitèn) (2) Gwo vil (3) Vil mwayèn (4) Ti vil (5) Seksyon kominal					
<b>IDIOMAQ. Lang ankèt la:</b> (1) Kreyòl					
<b>Lè ak minit ankèt la kòmanse:</b> _____:_____					
<b>FECHA. Dat ankèt la Jou:</b> _____ <b>Mwa:</b> _____ <b>Lane:</b> 2012					
<b>Èske w viv nan kay sa a?</b>					
Wi → Kontinye					
Non → Di moun nan mèsè epi fini ankèt la					

**Èske w se yon sitwayen ayisyen oswa genyen rezidans nan peyi D Ayiti?**

Wi → Kontinye

No → Di moun nan mèsè epi fini ankèt la

**REMAK: Li ENPOTAN POU LI LÈT KONSANTMAN ANVAN OU KOMANSE ANKÈT LA**

**Q1. [Ekri, pa mande keksyon an] Seks:** (1) Gason (2) Fanm

**LS3. Pou komanse, jeneralman, eske w satisfè ak lavi w? Eske w ta di ke w ...[Li repons yo]**

(1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (88) Pa konnen (98) Pa reponn

**KESYONÈ AK NIMEWO PÈ:**

**[ KEKSYON SA A SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("0" "2" "4" "6" OR "8")]**

□□□

**A4. Daprè ou menm, ki saw panse ki pi gwo pwoblèm peyi a? [Pa li lis la, ekri yon sèl repons]**

Pa genyen dlo	19	Enpinite	61
Move wout	18	Lavi chè, enflasyon	02
Lagè	30	Politisyen yo	59
Koripsyon	13	Move gouvènman, absans leta	15
Pa gen kredi	09	Debwasman/Pwoblèm sou keksyon anvironman	10
Krim, ensekrite, vyolans	05	Migrasyon	16
Vyolasyon dwa moun	56	Trafik dwòg	12
Chomaj/Pa gen travay	03	Gang, chimè	14
linegalite sosyal	58	Povrete/lamizè	04
Malnitrisyon	23	Pwotestasyon popilè (manifestasyon, grèv, e latriye.)	06
Deplasman pa lafòs	32	Manke sèvis lasante	22
Dèt ak lòt peyi	26	Anlèvman, kidnapin	31
Diskriminasyon	25	Pa gen sekrite	27
Dwòg	11	Zak teroris	33
Pwoblèm ekonomik, kriz ekonomik	01	Pa gen tè pou plante	07
Pa gen ledikasyon, move kalite ledikasyon	21	Pwoblèm transpò	60
Pa gen elektrisite (Kouvan EDH)	24	Vyolans	57
Ogmantasyon popilasyon an	20	Pa gen kay	55
Lagè kont teroris	17	Pran swen moun ki blese nan tranbleman tè a	63
Rekonstwi peyi a apre tranbleman tè a	62	Lòt bagay	70
Pa konnen	88	Pa reponn	98
Pa aplike	99		

**SOCT1.** Kijan w ta di sityasyon ekonomik **peyi a** ye? Ou ta di li pi bon, li bon, li pa pi mal, li mal osinon li pi mal?

(1) Li pi bon (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR

**SOCT2.** Eske w konsidere sityasyon ekonomik **peyi a** nan moman sa a vin: pi bon, menm jan oswa pi mal pa rapò a 12 mwa ki fèk sot pase yo?

(1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (88) PK (98) PR

**IDIO1.** Kijan w ta di **pwòp** sityasyon ekonomik pa w ye? Ou ta di : li pi bon, li bon, li pa pi mal, li mal osinon li pi mal?

(1) Li pi bon (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR

**IDIO2.** Eske w konsidere **pwòp** sityasyon ekonomik pa w nan moman sa a pi bon, menm jan oswa pi mal pa rapò a 12 mwa ki fèk sot pase yo?

(1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (88) PK (98) PR

Konnje a, ann pale lòt bagay. Pafwa, moun yo ak kominote yo gen pwoblèm yo pa kapab rezoud pou kont yo. Konsa, yo ale mande èd oswa koperasyon nan yon biwo leta osinon nan men yon fonksyonè leta.

Pou rezoud pwoblèm ou yo, eske w te ale mande èd osinon koperasyon nan men...? [Li epi ekri repons]	WI	Non	PK	PR
<b>CP2.</b> Yon depite oswa yon senatè	1	2	88	98
<b>CP4A.</b> Yon majistra, kazèk oswa delege	1	2	88	98
<b>CP4.</b> Yon minis, enstitisyon leta oswa biwo leta	1	2	88	98

An nou pale de lakomin...

**NP1.** Eske w te patisipe nan yon asanble kominal oswa reyinyon majistra yo te fè nan 12 mwa ki fèk sot pase yo? (1) Wi (2) Non (88) Pa konnen (98) Pa reponn

**NP2.** Eske w te mande èd oswa ou te prezante yon petisyon nan biwo majistra a oswa yon fonksyonè lakomin nan 12 mwa ki fèk sot pase yo?

(1) Wi [Kontinye] (2) Non [Ale nan SGL1] (88) Pa konnen [Ale nan SGL1] (98) Pa reponn [Ale nan SGL1]

**MUNI10.** Eske yo te rezoud pwoblèm ou yo oswa petisyon ou yo?

(1) Wi (0) Non (88) Pa konnen (98) Pa reponn (99) PA

**SGL1.** Eske w ta di sèvis lakomin ap bay moun yo...? [Li repons yo]

(1) Yo pi bon (2) Yo bon (3) Yo pa pi mal (4) Yo mal (5) Yo pi mal (88) PK (98) PR

**MUNI2A.** Daprè ou menm, ki sa w panse ki pi gwo pwoblèm komin sa a? [Pa li repons, aksepte sèlman yon sèl repons]

Okenn pwoblèm [Ale nan MUNI5]	1
Pa genyen dlo	2
Move wout	3
Krim, insekirite, vyolans	4
Fatra nan lari	5
Pa genyen sèvis	6
Ekonomi	7
Pa genyen lajan ak asistans	8
Move gouvènman	9
Anviwònman	10
Koripsyon	11
Moun ki vinn viv nan komin apre tranbleman tè 12 janvyè a	12
Rekonstriksyon	13
Lojman	14
Move kalite edikasyon	16
Lòt bagay	77
Lòt bagay	
Lòt bagay	
PK	88
PR	98

**MUNI3.** Nan ki nivo ou ta di lakomin rezoud pwoblèm sa a: anpil, on ti jan, pa anpil oswa pa di tou?

(1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di (88) PK (98) PR (99) PA

**MUNI5A.** Daprè ou menm, nan ki sa yo plis depanse lajan nan lakomin nan? [Pa li repons, aksepte sèlman yon sèl repons]

(1) Pwòpte lari

(2) Wout, teren foutbòl, oswa travay piblik

(3) Sante

(4) Edikasyon

(5) koripsyon

(6) Salè

(7) Nan anyen

(8) Lòt bagay (88) PK (98) PR

<b>MUNI6.</b> Ki valè konfyans ou genyen nan gouvènman minisipal/lokal (Lakomin) la nan jere lajan ...? <b>[Li repons yo]</b> (1) Anpil konfyans (2) On ti konfyans (3) Pa anpil konfyans (4) Ankenn konfyans (88) PK (98) PR
<b>MUNI7.</b> Daprè ou menm, pwojè Lakomin ap fè yo, eske yo nan enterè ou menm ak fanmi ou? (1) Wi, yo nan enterè nou (0) Non, yo pa nan enterè nou (88) Pa konnen (98) Pa reponn

Tanpri, eske w kapab di mwenn ki sa ki ta dwe **3 gwo priyorite** ki pi enpòtan pou gouvènman lokal la nan pwosesis amelyorasyon nan kominote w la.

	Premye repons HAIMUNI8A	Dezyèm repons HAIMUNI8B	Twazèm repons HAIMUNI8C
Konstwi Lekòl	12	12	12
Sekirite nan katye	2	2	2
Kreye jòb	3	3	3
Konstwi wout	4	4	4
Dlo potab	5	5	5
Elèktrisite ak enèji renouvlab	6	6	6
Lasante	7	7	7
Lojman	8	8	8
Rebati anviwònman	9	9	9
Ranfòse kapasite leta santral	13	13	13
Ranfòse kapasite lameri oubyen gouvènman lokal	11	11	11
Lòt priyorite	77	77	77
PK	88	88	88
PR	98	98	98
PA	99	99	99

Daprè ou menm, kiyès ki ta dwe genyen pi gwo responsablite pou rezoud pwoblèm sa yo nan kominote w la?	Majistra	Depite oswa senatè w a	Gouvènman nasyonal la	Oganizasyon kominotè yo	PK	PR
<b>RCP1.</b> Repare wout yo <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98
<b>RCP2.</b> Kontwòl krim <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98
<b>RCP3A.</b> Amelyore Edikasyon <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98
<b>RCP4.</b> Rezoud konfli/dispit lokal <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98

**Kounya, ann pale de kèk sèvis an Ayiti**

Jeneralman, kijan w ta di sèvis sa yo ye nan peyi d Ayiti? Ou ta di : yo pi bon, yo bon, yo pa pi mal, yo mal osinon yo pi mal?	Li pi bon	Li bon	Li pa pi mal	Li Mal	Li Pi mal	PK	PR
<b>HAIACS1.</b> Sistèm transpò a. Ou ta di sèvis la... <b>[Li repons]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS2.</b> Sistèm edikasyon an. Ou ta di sèvis la... <b>[Li repons]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS3.</b> Sante piblik. Ou ta di sèvis la... <b>[Li repons]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS4.</b> Elèktrisite. Ou ta di sèvis la... <b>[Li repons]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS5.</b> Dlo potab. Ou ta di sèvis la... <b>[Li repons]</b>	1	2	3	4	5	88	98
<b>HAIACS6.</b> Ranmase fatra. Ou ta di sèvis la... <b>[Li repons]</b>	1	2	3	4	5	88	98

Pou chak òganizasyon, tanpri, eske w kapab di mwen si travay li te fè nan 12 mwa ki fèk sot pase yo : li bon anpil, li bon, li pa pi mal, li mal, osinon li pi mal,	
<b>HAIPERF1.</b> Gouvènman santral la. Eske w ta di travay li te fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
<b>HAIPERF2.</b> Gouvènman peyi letranje yo. Eske w ta di travay yo te fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
<b>HAIPERF3.</b> Gouvènman lokal yo. Eske w ta di travay yo te fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
<b>HAIPERF4A.</b> Legliz lokal yo. Eske w ta di travay yo te fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
<b>HAIPERF4B.</b> ONGz lokal yo. Eske w ta di travay yo te fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
<b>HAIPERF5.</b> ONG entènasyonal yo. Eske w ta di travay yo te fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
Tanpri, eske w kapab di mwen ki sa ki ta dwe <b>3 gwo priyorite</b> ki pi enpòtan pou gouvènman nasyonal la nan pwosesis amelyorasyon nan kominote w la.	

	Premye repons HAICOMM1	Dezyèm repons HAICOMM2	Twazyèm repons HAICOMM3
Konstwi Lekòl	12	12	12
Sekirite nan katye	2	2	2
Kreye jòb	3	3	3
Konstwi wout	4	4	4
Dlo potab	5	5	5
Elèktrisite ak enèji renouvlab	6	6	6
Lasante	7	7	7
Lojman	8	8	8
Rebati anviwònman	9	9	9
Ranfòse kapasite leta santral	13	13	13
Ranfòse kapasite lameri oubyen gouvènman lokal	11	11	11
Lòt priyorite	77	77	77
PK	88	88	88
PR	98	98	98
PA	99	99	99

	Yon fwa pa semèn	Yon oswa de fwa pa mwa	Yon oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK	PR
<b>CP5.</b> Kounya, ann pale lòt bagay, nan 12 mwa ki fèk sot pase yo, eske w te ede pou rezoud kèk pwoblèm nan kominite/zòn pa w la oswa yon pwoblèm vwazen nan katye a? Tranpri, eske w kapab di mwen si w te fè sa: yon fwa pa semèn, yon oswa de fwa pa mwa, yon oswa de fwa pa lane oswa ou pa janm fè sa nan 12 mwa ki fèk sot pase yo.	1	2	3	4	88	98

Kounya, mwen pral bay yon lis gwoup ak òganizasyon. Tranpri, eske w kapab di mwen chak ki lè ou te asiste nan reyinyon òganizasyon sa yo: yon fwa pa semèn, yon oswa de fwa pa mwa, yon oswa de fwa pa lane ou byen ou pa janm fè sa. **[Repete “yon fwa pa semèn”, “Yon oswa de fwa pa mwa”, “yon oswa de fwa pa lane”, o “pa janm fè sa” pou ede moun nan reponn keksyon yo]**

	Yon fwa pa semèn	Yon oswa de fwa pa mwa	Yon oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK	PR
<b>CP6.</b> Reyinyon gwoup legliz ou byen òganizasyon relije? Eske w te asiste... <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98
<b>CP6L.</b> Epi, èske ou patisipe sèlman kòm yon manm òdinè oswa w gen yon wòl lidè nan gwoup la? <b>[Li repons yo]</b> (1) Patipan/Manm (2) Lidè/Manm komite (88) PK (98) PR						

	Yon fwa pa semèn	Yon oswa de fwa pa mwa	Yon oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK	PR	
<b>CP7.</b> Reyinyon asosyasyon paran nan lekòl ou byen kolèj? Eske w te asiste... <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98	
<b>CP7L.</b> Epi, èske ou patisipe sèlman kòm yon manm òdinè oswa w gen yon wòl lidè nan gwoup la? <b>[Li repons yo]</b> (1) Patipan/Manm (2) Lidè/Manm komite (88) PK (98) PR							
	Yon fwa pa semèn	Yon oswa de fwa pa mwa	Yon oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK	PR	
<b>CP8.</b> Reyinyon komite amelyorasyon pou kominote a (Komite Katye oswa asosyasyon Kominotè)? Eske w te asiste... <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98	
<b>CP8L.</b> Epi, èske ou patisipe sèlman kòm yon manm òdinè oswa w gen yon wòl lidè nan gwoup la? <b>[Li repons yo]</b> (1) Patipan/Manm (2) Lidè/Manm komite (88) PK (98) PR							
	Yon fwa pa semèn	Yon oswa de fwa pa mwa	Yon oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK	PR	PA
<b>CP9.</b> Reyinyon asosyasyon pwofesyonèl, komèsan, pwodikte e/ou peyizan? Eske w te asiste... <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98	
<b>CP13.</b> Reyinyon pati politik ou byen mouvman politik? Eske w te asiste... <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98	
<b>CP20. [Sèlman pou fanm]</b> Reyinyon gwoup oswa òganizasyon fanm oswa fanm lakay? Eske w te asiste... <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98	99
<b>CP21.</b> Reyinyon Gwoup espò oswa rekreatif? <b>[Li repons yo]</b>	1	2	3	4	88	98	

<b>IT1.</b> Kounya, ann pale de moun isit yo, eske w ka di mwen ki valè konfyans ou genyen nan moun nan kominote a/zòn nan...? <b>[Li repons yo]</b> (1) Anpil konfyans (2) konfyans (3) Pa anpil konfyans (4) Ankenn konfyans (88) PK (98) PR	
--	--

<b>MIL5.</b> Kijan ou santi dèske w se Ayisyen lè ou tande im nasyonal lan? <b>[Li repons yo]</b> (1) Ou fyè anpil anpil (2) Ou trè fyè (3) Ou on ti jan fyè (4) Ou pa fyè di tou (5) Sa pa di mwen anyen (88) PK (98) PR	
--	--

**[Bay li kat "A"]**

**L1** Ann pale lòt koze.... Nan paj sa a genyen yon nechèl 1-10 ki soti lagòch pou ale ladwat. 1 vle di "lagòch" epi 10 vle di "ladwat". Nan jou sa yo, lè moun yo pale de tandans politik, yo pale de moun ki gen plis panchan pou lagòch ak moun ki gen plis panchan pou ladwat. Daprè w ki sa mo lagòch ak ladwat vle di pou ou lè w panse ak tandans politik pa ou, ki bò ou tap mete tèt ou sou nechèl la? Montre nimewo ki pi prè posisyon w lan.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	PK	PR
										88	98
<b>Lagòch</b>										<b>Ladwat</b>	

**[PRAN KAT "A"]**

<b>PROT3.</b> Nan 12 mwa ki fèk sot pase yo, eske w te patisipe nan yon manifestasyon oswa pwotestasyon piblik? (1) Wi <b>[Kontinye]</b> (2) No <b>[Ale nan PROT6]</b> (88) PK <b>[Ale nan PROT6]</b> (98) PR <b>[Ale nan PROT6]</b>	
<b>PROT4.</b> Konbyen fwa ou te patisipe nan yon manifestasyon oswa pwotestasyon piblik nan 12 mwa ki fèk sot pase yo? _____ (88) PK (98)PR (99) PA	

<b>PROT7.</b> Epi, nan 12 mwa ki fèk sot pase yo, èske ou te patisipe nan bloke lari oswa espas piblik kòm yon fòm pwotestasyon? (1)Wi, ou te patisipe (99) PA (2) Non, ou pat patisipe (88) PK (98) PR	
<b>PROT6.</b> Nan 12 mwa ki sot pase yo, èske ou te siyen yon petisyon oswa yon demand? (1) Wi, ou te siyen (2) Non, ou pa te siyen (88) PK (98)	
<b>PROT8.</b> Epi, nan 12 mwa ki sot pase yo, èske ou te li oswa ekri enfòmasyon politik nan rezo sosyal sou sit entènèt tankou Facebook oswa Twitter oswa Orkut ? (1) Wi mwen te fè sa (2) Non, mwen pat fè sa (88) PK (98) PR	

Konnye a, ann pale lòt bagay. Gen kèk moun ki di nan kèk sikonstans, ta gen rezon sifizan pou lapolis nasyonal pran pouvwa a pa yon koudeta. Daprè ou menm, eske ta gen rezon pou yon koudeta pa lapolis nan sikonstans sa yo ? <b>[Li repons yo apre chak keksyon]</b>					
<b>JC1.</b> Lè gen anpil chomaj.	(1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(88) PK	(98) PR	
<b>JC10.</b> Lè gen anpil krim.	(1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(88) PK	(98) PR	
<b>JC13.</b> Lè gen anpil koripsyon.	(1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(88) PK	(98) PR	

<b>JC15A.</b> Eske w kwè ke lè peyi a ap fè fas ak yon moman trè difisil kapab genyen rezon sifizan pou Prezidan an fèmen Lachann ak Sena a epi gouvènè san Lachann ak Sena a?	(1) Wi, kapab genyen rezon	(2) Non, pa kapab genyen rezon	(88) PK	(98) PR	
<b>JC16A.</b> Eske w kwè ke lè peyi a ap fè fas ak yon moman trè difisil kapab genyen rezon sifizan pou Prezidan fèmen lakou siprèm oswa lakou kasasyon (gwo tribinal) epi gouvènè san lakou siprèm?	(1) Wi, kapab genyen rezon	(2) Non, pa kapab genyen rezon	(88) PK	(98) PR	

<b>VIC1EXT.</b> Konnye a, ann pale lòt bagay, èske w te viktim kèk zak kriminel nan 12 mwa ki sot pase yo? Sa vle di, eske w te viktim yon vòl, kase kay, agresyon, fwod, chantaj, kraponnay, eskokri, anlèyman oswa kidnapin, menas vyolan oswa nenpòt lòt kalite krim nan 12 mwa ki sot pase yo? (1) Wi [Kontinye] (2) Non <b>[Ale nan VIC1HOGAR]</b> (88) PK <b>[Ale nan VIC1HOGAR]</b> (98) PR <b>[Ale nan VIC1HOGAR]</b>	
<b>VIC1EXTA.</b> Konbyen fwa ou te viktim yon zak kriminel nan 12 mwa ki sot pase yo? <b>[Ekri konbyen fwa]</b> (88) PK (98) PR (99)PA (pat viktim)	
<b>VIC2.</b> Ann panse sou dènye fwa ou te viktim nan 12 mwa ki sot pase yo, ki kalite zak kriminel ou te viktim nan? <b>[Li repons yo]</b> (1) Yo volè w san zàm nan men yo epi san agresyon oswa menas fisik (2) Yo volè w san zàm nan men yo epi ak agresyon oswa menas fisik (3) Yo volè w ak zàm nan men yo (4) Yo te bat w oswa blese men yo pat volè w (5) Yo eseye osinon fè kadejak sou ou (6) Anlèyman, kidnapin (7) Domaj (8) Kase kay ou/Vole kèk bagay nan lakay ou (10) Yo te estòsyone w (11) Yon lòt bagay rive w (88) PK (98) PR (99) Pa aplike(pap viktim)	

<p><b>VIC2AA.</b> Èske w kapab di mwen, ki kote w te viktim dènye zak kriminel la? <b>Li repons yo]</b>                  (1) Lakay ou                  (2) Nan katye bò lakay ou                  (3) Nan komin sa a /seksyon kominal sa a                  (4) Nan yon lòt komin / lòt seksyon kominal                  (5) Nan yon lòt peyi                  (88) PK (98) PR (99) Pa aplike</p>	
<p><b>VIC1HOGAR.</b> Eske genyen yon lòt moun kap viv nan kay sa a ki te viktim kèk zak kriminel nan 12 mwa ki fèk sot pase yo? Sa vle di, eske yon lòt moun k-ap viv nan kay sa a te viktim yon vòl, kase kay, agresyon, fwod, chantaj, kaponnay, ekskokri, anlèvman oswa kidnapin, menas vyolan oswa nenpòt lòt kalite krim nan 12 mwa ki fèk sot pase yo?                  (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR (99) PA (habite pou kont li)</p>	

<p><b>ARM2.</b> Si ou te kapab, èske ou ta vle gen pwòp zam afe pa w pou pwoteksyon w?                  (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR</p>	
--	--

Poutèt ou te pè pou ou pat viktim yon zak kriminyèl, nan 12 mwa ki sot pase yo ....					
	Wi	Non	PK	PR	PA
<b>VIC40.</b> Èske ou te limite kote ou konn ale achte?	(1)	(0)	(88)	(98)	
<b>VIC41.</b> Èske ou te limite kote ou konn ale pou distraksyon w?	(1)	(0)	(88)	(98)	
<b>VIC43.</b> Èske ou te ale viv nan yon lòt katye poutèt ou te pè pou ou pat viktim yon zak kriminyèl?	(1)	(0)	(88)	(98)	
<b>VIC44.</b> Poutèt ou te pè pou ou pat viktim yon zak kriminyèl, èske ou te òganize brigad ak vwazen nan katye bò lakay ou/ kominote ou a?	(1)	(0)	(88)	(98)	
<b>VIC45.</b> Nan 12 mwa ki sot pase yo, èske ou te chanje djòb oswa travay poutèt ou te pè pou ou pat viktim yon zak kriminyèl? <b>[si li pa tap travay, ekri 99]</b>	(1)	(0)	(88)	(98)	(99)

Mwen pral di ou kèk bagay ou konn tande nan lari a oswa nan radyo lè moun pale sou fason pou konbat krim. Tanpri, di mwen si ou dakò nèt, ou on ti jan dakò, ou on ti jan pa dakò, oswa ou pa dakò di tou ak chak bagay sa yo. Pi bon fason pou konbat krim...						
	Dakò nèt	On ti jan dakò	On ti jan pa dakò	Pa dakò di tou	PK	PR
<b>VIC101.</b> Se kreye pwogram prevansyon <b>[Li repons yo]</b>	(1)	(2)	(3)	(4)	(88)	(98)
<b>VIC102.</b> Se pou yo pi sevè ak kriminl yo	(1)	(2)	(3)	(4)	(88)	(98)
<b>VIC103.</b> Se pou anboche sekirite prive	(1)	(2)	(3)	(4)	(88)	(98)

Mwen pral di w kèk sitiyasyon ou te kapab wè nenpòt ki lè. Mwen ta renmen pou w di mwen pou chak sitiyasyon si ou ta dakò, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann , oswa ou pa ni dakò ni konprann?					
	Ta dakò	Pa ta dakò men ta konprann	Pa ni dakò ni konprann	PK	PR
<b>VOL207.</b> Konsidere si, pou bay timoun nan yon leson, yon paran frape timoun nan chak fwa li dezobeyi, èske ou dakò pou paran frape timoun nan, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann, oswa ou pa ni dakò ni konprann?	(3)	(2)	(1)	(88)	(98)
<b>VOL206.</b> Konsidere si yon nonm frape madanm li paske li te enfidèl ak yon lòt gason, èske ou dakò pou nonm frape madanm li, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann, oswa ou pa ni dakò ni konprann?	(3)	(2)	(1)	(88)	(98)
<b>VOL202.</b> Konsidere si yon moun tiye yon lòt ki fe kadejak sou yon pitit gason oswa pitit fi, èske ou dakò pou li tiye li, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann, oswa ou pa ni dakò ni konprann?	(3)	(2)	(1)	(88)	(98)

<b>VOL203.</b> Si yon moun tap simen laterè nan yon kominte epi yon lòt moun tiye li, èske ou dakò pou li tiye li, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann, oswa ou pa ni dakò ni konprann?	(3)	(2)	(1)	(88)	(98)
<b>VOL204.</b> Si yon gwoup moun ta kòmanse fè netwayaj sosyal, sa vle di, tiye moun endezirab, èske ou dakò pou yo tiye moun ki endezirab yo, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann, oswa ou pa ni dakò ni konprann?	(3)	(2)	(1)	(88)	(98)
<b>VOL205.</b> Si lapolis ta tòtire yon kriminèl pou jwenn enfòmasyon sou yon gang òganize e ki danje anpil, èske ou dakò pou lapolis tòtire kriminèl sa a, oswa ou pa ta dakò men ou ka konprann, oswa ou pa ni dakò ni konprann?	(3)	(2)	(1)	(88)	(98)

<b>AOJ8.</b> Pou yo kapab kenbe bandi yo, eske w kwè otorite yo dwe toujou respekte lalwa oswa yo kapab aji andeyò lalwa? (1) Dwe toujou respekte lalwa (2) Pafwa, yo kapab aji andeyò lalwa (88) PK (98) PR	
<b>AOJ11.</b> Ann pale de kote oswa zòn wap viv la. Ann panse ki posiblite pou w ta viktim yon zak kriminèl, eske w santi w : toujou an sekirite, preske toujou an sekirite, pa toujou an sekirite, osinon pa janm an sekirite? (1) Toujou an sekirite (2) Preske toujou an sekirite (3) Pa toujou an sekirite (4) Pa janm an sekirite (88) PK (98) PR	

<b>AOJ12.</b> Si w ta viktim yon agresyon oswa vol, nan ki nivo ou genyen konfyans sistèm lajistis la kapab pini koupab la? <b>[Li repons yo]</b> (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa tèlman (4) Pa di tou (88) PK (98) PR	
<b>AOJ17.</b> Nan ki nivo w kwe katye bò lakay ou afekte pa gang? Eske ou ta di: Anpil, on ti jan, pa anpil oswa pa di tou? (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (88) PK (98)PR	
<b>AOJ18.</b> Genyen moun ki di ke lapolis nan zòn sa pwoteje moun kont kriminèl, men gen lòt moun ki di ke lapolis patisipe nan aktivite kriminèl. Ki sa ou panse? <b>[Li repons yo]</b> (1) Lapolis pwoteje kont kriminèl (2) Lapolis patisipe nan aktivite kriminèl (3) <b>[Pa li]</b> lapolis pa pwoteje, pa patisipe nan aktivite kriminèl oswa pwoteje epi aktivite kriminèl (88) PK (98) PR	
<b>AOJ20.</b> Konnye a, ann panse sou sekirite ou menm ak fanmiy ou, èske w santi w plis an sekirite, menm jan oswa mwens an sekirite kounya pa rapò 5 denye ane yo? (1) Plis an sekirite kounye a (2) Menm jan (3) Mwens an sekirite kounye a (88) PK (98) PR	
<b>AOJ21.</b> Mwen pral nonmen kèk gwoup. Mwen ta renmen w di kilès nan yo ki reprezante yon menas pou sekirite w <b>[Li repons yo] [EKRI YON SÈL REPONS]</b> (1) Vwazen nan katye bò lakay w oswa nan kominote ou a (2) Gang (3) Lapolis (4) Gang òganize (trafikè dwòg) (5) Moun nan fanmiy ou (6) Kriminèl komen (7) Lòt (88) PK (98) PR	
<b>AOJ22.</b> Daprè ou menm, ki sa yo ta dwe fè pou diminye krim nan peyi tankou pa nou an: <b>[Li repons yo]</b> (1) Aplike mezi prevansyon (2) Ogmante pinisyon pou kriminèl (3) <b>[Pa li]</b> Tou de (88) PK (98) PR	

**[Bay li kat “B”]**

Kounya, nou pral itilize kat B... Kat sa a genyen yon nechèl 7 pwen depi 1 ki vle di "PA DI TOU" rive 7 ki vle di "ANPIL". Tankou, si mwen mande w nan ki nivo ou renmen gade televizyon, ou kapab chwazi 1 si ou pa renmen gade televizyon di tou osinon ou kapab di 7 si ou renmen gade televizyon anpil. Men si ou panse "on ti jan" oswa "pa tèlman", ou kapab chwazi yon nimewo ant 1 ak 7. Kounya, nan ki nivo ou renmen gade televizyon? Li nimewo a. **[Gade si moun nan konprann byen jan pou li reponn].**

1	2	3	4	5	6	7	88	98
<b>Pa di tou</b>						<b>Anpil</b>	<b>PK</b>	<b>PR</b>
<b>Note down a number 1-7, or 88 PK and 98 PR</b>								
Mwen pral poze w kèk kesyon. Mwen pral mande w pou w itilize nimewo yo bay nan nechèl la pou reponn. Sonje, ou ka itilize nenpòt nimewo.								
<b>B1.</b> Nan ki nivo w kwè tribinal jistis an Ayiti bay yon bon jijman? ( <b>Tyeke:</b> Si w kwè tribinal yo pa bay bon jijman di tou, chwazi nimewo 1; si ou kwè yo bay anpil bon jijman, chwazi nimewo 7 oswa yon nimewo ant 1 ak 7.)								
<b>B2.</b> Nan ki nivo ou genyen respè pou enstitisyon politik peyi d Ayiti?								
<b>B3.</b> Nan ki nivo ou kwè dwa fondamantal sitwayen yo byen pwoteje nan sistèm politik peyi d Ayiti?								
<b>B4.</b> Nan ki nivo ou fyè pou viv anba sistèm politik gouvènmman peyi d Ayiti?								
<b>B6.</b> Nan ki nivo ou panse ke moun dwe sipòte sistèm politik gouvènmman peyi d Ayiti?								

**Note down a number 1-7, or 88 PK and 98 PR**

<b>B10A.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan sistèm lajistis la?								
<b>B11.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Konsèy Elektoral Pwovizwa a (KEP)?								
<b>B13.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Palman an?								
<b>B18.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Polis Nasyonal Ayisyen (PNH) an?								
<b>B20.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Legliz Katolik?								
<b>B20A.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Legliz Pwotestan yo?								
<b>B21.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Pati Politik yo?								
<b>B21A.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Prezidan an?								
<b>B31.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Kou Kasasyon/kou siprèm (gwo tribinal) nan?								
<b>B32.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan konsèy minisipal yo (majistra yo)?								
<b>HAIB32A.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan kazèk yo?								
<b>B43.</b> Nan ki nivo ou santi ou fyè dèske w se Ayisyen?								
<b>B37.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan laprès?								
<b>B47A.</b> Nan ki nivo ou genyen konfyans nan eleksyon nan peyi a?								

Konnye a, nan menm nechèl la, <b>[Kontinye ak kat B: nechèl 7 pwen an]</b>							<b>Ekri 1-7, 88= PK 98=PR</b>	
<b>PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL</b>								
<b>N1.</b> Nan ki nivo ou ta di gouvènmman aktyèl la konbat povrete?								
<b>N3.</b> Nan ki nivo ou ta di gouvènmman aktyèl la ankouraje ak pwoteje prensip demokratik?								
<b>N9.</b> Nan ki nivo ou ta di gouvènmman aktyèl la konbat koripsyon nan gouvènmman an?								
<b>N11.</b> Nan ki nivo ou ta di gouvènmman aktyèl la travay pou sekirite kapab miyò?								
<b>N15.</b> Nan ki nivo ou ta di gouvènmman aktyèl ak jere ekonomi a byen?								

<b>KESYONÈ AK NIMEWO INPÈ</b>							<b>Ekri 1-7, 88= PK 98=PR 99=PA</b>	
<b>[KEKSYON SA YO SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("1" "3" "5" "7" OR "9")]</b>								
Toujou, nan menm nechèl la,								
<b>PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL</b>								
<b>EPP1.</b> Ann nou konsidere pati politik yo an jeneral, nan ki nivo pati politik ayisyen yo reprezante byen moun ki te vote-l yo? (99) PA								
<b>EPP3.</b> Nan ki nivo pati politik yo fande moun tankou ou menm? (99) PA								

Toujou, nan menm nechèl la, <b>PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL</b>	<b>Ekri 1-7, 88= PK 98=PR</b>
<b>MIL3.</b> Ann pale de lòt bagay, Nan ki nivo ou genyen konfyans nan fòs lame peyi letazini yo? <b>[PRAN KAT “B”]</b>	

<b>M1.</b> Ann pale de gouvènman ki sou pouvwa a, eske w ta di travay Joseph Michel Martelly ap fè a: <b>[Li repons yo]</b> (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR	
<b>M2.</b> Ann pale de Palman an epi ann panse ak tout depite yo ak senatè yo san nou pa konsidere nan ki pati politik yo ye, eske w ta di depite yo ak senatè yo ap fè travay yo trè byen, byen, pa pi mal, mal oswa pi mal? (1) Trè byen (2) Byen (3) Pa pi mal (4) Mal (5) Pi mal (88) PK (98) PR	
<b>HAIM3.</b> Ann pale de lapolis an jeneral, eske w ta di lapolis ap fè travay yo : trè byen, byen, pa pi mal, mal oswa pi mal? (1) Trè byen (2) Byen (3) Pa pi mal (4) Mal (5) Pi mal (88) PK (98) PR	

<b>SD2NEW2.</b> Nan zòn sa a oswa vil sa a, èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfè di tou ak kondisyon lari, wout, ak otowout yo? (1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (88) PK (98) PR (99) PA (Pa itilize sèvis la)	
<b>SD3NEW2.</b> Ak kalite lekòl piblik yo? <b>[Repete: èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfè di tou?]</b> (1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (88) PK (98) PR (99) PA (Pa itilize sèvis la)	
<b>SD6NEW2.</b> Ak kalite sèvis sante piblik yo ? <b>[Repete: èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfè di tou?]</b> (1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (88) PK (98) PR (99) PA (Pa itilize sèvis la)	

**[BAY LI KAT “C”]**

Konye a, ann itilize yon nechèl ki sanble ak lòt la, men nimewo 1 vle di “Pa dakò di tou” epi nimewo 7 vle di ou “ Dakò nèt”. Yon nimewo ki ant 1 ak 7 vle di ke w on ti jan pa dakò oswa w pa tèlman dakò.

**Ekri nimewo 1-7, 88=Pa konnen 98=Pa reponn**

1	2	3	4	5	6	7	88	98	
<b>Pa dakò di tou</b>						<b>Dakò nèt</b>		<b>PK</b>	<b>PR</b>
<b>Ekri 1-7, 88= PK 98=PR</b>									

Lè ou konsidere sitiyasyon nap viv nan peyi a, mwen ta renmen pou w di mwen nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò avèk pawòl sa yo? Ann itilize nèchel la.	
<b>POP101.</b> Pou peyi a vanse, li nesèsè pou prezidan nou yo limite vwa ak vòt pati opozisyon yo. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	
<b>POP107.</b> Se pa moun ki eli nan eleksyon ki dwe gouvène, men se pèp la ki dwe gouvène direktteman. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	
<b>POP113.</b> Moun ki pa dakò ak majorite a reprezante yon menas pou peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	

Mwen pral li kèk pawòl, mwen ta renmen ke ou di mwen nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò avèk pawòl sa yo.	
<b>EFF1.</b> Moun kap gouvène peyi a enterese ak sa ou menm ou panse. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	
<b>EFF2.</b> Daprè ou menm, ou santi w konprann byen koze politik ki pi enpòtan pou peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	

<b>Ekri 1-7, 88= PK 98=PR</b>	
<b>ING4.</b> Demokrasì kapab genyen pwoblèm men li pi bon pase nenpòt kèk lòt fòm gouvènman. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
<b>DEM23.</b> Pa kapab genyen demokrasi san pati politik. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	

Konnye a, mwen pral li kèk pawòl sou wòl leta. Tanpri souple di mwen si ou dakò osinon ou pa dakò ak pawòl sa yo. Ann itilize nèchel 7 pwen an	<b>Ekri 1-7, 88= PK 98=PR</b>
<b>ROS1.</b> Se pa sektè prive a, se leta peyi D Ayiti ki ta dwe mèt tout antrepriz ki pi enpòtan nan peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
<b>ROS2.</b> Se pa sitwayen yo, se leta peyi D Ayiti ki ta dwe pi responsab pou garanti byennèt tout moun. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
<b>ROS3.</b> Se pa antrepriz prive yo, se leta peyi D Ayiti ki ta dwe pi responsab pou kreye travay. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
<b>ROS4.</b> Leta peyi D Ayiti dwe menmen politik fèm ki pou diminye inegalite ant moun rich ak moun pòv yo. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
<b>ROS6.</b> Se pa sektè prive a, se leta peyi D Ayiti ki ta dwe pi responsab pou bay sèvis swen lasante. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	

**KESYONÈ AK NIMEWO INPÈ:**

**[ KEKSYON SA YO (CCT3-MIL7) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO INPÈ SÈLMAN (“1” “3” “5” “7” OR “9**

**[Ekri nimewo 1-7, 88=PK, epi 98=PR.]**

**CCT3.** Ann pale de lòt bagay ... Gen moun ki di : sa ki jwenn èd nan pwogram asistans sosyal gouvènman an se parese yo ye. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?  
(99) PA

**GEN1.** Gen moun ki di, lè pa gen travay pou tout moun, gason yo ta dwe gen plis dwa pou travay pase fanm yo. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo? (99) PA

Kounya, mwen ta renmen konnen nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak kèk politik mwen pral di la. Mwen ta renmen pou panse sou sa ki ta dwe fèt epi reponn menmsi politik sa pap aplike nan peyi a nan moman sa a.

**GEN6.** Leta ta dwe ekzije pou pati politik yo rezève kèk plas nan lis kandida yo pou fanm, menm lè sa ta vle di yap retire kèk gason nan lis la. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?  
(99) PA

**[PRAN KAT “C”]**

**KESYONÈ AK NIMEWO INPÈ:**

**[ KEKSYON SA YO (W14-PN5) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO INPÈ SÈLMAN (“1” “3” “5” “7” OR “9”)]**

**W14A.** Konnye a, ann pale de lòt bagay. Èske ou panse ta gen rezon pou entèwonp yon gwosès, sa vle di, pou fè avòtman lè sante manman an an danje?

(1) Wi, ta gen rezon (2) Non, pa ta gen rezon (88) PK (98) PR (99) PA

**PN4.** Jeneralman, jan demokrasi ap fonksyone an Ayiti, eske w ta di w: trè satisfè, on ti jan satisfè, on ti jan pa satisfè, pa satisfè di tou?

(1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè (4) Pa satisfè di tou  
(88) PK (98) PR (99) PA

**PN5.** Daprè ou menm, Ayiti se yon peyi ki: trè demokratik, on ti jan demokratik, on ti jan pa demokratik oswa pa demokratik di tou?

(1) Trè demokratik (2) On ti jan demokratik (3) On ti jan pa demokratik (4) Pa demokratik di tou (88) PK (98) PR (99) PA

**[BAY LI KAT “D”]**

Konnye a, an nou chanje Kat la. Kat tou nèf sa a genyen yon nechèl 10 pwen, ki soti nan 1 rive nan 10. Nimewo 1 vle di ke ou pa dakò di tou, epi nimewo 10 ou dakò nèt. Mwen pral site yon lis bagay ak aksyon moun konn fè pou rive nan objektif politik yo. Tanpri souple di mwen si ou dakò osinon ou pa dakò moun kapab fè aksyon sa yo.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	88 PK	98 PR
Pa dakò di tou									Dakò nèt		

	1-10, 88=PK, 98=PR
<b>E5.</b> Moun yo patisipe nan manifestasyon ke lalwa pèmèt. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?	
<b>E8.</b> Moun yo patisipe nan òganizasyon ak gwoup ki vle rezoud pwoblèm kominote/zòn yo. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?	
<b>E11.</b> Moun yo travay nan kanpay elektoral yon pati politik oswa kandida. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?	
<b>E15.</b> Moun yo patisipe nan bloke lari ak wout pou pwoteste. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?	
<b>E14.</b> Moun yo anvayi kay oswa tè lòt moun pou pwoteste. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?	
<b>E3.</b> Moun yo patisipe nan gwoup ki vle dechouke ak vyolans yon gouvènman ki sòti nan eleksyon. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?	
<b>E16.</b> Moun yo fè tèt yo jistis lè leta pa pini kriminel yo. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò ?	
Keksyon sa yo vle wè si ou dakò ak divès kalite lide moun k-ap viv an Ayiti genyen. Itilize toujou nechèl 10 pwen an (Kat D).	1-10, 88=PK, 98=PR
<b>D1.</b> Genyen moun ki toujou pale mal de fòm gouvènman peyi d Ayiti, pa sèlman de gouvènman ki sou pouvwa kounye a, men de fòm gouvènman an. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò ak dwa pou moun sa yo vote? Tanpri souple li nimewo nan nechèl la <b>[Eseye: nan ki nivo?]</b>	
<b>D2.</b> Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo patisipe nan manifestasyon (san dezòd) pasifik pou yo kapab fè tandè sa yo panse? Tanpri souple li nimewo a.	
<b>D3.</b> Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo vinn kandida pou yon pòs piblik?	
<b>D4.</b> Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo sòti nan televizyon ap bay yon diskou?	
<b>D5.</b> Kounya, ann pale lòt bagay, ann panse ak omoseksyèl yo (gason ak gason, fi ak fi), nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou yo vinn kandida pou yon pòs piblik?	

**KESYONÈ AK NIMEWO INPÈ:**

**[ KEKSYON SA YO (D6-D8) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO INPÈ SÈLMAN (“1” “3” “5” “7” OR “9”)]**

**[Ekri nimewo 1-107, 88=PK, epi 98=PR.]**

**D6.** Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou koup ki genyen menm sèks (gason ak gason, fi ak fi) ta gen dwa pou marye? (99) PA

**D7.** Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun ki andikape fisik vinn kandida pou yon pòs piblik? (99) PA

**D8.** Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou gouvènman an gen dwa entèdi jounal pibliye nouèl ki ka deranje li politikman? (99) PA

**[PRAN KAT “D”]**

**DEM2.** Kounya, ann pale de lòt bagay. Kiyès nan pawòl sa yo ou pi dakò:

(1) Pou moun tankou nou, sa pa di nou anyen yon rejim demokratik ak yon ki pa demokratik.

(2) Demokrasi pi preferab pase nenpòt lòt fòm gouvènman.

(3) Nan kèk okazyon, yon gouvènman otoritè kapab pi preferab ke gouvènman demokratik.

(88) PK (98) PR

<b>DEM11.</b> Eske w kwè peyi nou an bezwen yon gouvènman gwo ponyèt osinon eske w kwè pwoblèm yo kapab rezoud ak patisipasyon tout moun? (1) Gwo ponyèt (2) Patisipasyon tout moun (88) PK (98) PR
--

<b>AUT1.</b> Genyen moun ki di nou bezwen yon lidè fò ki pa bezwen sòti nan eleksyon. Gen lòt moun ki di, menm si bagay yo pa fonksyone, demokrasi elektoral, oswa vòt popilè, toujou pi bon. Ki sa w panse? <b>[Li repons yo]</b> (1) Nou bezwen yon lidè fò ki pa bezwen sòti nan eleksyon. (2) Demokrasi elektoral pi bon (88) PK (98) PR
---

	PA	Non	Wi	PK	PR
Konnje a, ann pale de eksperyans pa w ak bagay ki konn rive w nan lavi a.					
<b>EXC2.</b> Eske yon polisye te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a?		0	1	88	98
<b>EXC6.</b> Esk yon anplwaye leta/piblik te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a?		0	1	88	98
<b>EXC11.</b> Eske w te ale fè demach nan lakomin nan 12 mwa ki sot pase a? <b>Non → Ekri 99</b> <b>Wi →Mande:</b> Pou w fè yon demach nan lakomin nan 12 mwa ki sot pase a, eske w te genyen pou ou peye lajan anplis ke sa lalwa mande nan Kontribisyon (DGI, Direksyon Jeneral Impò)?	99	0	1	88	98
<b>EXC13.</b> Eske w ap travay? <b>Non → Ekri 99</b> <b>Wi →Mande:</b> Nan travay ou a, yo te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a?	99	0	1	88	98
<b>EXC14.</b> Nan 12 mwa ki sòt pase a, eske w te fè yon demach nan tribinal yo? <b>Non → Ekri 99</b> <b>Wi →Mande:</b> Eske w te genyen pou fè yon woulman nan tribinal yo nan 12 mwa ki sòt pase a?	99	0	1	88	98
<b>EXC15.</b> Eske w te itilize sèvis sante piblik nan 12 mwa ki sòt pase a? <b>Non → Ekri 99</b> <b>Wi →Mande:</b> Pou yo te pran swen w nan lòpital oswa nan sant sante, nan 12 mwa ki sòt pase a, eske w te fè yon woulman?	99	0	1	88	98
<b>EXC16.</b> Eske w te genyen timoun nan lekòl oswa nan kolèj nan 12 mwa ki sòt pase a? <b>Non → Ekri 99</b> <b>Wi →Mande:</b> Nan lekòl oswa nan kolèj, eske w te genyen pou w bay yon woulman nan 12 mwae ki sòt pase a?	99	0	1	88	98
<b>EXC18.</b> Eske w kwè, jan bagay yo ye la a, gen de lòt gen rezon pou w fè yon woulman?		0	1	88	98

<b>EXC7.</b> Daprè eksperyans pa w oswa sa ou konn tande, eske w ta di koripsyon kay fonksyonè leta/piblik yo...? <b>[Li repons yo]</b> (1) Komen anpil (2) komen (3) Pa komen (4) Pa komen di tou (88) PK (98) PR
--

Kounye a, ann pale de lòt bagay epi panse nan eksperyans ou nan 12 mwa ki sot pase yo. Pafwa, eske ou te santi yo meprize w oswa yo trete w pi mal pase lòt moun nan kote sa yo?					
	Wi	Non	PK	PR	PA
<b>DIS2.</b> Nan biwo gouvènman (tribinal, lakomin, Ministè)	1	2	88	98	99
<b>DIS3.</b> Nan entrepriz oswa biznis, lè ou te ale chèche travay	1	2	88	98	99
<b>DIS5.</b> Nan plas piblik tankou lari, mache, boutik, makèt	1	2	88	98	

<p><b>VB1.</b> Eske w te enskri pou w vote ?  (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR</p>																	
<p><b>INF1 [HAIVB1A].</b> Èske w genyen yon kat idantifikasyon nasyonal?  (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR</p>																	
<p><b>VB2.</b> Eske w te vote nan dènye eleksyon prezidansyèl 2010 la ?  (1) Wi, li te vote <b>[Continue]</b>  (2) Non, li pat vote <b>[Ale nan VB10]</b>  (88) PK <b>[Ale nan VB10]</b> (98) PR <b>[Ale nan VB10]</b></p>																	
<p><b>VB3.</b> Pou ki moun ou te vote pou prezidan nan dènye eleksyon prezidansyèl 2010 la? <b>[PA LI LIST LA]</b>  (00) Ankenn moun (Vòt blan ou byen li te anile vòt li a)  (2201) Mirlande Marigat (RDNP)  (2202) Michel Joseph Martelly (Repons Peyizan)  (2203) Jude Celestin (INITE)  (2204) Jean Henry Céant (Renmen Ayiti)  (2205) Jacques Edouard Alexis (MPH)  (2206) Charles Henry Baker (RESPE)  (2207) Jeune Jean Chavannes (ACCRHA)  (2208) Yves Cristalin (LAVNI)  (2209) Lesly Voltaire (Ansanm Nou Fo)  (2210) Josette Bijou (INDEPENDENT)  (77) Lòt moun  (88) PK (98) PR (99) N/A (Li pat vote)</p>																	
<p><b>VB10.</b> Kounya la, eske w genyen panchan pou yon pati politik?  (1) Wi <b>[Kontinye]</b> (2) Non <b>[Ale nan POL1]</b> (88) PK <b>[Ale nan POL1]</b>  (98) PR <b>[Ale nan POL1]</b></p>																	
<p><b>VB11.</b> Pou ki pati politik ou genyen panchan? <b>[Pa li list la].</b></p> <table border="0"> <tr> <td>(2201) Fwon Lespwa</td> <td>(2208) Alyans/Alliance Démocratique</td> </tr> <tr> <td>(2202) RDNP</td> <td>(2209) Renmen Ayiti</td> </tr> <tr> <td>(2203) Respè</td> <td>(2210) Ansanm nou Fo</td> </tr> <tr> <td>(2204) Repons Peyizan</td> <td>(2211) Lavalas</td> </tr> <tr> <td>(2205) MPH</td> <td>(2212) Unité</td> </tr> <tr> <td>(2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne</td> <td>(77) Lòt pati politik</td> </tr> <tr> <td>(2207) Oganizasyon Pèp Kap Lité</td> <td></td> </tr> <tr> <td>(88) PK (98) PR</td> <td>(99) NA</td> </tr> </table>	(2201) Fwon Lespwa	(2208) Alyans/Alliance Démocratique	(2202) RDNP	(2209) Renmen Ayiti	(2203) Respè	(2210) Ansanm nou Fo	(2204) Repons Peyizan	(2211) Lavalas	(2205) MPH	(2212) Unité	(2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne	(77) Lòt pati politik	(2207) Oganizasyon Pèp Kap Lité		(88) PK (98) PR	(99) NA	
(2201) Fwon Lespwa	(2208) Alyans/Alliance Démocratique																
(2202) RDNP	(2209) Renmen Ayiti																
(2203) Respè	(2210) Ansanm nou Fo																
(2204) Repons Peyizan	(2211) Lavalas																
(2205) MPH	(2212) Unité																
(2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne	(77) Lòt pati politik																
(2207) Oganizasyon Pèp Kap Lité																	
(88) PK (98) PR	(99) NA																
<p><b>POL1.</b> Nan ki nivo ou enterese nan politik: anpil, on ti jan, pa anpil oswa pa di tou?  (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (88) PK (98) PR</p>																	
<p><b>VB20.</b> Si pwochen eleksyon prezidansyèl yo ta nan semèn sa a, ki sa ou ta fè? <b>[Li repons yo]</b>  (1) Ou pa tap vote  (2) Ou ta vote pou kandida o pati ki sou pouvwa kounya  (3) Ou ta vote pou kandida o pati ki pa sou pouvwa kounya  (4) Ou ta vote men ou ta vote blan ou byen ou ta anile vòt ou a)  (88) PK (98) PR</p>																	
<p><b>PP1.</b> Nan peryòd eleksyon yo, genyen moun ki eseye fè lòt moun ale vote pou yon pati politik oswa kandida, konbyen fwa ou te eseye fè lòt moun ale vote pou yon pati politik oswa kandida? <b>[Li repons yo]</b>  (1) Trè souvan (2) Souvan (3) Pa souvan (4) Pa di tou (88) PK (98) PR</p>																	
<p><b>PP2.</b> Genyen moun ki travay pou kèk pati politik oswa kandida pandan kanpay elektoral la, eske w te travay pou yon kandida oswa pati politik pandan dènye eleksyon prezidansyèl 2010?  (1) Wi, li te travay (2) Non, li pat travay (88) PK (98) PR</p>																	
<p><b>VB50.</b> Jeneralman, gen moun di gason yo pi bon lidè politik pase fanm yo. Eske ou ta di ke ou dakò nèt, dakò, pa dakò oswa pa dakò menm ak lide sa ?  (1) Dakò nèt (2) Dakò (3) Pa dakò (4) Pa dakò di tou  (88) PK (98) PR (99) PA</p>																	

**KESYONÈ AK NIMEWO INPÈ:**

**[ KEKSYON SA YO (VB50-RAC1CA) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO INPÈ SÈLMAN ("1" "3" "5" "7" OR "9") ]**

**VB51.** Ki moun ou konsidere ki ta nan plis koripsyon kòm politisyen, yon gason osinon yon fanm, oswa tou de menm jan?

(1) Yon gason (2) Yon fanm (3) Tou de menm jan  
(88) PK (98) PR (99) PA

**VB52.** Si yon politisyen ta responsab pou jere (Mennen) ekonomi nasyonal la, ki moun ki ta fè yon pi bon travay, yon gason, osinon yon fanm oswa nimpòt nan yo?

(1) Yon gason (2) Yon fanm (3) Nimpòt nan yo (88) PK  
(98) PR (99) PA

Kounya, ann pale sou ras oswa koulè po politisyen yo.

**VB53.** Gen moun ki di, an jeneral, moun ki gen po fonsè yo (ki pi nwa yo) pa bon lidè politik. Èske w dakò nèt, dakò, pa dakò oswa pa dakò menm ak pawòl sa a?

**[Anketè: "Po fonsè" vle di moun ki pa " blan" jeneralman]**

(1) Dakò nèt (2) Dakò ..... (3) Pa dakò (4) Pa dakò di tou  
(88) PK (98) PR (99) PA

**RAC1CA.** Dapre divès kalite etid, moun ki gen po fonsè yo (ki pi nwa yo) pi pòv pase lot moun ki nan popilasyon an. Ki sa ou panse ki se rezon prensipal la pou sa? **[Li repons yo, asepte yon sèl respons]**

(1) Poutèt kilti yo, oswa (2) Poutèt you te trete yo yon fason ki pa jis  
(3) **[Pa li]** Lòt repons (88) PK (98) PR (99) PA

**KESYONÈ AK NIMEWO INPÈ:**

**[KEKSYON SA YO (AB1-AB5) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO INPÈ SÈLMAN ("1" "3" "5" "7" OR "9")]**

Ann pale de lòt bagay. Ann pale sou kalite timoun ta dwe genyen. Mwen pral di w divès karakteristik ak kalite epi mwen ta renmen pou w di mwen kiyès nan yo ki pi enpòtan pou yon timoun genyen:

**AB1.** (1) Endepandans, oswa (2) Respè pou granmoun (3) **[Pa li] Tou de**  
(88) PK (98) PR (99) PA

**AB2.** (1) Obeyisans oswa (2) Lotonomi (3) **[Pa li] Tou de**  
(88) PK (98) PR (99) PA

**AB5.** (1) Kreyativite, oswa (2) Disiplin (3) **[Pa li] Tou de**  
(88) PK (98) PR (99) PA

**KESYONÈ AK NIMEWO PÈ:**

**[ KEKSYON SA YO SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("0" "2" "4" "6" OR "8") ]**

**SNW1A.** Èske w konnen pèsònèlman yon ofisyèl eli oswa kèk moun ki te yon kandida nan dènye eleksyon nasyonal, depatmantal, oswa lokal yo?

(1) Wi (2) Non **[Ale nan FOR1]**  
(88) PK **[Ale nan FOR1]** (98) PR **[Ale nan FOR1]** (99) PA

**SNW1B.** Epi, èske pozisyon moun sa a se nan nivo lokal, depatmantal oswa nasyonal?

(1) Lokal (2) Depatmantal (3) Nasyonal  
(4) Kandida yo nan plizyè nivo (88) PK (98) PR (99) PA

## KESYONÈ AK NIMEWO PÈ:

[ KEKSYON SA YO (FOR1-FOR8) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("0" "2" "4" "6" OR "8")]

**FOR1.** Konnye a, nou pral pale sou opinyon ou genyen sou kèk peyi. Kilès nan peyi sa ki genyen pi plis enfliyans nan Karayib la? **[LI REPONS YO]**

- |   |                                  |
|---|----------------------------------|
| (1) Lachin                                    | (6) Venezyela                    |
| (2) Japon                                     | (7) Meksik                       |
| (3) Lend                                      | (10) Espay                       |
| (4) Letazini                                  | (11) Lòt peyi                    |
| (5) Brezil                                    | (12) Okenn <b>[Ale nan FOR4]</b> |
| (88) <b>[Pa li ]</b> PK <b>[Ale nan FOR4]</b> | (99) PA                          |

**FOR2.** Ann panse nan **[peyi li te di nan FOR1]**. Èske ou panse enfliyans li genyen an li positif anpil, li negatif, oswa li negatif anpil?

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| (1) Li positif anpil                | (4) Li negatif                         |
| (2) Li positif                      | (5) Li negatif anpil                   |
| (3) <b>[Pa li]</b> Li pa pi negatif | (6) <b>[Pa li]</b> Li pa gen enfliyans |
| (88) <b>[Pa li ]</b> PK             | (99) PA                                |

**FOR3. [Mande li keksyon sa a si SÈLMAN peyi li te di nan FOR1 se pat Lachin]**

Ann panse nan Lachin epi enfliyans li genyen nan Karayib la? Èske ou panse enfliyans li genyen an li positif anpil, li positif, li negatif, oswa li negatif anpil

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| (1) Li positif anpil                | (4) Li negatif                         |
| (2) Li positif                      | (5) Li negatif anpil                   |
| (3) <b>[Pa li]</b> Li pa pi negatif | (6) <b>[Pa li]</b> Li pa gen enfliyans |
| (88) <b>[Pa li ]</b> PK             | (99) PA                                |

**FOR4.** Epi nan 10 ane kap vini yo, dapre ou menm, Kilès nan peyi sa yo ki pral genyen pi plis enfliyans nan Karayib la? **[Li repons yo]**

- |   |                                  |
|---|----------------------------------|
| (1) Lachin                                    | (6) Venezyela                    |
| (2) Japon                                     | (7) Meksik                       |
| (3) Lend                                      | (10) Espay                       |
| (4) Letazini                                  | (11) Lòt peyi                    |
| (11) Lòt peyi                                 | (12) Okenn <b>[Ale nan FOR4]</b> |
| (88) <b>[Pa li ]</b> PK <b>[Ale nan FOR4]</b> | (99) PA                          |

**FOR5.** Dapre ou menm, kilès nan peyi sa yo ki ta dwe yon modèl pou devlopman ki gen pou fèt nan lavni peyi nou a? **[Li repons yo]**

- |               |                           |
|---------------|---------------------------|
| (1) Lachin    | (7) Kore di Sid           |
| (2) Japon     | (10) Brezil               |
| (3) Lend      | (11) Venezyela            |
| (4) Letazini  | (12) Meksik               |
| (5) Singapour | (13) <b>[Pa li]</b> Okenn |
| (6) Larisi    | (14) <b>[Pa li]</b> Lòt   |
| (88) PK       | (98) PR (99) PA           |

**FOR6.** Ann panse sèlman nan peyi nou an, ki valè enfliyans ou ta di Lachin genyen nan peyi nou an? **[Li repons yo]**

- |                               |                               |              |                                     |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------|-------------------------------------|
| (1) Anpil                     | (2) On ti jan                 | (3) Pa anpil | (4) Pa di tou <b>[ale nan FOR8]</b> |
| (88) PK <b>[Ale nan FOR8]</b> | (98) PR <b>[Ale nan FOR8]</b> | (99) PA      |                                     |

**FOR7.** Jenralman, enfliyans Lachin genyen nan peyi nou an **[Li repons yo]**

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| (1) Li positif anpil                | (4) Li negatif                         |
| (2) Li positif                      | (5) Li negatif anpil                   |
| (3) <b>[Pa li]</b> Li pa pi negatif | (6) <b>[Pa li]</b> Li pa gen enfliyans |
| (88) <b>[Pa li ]</b> PK             | (99) PA                                |

**FOR8.** Nan ki nivo ou dakò ak pawòl sa yo: biznis chinwa kontribye nan devlopman ekonomik peyi d Ayiti? Èske ou **[Li repons yo]**...

- |              |                    |                         |
|--------------|--------------------|-------------------------|
| (1) Dakò nèt | (2) Dakò           | (3) Ni dakò ni pa dakò  |
| (4) Pa dakò  | (5) Pa dakò di tou | (88) PK (98) PR (99) PA |

KESYONÈ AK NIMEWO PÈ: [ KEKSYON SA YO (FOR9A-FOR9D SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("0" "2" "4" "6" OR "8"))					
Daprè sa ou konn tande, èske biznisman peyi Lachinn ki ap opere an Ayiti jwenn pwoblèm sa yo? [Li repons yo]					
	Li yon pwoblèm	li pa yon pwoblèm	Pa gen opinyon	PR	PA
<b>FOR9A.</b> Relasyon nan travay, tankou diskisyon ak travayè oswa sendika yo. Èske ou panse li yon pwoblèm, oswa li pa yon pwoblèm, oswa ou pa genyen opinion sou sa?	1	2	88	98	99
<b>FOR9B.</b> Pwoblèm ki soti nan difikilte pou yo konprann kilti ak koutim peyi d Ayiti	1	2	88	98	99
<b>FOR9C.</b> Mank konesans sou valè ak règ sosyal, politik, ak legal an Ayiti	1	2	88	98	99
<b>FOR9D.</b> Mank kominikasyon ak medya yo epi moun ki abite nan peyi a.	1	2	88	98	99

KESYONÈ AK NIMEWO PÈ: [ KEKSYON SA YO (MIL10A-MIL10E) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("0" "2" "4" "6" OR "8"))							
Konnya, , eske w ka di mwen ki valè konfyans ou genyen nan gouvènman peyi sa yo. Pou chak peyi, daprè ou menm, eske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa??							
	Anpil konfyans	On ti jan konfyans	Pa anpil konfyans	Annkenn Konfyans	Pa gen Opinyon	PR	PA
<b>MIL10A.</b> Gouvènman peyi Lachinn. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	4	88	98	99
<b>MIL10B.</b> Gouvènman peyi Larisi. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	4	88	98	99
<b>MIL10C.</b> Gouvènman peyi Iran. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	4	88	98	99
<b>MIL10D.</b> Gouvènman peyi Izrayèl. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	4	88	98	99
<b>MIL10E.</b> Gouvènman peyi Letazini. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	4	88	98	99

<b>KESYONÈ AK NIMEWO PÈ:</b>							
<b>[ KEKSYON SA YO (MIL11A-MIL11E) SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO PÈ SÈLMAN ("0" "2" "4" "6" OR "8") ]</b>							
Kounya, mwen pral mande w enfòmasyon sou relasyon peyi D Ayiti genyen avek lot peyi nan mond lan. Lè ou panse ak relasyon Ayiti avek peyi Lachinn, eske ou ta di ke relasyon an vin pi sere, li vin pi lwen oswa li rete menm jan oubyen ou pa gen opinyon sou sa?							
	<b>Pi sere</b>	<b>Meanm Jan</b>	<b>Mwens sere</b>	<b>Pa gen opinion sou sa</b>	<b>PR</b>	<b>PA</b>	
<b>MIL11A.</b> Peyi Lachin. Èske ou ta di ke relasyon an vin pi sere, li vin mwens sere oswa li rete menm jan oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	88	98	99	
<b>MIL11B.</b> Epi relasyon peyi ou a ak peyi Larisi. Èske ou ta di ke relasyon an vin pi sere, li vin mwens sere oswa li rete menm jan oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	88	98	99	
<b>MIL11C.</b> Epi ak peyi Iran. Èske ou ta di ke relasyon an vin pi sere, li vin mwens sere oswa li rete menm jan oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	88	98	99	
<b>MIL11D.</b> Epi ak peyi Izrayèl. Èske ou ta di ke relasyon an vin pi sere, li vin mwens sere oswa li rete menm jan oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	88	98	99	
<b>MIL11E.</b> Finalman, ak peyi Letazini. Èske ou ta di ke relasyon an vin pi sere, li vin mwens sere oswa li rete menm jan oubyen ou pa gen opinyon sou sa?	1	2	3	88	98	99	

Ann pale de lòt bagay...

<b>CCT1NEW.</b> Èske ou menm oswa yon lòt moun kap viv nan kay la ap resewva chak mwa asistans sou fòm lajan oswa pwodui nan men gouvènman an? (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR	
<b>HAIPOLIS.</b> Èske ou ka di lapolis pou kont li kapab bay sekirite nan peyi a oswa fòk genyen yon lòt fòs nan peyi a? <b>[Li repons yo]</b> (1) Lapolis pou kont li kapab bay sekirite (2) Fòk genyen yon lòt fòs (88) PK (98) PR	
<b>RESTAVEK1.</b> Èske ou panse gouvènman an ta dwe anpeche pou fanmi yo voye timoun li yo ale travay kòm restavèk? (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR	
<b>RESTAVEK3.</b> Èske ou panse òganizasyon kominotè lokal yo ta dwe anpeche pou fanmi yo voye timoun li yo ale travay kòm restavèk? (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR	
<b>HAIMIG1.</b> Depi konbyen tan ou rete nan komin sa a? 0. Mwens pase 1 lane _____ Lane (88) PK (98) PR	

**AIDP2.** Kounya, ann pale de kay kote w tap viv jou tranbleman tè a te pase a, ki kalte domaj kay kote w tap viv la te sibi nan tranbleman tè a? [Li repons yo]

(1) Okenn  
 (2) Li te domaje (fisire) men li kapab repare  
 (3) Li te domaje (fisire) men li pa kapab repare  
 (4) Li te krase nèl  
 (88) PK (98) PR

**AIDP4.** Nan ki komin ou tap viv jou tranbleman tè a te pase a?  
 \_\_\_\_\_ (88) PK (89)PR (99) PA

**ED.** Ki dènye klas ou te gen chans fè lekòl?

00. Ankenn nivo

Primè	Segondè	Inivèsite
01 Preskolè	08 Sizyèm / 7 A.F.	15 Inivèsite 1
02 Preparatwa 1 / 1 A.F.	09 Senkyèm / 8 A.F.	16 Inivèsite 2
03 Preparatwa 2 / 2 A.F.	10 Katryèm / 9 A.F.	17 Inivèsite 3
04 Elemantè 1 / 3 A.F.	11 Twazyèm	<b>18+ (plis ke 4 lane)</b>
05 Elemantè 2 / 4 A.F.	12 Segonn	
06 Mwayen 1 / 5 A.F.	13 Reto	
07 Mwayen 2 / 6 A.F.	14 Filo	

(88) PK (98) PR

**KEKSYONÈ NIMEWO INPÈ**

**ED AK MOV1 SE POU MOUN KI GENYEN KESYONÈ KI FINI AK NIMEWO INPÈ SÈLMAN (“1” “3” “5” “7” ó “9”)]**

**ED2.** Ki pi wo nivo manman w te rive nan lekòl? [PA LI REPONS YO]

(00) Ankenn nivo  
 (01) Primè enkonplè (pa rive nan sètifika)  
 (02) Primè konplè (fè sètifika)  
 (03) Segondè enkonplè (pa rive nan filò)  
 (04) Segondè konplè (ki fè filò)  
 (05) Lekòl teknik enkonplè  
 (06) Lekòl teknik konplè  
 (07) Inivèsite enkonplè  
 (08) Inivèsite konplè  
 (88) PK  
 (98) PR  
 (99)PA

**MOV1.** Eske w ka di w fè pati ...? [LI REPONS YO]

(1) Klas siperyè (gwo boujwa)  
 (2) Klas mwayèn siperyè (ti boujwa)  
 (3) Klas mwayèn  
 (4) Klas mwayèn enferyè (moun ki gen ti woulman), oswa  
 (5) Klas enferyè (pòv)?  
 (88) PK (98) PR (99)PA

**Q2D-Y.** Nan ki jou, mwa, lane ou te fèt? [Si moun pa vle di nan ki jou ak mwa li te fèt, mande li sèlman nan ki lane oswa mandel laj li epi kalkile lane a]

\_\_\_\_\_ Jou \_\_\_\_\_ Mwa (01 = Janvyè) \_\_\_\_\_ Lane  
 (Pou Q2D ak Q2M: 88 =PK ak 98 = PR)  
 (Pou Q2Y: 8888 = PK ak 9888 = PR)

|\_|\_|Q2D  
 Jou  
 |\_|\_|Q2M  
 Mwa  
 |\_|\_|\_|Q2Y  
 Lane



<p><b>Q3C.</b> Ki relijyon w? <b>[Pa li repons yo] [Si li di li pa genyen relijyon, gade si li ta dwe nan kategori 4 oswa 11]</b></p> <p>(1) Katolik  (2) Pwotestan tradisyonè, pwotestan ki pa evanjelik (kreyen, kalvinis, Literyen, Metodis, Presbyteryen, Disip Kris la, Episkopal, anglican, merov).  (3) Relijyon peyi lès yo ki pa kreyen (Mizilman, Boudis, Relijyon endou; Taoist; Konfisyanis; baai).  (4) Okenn (li kwe nan yon antite siprèm men li pa genyen okenn relijyon)  (5) Evangelik ak Pannkotis (Pannkotis, Legliz Bondye; Asanble Bondye; Inivèsèl Legliz Wayòm Bondye a; Entènasyonal Legliz Foursquare pawòl Bondye a; Legliz pentkotist Kris la; kongregasyon kreyen; menonit; Brethren; Kreyen Legliz freeform; Karismatik ki pa katolik, Lumières du monde, Corps de Christ, Batis, Nazareyen, lame di salì, Advantis, Advantis Setyèm Jou, Sara Nossa Terra;).  (6) Mòmmon  (7) Relijyon tradisyonèl ak natif natal (kandonblé, Vodouyizan, Rasta, Relijyon Maya yo, Umbanda; Maria Lonza; Inti; Kardecista, Santo Daime, Esoterica).  (10) Jwif  (11) Agnostik, ate (li pa kwè nan Bondye)  (12) Temwen Jova  (88) PK (98) PR</p>	
<p><b>Q5A.</b> Chak kilè w ale nan yon sévis relijye? <b>[Li repons yo]</b></p> <p>(1) Pi plis pase yon fwa pa semèn (2) Yon fwa pa semèn (3) Yon fwa pa mwa  (4) Yon oswa de fwa pa lane (5) Pa janm fè sa/yon lè konsa (88) PK (98) PR</p>	
<p><b>Q5B.</b> Ki enpòtan relijyon genyen nan lavi w? Eske w ta di li: trè enpòtan, on ti jan enpòtan, on ti jan pa enpòtan, oswa pa enpòtan di tou?</p> <p>(1) Trè enpòtan anpil (2) on ti jan enpòtan (3) on ti jan pa enpòtan  (4) Pa enpòtan di tou (88) PK (98) PR</p>	
<p><b>PS1.</b> Ki bò dlo yo itilize lakay ou sòti? <b>[Li repons yo]</b></p> <p>(1) Tiyo ki rive jouk nan kay la <b>[Kontinye]</b>  (2) Tiyo nan lakou a <b>[Kontinye]</b>  (3) Tiyo nan lakou vwazen ou <b>[Kontinye]</b>  (4) Fontèn piblik <b>[Kontinye]</b>  (5) Pwi nan lakou a <b>[Ale nan PS3]</b>  (6) Pwi nan zòn nan <b>[Ale nan PS3]</b>  (7) Achte kamyon dlo <b>[Ale nan PS3]</b>  (8) Achte bokit dlo <b>[Ale nan PS3]</b>  (9) Pran dlo lapli <b>[Ale nan PS3]</b>  (10) Sous, rivyè <b>[Ale nan PS3]</b>  (11) Lòt <b>[Ale nan PS3]</b>  (88) PK <b>[Ale nan PS3]</b> (98) PR <b>[Ale nan PS3]</b></p>	
<p><b>PS2.</b> Chak kilè w jwenn dlo nan kay sa a? <b>[Li repons yo]</b></p> <p>(1) Chak jou  (2) Chak 2 jou  (3) Chak 3 jou  (4) Yon fwa pa semen  (5) Yon fwa chak 2 semen oswa yon lè konsa  (88) PK (98) PR (99) PA</p>	
<p><b>PS3</b> Eske kay la genyen kouran elektrik?</p> <p>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR</p>	
<p><b>PS4.</b> A pe prè, konbyen èdtan kouran ou te jwenn chak jou nan 3 mwa ki fèk sot pase yo?  È de tan pa jou (00-24) _____  (88) PK (98) PR (99) PA</p>	

**OCUP4A. Aktyèlman, kisa wap fè? [Li repons yo]**

- (1) Wap travay? [Kontinye]
- (2) Ou nan konje men ou gen travay? [Kontinye]
- (3) W ap chèche travay tankou mèt janjak? [Ale nan Q10NEW]
- (4) W ap etidye? [Ale nan Q10NEW]
- (5) W ap okipe kay la sèlman? [Ale nan Q10NEW]
- (6) Ou se retirete, pansyonè, enkapasite pèmanan (pa nan eta pou li travay)? [Ale nan Q10NEW]
- (7) Ou pap travay epi ou pap chèche travay? [Ale nan Q10NEW]
- (88) PK [Ale nan Q10NEW] (98) PR [Ale nan Q10NEW]

**OCUP1A. Nan travay sa, eskew se: [Li repons yo]**

- (1) Amplwaye kap touche nan biwo leta?
- (2) Amplwaye kap touche nan biznis prive?
- (3) Patwon oswa asosye nan yon biznis?
- (4) Travay pou tèt pa w?
- (5) Travay san touche nan biznis lafanmi an
- (88) PK (98) PR (99) PA

**[BAY LI KAT "F"]**

**Q10NEW.** An tou, konbyen kòb moun lakay ou fè pa mwa, lèw konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan tout moun kap travay nan kay la?

- (00) Ankenn revni
- (01) Pa plis pase 800 goud
- (02) 800-1600 goud
- (03) 1601-2400 goud
- (04) 2401-3200 goud
- (05) 3201-4000 goud
- (06) 4001-4800 goud
- (07) 4801-5620 goud
- (08) 5621-6380 goud
- (09) 6381-7200 goud
- (10) 7201-8400 goud
- (11) 8401-9600 goud
- (12) 9601-14400 goud
- (13) 14401-19200 goud
- (14) 19201-24000 goud
- (15) 24001-28800 goud
- (16) Plis pase 28800 goud
- (88) PK
- (98) PR

**[PA POZE KEKSYON SA A SI MOUN NAN PAP TRAVAY OSWA LI SE YON RETRETE, PANSYONÈ, ENKAPASITE PÈMANAN (VERIFYE OCUP4A)]**

**Q10G. Konbyen kòb ou touche pèsònèlman chak mwa nan travay ou? [Si moun nan pa konprann: Konbyen kòb ou touche tankou salè san konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan lòt moun kap travay nan kay la?]**

- (00) Ankenn revni
- (01) Pa plis pase 800 goud
- (02) 800-1600 goud
- (03) 1601-2400 goud
- (04) 2401-3200 goud
- (05) 3201-4000 goud
- (06) 4001-4800 goud
- (07) 4801-5620 goud
- (08) 5621-6380 goud
- (09) 6381-7200 goud
- (10) 7201-8400 goud
- (11) 8401-9600 goud
- (12) 9601-14400 goud
- (13) 14401-19200 goud
- (14) 19201-24000 goud
- (15) 24001-28800 goud
- (16) Plis pase 28800 goud
- (88) PK
- (98) PR
- (99) PA ( li pap travay epi li pa retirete)

**[PRAN KAT "F"]**

**Q10A. Eske fanmi w resevwa transfè lajan ki sòti nan peyi letranje?**

- (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR

**Q14. Eske w genyen lide ale viv osinon travay nan peyi letranje nan twa lane kap vini yo?**

- (1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR

**Q10D. Lajan yo peye nan travay la ak lajan tout moun nan kay la resevwa, eske: [Li respons yo]**

- (1) Li kont pou nou viv, nou genyen lajan sere
- (2) Li kont pou nou viv, nou pa genyen pwoblèm
- (3) Li pa kont, nou genyen pwoblèm
- (4) Li pa kont, nou genyen anpil pwoblèm/nou pa ka manje
- (88) [Pa Li] PK (98) [Pa Li] PR

**Q10E. Nan 2 lane ki fèk sot pase yo, èske moun lakay ou fè: [Li repons yo]**

- (1) Plis kòb?
- (2) Menm valè kòb?
- (3) Mwens kòb?
- (88) PK (98) PR

Konnye a, mwen pral di kèk kesyon sou koze manje nan kay la.

	Non	Wi	PK	PR
<b>FS2.</b> Nan twa mwa ki fèk sot pase yo, poutèt pa gen lajan oswa lòt resous, èske pafwa moun lakay ou pat gen manje?	0	1	88	98
<b>FS8.</b> Nan twa mwa ki fèk sot pase yo, eske gen kèk jou ou menm oswa yon lòt moun kap viv nan kay la te pase tout jounen an ak lannwit san manje poutèt pat genyen manje?	0	1	88	98

**Q11. Ki kondisyon matrimonyal ou? Eske w : [Li repons yo]**

- (1) Selibatè [Ale nan Q12C]
- (2) Marye [Kontinye]
- (3) Plase [Kontinye]
- (4) Divòse [Ale nan Q12C]
- (5) Kite apre maryaj/plasaj [Ale nan Q12C]
- (6) Mari/madanm mouri [Ale nan Q12C]
- (88) PK [Ale nan Q12C] (98) PR [Ale nan Q12C]

<p><b>GEN10.</b> Ann panse sou ou menm ak mari(oswa madanm) ou epi sou salè nou ap touche, kiyès nan pawòl sa yo ki pi byen dekri salè pa ou : <b>[Li repons yo]</b></p> <p>(1) Ou pa touche anyen epi mari (oswa madanm) w touche tout revni kay la.                  (2) Ou touche mwens kòb pase mari oswa madanm ou ;                  (3) Ou touche preske menm vale kòb ak mari (oswa madanm) ou;                  (4) Ou touche plis kòb pase mari (oswa madanm) ou;                  (5) Ou touche tout revni kay la epi mari (oswa madanm) w pa touche anyen;                  (6) <b>[Pa li]</b> Pa touche salè                  (88) PK (98) PR (99) PA</p>	
<p><b>Q12C.</b> Konbyen moun kap viv nan kay la nan moman sa a? _____                  (88) PK (98) PR</p>	
<p><b>Q12.</b> Konbyen pitit ou genyen? _____ (<b>00= Okenn</b>→ <b>Ale nan ETID</b>)                  (88) PK (98) PR</p>	
<p><b>Q12B.</b> Konbyen nan timoun sa yo ki genyen mwens 13 lane epi kap viv nan kay la?                  _____ <b>00 = Okeen,</b> (88) PK (98) PR                  (99) PA (Pa gen timoun)</p>	
<p><b>ETID.</b> Eske w ka di w se: Nwa, milat oswa blan?                  (1) Blan (4) Nwa (5) Milat (7) Lòt (88) PK (98) PR</p>	

<p><b>LENG1.</b> Ki lang moun nan kay la plis pale yonn ak lòt depi lè ou te timoun? <b>[Ekri yon sèl repons]</b>                  (2201) Kreyòl (2202) Franse (2203) Panyòl (2204) Angle (5) Lòt (88) PK (98) PR</p>	
---	--

<p><b>WWW1.</b> Ann pale lòt bagay, chak kilè ou itilize entènèt? <b>[Li repons yo]</b></p> <p>(1) Chak jou oswa prèske chak jou                  (2) Kèk fwa pa semen                  (3) Kèk fwa pa mwa                  (4) Yon lè konsa                  (5) Pa janm fè sa                  (88) <b>[Pa li]</b> PK (98) <b>[Pa li]</b> PR</p>	
--	--

<p>Pou rezon estatistik mwen ta renmen konnen ki valè enfòmasyon sou koze politik ak sou peyi a ke yo bay moun</p> <p><b>G10.</b> Chak kilè w tande nouvel nan radyo, gade nouvel nan televizyon, oswa li nouvel nan jounal oswa sou entènèt? <b>[Li repons yo]:</b>                  (1) Chak jou (2) Kèk fwa pa semen (3) Kèk fwa pa mwa (4) Yon lè konsa (5) Pa janm fè sa                  (88) PK (98) PR</p>																					
	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Korèk</th> <th>Pa korèk</th> <th>PK</th> <th>PR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td><b>G11.</b> Koman yo rele Prezidan aktyèl peyi letazini? <b>[Pa li: Barack Obama, aksepte "Obama"]</b></td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">88</td> <td style="text-align: center;">98</td> </tr> <tr> <td><b>G14.</b> Ki valè tan yon prezidan dwe rete sou pouvwa an Ayiti? <b>[Pa li: 5 lane]</b></td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">88</td> <td style="text-align: center;">98</td> </tr> <tr> <td><b>G17.</b> Ki valè depite ki genyen nan Palman an? <b>[Ekri nimewo moun di a]</b></td> <td colspan="2" style="text-align: center;">Nimewo: _____</td> <td style="text-align: center;">8888</td> <td style="text-align: center;">9888</td> </tr> </tbody> </table>		Korèk	Pa korèk	PK	PR	<b>G11.</b> Koman yo rele Prezidan aktyèl peyi letazini? <b>[Pa li: Barack Obama, aksepte "Obama"]</b>	1	2	88	98	<b>G14.</b> Ki valè tan yon prezidan dwe rete sou pouvwa an Ayiti? <b>[Pa li: 5 lane]</b>	1	2	88	98	<b>G17.</b> Ki valè depite ki genyen nan Palman an? <b>[Ekri nimewo moun di a]</b>	Nimewo: _____		8888	9888
	Korèk	Pa korèk	PK	PR																	
<b>G11.</b> Koman yo rele Prezidan aktyèl peyi letazini? <b>[Pa li: Barack Obama, aksepte "Obama"]</b>	1	2	88	98																	
<b>G14.</b> Ki valè tan yon prezidan dwe rete sou pouvwa an Ayiti? <b>[Pa li: 5 lane]</b>	1	2	88	98																	
<b>G17.</b> Ki valè depite ki genyen nan Palman an? <b>[Ekri nimewo moun di a]</b>	Nimewo: _____		8888	9888																	

<p>Pou nou fini, eske ou genyen aparèy oswa bagay sa yo lakay ou a: <b>(Li repons yo)</b></p>				
<b>R1.</b> Televizyon		(0) Non		(1) Wi
<b>R3.</b> Frijidè (Refrijeratè)		(0) Non		(1) Wi
<b>R4.</b> Telefòn òdinè (Teleco)		(0) Non		(1) Wi
<b>R4A.</b> Telefòn potab, selilè		(0) Non		(1) Wi
<b>R5.</b> Machin oswa kamyon	(0) No	(1) Yon	(2) De	(3) Twa oswa plis pase twa
<b>R6.</b> Machin pou lave rad		(0) Non		(1) Wi
<b>R7.</b> Fou micro-onde		(0) Non		(1) Wi
<b>R8.</b> Motosiklèt		(0) Non		(1) Wi
<b>R12.</b> Dlo potab (tiyo) anndan kay la		(0) Non		(1) Wi
<b>R14.</b> Douch anndan kay la		(0) Non		(1) Wi

R15. Òdinatè	(0) Non	(1) Wi	
R16. Televizyon Flat panel o figi plat	(0) Non	(1) Wi	
R18. Entenèt	(0) Non	(1) Wi	
R21. Èske kay sa a konekte ak yon system trou egou (trou ego)?	(0) Non	(1) Wi	

Se tout keksyon mwen te genyen. Mèsi anpil pou kolaborasyon w.

<b>COLORR.</b> [Lè ankèt la fini, san ou pa mande moun nan, tranpri itilize kat pou koulè yo epi ekri nimewo ki pi sanble ak koulè figi moun] _____ (97) Pa kapab klase moun nan [Ekri (97) Sèlman si pou nimpòt rezon ou pa kapab wè figi moun nan]	_____
Lè ankèt la te fini _____ : _____ TI Konbyen tan ankèt la te dire [minit, gade nan paj # 1] _____	_____
<b>INTID.</b> [Non anketè a]	_____
<b>SEXI.</b> [Ekri seks ou]: (1) Gason (2) Fanm	
<b>COLORI.</b> [Itilize kat pou koulè yo, ekri nimewo koulè ki pi sanble ak koulè pa ou a]. _____	_____

Mwen deklare ke ankèt sa sa te fèt ak moun mwen di a

Siyati anketè a \_\_\_\_\_ dat \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Siyati sipèvisè a \_\_\_\_\_

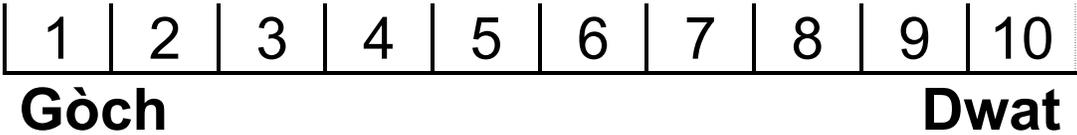
Komantè: \_\_\_\_\_

[pa pou PDA] Siyati moun ki antre done yo \_\_\_\_\_

[Pa pou PDA] Siyati moun ki te verifiye done yo \_\_\_\_\_

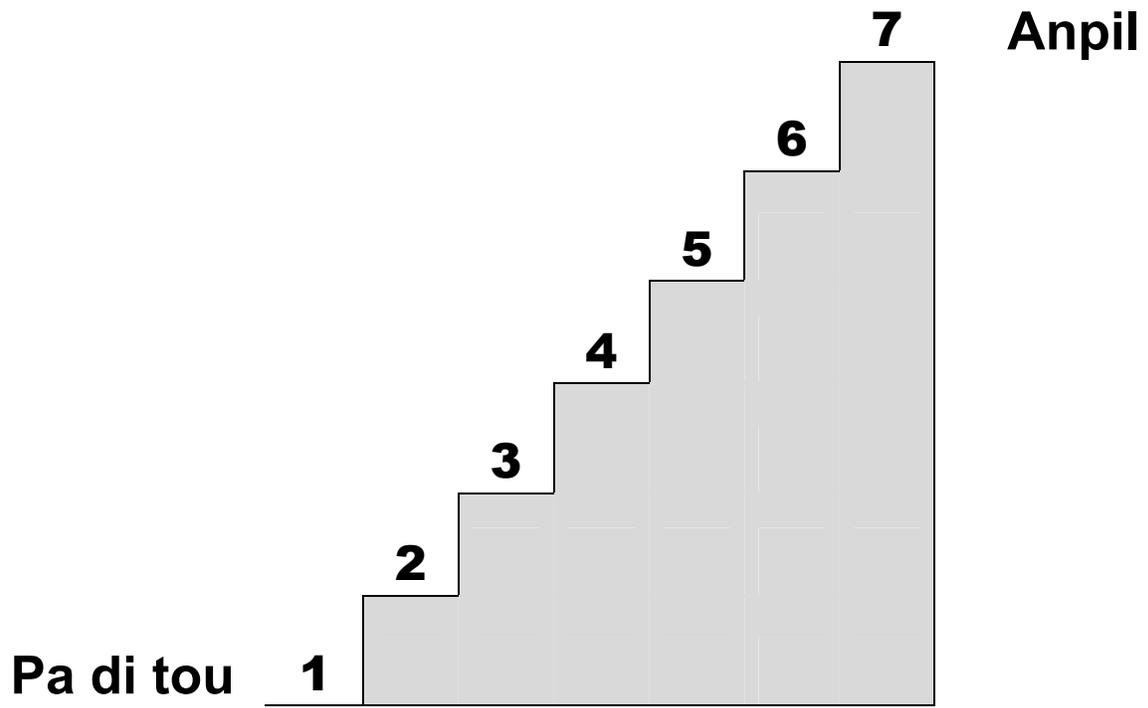


# Kat "A"



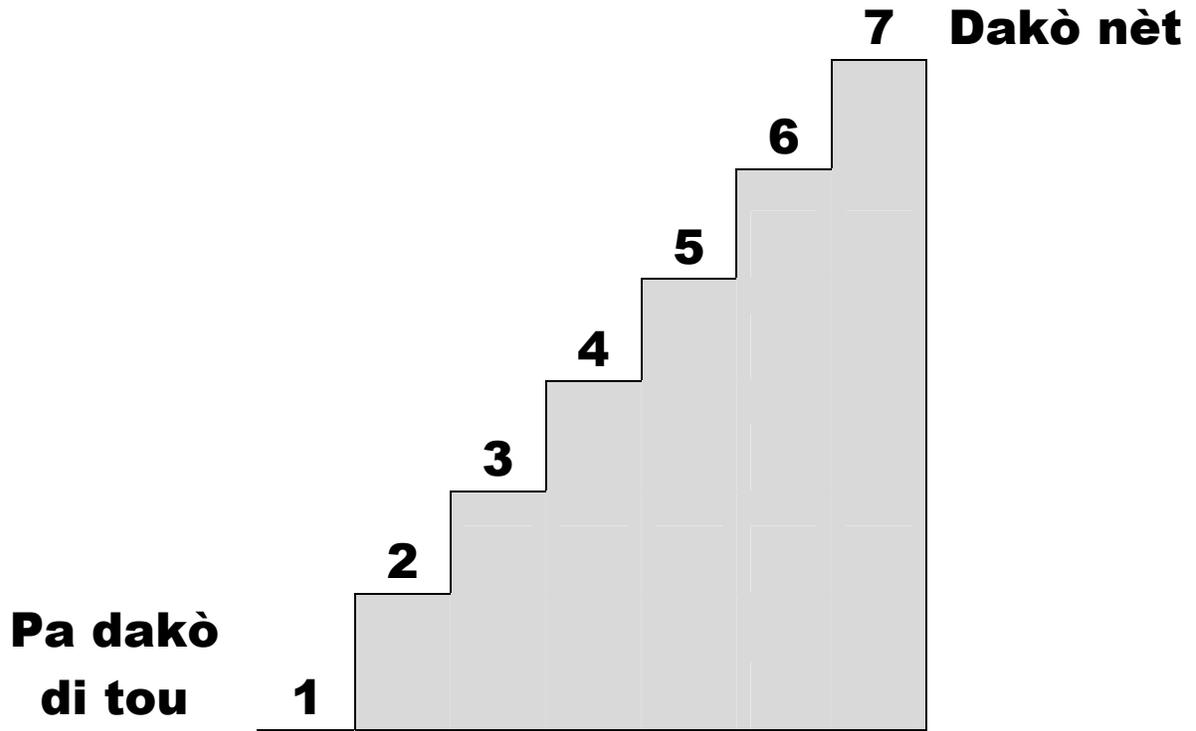


# KAT "B"



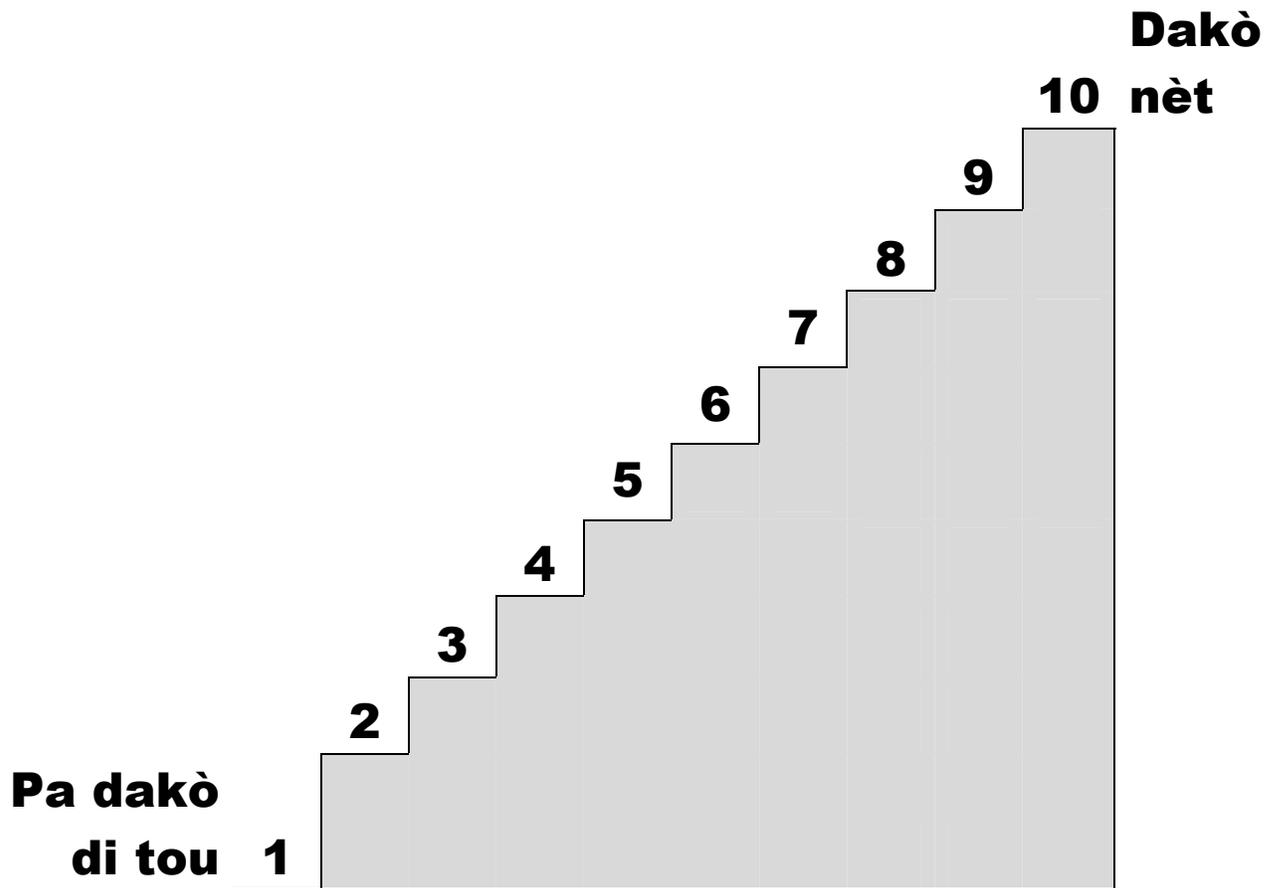


## Kat "C"





# Kat "D"



## **Kat "F"**

- (00) Ankenn revni
- (01) Pa plis ke 800 goud
- (02) 800-1600 goud
- (03) 1601-2400 goud
- (04) 2401-3200 goud
- (05) 3201-4000 goud
- (06) 4001-4800 goud
- (07) 4801-5620 goud
- (08) 5621-6380 goud
- (09) 6381-7200 goud
- (10) 7201-8400 goud
- (11) 8401-9600 goud
- (12) 9601-14400 goud
- (13) 14401-19200 goud
- (14) 19201-24000 goud
- (15) 24001 – 28800 goud
- (16) Plis pase 28800 goud



# Palèt koulè





## Annexe C Les tableaux de régression

**Figure 10. Modèle de régression linéaire du niveau de scolarité**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Urbain	0.079	0.029	0.007
Femme	-0.073	0.015	0.000
Couleur de peau	-0.141	0.021	0.000
26-35 ans	0.008	0.023	0.730
36-45 ans	-0.095	0.025	0.000
46-55 ans	-0.170	0.029	0.000
56-65 ans	-0.110	0.019	0.000
66+ ans	-0.097	0.031	0.002
Constante	0.168	0.028	0.000
# observations	1731		
F( 8, 103)	21.260		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.111		

**Figure 14. Modèle de régression linéaire des revenus personnels**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Urbain	-0.017	0.045	0.709
Femme	-0.116	0.030	0.000
Couleur de peau	0.042	0.052	0.422
Reçoit des transferts de fonds	0.164	0.043	0.000
26-35 ans	0.051	0.065	0.435
36-45 ans	0.024	0.064	0.714
46-55 ans	0.009	0.064	0.889
56-65 ans	-0.009	0.050	0.863
66+ ans	-0.077	0.033	0.022
Constante	-0.081	0.063	0.203
# observations	571		
F( 9, 92)	8.080		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.053		

**Figure 17. Modèle de régression linéaire d'insécurité alimentaire**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Urbain	0.036	0.037	0.344
Femme	0.066	0.024	0.007
Couleur de peau	0.097	0.036	0.007
Reçoit des transferts de fonds	-0.215	0.038	0.000
26-35 ans	-0.096	0.036	0.008
36-45 ans	-0.105	0.039	0.008
46-55 ans	-0.088	0.034	0.012
56-65 ans	-0.029	0.029	0.309
66+ ans	0.021	0.023	0.373
Constante	0.065	0.044	0.143
# observations	1717		
F( 9, 102)	11.100		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.068		

**Figure 21. Modèle de régression logistique de la discrimination au travail ou à l'école**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Urbain	0.265	0.098	0.008
Femme	-0.054	0.053	0.306
Couleur de peau	-0.113	0.073	0.124
26-35 ans	0.136	0.114	0.236
36-45 ans	0.137	0.078	0.080
46-55 ans	0.054	0.088	0.539
56-65 ans	0.022	0.061	0.726
66+ ans	0.073	0.068	0.281
Éducation	-0.117	0.067	0.086
Constante	-1.265	0.105	0.000
# observations	1689		
F( 9, 102)	2.420		
Prob > F	0.016		

**Figure 45. Modèle de régression linéaire de l'efficacité interne**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Taille du lieu de résidence	0.009	0.029	0.764
Femme	0.006	0.027	0.818
Femme qui reste à la maison	-0.046	0.025	0.062
Âge	-0.008	0.026	0.768
Éducation	0.129	0.033	0.000
Quintile de richesse	-0.004	0.029	0.896
Intérêt politique	0.244	0.031	0.000
Couleur de peau	-0.032	0.030	0.302
Discrimination par le gouvernement	-0.015	0.037	0.675
Discrimination en d'autres endroits	-0.085	0.029	0.004
Constante	0.093	0.040	0.021
# observations	1580		
F( 10, 101)	15.490		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.094		

**Figure 48. Modèle de régression linéaire de l'efficacité externe**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Taille du lieu de résidence	0.016	0.038	0.671
Femme	0.019	0.026	0.449
Femme qui reste à la maison	-0.032	0.029	0.273
Âge	-0.018	0.029	0.530
Éducation	0.110	0.033	0.001
Quintile de richesse	-0.017	0.029	0.567
Political Interest	0.009	0.023	0.698
Couleur de peau	-0.016	0.030	0.594
Discrimination par le gouvernement	-0.037	0.040	0.358
Discrimination en d'autres endroits	-0.107	0.027	0.000
Constante	0.139	0.052	0.008
# observations	1593		
F( 10, 101)	4.860		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.033		

**Figure 49. Modèle de régression linéaire de la perception que les partis écoutent**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	0.011	0.040	0.775
Femme	0.005	0.045	0.918
Femme qui reste à la maison	-0.026	0.033	0.432
Âge	-0.014	0.039	0.717
Éducation	0.133	0.047	0.006
Quintile de richesse	-0.031	0.049	0.524
Intérêt politique	0.047	0.040	0.241
Couleur de peau	-0.075	0.039	0.061
Discrimination par le gouvernement	0.099	0.045	0.030
Discrimination en d'autres endroits	-0.090	0.036	0.015
Constant	0.058	0.052	0.267
# observations	758		
F( 10, 101)	2.910		
Prob > F	0.003		
R-carré	0.045		

**Figure 53. Modèle de régression linéaire de l'appui au système politique**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	-0.037	0.037	0.316
Femme	0.008	0.023	0.733
Femme qui reste à la maison	0.007	0.024	0.781
Âge	0.028	0.025	0.265
Éducation	0.050	0.039	0.206
Quintile de richesse	0.017	0.030	0.572
Intérêt politique	0.108	0.033	0.001
Couleur de peau	-0.134	0.026	0.000
Discrimination par le gouvernement	0.163	0.048	0.001
Discrimination en d'autres endroits	-0.047	0.025	0.065
Constante	0.288	0.045	0.000
# observations	1599		
F( 10, 101)	10.840		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.065		

**Figure 56. Modèle de régression linéaire de l'appui à la démocratie**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	0.033	0.022	0.138
Femme	-0.070	0.022	0.002
Femme qui reste à la maison	0.021	0.023	0.373
Âge	0.005	0.022	0.808
Éducation	0.077	0.037	0.041
Quintile de richesse	0.004	0.026	0.887
Intérêt politique	0.072	0.042	0.087
Couleur de peau	-0.009	0.021	0.686
Discrimination par le gouvernement	-0.025	0.031	0.428
Discrimination en d'autres endroits	-0.025	0.026	0.344
Constante	0.054	0.032	0.101
# observations	1592		
F( 10, 101)	3.770		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.029		

**Figure 60. Modèle de régression logistique de la participation aux manifestations**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	0.078	0.088	0.376
Âge	0.027	0.081	0.735
Femme	-0.328	0.087	0.000
Femme qui reste à la maison	-0.184	0.106	0.085
Éducation	-0.033	0.097	0.731
Quintile de richesse	0.023	0.086	0.787
Intérêt politique	0.340	0.077	0.000
Participation à des comités d'amélioration communautaire	0.393	0.088	0.000
Couleur de peau	-0.102	0.084	0.229
Perception de la situation économique nationale	-0.151	0.078	0.055
A Voté pour Martelly 2010	0.124	0.070	0.077
Discrimination par le gouvernement	0.295	0.076	0.000
Discrimination en d'autres endroits	0.193	0.066	0.004
Constante	-1.749	0.119	0.000
# observations	1527		
F( 13, 98)	11.810		
Prob > F	0.000		

**Figure 69. Modèle de régression logistique de la victimisation par la corruption**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Éducation	0.238	0.102	0.022
Taille du lieu de résidence	-0.025	0.068	0.712
Perception de la situation économique familiale	-0.024	0.081	0.767
Femme	0.004	0.049	0.935
Quintile de richesse	0.231	0.076	0.003
Couleur de peau	-0.148	0.062	0.019
Constante	0.668	0.075	0.000
# observations	1588		
F( 6, 105)	4.470		
Prob > F	0.001		

**Figure 78. Modèle de régression logistique de la victimisation par la criminalité**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Éducation	-0.064	0.094	0.494
Taille du lieu de résidence	0.085	0.066	0.203
Perception de la situation économique familiale	-0.012	0.081	0.888
Femme	-0.052	0.103	0.617
Quintile de richesse	0.085	0.078	0.277
Couleur de peau	0.153	0.076	0.045
Constante	-1.398	0.086	0.000
# observations	1587		
F( 6, 105)	1.120		
Prob > F	0.353		

**Figure 85. Modèle de régression logistique de l'appui aux interventions pour empêcher la servitude des enfants**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Quintile de richesse	-0.092	0.102	0.370
Éducation	0.252	0.088	0.005
Taille du lieu de résidence	-0.466	0.116	0.000
Couleur de peau	0.177	0.075	0.020
Femme	-0.001	0.068	0.988
Âge	-0.135	0.078	0.086
Enfants à la maison	-0.021	0.072	0.772
Constante	1.831	0.154	0.000
# observations	1704		
F( 7, 104)	6.490		
Prob > F	0.000		

**Figure 87. Modèle de régression lineaire de l'appui au système politique**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Éducation	0.076	0.031	0.014
Taille du lieu de résidence	0.003	0.033	0.922
Couleur de peau	-0.106	0.023	0.000
Femme	0.019	0.022	0.373
Sentiment d'insecurité	-0.125	0.031	0.000
Victimisation par la criminalité	-0.007	0.020	0.719
Perception de corruption	-0.336	0.042	0.000
Victimisation par la corruption	0.150	0.024	0.000
Constante	0.218	0.037	0.000
# observations	1569		
F( 8, 103)	19.810		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.164		

**Figure 91. Modèle de régression logistique de l'appui à l'État de droit**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Éducation	0.038	0.074	0.607
Taille du lieu de résidence	-0.118	0.072	0.101
Couleur de peau	-0.005	0.066	0.943
Femme	-0.019	0.074	0.796
Confiance interpersonnelle	-0.018	0.078	0.821
Position dans l' 'echelle gauche-droite	-0.091	0.061	0.142
Victimisation par la corruption	-0.179	0.069	0.011
Victimisation par la criminalité	-0.132	0.059	0.028
Sentiment d'insecurité	-0.249	0.088	0.006
Perception de corruption	-0.027	0.078	0.726
Constante	0.803	0.087	0.000
# observations	1449		
F( 10, 101)	3.830		
Prob > F	0.000		

**Figure 99. Modèle de régression linéaire de la tolérance politique**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Perception de la situation économique nationale	-0.035	0.037	0.350
Perception de la situation économique personnelle	-0.122	0.030	0.000
Sentiment d'insecurité	0.105	0.029	0.000
Victimisation par la criminalité	-0.040	0.024	0.100
Fréquentation de l'église	-0.016	0.034	0.634
Importance de la religion	-0.010	0.043	0.817
Soutien a la démocratie	0.206	0.035	0.000
Éducation	0.050	0.024	0.036
Quintile de richesse	-0.013	0.031	0.670
Couleur de peau	0.081	0.030	0.008
Femme	-0.041	0.018	0.027
Constante	0.004	0.042	0.925
# observations	1523		
F( 11, 100)	9.230		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.102		

**Figure 103. Modèle de régression logistique des attitudes favorisant la stabilité démocratique**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Victimisation par la criminalité	-0.003	0.084	0.976
Sentiment d'insecurité	-0.065	0.088	0.461
Victimisation par la corruption	0.046	0.087	0.594
Perception de corruption	-0.308	0.094	0.001
Perception de la situation économique nationale	0.089	0.123	0.471
Perception de la situation économique personnelle	0.141	0.079	0.076
Femme	-0.045	0.078	0.569
Quintile de richesse	-0.001	0.103	0.994
Éducation	0.139	0.089	0.122
Taille du lieu de résidence	-0.042	0.125	0.735
Couleur de peau	-0.067	0.095	0.481
Constante	-2.164	0.135	0.000
# observations	1510		
F( 11, 100)	2.520		
Prob > F	0.008		

**Figure 114. Modèle de régression logistique de la formulation de demandes auprès du gouvernement local**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Confiance envers le gouvernement local	-0.206	0.089	0.022
A assisté à une réunion municipale	1.061	0.074	0.000
Perception de la situation économique familiale	0.162	0.077	0.038
Éducation	0.028	0.090	0.758
Femme	-0.103	0.064	0.108
26-35 ans	0.041	0.101	0.683
36-45 ans	0.171	0.099	0.089
46-55 ans	-0.058	0.102	0.572
56-65 ans	-0.109	0.083	0.192
66+ ans	0.065	0.071	0.359
Couleur de peau	0.068	0.082	0.409
Quintile de richesse	-0.020	0.092	0.828
Taille du lieu de résidence	0.048	0.070	0.492
Constante	-1.708	0.089	0.000
# observations	1529		
F( 13, 98)	17.170		
Prob > F	0.000		

**Figure 129. Modèle de régression linéaire de la satisfaction des citoyens à l'égard de la qualité des services locaux comme déterminant de l'appui au système politique**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Évaluation des services du gouvernement local	0.117	0.032	0.000
Victimisation par la criminalité	-0.014	0.020	0.504
Sentiment d'insecurité	-0.103	0.027	0.000
Victimisation par la corruption	0.152	0.029	0.000
Perception de corruption	-0.350	0.040	0.000
Évaluation de la performance du travail du gouvernement	0.112	0.034	0.001
Intérêt politique	0.102	0.030	0.001
Perception de la situation économique nationale	-0.053	0.038	0.166
Perception de la situation économique personnelle	0.164	0.032	0.000
Perception de la situation économique familiale	0.010	0.028	0.734
Femme	0.023	0.023	0.317
Quintile de richesse	-0.042	0.030	0.165
Éducation	0.034	0.039	0.376
Taille du lieu de résidence	0.004	0.033	0.909
Couleur de peau	-0.080	0.027	0.003
Constante	0.129	0.043	0.004
# observations	1303		
F( 15, 96)	23.160		
Prob > F	0.000		
R-carré	0.278		

**Figure 134. Modèle de régression linéaire hiérarchique de l'évaluation de la performance du gouvernement national dans le processus de reconstruction**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	0.067	0.037	0.069
Quintile de richesse	0.054	0.026	0.040
Femme	0.019	0.023	0.402
Éducation	0.125	0.030	0.000
Dommages causés par le séisme sur la maison	0.017	0.033	0.614
Identifié avec le parti Repons Peyizan	0.039	0.014	0.004
Dommages causés par le séisme à la municipalité	-0.104	0.054	0.055
Constante	-0.098	0.052	0.060
LR test vs. régression linéaire			
Chi-squared (01)	56.400		
Prob >= Chi-carré	0.000		
# observations	1687		
# groupes	50		
Log restricted-likelihood	-2336.253		
Wald chi2(7)	43.350		
Prob > chi2	0.000		

**Figure 150. Modèle de régression linéaire hiérarchique de l'appui à la démocratie**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	0.031	0.030	0.302
Âge	0.011	0.024	0.652
Perception de la situation économique nationale	-0.105	0.023	0.000
Perception de la situation économique personnelle	-0.065	0.023	0.005
Femme	-0.055	0.020	0.006
Éducation	0.104	0.027	0.000
Âge	0.009	0.019	0.658
Insécurité alimentaire	-0.065	0.022	0.003
Dommages causés par le séisme sur la maison	0.003	0.030	0.910
Dommages causés par le séisme à la municipalité	0.033	0.040	0.402
IDP camp	-0.053	0.025	0.036
Constante	0.141	0.037	0.000
LR test vs. régression linéaire			
Chi-squared (01)	14.310		
Prob >= Chi-carré	0.000		
# observations	1616		
# groupes	50		
Log restricted-likelihood	-1987.992		
Wald chi2(11)	85.630		
Prob > chi2	0.000		

**Figure 162. Modèle de régression linéaire hiérarchique de l'appui au régime politique**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Taille du lieu de résidence	-0.008	0.034	0.820
Quintile de richesse	0.006	0.026	0.811
Perception de la situation économique nationale	-0.006	0.025	0.805
Perception de la situation économique personnelle	0.227	0.025	0.000
Femme	-0.005	0.022	0.815
Éducation	0.051	0.029	0.074
Âge	0.058	0.021	0.005
Insécurité alimentaire	-0.069	0.024	0.004
Dommages causés par le séisme sur la maison	-0.033	0.032	0.314
Dommages causés par le séisme à la municipalité	-0.124	0.047	0.008
IDP camp	0.061	0.027	0.024
Constante	0.141	0.044	0.001
LR test vs. Linéaire régression			
Chi-squared (01)	35.770		
Prob >= Chi-carré	0.000		
# observations	1621		
# groupes	50		
Log restricted-likelihood	-2107.351		
Wald chi2(11)	156.180		
Prob > chi2	0.000		

**Figure 164. Modèle de régression logistique hiérarchique de mobilisations sociales**

	Coefficient	Erreur type	P>t
Taille du lieu de résidence	0.032	0.059	0.590
Âge	0.030	0.052	0.567
Female	-0.524	0.158	0.001
Femme qui reste à la maison	-0.611	0.364	0.094
Éducation	0.000	0.025	0.989
Quintile de richesse	-0.004	0.054	0.942
Intérêt politique	0.011	0.003	0.000
Participation	0.013	0.002	0.000
Couleur de peau	-0.052	0.042	0.217
Perception de la situation économique nationale	-0.007	0.004	0.054
A voté pour Martelly 2010	0.142	0.147	0.335
Discrimination par le gouvernement	0.006	0.002	0.001
Discrimination par ailleurs	0.004	0.002	0.021
Insecurité alimentaire	0.001	0.001	0.248
Dommages causés par le séisme sur la maison	0.114	0.100	0.257
Dommages causés par le séisme à la municipalité	-0.008	0.179	0.964
IDP Camp	-0.164	0.235	0.484
Constante	-2.143	0.621	0.001
LR test vs. régression logistique			
Chi-squared (01)	2.170		
Prob >= Chi-carré	0.070		
# observations	1468		
# groupes	50		
Log likelihood	-629.228		
Wald chi2(17)	122.850		
Prob > chi2	0.000		

**Figure 175. Modèle de régression logistique de l'appui au candidat du Président en poste**

	<b>Coefficient</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;t</b>
Taille du lieu de résidence	-0.013	0.113	0.906
IDP camp	-0.036	0.107	0.736
Quintile de richesse	0.015	0.123	0.903
Femme	0.040	0.081	0.622
Éducation	0.119	0.117	0.311
Âge	0.063	0.100	0.531
Insecurité alimentaire	-0.075	0.119	0.527
Victimisation par la criminalité	-0.091	0.087	0.301
Victimisation par la corruption	-0.383	0.097	0.000
Perception de la performance du gouvernement national à la reconstruction	-0.274	0.115	0.019
Intérêt politique	-0.370	0.098	0.000
Efficacité du gouvernement actuel	0.138	0.122	0.260
Identifié avec le parti Repons Peyizan	0.496	0.074	0.000
De gauche	-0.112	0.239	0.641
De droite	0.395	0.203	0.054
De centre	-0.081	0.197	0.682
Constante	1.167	0.129	0.000
# observations	917		
F( 16, 90)	5.920		
Prob > F	0.000		

## Le Baromètre des Amériques

Cette étude est le produit de la programmation de recherche du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP) de l'Université Vanderbilt. Fondé il y a près de vingt ans, LAPOP est un consortium d'établissements universitaires provenant des quatre coins des Amériques. Son siège social est établi à l'Université Vanderbilt aux États-Unis. Au total, plus de 30 établissements participent au projet LAPOP. Le principal objectif du consortium est de produire des enquêtes d'opinion publique au caractère scientifique, objectif et indépendant. Ces recherches mesurent les attitudes et comportements des citoyens des Amériques face à la démocratie.

Au fil du temps, LAPOP a reçu l'appui généreux des institutions suivantes : l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la Faculté des arts et des sciences de l'Université Vanderbilt, la Fondation Tinker, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de développement, l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASDI), l'Ambassade de la Suède en Bolivie, l'Université Duke, l'Université Florida International, l'Université de Miami, l'Université Princeton, la Pontificia Universidad Católica du Chili, le Conseil national de la recherche du Brésil (CNPq) et l'Institut Kellogg de l'Université Notre Dame. LAPOP maintient également de bonnes relations avec l'Organisation des États américains (OEA).

L'enquête la plus récente, dont les résultats sont présentés dans cette étude, a été réalisée au cours de l'année 2012 à partir d'échantillons représentatifs de la population des pays sondés, incluant les populations des zones urbaines et rurales. Au final, l'enquête de 2012 représente plus de 41 000 entrevues complétées dans 26 pays des Amériques.

LAPOP permet au grand public d'accéder à sa banque de données de façon entièrement gratuite en visitant sa page Web ([www.lapopsurveys.org](http://www.lapopsurveys.org)), dans laquelle on peut produire des analyses en ligne. Les banques de données, les rapports de recherches, les articles scientifiques et les livres produits par LAPOP sont également tous disponibles sur la page Web du projet. Les personnes intéressées peuvent aussi accéder aux données produites par LAPOP en visitant les pages Web de plusieurs universités de l'Amérique Latine, des États-Unis et du Canada qui agissent en tant que dépositaire. Ainsi, LAPOP est fier de contribuer à faire la promotion de l'excellence de la recherche universitaire en matière de politiques publiques dans les Amériques.

**Agence américaine pour le développement international (USAID)**

Boulevard 15 octobre

Tabarre 41

Tabarre, Haiti

Telephone: (509) 2229-8000

Fax: (509) 2229-8066